UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY

HMod
P1344

PAGES D'HISTOIRE

9E Série - j - n

Pendant la Guerre

265-218
7/3/32

Librairie Militaire Berger-Levrault

Paris Nancy

111

Contents

Nu. j Gibbons: Les Derniers Massacres d'Arménie

" k 1 Deschanel: Les Commandements de la Patrie

" K 2 Piérard: La Hollande et la Guerre

" l La Manoeuvre Allemande

" m Hinzelin: L'Alsace-Lorraine sous le joug qui se brise...

" n 1 Les Dévastations Allemandes

" n 2 Histoire de la Révolution Russe

PAGES D'HISTOIRE --- 1914-1916

9e Série

HERBERT ADAMS GIBBONS

« La page la plus noire de l'Histoire moderne ».

Les Derniers Massacres d'Arménie

LES RESPONSABILITÉS

Traduit de l'Anglais

265218.
7/3/32.

BERGER-LEVRAULT, LIBRAIRES-ÉDITEURS

PARIS
RUE DES BEAUX-ARTS, 5-7

NANCY
18, RUE DES GLACIS, 18

N° 92

Prix : 40 centimes

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS, 5-7, rue des Beaux-Arts — rue des Glacis, 18, NANCY

L'ALLEMAGNE ET LE DROIT DES GENS, *d'après les sources allemandes et les archives du Gouvernement français*, par Jacques DE DAMPIERRE, archiviste-paléographe. 1914. Volume in-4, avec 103 gravures (vues, portraits, fac-similés de documents) et 13 cartes. 6 fr.

LES VIOLATIONS DES LOIS DE LA GUERRE PAR L'ALLEMAGNE (Publication du Ministère des Affaires étrangères). 1915. Volume grand in-8, avec de nombreuses photographies. ..... 1 fr.

LA VIOLATION DU DROIT DES GENS EN BELGIQUE. *Rapports de la Commission d'enquête.* Préfaceç de M. J. VAN DEN HEUVEL, ministre *d'Etat.* 1915. Un volume grand in-8 de 168 pages, avec 5 planches hors texte, br. ..... 1 fr. 25

CULTURE ET KULTUR, par Gaston GAILLARD. 2e édition, revue et corrigée. 1915. Volume in-8. ..... 3 fr.

L'ALLEMAGNE DEVANT L'HUMANITÉ, par le Dr AGEMIOC. Préfceç de M. Pierre NOTHOMB. 1915. Brochure in-8. ..... 60 c.

LA GUERRE DES NATIONS (*août-décembre 1914*), par Angelo GATTI, capitaine d'état-major dans l'armée italienne, critique militaire du *Corriere della Sera.* Traduit de l'italien avec l'autorisation de l'auteur. 1915. Vol. in-8. ..... 3 fr. 50

L'ADVERSAIRE. *Aperçu historique sur le développement de la puissance militaire de l'Allemagne, de ses origines à juin 1915*, par C.-H. D'ESTRE, breveté d'état-major. Volume in-8. ..... 1 fr.

CROYEZ EN LA FRANCE! *Conférences militaires*, par Charles BONNEFON, ancien correspondant, à Berlin, du *Figaro* et de l'*Echo de Paris*, soldat au 210e d'infant. 1915. Vol. in-8 étroit, br. 50 c.

DEVANT LE GRAND COURONNÉ, *Septembre-novembre 1914.* Vingt dessins d'après nature, par Alfred LÉVY. 1915. Album in-4 oblong, couverture artistique en couleurs ..... 3 fr. 50

GUERRE DE 1914-191.., par le colonel R.-J. FRISCH. (Articles parus dans le journal *Le Temps.*)
— THÉATRE DES OPÉRATIONS FRANCO-ANGLO-ALLEMANDES. *Rive gauche et rive droite du Rhin.* 1915. Volume in-8, broché. 2 fr. 50
— THÉATRE DES OPÉRATIONS RUSSO-AUSTRO-ALLEMANDES. 1915. Volume in-8, broché. ..... 1 fr.

LA GUERRE DANS LES VOSGES ET EN MOYENNE MONTAGNE. *Principes et données pratiques*, par le colonel R.-J. FRISCH. 1914. Un volume in-18, relié en percaline. ..... 1 fr. 75

DES LIGNES DE TCHATALDJA AU CANAL DE L'YSER. *Kirkilissé-Charleroi. — Lule-Burgas - La Marne. — Tchataldja - Les Flandres, par* ***. 1915. Un volume in-8, avec 11 croquis dans le texte. .. 1 fr. 50

L'ATLAS-INDEX DE TOUS LES THÉATRES DE LA GUERRE

I. LE FRONT DE BATAILLE EN FRANCE ET EN BELGIQUE. — 16 cartes d'ensemble au 600.000e, en quatre couleurs, et 24 cartes détaillées au 100.000e, donnant les principaux fronts stratégiques. Avec *Index alphab.* de 8.352 noms. Gr. in-8, relié souple, tr. rouges 3 fr.

II. LE FRONT EST. PRUSSE ORIENTALE. POLOGNE. GALICIE. HONGRIE. — 33 cartes en couleurs. Avec *Index* de 6.024 noms et une nouvelle carte de la *Russie Occidentale, jusqu'à Pétrograd, Smolensk et Kiew*, au 1.650.000e, en couleurs, in-folio. ..... 3 fr.

III. LE FRONT SUD. ITALIE, TYROL, BOSNIE, SERBIE, BULGARIE, GRÈCE, TURQUIE ET CAUCASE. 40 cartes en couleurs. Avec *Index* de 10.170 noms. ..... 3 fr.

Les
Derniers Massacres d'Arménie

Il a été tiré de ce volume cinquante-cinq exemplaires numérotés à la presse, dont:

5 sur papier du Japon (N^os^ *1 à 5*);

50 sur papier de Hollande (N^os^ *6 à 55*).

« La page la plus noire de l'Histoire moderne ».

LES

Derniers Massacres d'Arménie

LES RESPONSABILITÉS

---

par

HERBERT ADAMS GIBBONS

Docteur en Philosophie

auteur de

" La Fondation de l'Empire Ottoman "

" La Nouvelle Carte de l'Europe "

Etc.

Traduit de l'Anglais

AVANT-PROPOS

Et le Seigneur dit à Caïn: « Où est Abel, ton frère? » — Et Caïn répondit: « Je ne sais pas; suis-je donc le gardien de mon frère? »
(GENÈSE, Ch. IV, v. 9.)

La guerre qui a éclaté en août 1914, a progressivement entraîné plusieurs nations, grandes ou petites, qui au début n'y participaient pas. D'autres, pareillement grandes ou petites, cherchent encore à garder une neutralité officielle, mais se sont trouvées engagées dans des controverses diplomatiques avec les deux groupes belligérants.

Sauf l'Amérique du Sud, tous les continents ont envoyé des contingents combattre en Europe. Les destinées de l'Afrique, de l'Asie et de l'Australie sont en jeu; celles de l'hémisphère occidental seront, bien avant la fin de la guerre, influencées par le drame européen dans leur vitalité même. Nous pouvons donc sans exagération dire que cette guerre, provoquée par l'ultimatum

de l'Autriche-Hongrie à la Serbie, est une guerre mondiale. Et, parce qu'ils sont encore au plus fort de l'action ou trop émus de sympathies ou d'antipathies, belligérants et spectateurs ne sont ni les uns ni les autres en situation de se former un jugement définitif sur les nombreux problèmes qui provoquèrent la lutte, pas plus que sur les divers sujets de controverses qui ont surgi comme conséquences du conflit, soit entre belligérants, soit entre belligérants et neutres.

Devons-nous cependant garder cette attitude d'attente, au point de suspendre TOUT *jugement sur* TOUS *les événements survenus depuis août 1914 jusqu'à cette fin d'année?*

Les hommes, au fond de leur cœur, ne sont pas indifférents ni sourds aux appels des innocentes victimes et des désespérés. S'il en était ainsi, nous aurions vraiment toute raison de croire qu'il ne reste plus rien de nos vingt siècles de civilisation chrétienne. Que certains effets soient discutables et certains événements obscurs, que certaines accusations et contre-accusations ne puissent être précisées, soit. Mais il en est d'autres qui peuvent l'être d'ores et déjà.

Tel est le cas pour les massacres des Arméniens de Turquie. Le forfait est bien nettement prouvé; les responsabilités peuvent être, aujourd'hui même, définitivement établies; un appel peut être fait à l'humanité en faveur de ce qui reste encore de la race arménienne dans l'Empire Ottoman.

Je juge donc utile et indispensable, puisqu'aucun soupçon d'intérêt politique ne peut m'atteindre, d'attirer en ce moment l'attention du monde sur des crimes qui constituent la page la plus noire de l'histoire moderne. Je publie les faits et je signale les responsables.

Herbert Adams Gibbons.

Paris, le 1er Décembre 1915.

Dans l'été de 1908, quand les Jeunes-Turcs imposèrent au Sultan Abdul-Hamid le rétablissement de la Constitution qu'il avait accordée et immédiatement supprimée trente ans auparavant, au commencement de son règne, ils eurent bonne presse dans tout le monde civilisé.

Les écrivains de tous pays applaudirent à leur entreprise et dépeignirent en termes enflammés le brillant avenir de l'Empire Ottoman sous un régime de Liberté, d'Egalité et de Fraternité. Le bon vouloir de l'Europe et de l'Amérique, et même leurs encouragements positifs furent assurés de toute manière aux réformateurs. Les Puissances, tout particulièrement la Grande Bretagne et la France, aidèrent à l'installation du nouveau Régime en prêtant de l'argent et en envoyant des Conseillers compétents, soit pour les finances, soit pour la marine, — les deux départements les plus négligés du Gouvernement turc.

Il suffit, pour vérifier l'exactitude de cette affirmation, de relire les journaux européens d'a-

lors. Ayant été moi-même au nombre des écrivains de la presse européenne et américaine qui s'occupèrent des affaires de Turquie, je puis déclarer en conscience que, durant les premières années si difficiles (et si décevantes surtout!) du Régime constitutionnel, notre confiance dans les Jeunes-Turcs était inébranlable. Parfaitement convaincus comme nous l'étions tous que la fin justifierait les moyens, tous sans exception, je le crains, nous avons péché contre nos propres convictions par *Suppressio veri,* sinon par *Suggestio falsi.*

La diplomatie occidentale se montrait aussi favorable aux Jeunes-Turcs que la Presse. Plusieurs des Grands Vizirs qui, depuis, se sont succédé, me l'ont assuré: ce fut la loyale coopération de Londres et de Paris, avec la bonne volonté que l'on mit à s'abstenir de toute critique et à passer sur bien des choses, qui permirent de maintenir la nouvelle Constitution, malgré toutes les difficultés rencontrées dans le premier hiver et malgré les orageuses journées de la contre-révolution tentée par Abdul-Hamid.

J'eus la chance d'aller en Turquie dans les premiers mois du nouveau Régime et de séjourner à Constantinople et en Asie-Mineure jusqu'à la fin de la désastreuse guerre avec les Etats Balkaniques. De 1908 à 1913, j'eus de nombreuses occasions de voyager en Turquie d'Europe et d'Asie, de connaître les hommes qui dirigeaient les destinées de l'Empire Ottoman et d'être té-

moin des événements qui, en cinq années, changèrent les espérances de régénération en prévisions, hélas! trop claires, de ruine. A Smyrne, à Constantinople, à Beyrouth, je pris part aux fêtes organisées pour célébrer l'avènement du nouveau Régime et j'assistai à l'apparente réconciliation entre Musulmans, Chrétiens et Juifs. Les prêtres chrétiens et les ulémas musulmans s'embrassaient dans les rues et étaient promenés à travers la ville dans la même voiture, comme en un cortège triomphal.

Je fus surtout en situation d'avoir, dès le début, d'étroites relations avec les Arméniens de Turquie et de pénétrer leurs sentiments envers les Jeunes-Turcs et le nouveau Régime. J'étais en avril 1909 à Adana où leur enthousiaste loyalisme fut récompensé par le massacre de 30.000 des leurs, tant en Cilicie qu'en Syrie septentrionale. J'ai pu observer l'attitude de ces Arméniens d'Adana avant le massacre. Leur sang fut versé sous mes yeux. Je me suis encore trouvé au milieu de leurs compatriotes en différentes localités lorsque la fureur des tueries se fut calmée.

J'écris à contre cœur ce préambule à la première personne; mais je crois la chose nécessaire afin de détruire d'avance toute objection qui pourrait être faite à mes déclarations et pour qu'on ne vienne pas dire que « je ne connais pas bien la question »; ou qu' « il est impossible à quiconque n'y a pas assisté, de se former un jugement sur les événements ». Je l'ai, en effet, in-

variablement constaté: toutes les fois que vous parlez à un Turc ou à ses amis de la question arménienne, ils vous nient formellement les faits et récusent votre compétence et votre jugement. Il est donc utile que j'établisse tout d'abord que les faits avancés le sont avec pleine certitude pour moi de leur authenticité, et que mon jugement est ici le fruit de six années d'études et d'observations faites de très près.

I

EN AVRIL 1915, LE GOUVERNEMENT OTTOMAN A COMMENCÉ A METTRE A EXÉCUTION UN PLAN SYSTÉMATIQUE, SOIGNEUSEMENT PRÉPARÉ, POUR EXTERMINER LA RACE ARMÉNIENNE.

EN SIX MOIS, PRÈS D'UN MILLION D'ARMÉNIENS ONT ÉTÉ MASSACRÉS.

LE NOMBRE DES VICTIMES ET LES MOYENS EMPLOYÉS POUR LEUR DESTRUCTION N'ONT PAS DE PRÉCÉDENT DANS L'HISTOIRE MODERNE.

Dans l'automne de 1914, les Turcs commencèrent à mobiliser pour la guerre les chrétiens aussi bien que les musulmans. Pendant six mois dans toutes les provinces, ils appelèrent les Arméniens sous les armes. Des exemptions furent acceptées moyennant paiement. Quelques semaines après, il est vrai, nul cas n'était fait des certificats d'exemptions ainsi obtenus, et leurs détenteurs étaient quand même enrôlés. Les plus jeunes classes d'Arméniens, provenant de régions

peu éloignées de Constantinople, furent placées, comme pendant la guerre des Balkans, dans l'armée active. Les classes plus anciennes et celles recrutées dans les régions plus distantes, étaient affectées aux services des routes, des chemins de fer, et à la construction des fortifications. En quelque point qu'ils aient été appelés et quelle que fût la tâche à eux assignée, les Arméniens firent partout leur devoir et travaillèrent pour la défense de la Turquie. Ils prouvèrent qu'ils étaient braves soldats, bons et intelligents travailleurs.

En avril 1915, des ordres furent envoyés de Constantinople aux autorités locales d'Asie Mineure de prendre toutes précautions jugées utiles pour empêcher *d'avance* toute tentative de rébellion de la part des Arméniens. Pareils ordres firent penser à ces autorités locales que les Arméniens constituaient un grand danger pour le salut de l'Empire et que la défense de l'Etat exigeait impérieusement de recourir aux mesures préventives de la plus rigoureuse sévérité, pour rendre les Arméniens tout à fait inoffensifs.

Dans certaines régions, les fonctionnaires répondirent qu'ils n'avaient rien observé de suspect de la part des Arméniens et rappelèrent au Gouvernement que ces Arméniens n'étaient pas à craindre, vu qu'ils n'avaient pas d'armes et que, de plus, les hommes les plus vigoureux avaient été déjà pris pour l'armée. Il reste à quelques Turcs encore des sentiments de pitié et

de pudeur. Mais la majorité des fonctionnaires répondit avec empressement aux suggestions venues de la capitale; ceux qui ne marchèrent pas furent bien vite remplacés.

Une nouvelle ère de massacres s'ouvrit donc.

Au début, afin que la tâche pût être accomplie avec le moins de risques possible, toute la population virile arménienne qui restait encore dans les villes et dans les villages, était mandée et réunie à l'endroit convenable, généralement hors de la ville; la gendarmerie veillait à ce que chacun répondit exactement à l'ordre d'appel. Personne n'était oublié. Et quand tous les hommes étaient rassemblés, on les égorgeait. Cette manière de procéder était réalisable dans les petites localités; dans les centres plus importants, il n'était pas toujours possible d'exécuter aussi simplement et rapidement les ordres venus de Stamboul. Les Arméniens notables étaient alors assassinés dans la rue ou dans leurs maisons. S'il s'agissait d'une ville de l'intérieur, les hommes étaient envoyés sous escorte dans « une autre ville » et, peu d'heures après, les gardiens revenaient sans leurs prisonniers. Si c'était une ville du littoral, les hommes étaient transportés dans des barques hors du port et conduits à « un autre port »; et les bateaux revenaient bientôt vides de leurs passagers.

Pour écarter toute possibilité de résistance parmi les Arméniens mobilisés pour les travaux du chemin de fer ou des routes, on avait adopté

le système de les diviser en groupes de 300 à 500 et de les faire travailler sur différents points distants de plusieurs kilomètres les uns des autres. Puis des régiments de l'armée régulière turque étaient envoyés « pour étouffer la révolution arménienne »; ils tombaient à l'improviste sur les travailleurs maniant paisiblement leurs pioches, leurs leviers ou leurs pelles. Les « *rebelles* » étaient tués à coups de fusil, avant même d'avoir pu se rendre compte de ce qui arrivait. Ceux, en petit nombre, qui essayaient de fuir, étaient poursuivis par les cavaliers qui les fusillaient ou sabraient.

Des télégrammes commencèrent alors à pleuvoir sur Talaat bey à Constantinople, annonçant qu'ici et là et partout, les « soulèvements arméniens » avaient été étouffés; et le télégraphe, en réponse, félicitait les autorités du succès de leurs promptes mesures.

La presse neutre et le corps diplomatique des Puissances neutres, à Constantinople, avaient bien quelques vagues nouvelles de nouveaux massacres en Arménie. Mais on leur communiquait la correspondance télégraphique du Ministre de l'Intérieur avec les villayets. On leur prouvait ainsi qu'un grand péril venait d'être conjuré. Talaat bey déclarait: « Nous n'avons pas été « cruels. Mais nous reconnaissons avoir été éner- « giques. Nous sommes en temps de guerre. »

Ainsi débarrassé de la partie virile et valide de la race arménienne, le Gouvernement Turc ne se

sentit pourtant pas sans inquiétude. Les vieillards, les femmes et les enfants constituaient encore un danger pour l'Empire. Il fallait extirper de Turquie toute la malheureuse nation. Mais comment y parvenir de manière à permettre à l'Ambassadeur turc de Washington et à la presse allemande de dire, comme ils l'ont dit et diront encore, que « tous les Arméniens « mis à mort étaient des factieux surpris les « mains rouges de sang, ou en flagrant délit de « trahison, et non pas des femmes et des en- « fants, comme voudraient le faire croire cer- « tains rapports « fabriqués » pour les besoins « de la cause? » Talaat Bey eut un procédé génial, « la déportation ». Nécessité militaire, me- « sure regrettable, mais très humaine ».

Donc, de mai à octobre, le Gouvernement ottoman poursuivit méthodiquement un plan d'extermination de beaucoup plus infernal que le plus sauvage des massacres. Ordre fut expédié à toutes les provinces de l'Asie Mineure de déporter en Mésopotamie toute la population arménienne. Les prescriptions étaient détaillées, explicites. Aucun hameau ne parut assez insignifiant pour être omis. Des crieurs proclamèrent dans les rues que tout Arménien devait se tenir prêt à partir, à telle heure, pour une destination inconnue. Aucune exception n'était faite ni des vieillards, ni des malades, ni des femmes enceintes. Seuls les riches négociants, les banquiers et les jolies femmes et jeunes filles pouvaient

échapper en se convertissant à l'islamisme. Soit dit à leur honneur: un très petit nombre profitèrent de la concession pour avoir la vie sauve. Les délais accordés variaient entre deux jours et six heures. Ni articles de ménage, ni marchandises, ni animaux, pas même des vêtements ne pouvaient être emportés. Les vivres et effets de couchage étaient limités à ce que chacun pouvait prendre avec soi. Et tous avaient à faire à pied un voyage de trois à huit semaines, sous un soleil brûlant, à travers des vallées desséchées ou des montagnes couvertes de neige.

Quand les déportés traversaient des villages chrétiens, où les ordres de déportation n'étaient pas encore parvenus, il ne leur était pas permis de recevoir des habitants nourriture ou assistance quelconque. Les malades et les vieillards, ainsi que les petits enfants, tombaient le long de la route pour ne plus se relever. — Des femmes, sur le point d'accoucher, étaient obligées, sous la menace des baïonnettes ou du fouet, d'aller de l'avant jusqu'au moment même de leur accouchement, puis elles étaient abandonnées sur la route pour y mourir d'hémorrhagie. Les filles un peu attrayantes étaient prises pour les harems ou bien violées, jour après jour, par leurs gardiens jusqu'à ce qu'une mort miséricordieuse vint les délivrer de ces supplices. Celles qui pouvaient se suicidaient. Des mères, devenues folles, jetaient leurs enfants dans le fleuve pour finir leurs souffrances. Des centaines de milliers

de femmes et d'enfants ont ainsi succombé à la faim, à la soif, à l'horreur, à la honte.

Au début de l'itinéraire, ces pitoyables caravanes diminuaient jour par jour; bientôt c'était heure par heure. La mort devenait vite le plus ardent souhait de tous; car comment l'espoir eût-il pu se soutenir, comment les forces n'auraient-elles pas défailli, même chez les plus résistants, dans ces étapes interminables? Et qui tentait de s'écarter à droite ou à gauche de cette route d'enfer, était aussitôt tué à coup de fusil ou de lance; et qui parvenait à échapper aux gendarmes de l'escorte, avait tout de suite à ses trousses des bandes de Kurdes ou de paysans à cheval.

C'est ainsi qu'on continue à « étouffer la révolution arménienne », là-bas en Asie Mineure. J'achevais d'écrire les lignes qui précèdent, quand apparut chez moi une dame anglaise, que je connais depuis longtemps. Elle arrivait d'Adana, en Cilicie, elle s'y trouvait encore il y a un mois. Son récit est semblable à cent autres. Et des faits identiques me sont confirmés par des témoins américains, anglais, suisses, allemands; toutes les déclarations se corroborent. Cette dame anglaise m'a donc dit: « Les déportations suivent leur cours. De l'intérieur, le « long du chemin de fer de Bagdad, ces malheu- « reux sont dirigés par Adana vers leur voyage « de mort. On se sert de la voie ferrée partout « où elle existe, pour hâter l'œuvre d'extermina-

« tion. Celle-ci ne paraît pas aux bourreaux assez
« prompte là où il n'y a pas de chemin de fer.
« Ah! si seulement ils massacraient tout de suite
« pour en finir, comme aux jours d'Abdul-Ha-
« mid! Je me suis trouvée à la station du chemin
« de fer à Adana, et j'ai vu des femmes tendre
« leurs enfants hors des voitures et pleurer pour
« avoir de l'eau. Ils n'avaient même plus la force
« de manger du pain...; de l'eau seulement! Il y
« avait là une pompe, je me suis mise à genoux
« devant les gendarmes turcs, les suppliant
« de me laisser donner à boire. Mais le train se
« remit en marche et il était déjà loin que j'en-
« tendais encore les cris désespérés. Et ce ne fut
« pas un fait isolé. Presque chaque jour c'était
« la même chose. Lord Bryce n'a-t-il pas parlé
« de huit cent mille victimes? Il doit y en avoir
« un million aujourd'hui. Peut-on concevoir que
« des êtres humains laissent même des animaux
« sauvages mourir de cette mort! »

Après cela, l'Ambassadeur de Turquie à Washington déclare que ce sont là des histoires « *fabriquées* », et que ni femmes, ni enfants n'ont été tués!

II

LA RACE ARMÉNIENNE N'A JAMAIS ÉTÉ ET N'EST PAS UNE MENACE POUR LA SÉCURITÉ DE LA TURQUIE. ELLE NE MÉRITE EN RIEN L'ACCUSATION DE DÉLOYAUTÉ PORTÉE CONTRE ELLE POUR JUSTIFIER LE MASSACRE ET LA DÉPORTATION.

Commentant le rapport que le Comité américain a publié sur les atrocités commises en Arménie, Djélal Munif Bey, Consul Général de Turquie à New-York, a dit: « Quelque déplorables « que soient ces terribles événements, nous ne « pouvons dire en dernière analyse qu'un mot: « c'est que les Arméniens n'ont à s'en prendre « qu'à eux-mêmes et qu'ils sont seuls à blâmer. »

Djélal Munif Bey a ajouté: « Les Arméniens « ont fomenté une révolution et n'ont été mis à « mort par les soldats turcs qu'après avoir été « surpris en armes et le sang aux mains, en ré- « bellion contre l'autorité et la loi. »

Telle est, en Turquie, l'invariable explication

des tueries arméniennes. Nous l'avons entendue en 1895-1896 et en 1909. Nous l'entendons encore en 1915. Mais de cette prétendue rébellion des Arméniens, jamais personne n'a donné la preuve par un seul fait. Au contraire, il y a preuves multiples et du caractère le plus convaincant, que l'explication mise en avant est inadmissible et que le grief est totalement dénué de fondement. Personnellement, j'ai eu des entretiens avec des missionnaires américains et des consuls de toutes nationalités, qui ont été témoins oculaires des massacres de 1895-1896, et j'ai reçu d'eux lettres et rapports.

A cette époque, comme conséquence d'un régime de persécutions et d'injustices intolérables, certaines organisations de jeunes gens, composées d' « exaltés », comme on dit en France, s'étaient formées en sociétés secrètes, à l'instar des organisations intérieures en Russie, et avaient créé une agitation, soit dans l'Empire Ottoman soit à l'étranger, pour obtenir un traitement plus équitable en faveur des Arméniens et des autres chrétiens. Plusieurs de ces « exaltés » ont sans doute plaidé et travaillé pour l'indépendance de l'Arménie. Mais cette propagande ne fut jamais accueillie par les cercles ecclésiastiques; elle n'eut pas de prise non plus sur la grande masse de la population arménienne de Turquie. A l'exception du vilayet de Van, les Arméniens ne forment nulle part la majorité de la population. Ils sont trop dispersés dans toute l'étendue de l'Em-

pire pour pouvoir entretenir sérieux espoir de gagner leur indépendance, comme les Grecs, les Bulgares, les Serbes et les Roumains l'acquirent dans la presqu'île balkanique (1).

Pendant les massacres de 1909, je me trouvais sur les lieux et j'ai examiné ces accusations. Je me suis convaincu (et j'ai pu convaincre un certain nombre de publicistes, parmi lesquels des Allemands) de l'inanité absolue des reproches lancés contre les Arméniens de Cilicie. Pas un Arménien sur cent n'avait à faire avec les so-

---

(1) Je n'entends nullement nier, par ce que je viens de dire, que les Arméniens cultivés, comme tous les autres peuples vivant sous le joug étranger, n'aient pas ardemment souhaité, dans leur sentiment le plus intime, de voir le jour où leurs aspirations nationales seraient satisfaites. Mais les Arméniens sont avant tout gens pratiques et ils n'ont pas cherché à réaliser ce qu'ils savent être impossible. Dans toutes les correspondances des Chancelleries des grandes Puissances, concernant le peuple arménien, et dans les archives de la Sublime Porte, il n'a jamais été question que d'obtenir des *Réformes qui assureraient aux Arméniens les seuls privilèges et les seules mesures de sécurité et de liberté auxquels ils ont droit de prétendre, comme sujets Ottomans.*

En 1913, les Puissances, *y compris l'Allemagne,* proposèrent au Gouvernement turc un plan de Réformes en Asie Mineure, qui fut accepté et décrété par la Turquie, mais qui n'aboutit pas. Jusqu'au moment où les terribles crimes des derniers mois ont été commis, les Arméniens n'avaient demandé que ces Réformes, et ils étaient tout heureux de les avoir obtenues du Gouvernement ottoman qui avait accepté de les mettre à exécution.

ciétés révolutionnaires. Les classes inférieures de la nation étaient beaucoup trop ignorantes pour que la propagande pût avoir la moindre prise sur elles. L'Eglise arménienne désavouait la folie de ceux qu'elle traitait de visionnaires. Les professeurs des écoles s'élevaient contre eux et écrivaient pour les combattre. Quant aux classes aisées, elles avaient franchement fait comprendre aux agitateurs que non seulement elles répugnaient à leur propagande, mais qu'elles étaient décidées à agir contre elle. Ainsi les Turcs n'avaient rien à craindre des révolutionnaires arméniens. Ils en étaient convaincus. Mieux encore, ils connaissaient exactement quels étaient ces exaltés. Le Gouvernement turc était le premier à savoir que ces propagandistes n'étaient pas à redouter. S'il les avait craints, il lui eût été bien facile de mettre, à toute heure, la main sur eux. En arrêter seulement trente ou quarante, c'eût été en finir avec tous les brouillons. Au lieu de cela, six mille personnes furent massacrées et la moitié de la ville fut brûlée. Et « la révolution arménienne » fut donnée pour excuse!

Le hideux déni de justice de la cour martiale après les horreurs d'Adana, fut comme la première preuve du déclin du nouveau Régime, la faillite évidente des belles promesses tant de fois données par les Jeunes-Turcs, que l'Empire ottoman allait être enfin reconstitué sur les principes de Liberté, d'Egalité et de Fraternité. Et depuis lors jusqu'à présent, tous les actes de ces « libé-

raux » ont démenti leur profession de foi. J'ai dit: hideux déni de justice, parce qu'aucun des éléments de l'Empire n'avait accueilli plus cordialement l'avènement du Régime constitutionnel, ni plus loyalement soutenu les Jeunes-Turcs que l'élément arménien. Son unique faute, si faute il y a, pendant les neuf premiers mois de l'ère constitutionnelle, fut de manifester ouvertement — et combien allègrement! — sa touchante confiance envers les hommes de Salonique. Il applaudit à la révolution parce qu'il la crut sincère. Il accorda partout au nouveau Régime son appui spontané et enthousiaste. Bref, il eut foi dans les Jeunes-Turcs jusqu'au jour où les Jeunes-Turcs se chargèrent eux-mêmes de le désabuser.

Après que les massacres eurent cessé sur un mot d'ordre de Stamboul, j'ai entendu un officier Jeune-Turc prendre la parole devant les survivants, dans la cour de la Mission américaine à Tarsous. Il leur déclara que tout danger était passé: le récent désastre n'était dû qu'à la contre-révolution d'Abdul-Hamid; désormais ils pouvaient être assurés que règnerait pour eux le Régime de la Liberté, de l'Egalité et de la Fraternité. Il ajouta que les Jeunes-Turcs avaient souffert de la tyrannie tout autant que les Arméniens et qu'ils avaient partagé les mêmes infortunes. Avec une foi sublime — sublime bien que stupide, — la masse de la population arménienne crut, ce jour-là encore, à la sincérité du

parleur. Elle accepta l'explication du massacre et ne cessa de soutenir le Gouvernement.

Après les événements d'Adana, j'ai passé, pendant quatre ans, la plus grande partie de mon temps à Constantinople et j'étais constamment dans la société des chefs de la nation arménienne. Jamais je n'ai entendu un ecclésiastique arménien, ni un Arménien notable ou jouissant de quelque réputation, parler contre le Gouvernement ottoman. Je sais positivement qu'ils ne songeaient pas à travailler contre lui. Les Turcs eux-mêmes, — de cela j'ai toute certitude, — savaient qu'ils pouvaient compter sur le loyal appui et la coopération des Arméniens. Ils eurent la preuve évidente de ce loyalisme pendant la guerre avec l'Italie et les deux guerres des Balkans. Les Arméniens enrôlés dans l'armée turque combattirent bravement pour la commune Patrie, à côté de leurs frères musulmans. Ils versèrent leur sang pour la Turquie; et quand, aux heures de danger et d'humiliation, ils se trouvèrent aux côtés des autres sujets ottomans, personne ne put les soupçonner de souhaiter en secret le succès de l'ennemi. Ce qui ne fut pas le cas des Grecs de l'Empire.

Le Gouvernement est injuste lorsqu'il base ses griefs contre ses sujets arméniens sur le fait que beaucoup d'Arméniens combattent dans les armées russes. A la suite de la guerre de 1877, la Turquie fut obligée de céder à la Russie une partie de l'Arménie, y compris Etchmiadzine,

siège de S. S. le Catholicos. Les Arméniens de ces territoires et du Caucase sont donc, depuis près de quarante ans, régis par les lois russes et se trouvent naturellement comme sujets russes dans les armées du Tsar qui combattent contre la Turquie.

En donnant la présence d'Arméniens dans les armées russes comme une raison de douter de la loyauté des Arméniens de Turquie, les Turcs et les Allemands leurs apologistes, ont voulu profiter de la connaissance imparfaite que l'on a généralement en Europe et en Amérique, de l'histoire et de la géographie des régions d'au-delà de Van. La formation de corps de volontaires arméniens dans les troupes alliées et l'appui ouvertement accordé à la cause des Alliés par les colonies arméniennes de France et d'Angleterre, ont été regrettables. Individuellement, ceux qui ont quitté la Turquie ont le droit de faire ce qu'ils croient bon, mais pour les colonies comme telles, il eût été préférable, — et il l'est maintenant encore, — de se tenir tranquilles. En effet, quelque mal fondé que soit l'argument, les Turcs et les Allemands se sont servis des manifestations des petites colonies arméniennes à l'étranger pour présenter celles-ci comme reflétant l'esprit et les intentions des Arméniens de Turquie; ils ont ainsi réussi à jeter la confusion dans l'esprit de plusieurs pays neutres, et à dénaturer les faits réels de la situation arménienne.

Si les Arméniens, au cours des présents mas-

sacres et des déportations forcées, ont, en quelques points, comme à Adana en 1909, défendu les armes à la main leurs foyers et les êtres qui leur étaient chers, ils ne l'ont fait qu'après que le Gouvernement ottoman les eût abandonnés, et seulement quand ils eurent conviction que leur extermination était décidée. Et même dans ce cas, comme à Adana, lorsqu'ils reçurent des Gouverneurs l'assurance qu'ils seraient protégés par le Gouvernement de Constantinople contre le fanatisme musulman local, ils reprirent confiance encore. Dans tous les cas de cette nature, — et je demande de nouveau qu'il me soit permis de rappeler à mes lecteurs que j'ai des témoignages authentiques de témoins oculaires, — leur bonne foi fut trahie. Les fonctionnaires du Gouvernement ottoman violèrent leur parole et égorgèrent les Arméniens lorsque ceux-ci, sur promesses formelles, eurent déposé les armes.

A la seule exception de Van, il n'y a pas eu une seule localité où les Turcs pussent avoir le moindre sujet de soupçonner que les tentatives locales des Arméniens de défendre leurs femmes et leurs enfants, étaient faites de connivence avec l'ennemi. *Et Van n'a été, en Asie Mineure, qu'un des trente centres de massacres et de déportation!*

Si le Gouvernement Ottoman peut citer des faits pour établir que les Arméniens de Turquie complotaient contre la sécurité de l'Empire, qu'il les apporte! Le monde verra.

III

LA CONSERVATION DE L'ÉLÉMENT ARMÉNIEN EST ABSOLUMENT INDISPENSABLE AU BIEN-ÊTRE ET A LA PROSPÉRITÉ DE L'EMPIRE OTTOMAN

IL A ÉTÉ PROUVÉ, AU COURS DES SIÈCLES, QUE LES CHRÉTIENS ET LES MUSULMANS PEUVENT VIVRE EN PAIX ET EN AMITIÉ DANS CETTE TURQUIE QUI EST LEUR PATRIE COMMUNE.

On hésite, en principe, à donner des conseils ou à faire des remontrances à une nation belligérante sur ses propres intérêts.

Dans une lutte de vie et de mort telle que cette guerre est devenue, il serait naturel de supposer qu'une nation et ses gouvernants sont les meilleurs juges de ce qui leur est avantageux. Un conseil de source étrangère risque de paraître intéressé. Et toute protestation, si même elle n'implique pas une impertinence, ne trahit-elle pas l'impuissance de son auteur? Toutefois, dans l'Empire ottoman, les conditions sont toutes dif-

férentes de ce qu'elles sont ailleurs en Europe. Il n'y a pas un nombre suffisant d'hommes cultivés parmi les éléments non chrétiens pour former et guider l'opinion publique. Conséquence: il n'y a pas d'opinion publique; le pouvoir a toujours été entre les mains d'un cercle étroit et corrompu, et la nation ottomane ne s'est pas développée dans des institutions populaires, de manière à pouvoir se gouverner elle-même, comme les autres nations de l'Europe.

Le nouveau Régime fut salué avec joie au dehors, et non moins joyeusement dans l'Empire par les éléments non musulmans. La Constitution de 1908 apparaissait comme une aurore: sans distinction de races ou de religions, tous les éléments allaient, semblait-il, commencer de réagir contre l'absolutisme d'Yildiz-Kiosk, également nuisible et même oppressif, en pratique, pour toutes les nationalités soumises à sa tyrannie.

On ne tarda pas à voir cependant que liberté, égalité et fraternité n'entraient pour rien dans la conception que les Jeunes-Turcs avaient, un Etat constitutionnel. C'était tout simplement une clique qui en remplaçait une autre. Il y avait bien des Jeunes-Turcs honnêtes, sincères, mûs par des motifs au-dessus de tout soupçon et qui pensaient ce qu'ils disaient. Mais ils étaient si peu nombreux qu'ils ne purent l'emporter sur la masse personnifiée au sein du Comité *Union* et *Progrès*, par des hommes tels que Talaat, Enver,

Djavid, Djémal, Haïri, Ahmed-Riza, Dr. Nazim, Hadji Adil, Bédri et Hussein-Djahid. La population musulmane de Turquie étant profondément ignorante, les quelques rares esprits sincères ne pouvaient compter sur elle pour soutenir les principes constitutionnels. La population chrétienne, au contraire, bien plus cultivée et ayant beaucoup plus de raisons d'apprécier le régime nouvellement proclamé, constituait l'élément solide où pouvait s'appuyer une Turquie politiquement régénérée. *C'est pour ce seul motif que l'élément arménien devint immédiatement une cause de danger pour la bande qui remplaçait Abdul-Hamid.*

Ces « *Jeunes-Turcs* » se tournèrent contre les Arméniens — exactement comme l'avait fait Abdul-Hamid, — pour les empêcher d'apporter leur part d'activité dans la régénération de la Turquie. Et cette Constitution, que la malheureuse nation avait saluée comme l'aurore de son émancipation politique, devint presqu'immédiatement et *inévitablement* pour elle, une cause de mort.

Il n'est nul besoin d'une étude approfondie, il suffit de lire l'histoire de l'Empire ottoman depuis l'époque où la Grande Bretagne et la France sauvèrent les Turcs par la guerre de Crimée, pour se convaincre que du jour où la question des « Réformes » fut introduite par les Puissances dans leurs rapports avec la Sublime Porte, les Arméniens ont été, à leur insu, les victimes

des progrès de la civilisation en Orient. Le Congrès de Berlin reconnut pleinement ce fait. La politique transcaucasienne de la Russie et la politique de toutes les grandes Puissances dans les Balkans ont amené le premier réveil, comme elles ont été, depuis, le plus fort stimulant du fanatisme des Musulmans de Turquie contre les Arméniens. Avant le jour où la *Question d'Orient* devint aiguë, avions-nous eu de grands massacres en Arménie?

Et cependant l'Europe chrétienne n'a jamais fait effort pour sauver cette race infortunée des conséquences de ses propres démêlés avec les Turcs.

Les Arméniens ont certes toujours souffert, de par leur seule situation sociale et politique, sous la domination musulmane. Ils ont pourtant vécu pendant des siècles, comme sujets ottomans, dans une sécurité relative et même dans des conditions de prospérité. Les relations personnelles entre Turcs et Arméniens n'étaient nullement mauvaises. J'eus l'occasion de le constater en divers points de la Turquie. Les Turcs ne sont pas, comme les Arabes, un peuple fanatique de nature. La persécution et les massacres d'Arméniens ne sont pas une très vieille question de luttes religieuses, comme Européens et Américains, en général, se le sont figuré par erreur. Encore moins ces atrocités ont-elles pour motif le fait que les Arméniens seraient des prêteurs d'argent, pressurant à l'excès les pauvres Turcs

simples d'esprit, comme l'ont trop souvent avancé ceux qui ont eu l'audace de vouloir expliquer et excuser le forfait.

La réfutation de la première de ces croyances répandues dans le public, est que les grands massacres n'ont eu lieu que depuis un quart de siècle, tandis qu'Arméniens et Turcs ont vécu côte à côte en Asie Mineure depuis près de sept siècles.

La réfutation de la seconde est que les tueries n'ont pas été le privilège des plus grandes villes, où se trouvent en grand nombre les Arméniens aisés, mais se sont toujours produites exactement de la même façon, exactement avec la même intensité, dans des centres où les Arméniens étaient à la fois très ignorants et très pauvres.

Il n'y a rien de plus absurde, il n'y a rien de plus contraire à la nature et à l'histoire que de vouloir résoudre la question arménienne par une émigration *en masse* vers l'Amérique ou vers quelque autre pays. Les Arméniens sont un élément indigène dans la Turquie d'Asie. Leur émigration en masse pourrait sauver la vie de plusieurs centaines, de milliers d'individus. Mais elle briserait les cœurs de la plupart de ceux qui seraient ainsi sauvés; elle consommerait la ruine des Arméniens, comme race et comme nation, aussi sûrement qu'une extermination sanglante poursuivie jusqu'au bout.

Qu'a fait la race arménienne pour être sup-

primée, pour disparaître? Et « le droit de terre » n'est-il pas aussi fort que « le droit de père », surtout en ces terres où le soleil a tant d'éclat?

La conservation de l'élément arménien en Asie Mineure est indispensable au bien-être et à la prospérité des Turcs eux-mêmes. Politiquement aussi bien qu'économiquement, il est impossible pour les Turcs d'exister comme nation indépendante et, dans une certaine mesure, comme nation se suffisant à elle-même, sans l'aide des Arméniens. Les massacres arméniens illustrent le vieux conte où l'homme imbécile tue sa poule aux œufs d'or. Dans leur pitoyable ignorance, dans leur frénésie de luxure sanguinaire, les Turcs attaquent et détruisent ceux-là mêmes dont l'existence est infiniment précieuse à leur propre communauté, indispensable à leur vie nationale. Voyagez où vous voudrez à travers la Turquie et d'un bout à l'autre du grand Empire: vous n'y trouverez aucun centre prospère sans Arméniens. Tout le long des rivages de la mer, les Grecs jouent un rôle important dans la vie économique de la Turquie. Mais dans l'intérieur, les Arméniens sont pour les Turcs l'élément vital, *sine qua non.*

Des Arméniens en Turquie, on aurait pu dire sans crainte d'être contredit, avant les terribles événements des derniers six mois, qu'ils ne se trouvaient nulle part numériquement assez forts pour mettre en péril l'indépendance politique de l'Empire ottoman; mais que partout ils étaient

en nombre suffisant pour garantir l'indépendance économique du pays.

Les Turcs intelligents et patriotes se rendent certainement compte que la tentative d'exterminer les Arméniens ou de bannir de l'Asie Mineure ce qui en reste, est un coup mortel porté à l'indépendance turque, au point de vue politique aussi bien qu'économique. L'extermination des Arméniens est bien dans l'intérêt d'une certaine nation, — mais cette nation n'est pas la Turquie!

IV

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND POUVAIT EMPÊCHER L'ŒUVRE D'EXTERMINATION. IL A PRÉFÉRÉ NE PAS INTERVENIR. IL Y A MÊME DE SÉRIEUSES RAISONS DE CROIRE QUE LE GOUVERNEMENT ALLEMAND A BIEN ACCUEILLI, SINON ENCOURAGÉ, LA DISPARITION DES ARMÉNIENS D'ASIE MINEURE, POUR L'EXTENSION DE SES PROJETS POLITIQUES ET COMMERCIAUX DANS L'EMPIRE OTTOMAN.

Une Allemande patriote écrivait de Marache, le 4 juin, au journal « *Sonnenaufgang* », organe du *Deutscher Hülfsbund für christliches Liebeswerk im Orient :* « Oh! si nous pouvions écrire tout ce que nous voyons! ». Les missionnaires allemands d'Asie Mineure n'ont pas été moins remplis d'horreur, de sympathie et d'indignation que les missionnaires des autres nations. Et je n'en doute pas un instant: des millions d'Allemands feraient librement entendre aujourd'hui leurs protestations au Gouvernement

de Berlin contre l'extermination de la nation arménienne, s'ils pouvaient connaître la vérité; ils lui demanderaient, au nom de Dieu, de faire tout au monde pour empêcher que l'Allemagne ne soit stigmatisée dans l'Histoire comme complice des crimes épouvantables qui se commettent dans l'Empire turc.

Il a été démontré qu'il n'y a jamais eu et qu'il n'y a aujourd'hui encore aucune raison de fanatisme musulman contre la race arménienne. Jamais les Turcs, de leur propre initiative, sans l'instigation ou l'ordre direct du Gouvernement, et sans l'aide de la force militaire et de la gendarmerie, n'ont massacré des Arméniens. Donc, puisque cette tentative d'extermination, exécutée à même date sur tous les points de l'Asie Mineure révèle un plan systématique, organisé et réglé à Constantinople, nous devons en faire remonter la responsabilité jusqu'aux fonctionnaires du Gouvernement central. Les massacres et les déportations des Arméniens, prémédités, minutieusement élaborés, poursuivis sans interruption d'avril à octobre 1915, doivent avoir été conçus par quelqu'un, ordonnés par quelqu'un et perpétrés pour quelque fin.

Conçus par qui? par qui ordonnés? Perpétrés pour quelle fin?

La conception n'en est pas nouvelle. Il a été expliqué plus haut que les Arméniens s'attirèrent la méfiance et la haine des Jeunes-Turcs, parce qu'ils avaient pris ces mêmes Jeunes-

Turcs au sérieux, parce qu'ils avaient cru que la Constitution serait une vraie Constitution. Les massacres d'Adana furent, contre les Arméniens, le premier effort de ceux qui avaient hérité de la politique et des procédés d'Abdul-Hamid, en même temps qu'ils avaient usurpé son pouvoir.

J'ai entendu, à cette époque, plus d'un Jeune Turc des plus en vue, approuver de tout cœur « le bon mot », alors en circulation: « *Le seul moyen de se débarrasser de la question arménienne, c'est de se débarrasser des Arméniens.* » Achever l'œuvre commencée à Adana a été l'idéal politique pendant six ans. L'occasion de le réaliser se présenta. Elle fut immédiatement saisie.

A l'heure où commençait l'attaque des Dardanelles par les Alliés, il était de notoriété publique à Constantinople que l'édit de mort de la race arménienne, depuis longtemps signé et tenu en réserve dans les casiers de la Sublime-Porte et du Séraskérat, allait en être tiré et mis à exécution. Est-il possible de croire que l'Ambassade d'Allemagne ne savait rien? que Talaat Bey donna les ordres sans avoir pris langue avec le Baron von Wangenheim? Est-il possible que le Gouvernement Allemand à Berlin ait tout ignoré, même si son représentant à Constantinople ne prit pas soin de l'informer?

Voici les faits:

L'extermination d'un million et demi d'innocents, sujets chrétiens mais sujets loyaux du

Sultan de Turquie, fut décidée et ordonnée à Constantinople.

A Constantinople, le seul homme dont la parole, appuyée par son Gouvernement, eût pu empêcher pareil ordre était l'Ambassadeur d'Allemagne.

Même si l'Ambassadeur allemand n'a pas eu connaissance du plan officiel dans les première ou deuxième semaines, il avait encore possibilité d'user de l'influence de l'Allemagne pour faire cesser l'œuvre abominable, le crime le plus noir de l'Histoire moderne, *bien avant qu'il fût trop tard.*

Puisque l'Allemagne refusa d'intervenir avant l'extermination commencée, n'est-elle pas complice du meurtre par la faim et la soif, par l'épuisement, par le bâton, par le viol, de près d'un million d'êtres humains qui n'avaient d'autre tort que de gêner ses plans, et qui ne se trouvèrent faibles, désarmés et bons à tuer que parce qu'ils étaient chrétiens?

Puisque l'Allemagne a persisté dans son refus d'intervenir au cours de l'extermination, n'est-elle pas *particeps criminis?*

A Constantinople, l'Ambassadeur von Wangenheim déclarait à l'Ambassadeur des Etats-Unis, M. Morgenthau, l'impossibilité pour l'Allemagne d'intervenir, sur la demande de l'Amérique, dans les affaires intérieures de la Turquie.

Et à Washington, l'Ambassadeur d'Allemagne, M. Bernsdorf, n'avait pas langage plus franc: il

avait d'abord commencé, pour calmer la pénible impression produite par les récits des journaux sur le public américain, par nier le fait des massacres; puis, lorsqu'il fut vraiment impossible de persister dans les dénégations, il affirma que tout ce qui venait de se passer en Turquie, n'était que la très légitime suppression d'Arméniens rebelles.

Or, dans une très grande ville d'Anatolie, un missionnaire américain, homme que je connais personnellement, et dont la parole ne saurait être mise en doute, a vu de ses yeux un officier allemand diriger le feu de l'artillerie turque sur une inoffensive population civile arménienne.

Et, dans deux autres centres au moins, les Consuls allemands ont pris la défense de la politique ottomane de massacres et de déportations.

Pour quiconque se place, au point de vue moral, sur le vaste champ des responsabilités qui s'imposaient inéluctablement aux Allemands comme « gardiens de leurs frères », ceux-ci restent condamnés puisque, seuls de toutes les nations européennes, ils avaient et ils ont encore pouvoir d'empêcher le crime. Après que leurs écrivains ont été si empressés à vanter la race arménienne, à louer ses vertus et les services rendus par elle à la civilisation, il leur sera malaisé de justifier, à la satisfaction de la postérité, l'inertie des dirigeants de Berlin devant les massacres.

N'avoir rien fait, avoir même positivement re-

fusé de rien faire pour le salut de la nation arménienne quand seuls ils pouvaient agir, voilà donc pour le futur procès des Allemands, le premier chef d'accusation. Il est grave. Le second grief est sinistre.

Quel est le but caché qu'on veut atteindre par la destruction de ces Arméniens? Impossible de ne point se poser à soi-même la question. Mais alors pleine lumière se fait, et il en jaillit contre le Gouvernement allemand, contre le peuple allemand, la plus écrasante accusation. *Les Allemands, et les Allemands seuls, sont appelés à bénéficier de l'extermination du peuple arménien.*

J'ai fait ressortir précédemment que les Arméniens sont le facteur essentiel et la sûre garantie de l'indépendance économique et politique des Turcs en Asie Mineure. Par là même ils sont pierre d'achoppement aux visées dominatrices de l'Allemagne. Elevés en grande partie dans les écoles françaises et américaines, ils parlent français et anglais. En relations commerciales avec l'Europe Occidentale et avec l'Amérique, et principalement avec l'Angleterre, ils font naturellement échec aux commis-voyageurs allemands. De même, parce qu'à l'intérieur de l'Asie Mineure ils forment seuls l'élément agricole au point de pouvoir résister victorieusement à la pénétration des colons européens, ils se trouvent encore, à leur insu, barrer la route à la germanisation projetée de toute l'Anatolie. Si, après les massacres de 1895-1896, le Kaiser Guillaume II a fraternisé

bruyamment avec Abdul-Hamid, il est clair que ce n'était pas seulement en vue de son chemin de fer de Bagdad, mais en vue de tout ce qui se rattache à ce chemin de fer de Bagdad.

Je n'ai pas le moindre désir d'être injuste envers aucun Allemand en particulier, ni de faire aux Allemands, en général, aucun procès de tendance nationale. Il faut pourtant admettre que les nations éclairées sont, au moins jusqu'à certain point, responsables des actes de leurs gouvernements. Les Allemands ont ainsi assumé le poids de bien des méfaits durant cette guerre. Peut-être se laveront-ils plus tard de quelques imputations; ils peuvent espérer qu'une fois les passions éteintes, les diverses faces des événements seront mieux connues. Mais quel espoir de réhabilitation peuvent-ils garder quand le monde entier les accuse d'avoir permis l'anéantissement des Arméniens, crime dont, à l'évidence, ils étaient seuls à pouvoir tirer profit!

Et maintenant, pour conclure, qu'il me soit permis de poser franchement cette autre question: les nations neutres ont-elles une part de responsabilité dans les malheurs des Arméniens?

Pour les Puissances neutres, en général, la réponse varie selon qu'elles admettent ou non que l'influence et l'action d'une nation doivent absolument se restreindre à ses propres affaires. Cel-

les qui donnent à leur propre conscience et à Dieu la réponse de Caïn, disent franchement: « Non, nous ne sommes pas les gardiens de nos frères. Nous avons assez à faire à veiller sur nous-mêmes. » Mais si pareille neutralité avait guidé les conseils des nations dans les vingt derniers siècles, y aurait-il une civilisation chrétienne? L'Histoire pourrait-elle enregistrer un seul acte altruiste au crédit d'aucun peuple? L'esclavage aurait-il été jamais aboli?

A l'opposé de cet égoïsme, il y a ceux qui croient que l'homme ne vit pas seulement de pain, ou seulement pour lui-même; qui soutiennent que les nations comme les individus, ont des responsabilités les unes envers les autres, lorsque surtout ces autres sont faibles et opprimées.

Laissons résolument de côté l'argument de la morale transcendante, argument abstrait et mystique, auquel beaucoup ne savent opposer que haussements d'épaules et sourires. Entrons dans les raisons concrètes des droits et des devoirs qu'ont particulièrement deux nations dans ces terribles affaires arméniennes. Parmi les spectateurs neutres et passifs et qui sont restés muets, tandis que s'écrivait la page la plus sombre de l'Histoire moderne, les Américains et les Suisses ne devraient pas oublier que leur argent et leurs représentants ont travaillé, pendant deux générations en Turquie, à *élever* les Arméniens. Avec les Français, les Anglais, les Allemands et les

Italiens, les Américains et les Suisses ont aidé au réveil de l'esprit national de la race arménienne. Ils ont infusé une vie nouvelle à l'Eglise arménienne. Ils ont fait des recherches dans l'histoire de l'Arménie, et ils ont fait connaître à l'univers le résultat de ces recherches. Ils ont enseigné aux Arméniens les langues européennes. Bref, à cette nation devenue ignorante et arriérée parce qu'elle était séparée de l'Europe, ils ont insufflé l'esprit de la civilisation occidentale.

Ne cherchaient-ils donc que des victimes à parer pour le sacrifice? N'ont-ils affiné leurs disciples que pour la boucherie?

Ne dites pas non. Car le résultat final de tant d'efforts, c'est ce lamentable exode des arméniens arrachés de leurs foyers et menés, sous le fouet turc, jusqu'à la vallée de l'Euphrate,... devenue maintenant la vallée de la mort.

Pensons-y fortement.

Et puis, pour l'amour de Dieu, agissons.

SOURCES.

I. — Rapport du Comité américain sur les Atrocités arméniennes. New-York, octobre 1915.

Ce rapport contient trente-cinq extraits de déclarations de témoins oculaires, se rapportant aux événements du 27 avril au 3 août 1915, dans toutes les parties de l'Asie Mineure. Trente-cinq représentants américains (y compris l'honorable Oscar S. Strauss, deux fois Ambassadeur en Turquie; le Cardinal James Gibbons; Rabbi Stephen S. Wise et le dernier Président, Charles Elliot, de l'Université de Harvard) ont signé ce rapport; on y constate que chaque témoignage a été soigneusement et minutieusement contrôlé, et que toutes les sources auxquelles il a été puisé sont incontestables, en raison de la véracité, de l'intégrité et de l'autorité des informateurs.

II. — Compte-Rendu Officiel des Débats Parlementaires de la Chambre des Lords, du mer-

credi 6 octobre 1915. Londres, Débats Parlementaires, Chambre des Lords. Volume XIX, 67.

Interpellation du Comte de Cromer; discours du Vicomte Bryce et commentaires du Marquis de Crewe.

III. — Discours officiel de Lord Bryce sur les Atrocités arméniennes.

Révisé et développé, ce discours est reproduit dans *The Murder of a Nation,* par Arnold J. Toynbee. Londres, Novembre 1915.

IV. — Lettres de Missionnaires allemands au Journal *Sonnenaufgang,* publiées par le *Deutscher Hülfsbund für christliches Liebeswerk im Orient.*

V. — Récit de Dikran Andreasian, traduit par R. Stephen Trowbridge et publiée par *The Star of the East* ». Londres, novembre 1915.

VI. — Déclarations de témoins oculaires, publiées par *Le Temps,* Paris, 15 septembre; *Le Courrier du Centre, Limoges,* 15 septembre; *Le Télégramme* de Boulogne-sur-Mer, 17 septembre; la *Tribune de Genève,* 13 et 24 octobre; la *Gazette de Lausanne,* 24 octobre; l'*Evening Post* de New-York, 18 octobre; Résumés et articles de fond dans le *Manchester Guardian,* 16 août et 26 octobre; *Paris-Midi,*

17 octobre; toutes ces dates sont naturellement de 1915.

VII. — Lettres circulaires de diverses dates, du 6 juillet au 22 octobre 1915, envoyées par l'*American Board of Commissionners for Foreign Missions*, de Boston (Mass.) et signées par James L. Barton.

VIII. — Nombre de lettres personnelles non encore publiées. Pour des motifs que l'on comprendra, je ne puis donner les noms des signataires, ni les lieux de provenance.

IX. — Conversations personnelles avec des personnes d'intégrité et d'autorité irrécusables, qui sont revenues de Constantinople et d'Asie Mineure du 15 septembre au 20 novembre. Les noms ne peuvent être divulgués en ce moment.

Henri DURVILLE, imprimeur,
23, rue Saint-Merri, Paris.

PAGES D'HISTOIRE — 1914-1916

e Série k

PAUL DESCHANEL

LES COMMANDEMENTS DE LA PATRIE

DISCOURS PRONONCÉ A L'INSTITUT

AU NOM DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

(Séance publique des Cinq Académies, 25 octobre 1916)

QUATORZIÈME MILLE

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS
5-7, RUE DES BEAUX-ARTS

NANCY
RUE DES GLACIS, 18

22

Prix : 50 centimes.

LES COMMANDEMENTS

DE LA PATRIE

Il a été tiré de ce volume cinquante-cinq exemplaires numérotés, dont :

5 sur papier du Japon (Nos 1 à 5) ;

50 sur papier de Hollande (Nos 6 à 55).

PAGES D'HISTOIRE — 1914-1916

PAUL DESCHANEL

ES COMMANDEMENTS DE LA PATRIE

SCOURS PRONONCÉ A L'INSTITUT

AU NOM DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

(SÉANCE PUBLIQUE DES CINQ ACADÉMIES, 25 OCTOBRE 1916)

RAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS
-7, RUE DES BEAUX-ARTS

NANCY
RUE DES GLACIS, 18

1917

Messieurs,

Les Germains nous ont envahis plus de vingt fois, cinq fois depuis la Révolution. De là, pour nous, des devoirs essentiels, commandements de la patrie : rester unis ; mieux connaître l'Allemagne ; faire mieux connaître la France ; ne plus oublier ; prévoir.

RESTER UNIS

Écoutons la voix des tranchées et des tombes : ce qui vient de là, c'est un cri d'amour. Jamais la famille française n'a été plus une. Les Français suivaient des

chemins différents, ils se sont rejoints au sommet. Même dévouement, même idéal. Les héros qui affrontent la mort savent qu'avant de s'éteindre, leur vie, flamme brève, en allume une autre, immortelle. Et l'ennemi ne comprend pas que ce qui nous déchirait est ce qui nous unit : la passion du droit.

France de saint Louis, de Jeanne d'Arc, de saint Vincent de Paul, de Pascal ; France de Rabelais, de Descartes, de Molière, de Voltaire ; France des Croisades et France de la Révolution, vous nous êtes sacrées, et vos fils sont égaux dans nos cœurs comme ils le sont au péril. Ceux qui ne découvrent pas la cime commune sous le même rayon n'ont pas regardé assez longtemps ni assez loin.

Oui, cette sublime jeunesse va à la mort comme à une vie plus haute. Cette vie sera-t-elle demain celle de la patrie ?

Le grand silence de ces déserts pleins d'hommes, où le canon parle seul, ne planera pas toujours sur eux. La controverse est l'âme du progrès. C'est parce qu'elle a manqué à l'Allemagne que le monde est en feu.

Or, voyons les points vifs.

Je ne sais si cette expression : « lutte des classes » répond encore à l'intention de ceux qui l'employaient, depuis qu'en 1914 pas une voix ne s'est élevée en Allemagne contre l'invasion de la Belgique et de la France ; mais jamais on ne vit plus clairement la grandeur de la pauvreté, les devoirs de la richesse, et que les âmes ne se mesurent pas à la condition. Il y a ce qu'on possède et il y a ce qu'on vaut, et ces deux biens composent le patrimoine d'un peuple. Les petites croix blanches qui, de la Marne à la Seille et de la mer aux Vosges, marquent nos champs

de bataille, sont de terribles maîtresses d'égalité : puissent-elles rapprocher les vivants !

Le même esprit doit nous conduire dans la question religieuse. Il ne suffit pas de dire : les gouvernements n'ont nulle autorité en matière de dogme, les religions n'ont nulle autorité en matière de gouvernement. L'État et l'Eglise, même séparés, se rencontrent en plusieurs domaines. Que, partout, l'esprit de sagesse écarte le fanatisme. Ah ! chassons de notre langue ces vieux mots, faits pour de vieilles idées : « intolérance, tolérance » ! Eh quoi ! Avons-nous donc à nous tolérer, à nous souffrir les uns les autres ? Avons-nous donc à souffrir les uns des autres ? Non ! ce n'est pas tolérance qu'il faut dire, c'est respect.

La pensée qui ne respecte pas la foi n'est pas une pensée vraiment libre ; et la

croyance qui porte atteinte à la liberté, au lieu d'augmenter son pouvoir, le perd. Qui méprise les forces religieuses s'expose, en politique, à d'étranges mécomptes; et qui veut imposer une religion en altère la source.

Si les vertus d'aujourd'hui sont encore celles de demain, la France victorieuse étonnera le monde par la rapidité de son essor, comme elle l'étonne par l'opiniâtreté de sa résistance. Déjà nos ennemis préparent les œuvres de la paix comme ils avaient préparé la guerre : autre assaut, non moins âpre. Là aussi, nous devons concentrer nos efforts.

Et pourquoi, dans notre pays, les carrières sont-elles isolées? Par exemple, une des forces de l'Allemagne est l'accord des universités et de l'armée, des professeurs et des officiers. En France, ils demeurent séparés. S'ils avaient travaillé

ensemble, les choses, parfois, eussent pris un autre cours.

MIEUX CONNAITRE L'ALLEMAGNE

La guerre, qui a appris aux Français à se mieux connaître, leur apprendra-t-elle à mieux connaître l'Allemagne ? Depuis deux ans, toute une littérature s'y est ingéniée — un peu tard ! A chaque invasion nouvelle, la France se réveille et s'écrie : « Quoi ! C'est là l'Allemagne, l'Allemagne de Schiller et de Goethe ! » L'ignorance des peuples les uns à l'égard des autres confond l'esprit : on dirait qu'ils habitent des astres différents.

C'est la terre qui fait l'homme. La Prusse — M. Lavisse nous l'a dit — est un État allemand fondé hors des frontières d'Allemagne. Sans frontières elle-même,

pour vivre elle devait attaquer. Ou croître ou périr. Qui dit Prusse dit conquête.

L'Allemagne, pour se sauver de l'anarchie, a eu recours à la Prusse. La Prusse l'a dressée. L'unité allemande a été faite par la guerre et cimentée par la conquête. De sorte que la force de l'Allemagne l'a poussée aux mêmes actes que sa faiblesse.

Au fait elle a adapté une théorie : le peuple élu, né pour commander aux autres. L'Allemagne agit au nom de l'Éternel. Elle doit exterminer le mal, et elle fait le mal pour réaliser le bien. Chaque philosophe, chaque historien ajoute à la doctrine quelque formule nouvelle. Fichte avait dit : « *allmann,* tout l'homme »; Hegel exige pour l'État, « vénéré comme un dieu », l'obéissance absolue, et regarde la guerre comme une nécessité morale; Treitschke soutient que le plus haut de-

voir de l'État est de développer sa puissance, même au mépris des traités; Nietzsche préconise la sélection par la force et crée le « surhomme » ; Lamprecht invente l'état « tentaculaire » (d'où la loi Delbrück sur les naturalisations); et les généraux, de Clausewitz à Bernhardi, apprennent aux soldats que, plus la guerre sera féroce, plus elle sera humaine, parce que plus courte. Formidable arsenal de sophismes! Artillerie non moins redoutable que l'autre !

Universités, écoles, chaires de toutes confessions, administration, presse, livres (700 par an sur la guerre seule), poèmes, chants, réunions publiques, ligues agricoles, industrielles, coloniales versent dans le peuple l'idée, qui devient action. Tout est au service de l'État, tout sert à des fins nationales. L'armée, la flotte, la banque, l'usine, le comptoir concourent à

la même tâche. Le « Manifeste des intellectuels », qui nous a révoltés, est, en dépit de quelques réserves tardives, ce qu'enseigne toute l'Allemagne pensante; enseignement né des instincts profonds de la race et conforme à ses traditions séculaires, sauf aux heures où elle a reçu la lumière de la Grèce, de l'Italie et de la France.

Les historiens allemands sont des chefs politiques. En même temps qu'ils communient avec le passé de la nation, ils en font l'avenir. L'Allemand est un être historique. Il vit avec ses dieux et avec ses ancêtres. Il s'admire et il s'exalte en eux. Hermann lui est aussi présent qu'Hindenburg. Verdun est, à ses yeux, la première de nos forteresses, parce qu'il fait remonter son existence distincte au traité qui a partagé l'empire de Charlemagne. Toujours il se venge de Louis XIV et de Napoléon. Toujours la même lutte contre

la civilisation damnée des Latins, contre le monde de perdition. « Nous haïssons chez nos ennemis, disait Henri Heine, ce qu'il y a de plus essentiel, de plus intime : la pensée. » Et toujours les mêmes violences, les mêmes crimes, plus épouvantables, mais les mêmes.

1870 n'était qu'une étape. Tout l'indiquait : les harangues de l'Empereur, l'approbation retentissante donnée par lui, en 1909, à l'étude du chef d'état-major général von Schlieffen, grand préparateur de la guerre de 1914 : « Le traité de Francfort n'est qu'une trêve », les discours et les écrits des chanceliers et des généraux, les provocations répétées, les lignes purement stratégiques vers le Luxembourg et la Belgique, les lois militaires de 1911, 1912, 1913, votées au milieu des acclamations du Reichstag, les livres scolaires. Tout était prêt ; il ne fallait que l'occasion,

le prétexte. Un an avant l'ultimatum autrichien, Théodore Schiemann avait écrit : « Pour avoir la guerre avec la France, il suffit de lâcher l'Autriche sur la Serbie. »

L'invasion de la Belgique, les incendies de Louvain et de Reims, l'assassinat de miss Cavell, le torpillage des paquebots, le meurtre de Jacquet, l'exécution du capitaine Fryatt, les populations civiles arrachées de nos contrées envahies, la levée en masse de tous les professeurs de droit pour justifier ces forfaits, montrent un peuple pris de vertige, pareil aux hordes qui, sur l'Yser, se ruaient en colonnes serrées, ivres d'éther. On devine au-dessus de leurs têtes les vierges sanglantes du Valhalla et les divinités farouches de leurs impénétrables forêts. « Laissez germer l'insolence, dit Eschyle dans *Les Perses :* ce qui pousse, c'est l'épi du crime ; on récolte une moisson de douleurs. »

Et maintenant, nous entendons répéter chaque jour : « Il faut détruire le militarisme allemand, la caste militaire prussienne. » Oui, sans doute ; et même là-bas, les privilèges, les abus de cette caste ont excité des railleries, des protestations dans la presse, dans le roman, au théâtre, au Reichstag. Mais nous savons comment a fini l'affaire de Saverne. C'est l'armée qui a fait l'indépendance ; c'est elle qui garantit la puissance et la richesse de l'empire. L'Allemagne en est fière, elle l'aime, elle en a le culte. Ses « intellectuels », plus au fait de ces choses que l'étranger, qui juge autrui d'après soi, s'écrient : « Nous sommes indignés que les ennemis de l'Allemagne osent opposer la science allemande à ce qu'ils nomment le militarisme prussien. L'esprit de l'armée est le même que celui de la nation. »

La vérité est que, là comme ailleurs, le

sentiment national a été le plus fort; il a tout emporté, rivalités de castes, de classes et de confessions. Pour bien juger un peuple, il le faut tenir tout entier sous le regard, comme l'aviateur qui, au-dessus de la mer, voit les courants que nous ne voyons pas.

FAIRE MIEUX CONNAITRE LA FRANCE

Si les Français doivent mieux connaître l'Allemagne, ils doivent aussi faire mieux connaître la France.

« Peuple usé! » disait Bismarck. « Peuple dégénéré! » a écrit Guillaume II.

« Peuple usé! Peuple dégénéré! » la France de Pasteur, de Berthelot, d'Henri Poincaré!

« Peuple usé! Peuple dégénéré! » la

France de Renan et de Taine, qui, depuis quarante ans, dans tous les ordres, poésie, philosophie, histoire, théâtre, roman, critique, a aimanté les intelligences!

« Peuple usé! Peuple dégénéré! » celui qui, dans le même temps, a produit des musiciens illustres et des pléiades de peintres, de sculpteurs, d'architectes, de graveurs, telles que le monde n'en avait pas admiré depuis la Renaissance!

« Peuple usé! » le peuple qui, entre les deux guerres, a créé le deuxième empire colonial du globe!

Et dites! Dans quel pays, à quelle époque toutes les aspirations, tous les espoirs des hommes ont-ils rencontré plus fiers orateurs?

Nos institutions ne devaient pas durer, et elles résistent au plus vaste bouleversement de tous les siècles!

La République ne pouvait pas conclure

d'alliances, et jamais la France n'eut alliés plus nombreux, plus puissants!

Et voici qu'elle touche au point culminant. Oui, même après Marathon, Salamine et Platée, même après Valmy, Jemmapes et Fleurus, elle atteint la cime : car la civilisation athénienne était fondée sur l'esclavage et les armées de la Révolution étaient des armées restreintes, tandis qu'aujourd'hui c'est toute la France qui se bat, pour tous les hommes! Par elle nous vivons la plus grande vie que les hommes aient jamais vécue, car qu'est-ce que la vie de l'humanité, sinon un accroissement de justice?

En même temps que l'Allemagne nous calomniait, elle s'efforçait d'enfler son rôle et de prendre notre place. C'est toujours le tableau d'Overbeck à Francfort, *Le Triomphe de la religion dans les arts*, et la fresque des *Écoles de philosophie* à

l'Université de Bonn, d'où seule la France est absente.

L'Allemagne contemporaine prétend à la suprématie dans la science : or, la plupart du temps, elle n'invente pas, elle imite; elle utilise les découvertes des autres ; là aussi, elle annexe. Nous n'avons rien à lui envier en mathématiques, en astronomie, en physique. Trop souvent nos chimistes se sont laissés dépouiller par elle. La France est toujours la première en médecine, en chirurgie, en physiologie. Elle est demeurée en botanique et en zoologie une initiatrice féconde. Les plus récentes inventions, télégraphie sans fil, automobilisme, aviation, sont filles de son génie.

Pour revendiquer ses titres, qu'a-t-elle-fait ? Avant la guerre, à l'*Alliance française,* à *l'Office des Universités et grandes Ecoles,* par les Instituts de Florence,

de Madrid, de Petrograd, de Londres, nous commencions à nous défendre. Depuis la guerre, on a improvisé d'excellentes œuvres de propagande, dont vous avez, mes chers confrères, pris vaillamment votre part. Qui mieux que vous peut diriger cette campagne? Il ne s'agit plus seulement de « recueillir les découvertes », comme disait la loi de l'an III; il faut les répandre. Nos fondations, nos prix pourraient être orientés en ce sens. Ainsi, l'Institut deviendrait une arme. Déjà vous êtes allés, diplomates de l'idée, en Amérique, en Angleterre, en Russie, en Italie, en Espagne, en Suisse, en Roumanie, en Suède, en Norvège, au Danemark. Qui mieux que vous peut faire connaître la France, son caractère, ses mœurs, sa famille tendrement unie, ses femmes et ses enfants magnifiques, notre vrai Paris, celui des Parisiens, si différent de celui des étrangers,

toute la beauté de cette culture gréco-latine, qui a imprégné notre race d'héroïsme et de vertu ?

Oui, c'est ici une nouvelle croisade, où nous devons mobiliser toutes nos forces. C'est la lutte de deux esprits, l'un qui prétend dominer ou absorber les consciences nationales, l'autre qui veut assurer le libre épanouissement des divers génies et pour qui la civilisation est l'œuvre collective des grands et des petits peuples.

A la fin, il en sera de ce rêve de dictature comme des autres rêves d'hégémonie. Au cours des siècles précédents, les plus grands empires se sont affaissés tour à tour comme des monuments gigantesques qui ne pouvaient porter leur hauteur. Cette fois encore, le droit public européen sera vengé. La force est au droit ce que le corps est à l'esprit ; la vie circule dans le corps, mais c'est la pensée qui gouverne.

NE PLUS OUBLIER. PRÉVOIR

Pour nous, Français, la protection de la frontière est l'affaire capitale. Tant que les armées allemandes seront à quelques journées de marche de Paris, comme elles l'ont été pendant quarante-trois ans, le monde ne sera pas tranquille. Or, c'est pitié d'évoquer aujourd'hui, à travers nos colères, celles de nos savants, de nos écrivains de 1870 contre le bombardement de la cathédrale et de la bibliothèque de Strasbourg, du Muséum, du Val-de-Grâce, de la Salpêtrière... Chaque fois que le vautour, dont l'ombre n'a cessé d'obscurcir la France, enfonce ses griffes dans notre chair, mêmes cris, mêmes imprécations et mêmes serments ! Hélas ! quelques années après, les fils ne sentent plus la douleur des pères ; le passé devient trop lourd.

« Générosité », dit-on. Envers l'ennemi peut-être, envers l'ennemi qui toujours s'arme davantage et qui s'en vante, mais non envers ceux qui ont péri ni envers ceux qui, à cause de cela, périront !

Messieurs, il y a seize ans, prenant place sous cette Coupole, j'avais l'honneur de vous dire : « Regardons les Balkans. Étudions le bassin du Vardar. Le duel entre les Germains et les Slaves est menaçant. La France y sera entraînée. Soyons unis, soyons prêts ! »

Et je rappelais cette pensée de mon prédécesseur Édouard Hervé, qu'un jour peut-être nous pourrions, sur le Danube, reconquérir le Rhin.

La France, alors, songeait à autre chose.

Comprendra-t-elle mieux le danger de demain ? Verra-t-elle bien le péril que la Prusse, maîtresse d'une Allemagne et

d'une Autriche-Hongrie même diminuées, mais toujours soudées ensemble et formant un bloc de cent millions d'hommes, ferait courir à la paix? Puisse la prévoyance de notre peuple égaler son courage! Et puisse l'Europe se mettre en garde contre une extension abusive de ce principe des nationalités que l'Allemagne invoque quand il la sert et viole quand il la gêne et qui, appliqué dans toute sa rigueur, nous étranglerait et ferait voler en éclats des nations telles que la Suisse et la Belgique!

Demain, les enfants de nos écoles sauront-ils mieux la guerre de 1914 que leurs aînés ne savaient celle de 1870? L'éducation de la jeunesse, à tous les degrés, sera-t-elle une perpétuelle préparation à la défense du pays? Un peuple dont la vertu militaire décline est condamné à mort. Certes, contre l'Allemagne

nous continuerons à défendre l'arbitrage : n'eût-il empêché qu'une guerre, il serait sacré ; mais il suppose une sanction, donc une force. Cette force, tout ce qui ne veut pas subir le joug doit travailler à l'organiser. En attendant, pour garantir le droit, nous et nos alliés, ne faisons qu'un et restons forts.

Chaque année, l'Allemagne célèbre la fête de Sedan. Je demande que la France célèbre la mémorable journée du 4 août 1914, où fut scellé l'accord de tous ses enfants, et les rencontres immortelles de la Marne et de Verdun. La cathédrale de Reims, de ses bras sanglants, maudit à jamais le crime ! L'oubli serait une trahison. Mais non ! La France n'oubliera plus, elle ne peut plus oublier : à l'appel héroïque, ses morts se sont levés, ils sont debout, ils la regardent !

NANCY, IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT — DÉCEMBRE 1916

PAGES D'HISTOIRE — 1914-1917

e Série, k

LOUIS PIÉRARD

La Hollande et la Guerre

LA MOBILISATION HOLLANDAISE
LE PANGERMANISME ET LA HOLLANDE
LE SENTIMENT POPULAIRE
LA COUR, L'ARMÉE, L'ARISTOCRATIE
LA HOLLANDE ET LE BLOCUS
CHEZ LES SOCIALISTES
ETC.

2e MILLE

5-0321
19/5/19

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS
5-7, RUE DES BEAUX-ARTS

NANCY
RUE DES GLACIS, 18

24

Prix : 75 centimes.

La Hollande et la Guerre

Il a été tiré de ce volume cinquante-cinq exemplaires numérotés, dont :

5 sur papier du Japon (Nos 1 à 5);

50 sur papier de Hollande (Nos 6 à 55).

PAGES D'HISTOIRE — 1914-1917

Série, k

LOUIS PIÉRARD

La Hollande et la Guerre

LA MOBILISATION HOLLANDAISE
LE PANGERMANISME ET LA HOLLANDE
LE SENTIMENT POPULAIRE
LA COUR, L'ARMÉE, L'ARISTOCRATIE
LA HOLLANDE ET LE BLOCUS
CHEZ LES SOCIALISTES
ECT.

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS
5-7, RUE DES BEAUX-ARTS

NANCY
RUE DES GLACIS, 18

1917

AVANT-PROPOS

Avant de quitter la Hollande, après un séjour presque ininterrompu de deux ans et demi, j'essaie de faire loyalement la somme de mes impressions et de dégager mon opinion sur l'attitude de ce pays pendant la grande guerre.

La Hollande, un îlot de paix au cœur de la formidable tourmente, une délicate et jolie étagère que fait trembler de temps en temps le grondement sourd des canons de l'Yser et de La Bassée ou des monitors bombardant Zeebrugge.

Le pays garde sa petite vie calme, heureuse, proprette, un peu soporifique aussi pour celui qui a vu l'Angleterre et la France en guerre. Quelques bourgeois égoïstes en veulent à ceux qui viennent troubler, par un rappel de l'universelle tragédie, leur existence béate. Il en est même qui portent à leur boutonnière un insigne sur lequel on lit : « Spreekt mij niet over den oorlog » (Ne me parlez pas de la guerre). Dieu merci ! ils n'arriveront pas à faire oublier le magnifique élan de charité qui, à certains jours, porta la nation tout entière au

secours des victimes de la guerre, le rôle de bon Samaritain que les Pays-Bas ont assumé avec la Suisse depuis trente mois. Dans l'ensemble, le peuple déteste les Moffen *(expression qui est l'équivalent de notre* Boches), *admire ardemment la France, nourrit à l'égard de l'Angleterre une défiance qui revêt à certains moments des formes puériles, et à l'égard de la Belgique un sentiment où se mêlent curieusement la sincère compassion, une pointe de jalousie et une affectation de supériorité dédaigneuse et amusée, celle qu'on éprouve pour un cousin bruyant et un peu fou...*

Une politique économique un peu maladroite, qui sacrifia souvent l'intérêt véritable des classes populaires et de la bourgeoisie moyenne frappées par la cherté de la vie, aux appétits de quelques gros fermiers, de quelques exportateurs pour lesquels la guerre fut une excellente affaire, l'occasion d'appréciables zoete winstjes *(doux petits bénéfices).*

Pour le reste, le Gouvernement de la Reine pratiqua une neutralité des plus loyales et l'on ne peut nier que les Livres Oranges publiés pendant la crise témoignent tout à la fois d'une grande fermeté et d'une habileté souvent heureuse chez le jonkheer Loudon, l'éminent et sympathique ministre des Affaires étrangères du Plein.

On ne peut se montrer trop sévère à l'égard de la Hollande quand on sait combien difficile était la position de ce petit pays neutre placé entre l'enclume et le marteau, coincé entre le vaste empire des Alliés, maîtres des vastes mers, et le formidable camp retranché des puissances centrales encerclées.

Nous ne voulons citer que deux exemples récents de l'extrême retenue que les Hollandais ont apportée en toutes choses depuis trente mois, qu'ils justifient par leur situation spéciale parmi tous les neutres et par quoi ils ont corrigé leurs mouvements les plus généreux.

Répondant à la deuxième Chambre des États généraux à une question du député socialiste Duys au sujet des déportations en Belgique, le jonkheer J. Loudon, ministre des Affaires étrangères, a déclaré qu'il avait envoyé une note au Gouvernement allemand dans laquelle il condamnait les déportations comme étant contraires aux règlements et à l'esprit de la loi internationale. La note ajoutait que le Gouvernement hollandais aurait suivi la ligne de conduite habituelle en s'abstenant de prendre une attitude si ce Gouvernement (hollandais) n'avait pas eu de responsabilités à l'égard des Belges.

La note rappelle qu'en 1914 les autorités hollandaises encouragèrent les réfugiés belges à rentrer en Belgique, après que le Gouvernement eut conclu un arrangement avec le Gouvernement allemand garantissant la liberté personnelle des Belges rentrant chez eux. Pour cette raison, le Gouvernement hollandais a exprimé l'espoir que les ex-réfugiés de Hollande déportés en Allemagne seraient renvoyés dans leurs foyers.

On le voit : le geste du Gouvernement hollandais n'est pas celui d'une protestation énergique, sans restrictions. Il s'enveloppe de réserves. Le Gouvernement de la Reine, tout en affirmant les déportations contraires à

l'esprit de la loi internationale, *prend soin de dire qu'il ne s'en serait pas occupé, s'en serait lavé les mains, serait resté fidèle à sa politique de neutralité absolue, de laisser faire, laisser passer, si les autorités hollandaises n'avaient, en octobre 1914, engagé leur parole vis-à-vis des réfugiés belges à qui elles conseillèrent de rentrer au pays.*

La note remise à Berlin ajoute que le Gouvernement de la Reine espère voir les ex-réfugiés belges de Hollande renvoyés dans leurs foyers. Et les autres déportés ? Seraient-ils moins dignes d'intérêt ? Leur déportation serait-elle moins contraire « à l'esprit de la loi internationale » ?

Mais, encore une fois, nous ne voulons pas chicaner.

La Hollande, se souvenant de la parole donnée aux Belges en octobre 1914, a mis son point d'honneur à protester, en un moment où ses relations avec l'Allemagne n'étaient déjà pas des plus cordiales et où les événements de Roumanie n'étaient pas pour mettre du cœur au ventre de certains neutres.

Le Gouvernement de la Reine a refusé jusqu'ici (5 janvier 1916) de se joindre à la Suisse et aux pays scandinaves et de marquer par là son accord avec la note Wilson. Nous croyons que, malgré la pression de pacifistes très remuants, le Gouvernement hollandais continuera d'observer la même attitude de neutralité devant les tentatives faites en faveur de la paix. Au début de 1916, interrogé par les commissions de la deuxième Chambre, il manifesta sa ferme intention de ne point offrir ses bons offices de médiateur. Histoire de

ne paraître suspect à aucun des belligérants. Quant à la presse néerlandaise, elle accueillit la réponse si nette des Alliés à la note allemande avec un dépit, une amertume, une irritation qui, encore une fois, trouvent en partie leur excuse dans la position dangereuse de la Hollande. On sait fort bien à La Haye que, la guerre continuant, le danger pour la Hollande d'être entraînée dans la tourmente se fera de plus en plus menaçant. On sait qu'on a tout à redouter de la bête traquée, blessée à mort. Et l'on en veut aux Alliés — qui veulent la mettre hors d'état de nuire — de lui donner une occasion de faire un nouveau bond de côté. De là, les articles furieux contre la booze nota *la « note mauvaise » des Alliés, dans le très bourgeois* Nieuwe Rotterdamsche Courant *et le très marxiste* Volk.

L. P.

La Presse

A CÔTÉ de la neutralité officielle infiniment respectable, il y a l'autre, la neutralité morale ou... immorale du citoyen, du *man-on-the-street,* et dont la presse passe pour être l'expression. A part quelques organes, comme le *Telegraaf,* les deux *Amsterdammer,* le *Dagblad van Zuid-Holland,* quelques collaborateurs des grands journaux de La Haye ou d'Amsterdam, ayant leur franc-parler, comme le Dr Byvanck ou M. Boissevain, la presse fit montre dans l'ensemble d'une pusillanimité indigne d'un peuple qui joua dans l'Histoire, à certains moments, un si grand rôle, et qui a, chevillé au corps, l'amour de la liberté; indigne d'un pays où règne pour tous, indigènes ou étrangers, une liberté d'opinion admirable; et dont la « libre Helvétie », semble-t-il, eût bien pu à certains jours s'inspirer. Je ne parle point de la petite presse ouvertement ou perfidement germanophile, travaillée par la propagande allemande

et qui sévit surtout en province. Il a été établi par des documents irréfutables que certains journaux de province entretenaient des rapports directs et constants avec l'autorité militaire allemande en Belgique. Un correspondant du *Telegraaf* expliquait un jour de la façon suivante la manière d'opérer de certains agents de la propagande allemande : Dans une région agricole qui exporte beaucoup en Allemagne, un monsieur se présente au bureau de rédaction d'un journal libéral. Il se lamente sur les entraves mises par « la perfide Albion » au commerce hollandais. « L'Angleterre qui retient les engrais chimiques, qui veut avoir sa part de tout ce que nous exportons en Allemagne, mais sans vouloir y mettre le prix, qui paralyse la pêche au hareng, qui veut avoir la guerre à tout prix avec nous, pour s'emparer de nos colonies, etc., etc. » On connaît l'antienne. Puis cet ami de la Hollande oppose à l'Angleterre l'innocente Allemagne, qui se permet tout au plus de faire survoler la Hollande par ses zeppelins ou de torpiller quelques-unes des plus belles unités de la marine marchande hollandaise. Et, finalement, le monsieur avantageux offre au journal de lui faire parvenir régulièrement des informations véridiques, non point pro-allemandes... non : ce serait aussi déplorable qu'une propagande anti-allemande : des informations neutres, strictement neutres, et pour lesquelles il n'y aura rien à payer. On sait ce que parler veut dire.

Dieu merci ! c'est souvent en pure perte que la propagande allemande s'est donné tout ce mal.

A Maestricht, — la ville de Hollande où les sympathies pour la malheureuse Belgique sont les plus ardentes, — un petit journal catholique, le *Limburger Koerier,* qui s'est distingué tout particulièrement dans le chœur des sycophantes germanophiles, qui s'efforça de justifier le torpillage du *Lusitania* et l'assassinat de Miss Cavell, s'attira une verte leçon d'un catholique maestrichtois. Celui-ci, désirant garder l'anonymat pour les raisons qu'on va voir, écrivit le 5 septembre 1916 au *Courrier de la Meuse,* journal de réfugiés belges, une longue lettre indignée dont voici un fragment :

Je vous en prie, Messieurs les rédacteurs du *Courrier de la Meuse,* faites une enquête auprès de nos concitoyens actuels, demandez-leur leur opinion au sujet de la conflagration qui déchire l'Europe et vous arriverez à la conclusion que l'immense majorité à Maestricht, pour ne pas dire la totalité, est sympathique de cœur et d'âme à la Belgique et à ses alliés, et qu'elle désire ardemment le triomphe, par leurs armes, du droit, de la justice et de la civilisation. Parcourez par exemple nos rues et regardez les étalages des librairies et des marchands de journaux, vous aurez bien de la peine à trouver une publication, une image quelconque qui ne corrobore pas ce que je viens de dire. N'avez-vous pas remarqué, d'ailleurs, que les très rares pro-Allemands, honteux de leurs sympathies, qu'ils savent contraires à l'opinion publique, tâchent de cacher ces sympathies sous le masque bien transparent de la *neutralité ?*

En outre, Messieurs, vous ne devez pas ignorer qu'il

existe à Maestricht un bureau protégé par le droit international, où, par un système de fiches, un très grand nombre de Maestrichtois sont inscrits par de honteux espions comme anti-Allemands et destinés à être portés sur des listes de déportation, dès que notre pays serait envahi à son tour? Heureusement que la tournure des événements ne rend pas probable que ce malheur se produise. Il n'en est pas moins vrai que beaucoup de gens timorés ont une peur bleue de cette liste noire et évitent de se prononcer en public.

Quant à nombre de journaux de Rotterdam, La Haye ou Amsterdam, ils ont fait preuve en général d'une... prudence excessive, dès que les intérêts strictement hollandais n'étaient pas en jeu. Leur *leitmotiv* préféré fut celui-ci : toutes les grandes puissances sont responsables de la guerre, toutes ont à leur actif des violations du droit, des actes de cruauté. On voit la tendance : c'est toujours la même neutralité trop commode qui l'inspire...

L'un des plus beaux échantillons que nous puissions citer de cette littérature prodiguée aux lecteurs hollandais dans les considérations quotidiennes sur la situation générale, c'est un long article sur l'imbroglio grec publié vers la mi-octobre 1916 par le *Nieuwe Rotterdamsche Courant*. Voici le début : « La Grèce avait le choix entre deux attitudes : se battre avec les Alliés ou demeurer neutre. » Le postulat est faux, dès l'instant que le journal ne souffle mot du traité qui liait la Grèce à la Serbie. Ce qu'il fait... Dès lors, il peut dire à son aise : « La Grèce a

consenti au débarquement des troupes alliées et ce fut son premier pas vers sa chute finale », et conclure : « La Grèce est morte, elle a cessé d'exister, elle a été tuée par les puissances protectrices. »

La Violation de la Neutralité belge

Tous ceux qui, au fier pays des gueux, n'ont point peur de leur ombre, ne se sont pas fait faute de dire que l'Allemagne, depuis la violation de la neutralité belge, les abominations commises par les troupes du Kaiser en Flandre, en Wallonie, en Lorraine, aux portes de Paris, a sur les mains une tache que « tous les parfums de l'Arabie » n'arriveront pas plus à effacer que celle dont s'épouvantait Lady Macbeth.

« Il y a quelque chose entre l'Allemagne et ses adversaires, écrivait, au début de 1916, dans le *Nieuwe Courant* de La Haye, le Dr Byvanck : c'est la profonde violation du droit commise au début de la guerre, ce bond de tigre de l'humanité dans la barbarie qu'on appelle la marche sur la France par Liége et Namur. C'est le sauvage sacrifice de vies humaines, de soldats et d'êtres sans défense, contre tout serment et toute justice. Là est la faute de l'Allemagne, là est la rupture d'équilibre qui ne peut être réparée que par sa défaite. » Voilà le langage de l'honnêteté.

Quel dommage qu'on ne trouve point toujours la même netteté d'accent dans les articles dus à la rédaction du *Nieuwe Courant*, du *Handelsblad* ou d'autres grands journaux hollandais, et que le *Nieuwe Rotterdamsche Courant* ait déclaré qu'il n'avait pas à donner d'opinion sur le torpillage du *Lusitania*, sous prétexte qu'il était avant tout un journal d'informations ! (Ce qui n'a point empêché ce journal neutre de vitupérer contre l'Italie quand notre sœur latine assuma courageusement, délibérément, les risques d'une longue et dure guerre pour venger le droit violé et libérer des populations opprimées.) Quel dommage enfin qu'on ait vu pendant de longs mois la grande presse néerlandaise, cédant à on ne sait quel prurit de pannéerlandisme, à on ne sait quel dépit de voir une Belgique unie dans la douleur, s'efforcer de réveiller, d'attiser entre Flamands et Wallons les querelles linguistiques d'avant-guerre !

Heureusement, l'opinion publique hollandaise a eu, pour se faire entendre, d'autres moyens d'expression que la presse. Des organismes sont nés, comme cette section néerlandaise de la Ligue des pays neutres, qui lança un appel aux neutres en faveur de l'indépendance de la Belgique, signé par 150 intellectuels, et qui provoqua, de la part du vaillant Roosevelt, cette lettre admirable, pour laquelle il sera pardonné aux neutres bien des petitesses, bien des égoïsmes et des abdications morales :

Je me fais un devoir aussi bien qu'un plaisir de vous

exprimer ma vive admiration pour l' « Appel aux Neutres » que j'approuve hautement et que j'ai salué avec enthousiasme. Chaque mot de l'éloquent Appel des citoyens hollandais est l'expression même de la vérité, et en se prononçant avec une franchise qui contraste heureusement avec le lâche silence de tant de neutres, ils méritent la gratitude de tous ceux qui aiment la justice et se sentent pris d'horreur et d'indignation en songeant au tort fait à la grande cause de la civilisation par les fauteurs de l'attentat de 1914. Leur courageux exemple est d'autant plus frappant, et leur courage d'autant plus méritoire, qu'ils sont citoyens d'un petit pays limitrophe d'un État qui compte parmi les plus puissants et qui est, à la fois, le plus malveillant et le plus dénué de scrupules. Leur attitude offre aussi un noble contraste avec le silence timoré observé de si indigne façon par ceux qui sont actuellement à la tête du Gouvernement de mon pays, qui est bien plus riche et bien plus peuplé, et qui jouit d'une plus grande sécurité relative. Sa défection n'en est, hélas ! que plus significative.

La Belgique, innocente et malheureuse, a été cruellement éprouvée. Elle a été traitée avec la dernière brutalité par l'Allemagne, qui l'a ouvertement et officiellement dépouillée de son indépendance. Les déclarations du Gouvernement allemand, faites au Reichstag le 9 décembre 1915 et le 4 avril 1916, sont un exposé de ses intentions formelles de maintenir la Belgique dans un état de dépendance politique, militaire et économique.

Or, la Belgique a pleinement rempli ses devoirs envers elle-même et envers les autres nations, même envers l'Allemagne. Et l'Allemagne a, sans l'ombre d'une provocation, brutalement envahi ce pays. Elle désire à présent profiter du mal acquis et commettre l'horrible

forfait de priver la Belgique à tout jamais de son indépendance.

Les signataires de l' « Appel aux Neutres » demandent aux citoyens des pays civilisés non belligérants de se joindre à eux pour soutenir que c'est un *crime* et un motif de guerre future de dépouiller de son indépendance un État, petit ou grand, qui aura lui-même fidèlement rempli ses devoirs comme adhérent au groupement des citoyens du monde civilisé.

Je trouve que tout homme libre de penser à sa guise ne fait pas son devoir s'il ne proteste point avec eux contre un tel forfait et j'ajoute que tout gouvernement d'une nation civilisée est moralement forcé de protester. Cela est surtout vrai en ce qui concerne mon propre pays, où ceux qui sont à la tête du Gouvernement font des discours pour des « Ligues en faveur de la paix » et pour « la protection des petits États ».

Il paraît mesquin et terriblement hypocrite de prononcer de pareils discours et de faire des déclarations théoriques sur le droit, quand on ne prend pas une part active aux malheurs de la Belgique.

Ce sera l'honneur des intellectuels hollandais d'avoir suscité cette déclaration.

La Mobilisation hollandaise

O *NEDERLAND, let op U saeck* (O Hollande, prends garde à toi)! On s'est souvenu, sur les bords de l'Amstel et du Lek, du grave avertissement que lance le vieux psaume de Valerius. L'armée, mobilisée dès le 31 juillet 1914, c'est-à-dire avant celle de la Belgique, a été continuellement renforcée (notamment en 1915 par une loi sur l'extension du landstorm), soumise à un entraînement intensif, pourvue de tous les moyens de combat que cette guerre a créés ou rénovés. (On craint seulement qu'elle n'ait pas assez de munitions et que des canons à longue portée ne puissent bombarder Amsterdam par-dessus l'inondation.)

Nul ne souhaite à la Hollande qu'elle soit mise dans la nécessité de montrer la force de cette armée nouvelle, qu'elle se jette délibérément dans la guerre sans que son indépendance soit menacée, son honneur foulé aux pieds. On comprend que les horreurs dont la Belgique fut le théâtre l'aient quelque peu épouvantée. En outre, le système militaire de la Hollande, basé sur le principe de l'inondation, de la *Waterlinie,*

est tel qu'il sacrifie dès le principe, à l'invasion, quelques-unes de ses plus riches provinces, aussi indéfendables que l'était, en Belgique, le Luxembourg.

Cependant, il est des Hollandais qui pensent et disent que leur pays aurait dû, dès le premier jour, voler au secours de la pauvre Belgique odieusement attaquée, suppliciée.

Aux mois de septembre et d'octobre 1914, écrit M. Christian Cornelissen, le sympathique théoricien anarchiste, nous sommes allés en Hollande, notre pays natal, exposer par la parole et par l'écrit que ce pays avait le devoir de se solidariser avec la malheureuse Belgique; que la Hollande avait ce devoir non seulement comme pays voisin aussi fier de sa neutralité et de son indépendance que la Belgique, mais également comme pays de civilisation démocratique ayant réglé son compte avec l'absolutisme monarchique aux seizième et dix-septième siècles; ensuite, que la Hollande pourrait d'autant moins rester indifférente dans une guerre de l'Europe Occidentale contre l'Europe Centrale, qu'une victoire allemande entraînerait nécessairement son annexion à l'Allemagne en même temps que celle de la Belgique, et que le peuple hollandais ne pourrait pas vivre sous un régime de bureaucratie et de discipline prussiennes (1).

La Hollande se rangeant délibérément aux côtés de la Belgique, quel merveilleux spectacle c'eût été là, quelle leçon pour les autres neutres, quel symbole

(1) Christian CORNELISSEN, *Les Dessous économiques de la Guerre.* Berger-Levrault, éditeurs.

éloquent : la ligue spontanée des petites nations loyales contre le colosse, le voisin félon ! Ceux qui sincèrement désirent voir régner à jamais entre la Hollande et la Belgique une loyale amitié indéfectible regretteront toujours que cela ne se soit point produit.

A présent, il est trop tard. Mais des journaux modérés comme l'*Algemeen Handelsblad* peuvent écrire encore :

> Si le but de la guerre pour l'Allemagne comprend une hégémonie militaire absolue de l'Allemagne en Europe et une Belgique qui n'est pas libre à tous les points de vue, ce but est en contradiction directe avec les intérêts de notre pays.

L'Allemagne établie à Zeebrugge ou Anvers, c'est la mort sans phrases à bref délai pour la Hollande. Des hommes comme l'historien Colenbrander, directeur du *Gids,* comme le professeur Niermeyer, n'ont pas hésité à dire que la Hollande devait se ranger aux côtés des Alliés dès l'instant que l'Allemagne manifesterait nettement son intention de garder une emprise quelconque sur la Belgique. Mais, Dieu merci ! aujourd'hui que l'Allemagne est sur la défensive, nous pouvons dire : *ausgeschlossen !...* il n'est plus question de cela que dans les manifestes du prince de Salm et dans les articles de la *Rheinisch-Westfälische Zeitung*.

Le danger pour la Hollande en ce moment est d'une autre sorte.

Nous reconnaissons le droit de l'Allemagne, écrivait encore il y a quelques mois le prudent *Handelsblad,* de « se défendre par tous les moyens de destruction contre la politique destinée à l'affamer ». Mais seulement avec les moyens permis, avec tous les moyens qui ne sont pas en opposition avec nos « droits légitimes à la circulation dans le monde entier », et qui n'impliquent pas la destruction des navires néerlandais, le danger pour la vie des citoyens néerlandais.

Or, après le torpillage sans avertissement du *Maria* en 1914, de l'*Hibernia,* du *Medea,* du *Katwijk,* du *Breskens 19,* du voilier *Arie,* la capture des *Batavier* et du *Zaanstroom,* le bombardement du *Zevenbergen* par des hydravions, en 1915, après la perte de l'*Artemis,* du *Berkelstroom,* de l'*Eemdijk,* du *Rijndijk,* de l'*Elzina Helena,* du *Dina,* du *Zeeland,* du *Zeearend* et surtout les lâches ou cyniques attentats contre le *Tubantia,* le *Palembang,* le *Blommersdijk,* il semble que la patience légendaire des Hollandais en ait suffisamment enduré. Il arrive toujours un moment où le mouton devient enragé. Au moment où j'écris ces lignes, la Hollande est encore toute en émoi à la suite du torpillage par un sous-marin allemand, en vue de la côte américaine, du *Blommersdijk,* navire neutre transportant d'un port neutre à un autre port neutre, de New-York à Rotterdam, 6.000 tonnes de grain consignées à un gouvernement neutre. Les articles publiés à cette occasion par des journaux ultra-modérés comme le *Handelsblad* ou le *Nieuwe Rotterdamsche Courant,* révèlent — chez les action-

naires des compagnies maritimes tout au moins — une vive nervosité qui les incite à des propos vraiment belliqueux. Sans aller jusqu'à la déclaration de guerre, il est un autre moyen dont beaucoup parlent et qui serait, n'en doutons pas, d'un grand effet : ce serait l'arrêt de toute exportation vers l'Allemagne. Cela ferait réfléchir tout au moins le dictateur du ventre, M. von Batocki... L'Allemagne promet au Gouvernement hollandais un dédommagement pour le bateau et la cargaison, si l'enquête établit que le capitaine du sous-marin n'a pas agi en conformité des instructions qu'il a reçues. Il y a, sans parler de l'offense répétée à la dignité nationale de la Hollande, une chose que l'Allemagne ne compensera pas : c'est la nouvelle diminution de tonnage subie par la Hollande, à qui, depuis des mois, la métallurgie allemande refuse des pièces indispensables à ses chantiers de construction. De plus, voilà la quantité de grain dont peut disposer la Hollande cet hiver, réduite encore de 6.000 tonnes. Cela signifie quelque chose dans un pays neutre où le coût de la vie est fantastiquement élevé, encore qu'il produise en abondance du bétail, du poisson, des pommes de terre.

La guerre au couteau, la « fronde » que mènent contre le chancelier, — et, semble-t-il, contre le Kaiser et le haut commandement — les pangermanistes et conservateurs, les nationaux-libéraux et une partie du centre, soutenus par une opinion publique angoissée, prête à recourir aux moyens désespérés, présente pour la Hollande un intérêt indéniable. Partout, en

Allemagne, se constituent des comités *für die rasche Niederkämpfung Englands,* pour la rapide défaite de l'Angleterre, qu'il faut vaincre à bref délai, à n'importe quel prix. Les Hollandais perspicaces savent ce que cela veut dire : ils pensent non seulement à la reprise de la *Rücklosigkeit,* d'une guerre sous-marine aveugle et impitoyable, à des raids de zeppelins survolant plus cyniquement que jamais le Brabant ou la Frise, mais encore à cette base d'opérations que seraient contre l'Angleterre les ports de Hollande. C'est à Flessingue, n'en doutez pas, que Westarp et Reventlow souhaitent voir braqué, sur le cœur de l'Angleterre, le pistolet dont parlait Napoléon.

L'inquiétude hollandaise s'est traduite surtout dans le discours du trône qu'a prononcé la reine Wilhelmine au début de septembre 1916, en ouvrant la session des États généraux, et dans les commentaires qu'en fit la presse.

« Je suis fermement résolue, a dit notamment la jeune souveraine, à défendre notre indépendance contre qui que ce soit, dans la mesure de nos moyens. »

Il n'y a plus de doute, aujourd'hui que la fameuse alerte du 31 mars 1916 qui émut la Hollande était due à une machination allemande. Prenant prétexte d'une simple mesure d'ordre du généralissime hollandais, rappelant les hommes en congé (trop nombreux) à la caserne, les agents de la propagande allemande lancèrent très habilement le bruit que cette mesure militaire était l'indice d'une tension diploma-

tique grave, que les Anglais voulaient débarquer à Flessingue ou à... Cadzand (un journal annonça même qu'ils avaient commencé). On espérait de la sorte affoler l'opinion publique hollandaise et précipiter la Hollande dans les bras de l'Allemagne qui eût envahi immédiatement le territoire.

Mais on n'affole pas les Hollandais.....

Le Pangermanisme et la Hollande

Consultez la littérature pangermaniste, celle qui est née pendant la guerre comme celle d'avant. Elle regorge de pages menaçantes pour le petit royaume des Pays-Bas, au point qu'on aurait pu le croire plus exposé encore que la Belgique. Les manuels de géographie d'un Kirchoff, d'un Daniel, d'un von Seydlitz, les atlas de Tannenberg et de Langhaus, qui ont eu des centaines d'éditions et sont en usage dans l'enseignement, représentent la Hollande avec la Belgique, le Luxembourg, le Danemark et la Suisse, comme faisant naturellement partie de la grande Allemagne, de l'empire du Deutschtum.

« Pourquoi, demande le publiciste allemand Fritz Bley, avons-nous été assez fous pour donner, en 1815, notre consentement à la constitution de la Hollande en État indépendant ? » C'est la pensée secrète de tout Allemand, n'en doutez pas. Il suffit de consulter la remarquable collection de documents sur le pangermanisme publiés sous la direction de M. Charles

Andler (1), pour en trouver de nombreuses et souvent pittoresques expressions. Depuis Dietrich von Buelow, mort en 1807, jusqu'au professeur Lasson, jusqu'à M. von Jagow donnant ses instructions au prince de Lichnowsky, il y a une continuité de pensée qui ne doit laisser aucun doute aux Hollandais sagaces.

« La Hollande est l'atteinte la plus criante à la frontière naturelle de l'Allemagne », écrit le fougueux Arndt. Et le vieux Moltke, renchérissant : « Le Rhin est le fleuve de l'Allemagne et non sa frontière. » Treitschke, pratiquant un système de chaud-froid fort curieux, caresse tantôt les Hollandais et tantôt les menace. Comme List et même, comme aujourd'hui, Zimmermann et Naumann qui espèrent voir la Hollande adhérer spontanément au Zollverein ou à la Fédération de l'Europe Centrale, il invite la Hollande à se prêter au rôle du guillotiné par persuasion.

Constantin Frantz insinue que la Hollande, à elle seule, ne peut administrer et mettre en valeur son vaste empire colonial et a besoin de la collaboration allemande. Il prélude de la sorte à une campagne brutale et maladroite faite en septembre-octobre 1916 dans la *Gazette de Francfort* par un certain Dr Max Roloff, au moment des troubles de Djambi, qui se rattachent certainement à ce que le professeur Snouck-Hurgronje, l'éminent arabisant de Leyde, appelle la « guerre sainte *made in Germany* ».

---

(1) Conard, éditeur, Paris.

Dans les *Grenzboten* et les *Alldeutsche Blätter*, dans Fritz Bley et dans von Bernhardi, ce ne sont que paroles menaçantes pour la Hollande. Et durant la guerre même, dans l'ivresse de la marche sur Paris ou l'amertume de la défaite menaçante, que de propos édifiants, échappés aux enfants terribles du pangermanisme !

Voici deux textes qui ont suscité bien des commentaires dans la presse d'outre-Moerdijck et que je retiens surtout pour leur pittoresque verdeur.

Du Dr Adolf Lasson, professeur de philosophie à l'Université de Berlin. Lettre à un Hollandais, publiée fin 1914 par l'*Amsterdammer* :

Les usages et les mœurs, la science, l'art, la religion de la Hollande dépendent de l'Allemagne, et les Hollandais mènent une petite vie très facile qui leur coûte peu, en robe de chambre et en pantoufles, sans grande difficulté et sans grand effort d'esprit. Si cela leur plaît, c'est leur affaire, mais l'Allemand a de plus hauts devoirs et de plus hautes ambitions que cette engeance misérablement petite bourgeoise. La Hollande est complètement libre de penser comme elle le veut, mais toute action hostile à l'Empire allemand aurait pour elle les conséquences les plus graves. Nous, Allemands, nous n'avons pour la Hollande actuelle que très peu d'estime et de sympathie. La Hollande, dans son isolement, s'enfonce de plus en plus dans cette étroitesse d'esprit qui est la caractéristique des petites sectes. Sans l'appui de l'Allemagne, elle serait morte depuis longtemps. Dieu soit loué que les Hollandais ne soient pas nos amis! Nous respirons à pleins poumons le souffle de l'histoire

universelle et n'avons rien de commun avec cette engeance pauvrement petite bourgeoise.

De Herr Richard Zoozmann, littérateur allemand. Lettre à un confrère hollandais :

Et nous rechercherions l'amitié de la Hollande? La Hollande devait, avec tous les moyens à sa disposition, tâcher de gagner notre amitié et doit nous être reconnaissante et flattée quand un voisin comme nous qui lui est, à tous les points de vue, mille fois supérieur, lui tape avec bienveillance et gentillesse sur l'épaule et dit : « Eh bien! est-on toujours gentil? » Parce que nous sommes intangibles dans le monde, on nous envie et on nous craint, et de cette envie et de cette peur vient la haine contre nous. Mais laissons-les nous haïr s'ils nous craignent. Un coup du poing de fer du Michel allemand et que resterait-il de la Hollande? Que le lourd *mijnheer* continue très calmement à donner de l'eau à ses tulipes, à fumer sa pipe de terre et à boire son cacao, mais qu'il reste en bons termes avec l'Allemagne, ne serait-ce que par crainte.

D'un certain Alfred Ruhemann, auteur d'un article sur l'avenir de la Belgique publié par la *Kriegs-Politischen Kulturausschuss der Deutsch-Nordischen Richard Wagner's Gesellschaft für Germanische Kunst und Kultur* (Excusez du peu) :

En ce qui concerne la politique, je ne puis m'empêcher de remarquer que même avec Anvers nous n'en aurions pas assez : cela ne nous donnerait pas encore le libre accès à la mer dont nous avons besoin. Nous devons

dans ce domaine avoir des certitudes et ne pouvons les avoir si la Hollande n'est pas prête à se lier à nous plus que par le passé.

Mais, dira-t-on, ce sont là les opinions de quelques déments. Le malheur est qu'elles correspondent aux sentiments des diplomates et des hommes d'État. Consultez plutôt le *Livre Jaune* français, le premier *Livre Gris* belge.

Dans une lettre du baron Beyens, ministre de Belgique à Berlin, à M. Davignon, ministre des Affaires étrangères de Belgique, il était dit, le 2 avril 1914 :

M. l'ambassadeur de France m'a fait part ce matin confidentiellement d'une conversation qu'il avait eue tout dernièrement avec M. de Jagow, après un dîner intime auquel il avait été invité chez ce dernier.

... M. de Jagow ne se tint pas pour battu. Il développa l'opinion que seules les grandes puissances sont en situation de coloniser. Il dévoila même le fond de sa pensée en soutenant que les petits États ne pourraient plus mener, dans la transformation qui s'opérait en Europe au profit des nationalités les plus fortes, par suite du développement des forces économiques et des moyens de communication, l'existence indépendante dont ils avaient joui jusqu'à présent. Ils étaient destinés à disparaître ou à graviter dans l'orbite des grandes puissances. L'ambassadeur répondit que ces vues n'étaient pas du tout celles de la France, ni, autant qu'il pouvait le savoir, celles de l'Angleterre.

X..., auteur d'un rapport officiel et secret sur le renforcement de l'armée allemande, communiqué par

M. Étienne, ministre de la Guerre français, à M. Jonnart, ministre des Affaires étrangères, disait le 2 avril 1913 :

Quoi qu'il en soit, nous devons être forts pour pouvoir anéantir d'un puissant élan nos ennemis de l'Est et de l'Ouest. Mais dans la prochaine guerre, il faudra aussi que les petits États soient contraints à nous suivre ou soient domptés. Dans certaines conditions, leurs armées et leurs places fortes peuvent être rapidement vaincues ou neutralisées, ce qui pourrait être vraisemblablement le cas pour la Belgique et la Hollande, afin d'interdire à notre ennemi de l'Ouest un territoire qui pourrait lui servir de base d'opérations dans notre flanc.

(Extrait du *Livre Jaune* français.)

Enfin, le *secrétaire d'État aux Affaires étrangères* d'Allemagne télégraphiait au prince de Lichnowsky, ambassadeur d'Allemagne à Londres, le 4 août 1914 :

Prière de dissiper tout soupçon qui pourrait subsister dans l'esprit du Gouvernement britannique au sujet de nos intentions.

Répétez positivement l'assurance formelle que, même en cas de conflit armé avec la Belgique, l'Allemagne ne s'annexera du territoire belge sous aucun prétexte.

La sincérité de cette déclaration est prouvée par notre engagement solennel à l'égard de la Hollande de respecter strictement sa neutralité. Il est évident que nous ne pourrions annexer profitablement du territoire belge sans nous agrandir en même temps aux dépens de la Hollande.

(Extrait du *Livre Bleu* anglais.)

Albert Ballin, directeur général de la Hamburg-Amerika Linie, ami personnel de Guillaume II, écrivait encore, le 5 janvier 1915, dans un article intitulé : « Le triangle humide », publié par la *Gazette de Francfort :*

Le triangle humide : voilà comment dans ma jeunesse les marins appelaient la partie de la mer du Nord qui s'étend depuis Heligoland jusqu'aux embouchures des fleuves. L'expérience des premiers mois de guerre démontre d'une façon claire que, pour l'action de nos navires de combat, nos ports situés en arrière de ce triangle humide ne nous ouvrent pas les possibilités nécessaires et qu'il est indispensable pour nous d'arriver à la mer.

C'est pourquoi nous devons avoir dans l'avenir une base pour notre flotte qui commande la mer du Nord et qui, tout au moins, dans cette partie du monde, nous garantisse des certitudes égales à celles dont dispose l'Angleterre et qu'elle exploite sans scrupules.

Et le *roi de Bavière,* dans un discours prononcé au début de juin 1915, à Furth, et publié dans les *Münchner Neueste Nachrichten,* sous ce titre : « L'embouchure du Rhin », reprenait pour son compte de telles idées.

A propos d'un article du *Lokal Anzeiger,* le comte Reventlow, le fougueux pangermaniste, ami de von Tirpitz, écrivait dans son journal, la *Deutsche Tageszeitung :* « Pour le Gouvernement et le peuple néerlan-

dais, les souvenirs historiques et les affirmations sentimentales dans le domaine des arts et des sciences, de la justice ou de l'injustice, n'entrent pas en balance, mais seulement des considérations politiques et militaires. Le Hollandais n'a en général pour nous aucune sympathie ; c'est le plus souvent le contraire, qui est vrai. Dans le point de vue qu'il prend dans sa politique, la sympathie ou l'antipathie laissent le Hollandais complètement froid. Il se demande plutôt : Comment puis-je conserver mon indépendance et quel parti m'apporte le plus d'avantages, de qui ai-je le plus à attendre, aussi bien dans le bon que dans le mauvais sens du mot ? Quand les grands marchands de primeurs cédèrent aux vœux de l'Angleterre, c'est la peur qui donna le coup décisif. En ce qui concerne les matières premières néanmoins, les Néerlandais dépendent dans une forte mesure de l'Allemagne et ceci pèserait infiniment plus lourd pour les Hollandais que le caractère germanique, la peinture de Rembrandt et la parenté linguistique. Les Hollandais sont, d'un point de vue politique autant que d'un point de vue économique, des gens d'affaires, et on doit leur parler sur le terrain politico-économique d'une façon pratique, sans la moindre sentimentalité. Le principe de toute négociation pour l'Empire allemand doit résider dans la conscience de sa force et il serait absolument déplacé de demander des faveurs aux Hollandais, en évoquant Rembrandt et l'histoire. Cela serait considéré en Hollande comme de la faiblesse. L'Allemagne a certes

un très grand intérêt à entretenir avec la Hollande de bonnes relations. Mais il n'en reste pas moins qu'on doit chez nous ne pas perdre de vue que l'Allemagne est une puissance qui peut donner ou retenir, tout autant que l'Angleterre. »

Pan! voilà le coup de poing brutal du pangermaniste sur la table, ou nous nous trompons fort... Malgré la guerre au couteau entre M. de Bethmann-Hollweg et le comte Reventlow, les idées de celui-ci à l'égard de la Hollande ont prévalu dans une certaine mesure. L'Allemagne a interdit, pour une grande part, l'exportation en Hollande du charbon et des produits métallurgiques, dont ce petit pays industrieux avait besoin.

Qu'après cela, les Hollandais aient des yeux pour ne pas voir, des oreilles pour ne pas entendre, qu'ils s'endorment dans une fausse sécurité, dans une béate torpeur, c'est affaire à eux. Ils pourraient avoir un triste réveil.

Le Sentiment populaire

En dépit d'un cousinage d'ailleurs fort discutable, le peuple hollandais n'a rien de commun avec l'allemand. L'ouvrier d'Amsterdam, le docker de Rotterdam, le bourgeois éclairé de La Haye ou Dordrecht a horreur du *Mof* et du prussianisme. Seuls, peut-être, les paysans de certaines régions, fanatisés par la propagande du parti antirévolutionnaire qui rêve d'on ne sait quel retour à une théocratie dont l'Allemagne lui semble la gardienne fidèle, ressentent un vague respect pour le pays de Bismarck.

Le Hollandais est surtout neutre. Il a la vocation de la neutralité; mais si prudent, si patient, si réservé qu'il soit, il a, chevillés au corps, le sentiment de la justice, l'amour de la liberté, la haine de l'oppression et de la force brutale.

Malgré la « pénétration pacifique » redoutable qui s'est fait sentir dans l'Université comme dans les affaires, l'immense majorité des intellectuels hollandais se sont mis spontanément dans cette guerre du côté des Alliés. Nul doute que les dessins d'un Raemaekers, les

articles du vaillant *Telegraaf* ou des deux *Amsterdammer* ne soient la fidèle expression de ce puissant courant de sympathies naturelles. Quand un peuple a derrière lui, dans son histoire, une période aussi extraordinaire que ce dix-septième siècle miraculeux, quel dommage qu'un sursaut ne l'ait pas jeté dans cette guerre aux côtés de ceux qui se battent pour le droit, le respect des traités, pour l'indépendance des nations.

Le peuple du Taciturne a montré au cours de son histoire qu'il était animé d'un puissant esprit de liberté.

Il n'a point changé. Dans une remarquable étude : *Hollandais et Français* (1), M. Salverda de Grave, l'éminent professeur de Groningue, a montré lumineusement que son peuple a, comme les Français, le respect des droits de l'individu :

Or, c'est pourtant justement le rôle de la personnalité qui nous rapproche des Français et des Anglais : *tous, nous respectons l'individu.*

Je voudrais montrer comment cette analogie se manifeste dans la vie publique et dans la science.

Ce n'est certes pas un hasard que la forme du gouvernement de ces trois pays soit démocratique : la république en France correspond à la royauté strictement constitutionnelle en Angleterre et dans notre pays. Les idées libérales, en Angleterre d'abord, puis en France et en Hollande, ont déterminé les rapports entre le Gouvernement et le peuple ; l'obéissance de l'individu à l'État est un acte raisonné, conscient et voulu ; *jamais l'individu*

(1) *Revue de Hollande,* janviet 1916.

ne renonce à sa liberté de penser et à ses convictions en faveur de l'autorité.

On l'a dit, aucun pays ne réalise cet équilibre entre l'individu et l'État aussi complètement que l'Angleterre ; le respect de la personnalité n'est nulle part poussé aussi loin que là. Et c'est un des spectacles les plus élevés que de voir les Anglais, malgré les circonstances, user librement de leur droit d'avoir une conviction et de la dire. « Le peuple anglais — ce sont des paroles qu'a écrites un Allemand en juin 1915 et qu'a citées DE BEWEGING — a créé un type humain où l'indépendance personnelle, le sentiment de la responsabilité individuelle et sociale sont combinés de telle façon que cette réunion serait impossible si le caractère anglais n'était pas d'une trempe supérieure. » Personne, en Angleterre, ne se voit contraint de cacher ses sentiments.

Et c'est par cette liberté de l'individu que la nation française et que nous aussi, nous nous sentons si étroitement unis avec l'Angleterre. Car, considérons les Hollandais.

Le besoin de la liberté, nous l'avons dans le sang, au point qu'il dégénère parfois en licence.

« Les princes d'Orange, écrit Louis Bonaparte, eurent à combattre l'esprit orgueilleux et rétréci de l'oligarchie bourgeoise, les préjugés profondément enracinés dans toutes les têtes, le caractère inerte et frondeur d'un grand nombre d'individus, et l'égoïsme caché sous les dehors de l'intérêt de ville ou de caste (1). » Qu'on n'aille point croire que l'ex-roi de

(1) *Réflexions sur la Hollande et les Hollandais*, par Louis BONAPARTE, ex-roi de Hollande.

Hollande n'a écrit que sur ce ton du peuple sur lequel il régna. Ou bien, s'il mêle à ces éloges d'autres restrictions, celles-ci n'ont rien que de très honorable pour les Hollandais, « peuple doué d'une intelligence supérieure, essentiellement juste et raisonnable, mais en même temps républicain, difficile, frondeur, ennemi de tout frein, et surtout de tout frein étranger ». Voilà, ma foi, des « défauts » bien sympathiques.

Déjà Diderot écrivait en 1773, dans une lettre à Mlle Voland :

> Les hommes ont du sens : ils entendent très bien leurs affaires, ils sont bien possédés de l'esprit républicain et cela depuis les premières conditions jusqu'aux dernières.

Le professeur Eucken, qui naguère obtint le prix Nobel, préfaçant une étude du professeur Van der Wijck, philosophe hollandais, intitulée : *Die Stimmung in Holland*, reconnaît que l'opinion hollandaise se défie à l'extrême de l'Allemagne, que l'invasion de la Belgique et les écrits pangermanistes représentant la Hollande comme une simple dépendance économique et intellectuelle de l'Empire, n'ont pas peu contribué à nourrir cette méfiance. « Que l'Allemagne, dit-il, soit sortie d'un conglomérat impuissant d'États particuliers, et soit devenue un puissant empire, cela devait naturellement agir fortement sur le sentiment des Hollandais. »

Le professeur Van der Wijck, encore que peu

suspect de germanophobie, ne craint pas d'écrire dans son étude : « Les Hollandais, voisins immédiats de l'Allemagne, se sentent relativement peu de parenté avec ce grand empire, et beaucoup d'entre eux sont plus portés pour la France que pour l'Allemagne. » Il essaie d'expliquer ce fait à première vue surprenant par la forte influence que la langue et la culture françaises exercèrent aux Pays-Bas depuis le Moyen Age jusqu'au dix-neuvième siècle. Le professeur Van der Wijck conclut en montrant combien il est désirable pour la civilisation que le pays de Rembrandt, de Grotius et d'Erasme conserve son indépendance. Qui pourrait le contredire ?

La Cour, l'Armée, l'Aristocratie

Le député hollandais Ter Spill (celui-là même qui vient d'être condamné à 15 florins d'amende pour avoir traité de Boche, ou plutôt de *Mof*, un Allemand qui est son voisin) vient de demander à la deuxième Chambre des États généraux de régler la question de la succession au trône. Voici ce dont il s'agit :

Le Parlement hollandais vient d'entamer la revision de la Constitution pour faire la réforme de l'électorat dans le sens de l'égalité politique, avec droit de vote aux femmes. Comme toujours, quand on revise la Constitution, en Hollande comme en Belgique, on s'avise qu'il y a pas mal de choses à changer dans la loi fondamentale. C'est ainsi que des juristes sagaces, dont les sympathies dans cette guerre vont aux Alliés, ont signalé que les Pays-Bas étaient menacés d'avoir une dynastie boche pour le cas où la lignée des Orange-Nassau viendrait à s'éteindre. Les sept ou huit prétendants au trône sont, en effet, pour la

plupart, des Allemands : il y a parmi eux des Saxe-Weimar, des princes de Reuss et jusqu'à ce personnage d'opérette, le prince de Wied, ex-*m'bret* d'Albanie. Un certain nombre de Hollandais qui agitent la question au Parlement après l'avoir soulevée dans le *Telegraaf* et d'autres journaux, demandent qu'il soit dit dans la Constitution que, dans le cas où la descendance du roi Guillaume viendrait à s'éteindre, le peuple hollandais aurait le droit de choisir librement sa dynastie, comme il l'a fait jadis pour la maison d'Orange. Déjà, les Hollandais, très sincèrement attachés à la reine Wilhelmine et à la petite princesse Juliana, n'ont point pour le prince-consort, qui est Allemand, une sympathie immodérée.

Le gouvernement de M. Cortvan der Linden s'est opposé à la discussion de cette question pendant la revision constitutionnelle.

En outre, ils savent que le *Duitsche Orde* ou « bailliage d'Utrecht », curieuse survivance de l'Ordre teutonique, que Guillaume II voudrait voir rétablir partout, est dans leur pays un foyer de propagande allemande. Le Conseil de l'Ordre de cette institution hollandaise, destinée à protéger le « sang bleu » hollandais, que Napoléon avait supprimée et qu'un décret du roi Guillaume Ier rétablit après 1815, *est depuis la guerre composé en majorité d'Allemands authentiques, résidant en Allemagne,* des princes d'Anhalt, des barons von Wasel, des freiherr von Künzberg et autres reichsgraf von Schwerin.

On s'explique après cela qu'il y ait dans l'armée du

Kaiser près de 150 officiers hollandais, engagés volontaires.

Il est vrai que les Hollandais, engagés volontaires dans le corps étranger de l'armée française, sont des centaines : artistes, étudiants, employés, commerçants, artisans, qui vivaient en France pour la plupart et savaient que Paris n'était pas tout entier au Moulin-Rouge ainsi que le croient ou affectent de le croire certains protestants et catholiques d'outre-Moerdijck. Quant au corps des officiers hollandais, dans l'ensemble, il nourrissait au début de cette guerre une admiration exclusive pour les méthodes allemandes, la stratégie allemande, l'éducation militaire allemande, et je me suis laissé dire que beaucoup, parmi eux, considéraient comme vérités d'évangile les enseignements du *Kriegsbrauch im Landeskriege*.

L'armée de Moltke, dont le *feldgrau* ne diffère pas beaucoup du leur, leur paraissait invincible. « Dieu merci ! pourraient dire les Alliés, *nous avons changé tout cela*. » Peu à peu, les officiers hollandais se sont pris d'une admiration sincère pour les magnifiques vertus militaires de la France et sa puissance d'organisation, et même pour le prodigieux effort britannique. L'envoi de missions militaires à Paris et à Londres prouve d'autre part l'intérêt que prend le Gouvernement hollandais à ce qui s'est accompli depuis deux ans dans les deux pays de l'Entente cordiale.

Ce n'est un secret pour personne que dans ces Pays-Bas dont le peuple a horreur du militarisme,

certains officiers, grands admirateurs d'une civilisation où l'officier est mis au faîte de la société, ne se cachent pas toujours pour dire que leurs sympathies, dans cette guerre, vont du côté de l'Allemagne.

. . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

Nous sommes convaincu que l'armée hollandaise, au moment du danger, en cas d'une attaque allemande, serait animée d'un ardent patriotisme, mais nous avons voulu simplement indiquer l'état d'esprit de quelques chefs, et expliquer ainsi la rudesse avec laquelle parfois on intervint contre les Belges, au début, dans les camps d'internés.

La Hollande et le Blocus

Il est incontestable que le Gouvernement néerlandais a fait de loyaux efforts et a pris des mesures sérieuses pour réprimer la contrebande qui avait pris des proportions légèrement scandaleuses et qui est loin encore d'être tout à fait morte. Ce n'est pas nous qui disons cela, mais toute une série de journaux hollandais peu suspects de franco — ou d'anglo — philie.

Des feuilles de Rotterdam ou d'Amsterdam dénoncent les dépenses extraordinaires faites aux kermesses dans certaines régions frontières par les paysans et qu'elles attribuent aux gains réalisés grâce au « smokkelage » (lisez : la contrebande). A Tegelen, les contrebandiers dansaient avec des billets de 100 florins épinglés à leur casquette. Et le champagne, une boisson naguère inconnue dans ces campagnes, y coulait à flots. En trois audiences du tribunal correctionnel de Ruremonde, les 20, 25 et 29 juin, 1916, 330 personnes ont été condamnées pour avoir exporté ou essayé d'exporter des marchandises défendues.

Cela prouve à la fois l'étendue du mal et la sévérité de la répression.

Il n'est pour ainsi dire pas de jour où l'on ne lise dans les journaux hollandais que des contrebandiers ont essuyé des coups de feu. Un habitant de la frontière écrit au *Nieuwe Courant :* « Le seul moyen d'empêcher efficacement la contrebande est de donner aux soldats et douaniers auxiliaires 25 °/₀ de la valeur des marchandises qu'ils saisissent. On ne pourrait plus les acheter, car un contrebandier ne donne pas autant. »

Il convient de dire que ces commis de douane auxiliaires, dont le nombre a été augmenté après la vigoureuse campagne du *Telegraaf,* qui fit d'abord pousser des cris d'orfraie, assurent un contrôle beaucoup plus sévère que celui exercé naguère par les soldats. Toute la presse hollandaise semble maintenant « realize », comme disent nos amis les Anglais, la gravité de cette question et la nécessité de permettre au blocus des Alliés d'exercer tous ses effets contre l'Allemagne encerclée en dépit des prouesses sportives du capitaine Koenig.

De temps en temps un journal germanophile a encore un soubresaut. L'un d'eux, commentant un discours de Lord Cecil, rappelait que Napoléon appelait son frère Louis « le plus grand contrebandier de Hollande », à quoi, paraît-il, « Lolo » répondait que le commerce est dans la nature des Hollandais. Ce journal entend-il prouver par là que la parole de Montesquieu reste vraie, qui écrivait en 1729 dans

ses notes de voyage sur la Hollande : « Le commerce d'Amsterdam est plus florissant pendant la guerre que pendant la paix. »

Dieu merci ! L'opinion publique hollandaise, tout d'abord indignée d'une mesure énergique des Anglais retenant les chalutiers de pêche hollandais à Kirkwall, semble être revenue à de meilleurs sentiments. Un accord a été conclu en vertu duquel désormais la Hollande, après avoir retenu ce qui est nécessaire à sa consommation intérieure, ne pourra expédier en Allemagne plus de 20 °/₀ de sa pêche. Que s'est-il passé jusqu'ici ? Pendant le premier semestre de 1916, la Hollande, sur 60.248.000 kilos de poisson qu'elle a exportés au total, en a envoyé en Allemagne 40 millions 248.000 kilos contre 5.820.000 seulement en 1914. En juillet dernier, elle a exporté en Prusse 13.608.000 kilos de poisson sur un total de 17 millions 839.000 et contre 2.780.000 kilos seulement en 1914, sur un total de 9.886.000. Pour le hareng spécialement, voici les chiffres : 6.601.000 kilos exportés en Prusse contre 2.068.000 en juillet 1914. Sans l'accord qui vient d'intervenir avec l'Angleterre, on se demande si les réserves nécessaires pour l'hiver à la consommation intérieure n'auraient pas été compromises, si nous n'aurions pas revu le moment où il était presque impossible d'acheter un hareng à bon marché à La Haye ou à Amsterdam.

Veut-on des chiffres pour d'autres produits spécifiquement hollandais ? Pour le fromage, en juillet, sur un total de 11.286.000 kilos, 10.450.000 ont été

exportés en Prusse, contre 1.329.000 en juillet 1914, et 8.820.000 en juillet 1915. Pommes de terre : 26.146.000 kilos ont été, en juillet dernier, exportés en Allemagne, sur un total de 29.301.000 kilos destinés à l'exportation. Nous empruntons ces chiffres éloquents aux statistiques officielles du ministère des Finances de La Haye ; ils ne comprennent évidemment pas les marchandises passées en contrebande. Mais, disent les Hollandais, ce sont là produits de notre sol, marchandises qui ne sont point importées par le Trust (la N. O. T.); par conséquent nous les vendons à qui nous plaît, au plus offrant. Et des Hollandais, qui sont de sincères amis de la France, comme le Dr Van der Hoeven, d'Amsterdam, dans une lettre à M. Clemenceau, prétendent que cette loi de l'offre et de la demande ne doit subir aucune atténuation.

Ouais !... Je n'ose plus citer Montesquieu : je devrais exhumer des textes désobligeants pour nos amis hollandais. Enfin, puisqu'il n'y a pas moyen de composer avec cette mentalité commerciale, les Anglais ont décidé qu'ils achèteraient le surplus de la pêche hollandaise, en compensant par un système de primes ou d'indemnités équitables (pour nous comme pour les Hollandais) les pertes ou plutôt le manque de bénéfice subi par ceux-ci.

Et ainsi : *All's well that ends well.*

D'ailleurs, la question de l'exportation des vivres en Allemagne est une question qui ne se pose pas entre la Hollande et les Alliés, mais entre le Gouvernement et le peuple hollandais. En effet, dans ce pays

qui produit, en dehors du blé, de quoi suffire seul à sa subsistance, des manifestations ont eu lieu contre la vie chère, qui, je gage, ne furent pas dépassées en gravité par certaines manifestations en Allemagne.

Un rapport officiel du ministère de l'Agriculture et du Commerce de Hollande donne les chiffres d'exportation suivants :

Porcs :

1913.	48	millions	de kilos.
1914.	81	—	—
1915.	64	—	—

Viande de mouton :

1913.	6,8	millions	de kilos.
1914.	9,0	—	—
1915.	11,5	—	—

Fromage :

1913.	66	millions	de kilos.
1914.	68	—	—
1915.	86	—	—

Œufs :

1913.	23	millions	de kilos.
1914.	22	—	—
1915.	33	—	—

Carottes, pois, endives, tomates :

1913.	79	millions	de kilos.
1914.	90	—	—
1915.	127	—	—

Beurre :

1913.	37	millions	de kilos.
1914.	38	—	—
1915.	42	—	—

Oignons et échalotes :

1913.	50	millions	de kilos.
1914.	54	—	—
1915.	82	—	—

Choux :

1913.	26	millions	de kilos.
1914.	42	—	—
1915.	69	—	—

Viande :

1913.	18,0	millions	de kilos.
1914.	15,0	—	—
1915.	20,6	—	—

Bétail vivant :

1913	59.506	têtes.
1914	124.696	—
1915	25.687	—

Certes, une partie des vivres exportés s'en vont en Angleterre, mais ce n'est un secret pour personne que la plus grande partie prend le chemin de l'Allemagne. En tout cas, dit le *Telegraaf*, ces chiffres officiels sont la preuve que la cherté des vivres est due à l'excès d'exportation.

La Mecque des Pacifistes

C'EST un trait essentiel et souvent souligné du Bruxelles débonnaire auquel nous devons M. Kaekebroeck et M. Beulemans, que le grand nombre de sociétés de toute sorte qui y fleurissent, philanthropiques, sportives, musicales et — sans qu'elles le disent — généralement gastronomiques. Le Belge a l'esprit d'association dans le sang. Trois Bruxellois ne peuvent se trouver réunis autour d'une table de café sans vouloir immédiatement « jouer chocheté ». Et cela nous vaut une floraison d'organismes aux noms parfois extraordinaires, comiques et touchants, et qui tiennent généralement leurs assises dans les vieux cabarets du « bas de la ville ». Oh ! les *Arrière-Petits-Enfants des combattants de 1830 ;* les *Joyeux Mirlitophiles de Molenbeek ;* l'*Hirondelle socialiste,* société colombophile !...

Il me semble que je viens de les revoir défiler toutes, ces sociétés, un dimanche de kermesse, jetant les mille feux de leurs drapeaux brodés et des huit-reflets, des antiques « buses » de leurs présidents. Et c'est à

une publication pacifiste hollandaise que je dois cette vision d'un moment.

Le 8 octobre 1914, se fondait à La Haye le *Nederlandsche Anti-oorlogs Raad* (Conseil néerlandais de l'antiguerre), qui a fait beaucoup parler de lui dans la presse. A l'occasion de l'anniversaire de la déclaration de guerre, cette « organisation néerlandaise pour une paix durable », dont le programme est analogue à celui de l'*Union for Democratic Control,* a publié une liste des mille premières sociétés qu'elle affilia.

Sous les premières rubriques, on trouve mentionnées : des ligues pacifistes, suffragistes, anti-alcooliques, végétariennes, espérantistes, des communautés protestantes, des loges, des chambres de commerce, des clubs politiques (pas de socialistes, par exemple). Puis viennent quelques autres mentions que je traduis fidèlement :

« Garderie d'enfants à Dordrecht », « Clinique pour nourrissons à La Haye », « Union des sourds-muets », « Ligue internationale pour la lutte contre l'épilepsie », « Société pour la propagation de l'examen médical avant le mariage », « Asile pour animaux souffrants, à Amsterdam » ; la « Fanfare de Heiloo », la « Fanfare postale de Flessingue », l' « Union des marchands de pommes de terre de Dordrecht », la « Fédération des agents de police », celle des droguistes, celle des dentistes, plusieurs fédérations de bouchers et charcutiers, de marchands de tulipes, des sociétés de reproduction bovine, chevaline et caprine, des garderies de taureaux, des clubs de foot-

ball, la « Société colombophile *Toujours plus vite* de Berg-op-Zoom » et... l' « Association des amateurs de canaris de Leeuwaarden » !

Tous ces braves gens travaillent à nous donner une paix durable.

Le N. A. O. R. a adopté une motion « invitant le Gouvernement néerlandais à prendre l'initiative d'une conférence, convoquée dans l'intérêt de la paix et composée de délégués des puissances neutres, laquelle devra siéger jusqu'à la fin de la guerre, dans le but de préparer la médiation et de l'introduire en temps utile ».

Mais le Gouvernement hollandais, très prudent, est resté sourd à cet appel.

Le N. A. O. R. a fondé l'organisation internationale pour une paix durable dont voici le programme minimum :

1° Il n'y aura ni annexion ni transfert de territoire contraire aux intérêts et aux vœux de la population; le consentement de celle-ci sera obtenu, si possible, par plébiscite ou autrement.

Les États garantiront aux nationalités comprises dans leur territoire l'égalité civile, la liberté religieuse et le libre usage de leur langue.

2° Les États conviendront d'introduire dans leurs colonies, protectorats et sphères d'influence la liberté commerciale, ou tout au moins l'égalité de traitement pour toutes les nations.

3° L'œuvre des conférences de la paix tendant à l'or-

ganisation pacifique de la société des nations sera développée.

La Conférence de la Paix sera dotée d'une organisation permanente et aura des sessions périodiques.

Les États conviendront de soumettre tous leurs différends à une procédure pacifique. Dans ce but, à côté de la Cour d'arbitrage de La Haye, seront créés : *a*) une Cour permanente de justice internationale ; *b*) un Conseil international d'enquête et de conciliation. Les États seront tenus à prendre de concert des mesures diplomatiques, économiques ou militaires dans le cas où un État agirait militairement, au lieu de soumettre le différend à une décision judiciaire ou de recourir à la médiation du Conseil d'enquête et de conciliation.

4° Les États conviendront de réduire leurs armements. Pour faciliter la réduction des armements navals, le droit de capture sera aboli et la liberté des mers assurée.

5° La politique étrangère sera soumise à un contrôle efficace des parlements.

Les traités secrets seront nuls de plein droit.

Tout cela est bel et bien, et il y a, dans cette proclamation de principes, des choses excellentes. De même, on est bien près de souscrire à tous les commentaires, par quoi ces pacifistes, qui travaillèrent en pleine guerre, justifièrent leurs revendications.

L'accroissement continu des armements, disent-ils, loin de garantir la paix, a engendré une atmosphère de méfiance et d'hostilité ; il a poussé à se servir de ces armements pour abattre l'adversaire et pour anéantir la

prospérité des concurrents commerciaux. La croyance en est résultée que la guerre était inévitable et cette croyance a paralysé les efforts de ceux qui s'opposaient aux forces conjurées pour la guerre.

Le système de la politique européenne, tout entier dominé par l'idée de l'équilibre, loin d'avoir été une sécurité pour la paix, a intensifié au contraire les oppositions d'intérêt et transformé tout conflit local en un danger pour la paix générale. Dans les ténèbres de la diplomatie et des traités secrets, la tension s'est accrue jusqu'à devenir intolérable.

C'est à tout cela qu'il faudra mettre fin. L'occasion en sera offerte au moment de la conclusion de la paix — une occasion qui ne reviendra peut-être plus jamais.

L'assurance d'une paix solide et durable et la réforme de la politique mondiale intéressent l'humanité entière. C'est pourquoi une conférence universelle de la paix, une troisième Conférence de La Haye, devra compléter les négociations de la paix, lesquelles, en premier lieu, doivent incomber aux belligérants eux-mêmes. Ce n'est pas suffisant ! Les peuples eux-mêmes ont leur mot à dire. Le vieux régime créé par les hommes d'État professionnels a fini. Pour instaurer un régime nouveau tous les hommes de bonne volonté doivent coopérer.

Y compris les colombophiles frisons, les éleveurs de taureaux limbourgeois, les partisans de « l'examen médical avant le mariage » et les directeurs d'asiles pour animaux souffrants... Il se peut qu'en Hollande le ridicule ne tue pas, mais il est d'autres pays où les meilleurs idées succombent sous ses coups. L'illumi-

nisme des membres de l'organisation pour une paix durable les pousse parfois jusqu'à proclamer que les conditions de cette paix doivent être arrêtées, sans qu'on tienne compte des résultats militaires obtenus. Nul doute que Guillaume II les entendrait si le malheur voulait que ses armes fussent victorieuses... M. Romain Rolland, s'il n'a point perdu dans les brumes du fatras philosophard son clair bon sens français, ne voit-il donc point que c'est profaner l'idée de la paix que de donner sa sympathie à des efforts dont l'inanité ou le manque de clairvoyance devraient frapper les plus éthérés des prophètes? Mais voilà : au moment où son pays est pris à la gorge, où son peuple saigne par mille blessures, il monte sur le Sinaï et proclame : « On ne choisit pas son devoir : il s'impose. Le mien est de sauver du déluge les dernières épaves de l'esprit européen. »

LE PALAIS DE LA PAIX

La Haye, la Mecque du pacifisme... C'est là que s'érigent les tours roses du Palais de la Paix, œuvre de l'architecte français Cordonnier, dû à la munificence de M. Andrew Carnegie. Celui-ci reconnaît aujourd'hui que, seule, une victoire de l'Allemagne pourrait perpétuer en Europe l'horrible cauchemar du danger de guerre permanent. Le Palais de la Paix est désert... On a envie d'accrocher à la grille, en passant, un écriteau : *Huis te huur*, Maison à louer (A Leyde, les

bons bourgeois, pour offrir une chambre d'étudiant, parlent latin et l'on voit partout aux fenêtres : *Cubiculi locanda*...). En visitant le *Vredespaleis* où les matériaux précieux ont été prodigués et pour la construction duquel chaque nation a donné quelque chose, je demandai à un gardien quelle était la part de l'Allemagne. Il me montra d'un regard méprisant les lourdes grilles qui sont à l'entrée du jardin. « Buiten het vredespaleis » (En dehors du Palais de la Paix), dit-il malicieusement. En nous montrant la grande salle de justice, il me fit un clin d'œil et dit, avec un trémolo comique dans la voix : « C'est ici que comparaîtra le grand coupable, la corde au cou. »

Chez les Socialistes

Il est des socialistes en pays neutre, et même chez les Alliés, qui ne peuvent admettre, ne serait-ce que pour quelques années, l'idée d'une Internationale sans la Sozial-Demokratie allemande qui — Wolfgang Heine dixit — s'en proclame orgueilleusement la tête. Ils croient que les partis socialistes français et belge pourront voisiner à nouveau dans une même organisation, avec le parti des Scheidemann et des Legien dont Jaurès dénonçait déjà au congrès d'Amsterdam la terrible impuissance politique. Ils ne veulent pas voir qu'un abîme de principes, de conceptions morales — pour ne point parler des crimes d'août 1914 — sépare les socialistes français et belges de ces *Genossen* allemands qui, déformant la pensée de Marx, s'en faisant un paravent truqué, ont trouvé dans la théorie du matérialisme historique, non point une méthode d'investigation appliquée à l'étude de l'histoire, mais une règle de vie, un postulat moral avec lequel on peut justifier les pires visées impérialistes.

Je me garderai bien du ridicule qui consisterait à vouloir culbuter Marx. Celui-ci tiendrait aussi ferme sur ses pieds que le Hindenburg en bois du Thiergarten ou tant de Roland de fer dans lesquels les Allemands plantent des clous avec délices. Je sais trop quel fut l'apport de l'auteur du « Capital » au socialisme, à la philosophie, aux sciences économiques et historiques de notre temps. La conception matérialiste de l'histoire vint à point corriger un idéalisme facile, un « utopisme » dont les excès pouvaient être néfastes au mouvement socialiste. Encore ne faudrait-il point prendre pour un dogme cette méthode d'interprétation de l'histoire, de l'évolution sociale. J'entends encore notre bon maître Hector Denis, qui fut le Nestor du parti socialiste belge, dans son cours de l'Université de Bruxelles (école des sciences sociales), s'élever avec force contre une telle vision unilatérale de l'évolution historique et rappeler éloquemment (lui dont l'esprit s'était nourri de la pensée de Condorcet, de Comte ou de Proudhon, autant que de Marx) que les idées, comme les facteurs économiques, déterminent cette évolution.

Mais une chose est Marx et autre chose est le marxisme orthodoxe... Il paraît que l'auteur du « Capital » écrivait un jour à un ami : « Dieu me préserve des marxistes ! » Or, c'est un fait que Marx, comme tous les novateurs, a créé son poncif, un poncif des plus dangereux.

Nombre de social-démocrates, théoriciens ou militants, ont fait de la conception matérialiste de l'his-

toire, de cette « méthode » d'investigation qu'il faut employer *a posteriori* quand les événements sont révolus, une « morale », une règle de vie. Avec cela, on peut justifier les pires turpitudes, l'impérialisme le plus sauvage.

La doctrine de Karl Marx, — sophistiquée, tripatouillée, j'en conviens — fournissait d'avance aux socialistes allemands un paravent derrière lequel ils pouvaient trahir à leur aise, comme ils l'ont fait, l'Internationale.

« Le peuple allemand, prolifique, industrieux, entreprenant, étouffe dans ses frontières. L'Allemagne a besoin d'expansion, de colonies, de territoires nouveaux où employer ses immenses réserves d'énergie. La France et la Belgique, leurs colonies, sont des pays où les richesses naturelles du sol et du sous-sol ne sont pas exploitées comme elles le devraient. Le prolétariat allemand ne pourrait que gagner à de telles augmentations de territoires. Son *standard of life* en serait amélioré. Donc... »

Voyez-vous le raisonnement ? Et les considérations morales passent à l'arrière-plan ; on ne se demande pas si en travaillant de la sorte tout à la fois pour le prolétariat de Dusseldorf et pour le roi de Prusse, on ne porte pas la ruine, la désolation et la terreur dans la rouge Belgique industrielle et le Nord de la France, cette forteresse du guesdisme.

Je viens de résumer le raisonnement qui s'est fait — plus ou moins consciemment — dans l'esprit de nombreux social-démocrates. Ce raisonnement, il

perçait dans les ouvrages d'un Lensch ou d'un Haenisch, telle interview de Wolfgang Heine, les articles de journaux et de revues socialistes, ou chez des camarades hollandais, qui se faisaient l'écho de propos tenus par des *Genossen* allemands.

On a prétendu nous guérir autrefois avec le marxisme d'une certaine phraséologie que d'aucuns traitent avec mépris de révolutionnaire, de quarante-huitarde, de romantique ; phraséologie pour phraséologie, je préfère celle-là à certaine logomachie marxiste ou pseudo-marxiste (appelez-la comme vous voudrez) qui sert à masquer la félonie des Südekum, Scheidemann et autres Legien. Les notions de droit et de liberté, le sentiment de l'honneur sont pour les socialistes français et belges de vivantes réalités. Nous sommes beaucoup de camarades belges qui tiendrons désormais pour un socialisme procédant un peu plus du cœur, d'une généreuse sensibilité, de l'amour passionné, instinctif de la justice et du peuple travailleur, que du cerveau, des lois de l'évolution historique et des gros bouquins rébarbatifs.

Il est assez curieux de constater, chez certains de ces neutres qui appartiennent à l'extrême gauche du parti, qui furent à Zimmerwald et, pour tout dire, sont partisans de la constitution d'une nouvelle Internationale prête à nier le devoir de défense nationale, qu'eux aussi dirigent des critiques contre la doctrine du matérialisme historique. C'est ainsi que Mme Henriette Roland-Holst écrivait dans le *Nieuwe Tijd* de septembre-octobre 1916 :

La faillite de l'organisation et de la tactique social-démocratiques à la déclaration de guerre, a ouvert la voie à des formes nouvelles d'organisation et à de nouveaux moyens de combat. Mais cette défaillance a des conséquences qui portent encore plus loin : elle fait trembler l'idée fondamentale, la conception philosophique qui constitue le fondement du mouvement social-démocratique ; elle éveille dans les cerveaux humains le doute sain et fécond, le besoin d'examiner à nouveau les vieilles vérités, de les soumettre à la pierre de touche des nouvelles expériences formidables. Par fondement spirituel — ou conception du monde — à la base du socialisme, nous entendons ici aussi bien le matérialisme historique (plus exactement le déterminisme économique de Marx) que le matérialisme dialectique de Dietzgen. Le temps est passé où le vieux socialisme avait, pour tous les problèmes soulevés par l'impérialisme, des réponses qui se pétrifiaient vite en formules. Avec l'écroulement de la deuxième Internationale, ces formules sont aussi devenues sans valeur.

Mme Roland-Holst dit encore du nouveau socialisme révolutionnaire dont elle est, en Hollande, la théoricienne :

Il ne s'inquiète pas seulement d'*expliquer,* et c'est ce qui le distingue de la vieille école marxiste, mais avant tout de *transformer;* il n'est plus purement intellectualiste et fataliste, mais il s'élève sur une base volontariste et téléologique ; il ne cherche pas seulement la solution dans des « circonstances » mais aussi dans des fautes, des erreurs; — il croit à l'éducation de la volonté de l'homme, il ne

voit certes pas cette volonté indépendante des « circonstances », c'est-à-dire de tous les autres facteurs du processus vital, mais comme un facteur qui, parmi tous les autres et influencé par eux, peut à son tour fixer la direction de ce processus vital.

*
* *

Comment faut-il appeler ce que j'ai découvert — avec épouvante — chez certains socialistes d'outre-Moerdijck ? Est-ce l'effet du calvinisme ? En tout cas, la Hollande est un pays de socialisme comme de religion sévère. Nos idées, nos aspirations prennent chez certains militants du S. D. A. P., et surtout du S. D. P. (les deux partis socialistes hollandais), un aspect dogmatique et clérical, d'une horrible sécheresse.

Parlez à Wynkoop ou à Mme Roland-Holst de la sainte guerre de défense que Français et Belges prétendent soutenir contre une brutale agression, et approuvée par des résolutions de l'Internationale, ces zimmerwaldiens vous répondront comme Noske ou le directeur du *Hamburger Echo* l'ont fait à des socialistes bruxellois : « Tout cela, c'est de la phraséologie bourgeoise. »

Pour eux, comme pour la rédaction du *Volk*, comme pour la généralité des pacifistes et nombre de marxistes, il ne faut point chercher la cause de la guerre dans la folie belliqueuse d'une poignée d'individus, la mégalomanie des Hohenzollern, de la caste

militaire et des Junkers, mais exclusivement dans un état de choses général, dans un système européen d'armements à outrance, de diplomatie secrète, d'alliances, d'ambitions coloniales et de rivalités capitalistes où les responsabilités sont partagées. C'est bien plus commode... Nul n'a mieux répondu à cela que l'Allemand Hermann Fernau, l'auteur de *Gerade Weil Ich Deutscher bin.* La guerre, dit-il, n'est pas une « conséquence logique » ou une « fatalité inéluctable ». Elle est le fait d'une *volonté.* Nous savons ce qui nous menaçait de la guerre ; mais la question est de savoir *qui* l'a déchaînée. Or, les socialistes hollandais, comme la plupart de leurs camarades des pays neutres, se refusent à regarder la question en face.

Il en est arrivé de bien bonnes, en Hollande, à M. Camille Huysmans, l'éminent secrétaire du Bureau socialiste international. Un discours qu'il prononça au Congrès des socialistes hollandais, le fameux discours d'Arnhem, inquiéta quelque peu ses compatriotes belges qui ne le voyaient pas sans inquiétude occupé à recoller prématurément les morceaux de l'Internationale. Il eut dans la suite l'occasion de les rassurer, de déclarer nettement qu'il ne voulait point travailler à l'avènement d'une paix prématurée. Mais, en même temps, il s'entendit traiter de chauvin et de nationaliste par des socialistes d'une orthodoxie dont on ne trouve sans doute l'exemple qu'en Hollande. A Rotterdam, je vis s'incarner sous mes yeux, à la tribune d'un meeting

houleux et sous les espèces d'un haineux rhéteur, tout le mal dont souffre à mon sens le parti socialiste auquel je m'honore d'appartenir et dont j'espère qu'on le guérira après cette guerre. (Nous aussi, nous avons besoin de faire notre revision des valeurs.) « Pas un homme, pas un sou pour la mobilisation, les travailleurs n'ont rien à défendre. Ils n'ont point de patrie, etc., etc.» Vous voyez le thème. L'avons-nous assez entendu en Hollande ? Des forts en gueule de cette sorte, se grisant éternellement des mêmes paroles, servent cette ritournelle sans se lasser aux braves gens qui viennent les entendre et dont les femmes, les enfants auraient pu, comme tant d'autres, servir de boucliers vivants à des Boches. Ils parlent, parlent... non point pour exprimer une forte conviction, mais pour paraître « très avancés », se livrer à la plus basse et la plus odieuse des surenchères.

— Alors, demanda Huysmans indigné au sectaire de Rotterdam, si votre pays était envahi comme la Belgique, mis à feu et à sang, si vous voyiez vos parents, vos camarades martyrisés, pourchassés comme les ouvriers belges le furent, vous ne vous défendriez pas ? Lâche ! Lâche !

Dieu merci ! chez de braves militants ouvriers qui, à l'exemple d'intellectuels de contrebande, s'abandonnent au vertige d'une creuse rhétorique ou à je ne sais quelle griserie tolstoïenne, la voix du sang, aux jours de l'invasion, parlera plus haut que tout. Et il ne faut pas s'inquiéter outre mesure de la campagne faite en pleine mobilisation générale hollan-

daise en faveur du « Dienstweigeringmanifest » (manifeste pour le refus du service militaire) ni des « relletjes », des petites mutineries qui éclatèrent parmi les soldats, à Utrecht, à Leyde, à Tilbourg, même au moment de la vive alerte d'avril 1916. N'y voyons qu'une preuve de plus de l'extraordinaire liberté d'opinion qui règne en Hollande. Si le *Mof* exécré envahit le pays, nous espérons que l'esprit d'indépendance de l'ancienne République des Provinces-Unies ne se révélera point abâtardi.

A l'issue d'une des séances du Congrès socialiste d'Arnhem au printemps de 1915, un Frison excité — et voilà qui est étonnant chez un Frison — répétait en petit comité un discours qu'il venait de faire sur ce thème : « *Geen man, geen cent voor mobilisatie!* » (Pas un homme, pas un sou pour la mobilisation.) Mais tout à coup, le président du Congrès, le sympathique Vliegen, échevin et député d'Amsterdam, incarnation du lucide bon sens populaire, coupa le péroreur et lui dit :

— Toi, mon vieux, je suis tranquille à ton sujet. Avec ton tempérament, si les *Moffen* arrivent jamais dans ton village, tu seras le premier fusillé comme franc-tireur!!!

*
* *

J'espère que Camille Huysmans n'aura pas été plus étonné par les vives critiques que dirigèrent contre son discours la presse belge et française que par

les acclamations enthousiastes dont ses auditeurs d'Arnhem, citoyens d'un pays neutre qui aspire à rétablir la concorde entre les peuples, saluèrent ses déclarations.

Mais, tout d'abord, il est bien entendu, n'est-ce pas, que ni la sincérité ni la bonne foi de M. Huysmans, ni même son patriotisme, ne peuvent être mis en doute? Dix-sept mois il est resté au pays envahi, et nous savons quels services il a rendus à la cause nationale, avec quel dévouement il s'est consacré à des œuvres d'assistance sociale et d'entr'aide comme les soupes et restaurants populaires ou l'enseignement professionnel aux chômeurs. Nous savons aussi avec quel courage, lui, flamingant passionné, désavoua, en même temps que Vermeylen, Cyriel Buysse, Heigenscheid, dans un manifeste court, mais éloquent, l'agitation factice à laquelle se vouaient une poignée de traitres ou de loufoques travaillant pour le roi de Prusse. Mais voilà! Camille Huysmans est, en même temps que Belge, secrétaire de l'Internationale. Il n'a cessé de l'être. Il se vante d'avoir réussi, sinon à opérer la connexion entre les différentes sections de l'Internationale, du moins à maintenir un contact permanent entre ces sections et le Bureau exécutif dont il est le secrétaire.

Il a tenu à honneur de n'écrire, de ne prononcer la moindre parole de condamnation contre la Sozial-Demokratie. Voilà qui participe d'un esprit de sacrifice, d'une force d'âme dignes d'une meilleure cause. « L'Internationale n'est pas morte, elle n'a jamais

cessé d'exister », assure Huysmans. C'est bien vite dit. Mais le secrétaire de l'Internationale voit celle-ci avec les yeux de l'amour. Il lui a consacré le meilleur de ses forces et de son travail pendant de longues années. Il y a quelque chose de paternel dans le sentiment aveugle qui l'inspire. Il faut chercher à un discours comme celui d'Arnhem des raisons psychologiques autant que des raisons de principe.

Mais voilà : des socialistes comme Huysmans, qui ont sucé le lait du socialisme dans l'évangile selon saint Marx, sont hypnotisés par certaines formules, comme le « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Je sais comment ils la justifient. J'entends d'ici leur raisonnement, leurs arguments tirés de l'économie politique de Marx : l'internationalisation du capital, la constitution des grands trusts, la nécessité pour les prolétaires de se donner la main, tout comme leurs employeurs, par-dessus les frontières. On connaît l'antienne. Mais le socialisme n'a-t-il que des préoccupations économiques ? Ne lutte-t-il pas aussi pour des idées, pour un idéal moral ?

Huit jours après le discours d'Arnhem, Huysmans en prononçait un autre à Amsterdam, à une fête organisée pour célébrer le dixième anniversaire de la fondation du N. V. V. (Fédération nationale des syndicats hollandais). Ce second discours eut moins de retentissement que le premier, et c'est dommage. Nul n'a mieux condamné le Huysmans d'Arnhem que celui d'Amsterdam. Le Belge tordait le cou au secrétaire de l'Internationale. « Savez-vous ce que

signifie une occupation allemande pour les organisations ouvrières? dit alors Huysmans. Si je vous en donnais des exemples vous m'accuseriez d'exagérer. Certaines de nos maisons du peuple ont été incendiées, certaines de nos caisses mises au pillage, nos militants traqués, pourchassés. » Il aurait pu ajouter : « arrêtés, fusillés ». Le parti ouvrier belge a perdu de la sorte quelques-uns de ses meilleurs défenseurs, tombés en martyrs de la grande cause belge.

Et Camille Huysmans croit après cela que les ouvriers d'Anvers ou de Charleroi, de Bruxelles ou du Borinage admettront la possibilité d'un rapprochement avec les Allemands? S'il en est ainsi, il se trompe lourdement. Dussions-nous faire bondir les marxistes impénitents, nous affirmerons, sans crainte de nous tromper de beaucoup, qu'au retour en Belgique nous trouverons nombre de camarades s'inspirant désormais d'un « socialisme patriotique », à l'exemple d'un Wells, d'un Hervé, d'un Musolini, animés d'un sentiment national puissant comme le furent un Blanqui, un Vaillant, les communards héroïques, aux jours de l'invasion. Supposons que l'on reconstitue — pour quelques années, en attendant que la république ou un régime constitutionnel triomphe à Berlin, — une Internationale sans les Allemands. « Ce serait un corps sans tête », dit orgueilleusement un journal social-démocrate de la minorité. Le mouvement socialiste, la lutte des prolétaires, dans chaque pays, pour leur affranchissement, sera-t-elle pour cela moins ardente?

Nul mieux que le secrétaire de l'Internationale n'a pu apprécier la duplicité, la lâcheté dont ont fait preuve, dans les quatre premiers jours d'août, les *Genossen* allemands, depuis Haase jusqu'à Scheidemann. Il suffit de lire entre les lignes du discours d'Arnhem.

Huysmans a raconté l'entrevue qui eut lieu à Paris, le 1er août, entre Muller, délégué de Berlin, et les socialistes français, entrevue à laquelle lui, Huysmans, assistait en compagnie du brave Henri de Man (1), engagé volontaire, aujourd'hui lieutenant interprète dans l'armée anglaise. A ce moment-là, on ne s'attendait pas encore à la violation de la neutralité belge. Huysmans, connaissant la lutte que la Sozial-Demokratie avait toujours menée contre le tsarisme, mais n'admettant point d'autre part l'idée d'une guerre franco-allemande, pensait que la fraction socialiste du Reichstag devait s'abstenir au vote sur les crédits de guerre (si la Russie attaquait) comme Bebel et Liebknecht père s'étaient abstenus en 1870. Alors, paraît-il, Muller s'exclama : « Nous abstenir, nous ? Jamais ! Y pensez-vous ? Un grand parti comme le nôtre ? Nous voterons *contre* les crédits. » On sait ce qu'il en advint. Haase lui-même, Haase qui, quelques jours

(1) Parmi les autres militants socialistes belges qui se sont distingués particulièrement au front, il convient de mentionner encore M. Louis de Brouckère, engagé volontaire à l'âge de quarante-cinq ans, qui rendit de grands services dans l'aérostation, et le Gantois Hipp. Van den Meulebroeck, condamné pour propagande antimilitariste avant la guerre et décoré deux fois sur le champ de bataille des mains du roi Albert.

auparavant, à Bruxelles, dénonçait la politique tortueuse de l'Autriche, les agissements criminels de l'Allemagne, acceptait (*par esprit de discipline !!!*) de lire, au nom du groupe, une déclaration approuvant les crédits, déclaration qu'il désavouait. Et voilà ce que valent les meilleurs, les plus fiers parmi eux. Qui ne voit qu'il y a un abîme entre ces pseudo-socialistes et ceux de France et de Belgique.

S'il nous est permis de nous citer nous-même, nous traduirons enfin ici un passage de la déclaration que nous lûmes dans un meeting de Rotterdam en réponse aux discours de M. Camille Huysmans, au début de 1916 :

Camille Huysmans vous a exprimé en paroles poignantes ce que signifie pour un pays et pour l'organisation socialiste de ce pays une occupation étrangère. Il a vécu ces choses en Belgique. Il connaît et sans doute connaissez-vous aussi les méfaits commis en Belgique, dans le nord de la France, en Lorraine et en Serbie, par le terrorisme austro-allemand, contre des civils innocents et désarmés ou contre de magnifiques édifices. Des maisons du peuple socialistes ont été brûlées, nos caisses volées, beaucoup de nos camarades du parti fusillés, assassinés, emmenés comme otages ou jetés dans les prisons. Ce sera la honte éternelle de la Sozial-Demokratie allemande — Liebknecht excepté — de n'avoir trouvé aucune parole d'indignation pour dénoncer de pareils actes.

Mais peut-être direz-vous : « C'est le passé et il nous convient de ne penser qu'à l'avenir. Les socialistes et

nous surtout, socialistes de pays neutres, ne devons pas nourrir de sentiments de haine. »

Cependant, compagnons, il y a quelque chose de plus important que le passé et l'avenir, et c'est le présent, c'est la situation actuelle. Eh bien! la grande majorité, l'immense majorité des socialistes, dans les pays de l'Entente, craignent que le travail de l'Internationale ne serve inconsciemment aujourd'hui à l'avènement d'une paix prématurée, paix qui ne serait profitable qu'à l'Allemagne. Ils estiment qu'une paix de ce genre serait la plus grande calamité qui puisse atteindre l'Europe, la démocratie et le socialisme. Ils considèrent que cette guerre sera la dernière, *the war that will end war*, ainsi que l'a dit notre célèbre camarade, le grand écrivain anglais Wells.

C'est pour ces motifs que nos camarades anglais, français, russes et belges, Vaillant et Keir Hardie, Roubanovitch et Mac Donald, Sembat et Merrheim, Vandervelde et Huysmans, ont adopté, il y a un an, à Londres, une motion par laquelle ils promettaient de combattre sans défaillance jusqu'au bout pour la délivrance de la Belgique et de la Pologne, et jusqu'à ce que l'Alsace et la Lorraine aient été rétablies dans leurs droits.

Nous n'avons pas à décider de la continuation de la guerre. Seuls peuvent parler ceux qui paient ce droit de leur vie et de leurs souffrances : les soldats des tranchées. Mais c'est notre devoir de ne rien entreprendre qui puisse affaiblir leur moral ou leur fermeté, parce que nous savons que la victoire sera donnée à ceux qui auront la volonté la plus ferme, les nerfs les plus solides, au peuple qui tiendra une heure de plus que l'adversaire.

Internés et Réfugiés belges en Hollande

Vers la mi-octobre 1914, quand tomba Anvers, le flot des réfugiés se déversa sur la petite Hollande, fière de ses traditions d'hospitalité. Il en vint de partout, d'Anvers et de la Campine, de Gand et de la Flandre Orientale, de Bruges et des villes du littoral. Pendant des jours, le flot coula, sans arrêt, par les routes et par l'Escaut où se reflétaient, parmi les allèges et les radeaux surchargés, des lueurs d'incendie. Nous revîmes les paysannes endimanchées conduisant leur vache par la laisse, les hommes transportant les objets les plus hétéroclites : des instruments de travail, de petites madones en plâtre peint, d'affreux coucous de fabrication allemande, enveloppés dans une gaze jaune, gagnés à quelque concours de pigeons. Des milliers de *vluchtelingen* campèrent dans le bois de Putte, dormirent à la belle étoile dans les rues de Bergen-op-Zoom, dans les péniches et les briqueteries de Sluis, en attendant de trouver un abri. D'aucuns évaluent à près d'un million le nombre des réfugiés belges qui

pénétrèrent alors en Hollande. Une bonne moitié rentrèrent en Belgique au bout de quelques jours. Il en est qui émigrèrent en France et en Angleterre. Quant aux autres, demeurés en Hollande, vivant de leurs propres ressources ou répartis dans les camps de concentration (à Gouda, Uden, Eede, Nunspeet, Bergen-op-Zoom), leur nombre alla se raréfiant peu à peu. Nous devions être 100.000 encore au maximum en 1916.

Il faut le proclamer bien haut : l'hospitalité hollandaise, au début surtout, se prodigua sans compter en faveur des réfugiés belges. Elle revêtit chez la population et les soldats de la frontière, en Flandre zélandaise, dans le Brabant et le Limbourg, les formes les plus touchantes.

La presse des grandes villes recueillit des sommes considérables. Des *steuncomités* s'organisèrent partout. Mais à la longue, au bout de quelques mois, les réfugiés belges qui font l'opinion, ceux que ne secourt aucune organisation, qui vivent de leurs ressources ou de leur travail, se plaignirent amèrement de la façon dont on les exploitait, dans les grandes villes surtout et spécialement à La Haye. Dans la « residentie » l'arrivée des Belges a fait monter le prix des loyers de ces *gemeubileerd te huur,* manquant de confort, d'un mauvais goût agressif et qui souvent font mentir la légende de la propreté hollandaise. En bien des manières, la présence de tant de Belges influa sur les mœurs hollandaises, et l'on remarqua notamment que les femmes, en dépit

des imprécations calvinistes, s'habillaient avec un souci d'élégance qui s'affirme chez la moindre marchande de moules du port d'Anvers. Dans l'ensemble, tous ces réfugiés belges de Hollande menèrent une vie décente. Il y eut bien parmi eux quelques embusqués, quelques noceurs impénitents, quelques flamingants sectaires. Mais certains censeurs eurent tort de généraliser, et je ne sais si Raemaekers ne regrette pas aujourd'hui certain dessin, *Au Havre comme à La Haye,* où il représente des réfugiés belges sablant le champagne.

Le droit d'asile accordé jadis aux huguenots, aux pamphlétaires persécutés nous fut reconnu sans compter. Je ne vois pas de pays neutre où nous aurions pu aussi librement qu'en Hollande défendre notre cause, publier des journaux comme l'*Écho belge* et la *Belgique,* le *Belgisch Dagblad* et les *Nouvelles* de Maestricht. Un moment, certains « bons confrères » pusillanimes ou simplement germanophiles (comme les rédacteurs du *Toekomst*) voulurent nous contester ce droit d'asile spirituel. Ils furent rabroués par la presse vraiment libre et courageuse de Hollande, celle qui connaît les traditions glorieuses de ce pays, longtemps le refuge de la pensée libre en Europe.

En même temps que des centaines de milliers de réfugiés, entraient en Hollande 28.000 officiers et soldats de l'armée d'Anvers qui, en vertu de l'article 10 de la Convention de La Haye, furent désarmés et placés dans des camps d'internement, à Zeist,

Amersfoort, Harderwyck, Kampen, Oldebroeck, Gaasterland. Il semble que l'on n'ait jamais été bien sûr de la situation juridique de ces hommes, parmi lesquels il y eut peut-être quelques « tire-au-flanc », mais qui, dans leur ensemble, ont droit à notre respect et à notre sympathie émue, victimes qu'ils furent des circonstances. Bien souvent nous vîmes percer dans l'esprit des autorités hollandaises ou dans des articles de presse l'opinion qu'en recueillant ces troupes belges, on leur donnait l'hospitalité, on leur rendait un service, en leur permettant d'échapper aux Allemands. Et d'autre part, on les gardait avec sévérité, allant même jusqu'à isoler farouchement les officiers qui, ayant refusé de donner leur parole, tentaient de s'évader, comme c'était leur devoir.

La petite Hollande, dont les charges étaient si lourdes par le fait de la mobilisation, fut au début quelque peu désemparée quand il s'agit de loger ces milliers de soldats et de réfugiés belges. La situation de ces malheureux, en certains endroits, fut pendant les trois premiers mois assez pénible. J'ai vu, en novembre 1914, dans une caserne de Groningue, 1.500 *Royal Marines,* envoyés par M. Churchill au secours d'Anvers, internés avec les Belges. J'ai noté quelques-unes de leurs doléances.

Qu'auraient-ils dit, ces Anglais soucieux de confort en toutes occasions, s'ils avaient été logés alors comme ces malheureux soldats belges que j'ai vus le lendemain au camp de Harderwyck ? La situation ne pouvait durer : les autorités militaires hol-

landaises furent les premières à en convenir. Depuis un mois, ils vivaient au nombre de plusieurs milliers sous la tente, dans un endroit désolé parmi les bruyères. Ils grelottaient de froid, n'avaient point de lumière et devaient se coucher à 5 heures, avec les poules.

Je suis allé voir ce camp affreux, à ne pas mettre un... Allemand dedans. Pendant la nuit précédente, plusieurs tentes et la cantine avaient été arrachées par la tempête. L'impression était lugubre. Et pourtant, les hommes que j'ai trouvés réunis dans une tente, quelques mineurs borains, un notaire de Templeuve, un industriel de Namur et le dessinateur J.-M. Canneel, qui, entre deux algarades a fait d'excellents croquis, tous ces hommes avaient gardé confiance dans le succès de nos armes et ne souhaitaient qu'une chose : pouvoir bientôt retourner au feu. J'ai noté sur ces tentes des inscriptions amusantes : « Restaurant Riche; plat du jour à 25 centimes », « Bar américain », « Salon de coiffure, Rasieren und Frisieren ».

Les braves garçons ! Voilà comment ils savent encore rire au milieu des pires privations. Par le froid et la pluie, des parents venaient voir quelques-uns d'entre eux. (Nous avons rencontré des gens venus d'Erquelinnes et de Luttre !)

Dans la suite, avant la fermeture totale des frontières, des femmes vinrent, avec leurs enfants, rejoindre leurs maris internés. On les hébergea à proximité des camps. Des familles s'installèrent dans de coquets pavillons démontables construits par les

internés à destination des villes belges ruinées, en attendant qu'on les rebâtisse. Des classes furent ouvertes à l'intention des enfants. Ici, vraiment, les autorités hollandaises ont fait preuve d'une bonne volonté, d'une bonté auxquelles on ne saurait assez rendre hommage.

Quant aux réfugiés pauvres, ce n'est qu'à la longue, eux aussi, qu'ils furent à l'abri des intempéries, des maladies, des souffrances de toute sorte. Au début, en effet, ils campèrent dans les bâtiments publics, dans des hangars ou sous la tente, en plein air. Les autorités hollandaises ont une excuse : nul ne savait combien de temps « cela » durerait et si ces milliers de réfugiés étaient ici pour quelques jours ou pour des mois. On était quelque peu désemparé. Vers décembre 1914, enfin, des journaux, des personnalités éminentes jetèrent le cri d'alarme.

L'*Amsterdammer,* la plus grande publication hebdomadaire, publia un article courageux, généreux, disant que tous les Belges devaient être recueillis à domicile et qu'on ne pouvait les laisser par de telles températures dans des camps comme celui d'Oldebroeck où la mortalité infantile fut effroyable comme à Nunspeet. « Ce serait fait déjà, dit ce journal, s'il n'y avait eu, vis-à-vis des réfugiés, la politique du *zachte druk,* de la douce pression exercée sur eux pour les faire rentrer en Belgique. »

. . . . . .

Un triste jour d'hiver, je vis, à Groningue, l'enterrement d'un réfugié belge : quelle image poignante

du martyre de la Belgique! Derrière le corbillard marchaient une vingtaine de Belges pauvrement vêtus, réconfortant une fillette qui sanglotait à fendre l'âme. Qui sait? Cette enfant avait peut-être perdu sa mère, son père, le seul soutien qui lui restait, l'être cher mort sur la terre d'exil, loin des choses et des sites familiers...

Il est bon que les Allemands souffrent un peu à leur tour. C'est cela qui pourra les sauver. Rappelez-vous Parsifal : « Par la souffrance un simple instruit. » La Kultur n'y change rien. Il est bon qu'à leur tour, ils apprennent à connaître ce qu'est la *frische, fröliche Krieg*.

Dans les Camps hollandais

Juin 1915.

S'IL est vrai qu'on trouve, mêlés à la population indigène, dans les grandes villes hollandaises comme La Haye ou Amsterdam, un assez grand nombre de réfugiés belges de condition aisée, c'est dans les camps de réfugiés ou d'internés qu'il faut aller pour trouver l'image la plus émouvante de la Belgique en exil. Les plus importants de ces camps se trouvent réunis à peu près sur une ligne droite allant d'Utrecht à Zwoele.

Le plus grand de tous est celui de Zeist où près de 10.000 soldats d'Anvers vivent depuis huit mois et où, en décembre 1914, se produisirent les tristes incidents que l'on sait (1). Le plus redoutable danger qu'il fallait conjurer dans ces camps — et il semble bien qu'on s'y soit pris trop tard — c'était l'oisiveté

(1) Les internés, exploités par un mercanti hollandais, lui démolirent sa cantine. Un jeune lieutenant hollandais, du nom bien allemand de Mallinckrodt, commanda un feu de salve : plusieurs Belges furent tués. Dans la suite, le dit Mallinckrodt déserta pour s'engager dans l'armée autrichienne...

forcée, l'inaction et l'ennui à quoi se voyaient condamnés ces milliers d'hommes souffrant de ne pouvoir avec leurs frères combattre sur l'Yser, pour défendre le dernier lambeau de territoire national encore inviolé. Une initiative excellente a été prise au cours de ces derniers mois par un groupe de personnalités belges qui ont su gagner la confiance des autorités militaires hollandaises.

Sous la direction de M. Omer Buysse, qui dirigea pendant plusieurs années l'Université du Travail de Charleroi et travaillait, quand la guerre éclata, à la réorganisation de l'enseignement professionnel de la ville de Bruxelles, des ateliers et des cours techniques ont été organisés pour les internés à Zeist, Harderwyck, Oldebroeck, Gaasterland. Ces cours sont suivis actuellement par 13.000 élèves. Les 300 professeurs ont été recrutés chez les ouvriers d'élite et les intellectuels qui se trouvaient parmi les internés eux-mêmes.

Qui ne voit d'un coup l'immense utilité d'une initiative semblable? On sait que l'une des forces de la Belgique avant la guerre, c'était l'excellence de sa main-d'œuvre. Pouvait-on laisser contracter à des milliers d'ouvriers belges des habitudes de paresse néfaste? Ainsi, au contraire, on permet à ceux qui avaient un bon métier de s'entretenir la main et aux autres de s'assurer un gagne-pain plus rémunérateur après la guerre. Enfin, chose touchante, certains groupes d'internés, s'inspirant d'une idée qui a été lancée par M. Seebohm Rowntree, fabriquent des

maisons démontables et des mobiliers à bon marché, qui seront utilisés dans la Belgique ravagée pendant que s'opérera la grande œuvre de reconstruction.

Nous avons eu l'occasion, ces jours derniers, de voir le camp d'Oldebroeck, situé dans la partie occidentale de la province de Gueldre, non loin du Zuyderzée, dans un paysage vaste, salubre et désolé de bruyères et de sables qui rappelle un peu les aspects de la Fagne par où les Allemands pénétrèrent en Belgique. Il y a là quelque trois mille soldats de l'armée de forteresse, réservistes d'un certain âge : nombre d'entre eux auraient été versés, à l'Yser, dans les compagnies de travailleurs et les services d'étape de l'arrière. Ils vivent là, avec leurs officiers, la vie de garnison, mais plus libre. Ce régime est supérieur à celui de Zeist et Harderwyck où, longtemps, les internés furent exclusivement en contact avec des officiers hollandais.

On mène là une vraie vie de famille. Nombre de soldats ont fait venir les leurs. Femmes et enfants, sans moyens d'existence, sont hospitalisés dans une grande baraque voisine du camp, et une école est organisée pour les mioches, dont les cours sont donnés par des femmes d'officiers : n'est-ce pas touchant ?

Les internés s'adonnent surtout au sport préféré des Wallons : le jeu de balle pelote, qui se joue à main nue. Parfois des équipes d'internés se mesurent avec des équipes fameuses de la Frise, où ce jeu est également très en honneur. Il y a au camp d'Oldebroeck un chien, le chien du régiment, auquel on a donné le

nom de von Kluck : on lui avait mis une croix de fer au cou, mais les Hollandais ont demandé qu'on l'enlevât.

Les soldats belges, avec leur bon sens fruste et leur ardent patriotisme, ne comprennent pas toujours la prudence extrême, pour ne pas dire la pusillanimité, que les Hollandais, surtout ceux des milieux officiels, montrent sous prétexte de « neutralisme ». Malgré que Belges et Hollandais aient eu l'occasion depuis neuf mois de mieux s'apprécier et de mieux se comprendre, on ne peut dire que la noble cause de l'entente hollando-belge, qui eut de chauds partisans naguère en Belgique, ait gagné beaucoup à la faveur de cette guerre. Et cela tient à des raisons fort puériles, mais qui sont d'un plus grand poids dans le sentiment populaire que bien des événements politiques. Qui dira, par exemple, les sombres drames qui se sont joués à La Haye ou Rotterdam entre Hollandais et réfugiés belges cherchant à louer un appartement ? Les Belges voulaient un appartement avec cuisine : « *Met keuken !...* » Les Hollandais s'indignaient. Ces Belges, quelles prétentions ! Ils ne pouvaient donc pas faire venir leur cuisine du dehors ou dîner de 8 sous de jambon acheté chez le charcutier du coin !...

*
* *

A quelques heures du camp d'Oldebroeck se trouve le camp de réfugiés civils de Nunspeet : toute une ville en bois qui s'est élevée parmi les bruyères. Rien

n'y manque : église, école, bureau de poste, théâtre, etc. Mais il n'y a pas là un arbre, et le sol est recouvert d'une épaisse couche de poussière. Tout y a la couleur grise d'une profonde misère, celle où végètent ces pauvres gens.

Certes, tous ceux qui sont là ne sont pas des anges; mais — les Hollandais de bonne foi sont forcés d'en convenir — supposez la Hollande envahie et que la population du port de Rotterdam se soit déversée sur la Belgique ; qui niera qu'il s'y serait trouvé des éléments d'une qualité douteuse ? Par contre, quels admirables gens du peuple nous avons vus parmi ces réfugiés, si fiers, si dignes, si courageux dans leur extrême misère !

Nous avons causé avec des familles wallonnes de Visé, entrées en Hollande dès les premiers jours de la guerre. Ces braves gens, qui ont connu toute la misère humaine dans tout ce qu'elle a de plus affreux, qui ont vu brûler leurs maisons, anéantir le peu de bien qu'ils possédaient, massacrer des êtres chers, qui sont restés parfois, pendant plusieurs jours d'angoisse indicible, les prisonniers des Allemands, n'ont pas un mot de regret, de reproche contre leur pays, ses gouvernants et son Roi, encore qu'ils aient tout perdu.

« Je veux encore bien rester deux ans ici, s'il le faut, m'a dit de sa voix chantante un vieil ouvrier wallon, pourvu qu'on les ait dehors, ces bandits-là! » Et sa fille, qui se trouvait à côté de lui, propre et jolie dans sa robe rapiécée, me dit ensuite ce mot naïf

et touchant : « Et, s'ils sont encore là quand nous rentrerons, nous ferons comme Jeanne d'Arc ! »

*
* *

D'un article publié en 1911 dans l'*Indépendance Belge* de Londres par le Dr M. Terwagne, député d'Anvers, nous détachons les renseignements suivants :

Le Gouvernement hollandais a communiqué aux membres des États généraux les renseignements suivants concernant les réfugiés belges en Hollande durant l'année 1915 :

Les crédits votés pour les réfugiés ont été et sont employés : pour l'entretien des réfugiés à l'intérieur et à l'extérieur des camps de réfugiés ; pour l'instruction des enfants des réfugiés ; pour procurer du travail (écoles de couture et de tricotage) ; secours aux familles des internés.

Jusqu'à présent, les dépenses faites en 1915 et provenant des fonds publics s'élèvent à :

A) Pour l'entretien dans les camps de réfugiés :

	Florins
Nunspeet.	904.077,77
Ede.	1.483.107,35
Uden	1.007.944,44 1/2
Gouda.	430.352,68 1/2
Veenhuizen (*)	73.247,54
	3.978.729,79
Frais de construction .	275.190,01
TOTAL. . . .	4.253.919,80

(*) Le camp de Veenhuizen a été construit en 1915.

B) Pour secours attribués à des réfugiés établis en dehors des camps, dans différentes communes, parmi lesquels les « pauvres honteux » : Fl. 4.426.598,00 1/2.

C) Pour enseignement aux enfants des réfugiés : Fl. 89.581,04.

D) Pour procurer du travail en dehors des camps (écoles de couture et de tricotage) : Fl. 245.178,09.

E) Pour secours aux familles des internés : Fl. 109.164,79 1/2.

	TOTAL — Florins
A).	4.253.919,80
B).	4.426.598,00 1/2
C).	89.581,04
D).	245.178,09
E).	109.164,79 1/2
	9.124.441,73

De plus, il faut songer que toutes les déclarations pour 1915 ne sont pas encore rentrées ni couvertes, et que le total définitif sera donc plus élevé.

Le nombre de réfugiés acceptés dans les camps de réfugiés pendant l'année varie de 16.000 à 17.000. Quant à ce qui concerne le nombre de réfugiés établis en dehors des camps et auxquels on a accordé des secours, ceci ne peut être établi que par un très long travail, mais on peut globalement évaluer ce chiffre à 30.000 ou 35.000.

Quant à ce qui concerne la nationalité, on peut admettre que la plus grande majorité des réfugiés appartiennent à la nationalité belge.

L'auteur de la communication ignore pour combien les réfugiés sont taxés dans les impôts communaux. Cette taxation est du ressort légal des autorités communales, et le Gouvernement n'a rien à y voir. Pour les impôts gouvernementaux, ils sont taxés pour autant qu'ils tombent sous les termes de la loi.

Les Wallons d'Amersfoort

Des quelque 12.000 soldats belges internés fin octobre 1914 au camp d'Amersfoort, les Wallons me parurent les plus malheureux, ceux dont le sort était le plus à plaindre. Tout contribue à rendre leur captivité en Hollande pénible. Et tout d'abord, la langue : la plupart ignorent le néerlandais. Les Flamands, eux, en suppléant par une mimique discrète à ce que leur dialecte peut avoir parfois de mystérieux pour les Hollandais, peuvent parler « praten » un peu, de temps en temps, avec leurs gardiens ou les curieux. S'ils lisent, ils peuvent user des journaux, revues, livres et publications illustrées envoyés dans les camps par des comités qui, malgré leur bonne volonté, ne trouvent pas aussi facilement de la lecture française pour les « geïnterneerden ». Il y a les jeux ; mais ils ne sont pas nombreux. Cependant, dans ce domaine-là, les goûts ancestraux dela race se révèlent. Les Wallons jouent surtout à la balle, au jeu de pelote que la grosse Margot de Hainaut pratiquait déjà pour l'émerveillement de Villon. Ils ont deux ou trois frontons, devant lesquels s'amassent des curieux moins « chics » peut-être, mais plus sincèrement attentifs que les habitués de

Neuilly-Saint-James, ou bien les grandes cours des casernes où, en longueur, les pelotaris du Borinage font mieux valoir leur adresse bien connue. Un grand nombre de spectateurs, belges ou hollandais, officiers ou simples soldats, assistent toujours à ces joutes passionnantes, et, très souvent, on peut voir, assis près de la corde médiane, le crayon à la main, faisant force croquis, l'excellent peintre-sculpteur Rik Wouters, prisonnier des Hollandais après l'avoir été des Allemands à qui il brûla la politesse et qui devait mourir en juillet 1916, pleuré par tous ceux qui avaient reconnu dans son œuvre le signe du génie.

Mais on ne peut pas jouer à la balle, aux quilles, aux cartes ou au loto toute la journée. Il y a les longues heures d'inactivité, d'ennui qui pèsent à tant de grands gaillards habitués à manier le pic du mineur, le marteau du métallurgiste ou du carrier à défaut du fusil, — les heures d'infinie tristesse pendant lesquelles ils pensent aux leurs, à la femme, aux enfants, aux vieux parents qu'ils ont laissés là-bas, au pays envahi. Depuis deux mois, ils sont sans nouvelles et les journaux parlent de régions mises à feu et à sang, de familles dispersées, enfuies vers la Bretagne ou la Sarthe, l'Angleterre ou l'Écosse. Quelles mortelles angoisses ils souffrent et souffriront encore ! De la Flandre, de Bruxelles ou du pays de Liége (par Maestricht) on vient encore, non sans peine et sans fatigue, en Hollande, voir des soldats internés. Mais du Borinage, de Charleroi, de la province de Namur ou des Ardennes, comment

venir, comment envoyer des nouvelles ? Pourtant, ils ne désespèrent pas, les braves garçons, les rudes fils du noir pays du fer et du charbon. Et des heures entières, il en est qui viennent se poster à l'entrée du camp et qui attendent derrière les fils de fer barbelés, taciturnes, ayant perdu leur bonne humeur, leur jovialité natives.

Mais comme leur visage s'éclaire, comme leurs yeux s'illuminent d'espoir quand un « pays » vient leur rendre visite et leur crie depuis la porte du camp : « Ayu sont-i les Wallons ? » Immédiatement, l'autre jour, je me suis trouvé aussitôt entouré d'une centaine de gaillards qui m'ont posé les questions les plus pressantes sur ce qui se passe dans les « patelins » les plus divers du Hainaut. A tous, j'essayais de donner une réponse précise et rassurante. Comment prendre la tangente quand un brave mineur, père de famille, vous demande tranquillement — mais avec un peu d'angoisse dans la voix : « Qu'est-ce qu'on raconte à J...? » Comment dire brutalement la vérité, ruiner des trésors de confiance par une froide dénégation quand un de ces braves bougres vous assure que les alliés sont de retour à Mons ou à Charleroi ?

Beaucoup m'ont demandé mon adresse. J'ai su dans la suite pour quelles raisons. J'ai reçu un énorme paquet d'adresses écrites au crayon par des mains malhabiles sur des feuilles de carnet, des cartes postales (dont une avec des vues de Dresde), au verso d'ordres ou de bons militaires écrits en hollandais. Il y avait bien là un millier d'adresses. Toutes adresses de

soldats du Hainaut ou de l'Entre-Sambre et Meuse. Ils se sont groupés par village, ont fait le recensement dans cette foule de 12.000 hommes, se disant : « Peut-être ce journaliste pourra-t-il communiquer avec les nôtres par l'un ou l'autre moyen ! » Il y en a qui ont griffonné quelques mots, un bout de lettre sur la santé à leurs parents, à leurs femmes. — Ah ! cette liasse de papiers, plus ou moins propres, d'une écriture souvent maladroite, comme cela m'émeut !

La plupart des lettres sont d'un laconisme impressionnant. On lit généralement, après la liste des adresses, données complètement avec les noms de rues et de villages, cette simple mention : « Tous en bonne santé. » Voilà tout ce qu'ils peuvent ou veulent dire collectivement, les « hommes » de Rebaix, de Boussu, de Manage ou de Gilly, après trois mois d'une vie terrible !

En voici un pourtant qui écrit à sa femme « toute chérie » : « Tu es peut-être au courant de la situation d'où je me trouvais, mais comme tu le vois, tout est tranquille et la verrerie reprendra bientôt, je suis mille fois plus inquiet pour vous autres tous que vous ne devez l'être pour moi. »

Le brave garçon ! Qui sait ? La « toute chérie » est peut-être en ce moment dans quelque village du Cotentin à se demander s'il vit encore, ou bien dans son noir village borain à souffrir, avec la faim, mille angoisses, à sentir gronder au fond de son cœur une sourde colère contre l'envahisseur !

Les Prisonniers d'Urk

DURANT les premiers jours de janvier 1915, je m'en fus rendre visite aux cinq premiers officiers belges qui avaient repris leur parole. On les avait déportés à l'île d'Urk qui se trouve au milieu du Zuyderzée, à deux heures de bateau de Kampen (six départs par semaine).

Quel voyage en cette saison ! A 5h 45 du matin, le bateau *Minister Havelaar* quitte dans l'obscurité totale le quai de l'Yssel. Le jour se lève à peine quand le bateau accoste à Urk, port de pêche des plus pittoresques, avec toute une forêt de mâts très hauts. On se rappelle certains Cottets. La population du seul village de l'île (2.700 habitants) vit de la pêche aux harengs. Elle est terriblement austère et calviniste, au point que les ménagères coupent le pain le samedi pour deux jours afin de ne pas travailler le dimanche ! Elle a reçu par voie d'affiches des avertissements sévères : défense de converser ou correspondre avec les officiers internés dans une grande villa où ils dorment sur la paille, les lumières allumées. Défense de leur fournir un véhi-

cule, une bicyclette, une barque ou... des patins. Les officiers sont sous la garde de trente soldats, tous originaires de l'île, commandés par un vieil officier de marine fort aimable, parfait gentleman, mais qui a reçu les consignes les plus sévères. Les personnes, parents ou amis, qui désirent visiter les internés sont soumises à un interrogatoire ridicule de la part du bourgmestre, qui jamais n'a été à pareille fête ! Les officiers ne peuvent sortir avec leurs visiteurs, ce qu'on accorde aux soldats à Zeist ou Harderwijck. Les fenêtres de la villa sont barricadées, les lucarnes garnies de fil de fer barbelé. Quand les internés sont autorisés à sortir, ils sont suivis par des sentinelles, même à la poste. Sans doute, craint-on une évasion par le guichet de la poste ou le cornet de l'appareil téléphonique ! En un mot, le colonel hollandais de la garde — un brave homme, nous le répétons — se voit forcé d'imposer à ses « prisonniers » un régime qui comporte des vexations inutiles.

Les officiers, pour tuer le temps, travaillent à des ouvrages scientifiques (deux d'entre eux sont des professeurs de l'École de Guerre). L'un d'eux traduit un ouvrage néerlandais de géologie sur l'île Célèbes ! ! ! Pour s'amuser, le soir, ils rédigent un Mémorial de l'île d'Urk et relisent les pages sur Monte-Cristo au château d'If.

« Nous avons notre Sainte-Hélène avant notre Austerlitz », disent-ils en souriant. Mais quelle amertume on sent dans les plaisanteries de ces braves gens condamnés à l'inaction tandis que leurs frères se battent.

Dans une proclamation à la population de l'île, le bourgmestre dit notamment que si le tocsin est sonné, aucun bateau ne peut quitter le port sous peine d'essuyer le feu de la garde. Les naturels d'Urk ne sont pas encore rassasiés de la vue des cinq officiers belges ; jamais l'île, il est vrai, n'a eu une attraction de cette valeur. Dès que nos compatriotes, suivis de leurs gardiens vigilants, sortent de leur villa pour la promenade quotidienne, tous les habitants viennent sur le pas des portes ou mettent le nez aux fenêtres. La marmaille, qui est abondante, escorte la petite troupe pendant quelque temps. La pêche chômant en ce moment, on voit toute la journée, bayant aux corneilles (pour autant qu'il y en ait dans cette île désolée), des groupes d'hommes en pantalon court et bouffant, en bonnet turc, qui, ce n'étaient les couleurs sombres, ressembleraient à des turcos en permission. Quant aux femmes, elles portent la jupe en crinoline, un bonnet de dentelle serré sur les joues et les oreilles, et un corsage qui leur écrase, leur aplatit complètement la poitrine. C'est bien l'endroit où se rappelle *Tartufe :* « Cachez le sein... » Les pêcheurs d'Urk expédient leurs harengs en Allemagne. Sans doute, leur bourgmestre leur aura-t-il dit que, si le malheur veut qu'un officier belge s'évade, l'Allemagne ne leur prendra plus leur poisson. Allons ! l'Allemagne n'aura pas à se plaindre de l'île d'Urk : les officiers belges y sont bien surveillés.

TABLE

	Pages
Avant-propos	5
La Presse	11
La violation de la neutralité belge	16
La mobilisation hollandaise	20
Le pangermanisme et la Hollande	27
Le sentiment populaire	36
La cour, l'armée, l'aristocratie	41
La Hollande et le blocus	45
La Mecque des pacifistes	51
Chez les socialistes	58
Internés et réfugiés belges en Hollande	73
Dans les camps hollandais	80
Les Wallons d'Amersfoort	87
Les prisonniers d'Urk	91

NANCY, IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT. — FÉVRIER 1917

PAGES D'HISTOIRE — 1914-1917

9e Série

POUR AVOIR LA PAIX

LA MANŒUVRE ALLEMANDE

Préface de ***GEORGES REYNALD***

SÉNATEUR DE L'ARIÈGE

SECRÉTAIRE DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

LA SÉANCE HISTORIQUE DU REICHSTAG
LES NOTES DES PUISSANCES CENTRALES
LES RÉPONSES DE L'ENTENTE

LES " SUGGESTIONS " DES NEUTRES
LA RÉPONSE DE L'ENTENTE

COMMENTAIRES DE LA PRESSE ÉTRANGÈRE

DEUXIÈME MILLE

5'0326
19/5

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS
5-7, Rue des Beaux-Arts

NANCY
Rue des Glacis, 18

129

1 franc.

LA MANŒUVRE ALLEMANDE

Il a été tiré de ce volume cinquante-cinq exemplaires numérotés, dont :

5 sur papier du Japon (Nos 1 à 5);

50 sur papier de Hollande (Nos 6 à 55).

PAGES D'HISTOIRE — 1914-1917

POUR AVOIR LA PAIX

LA MANŒUVRE ALLEMANDE

Préface de ***GEORGES REYNALD***

SÉNATEUR DE L'ARIÈGE

SECRÉTAIRE DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

LA SÉANCE HISTORIQUE DU REICHSTAG
LES NOTES DES PUISSANCES CENTRALES
LES RÉPONSES DE L'ENTENTE

LES "SUGGESTIONS" DES NEUTRES
LA RÉPONSE DE L'ENTENTE

COMMENTAIRES DE LA PRESSE ÉTRANGÈRE

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS
5-7, Rue des Beaux-Arts

NANCY
Rue des Glacis, 18

PRÉFACE

Les dernières semaines de l'année 1916 et les premières de 1917 se signaleront à l'histoire par la richesse de la documentation diplomatique. Note de l'Allemagne, fausse prometteuse de paix; intervention de M. Wilson, invitant les belligérants à faire connaître leurs buts de guerre; fin de non-recevoir des Empires du Centre; réponse de l'Entente, digne et fière aux Gouvernements ennemis, courtoise et ferme au Président de la République américaine; réplique rageuse des États germaniques, se sont succédé à courts intervalles pour aboutir aux déclarations de Berlin et de Vienne sur la guerre sous-marine sans restriction et à la rupture entre l'Allemagne et les États-Unis, qui en a été l'immédiate conséquence.

Ces documents valent d'être relus; sous la rédaction officielle les caractères apparaissent, et parfois on sent frémir la passion. De part et d'autre on s'est mis en frais d'argumentation. On peut dire que chaque chancellerie a fait donner son artillerie lourde et a vidé son parc à munitions. Aux premiers coups l'opinion publique s'est émue; elle a tressailli sous le choc et sous l'éclaboussure des commentaires; puis elle s'est ressaisie et s'est mise à examiner les textes, à scruter les inten-

tions et à analyser les raisons fournies par les divers adversaires à l'appui de leurs thèses respectives.

Sur ce terrain, la France et ses alliés étaient certains de vaincre. L'Entente a pour elle la loyauté de sa pensée et la clarté de son langage. Le calme et la franchise de ses réponses, soulignés par l'équivoque et les réticences allemandes, étaient faits pour créer une forte impression et ont vraiment incliné en sa faveur tous les esprits non prévenus.

Mais, pour les relire avec fruit, il faut placer ces réponses dans leur cadre ; c'est par le rapprochement des textes qui les ont précédées ou suivies qu'elles acquièrent leur pleine valeur. De là l'utilité de grouper toutes ces notes échangées, d'établir leur ordre et de les classer à leurs dates. Ainsi sont réunies toutes les pièces du procès ou, pour mieux dire, tous les éléments du drame diplomatique dont nous avons été les témoins.

C'est bien un véritable drame, et le théâtre antique n'en a pas connu de plus poignant. La scène est aussi vaste qu'il se peut concevoir ; l'intérêt n'est autre que la prolongation ou le terme d'une guerre qui ensanglante l'Europe et abat chaque jour des milliers de victimes ; quant aux personnages, ce sont des peuples tout entiers, et quand, à la mode des héros de la tragédie classique, ils ont le désir d'exprimer leurs sentiments à voix haute, ils prennent le monde pour confident.

Le premier acte appartient à l'Allemagne. Elle entre en scène, cuirassée et casquée, le glaive nu à la main. C'est bien la Germanie guerrière dont la robuste stature flatte l'imagination teutonne. Elle se campe, appuyée sur le pommeau de son

épée, et provoque ses adversaires à la paix comme elle les a provoqués à la guerre.

Elle mêle dans sa harangue l'hypocrisie, l'orgueil et la violence. Elle parle de l'humanité frappée dans son patrimoine le plus précieux, du progrès matériel et moral de l'Europe enseveli sous les ruines. Puis elle jette un regard satisfait sur elle-même, elle exalte sa vigueur et sa puissance. On perçoit les mots : force indestructible, succès militaires, lignes inébranlables. A elle la victoire, aux autres les responsabilités de la guerre. Le conflit n'est pas venu d'elle ; seule la nécessité de défendre son existence nationale contre les entreprises de nations ambitieuses l'a contrainte à prendre les armes, et elle s'affirme respectueuse des droits des autres nations.

Pourtant, se montrant bonne fille, la Germanie consent à user de modération dans la victoire. Elle pourrait écraser ses ennemis, les anéantir ; elle les invite à formuler des propositions de paix, sous l'imprécise réserve que l'honneur et le libre développement de l'Allemagne y trouveront leur compte. Mais que ses adversaires se hâtent de profiter de cette offre magnanime ; un refus de leur part réveillerait de terribles colères et sur leur tête retomberaient les flots de sang répandu.

Bien différent apparaît M. Wilson. Le Président des États-Unis n'a ni ce ton ni cette allure tapageuse ; il n'a pas non plus le profil et le costume pittoresque de l'oncle Sam, tel qu'il est popularisé par l'image. M. Woodrow Wilson est un Américain moderne, au visage rasé, à la tenue sévère et correcte. En lui se rencontrent les deux éléments, d'aspect opposé, dont la combinaison caractérise l'esprit de ses compatriotes : le sens pratique et la

tendance spiritualiste. Ce mélange de réalisme et d'idéalisme est dû aux conditions dans lesquelles s'est formée la nation américaine. L'immigration y a eu une large part. Ces immigrants, hommes d'aventure ou d'entreprise, arrivaient animés du désir de conquérir la prospérité matérielle et de trouver dans une vie plus large une compensation à l'exil. Avec eux pénétraient les qualités de volonté, d'énergie et d'initiative qui, favorisées par des circonstances de temps et de lieu, ont porté à un si haut point la puissance économique des États-Unis.

Mais l'émigration est rarement un mouvement spontané; elle est le plus souvent déterminée par des troubles politiques ou des commotions sociales. Proscrits ou fuyards emportaient avec eux le sentiment du droit violé et de l'injustice soufferte et, dans leur exode vers des contrées lointaines, ils se flattaient d'y faire prévaloir une justice meilleure et une plus large liberté. La terre nouvelle où ils abordaient était déjà imprégnée des vertus puritaines léguées par les premiers colons établis sur les rivages de l'Atlantique. Ainsi, dans ce milieu d'affaires et d'activité commerçante, s'est constitué et se transmet jalousement un patrimoine de hautes aspirations.

Il est indispensable de considérer l'intervention de M. Wilson et ses paroles à ce double point de vue. Professeur et juriste, le Président américain semble voué par profession aux conceptions théoriques, et il s'exprime en effet avec la sérénité d'un philosophe habitué à manier l'absolu. Son langage est d'un magistrat, pour ne pas dire d'un juge. On sent le souci de l'impartialité totale, le soin scrupuleux d'écarter toute expression de sentiments personnels,

l'appel constant aux droits généraux de l'humanité qui dominent les intérêts et les passions des parties belligérantes.

Cette hauteur de sentiments n'exclut pas les préoccupations plus particulièrement américaines, et c'est en ceci que M. Wilson se retrouve homme politique et chef d'État. Le métier de fournisseur des armées et des Gouvernements alliés a enrichi l'Amérique ; l'or remplit les caisses de ses industriels et de ses banques ; c'est une ère de prospérité inouïe. Peut-être M. Wilson estime-t-il nécessaire de mettre un frein à l'enrichissement trop prompt, qui modifie artificiellement et qui fausse l'équilibre économique du pays? Peut-être aussi songe-t-il qu'une guerre trop longue épuiserait les facultés financières des puissances dont l'Amérique est devenue créancière? J'ajoute, il est vrai, aux intentions exprimées du Président des États-Unis et ce n'est là qu'une hypothèse, du reste permise. On ne saurait nier en tout cas le caractère ingénieux et précis de la suggestion apportée par lui dans le débat : amener les peuples ennemis à dénoncer leurs buts de guerre, c'est les obliger nécessairement à compter avec l'opinion des étrangers et de leurs propres nationaux, et par conséquent à mesurer et à limiter leurs ambitions. Il n'était pas pour l'instant d'autre moyen de calculer la distance qui nous sépare de la paix, et M. Wilson s'est montré à cet égard observateur sagace et psychologue averti.

Reste le troisième personnage essentiel du drame : l'Entente. Elle aussi porte le harnais de guerre et le sang s'échappe de ses blessures. Mais elle est droite et fière ; sa robustesse élégante fait deviner qu'elle n'est pas inférieure en vigueur à la massive Germanie, et dès les premières phrases on

sent qu'elle lui est supérieure en valeur morale. Ayant à formuler une double réponse, elle change de ton suivant la personnalité de son interlocuteur, mais sa pensée ne varie pas. S'adressant d'abord à son adversaire, elle réfute les assertions erronées de la note allemande. Documents et dates en main, elle démontre que c'est l'Allemagne qui a voulu et imposé la guerre et qu'il est aisé sur ce point de la convaincre d'imposture. Il est également faux que la victoire soit acquise à l'Empire germanique; c'est parce qu'il la sent échapper qu'il a hâte de conclure la paix. Mais cette paix serait un leurre. Les attentats innombrables commis par l'Allemagne et ses alliés exigent des sanctions et obligent l'Entente à réclamer des garanties. Il est facile de lire dans le jeu de l'Allemagne ; elle cherche à troubler l'opinion des pays alliés, à raffermir chez elle les courages hésitants et à intimider les neutres pour justifier à leurs yeux de nouveaux crimes. Les Gouvernements alliés ne peuvent faire état d'une proposition sans sincérité. Ils affirment qu'il n'y a pas de paix possible tant que ne seront pas assurées la réparation des droits et des libertés violées, la reconnaissance des principes des nationalités et de la libre existence des petits États, et tant que ne seront pas supprimées les causes qui mettent en péril la sécurité des nations.

Se tournant ensuite vers M. Wilson, l'Entente rend hommage à l'élévation des sentiments dont il est inspiré. Comme lui elle désire la paix et la création d'une ligue des nations pour assurer le droit et la justice dans le monde. Mais la paix durable ne peut être obtenue que par le règlement préalable du conflit actuel, dont l'Allemagne porte la faute et doit supporter les sanctions. Tous les

torts sont de son côté et les neutres ne peuvent s'en prendre qu'à elle des souffrances que leur cause la guerre. Ici les faits abondent et une énumération brève suffit pour établir sans contradiction possible la volonté d'agression de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, de même que quelques exemples renferment la démonstration de leur cruauté et de leur barbarie préméditée.

Après ce préambule nécessaire, l'Entente se déclare prête à répondre à la question posée par M. Wilson. Elle n'éprouve aucune difficulté à le faire, car ses buts de guerre sont connus et ont été formulés à diverses reprises. Et, sans emphase ni bravade, elle déroule le noble et beau programme qu'elle a assigné à son effort : restauration des petits États dévastés, évacuation des provinces envahies, restitution de celles précédemment arrachées par la violence, libération des nationalités opprimées, en un mot réorganisation de l'Europe dans des conditions de garantie suffisante pour la paix future et le libre développement économique des peuples. C'est pour atteindre ce but supérieur que les Alliés sont déterminés, chacun et solidairement, à consentir tous les sacrifices pour mener le conflit à une fin victorieuse.

Les personnages sont bien posés et les physionomies en plein relief. Il convient maintenant de rechercher sous l'armature extérieure du drame les ressorts secrets qui dirigent l'action. Quel motif a guidé l'Allemagne et pourquoi, au plus fort de la mêlée, s'est-elle faite annonciatrice de paix?

A une telle question la réponse ne peut être simple. La duplicité allemande appelle les interprétations complexes. Berlin ne s'est pas engagé dans une pareille aventure sans avoir pesé le pour

et le contre, retourné toutes les hypothèses et envisagé toutes les conséquences éventuelles.

Faisons de même et demandons-nous, d'abord, s'il y a une part de sincérité dans la note allemande. La proposition était-elle véritable et l'Allemagne était-elle réellement désireuse de conclure la paix? En principe on peut répondre affirmativement et invoquer pour cela de sérieuses raisons. Le cours de la guerre a déjoué les prévisions et trompé les espérances de nos ennemis. L'État-major impérial avait tout préparé et croyait avoir tout réglé. La campagne devait être courte et fructueuse; quelques semaines suffisaient pour courtiser la victoire et l'attirer dans le camp allemand. On s'était gaiement mis en route; la consigne était de vaincre vite et personne ne doutait qu'elle ne fût aisément exécutable, grâce à la supériorité d'une préparation minutieuse et méthodique. Le triomphe éclatant et rapide de la force germanique réduisait au minimum les sacrifices nécessaires, et la paix apparaissait prochaine et pleine de promesses. Il a fallu déchanter et renoncer à ces succès faciles. Les mois sont passés et la durée de la guerre va se prolongeant, avec un sombre cortège de maux imprévus; le deuil et la gêne s'installent à tous les foyers, le commerce, naguère si prospère, est paralysé, la vie économique s'arrête; l'armée retient tous les hommes valides et insatiablement réclame de nouveaux contingents qui épuisent la population. Comment les sujets du Kaiser accepteraient-ils sans amertume des souffrances qu'ils croyaient réservées à leurs seuls adversaires? La guerre ne devait donner que des profits; elle accumule les tristesses et les ruines. L'opération, réputée avantageuse, devient onéreuse et lourde; l'opinion publique se lasse et

le découragement succède à l'enthousiasme du début.

Encore accepterait-on que la route fût longue, si elle conduisait sûrement au succès; mais l'horizon est sombre et le but reste caché. Les Alliés n'ont pas été brisés par le premier choc et leurs ressources en hommes et en matériel croissent chaque jour. Certes l'Allemagne est loin d'être inactive et résignée; elle se surpasse elle-même et travaille pour une ruée suprême; elle met en œuvre toutes les ressources de son imagination, elle invente des comestibles, elle accélère la production de ses usines, elle refait sans cesse et augmente son artillerie, elle multiplie les sous-marins et fournit dans tous les domaines un effort prodigieux; mais en face d'elle une activité égale renouvelle et accroît à chaque moment les forces de l'Entente. La France, au lieu de faiblir et de s'abandonner, comme les psychologues allemands en avaient doctement fourni l'assurance, ignore les défaillances et redouble d'héroïsme; l'Angleterre, rompant avec des traditions séculaires, est entrée tout entière dans la guerre et a accompli des prodiges pour lever des armées et les équiper d'armes et de munitions; la Russie à l'ouest, l'Italie au sud travaillent d'un même cœur et obligent les Empires centraux à disperser leurs troupes sur des fronts d'une immense étendue.

A tous égards il était donc préférable de clore l'aventure. A l'heure actuelle l'Allemagne n'est pas en mauvaise posture; elle détient les territoires conquis au début, lorsque les Alliés ont dû céder à son premier élan; elle peut faire état de cette carte de la guerre qu'elle déploie si complaisamment et où s'inscrivent en couleurs vives les provinces qu'elle occupe au delà de ses frontières. Demain

peut lui être contraire, alors qu'aujourd'hui elle a le bénéfice d'une situation encore maintenue ; pourquoi attendre un futur incertain, gros de périls, où se devinent plus de dangers que d'avantages? Il n'est pas de meilleures bases pour traiter que les bases présentes, et l'intérêt de l'Allemagne est trop évident pour qu'on puisse hésiter sur la sincérité de son désir.

Toutefois en Allemagne sincérité ne veut pas dire franchise. Les Allemands veulent la paix, mais ils n'en veulent pas les moyens. Pour que sa proposition fût acceptable et sérieuse, la chancellerie de Berlin devait l'accompagner de précisions indispensables et d'intentions conciliantes. Au contraire elle s'enveloppe de réticences et se renferme dans l'équivoque ; il n'est pas besoin d'être grand clerc pour deviner qu'elle n'a pas renoncé à l'âpreté de ses ambitions dominatrices et qu'elle donne le nom de paix à ce que les autres peuples auraient tout sujet d'appeler asservissement. L'Allemagne est prisonnière de son orgueil et de son bluff. Comment pourrait-elle se dégager vis-à-vis des populations de l'Empire, qu'elle a entretenues dans un sentiment d'exaltation et de supériorité hautaine ; elle a grossi ses victoires, excité le zèle des pangermanistes, magnifié les droits et l'avenir de la race et annoncé à grand bruit l'apothéose prochaine d'une plus grande Allemagne. Il est difficile de se désavouer publiquement à la face de tous, et de réprimer brusquement des mouvements d'opinion qui risquent de se transformer en redoutables colères. La dynastie impériale ne veut pas détourner sur elle l'exaspération de millions d'êtres aigris par la douleur ou l'inquiétude et qui ne supportent le fardeau de la guerre que dans l'espérance des

compensations finales. Un empereur et son entourage ont en semblable matière des préoccupations explicables et redoutent de devenir, aux yeux de leurs sujets, l'instrument d'une déchéance nationale. Pour ne pas s'imposer à eux-mêmes un démenti redoutable, ils en sont réduits au silence ou aux contradictions. Parfois dans les feuilles neutres une confidence faite à mi-voix, et sans qu'on en puisse scruter l'origine, laisse entrevoir des conditions méritant examen; mais ce n'est là qu'une feinte, et aussitôt un journal officieux publie la contre-partie en rappelant les annexions nécessaires, ou quelque ligue industrielle ou navale étale bruyamment le programme étendu de ses revendications patriotiques. Comment concilier la survivance de si formidables appétits avec la possibilité d'ouvrir des négociations sérieuses?

C'est ici que se reconnaît la ruse allemande. Pour obtuse que soit sa psychologie, la Wilhelmstrasse avait prévu l'échec forcé de sa tentative si elle démasquait tout d'abord ses batteries et montrait la brutalité de ses projets. Il fallait simplement lancer dans le monde le mot prestigieux de paix, sans aborder le débat, et tendre cet appât aux belligérants.

Le calcul était perfide, mais la manœuvre ingénieuse. L'Allemagne évitait tout engagement et réservait pour plus tard ses exigences. Elle se bornait à dire : « Causons ; approchez-vous, prenez place autour de cette table ; peut-être sommes-nous plus près d'un accord que nous ne le supposons. Essayons tout au moins, la liberté de chacun demeure entière et il sera toujours temps pour nous de reprendre les hostilités en cas d'insuccès. Encore aurons-nous eu le mérite de la tentative. »

C'est là qu'est la perfidie. Ce qu'escomptait l'Allemagne, ce n'est pas un accord que son attitude et ses procédés rendraient au dernier moment impossible, c'est la difficulté pour l'Entente de reprendre la lutte quand elle aurait été interrompue. Les diplomates germains auraient prolongé la période des pourparlers, tiré les choses en longueur, et quand leurs ennemis déshabitués de la guerre, conquis à l'espoir de la paix définitive, auraient été gagnés par ce sentiment de lassitude qui suit les grands efforts, ils auraient abattu leur jeu, réclamant de leurs adversaires trompés par l'armistice des concessions que ceux-ci auraient sûrement refusées tout d'abord.

La ruse était bien ourdie, on le croyait du moins à Berlin. Les Allemands ne renoncent pas facilement à leurs erreurs. Les intellectuels patentés de l'Empire avaient décrété que la France était incapable de résistance prolongée et de continuité dans l'effort ; elle n'avait pas pour cela l'entraînement d'une longue discipline et le génie de l'organisation, apanage des peuples germaniques. Cette opinion doctorale était religieusement acceptée à Berlin et considérée comme un axiome indiscutable ; nous étions des cœurs légers, prompts à l'élan, mais au découragement facile ; les premiers revers suffiraient à nous abattre, et l'on eût ri dans toutes les brasseries d'outre-Rhin si quelque plaisant avait imaginé les Français soutenant sans fléchir une guerre de plusieurs années. Il a fallu se rendre à l'évidence ; nous avons tout accepté, hivers, tranchées, sacrifices incessamment renouvelés, et la guerre lente cause en Allemagne plus d'usure qu'en France. Les professeurs teutons n'en reviennent pas et hochent la tête d'étonnement devant ce phénomène inadmis-

sible et pourtant vérifié par le fait. Ils ne doutent pourtant pas qu'une fissure ne puisse se produire, et ils ont compté sur la paix tentatrice pour frapper le coup décisif. Il existait en France des hommes qui faisaient profession de chérir la paix; les soldats et la population devaient être las; peut-être les querelles des partis pourraient-elles renaître et le Gouvernement sentirait-il la pression de l'opinion publique, aveuglée par de fausses apparences. On pouvait en outre trouver quelque écho chez les autres nations alliées; en Angleterre s'étaient formés jadis des groupements pacifistes puissants qui s'étaient tus pendant la guerre, mais que les propositions allemandes pouvaient arracher au sommeil. L'Italie n'avait pas été unanime à désirer l'intervention; la fraction neutraliste avait plaidé la thèse contraire et se rallierait sans doute à une pensée de rapprochement et de négociations. Enfin, en Russie il n'était pas interdit de faire fond sur des sympathies anciennes et des doctrines politiques communes, dont le souvenir et l'influence pourraient incliner certains esprits vers la paix. S'il en était ainsi, si les puissances de l'Entente se laissaient émouvoir ou séduire, si elles consentaient à déposer les armes, ne fût-ce qu'un instant, l'Allemagne se donnait partie gagnée et pensait remporter sur le terrain diplomatique la victoire qui lui échappe sur les champs de bataille.

Elle s'était trompée une fois de plus et son illusion a été de courte durée. Ce n'est pas seulement dans la note collective de l'Entente qu'il faut chercher la réponse à la manœuvre sournoise de la chancellerie allemande. Partout les peuples ont eu un sursaut d'indignation et ont écarté l'offre perfide d'un même mouvement spontané; dans tous les

parlements alliés la tribune a retenti de protestations énergiques et vigoureuses. M. Sonnino à Rome, comme M. Briand à Paris, comme M. Lloyd George à Londres, ont relevé éloquemment les mensonges sur lesquels essayait de s'étayer l'Allemagne; ils ont montré avec quelle impudence elle se parait de sentiments d'humanité et de loyauté, alors qu'elle avait débuté dans la guerre par la rupture de sa parole et le mépris de traités qui portaient sa signature; ils ont rappelé le cynisme avec lequel l'Allemagne tout entière, lorsqu'elle se croyait assurée du triomphe, proclamait qu'il n'y avait pas d'autre loi pour elle que l'intérêt et déniait à ses victimes mêmes le droit de se plaindre. C'était l'époque de la violation de la Belgique, du martyre de Louvain; après quoi sont venus les barbaries inutiles de Reims, la guerre sous-marine, les tueries, les pillages, le meurtre des femmes et des enfants, les insultes aux droits des neutres. De quel front l'Allemagne osait-elle prendre en mains les intérêts de la civilisation? A quel titre parlerait-elle de conciliation et de paix? Quelle confiance pouvait-on placer en elle, alors qu'elle outrageait la vérité avec impudence pour se décharger d'une responsabilité qu'elle sentait s'appesantir trop lourde sur ses épaules? Par la fausseté de ses affirmations, elle témoignait d'ailleurs contre elle et se révélait incapable de franchise. Que servaient des tentatives de tractations avec une nation qui cache sa pensée, foule aux pieds ses engagements et n'a pas moins de goût pour la fourberie que pour la violence?

Avec une netteté égale le Tsar, s'adressant à ses armées, flétrissait les méfaits de l'Allemagne et dénonçait ses calculs. Après avoir bénéficié des

larges avantages que lui assuraient sa volonté d'agression et la préparation des moyens, elle cherchait à dérober aux Alliés la victoire que leurs travaux et les sacrifices consentis les mettaient en droit d'espérer.

L'échec a dû être pénible à l'Allemagne; il est toujours désagréable de voir échouer une machination savamment combinée quand on en est l'auteur. Mais la manœuvre ne visait pas seulement les Alliés; elle s'adressait aussi aux nations neutres et au peuple allemand lui-même.

Les neutres ne sont pas des personnages indifférents et n'ont jamais été pris pour tels à Berlin. Nous savons avec quelle patience et quelle ténacité les agents allemands ont tenté de régir l'opinion américaine et nous avons vu que la Wilhelmstrasse faisait preuve vis-à-vis du Président Wilson de grands égards, tout au moins dans la forme. Les villégiatures prolongées de M. de Bülow en Suisse et la multiplicité des fonctionnaires allemands qui encombrent la légation de Berne donnent à penser que l'Allemagne attache quelque prix au sentiment helvétique. Enfin, en Espagne, pour ne parler que de ces trois États, tous les procédés de propagande et de publicité ont été mis en usage pour faire de ce pays un foyer de germanisme. On est donc fondé à croire que la communication de la note allemande aux Gouvernements de ces trois nations était une amabilité calculée et un acte de cordialité voulue. Comment M. Wilson ne serait-il pas heureux de voir un des belligérants parler de la paix qu'il préconise? Comment la Suisse et l'Espagne ne seraient-elles pas flattées d'être choisies comme intermédiaire et n'éprouveraient-elles pas quelque reconnaissance pour la puissance qui songeait à

mettre fin aux maux que les neutres subissent du fait de la guerre?

Quant au peuple allemand, il s'agissait de lui apporter un réconfort moral et de le préparer à de nouveaux efforts et à une spéciale endurance. Meurtries par la guerre, les populations en concevaient de la surprise et de l'impatience; la campagne facile et fructueuse qui leur avait été promise, suivie du prompt retour dans leurs foyers de soldats chargés de lauriers et enrichis de dépouilles était devenue une lutte âpre et rude qui, à travers les morts et les ruines, s'acheminait vers un avenir incertain. Les dirigeants de l'Empire avaient commis l'imprudence de prendre sur eux la responsabilité du conflit. Il se pouvait que cette masse, docile et confiante jusque-là dans la voix de ses chefs, se muât en une foule irritée et grondante, et si cette éventualité paraissait improbable, tout au moins pouvait-on redouter pour ces populations la lassitude et le découragement. Vis-à-vis d'elles la ruse, quoique grossière, devait réussir, secondée par les affirmations d'une presse officieuse. « Voyez, a-t-on dit aux nombreux sujets de l'Empire, jusqu'où notre Gouvernement et vous-mêmes avez poussé la magnanimité. Vous êtes vainqueurs, après avoir subi de lourdes épreuves, et, bien que détenant la victoire, vous conviez vos ennemis à la paix. Vous leur offrez ce qu'ils devraient implorer. S'ils repoussent votre main pacifique, c'est donc qu'ils sont fermement résolus à poursuivre votre ruine et votre destruction. Reconnaissez qu'ils sont aveuglés par la haine, qu'ils ne méritent ni pitié ni merci, que sur eux retombent tous les crimes et toutes les fautes, et que le soin même de votre salut exige que vous consacriez

toutes vos énergies et toutes vos ressources à la nécessité de vaincre. »

Sous cette forme habile, la politique allemande a-t-elle obtenu la pleine adhésion de ses nationaux? Il nous est malaisé de répondre. Toujours avons-nous pu constater qu'un enthousiasme grandissant a salué les déclarations relatives à la guerre sous-marine sans restriction. La haine est un ferment agissant en terre germanique, et la perspective de voir succomber d'innocentes victimes a momentanément consolé les Teutons de leurs propres maux.

Les neutres ont eu un jugement plus sévère, et c'est ici que se produit la chute lamentable de la manœuvre allemande. Tant qu'on a employé à Berlin le ton doucereux, les rapports ont été cordiaux et la tentative faite en faveur de la paix, si elle eût été sincère, ne pouvait que recueillir des marques d'approbation. La guerre est dure à tous et la neutralité ne préserve pas de ses atteintes. Mais quand l'Allemagne a voulu y trouver prétexte à des atrocités nouvelles dont les neutres étaient directement appelés à souffrir, elle a vu se dresser contre elle les intérêts lésés et de toutes parts se sont élevées les protestations légitimes.

Il y a plus; parmi les États neutres, il en est un, l'Amérique, qui avait déjà pris attitude et se prétendait qualifié pour parler au nom du droit et de l'humanité. L'Allemagne avait cru le flatter en prenant figure de conciliatrice; mais elle n'en avait que le masque et non pas le visage. M. Wilson, Président de la République américaine, entendait la chose autrement, et son intervention a mis la déroute dans le camp des diplomates de Berlin. Au lieu de considérations vagues et par suite inopérantes, M. Wilson apportait des vues précises et

la volonté de procéder par étapes utiles. Aussi commençait-il par poser à tous les belligérants une question rebelle à toute équivoque : « Quels sont vos buts de guerre? Que réclamez-vous comme essentiel et qu'attendez-vous de la guerre avant de consentir à la paix? »

La colère fut grande dans les cercles officiels allemands. Que venait faire ce gêneur? Que prétendait-il avec ses buts de guerre? Ne faudrait-il pas que l'Allemagne dévoilât ses secrètes pensées et les étalât à la face du monde? La réponse fut rapide et sèche; on fit comprendre à M. Wilson que son intervention était jugée inopportune et que l'Allemagne ne parlerait pas.

Elle ne le pouvait pas en effet et nulle interrogation ne pouvait être pour elle plus fâcheuse. La Germanie n'avait pas de buts de guerre avouables; elle savait qu'à les faire paraître au jour, elle perdait ses avantages et s'exposait à un échec certain et à la déconsidération auprès des neutres. Si même elle avait été prise d'un accès inattendu de franchise, elle se serait trouvée dans un grand embarras pour expliquer sa pensée. Des buts de guerre, elle en a autant qu'elle compte d'adversaires; elle n'a jamais abandonné l'espoir de troubler ces derniers et de les diviser par d'indirectes et secrètes intrigues. La paix séparée est un de ses espoirs; délier le faisceau, pour réduire séparément ceux qu'elle ne peut vaincre groupés, est une pensée qui n'a cessé d'obséder le cerveau du chancelier et de ses collaborateurs. Pour chacun on a des propositions qui le ménagent, sauf à écraser par contre les autres alliés. Dans cette diversité des projets, lequel choisir, puisque chacun est une tentation préparée? M. Wilson n'y pensait

vraiment pas! Parler tout haut! était-ce une demande à présenter à l'Allemagne? On s'en serait moqué si les circonstances avaient été plus favorables; on se contenta de répondre avec de la bonne encre à cet impertinent fâcheux.

Mais du coup l'« offensive diplomatique » croulait. Faire admettre aux neutres la généralisation de la guerre sous-marine était déjà en soi une entreprise délicate. L'Allemagne y aurait probablement échoué avec des arguments meilleurs; mais, prise à son propre piège, obligée de se démentir elle-même et convaincue d'arrière-pensée mauvaise, elle perdait toute autorité et tout crédit. Sentant bien que tout espoir de persuasion lui était désormais interdit, elle s'est réfugiée dans la colère et les manifestations de violence.

Alors éclatent les récriminations inspirées de la presse germanique. Guillaume ne se contient plus; il lance à son peuple la proclamation belliqueuse du 12 janvier; il ne rêve plus que sang et carnage, et ce pacifiste de la veille n'est plus qu'un furieux apôtre de la destruction; il éprouve même le besoin d'antidater une lettre soi-disant adressée par lui au chancelier de l'Empire au mois d'octobre précédent, et ainsi sa vanité personnelle se satisfait à encadrer toute cette période d'activité diplomatique entre deux actes émanant de lui et deux documents portant sa signature.

Cabotinage inutile! La lumière était faite et ces gestes vains ne pouvaient réussir à en voiler la clarté. La ruse de l'Allemagne était déjouée; elle ne trompait personne et restait en présence de toutes ses responsabilités.

Le dénouement était proche. Rejetée de la voie oblique dans laquelle elle s'était engagée, l'Alle-

magne se réfugie dans le crime ; elle défie tous les peuples, les menace et lance ses pirates sur toutes les routes de l'Océan. Mais les Alliés ne sont plus seuls à protester. Interprète du droit des nations, le Président Wilson se lève ; sa voix dépasse l'enceinte du Congrès de Washington et son verdict traverse les mers pour aller porter dans tous les continents la condamnation prononcée par un homme impartial et juste contre une puissance cruelle, ambitieuse et déloyale.

Telle est la conclusion de la manœuvre allemande.

G. Reynald,

Sénateur de l'Ariège.

LA MANŒUVRE ALLEMANDE

I

LETTRE DU KAISER

A M. DE BETHMANN-HOLLWEG

Nouveau Palais, 31 octobre 1916.

Mon cher Bethmann,

J'ai encore réfléchi longuement au sujet de notre conversation. Il est clair que les peuples ennemis, en proie à la psychose de guerre et menés par le mensonge dans l'aveuglement de la lutte et de la haine, ne comptent pas, parmi eux, d'homme qui soit en situation et qui ait le courage moral nécessaire pour prononcer le mot libérateur.

Faire la proposition de paix, c'est accomplir un acte moral nécessaire pour libérer l'univers, y compris les neutres, du fardeau qui l'accable. Pour un pareil acte, il faut un souverain qui ait une conscience et qui se sente responsable devant Dieu, et qui ait, pour les hommes de son pays et pour les ennemis, un cœur qui, sans souci de la fausse interprétation que l'on pourra donner volontairement de ses démarches, veuille libérer le monde de ses souffrances.

J'ai ce courage. Je veux oser cet acte, me confiant en Dieu. Présentez-moi bientôt les notes, préparez tout!

NOTE DU CHANCELIER ALLEMAND

AUX ÉTATS NEUTRES

Un radiotélégramme émis du poste allemand de Nauen, le 12 décembre, à 13h 20, et adressé à l'ambassade d'Allemagne à Washington, donnait la nouvelle suivante, qu'avait fait présager la prompte convocation du Reichstag et les pourparlers du chancelier avec les membres du Conseil fédéral et les chefs des partis du Parlement :

« Ce matin, le chancelier a reçu l'un après l'autre les représentants des États-Unis d'Amérique, de l'Espagne et de la Suisse, c'est-à-dire des États qui protègent les intérêts allemands dans les pays étrangers ennemis.

« Le chancelier leur a remis une note en les priant de la porter à la connaissance des Gouvernements ennemis. Cette note sera lue et commentée aujourd'hui au Reichstag par le chancelier.

« Dans cette note, les quatre puissances alliées proposent l'ouverture immédiate des négociations de paix ; elles sont fermement convaincues que les propositions qu'elles font pour ces négociations constituent une base appropriée à l'établissement d'une paix durable.

« Les Gouvernements de Vienne et de Sofia ont transmis des notes identiques.

« Le texte en sera également communiqué au Saint-Siège et à tous les autres pays neutres. »

TEXTE DE LA NOTE

REMISE LE 12 DÉCEMBRE 1916 AUX REPRÉSENTANTS DES ÉTATS-UNIS, DE L'ESPAGNE ET DE LA SUISSE A BERLIN

La guerre la plus formidable que l'Histoire ait connue ravage depuis deux ans et demi une grande partie du monde. Cette catastrophe, que les liens d'une civilisation commune plus que millénaire n'ont pu arrêter, frappe l'humanité dans son patrimoine le plus précieux. Elle menace d'ensevelir sous ses ruines le progrès moral et matériel dont l'Europe s'enorgueillissait à l'aurore du vingtième siècle.

Dans cette lutte, l'Allemagne et ses alliées, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie, ont fait preuve de leur force indestructible en remportant des succès considérables sur des adversaires supérieurs en nombre et en matériel de guerre. Leurs lignes inébranlables résistent aux attaques incessantes des armées de leurs ennemis. La récente diversion dans les Balkans a été rapidement et victorieusement contrecarrée.

Les derniers événements ont montré que la continuation de la guerre ne saurait briser leur force de résistance; la situation générale les autorise plutôt à espérer de nouveaux succès.

C'est pour défendre leur existence et la liberté

de leur développement national que les quatre puissances alliées ont été contraintes à prendre les armes. Les exploits de leurs armées n'y ont rien changé ; pas un seul instant elles ne se sont départies de la conviction que le respect des droits des autres nations n'est nullement incompatible avec leurs propres droits et intérêts légitimes. Elles ne cherchent pas à écraser ou à anéantir leurs adversaires. Conscientes de leur force militaire et économique et prêtes s'il le faut à continuer la lutte qui leur est imposée, mais animées en même temps du désir d'arrêter le flot de sang et de mettre fin aux horreurs de la guerre, les quatre puissances alliées proposent d'entrer dès maintenant en négociations de paix.

Elles sont persuadées que les propositions qu'elles apportent et qui visent à assurer l'existence, l'honneur et le libre développement de leurs peuples seraient propres à servir de bases à l'établissement d'une paix durable.

Si malgré cette offre de paix et de conciliation la lutte devait continuer, les quatre puissances alliées sont déterminées à la conduire jusqu'à une fin victorieuse, en déclinant solennellement toutes responsabilités devant l'humanité et l'Histoire.

DISCOURS DU CHANCELIER ALLEMAND

AU REICHSTAG

(SÉANCE DU 12 DÉCEMBRE 1916)

Messieurs,

L'espoir de voir se produire prochainement des événements favorables sur les champs de bataille nous a déterminés à ne pas ajourner davantage le Reichstag et à laisser le président libre de fixer le jour d'une prochaine assemblée plénière.

Notre espoir s'est réalisé rapidement et au delà de ce que nous attendions.

Je serai bref.

L'intervention de la Roumanie dans la lutte devait nous porter un coup fatal en Orient, ainsi qu'à nos alliés. En même temps, la grande offensive de la Somme devait rompre notre front occidental et de nouvelles attaques des Italiens devaient paralyser l'Autriche-Hongrie. La situation était grave.

Avec l'aide de Dieu, nos brillantes troupes ont créé une situation qui nous donne une sécurité plus grande que jamais. (*Applaudissements.*)

Le front occidental reste solide. Non seulement il résiste à l'ennemi, mais, malgré la campagne de Roumanie, il reçoit plus de réserves qu'auparavant en hommes et en matériel. (*Applaudissements.*)

Des mesures plus que satisfaisantes ont été prises contre toute diversion des Italiens.

Pendant que le canon grondait sur la Somme et sur le Carso, pendant que les Russes se jetaient sur la

frontière orientale de la Transylvanie, Mackensen, conduisant d'une manière géniale des troupes rivalisant de bravoure et d'endurance, rendait possible ce qui était impossible. (*Applaudissements.*)

Il s'emparait de toute la Valachie occidentale et de la capitale ennemie. (*Applaudissements.*)

Le maréchal von Hindenburg ne s'arrêta pas là ; les opérations militaires continuent. (*Applaudissements.*)

En même temps, grâce à notre épée, la situation économique se raffermit. (*Applaudissements.*) De grandes provisions de céréales et de denrées alimentaires, du pétrole et d'autres marchandises sont tombées entre nos mains en Roumanie, et nous sommes en train d'en effectuer le transport. Malgré le peu de denrées dont nous disposions, nous aurions pu nous en tirer avec nos propres ressources ; maintenant, la sécurité économique est également hors de doute. (*Applaudissements.*)

Les actions héroïques de nos sous-marins se joignent dignement aux exploits de terre. (*Applaudissements.*) Le spectre de la faim que les ennemis voulaient agiter devant nous ne les épargnera pas eux-mêmes. (*Applaudissements.*)

Lorsque, après la première année de guerre, l'Empereur s'adressa publiquement au peuple, il prononça les paroles suivantes :

« De grandes épreuves rendent l'homme humble et fortifient son cœur. » Jamais l'Empereur n'a nourri d'autre sentiment pour le peuple, et aujourd'hui il n'en nourrit pas d'autres. La direction générale et les actions d'héroïsme inouï ont créé une situation solide comme l'airain ; la fatigue à l'intérieur sur laquelle l'ennemi comptait a été également un faux calcul.

Le Reichstag allemand, par la loi sur le service auxiliaire patriotique, a contribué à créer une nouvelle armée défensive : derrière l'armée allemande se tient le peuple au travail. (*Applaudissements.*) La force gigantesque de la nation est au service d'un seul but commun. L'Empire allemand n'est pas une forteresse

assiégée, comme l'ennemi se le représente, mais un camp uni, puissant, discipliné, disposant de moyens inépuisables. (*Applaudissements.*)

Fidèlement et solidement unis, nos braves frères d'armes combattent sous les bannières austro-hongroise, turque et bulgare. Sans nous laisser troubler par les discours des ennemis qui nous attribuent tantôt des plans de conquête mondiale, tantôt des appels désespérés de paix, nous avons suivi notre route avec décision et nous continuons ainsi à nous défendre et à nous battre pour l'existence du peuple et la sécurité de l'avenir. (*Applaudissements.*)

Nous sommes toujours prêts à offrir la paix à ce prix, car notre puissance ne nous enlève pas le sentiment de notre responsabilité devant Dieu, devant le peuple et l'humanité. (*Applaudissements.*) Nos adversaires n'ont pas prêté l'oreille aux déclarations que nous avons faites jusqu'à présent au sujet de nos dispositions pacifiques. Aujourd'hui, nous avons fait une démarche nouvelle.

Aux termes de la Constitution, l'Empereur avait à prendre personnellement, le 1er août 1914, la décision la plus difficile que jamais Allemand ait eu à prendre : l'ordre de mobilisation imposé par la mobilisation russe.

Au cours de ces longues et dures années de guerre, l'Empereur eut en vue seulement la manière dont la paix pourrait être rendue à l'Allemagne, jouissant de la plus grande sécurité après des combats victorieux. Personne ne le sait mieux que moi, qui porte la responsabilité de tous les actes du Gouvernement. Animé du profond sentiment de ses devoirs moraux et religieux à l'égard du peuple et de l'humanité, l'Empereur juge le moment venu de poser un acte officiel de paix. En conséquence, en complet accord et de concert avec ses hauts alliés, Sa Majesté a pris la décision de proposer aux puissances l'ouverture de pourparlers de paix. (*Vives approbations ; mouvements.*)

Ce matin, j'ai transmis aux représentants des puissances qui protègent nos intérêts dans les États enne-

mis, savoir les représentants de l'Espagne, des États-Unis et de la Suisse, une note adressée à toutes les puissances ennemies avec prière de la leur communiquer. Il en a été de même aujourd'hui à Vienne, Constantinople et Sofia. Les autres États neutres et le Pape ont également été informés de notre démarche.

Le chancelier donne ensuite lecture de la note aux neutres publiée ci-dessus. Puis il conclut en ces termes :

Messieurs,

En août 1914, nos ennemis ont soulevé la question de la force dans la guerre mondiale. Aujourd'hui, nous soulevons la question de l'humanité par la paix. Ce que sera la réponse de l'ennemi, nous l'attendons avec le calme que nous donnent nos forces extérieures et intérieures et avec une conscience tranquille. (*Applaudissements.*)

Si les ennemis repoussent cette proposition, s'ils veulent assumer la responsabilité des événements effrayants qui se produiront encore, chaque cœur allemand, jusque dans la plus humble chaumière, s'enflammera de sainte colère contre un adversaire qui, pour satisfaire sa soif d'anéantissement et de conquête, ne veut pas mettre un terme aux tueries de la guerre. (*Applaudissements à droite.*)

A l'heure décisive, nous avons pris une résolution décisive. Elle est marquée du sang de centaines de mille de nos fils et frères qui donnent leur vie pour la sécurité de la patrie.

Dans cette lutte entre peuples qui a mis à nu toutes les horreurs de la vie terrestre et aussi toute la grandeur, tout le courage et toute la volonté de l'homme à un degré qui n'a encore jamais été atteint, Dieu nous jugera. Pour nous, nous irons notre chemin sans peur et sans reproche, résolus à combattre et prêts à conclure la paix. (*Vifs applaudissements.*)

LA NOTE ALLEMANDE AU PAPE

PRÉSENTÉE PAR LE MINISTRE MUHLBERG AU CARDINAL GASPARRI,

LE 12 DÉCEMBRE 1916

Comme suite à un ordre donné, j'ai l'honneur de remettre à Votre Éminence le texte de la déclaration adressée par le Gouvernement impérial aujourd'hui même aux Gouvernements des États avec lesquels l'Empire allemand se trouve en état de guerre, par l'entremise des puissances chargées de la protection des intérêts allemands.

Les Gouvernements austro-hongrois, ottoman et bulgare expriment de la même manière qu'ils sont prêts à entamer des négociations sur la paix.

Les motifs qui ont déterminé l'Allemagne et ses alliés à faire cette démarche sont connus. Depuis deux années et demie, la guerre ravage le continent européen ; d'innombrables monuments de la civilisation sont anéantis ; de larges espaces de terrain sont arrosés de sang ; des millions de vaillants guerriers sont tombés et des millions d'infirmes retournent dans leurs foyers. Le deuil et la douleur emplissent presque chaque maison.

Ce n'est pas seulement chez les belligérants, mais aussi chez les neutres que sévissent durement sur les peuples les conséquences dévastatrices d'une dure lutte. Tout le commerce, échafaudé laborieusement dans les années de paix, s'écroule, les meilleures forces des

peuples sont soustraites à la création d'œuvres utiles. L'Europe, consacrée autrefois à l'épanouissement de la religion et de la civilisation et à la solution de problèmes sociaux, qui constituait autrefois le foyer des sciences, des arts et du travail pacifique, ressemble à un grand camp de guerre dans lequel les acquisitions et le travail de plusieurs décades courent à leur ruine.

L'Allemagne mène une guerre défensive contre le travail de destruction de ses ennemis ; elle combat pour la sécurité complète de ses frontières, pour la liberté du peuple et le droit de ce dernier de développer librement et dans la paix ses forces intellectuelles et économiques, sans entrave et avec les mêmes droits que les autres États.

Toujours plus clairement, nos ennemis dévoilent leurs plans de conquêtes ; mais les glorieuses armées alliées sont maintenant inébranlables pour protéger les frontières de la patrie. Elles sont encouragées et portées par la certitude que l'ennemi ne réussira jamais à briser leur mur d'airain. Les combattants savent que derrière eux se tient le peuple entier, décidé dans son amour de la patrie à défendre jusqu'à la dernière extrémité le patrimoine moral et économique, l'organisation sociale et chaque pouce de territoire de la patrie, et conscient de sa force.

Mais aussi, un sombre avenir est réservé à l'Europe en cas de continuation de la guerre, et, plein de douleur devant les misères sans nom et les souffrances de la communauté humaine, l'Empire allemand renouvelle, sous une forme solennelle, de concert avec ses alliés, l'offre déjà formulée par la bouche du chancelier de l'Empire de rendre la paix au monde, demandant s'il n'est pas possible de trouver une base d'entente.

Sa Sainteté le Pape, depuis le premier jour de son pontificat, donne aux innombrables victimes de cette guerre de très nombreuses marques de bienveillante sympathie. Par lui, de profondes blessures ont été pansées et le sort de milliers de victimes de la catastrophe a été rendu plus supportable.

Dans sa haute fonction, le Pape a saisi chaque occasion d'agir dans l'intérêt de l'humanité souffrante pour terminer le sanglant conflit.

Le Gouvernement impérial croit donc pouvoir espérer que l'initiative des quatre puissances trouvera un écho bienveillant auprès du Pape, et que l'œuvre de paix pourra compter sur le précieux appui du Saint-Siège apostolique.

COMMUNICATION

DU GOUVERNEMENT AUSTRO-HONGROIS

(TÉLÉGRAMME OFFICIEL DU CABINET DE VIENNE

EN DATE DU 12 DÉCEMBRE 1916)

Lorsque, en été 1914, la longanimité de l'Autriche-Hongrie fut épuisée par une série de provocations et de menaces poursuivies systématiquement et s'accroissant sans cesse, et que la monarchie, après près de cinquante années de paix ininterrompue, se vit obligée de saisir l'épée, ce qui l'a déterminée à prendre cette grave décision, ce ne furent ni des projets d'agression ni des intentions de conquêtes, mais exclusivement la dure nécessité de la légitime défense. Défendre son existence et se prémunir pour l'avenir contre d'aussi perfides complots, tels ont été la mission et le but de la monarchie dans la guerre actuelle.

De concert avec ses alliés et fidèles frères d'armes, l'armée et la flotte de l'Autriche-Hongrie ont remporté en combattant et en versant leur sang, mais aussi en attaquant et en vainquant, de brillants succès et ont confondu les intentions de leurs adversaires. La Quadruplice a non seulement remporté une suite incalculable de victoires, mais elle tient aussi en sa possession de vastes territoires ennemis. Sa force est intacte, et le dernier et perfide adversaire a tout récemment eu encore à la ressentir.

Inébranlable est la tenace volonté de résistance de la

population. Les ennemis ne peuvent plus jamais espérer pouvoir vaincre et écraser cette alliance de puissances. Jamais ils ne réussiront à la réduire par un blocus ou par des mesures visant à l'affamer. Leurs buts de guerre, dont ils ne sont pas plus proches dans la troisième année de guerre, se révéleront par la suite comme absolument impossibles à atteindre. La poursuite de la lutte est donc inutile et vaine pour les adversaires.

Par contre, les puissances de la Quadruple Alliance ont efficacement poursuivi leurs buts en se défendant contre l'attaque projetée et concertée de longue main contre leur existence et leur intégrité et en acquérant des garanties effectives contre la répétition d'une pareille menace de leur existence et de leur développement pacifique. Elles ne se laisseront plus jamais écarter du terrain de leur existence assuré par les avantages remportés.

La continuation de la guerre meurtrière au cours de laquelle les adversaires détruisent beaucoup sans pouvoir toutefois, suivant la ferme conviction de la Quadruplice, rien changer au destin, apparaît toujours comme la destruction gratuite de vies humaines et de biens, comme une chose inhumaine qu'aucune nécessité ne justifie, comme un crime contre la civilisation.

Cette conviction et l'espoir que le même sage avis peut aussi prévaloir dans le camp adverse ont fait naître au sein du Cabinet de Vienne, agissant en complet accord avec les Gouvernements des puissances alliées, la pensée d'entreprendre une tentative ouverte et loyale pour aboutir à une discussion avec les adversaires dans le but de préparer la paix.

A cet effet, les Gouvernements d'Autriche-Hongrie, d'Allemagne, de Turquie et de Bulgarie ont adressé aujourd'hui aux représentants diplomatiques des États chargés de la protection de leurs ressortissants des notes identiques pour être communiquées aux puissances ennemies, exposant leur disposition à entrer en pourparlers de paix avec leurs adversaires et contenant

la demande de transmettre des ouvertures par l'intermédiaire de leurs Gouvernements aux États ennemis en question.

En même temps, cette démarche était portée par une note spéciale à la connaissance des représentants du Saint-Siège, et le Pape était sollicité de s'intéresser activement à cette offre de paix.

Les représentants des autres États neutres accrédités dans les quatre capitales ont été également informés de la démarche en vue de renseigner leurs Gouvernements.

Par cette démarche, l'Autriche-Hongrie et ses alliés ont donné une nouvelle preuve décisive de leurs sentiments pacifiques. Il appartient maintenant à nos adversaires de témoigner leurs sentiments devant le monde entier. Mais quel que soit le résultat de sa démarche, la Quadruple Alliance ne peut plus assumer de responsabilité devant le tribunal de ses propres peuples pour la continuation à elle imposée de la guerre.

ORDRE DE GUILLAUME II A SES ARMÉES

(12 DÉCEMBRE 1916)

Sous l'influence des victoires remportées par votre bravoure, moi et les monarques des trois États en alliance avec moi avons fait à l'ennemi une offre de paix.

Il n'est pas certain que l'objet vers lequel tend cette offre soit atteint.

En attendant, vous aurez à continuer, avec l'aide de Dieu, à résister et à continuer à battre l'ennemi.

Du grand quartier général, le 12 décembre.

GUILLAUME, Empereur-Roi.

ORDRE DE L'EMPEREUR D'AUTRICHE A SES ARMÉES

(12 DÉCEMBRE 1916)

Le secours de Dieu tout-puissant, le courage et la fermeté que vous et nos braves alliés vous avez témoignés, nous permettent d'affirmer que notre victoire est incontestable et définitive.

Pour que les peuples qui tiennent tête courageusement dans ces temps d'épreuve puissent jouir des bénédictions de la paix, j'ai, en parfait accord avec mes alliés, adressé à l'ennemi des propositions de paix.

Nous ne pouvons encore dire que le but que nous cherchons sera obtenu. Vous continuerez à résister à l'ennemi jusqu'à ce que la paix soit conclue et que nos adversaires s'avouent irrémédiablement battus.

CHARLES.

DÉCLARATIONS DE M. SONNINO

A LA CHAMBRE ITALIENNE

(SÉANCE DU 13 DÉCEMBRE 1916)

En réalité, le ministre suisse m'a présenté une note du Gouvernement allemand et des trois puissances ses alliées, proposant que des négociations de paix soient entamées. (*Marques d'attention.*) Le ministre suisse a ajouté qu'il faisait cette communication en sa qualité de représentant des intérêts allemands en Italie et que ce n'était pas son intention de faire une fonction quelconque de médiation. Je lui ai répondu en prenant acte et en le remerciant.

Afin de répondre à la demande contenue dans l'interrogation, je puis aussitôt déclarer que dans la note il n'y a aucune indication de paix. D'ailleurs, le texte de la note traduit fut communiqué par l'Agence Stefani. Dans le texte original français, les paroles faisant allusion aux conditions de paix sont les suivantes :

« Les quatre puissances alliées proposent d'entrer dès à présent en négociations de paix. Elles sont persuadées que les propositions qu'elles y apporteraient, et qui auraient pour but d'assurer l'existence, l'honneur et le libre développement de leurs peuples, seraient propres à servir de base au rétablissement d'une paix durable. »

Voilà tout. Pour le reste, il s'agit de raisonnements sur la guerre. J'ai répondu au ministre de Suisse que

naturellement, je m'accorderai, après avoir entendu mes collègues, avec les autres Gouvernements alliés au sujet de la réponse (*Marques d'attention*) à cette note, qui a été également concertée entre les quatre puissances ennemies.

Je voudrais prier le député qui m'interroge et les autres, s'ils en avaient l'intention, de ne pas prolonger cette discussion (*Approbation générale*) et cela pour le motif suivant : dans une matière aussi délicate, il est très important que les Alliés procèdent pleinement à l'unisson, non seulement dans la substance et dans le fond, ce qui va sans dire, mais même dans la manière de forme (*Approbation générale*), et cela serait impossible si chacun voulait aussitôt *a priori* manifester ses impressions particulières. Je n'ai rien d'autre à ajouter. (*Très vive approbation générale.*)

DISCOURS

DE M. BRIAND, PRÉSIDENT DU CONSEIL,

A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

(SÉANCE DU 13 DÉCEMBRE 1916)

Messieurs, c'est dans la minute même où elle proclame sa victoire sur tous les fronts que l'Allemagne, sentant au fond d'elle-même l'impossibilité de vaincre, nous envoie à travers l'espace certaines paroles sur lesquelles il ne m'est pas possible de ne pas m'expliquer. (*Très bien! Très bien!*)

Vous avez lu le discours prononcé par M. de Bethmann-Hollweg, chancelier de l'Empire allemand.

Sur ce discours, dont je n'ai pas le texte authentique, il m'est impossible de me prononcer. Je ne peux pas vous apporter une opinion officielle. Aucun Gouvernement n'a d'ailleurs été saisi jusqu'ici de ces prétendues propositions, et il est douteux que ceux dont on demande dans le moment présent, dans les conditions présentes, l'entremise, acceptent une tâche aussi délicate et qui pourrait inquiéter bien des consciences.

Sur le fond des choses, comme en toutes circonstances, c'est seulement une opinion réfléchie, débattue, arrêtée en complet accord, en pleine solidarité avec nos alliés qu'officiellement je pourrais vous apporter.

Mais j'ai le droit et j'ai le devoir dès maintenant de réagir contre un empoisonnement possible de mon pays... (*Applaudissements sur tous les bancs.*)

Quand je vois que l'Allemagne s'arme jusqu'aux dents, qu'elle mobilise toute sa population civile au risque de

briser son commerce, son industrie, de désorganiser ses foyers, dont elle est si fière, que tous ses fourneaux d'usine rougissent pour la production de guerre, qu'elle lève partout, en violation du droit des gens, dans leur pays, des hommes pour les obliger à travailler pour elle (*Vifs applaudissements*), si je ne criais pas à mon pays : « Attention ! Prenons garde ! », je serais bien coupable. (*Applaudissements.*)

Messieurs, remarquez que ce qui nous vient de là-bas c'est une invitation à négocier la paix. Elle nous est faite dans les conditions que vous savez : la Belgique envahie, la Serbie envahie, la Roumanie envahie, dix de nos départements envahis.

. . . . . .

Elle nous est faite dans l'imprécision et dans le vague, avec des paroles solennelles destinées à troubler les esprits, à remuer les consciences, à inquiéter les cœurs chez des peuples qui portent le deuil de tant de morts. Messieurs, c'est un moment redoutable sur lequel j'appelle votre attention.

Je discerne dans ces déclarations le même cri de conscience qui toujours cherche à tromper les neutres et tente peut-être aussi d'abuser ce qu'il y a d'éléments clairvoyants dans le peuple allemand. « Cette horrible guerre, proclame-t-on, ce n'est pas nous qui l'avons déchaînée. »

C'est constamment ce cri qui revient sur les lèvres allemandes : « Nous avons été attaqués, nous nous défendons, nous sommes des victimes. »

A ce cri, d'abord, je veux répondre encore pour la centième fois : « Non ! C'est vous qui fûtes les agresseurs... (*Applaudissements sur tous les bancs.*) Quoi que vous disiez, les faits sont là qui vous le crient. Le sang est sur vos têtes et non sur les nôtres. » (*Applaudissements prolongés sur tous les bancs.*)

De plus, dans les conditions où ces propositions sont faites, j'ai le droit de les dénoncer comme une manœuvre, comme un piège grossier ; quand, après avoir lu des paroles comme celles-ci : « Nous voulons donner

à nos peuples toutes les libertés dont ils ont besoin, tous les moyens de vivre et de prospérer qu'ils peuvent désirer », je constate que, dans le même document, ce que généreusement nos ennemis offrent aux autres nations, c'est, à titre d'aumône, de bien vouloir consentir à ne pas les écraser, à ne pas les anéantir, je m'écrie : « Est-ce vraiment cela qu'après la Marne, qu'après l'Yser, qu'après Verdun, à la France glorieuse et debout, on ose offrir ? » (*Vifs applaudissements sur tous les bancs.*)

Il faut méditer un pareil document, il faut voir ce qu'il représente dans la minute où il est lancé à travers le monde et vers quel but il va.

. . . . . .

Ce que j'apporte à cette tribune, ce sont de simples impressions ; je ne les y aurais pas apportées, si je n'avais pas le devoir de mettre mon pays en garde (*Très bien ! Très bien !*) contre ce qui pourrait produire en lui une démoralisation.

Ce n'est pas que je doute de sa clairvoyance (*Très bien ! Très bien !*) ni de sa perspicacité. Je suis bien sûr...

. . . . . .

...qu'il ne sera pas dupe.

Mais quand même, du haut de cette tribune, avant que les propositions soient officielles, j'ai le droit de dire qu'il y a là une ruse. (*Applaudissements sur tous les bancs.*) Il y a là une tentative pour dissocier les Alliés, pour troubler les consciences et faire chanceler le moral des peuples.

Alors, Messieurs, m'excusant d'avoir été si long, — mais vous ne me reprocherez pas d'avoir traité cette question... (*Applaudissements*) — je termine en disant : « La République Française ne fera pas moins aujourd'hui que jadis, en de semblables circonstances, la Convention. » (*Vifs applaudissements au centre, à l'extrême gauche et sur plusieurs bancs à gauche.*)

DÉCLARATIONS DU COMTE TISZA
A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS DE HONGRIE

(SÉANCE DU 14 DÉCEMBRE 1916)

Je voudrais spécifier que le point de vue exposé dans la note que je viens de lire ne contient en réalité rien de nouveau, mais expose simplement l'attitude de la Monarchie et de ses alliés pendant toute la guerre et avant la guerre. Ce fait doit être relevé pour donner sa véritable importance à la démarche que nous venons d'entreprendre.

. . . . . .

Lorsque l'Entente nous força à prendre les armes pour nous défendre contre une provocation sans exemple, nous avons été obligés de protéger nos intérêts vitaux et notre existence menacée. Pourtant, nous avons tiré l'épée sans aucune pensée de conquête, sans aucune haine, sans aucune intention d'anéantir nos adversaires. Nous avons toujours été prêts à faire la paix. Avant la guerre, lorsque la guerre éclata et pendant toute sa durée, nous n'avons pas pu exprimer notre désir de paix d'une façon solennelle, parce que nous nous trouvions en face d'un ennemi qui cherchait à nous anéantir et auquel nous ne pouvions faire des propositions de paix que lorsque personne ne pourrait plus voir là, de notre part, un signe de faiblesse.

UNE COMMUNICATION RUSSE

(15 décembre 1916)

. . . . . .

Le manque de sincérité et le but de la proposition allemande sont évidents.

Les Gouvernements ennemis ont besoin d'employer des moyens héroïques pour compléter les lacunes de leurs armées.

On projette en Allemagne une espèce de servage sous forme de travaux militaires obligatoires.

Enfin, le Gouvernement allemand, pour réchauffer le cœur de son peuple et le préparer à des sacrifices nouveaux, tend à créer un terrain favorable, cherchant à prouver la thèse suivante : « Nous luttons pour notre existence. Nous proposons la paix. On nous la refuse, donc la responsabilité de la continuation de la guerre incombe à nos ennemis. »

Mais le but que poursuit l'Allemagne est clair. Elle parle de son respect et de ses égards pour les droits des autres nations, mais en même temps elle introduit en Serbie, en Belgique, au Monténégro et en Pologne un régime de terreur et de violence.

Quant à l'avenir, on sait que l'Allemagne ne proclama pour la Pologne qu'une indépendance illusoire. Elle se propose de partager la Serbie entre la Bulgarie et l'Autriche, d'asservir économiquement la Belgique, de céder à la Bulgarie une partie du territoire roumain. De sorte que partout l'idée de l'hégémonie allemande prédominera. D'ailleurs, à ce sujet, les derniers

discours de M. de Bethmann-Hollweg révèlent les véritables aspirations du Gouvernement allemand.

Aujourd'hui que les puissances de l'Entente proclament leur inébranlable volonté de mener la guerre à bonne fin et d'empêcher l'Allemagne d'établir son hégémonie, *nos ennemis ne peuvent ignorer qu'il n'existe aucun terrain favorable pour des pourparlers de paix.*

Nos ennemis connaissaient les discours de MM. Lloyd George, Briand, Boselli, et la déclaration de M. Trepof; ils étaient donc sûrs que leur proposition était inacceptable.

Elle est inacceptable, non parce que les puissances de l'Entente, amies de la paix, n'y tendent point, mais parce que *la paix offerte par l'Allemagne est un piège* tendu à l'opinion publique. La preuve en est que les Gouvernements ennemis évitent soigneusement de mentionner les conditions de la paix qu'ils proposent.

Nous sommes persuadés que cette nouvelle entreprise des perturbateurs de la paix n'induira personne en erreur et qu'elle est condamnée à un échec comme les précédentes.

Les puissances de l'Entente assumeraient une terrible responsabilité devant leurs peuples et devant toute l'humanité si elles suspendaient la lutte : suspension que l'Allemagne mettrait certainement à profit pour implanter son hégémonie en Europe.

Les innombrables sacrifices faits par les Alliés seraient anéantis par une paix prématurée avec un adversaire qui est épuisé, mais non encore abattu.

La ferme volonté des puissances de l'Entente de mener la guerre jusqu'au triomphe final ne saura être affaiblie par aucune proposition illusoire de l'ennemi.

DÉCLARATION
DU GOUVERNEMENT BRITANNIQUE
A LA CHAMBRE DES COMMUNES

(SÉANCE DU 15 DÉCEMBRE 1916)

Depuis la dernière séance de la Chambre, les journaux ont été pleins de propositions de paix émanant de Berlin. Jusqu'à présent, aucune proposition de ce genre n'a été reçue par le Gouvernement. Il est évident, dans ces conditions, qu'aucun membre du Cabinet ne saurait faire de déclaration sur ce sujet, et, personnellement, je suis d'avis qu'il vaut mieux en parler aussi peu que possible aux Communes. Il est une chose, cependant, que, même dans les circonstances présentes, je crois nécessaire de dire. Lors du dernier vote de crédits, le premier ministre d'alors, dans une émouvante péroraison prononcée sous le coup d'un cruel deuil personnel, a déclaré : « Les Alliés sont résolus à ce que nos ennemis fournissent d'adéquates réparations pour le passé et des garanties adéquates pour l'avenir. » Telle est toujours la politique, telle est toujours la détermination du Gouvernement de Sa Majesté.

DISCOURS DE M. LLOYD GEORGE
PREMIER MINISTRE BRITANNIQUE
A LA CHAMBRE DES COMMUNES

(SÉANCE DU 19 DÉCEMBRE 1916)

La déclaration faite par le chancelier au Reichstag a été suivie d'une note que nous ont présentée les États-Unis d'Amérique, sans y joindre d'autres notes ou commentaires.

La réponse qu'y fera le Gouvernement britannique sera faite en plein accord avec ses vaillants alliés.

Naturellement, il y a eu échange de vues, non pas relativement à la note, laquelle est arrivée trop récemment, mais relativement au discours qui annonçait cette note ; et comme cette note n'est virtuellement que la reproduction ou la paraphrase du discours, le fond de cette note a été discuté officieusement entre alliés, et je suis heureux de pouvoir déclarer que, les uns et les autres, nous sommes arrivés séparément et indépendamment à des conclusions identiques.

Je suis très heureux que les premières réponses à la déclaration du chancelier allemand émanent de la France et de la Russie. A la France et à la Russie appartenait indiscutablement de répondre les premières à une pareille invitation. L'ennemi est toujours sur leurs territoires et leurs sacrifices ont été les plus considérables. Leur réponse a déjà été publiée par la presse.

Je viens ici simplement aujourd'hui, au nom du Gouvernement britannique, donner son appui clair et défini aux déclarations faites par la France et la Russie.

Voyons en quoi consiste la déclaration et examinons-la avec calme.

Tout homme ou groupe d'hommes qui, de gaieté de cœur et sans cause suffisante, prolonge une lutte terrible comme celle-ci, aurait sur sa conscience un crime que des océans ne sauraient laver.

Mais, d'autre part, il est également vrai que tout homme ou groupe d'hommes qui, obéissant à un sentiment de fatigue ou de désespoir, abandonnerait la lutte sans avoir atteint le but élevé pour lequel nous y sommes entrés, serait coupable du plus coûteux acte de lâcheté qu'un homme d'État ait jamais commis.

Permettez-moi de citer les paroles bien connues prononcées par Abraham Lincoln dans des circonstances analogues.

« Nous avons accepté cette guerre avec un objet en vue, un objet international, et la guerre cessera quand cet objet aura été réalisé. Devant Dieu, j'espère qu'elle ne cessera pas avant ce moment. »

Avons-nous des chances d'atteindre cet objet en acceptant l'invitation du chancelier?

C'est la seule question que nous avons à nous poser.

On parle de propositions de paix. Quelles sont ces propositions? Il n'y en a aucune.

Au moment où l'Allemagne se proclame victorieuse, entrer sur son invitation dans une conférence sans savoir les propositions qu'elle fera, ce serait passer notre tête dans un nœud coulant dont l'Allemagne tiendrait l'extrémité libre.

La Grande-Bretagne a quelque expérience de ce genre d'affaires. Ce n'est pas la première fois qu'elle combat un grand despotisme militaire qui pèse sur l'Europe, ce n'est pas la première fois qu'elle aura aidé à renverser un grand despotisme militaire. Nous avons un souvenir inquiétant de ces choses dans notre histoire, et nous pouvons rappeler l'époque où un des plus

grands de ces despotes avait une arrière-pensée à satisfaire pour l'exécution de ses plans criminels.

Son procédé favori consistait à se présenter sous les apparences de l'ange de la paix, et il le faisait ordinairement, dans deux cas, quand il lui fallait du temps pour assimiler ses conquêtes ou réorganiser ses forces pour de nouvelles conquêtes, et encore quand ses sujets manifestaient des symptômes de fatigue de la guerre.

Alors son appel était toujours fait au nom de l'humanité. Il demandait la fin d'une effusion de sang dont il se disait épouvanté, mais dont il était lui-même principalement responsable.

Nos ancêtres s'y laissèrent prendre une fois, et l'Europe et eux-mêmes s'en repentirent amèrement. Il consacrait ce temps à réorganiser ses forces pour des attaques plus terribles que jamais contre les libertés de l'Europe.

Les exemples de cette nature nous font regarder la note allemande avec la grande inquiétude que nous inspirent les sentiments du passé. Avant de prendre en considération l'invitation allemande, notre sentiment est que nous devrions savoir si l'Allemagne est préparée à accéder aux conditions auxquelles il est possible d'obtenir et de maintenir la paix en Europe.

Quelles sont ces conditions?

Elles ont été exposées maintes fois par les principaux hommes d'État alliés.

M. Asquith, à plusieurs reprises, les a énumérées dans cette enceinte et hors de cette enceinte. Tout ce que je puis faire est de citer les paroles qu'il prononçait la semaine passée :

« Restitution et réparation, garanties contre le renouvellement d'une pareille agression, de façon qu'il n'y ait plus le moindre doute ; car il est important au premier chef qu'il n'y ait plus de doute dans une question de vie ou de mort pour des millions d'hommes. »

Je répète à mon tour : « Restitution complète, réparation complète et garanties efficaces. »

Le chancelier allemand n'a pas prononcé un seul

mot indiquant qu'il était disposé à accepter une restitution. A-t-il soufflé mot d'une réparation quelconque? A-t-il parlé de donner pour l'avenir une assurance que cet attentat contre la civilisation ne serait pas, derechef, perpétré à la première occasion?

Le discours de M. de Bethmann-Hollweg, dans son fond et dans sa forme, est un refus de consentir à la paix aux seules conditions où la paix est possible.

Le chancelier n'a pas même conscience maintenant que l'Allemagne ait commis un crime quelconque contre le droit des nations libres.

Écoutez ce passage de la note :

« Jamais les puissances centrales n'ont dévié un seul instant de leur conviction que le respect des droits des autres nations ne soit pas à un degré quelconque compatible avec leurs propres droits et leurs intérêts légitimes. »

Quand l'Allemagne a découvert cela, où était son respect pour le droit des autres nations? En Serbie, en Belgique, c'était de la légitime défense. Les puissances centrales étaient, je suppose, menacées par les formidables armées belges! C'est sous la pression de l'intimidation, j'imagine, que les Allemands ont envahi la Belgique, brûlé les villes et les villages belges, massacré des milliers d'habitants, jeunes et vieux, emmené les survivants en esclavage.

Ils les emmènent en esclavage au moment même où ils écrivent une note au sujet de leur conviction inébranlable du respect que l'on doit aux droits des autres nations. De pareils attentats ont-ils été perpétrés dans un intérêt légitime pour l'Allemagne? Nous devons le savoir et l'heure actuelle n'est pas une heure de paix.

Si des excuses de cette nature pour des crimes palpables peuvent être présentées deux années et demie après que les faits hideux ont fait ressortir le peu de valeur des garanties précédentes, je le demande solennellement, y a-t-il des garanties nouvelles que de semblables subterfuges ne seront pas employés à l'avenir

pour renverser tout traité de paix qu'on pourrait conclure avec le militarisme prussien?

Le discours de M. de Bethmann-Hollweg prouve que nos adversaires n'ont pas encore appris le *b, a, ba* du respect des droits d'autrui. Sans réparation, la paix est impossible. Les attentats sur mer vont-ils être liquidés par quelques phrases pieuses dans lesquelles on parlera d'humanité? N'y aura-t-il pour eux aucune sanction? Allons-nous, sans qu'une réparation soit offerte ou donnée, serrer amicalement les mains qui commirent ces atrocités? On me dit que nous devrions commencer.

L'Allemagne nous laisse la charge de réparer les dommages après la guerre. Nous avons déjà commencé. Cela nous a déjà coûté beaucoup, et nous obtiendrons les réparations maintenant afin de ne pas laisser à nos enfants cette affreuse charge en héritage.

Si désireux de paix que nous soyons tous, si profondément que cette guerre nous répugne, cette note et le discours qui l'a annoncée ne nous apportent ni un grand encouragement ni un grand espoir pour une paix honorable. Quel espoir le discours nous donne-t-il en faisant maintenant une paix qui serait bâclée? L'esprit arrogant de la caste militaire prussienne, qui est la source de tous ces grands maux, ne sera-t-il pas aussi prédominant que jamais?

Ce discours, qui renferme des suggestions de paix, est une fanfare en l'honneur du triomphe militaire prussien. C'est un long dithyrambe sur la victoire de Hindenburg. Cet appel à la paix est débité avec ostentation du haut du char de triomphe du militarisme prussien.

Nous ne perdons pas de vue un instant les raisons qui nous firent entrer dans cette guerre. Autrement, les sacrifices que nous avons faits seraient vains.

La note allemande dit que c'était pour la défense de leur existence et pour la liberté de leur développement que les puissances centrales ont été forcées de prendre les armes.

De pareilles phrases servent à défendre ceux qui les

écrivent. Elles ont pour objet de tromper la nation allemande, afin de l'amener à soutenir les visées de la caste militaire prussienne.

Qui donc désira jamais mettre fin à leur existence nationale ou à la liberté de leur développement? Tant que ce développement suivait des voies pacifiques, nous lui faisions bon accueil, d'autant plus que l'humanité bénéficiait davantage de leurs efforts. Nous ne désirons nullement porter atteinte à l'existence des puissances centrales, et ce n'est pas non plus notre but aujourd'hui.

Les Alliés entrèrent dans cette guerre pour défendre l'Europe contre l'agression de la domination militaire prussienne, et, ayant commencé, ils doivent insister pour que sa seule fin soit la garantie la plus complète et la plus efficace contre la possibilité que cette caste trouble jamais derechef la paix de l'Europe.

La Prusse, depuis qu'elle est tombée entre les mains de cette caste, a été une mauvaise voisine, arrogante, menaçante et matamore, déplaçant ses frontières selon son bon plaisir, arrachant territoire après territoire à des voisins plus faibles et les ajoutant à ses propres domaines.

La ceinture garnie avec ostentation d'armes offensives, qu'elle est prête à employer à chaque instant, elle fut toujours, pour l'Europe, une voisine désagréable et perturbatrice ; elle était devenue un cauchemar européen, et il n'y eut aucune paix où elle se trouvât.

Les gens qui ont le bonheur de vivre à des milliers de kilomètres loin d'elle se font difficilement une idée de ce que tout cela signifiait pour ses propres voisins. Mais en Angleterre, sous la protection des mers, nous savons quel facteur de troubles était la Prusse avec sa constante menace navale.

Mais nous-mêmes nous avons de la peine à nous imaginer ce que le voisinage de la Prusse signifiait pour la France et la Russie. Même au cours de la génération actuelle, la Prusse leur fit plusieurs fois des

menaces qui les exposaient à des alternatives de guerre ou d'humiliation. Un grand nombre d'entre nous espéraient que des influences intérieures, en Allemagne, auraient été assez fortes pour arrêter et finalement pour faire disparaître ces procédés de bravache. Toutes nos espérances ont été déçues, et maintenant que cette grande guerre a été imposée par les chefs militaires à la France, à la Russie, à l'Italie et à la Grande-Bretagne, ce serait folie, et une cruelle folie, de ne pas tenir la main à ce que les rodomontades agressives qui, à travers les rues de l'Europe, troublaient tous les citoyens paisibles et inoffensifs, ne soient traitées maintenant comme crime contre le droit des gens.

La promesse allemande de respecter une neutralité qui conduisit la Belgique à sa ruine ne satisfera jamais plus l'Europe. Nous avons tous cru à la parole allemande, mais à la première tension, cette parole fut violée et l'Europe a été plongée dans un bain de sang.

En conséquence, nous attendrons de savoir quelles garanties et quelles conditions le Gouvernement allemand nous offre, autres que celles qu'il a violées si légèrement; mais, entre temps, nous mettrons notre confiance dans notre armée intacte plutôt que dans notre foi entamée.

Pour le moment, je ne crois pas à propos, pour moi, d'ajouter quoi que ce soit au sujet de cette invitation particulière. Une réponse en règle sera faite par les Alliés d'ici à quelques jours.

. . . . . .

Quelle est maintenant l'autre partie de la tâche qui m'incombe? Quel est le devoir urgent du Gouvernement? C'est de compléter et de rendre plus efficiente encore la mobilisation de toutes les ressources nationales. Cette mobilisation se poursuit depuis le début de la guerre de façon à permettre à la nation de supporter un effort aussi prolongé qu'il soit et de marcher à la victoire, si longue et si épuisante que puisse être cette entreprise.

La tâche est gigantesque, et permettez-moi de donner à ce sujet un mot d'avertissement : quiconque ne donnera sa confiance à la nouvelle Administration que dans l'espoir d'une prompte victoire doit s'attendre à une déception.

Je ne ferai pas un sombre tableau de la situation militaire, car ce ne serait pas un tableau exact. Mais je ferai un tableau sévère, parce que j'exposerai les faits dans leur réalité. J'ai toujours insisté pour que la nation apprenne à se rendre compte des faits réels dans cette guerre. J'ai attaché à cela une importance énorme, au risque d'être traité de pessimiste. Je crois que quantité de nos malentendus proviennent de certaines opinions exagérées au sujet de nos succès, et d'une disposition malencontreuse à traiter comme des bagatelles des revers réels.

C'est commettre une erreur fondamentale que d'agir ainsi et de s'imaginer qu'en dissimulant les difficultés on peut obtenir l'appui et le concours le meilleur des peuples forts.

Le peuple britannique est aussi gourmand de friandises que n'importe quel autre. Il aime que des choses agréables soient servies à sa table, mais ce n'est pas avec cette nourriture qu'il a été élevé. Ce n'est pas avec cela que l'Empire britannique a été nourri. La Grande-Bretagne ne montre jamais mieux ses meilleures qualités que lorsqu'elle se trouve en présence d'un danger réel.

Voyons, un instant, les choses au pire. L'erreur roumaine a été malheureuse, mais si elle peut prolonger la guerre, elle n'en peut changer les faits fondamentaux. Je ne puis même m'empêcher d'espérer que cette erreur même aura un effet salutaire, attirant l'attention des Alliés sur les défectuosités évidentes de leur organisation, non seulement de leur organisation individuelle, mais de l'organisation dans son ensemble. Si elle fait cela et pousse à de nouveaux efforts, cette erreur sera plutôt une bénédiction. Ce qui est le pire de ce revers véritable, c'est un nuage épais qui vient

de s'élever sur un horizon en train de s'éclaircir. Faisons de notre mieux pour que ce désastre ne nous conduise pas à un plus grand.

C'est pourquoi, ces jours derniers, nous avons pris en Grèce une attitude énergique. Nous ne voulons nous exposer à aucun risque là-bas, mais nous avons décidé de prendre des mesures décisives et nettes, et je crois qu'elles ont abouti.

Nous avons décidé aussi de reconnaître les représentants du grand homme d'État qu'est M. Venizelos.

J'ai voulu déblayer le terrain de ce que je considérais comme le plus mauvais dans la situation militaire, mais j'aimerais à dire un mot au sujet de l'enseignement qui résulte de la lutte sur le front ouest, non pas au point de vue stratégique, mais sur la signification de cette grande lutte, une des plus grandes qu'ait jamais connues l'histoire du monde. Cet enseignement est plein d'encouragement et d'espoir.

Considérons les faits. Notre armée est absolument nouvelle. L'ancienne avait terminé sa tâche et s'était dépensée dans l'accomplissement d'un grand devoir. L'armée actuelle, il y a une année seulement, était encore du minerai dans le sol de la Grande-Bretagne et, certes aussi, de l'Irlande. Elle est devenue du fer. Elle est passée à travers la fournaise chauffée à blanc, et l'ennemi maintenant sait que c'est de l'acier fin.

Cette armée absolument nouvelle est composée d'hommes nouveaux, d'officiers nouveaux pris dans les écoles, des jeunes gens des écoles, des collèges et des comptoirs qui n'avaient jamais été exercés pour la guerre, qui n'avaient jamais pensé à la guerre, et dont peut-être beaucoup n'avaient jamais manié une arme ; de généraux qui n'avaient jamais eu l'occasion de manier de grandes masses humaines.

Quelques-uns parmi nous ont assisté à des manœuvres. Ce qui serait aujourd'hui considéré comme une simple division attaquant un petit village est plus que nos généraux aient jamais eu l'occasion de commander avant la guerre. Comparées avec les grandes manœu-

vres continentales, les manœuvres d'aujourd'hui constituaient des jeux d'enfant, et cependant cette armée nouvelle de nouveaux soldats, de nouveaux officiers et généraux nouveaux pour ce genre de travail, tous ont affronté la plus grande armée du monde, la mieux équipée, la mieux exercée, et ils l'ont battue, bataille après bataille, jour après jour, semaine après semaine.

. . . . . .

Je suis aussi convaincu que jamais de notre victoire finale si la nation se montre aussi ferme, aussi vaillante que nos braves soldats en campagne.

DISCOURS DE M. ASQUITH
A LA CHAMBRE DES COMMUNES

(SÉANCE DU 19 DÉCEMBRE 1916)

De prétendues propositions de paix nous sont arrivées d'Allemagne ; elles sont enveloppées dans le langage familier à l'arrogance prussienne. Comment se fait-il qu'après deux ans de guerre, une puissance si consciente de sa supériorité militaire, si consciente de sa victoire finale, commence à murmurer — non pas à murmurer, mais à crier bien haut, afin que le monde entier n'en ignore — le mot « paix » ? Est-ce un accès soudain de chevalerie? Depuis quand le chevalier allemand est-il devenu si sensible, si soucieux des lois humanitaires?

C'est ailleurs que nous devons chercher l'origine de ces propositions ; elles sont le résultat de nécessités économiques et militaires. (*Applaudissements.*)

. . . . . .

Nous désirons tous la paix, mais ce doit être une paix honorable et non pas une paix honteuse ni un compromis précaire et conclu à la hâte. Ce doit être une paix qui atteigne le but que nous avons recherché en entrant dans cette guerre. Nous accepterons cette paix avec plaisir, mais nous sommes tenus, de par l'honneur et la dette que nous avons contractée vis-à-vis des jeunes gens qui ont donné leur vie pour la cause qu'ils croyaient juste, de repousser toute proposition qui ne nous donnerait pas satisfaction.

Je déclare clairement et solennellement que je ne vois rien dans la note du Gouvernement allemand qui puisse nous induire à croire que celui-ci a l'intention d'accorder aux Alliés les réparations et garanties exigées.

Si les Allemands sont réellement décidés à accorder des réparations pour le passé et des garanties pour l'avenir, qu'ils le disent. (*Vifs applaudissements.*)

II

NOTE DU PRÉSIDENT WILSON AUX ÉTATS BELLIGÉRANTS

REMISE LE 21 DÉCEMBRE 1916 PAR M. SHARP, AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS, AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES FRANÇAIS

Le président des États-Unis m'a chargé de suggérer au Gouvernement français un plan d'action touchant la présente guerre. Il espère que le Gouvernement français le prendra en considération, comme suggéré dans l'esprit le plus amical, et comme venant non seulement d'un ami, mais aussi d'un représentant d'une nation neutre dont les intérêts ont été sérieusement affectés par la guerre, et dont le souci pour sa terminaison rapide résulte d'une nécessité manifeste de déterminer les moyens de sauvegarder pour le mieux lesdits intérêts si la guerre doit continuer.

Voici longtemps que le Président a pensé à faire la suggestion que je suis chargé de présenter. M. Wilson est quelque peu embarrassé pour l'offrir dans le moment présent, parce qu'elle peut sembler aujourd'hui avoir été hâtée par les récentes ouvertures des puissances centrales. En fait, elle n'est associée d'aucune manière avec elles dans son origine, et le Président en aurait retardé l'offre jusqu'à ce que les ouvertures des puissances centrales aient reçu une réponse, si ce n'était le fait que sa suggestion touche aussi à la question de

la paix et peut être mieux examinée en relation avec d'autres propositions, qui ont le même objet. Le Président ne peut que demander que sa suggestion soit jugée sur ses propres mérites, et comme si elle avait été faite en d'autres circonstances.

Le Président suggère qu'une occasion rapprochée soit recherchée pour demander à toutes les nations actuellement en guerre une déclaration publique de leurs vues respectives, quant aux conditions auxquelles la guerre pourrait être terminée et aux arrangements qui seraient considérés comme satisfaisants en tant que constituant des garanties contre le retour ou le déchaînement d'un conflit similaire dans l'avenir, de façon à pouvoir comparer ensemble en toute franchise leurs déclarations.

M. Wilson est indifférent quant aux moyens de réaliser ce qui précède. Il serait heureux lui-même d'aider à son accomplissement ou même de prendre l'initiative à cet égard de quelque façon qui puisse paraître acceptable ; mais il n'a pas le désir de fixer la méthode ni les moyens. Toute manière de procéder lui paraîtra acceptable, pourvu que le grand but qu'il poursuit soit atteint.

Il prend la liberté d'appeler l'attention sur le fait que les objets que les hommes d'État des belligérants des deux côtés ont en vue dans cette guerre sont virtuellement les mêmes, conformément aux déclarations qu'ils ont faites en termes généraux à leurs propres peuples et au monde. De chaque côté, on a désiré rendre les droits et privilèges des peuples faibles aussi assurés contre les agressions ou dénis de justice dans l'avenir que les droits et privilèges des États grands et puissants actuellement en guerre. Chacun désire être lui-même, en

même temps que tous les autres peuples et nations, garanti dans l'avenir contre le retour de guerres comme celle-ci et contre des agressions ou des interventions égoïstes de toute nature.

Chacun se défierait de la formation de tous nouveaux groupements de puissances rivaux dans le but de maintenir un équilibre incertain au milieu de suspicions multipliées ; mais au contraire chacun serait prêt à envisager une ligue des nations pour assurer la paix et la justice dans le monde entier. Avant que le but final puisse cependant être rempli, chacun considère d'abord comme nécessaire de régler les fins de la présente guerre dans des termes qui sauvegarderont d'une manière certaine l'indépendance, l'intégrité territoriale et la liberté politique et économique des nations impliquées.

Dans les mesures à prendre pour assurer la paix future du monde, le peuple et le Gouvernement des États-Unis sont intéressés d'une manière aussi vitale et aussi directe que les Gouvernements actuellement en guerre. En outre, leur intérêt dans les moyens à adopter pour libérer dans le monde les peuples plus petits et plus faibles du péril de l'injustice et de la violence est aussi fort que celui de tout autre peuple ou gouvernement. Ils sont prêts et même impatients de coopérer à l'accomplissement de ces fins, lorsque la guerre sera finie, et cela avec toute l'influence et les ressources dont ils disposent. Mais il faut d'abord que la guerre prenne fin. Quant aux conditions auxquelles cela est possible, les États-Unis n'ont pas la liberté de les suggérer ; mais le président Wilson a le sentiment que c'est son droit et son devoir de faire ressortir l'intérêt profond de l'Union à sa terminaison, de peur qu'il ne soit alors trop tard pour

accomplir les choses plus grandes qui dépendent de cette terminaison, de peur que la situation des nations neutres, aujourd'hui extrêmement dure à supporter, ne soit rendue totalement intolérable, et surtout de peur qu'il ne soit fait à la civilisation elle-même un tort qui ne puisse jamais être racheté ou réparé.

Le Président se sent par suite autorisé à suggérer une occasion immédiate pour faire la comparaison des vues concernant les conditions qui doivent précéder ces arrangements ultimes pour la paix du monde, que tous désirent, et dans lesquelles les nations neutres aussi bien que les belligérantes jouent le rôle pleinement responsable. Si la lutte doit continuer vers des fins indéfinies par une lente agonie jusqu'à ce que l'un ou l'autre des groupes belligérants soit épuisé, si des millions et des millions de vies humaines doivent continuer à être offertes en holocauste jusqu'à ce que l'un des deux groupes n'en ait plus à offrir, si des ressentiments doivent être suscités qui ne puissent jamais être apaisés, et si des désespoirs doivent être engendrés dont on ne puisse se remettre, les espoirs de paix et d'un concert de bonnes volontés des peuples libres seront vains et irréalisables.

La vie du monde entier a été profondément affectée.

Chaque partie de la grande famille humaine a senti le poids et la terreur de ce conflit armé sans précédent. Aucune nation du monde civilisé ne peut se dire véritablement à l'abri de son influence ou en sécurité contre les troubles qui en sont les conséquences. Et cependant, l'objet concret pour lequel il a été engagé n'a jamais été clairement énoncé.

Les dirigeants des différents belligérants ont, comme il a été dit, énoncé ces buts en termes généraux. Mais, formulés en termes généraux, ces objets paraissent les mêmes des deux côtés. Jusqu'à présent, les porte-parole autorisés de chaque côté n'ont jamais confessé les buts précis qui, s'ils étaient réalisés, les convaincraient, ainsi que leurs peuples, que la guerre a atteint sa fin. Le monde en a été réduit à des conjectures quant au résultat définitif, aux échanges actuels de garanties, aux modifications et réajustements territoriaux, au degré même des succès militaires qui amèneraient la guerre à prendre fin.

Il peut se faire que la paix soit plus proche que nous ne le croyons, que les conditions sur lesquelles les belligérants, d'un côté ou de l'autre, se croiraient obligés d'insister ne soient pas aussi inconciliables qu'on a pu le craindre, qu'un échange de vues puisse au moins préparer les voies à une conférence et faire de la concorde permanente des nations un espoir de l'avenir immédiat et rendre immédiatement praticable une entente des nations.

Le président Wilson ne propose pas la paix, il n'offre même pas une médiation. Il propose seulement que des sondages soient effectués afin que nous puissions apprendre, les neutres comme les belligérants, à quelle distance peut se trouver encore le havre de la paix vers lequel toute l'humanité tend dans une aspiration intense et croissante. Il croit que l'esprit dans lequel il parle et le but qu'il poursuit seront entendus par tous les intéressés, et il exprime en toute confiance son espoir d'une réponse qui apportera une nouvelle clarté dans les affaires du monde.

NOTE

DE LA SUISSE AUX ÉTATS BELLIGÉRANTS

ADRESSÉE LE 23 DÉCEMBRE 1916 PAR LE CONSEIL FÉDÉRAL AUX GOUVERNEMENTS DES ÉTATS BELLIGÉRANTS

Le président des Etats-Unis d'Amérique vient d'adresser aux Gouvernements de l'Entente et aux puissances centrales une note en faveur de la paix. Il a bien voulu la communiquer au Conseil fédéral suisse, qui, inspiré du désir ardent de voir bientôt cesser les hostilités, s'était mis en rapport avec lui, il y a déjà cinq semaines.

Dans cette note, le président Wilson rappelle combien il est désirable de conclure des accords internationaux en vue d'éviter d'une façon durable et sûre des catastrophes comme celle dont les peuples ont à souffrir aujourd'hui. Avant tout, il insiste sur la nécessité de mettre fin à la guerre actuelle. Il ne formule pas lui-même de propositions de paix ; il ne propose pas non plus sa médiation ; il se borne à pressentir les belligérants pour savoir si l'humanité peut espérer aujourd'hui se rapprocher d'une paix bienfaisante.

La généreuse initiative personnelle du président Wilson ne manquera pas d'éveiller en Suisse un écho profond. Fidèle au devoir que lui impose l'observation la plus stricte de la neutralité, liée en même temps d'amitié avec les deux groupes de puissances actuellement en guerre, isolée au centre de l'épouvantable

mêlée des peuples, gravement menacée et atteinte dans ses intérêts moraux et matériels, la Suisse aspire à la paix.

La Suisse est prête à aider de toutes ses faibles forces à mettre un terme aux souffrances de la guerre qu'elle voit passer tous les jours avec les internés, les grands blessés et les évacués. Elle est disposée, elle aussi, à jeter les fondements d'une collaboration féconde entre les peuples. C'est pourquoi le Conseil fédéral suisse saisit avec joie l'occasion d'appuyer les efforts du président des États-Unis d'Amérique. Il s'estimerait heureux de pouvoir, même dans la plus modeste mesure, travailler au rapprochement des nations en guerre et à l'établissement d'une paix durable.

MANIFESTE DU TSAR

(ORDRE DU JOUR ADRESSÉ A SES ARMÉES DE TERRE ET DE MER LE 25 DÉCEMBRE 1916)

Au cours d'une paix assurée, il y a plus de deux ans, l'Allemagne, s'étant préparée secrètement depuis longtemps à assujettir toute l'Europe, se précipita subitement sur la Russie et sur sa fidèle alliée, la France ; cette attaque força l'Angleterre à se joindre à nous et à participer à la lutte.

Le mépris de l'Allemagne pour les principes fondamentaux du droit international (mépris rendu évident par la violation de la neutralité belge et par l'impitoyable cruauté des Allemands contre les populations paisibles des endroits occupés) a groupé contre l'Allemagne et son alliée l'Autriche toutes les grandes puissances de l'Europe.

Sous la pression des troupes allemandes fortifiées par l'emploi de moyens techniques considérables, la Russie et la France ont été obligées de céder, pendant la première année de guerre, une partie de leur territoire, mais cette malchance temporaire n'a pas brisé votre courage, ô mes vaillantes troupes, ni celui de nos alliés.

Mais, pendant ce temps, par la tension de tous les efforts de l'État, la différence qui existait entre nos moyens techniques et ceux des Allemands a diminué graduellement.

Il y a longtemps déjà, dès l'automne de l'année passée 1915, l'ennemi ne pouvait plus s'emparer d'un seul

pied du territoire russe, et pendant le printemps et l'été de cette année, il éprouva une série de défaites grandes qui le forcèrent, sur tout le front, à passer de l'offensive à la défensive. Ses forces, apparemment, s'épuisent, et la vigueur de la Russie, ainsi que celle de ses vaillants alliés, continue infailliblement à croître.

L'Allemagne sent venir le moment de la défaite décisive et du châtiment que lui ont mérité ses violations du droit ; c'est pourquoi, agissant maintenant comme elle avait agi en déclarant tout à coup la guerre à ses voisins, à l'heure où ses forces militaires lui donnaient la supériorité sur eux, elle offre maintenant, se sentant faiblir, d'entamer des négociations de paix avec ses ennemis indissolublement unis contre elle. Il est naturel qu'elle préfère commencer ses négociations avant l'éclaircissement complet de son degré de faiblesse et avant la perte définitive de sa puissance militaire. En même temps, elle se hâte de tromper l'opinion sur la puissance de son armée, en utilisant son succès temporaire en Roumanie, car elle n'a pas encore réussi à faire la preuve de sa puissance militaire dans la guerre actuelle.

Mais si l'Allemagne avait la possibilité de déclarer la guerre et de se jeter sur la Russie et son alliée la France, au moment le plus défavorable pour elles, à présent, devenus forts pendant la guerre, les Alliés, parmi lesquels se trouvent la puissante Angleterre et la noble Italie, ont à leur tour la possibilité de ne commencer leurs conférences sur la paix qu'au moment qui leur sera le plus commode.

Ce moment n'est pas encore arrivé. L'ennemi n'est pas encore chassé des territoires occupés. La Russie n'a pas encore réalisé les devoirs créés par la guerre : la possession de Tsargrade et des détroits, ainsi que la création de la libre Pologne composée de ses trois parties jusqu'à présent séparées. Toutes ces choses ne sont pas encore assurées.

Faire la paix maintenant, cela équivaudrait à laisser infructueux vos immenses travaux, soldats et marins

héroïques de la Russie. Ces travaux, et surtout le souvenir sacré des fils de la Russie morts sur les champs de bataille, ne nous permettent même pas de concevoir une paix avant la victoire sur l'ennemi, sur cet ennemi qui osait croire qu'ayant pu commencer la guerre, il aurait également le pouvoir de la terminer à un moment quelconque.

Je ne doute pas que chacun des enfants de la sainte Russie, que chacun de tous ceux qui, les armes à la main, combattent parmi mes vaillantes troupes, que chacun de ceux qui, à l'arrière, contribuent à accroître, par leurs travaux paisibles, la puissance militaire du pays, je ne doute pas que chacun de tous ceux-là ne soit intimement persuadé que nous ne pouvons accorder la paix à l'ennemi avant que, chassé de nos pays et définitivement écrasé, il ne nous donne, à nous et à nos fidèles alliés, des garanties solides contre le retour d'une agression perfide ; il faut que nous soyons assurés qu'il ne pourra, après le traité de paix, mentir aux engagements qu'il aura pris.

Nous resterons inébranlables dans notre confiance en la victoire et Dieu bénira nos armes : il les couvrira à nouveau d'une gloire éternelle et nous donnera une paix digne de vos exploits glorieux, mes glorieuses troupes, une paix telle que les générations futures béniront votre sainte mémoire.

NICOLAS.

III

RÉPONSE DE L'ALLEMAGNE A LA NOTE DES ÉTATS-UNIS

TRANSMISE PAR M. GÉRARD, AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS A BERLIN, LE 27 DÉCEMBRE 1916

Le Gouvernement allemand a reçu la généreuse invitation de M. le président des États-Unis d'Amérique à jeter les fondements nécessaires pour l'établissement d'une paix durable. Il l'a examinée avec le même esprit amical dont est empreinte la communication de M. le Président. M. le Président montre le but qui lui tient au cœur et laisse libre le choix des moyens. Il semble au Gouvernement impérial qu'un échange de vues sans intermédiaire est le moyen le plus approprié pour obtenir le résultat désiré. Le Gouvernement impérial s'honore, conformément au sens de la déclaration qu'il a faite le 12 de ce mois et dans laquelle il se déclarait prêt à des négociations de paix, de proposer une réunion de délégués des États belligérants en pays neutre.

Le Gouvernement impérial considère également que la grande œuvre qui consistera à prévenir les guerres futures ne pourra s'accomplir que lorsque le conflit actuel aura pris fin.

Lorsque ce moment sera venu, le Gouvernement impérial se déclarera avec joie prêt à travailler à cette tâche élevée en collaboration avec les États-Unis d'Amérique.

RÉPONSE DE L'AUTRICHE
A LA NOTE DES ÉTATS-UNIS

REMISE PAR LE GOUVERNEMENT AUSTRO-HONGROIS A L'AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS A VIENNE, LE 27 DÉCEMBRE 1916

Le Gouvernement austro-hongrois tient, avant tout, à remarquer que, pour juger les nobles suggestions du Président, il s'est laissé guider aussi, de son côté, par le même esprit d'amitié et de conciliation qui se manifeste dans ses suggestions. Le Président a pour but de créer les bases d'un établissement d'une paix durable, sans pouvoir préjuger le choix des moyens.

Le Gouvernement austro-hongrois estime que le moyen le mieux approprié à ce but est un échange direct de vues entre les belligérants.

Faisant suite à sa déclaration du 12 décembre, par laquelle il se déclarait prêt à entrer en pourparlers de paix, il a donc l'honneur de proposer la réunion prochaine des représentants des puissances en guerre dans une localité étrangère neutre. Le Gouvernement austro-hongrois partage également la manière de voir du Président, suivant laquelle il ne sera possible qu'après l'achèvement de la guerre actuelle d'entreprendre l'œuvre si désirable consistant à prévenir les guerres futures. Au moment donné, le Gouvernement sera volontiers disposé à prêter sa collaboration à la réalisation de cette noble tâche, de concert avec les États-Unis.

RÉPONSE ALLEMANDE A LA NOTE SUISSE

REMISE PAR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AU MINISTRE DE SUISSE A BERLIN, LE 27 DÉCEMBRE 1916.

Le Gouvernement impérial a pris connaissance de ce que le Conseil fédéral suisse, après avoir déjà pris contact, il y a un certain temps, avec le président des Etats-Unis d'Amérique, est prêt à s'employer également au rapprochement des peuples belligérants et à la conclusion d'une paix durable. L'esprit de vraie humanité qui a dicté la démarche du Conseil fédéral suisse est apprécié à sa juste valeur par le Gouvernement impérial. Le Gouvernement impérial a fait savoir au président des États-Unis qu'un échange de vues immédiat lui paraissait le moyen le plus approprié pour parvenir au résultat désiré. Par les mêmes considérations qui lui ont fait tendre la main pour des négociations de paix, le 12 décembre, le Gouvernement impérial propose la réunion, le plus rapidement possible, de délégués de tous les États belligérants dans une localité neutre. D'accord avec le président des États-Unis d'Amérique, le Gouvernement impérial est d'avis que la grande œuvre qui sera entreprise pour empêcher les guerres futures ne pourrait être commencée qu'après la fin de la lutte actuelle des peuples. Dès que ce moment sera arrivé, il sera prêt à travailler avec joie à cette noble tâche. Si la Suisse, qui a rendu d'immenses services en adoucissant les souffrances de la guerre actuelle, fidèle à ses nobles traditions, veut coopérer, de son côté, à assurer la paix du monde, le peuple allemand et le Gouvernement impérial en seront très heureux.

RÉPONSE AUSTRO-HONGROISE A LA SUISSE

REMISE PAR LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AU MINISTRE DE SUISSE, LE 27 DÉCEMBRE 1916

Le soussigné, ministre des Affaires étrangères, a eu l'honneur de recevoir l'estimée note du 23 décembre, dans laquelle le ministre plénipotentiaire de Suisse, Dr Burckhardt, a bien voulu, par ordre, nous communiquer que le Conseil fédéral suisse désire appuyer l'initiative du président des États-Unis auprès des Gouvernements belligérants, dans le but de mettre un terme à la guerre actuelle et d'éviter, de façon durable pour l'avenir, toute guerre.

Les généreux efforts du président Wilson ont trouvé auprès du Gouvernement impérial et royal un accueil des plus sympathiques, auquel il a donné expression dans la note remise hier à l'ambassadeur d'Amérique à Vienne, dont nous joignons ici copie, en priant le ministre de Suisse de bien vouloir porter ce document à la connaissance du Conseil fédéral suisse.

Le soussigné, ministre des Affaires étrangères, se permet d'ajouter que le Gouvernement impérial et royal voit dans l'appui donné par le Gouvernement fédéral aux efforts de M. le président Wilson l'expression des sentiments nobles et humanitaires que la Suisse a manifestés depuis le début de la guerre à l'égard de toutes les puissances belligérantes, et qu'elle a su mettre en pratique dans une si large et bienfaisante mesure.

NOTE ESPAGNOLE A M. WILSON

REMISE LE 29 DÉCEMBRE 1916 PAR LE GOUVERNEMENT AU CHARGÉ D'AFFAIRES DES ÉTATS-UNIS

Devant le désir légitime que manifeste le Gouvernement des États-Unis d'être secondé dans sa proposition en faveur de la paix, le Gouvernement de Sa Majesté estime que, l'initiative ayant été prise par le président de la République, la note américaine et les impressions diverses qu'elle a produites étant déjà connues, la démarche à laquelle les États-Unis invitent l'Espagne n'aurait aucune efficacité, étant donné surtout que les Empires centraux ont déjà exprimé leur ferme intention que les conditions de la paix soient concertées entre les seules puissances belligérantes.

Le Gouvernement de Sa Majesté, estimant que la noble inspiration du président des États-Unis méritera toujours la reconnaissance de tous les peuples, est résolu à ne se refuser à aucune négociation ou accord destinés à faciliter l'œuvre humanitaire qui mettra fin à la guerre actuelle, mais suspend son intervention et la réserve pour le moment où les efforts de tous ceux qui désirent la paix pourront être, plus qu'ils ne le seraient maintenant, utiles et efficaces, s'il y avait, à ce moment-là, des motifs pour estimer que son initiative et son intervention fussent susceptibles de donner de bons résultats.

En attendant que ce moment arrive, le Gouvernement de Sa Majesté juge opportun de déclarer, que, en tout ce qui peut concerner une entente entre les puissances

neutres pour la défense de leurs intérêts matériels, compromis par la guerre, il est disposé maintenant, comme il l'a été depuis le commencement de la lutte actuelle, à engager des négociations qui conduiront à un accord capable d'unir toutes les puissances non belligérantes, qui s'estiment lésées et contraintes de porter remède aux préjudices subis, ou, tout au moins, de les diminuer.

NOTE DES ÉTATS SCANDINAVES AUX ALLIÉS

REMISE LE 29 DÉCEMBRE 1916 PAR LES MINISTRES DE SUÈDE, DE NORVÈGE ET DU DANEMARK AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

C'est avec le plus vif intérêt que le Gouvernement du Roi a appris les propositions que vient de faire le président des États-Unis, en vue de faciliter des mesures tendant à l'établissement d'une paix durable.

Tout en restant désireux d'éviter toute immixtion qui pourrait froisser des sentiments légitimes, le Gouvernement du Roi penserait manquer à ses devoirs envers son peuple et envers l'humanité tout entière s'il n'exprimait pas sa sympathie la plus profonde pour tous les efforts qui pourraient contribuer à mettre un terme à l'accumulation progressive des souffrances et des pertes morales et matérielles ; il s'adonne à l'espoir que l'initiative du président Wilson aboutira à un résultat digne de l'esprit élevé dont il s'est inspiré.

IV

RÉPONSE

DES ALLIÉS AUX EMPIRES CENTRAUX

REMISE LE 30 DÉCEMBRE 1916 A S. EXC. M. SHARP, AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS, PAR M. ARISTIDE BRIAND, PRÉSIDENT DU CONSEIL, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, AU NOM DES GOUVERNEMENTS ALLIÉS.

Les Gouvernements alliés de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Japon, du Monténégro, du Portugal, de la Roumanie, de la Russie et de la Serbie, unis pour la défense de la liberté des peuples et fidèles à l'engagement pris de ne pas déposer isolément les armes, ont résolu de répondre collectivement aux prétendues propositions de paix qui leur ont été adressées de la part des Gouvernements ennemis par l'entremise des États-Unis, de l'Espagne, de la Suisse et des Pays-Bas.

Avant toute réponse, les puissances alliées tien-

nent à s'élever hautement contre les deux assertions essentielles de la note des puissances ennemies, qui prétend rejeter sur les Alliés la responsabilité de la guerre et qui proclame la victoire des puissances centrales.

Les Alliés ne peuvent admettre une affirmation doublement inexacte et qui suffit à frapper de stérilité toute tentative de négociation.

Les nations alliées subissent depuis trente mois une guerre qu'elles ont tout fait pour éviter. Elles ont démontré, par des actes, leur attachement à la paix. Cet attachement est aussi ferme aujourd'hui qu'en 1914 ; après la violation de ses engagements, ce n'est pas sur la parole de l'Allemagne que la paix, rompue par elle, peut être fondée.

Une suggestion sans conditions, pour l'ouverture de négociations, n'est pas une offre de paix. La prétendue proposition, dépourvue de substance et de précision, mise en circulation par le Gouvernement impérial, apparaît moins comme une offre de paix que comme une manœuvre de guerre.

Elle est basée sur la méconnaissance systématique du caractère de la lutte dans le passé, dans le présent et dans l'avenir.

Pour le passé, la note allemande ignore les faits, les dates, les chiffres qui établissent que la guerre a été voulue, provoquée et déclarée par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

A La Haye, c'est le délégué allemand qui avait refusé toute proposition de désarmement. En juillet 1914, c'est l'Autriche-Hongrie qui, après avoir adressé à la Serbie un ultimatum sans précédent, lui a déclaré la guerre, malgré les satisfactions immédiatement obtenues. Les Empires du centre ont alors repoussé toutes les tentatives faites par l'En-

tente pour assurer à un conflit local une solution pacifique. L'offre de conférence de l'Angleterre, la proposition française de commission internationale, la demande d'arbitrage de l'empereur de Russie à l'empereur d'Allemagne, l'entente réalisée entre la Russie et l'Autriche-Hongrie la veille du conflit, tous ces efforts ont été laissés par l'Allemagne sans réponse ou sans suite.

La Belgique a été envahie par un empire qui avait garanti sa neutralité et qui n'a pas craint de proclamer lui-même que les traités étaient des « chiffons de papier » et que « nécessité n'a pas de loi ».

Pour le présent, les prétendues offres de l'Allemagne s'appuient sur une « carte de guerre » uniquement européenne, qui n'exprime que l'apparence extérieure et passagère de la situation, non la force réelle des adversaires. Une paix conclue en partant de ces données serait à l'avantage unique des agresseurs, qui, ayant cru atteindre leur but en deux mois, s'aperçoivent, après deux ans, qu'ils ne l'atteindront jamais.

Pour l'avenir, les ruines causées par la déclaration de guerre allemande, les attentats innombrables commis par l'Allemagne et ses alliés contre les belligérants et contre les neutres exigent des sanctions, des réparations et des garanties : l'Allemagne élude les unes et les autres.

En réalité, l'ouverture faite par les puissances centrales n'est qu'une tentative calculée en vue d'agir sur l'évolution de la guerre et d'imposer finalement une paix allemande.

Elle a pour objet de troubler l'opinion dans les pays alliés. Cette opinion, malgré tous les sacrifices consentis, a déjà répondu avec une fermeté

admirable et dénoncé le vide de la déclaration ennemie.

Elle veut raffermir l'opinion publique de l'Allemagne et de ses alliés, si gravement éprouvés déjà par leurs pertes, usés par le resserrement économique et écrasés par l'effort suprême qui est exigé de leurs peuples.

Elle cherche à tromper, à intimider l'opinion publique des pays neutres, fixée depuis longtemps sur les responsabilités initiales, éclairée sur les responsabilités présentes et trop clairvoyante pour favoriser les desseins de l'Allemagne en abandonnant la défense des libertés humaines.

Elle tente enfin de justifier d'avance aux yeux du monde de nouveaux crimes : guerre sous-marine, déportations, travaux et enrôlements forcés de nationaux contre leur propre pays, violations de neutralité.

C'est en pleine conscience de la gravité, mais aussi des nécessités de l'heure, que les Gouvernements alliés, étroitement unis entre eux, et en parfaite communion avec leurs peuples, se refusent à faire état d'une proposition sans sincérité et sans portée.

Ils affirment, une fois de plus, qu'il n'y a pas de paix possible tant que ne seront pas assurées la réparation des droits et des libertés violés, la reconnaissance du principe des nationalités et de la libre existence des petits États ; tant que n'est pas certain un règlement de nature à supprimer définitivement les causes qui, depuis si longtemps, ont menacé les nations et à donner les seules garanties efficaces pour la sécurité du monde.

Les puissances alliées tiennent, en terminant, à exposer les considérations suivantes qui font res-

sortir la situation particulière où se trouve la Belgique après deux ans et demi de guerre.

En vertu de traités internationaux signés par cinq grandes puissances de l'Europe, au nombre desquelles figurait l'Allemagne, la Belgique jouissait avant la guerre d'un statut spécial, qui rendait son territoire inviolable et la mettait elle-même, sous la garantie de ces puissances, à l'abri des conflits européens.

La Belgique a cependant, au mépris de ces traités, subi la première l'agression de l'Allemagne. C'est pourquoi le Gouvernement belge estime nécessaire de préciser le but que la Belgique n'a jamais cessé de poursuivre en combattant à côté des puissances de l'Entente, pour la cause du Droit et de la Justice.

La Belgique a toujours observé scrupuleusement les devoirs que lui imposait sa neutralité. Elle a pris les armes pour défendre son indépendance et sa neutralité violées par l'Allemagne et pour rester fidèle à ses obligations internationales. Le 4 août, au Reichstag, le chancelier a reconnu que cette agression constituait une injustice contraire au droit des gens et s'est engagé, au nom de l'Allemagne, à la réparer.

Depuis deux ans et demi, cette injustice a été cruellement aggravée par des pratiques de guerre et d'occupation qui ont épuisé les ressources du pays, ruiné ses industries, dévasté ses villes et ses villages, multiplié les massacres, les exécutions et les emprisonnements. Et, au moment où l'Allemagne parle au monde de paix et d'humanité, elle déporte et réduit en servitude des citoyens belges par milliers.

La Belgique, avant la guerre, n'aspirait qu'à

vivre en bon accord avec tous ses voisins. Son Roi et son Gouvernement n'ont qu'un but : le rétablissement de la paix et du droit. Mais ils ne veulent que d'une paix qui assurerait à leur pays des réparations légitimes, des garanties et des sécurités pour l'avenir.

V

RÉPONSE DES ALLIÉS A M. WILSON

REMISE LE 10 JANVIER 1917 PAR M. BRIAND, PRÉSIDENT DU CONSEIL, A M. SHARP, AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS A PARIS

Les Gouvernements alliés ont reçu la note qui leur a été remise, le 19 décembre 1916, au nom du Gouvernement des États-Unis. Ils l'ont étudiée avec le soin que leur commandaient à la fois l'exact sentiment qu'ils ont de la gravité de l'heure et la sincère amitié qui les attache au peuple américain.

D'une manière générale, ils tiennent à déclarer qu'ils rendent hommage à l'élévation des sentiments dont s'inspire la note américaine, et qu'ils s'associent de tous leurs vœux au projet de création d'une ligue des nations pour assurer la paix et la justice à travers le monde. Ils reconnaissent tous les avantages que représentera, pour la cause de l'humanité et de la civilisation, l'institution de règlements internationaux destinés à éviter les conflits violents entre les nations, règlements qui devraient comporter les sanctions nécessaires pour en assurer l'exécution et empêcher ainsi qu'une sécurité apparente ne serve qu'à faciliter de nouvelles agressions.

Mais une discussion sur les arrangements futurs

destinés à assurer une paix durable suppose d'abord un règlement satisfaisant du conflit actuel. Les Alliés éprouvent un désir aussi profond que le Gouvernement des États-Unis de voir se terminer le plus tôt possible la guerre dont les Empires centraux sont responsables, et qui inflige à l'humanité de si cruelles souffrances. Mais ils estiment qu'il est impossible, dès aujourd'hui, de réaliser une paix qui leur assure les réparations, les restitutions et les garanties auxquelles leur donne droit l'agression dont la responsabilité incombe aux puissances centrales et dont le principe même tendait à ruiner la sécurité de l'Europe; une paix qui permette, d'autre part, d'établir sur une base solide l'avenir des nations européennes. Les nations alliées ont conscience qu'elles ne combattent pas pour des intérêts égoïstes, mais avant tout pour la sauvegarde de l'indépendance des peuples, du droit et de l'humanité.

Les Alliés se rendent pleinement compte des pertes et des souffrances que la guerre fait supporter aux neutres comme aux belligérants, et ils les déplorent; mais ils ne s'en tiennent pas pour responsables, n'ayant, en aucune façon, ni voulu ni provoqué cette guerre, et ils s'efforcent de réduire ces dommages dans toute la mesure compatible avec les exigences inexorables de leur défense contre les violences et les pièges de l'ennemi.

C'est avec satisfaction, dès lors, qu'ils prennent acte de la déclaration faite que la communication américaine n'est associée d'aucune manière, dans son origine, avec celle des puissances centrales, transmise le 18 décembre par le Gouvernement de l'Union. Ils ne doutaient pas, au surplus, de la résolution de ce gouvernement d'éviter jusqu'à

l'apparence d'un appui, même moral, accordé aux auteurs responsables de la guerre.

Les Gouvernements alliés croient devoir s'élever de la manière la plus amicale, mais la plus nette, contre l'assimilation établie, dans la note américaine, entre les deux groupes de belligérants ; cette assimilation, basée sur des déclarations publiques des puissances centrales, est en opposition directe avec l'évidence, tant en ce qui touche les responsabilités du passé qu'en ce qui concerne les garanties de l'avenir ; le président Wilson, en la mentionnant, n'a certainement pas entendu s'y associer.

S'il y a un fait historique établi à l'heure actuelle, c'est la volonté d'agression de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie pour assurer leur hégémonie sur l'Europe et leur domination économique sur le monde. L'Allemagne a prouvé, par la déclaration de guerre, par la violation immédiate de la Belgique et du Luxembourg et par la façon dont elle a conduit la lutte, son mépris systématique de tout principe d'humanité et de tout respect pour les petits Etats ; à mesure que le conflit a évolué, l'attitude des puissances centrales et de leurs alliés a été un continuel défi à l'humanité et à la civilisation. Faut-il rappeler les horreurs qui ont accompagné l'invasion de la Belgique et de la Serbie, le régime atroce imposé aux pays envahis, le massacre de centaines de milliers d'Arméniens inoffensifs, les barbaries exercées contre les populations de Syrie, les raids des zeppelins sur les villes ouvertes, la destruction par les sous-marins de paquebots et de navires marchands, même sous pavillon neutre, le cruel traitement infligé aux prisonniers de guerre, les meurtres juridiques de Miss Cavell et du capitaine Fryatt, la déportation

et la réduction en esclavage des populations civiles, etc.? L'exécution d'une pareille série de crimes, perpétrés sans aucun souci de la réprobation universelle, explique amplement au président Wilson la protestation des Alliés.

Ils estiment que la note qu'ils ont remise aux États-Unis, en réplique à la note allemande, répond à la question posée par le Gouvernement américain et constitue, suivant les propres expressions de ce dernier, « une déclaration publique quant aux conditions auxquelles la guerre pourrait être terminée ».

Le président Wilson souhaite davantage : il désire que les puissances belligérantes affirment, en pleine lumière, les buts qu'elles se proposent en poursuivant la guerre; les Alliés n'éprouvent aucune difficulté à répondre à cette demande. Leurs buts de guerre sont bien connus : ils ont été formulés à plusieurs reprises par les chefs de leurs divers gouvernements. Ces buts de guerre ne seront exposés, dans le détail, avec toutes les compensations et indemnités équitables pour les dommages subis, qu'à l'heure des négociations. Mais le monde civilisé sait qu'ils impliquent, de toute nécessité et en première ligne, la restauration de la Belgique, de la Serbie et du Monténégro et les dédommagements qui leur sont dus; l'évacuation des territoires envahis en France, en Russie, en Roumanie, avec de justes réparations; la réorganisation de l'Europe, garantie par un régime stable et fondée aussi bien sur le respect des nationalités et sur le droit à la pleine sécurité et à la liberté de développement économique, que possèdent tous les peuples, petits et grands, que sur des conventions territoriales et des règlements

internationaux propres à garantir les frontières terrestres et maritimes contre des attaques injustifiées ; la restitution des provinces ou territoires autrefois arrachés aux Alliés par la force ou contre le vœu des populations ; la libération des Italiens, des Slaves, des Roumains et des Tchéco-Slovaques de la domination étrangère ; l'affranchissement des populations soumises à la sanglante tyrannie des Turcs ; le rejet hors d'Europe de l'Empire ottoman, décidément étranger à la civilisation occidentale. Les intentions de S. M. l'empereur de Russie à l'égard de la Pologne ont été clairement indiquées par la proclamation qu'il vient d'adresser à ses armées.

Il va sans dire que si les Alliés veulent soustraire l'Europe aux convoitises brutales du militarisme prussien, il n'a jamais été dans leur dessein de poursuivre, comme on l'a prétendu, l'extermination des peuples allemands et leur disparition politique. Ce qu'ils veulent, avant tout, c'est assurer la paix sur les principes de liberté et de justice, sur la fidélité inviolable aux obligations internationales, dont n'a cessé de s'inspirer le Gouvernement des États-Unis.

Unis dans la poursuite de ce but supérieur, les Alliés sont déterminés, chacun et solidairement, à agir de tout leur pouvoir et à consentir tous les sacrifices pour mener à une fin victorieuse un conflit dont ils sont convaincus que dépendent non seulement leur propre salut et leur prospérité, mais l'avenir de la civilisation même.

NOTE BELGE A M. WILSON

REMISE LE 10 JANVIER 1917 PAR M. LE BARON BEYENS, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE BELGIQUE, PAR L'INTERMÉDIAIRE DE M. BRIAND, A M. SHARP.

Le Gouvernement du Roi, qui s'est associé à la réponse remise par le président du Conseil français à l'ambassadeur des États-Unis, tient à rendre tout particulièrement hommage aux sentiments d'humanité qui ont dicté à M. le président des États-Unis l'envoi de sa note aux puissances belligérantes, et il apprécie hautement l'amitié dont il se fait le bienveillant interprète à l'égard de la Belgique.

Autant que M. Woodrow Wilson, il voudrait voir la guerre actuelle prendre fin le plus tôt possible.

Mais M. le Président semble croire que les hommes d'État des deux camps opposés poursuivent les mêmes buts de guerre. L'exemple de la Belgique démontre malheureusement qu'il n'en est rien. La Belgique n'a jamais eu, comme les puissances centrales, des visées de conquête. La façon barbare dont le Gouvernement allemand a traité et traite encore la nation belge ne permet pas de supposer que l'Allemagne se préoccupera de garantir, dans l'avenir, les droits des peuples faibles qu'elle n'a cessé de fouler aux pieds depuis

que la guerre, déchaînée par elle, a commencé de désoler l'Europe.

D'un autre côté, le Gouvernement du Roi enregistre avec plaisir et avec confiance l'assurance que les États-Unis sont impatients de coopérer aux mesures qui seront prises, après la paix, pour protéger et garantir les petites nations contre la violence et l'oppression.

Avant l'ultimatum allemand, la Belgique n'aspirait qu'à vivre en bons termes avec tous ses voisins; elle pratiquait avec une scrupuleuse loyauté envers chacun d'eux les devoirs que lui imposait sa neutralité. Comment a-t-elle été récompensée par l'Allemagne de la confiance qu'elle lui témoignait? Du jour au lendemain, sans motif plausible, sa neutralité a été violée, son territoire envahi et le chancelier de l'Empire, en annonçant au Reichstag cette violation du droit et des traités, a dû reconnaître l'iniquité d'un pareil acte et promettre qu'il serait réparé. Mais les Allemands, après l'occupation du territoire belge, n'ont pas observé davantage les règles du droit des gens ni les prescriptions des conventions de La Haye. Ils ont, par des impositions aussi lourdes qu'arbitraires, tari les ressources du pays; ils ont ruiné volontairement ses industries, détruit des villes entières, mis à mort et emprisonné un nombre considérable d'habitants. Maintenant encore, tandis qu'ils font sonner bien haut leur désir de mettre fin aux horreurs de la guerre, ils s'ingénient à accroître les horreurs de l'occupation, en emmenant en servitude des travailleurs belges par milliers.

S'il est un pays qui a le droit de dire qu'il a pris les armes pour défendre son existence, c'est assurément la Belgique. Forcée de combattre ou de se

soumettre à la honte, elle désire passionnément qu'un terme soit apporté aux souffrances inouïes de sa population. Mais la Belgique ne saurait accepter qu'une paix qui lui assure, en même temps que des réparations équitables, des sécurités et des garanties pour l'avenir.

Le peuple américain, depuis le commencement de la guerre, a témoigné au peuple belge opprimé sa sympathie la plus ardente. C'est un comité américain, la *Commission for Relief in Belgium*, qui, en union étroite avec le Gouvernement du Roi et le Comité national, déploie un mouvement inlassable et une merveilleuse activité pour ravitailler la Belgique, que les Allemands laisseraient mourir de faim. Le Gouvernement du Roi est heureux de saisir l'occasion d'exprimer sa profonde reconnaissance à la *Commission for Relief* ainsi qu'aux généreux Américains empressés à soulager les misères de la population belge. Enfin, nulle part plus qu'aux États-Unis, les rafles et les déportations de civils belges n'ont provoqué un mouvement spontané de protestation et de réprobation indignées.

Ces faits, tout à l'honneur de la nation américaine, font concevoir au Gouvernement du Roi le légitime espoir qu'au règlement définitif de cette longue guerre, la voix des États-Unis s'élèvera avec force pour revendiquer en faveur de la nation belge, victime innocente des ambitions et des convoitises allemandes, le rang et la place que son passé irréprochable, la vaillance de ses soldats, sa fidélité à l'honneur et ses remarquables facultés de travail lui assignent parmi les nations civilisées.

VI

DEUXIÈME NOTE ALLEMANDE AUX NEUTRES

REMISE LE 11 JANVIER 1917
PAR LE GOUVERNEMENT ALLEMAND AUX REPRÉSENTANTS
DES ÉTATS NEUTRES A BERLIN

Le Gouvernement impérial, par l'intermédiaire des Gouvernements des États-Unis, de l'Espagne et de la Suisse, a reçu la réponse de ses adversaires à la note du 12 décembre, par laquelle l'Allemagne, de concert avec ses alliées, proposait d'ouvrir bientôt des négociations de paix. Nos adversaires repoussent cette proposition sous le prétexte qu'elle n'est pas sincère et qu'elle est sans importance. La forme que revêt leur communication exclut pour nous la possibilité d'une réponse ; mais le Gouvernement impérial estime important de faire connaître son point de vue sur l'état de ces faits aux Gouvernements neutres.

Les puissances centrales n'ont pas de raison de recommencer la discussion des origines de la guerre mondiale. L'Histoire jugera à qui incombe l'épouvantable responsabilité de la guerre. L'Entente ne saurait ignorer ni la politique d'encerclement de l'Angleterre, ni la politique de revanche de la France, ni les convoitises de la Russie sur

Constantinople, ni le soulèvement de la Serbie et le meurtre de Serajevo, ni la mobilisation générale de la Russie qui signifiait la guerre contre l'Allemagne.

L'Allemagne et ses alliées, qui durent prendre les armes pour la défense de leur liberté et de leur existence, considèrent le but de guerre comme atteint, en ce qui les concerne.

Par contre, les puissances ennemies sont éloignées de plus en plus de la réalisation des plans qui, selon les déclarations de leurs hommes d'État responsables, prévoient la conquête de l'Alsace-Lorraine et de plusieurs provinces prussiennes, l'humiliation et l'amoindrissement de la monarchie austro-hongroise, le partage de la Turquie et la mutilation de la Bulgarie. Vis-à-vis de pareils buts de guerre, le désir de réconciliation, de réparations et de garanties est surprenant dans la bouche de nos adversaires.

Ceux-ci prétendent que la proposition de paix des quatre puissances alliées constitue une manœuvre de guerre. L'Allemagne et ses alliées protestent de la manière la plus énergique contre une telle altération de leurs mobiles, ouvertement et loyalement exposés. Leur conviction était qu'une paix juste et acceptable pour tous les belligérants était possible, que cette paix pouvait être réalisée par un échange de vues oral et immédiat et qu'en conséquence ils ne pouvaient être responsables d'une plus longue effusion de sang.

L'intention que le Gouvernement impérial a exprimée sans restriction de faire connaître ses propositions de paix, dès l'ouverture des négociations, devait écarter tout doute sur sa sincérité. Ses adversaires, à qui il a offert d'examiner la

teneur de ses propositions, ont refusé tout examen et n'ont fait aucune contre-proposition. Au contraire, ils ont déclaré que toute paix est impossible aussi longtemps que le rétablissement des droits et des libertés violés, la reconnaissance du principe des nationalités et la libre existence des petites nations ne sont pas garantis.

Nos adversaires contestent la sincérité des propositions des puissances alliées, mais le monde ne pourra pas approuver leurs exigences, en songeant au sort du peuple irlandais, à l'anéantissement de la liberté et de l'indépendance de la République des Boers, à l'assujettissement du nord de l'Afrique par l'Angleterre, la France et l'Italie, à l'oppression des nationalités étrangères par la Russie et, finalement, aux violences, uniques dans l'Histoire, infligées à la Grèce. De même, les puissances qui, depuis le commencement de la guerre, foulent aux pieds le droit et les conventions sur lesquelles elles se fondent, ne sont pas qualifiées pour se plaindre des prétendues violations du droit des gens commises par les quatre puissances alliées.

Déjà, dans les premières semaines de la guerre, l'Angleterre s'est affranchie de la déclaration de Londres, dont les dispositions avaient été reconnues, par ses propres délégués, comme les règles valables du droit international. Plus tard, elle a violé également et gravement la déclaration de Paris, de telle façon que, grâce à ses mesures arbitraires, la guerre maritime a été menée sans le souci des règles du droit. La guerre de famine contre l'Allemagne et la pression exercée sur les neutres, dans l'intérêt de l'Angleterre, ne sont pas moins en contradiction flagrante avec les règles du droit des gens, comme avec les lois de l'humanité.

De même, l'emploi des troupes de couleur en Europe et l'extension de la guerre dans les colonies africaines, qui s'est produite contrairement aux traités existants et qui diminue le prestige de la race blanche dans cette partie du monde, ne sont pas moins inconciliables avec les principes du droit international et de la civilisation. Les traitements inhumains infligés aux prisonniers, particulièrement en Afrique et en Russie, l'éloignement de la population civile de la Lorraine, de la Galicie, de la Bukovine et de la Prusse Orientale fournissent de nouvelles preuves de la manière dont nos adversaires respectent la civilisation.

A la fin de leur note du 30 décembre, nos adversaires rappellent particulièrement la situation de la Belgique. Le Gouvernement impérial ne peut pas reconnaître que le Gouvernement belge a toujours observé les devoirs que lui imposait sa neutralité. Déjà avant la guerre, la Belgique, sous l'influence de l'Angleterre, s'était appuyée au point de vue militaire sur l'Angleterre et la France, violant ainsi elle-même l'esprit des traités qui devaient garantir son indépendance et sa neutralité.

Par deux fois le Gouvernement impérial a déclaré au Gouvernement belge qu'il n'entrait pas en Belgique comme ennemi et l'a engagé à éviter au pays les horreurs de la guerre. Il s'est engagé dans ce cas à garantir pleinement l'existence et l'indépendance du royaume et à réparer tous les dommages pouvant être causés par le passage des troupes allemandes.

On sait qu'en 1877 le Gouvernement britannique avait décidé de ne pas s'opposer au droit de passage à travers la Belgique, moyennant ces garanties. Le Gouvernement belge a repoussé les

offres réitérées du Gouvernement impérial. Le sort qui a frappé la Belgique est imputable à elle-même et aux puissances qui l'ont déterminée à prendre cette attitude.

Le Gouvernement impérial a repoussé plusieurs fois, comme fausses, les accusations portées au sujet de la conduite de la guerre en Belgique et des mesures prises dans l'intérêt de notre sécurité militaire. Il proteste de nouveau énergiquement contre ces calomnies.

L'Allemagne et ses alliées ont tenté loyalement de mettre fin à la guerre et d'amener une réconciliation entre les belligérants. Le Gouvernement impérial a constaté qu'il dépendait uniquement de ses adversaires de s'engager ou non dans la voie de la paix. Les Gouvernements ennemis ont refusé de prendre ce chemin.

Sur eux retombe donc l'entière responsabilité de la continuation de l'effusion du sang ; mais les quatre puissances alliées poursuivront la lutte avec une tranquille assurance, confiantes dans leur bon droit, jusqu'à ce qu'elles aient obtenu par les armes une paix qui assure à leurs propres peuples l'honneur, la liberté, l'existence et le développement, une paix qui donne aux autres peuples du continent européen le bienfait du travail commun pour la solution des grands problèmes de la civilisation, dans le respect mutuel et dans l'égalité des droits.

DEUXIÈME NOTE AUTRICHIENNE

AUX NEUTRES

REMISE LE 11 JANVIER 1917 PAR LE COMTE CZERNIN, MINISTRE COMMUN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'AUTRICHE-HONGRIE, AUX REPRÉSENTANTS A VIENNE DES ÉTATS-UNIS, DES PUISSANCES NEUTRES D'EUROPE ET DU SAINT-SIÈGE.

Le 5 janvier, le Gouvernement austro-hongrois a eu l'honneur de recevoir, par l'aimable entremise du Gouvernement des États-Unis d'Amérique, la réponse des États se trouvant en guerre avec lui, à la note du 12 décembre par laquelle, de même que les puissances alliées, l'Autriche-Hongrie se déclarait prête à préparer des pourparlers de paix. De concert avec les Gouvernements des puissances alliées, le Gouvernement austro-hongrois n'a pas manqué de soumettre cette réponse des Gouvernements ennemis à un examen minutieux qui l'a conduit au résultat suivant : sous le prétexte que la proposition des quatre puissances alliées est sans sincérité et sans portée, les Gouvernements ennemis refusent de prendre acte de cette proposition et, par la forme donnée à leurs communications, ils rendent impossible toute réponse à eux adressée : mais le Gouvernement austro-hongrois tient à exposer ses buts aux Gouvernements neutres.

Dans leur réponse les Gouvernements ennemis éludent la considération des possibilités d'achèvement de la guerre; ils se bornent à discuter de nouveau les événements qui ont provoqué la guerre, la force supposée de leur propre situation militaire et les prétendus mobiles qui auraient dicté les propositions de paix. Le Gouvernement austro-hongrois ne veut pas actuellement s'engager dans une nouvelle polémique sur les origines de la guerre, car il est convaincu qu'il a déjà été prouvé suffisamment et irréfutablement aux yeux de toute l'humanité, jugeant avec équité et sans prévention, de quel côté se trouve la responsabilité de la guerre.

En ce qui concerne spécialement l'ultimatum austro-hongrois à la Serbie, la monarchie a, dans les années qui ont précédé cette démarche, donné des preuves suffisantes de sa longanimité vis-à-vis des intentions et des menées, toujours plus hostiles et agressives, de la Serbie, jusqu'au moment où finalement, le meurtre scélérat de Serajevo a rendu toute indulgence impossible. La controverse sur la question de savoir de quel côté la situation militaire apparaît la plus forte semble oiseuse et peut en toute confiance être laissée au jugement de toute l'opinion publique. Du reste, la comparaison des buts de guerre des deux groupes renferme déjà la réponse à cette question. L'Autriche-Hongrie et ses alliées, en effet, dès le début, ont entrepris la guerre non dans un but de conquêtes territoriales, mais comme combats défensifs, alors que c'est le contraire qui existe chez les États ennemis.

Pour ne nommer que quelques-uns de leurs buts, ceux-ci visent l'écrasement et le dépouillement de la monarchie austro-hongroise, la conquête de l'Alsace-Lorraine, le partage de la Turquie et l'amoindrissement de la Bulgarie. Les Gouvernements des quatre puissances peuvent donc considérer, d'ores et déjà, comme atteints leurs buts de guerre, purement défensifs, alors que nos adversaires s'éloignent toujours davantage de la réalisation de leur plan. Enfin, lorsque les Gouverne-

ments ennemis qualifient de manœuvre de guerre la proposition des quatre puissances alliées et la désignent comme étant sans sincérité et sans importance, c'est là, avant qu'aient commencé les pourparlers de paix et tant que les conditions de paix ne sont, par suite, pas connues, une allégation purement arbitraire, une supposition suggestive et sans preuve possible.

Le Gouvernement austro-hongrois et les Gouvernements des puissances alliées ont fait leurs propositions de préparer leurs pourparlers de paix, en toute sincérité et loyauté, car ils devaient prévoir la possibilité que leur suggestion, formellement exprimée, de faire connaître leurs conditions de paix dès l'ouverture des pourparlers, fût acceptée.

Ce sont, au contraire, nos adversaires qui, sans faire de leur côté de contre-proposition, ont refusé de connaître le contenu de notre proposition.

Lorsque nos adversaires demandent avant tout la restauration des droits et libertés violés, la reconnaissance du principe des nationalités et la libre existence des petits États, il suffira de rappeler le sort tragique des peuples irlandais et finlandais, la destruction de la République des Boers, l'assujettissement du nord de l'Afrique par l'Angleterre, la France et l'Italie, et finalement les violences, sans exemple dans l'histoire, exercées contre la Grèce.

Le Gouvernement austro-hongrois constate que, de même que les Gouvernements des puissances alliées, il s'était déclaré prêt à terminer la guerre par un échange de vues verbal avec les Gouvernements ennemis et qu'il dépendait uniquement de la décision des adversaires si la paix devait ou non être préparée.

Devant Dieu et devant l'humanité, il décline donc la responsabilité de la continuation de la guerre ; mais l'Autriche-Hongrie et ses alliées poursuivront la lutte avec un ferme espoir et confiantes dans leur bon droit jusqu'à ce que soit obtenue une paix qui garantisse à leurs propres peuples l'honneur, l'existence, la liberté et le développement, une paix qui permette à tous les

États de l'Europe de travailler de concert avec des droits entièrement égaux à la solution des grandes tâches civilisatrices.

Le Gouvernement impérial et royal a l'honneur de faire appel à l'aimable entremise de Votre Excellence, en la priant de bien vouloir porter l'exposé ci-dessus à la connaissance de son Gouvernement.

PROCLAMATION DU KAISER A SON PEUPLE

Grand quartier général, 12 janvier 1917.

Nos ennemis ont mis bas le masque. Après avoir rejeté avec colère et d'hypocrites allusions à leur amour de la paix et de l'humanité notre honnête offre de paix, ils reconnaissent maintenant, dans leur réponse à la note des États-Unis, leur désir de conquêtes, dont la bassesse est encore accrue par les calomnies et les motifs qu'ils invoquent.

Leur but est l'écrasement de l'Allemagne, le démembrement de nos alliés, l'asservissement de la liberté en Europe et sur les mers, sous le même joug que la Grèce supporte maintenant en grinçant des dents.

Mais ce qu'ils n'ont pu obtenir en trente mois par une lutte des plus sanglantes et par une guerre économique des plus dénuées de scrupules, ils ne parviendront pas à l'obtenir désormais.

Nos glorieuses victoires, la volonté de fer avec laquelle notre peuple a combattu tant au front qu'au foyer familial et a supporté toutes les rigueurs et toutes les misères nous donnent l'assurance que notre patrie bien-aimée n'a rien à craindre à l'avenir.

Une indignation brûlante et une saine colère redoubleront la vigueur de tout Allemand, homme

ou femme, qu'il soit voué au combat, au travail ou aux souffrances, et le rendront prêt à tous les sacrifices.

Le Dieu qui a mis aux cœurs de nos braves peuples le glorieux esprit de liberté nous donnera également, ainsi qu'à nos loyaux alliés qui ont passé par l'épreuve du feu, une victoire complète sur la soif de conquêtes et la rage de destruction de l'ennemi.

GUILLAUME, Empereur-Roi.

MONSIEUR BALFOUR AU PRÉSIDENT WILSON

(LETTRE ADRESSÉE LE 16 JANVIER 1917 A L'AMBASSADEUR D'ANGLETERRE A WASHINGTON ET COMMUNIQUÉE PAR CE DERNIER AU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS.)

En vous envoyant la traduction de la note des Alliés, je désire y ajouter les observations suivantes que je vous prie de transmettre au Gouvernement des États-Unis :

Je déduis de la teneur de la note du Président que, bien que celui-ci souhaite que la paix puisse être bientôt restaurée et qu'elle soit durable, il désire rester étranger, pour le moment du moins, aux conditions sur lesquelles cette paix devrait se faire.

Le Gouvernement anglais partage entièrement la manière de voir du Président, mais il est fortement d'avis que la durée de la paix doit forcément dépendre de son caractère et qu'aucun système stable de relations internationales ne peut être bâti sur des fondations essentiellement et irrémédiablement vicieuses.

Cela apparaît clairement quand on étudie les principaux éléments de la situation qui a rendu possibles les calamités dont le monde souffre aujourd'hui. C'est d'abord l'existence d'une grande puissance, assoiffée de domination, au milieu d'une collectivité de nations mal préparées à se défendre, abondamment pourvues en vérité de lois internationales, mais sans organisation pour en imposer le respect et affaiblies aussi par le fait que les frontières des différents États et leur constitution intérieure ne s'harmonisent pas avec les aspirations des races qui les constituent ni ne leur assurent un traitement juste et égal.

Il est manifeste que les changements à la carte de l'Eu-

rope, esquissés par les Alliés dans leur note conjointe, apporteraient dans une large mesure un soulagement à ce fâcheux état de choses. Je n'insiste donc pas.

On objecte que l'expulsion des Turcs de l'Europe n'est ni logique ni convenable. Depuis de nombreuses générations, les hommes d'État d'une autorité universelle considèrent le maintien de l'Empire ottoman comme essentiel à la paix de l'Europe. Pourquoi associer aujourd'hui la cause de la paix à un changement complet de cette politique traditionnelle?

La réponse est que les circonstances ont changé du tout au tout. Il est inutile de rechercher aujourd'hui si l'établissement d'une Turquie réformée, agissant dans le Levant comme médiatrice entre les races hostiles, était une conception qui n'aurait jamais pu se réaliser en supposant que le Sultan fût sincère et que l'union régnât entre les puissances. Il est certain que cette conception est aujourd'hui irréalisable. La Turquie des Jeunes-Turcs du Comité Union et Progrès est au moins aussi barbare et bien plus agressive que la Turquie d'Abdul-Hamid.

Aux mains de l'Allemagne, la Turquie n'a pas même conservé l'apparence d'être un rempart pour la paix; elle sert ouvertement d'instrument de conquête. Encadrés par des officiers allemands, les soldats turcs combattent actuellement dans les pays dont ils avaient été depuis longtemps chassés. Contrôlé, subventionné et soutenu par l'Allemagne, son Gouvernement se rendit coupable en Arménie et en Syrie de massacres plus horribles que ceux que l'histoire ait jamais enregistrés, même pour ces malheureux pays. Évidemment, l'intérêt de la paix et les revendications des nationalités s'accordent à rendre nécessaire qu'on mette fin, si possible, à la domination turque sur des races étrangères, et nous avons lieu d'espérer que l'expulsion de la Turquie du continent européen contribuera autant à la cause de la paix que le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, de Trente et de Trieste à l'Italie ou tout autre des changements territoriaux indiqués sur la note des Alliés.

Évidemment, toutefois, de pareils remaniements territoriaux, s'ils peuvent diminuer les motifs de guerre, n'apportent pas une garantie suffisante contre son renouvellement. Si l'Allemagne, ou plutôt ceux des Allemands qui font l'éducation de l'opinion du pays et dirigent ses destinées, reprenaient leur tentative de dominer le monde, ils pourraient trouver que le nouvel état de choses rend leur aventure plus difficile, mais non pas qu'il la rend impossible. Ils pour-

raient avoir encore à leur disposition un système politique entièrement basé sur l'organisation militaire, ils pourraient accumuler de vastes équipements militaires, perfectionner leurs procédés d'attaque, de manière que leurs voisins plus pacifiques fussent abattus avant d'avoir pu se mettre en état de défense. S'il en était ainsi, l'Europe se trouverait après la guerre beaucoup plus pauvre en hommes, en argent et en bonnes dispositions mutuelles qu'avant la guerre, mais sa sécurité ne serait pas plus grande et les espoirs du Président pour l'avenir du monde seraient plus loin que jamais d'être réalisés.

Certaines gens pensent que pour cette maladie, des traités internationaux, des lois internationales peuvent fournir un remède suffisant, mais ces gens ont mal appris les enseignements si clairement donnés par l'histoire récente. Tandis que d'autres nations, notamment les États-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne, s'efforçaient, au moyen de traités d'arbitrage, de faire en sorte qu'aucun conflit ne pût troubler la paix qu'elles désiraient rendre perpétuelle, l'Allemagne se tenait à l'écart. Ses philosophes, ses historiens prêchaient les splendeurs de la guerre, proclamaient que la toute-puissance était le véritable but de l'État.

L'État-major allemand forgeait avec une activité dévorante les armes avec lesquelles, au moment marqué, on atteindrait cette toute-puissance. Ce sont des faits qui prouvent assez nettement que les arrangements contractuels pour le maintien de la paix ne sont pas susceptibles d'être envisagés à Berlin avec une grande faveur. Ces faits ne prouvent pas que les traités, une fois conclus, seraient entièrement inefficaces, mais cela n'est devenu évident que lorsque la guerre eut éclaté, et alors la démonstration qui en fut faite fut éclatante. Tant que l'Allemagne reste cette Allemagne qui, sans l'ombre de justification, envahit et maltraita sauvagement un pays qu'elle-même s'était engagée à défendre, aucun État ne peut considérer ses droits comme en sûreté, si un traité solennel constitue leur seule protection.

Quand on songe que les puissances centrales employaient à dessein la brutalité, de propos délibéré, non pas seulement pour écraser leurs adversaires, mais aussi pour intimider les nations avec lesquelles elles étaient encore en paix, l'affaire prend une tournure pire. La Belgique ne fut pas seulement une victime; les puissances centrales voulurent la faire servir d'exemple. Elles voulaient que les neutres observassent les

attentats concomitants à sa conquête, le règne de terreur qui suivit son occupation, les déportations d'une partie de la population et la cruelle oppression de la partie restante, et, pour empêcher que les nations heureusement protégées contre les armées allemandes par les flottes britanniques ou par leur propre flotte pussent se supposer à l'abri des procédés allemands, les sous-marins allemands ont, dans la limite de leurs moyens, fidèlement imité les pratiques barbares des armées allemandes.

Les états-majors de guerre des puissances centrales ne s'inquiètent pas d'inspirer au monde de l'horreur, pourvu qu'ils lui inspirent en même temps la terreur.

Si les puissances centrales réussissent, elles le devront à des procédés de ce genre. Alors comment pourrait-on baser la réforme des relations commerciales sur une paix obtenue par ces procédés ?

Une pareille paix serait le triomphe de toutes les forces qui rendent les guerres certaines et les font brutales. Une pareille paix mettrait en relief l'inanité de tous les procédés sur lesquels la civilisation compte pour éliminer les causes de conflits internationaux et en atténuer la férocité. En attaquant les droits d'un petit État, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie rendirent la guerre inévitable. En violant les territoires du Luxembourg et de la Belgique protégés par un traité, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie remportèrent leurs premiers triomphes. Les petits États vont-ils trouver en l'Allemagne et en l'Autriche leurs futures protectrices ?

Les petits États vont-ils trouver dans les traités faits par l'Allemagne et l'Autriche un rempart contre les agressions ? Il aura été prouvé que le terrorisme sur mer et sur terre est un instrument de victoire. Les vainqueurs abandonneront-ils vraisemblablement cet instrument à l'appel des neutres ?

De quel secours de nouveaux traités nous seraient-ils si les traités existants n'ont pas plus de valeur que des chiffons de papier ? Si la violation des règles les plus fondamentales du droit des gens est couronnée de succès, ne sera-t-il pas vain que les nations assemblées travaillent à améliorer leur code international ? Personne ne bénéficiera de ce code, excepté les criminels qui le violeront. Ceux-là seuls souffriront qui en observeront les prescriptions.

Donc, tout en partageant entièrement le désir de paix du Président, le peuple britannique ne croit pas que la paix soit désirable, à moins qu'elle ne soit basée sur le succès de la cause des Alliés.

Pour que la paix soit durable, trois conditions doivent être remplies :

1° Il est nécessaire de supprimer ou d'atténuer autant que possible les causes existantes de trouble international ; 2° il est nécessaire que les visées agressives et les procédés sans scrupules des puissances centrales tombent en discrédit parmi les peuples de ces puissances ; 3° il est nécessaire qu'outre le droit international et outre tous les arrangements contractuels pour empêcher ou limiter les hostilités, on établisse une forme de sanction internationale telle qu'elle puisse faire hésiter l'agresseur le plus déterminé.

Il se peut que ces conditions soient difficiles à remplir, mais nous les croyons en accord général avec les idéaux du Président et nous sommes convaincus qu'aucune de ces conditions ne peut être remplie même imparfaitement, à moins qu'en ce qui touche l'Europe, la paix ne soit basée sur les lignes générales indiquées dans la note conjointe des puissances alliées.

Et voilà pourquoi la Grande-Bretagne a fait ce qu'elle est en train de faire et est disposée à faire des sacrifices de sang et d'argent sans précédent dans son histoire.

Elle supporte ces lourds fardeaux non pas seulement pour pouvoir remplir ses obligations contractuelles, pas même à l'effet d'assurer le triomphe stérile d'un groupe de nations sur un autre ; elle les supporte parce qu'elle est fermement convaincue que du succès des Alliés dépend l'avenir de la civilisation pacifique et de ces réformes internationales dont les grands penseurs osent espérer la réalisation possible aussitôt qu'auront cessé les calamités actuelles.

J'ai l'honneur de me dire, avec grande sincérité et respect, Monsieur, de Votre Excellence le plus humble et le plus obéissant serviteur.

Arthur-James Balfour.

RÉPONSE DE L'ENTENTE A LA SUISSE

REMISE PAR M. BRIAND, LE 17 JANVIER 1917, A M. LARDY, MINISTRE DE SUISSE A PARIS

Les Gouvernements alliés ont reçu la note du 22 décembre 1916, par laquelle le Gouvernement fédéral, se référant à la note adressée le 18 du même mois aux puissances belligérantes par le président Wilson, exprimait le désir d'appuyer auprès d'eux l'initiative du président des États-Unis et, dans son désir de voir la paix restaurée, se déclarait prêt à travailler à rapprocher les nations en guerre et à jeter les fondements d'une collaboration féconde entre les peuples.

Le monde entier connaît les efforts que la Suisse a généreusement poursuivis en vue de soulager les souffrances des internés, des grands blessés et des évacués, auxquels les soins les plus dévoués n'ont cessé d'être prodigués. Aussi les Gouvernements alliés rendent-ils hommage aux sentiments et aux intentions dont témoigne la communication du Gouvernement fédéral.

Leur attitude a été clairement définie dans la réponse qu'ils ont adressée, le 10 de ce mois, au président Wilson. Le Gouvernement fédéral s'étant référé aux propositions américaines, les Gouvernements alliés ont l'honneur de lui communiquer ci-joint le texte de leur réponse. Il voudra bien trouver dans ce document, accompagné de la note du Gouvernement belge, l'exposé des raisons pour lesquelles les Gouvernements alliés estiment qu'il ne leur est pas possible de répondre au vœu auquel la Suisse s'est associée.

RÉPONSE DE L'ENTENTE
AUX ÉTATS SCANDINAVES

REMISE PAR M. BRIAND, LE 17 JANVIER 1917, A MM. LE COMTE DE GYLDENSTOLPE, H.-A. BERNHOFT ET LE BARON DE WEDEL-JARLSBERG, MINISTRES DE SUÈDE, DU DANEMARK ET DE NORVÈGE.

Les Gouvernements alliés ont reçu la note du 29 décembre 1916, par laquelle le Gouvernement royal de Suède, invoquant ses devoirs envers son peuple et envers l'humanité, a tenu à affirmer sa sympathie pour les propositions des États-Unis en vue du rétablissement de la paix et pour tous les efforts qui pourraient y contribuer.

L'initiative du président Wilson a amené les Gouvernements alliés à définir leur attitude dans une note qu'ils ont adressée avec une note du Gouvernement belge, le 10 de ce mois, au président des États-Unis, et dans laquelle le Gouvernement royal trouvera l'exposé des raisons pour lesquelles les Alliés estiment qu'il ne leur est pas possible de répondre aux vœux auxquels la Suède s'est associée.

RÉPONSE BULGARE A LA NOTE DES ALLIÉS

REMISE LE 21 JANVIER 1917 PAR M. RADOSLAVOF,

PRÉSIDENT DU CONSEIL, AUX REPRÉSENTANTS DES PAYS NEUTRES

Le Gouvernement bulgare s'est fait un devoir d'étudier sérieusement cette réponse et en a tiré la certitude que la forme aussi bien que le contenu de la communication des puissances adverses lui interdisent toute réponse directe. Néanmoins, soucieux de ses devoirs envers l'humanité et son propre peuple, désireux aussi de dégager la responsabilité de la prolongation des hostilités imposée à lui et à ses alliés par l'attitude de l'ennemi commun, ce Gouvernement tient à faire connaître aux puissances neutres son point de vue sur la situation créée. Les adversaires de la Bulgarie se sont refusés à faire état des propositions des quatre puissances alliées en date du 12 décembre, sous le prétexte qu'elles manquaient de sincérité et n'avaient pas de portée.

Provoquée et entraînée dans la guerre actuelle par ses voisins qui songeaient depuis sa création à son partage; abandonnant au jugement de l'histoire la fixation des responsabilités initiales en parfait accord avec ses alliés, la Bulgarie s'élève aujourd'hui de toutes ses forces contre une interprétation semblable.

Les motifs qui ont déterminé la proposition de paix du 12 décembre, l'empressement que les quatre puissances alliées ont mis à répondre à l'invitation du président des États-Unis d'Amérique et la démarche du Gouvernement de la Confédération helvétique, sont la

meilleure preuve de la sincérité de leur proposition. Le Gouvernement royal espère fermement que sa manière de voir sera partagée par les Gouvernements neutres qui reconnaîtront avec lui que c'est seulement après les échanges d'idées proposés par les puissances alliées, que l'Entente aurait pu répondre en connaissance de cause sur la portée réelle de son offre de paix.

La Bulgarie et ses alliés ont fait cette tentative loyale pour mettre fin à la guerre et pour frayer un chemin à l'entente entre les belligérants. Le Gouvernement royal constate qu'il dépendait uniquement de ses adversaires d'entrer dans cette voie pour aboutir à la paix.

Les Gouvernements ennemis s'y sont refusés. C'est donc sur eux que retombera l'entière responsabilité des nouvelles effusions de sang.

Confiantes en leur bon droit et en parfaite communion avec leurs peuples, les quatre puissances alliées sont contraintes de continuer la lutte jusqu'à ce qu'intervienne une paix qui leur garantisse l'honneur, l'existence et le libre développement de leurs peuples et qui, en même temps, assure aux États du continent européen la bienfaisante possibilité de coopérer, dans une estime mutuelle et sur le pied de la parfaite égalité, à la solution des grands problèmes de la civilisation.

VII

MESSAGE DU PRÉSIDENT WILSON AUX SÉNATEURS AMÉRICAINS

---

23 janvier 1917.

Le 18 décembre, j'adressais une note identique aux Gouvernements des nations actuellement en guerre, leur demandant de déclarer d'une façon plus définie que ne l'avait fait l'un ou l'autre groupe de belligérants, les conditions auxquelles ils jugeraient possible de faire la paix. Je parlais au nom de l'humanité et des droits de toutes les nations neutres comme la nôtre, dont beaucoup voient leurs intérêts vitaux courir des risques constants.

Les puissances centrales, d'accord pour répondre, ont déclaré purement et simplement qu'elles étaient prêtes à se rencontrer, dans une conférence avec leurs antagonistes, pour discuter les conditions de paix. Les puissances de l'Entente ont répondu d'une façon beaucoup plus définie. Elles ont déclaré leurs conditions en termes généraux, certes, mais d'une façon qui montre suffisamment les arrangements, les garanties et les actes de réparation qu'elles jugent indispensables pour un règlement satisfaisant.

Dans toute discussion de paix qui mettra fin à la guerre, on reconnaît que cette paix doit être suivie

de quelque union de puissances bien définie, qui rendra virtuellement impossible qu'une pareille catastrophe nous accable à nouveau. Voilà ce que doit admettre tout homme aimant l'humanité, tout homme bien pensant.

Le rôle des États-Unis.

Je cherchai cette occasion de m'adresser à vous, parce que je pensai que je vous le devais pour vous révéler sans réserve les idées et les buts qui ont pris une forme dans mon esprit au sujet du devoir de notre Gouvernement dans les jours prochains, quand il sera nécessaire de poser à nouveau, sur un nouveau plan, les bases de la paix parmi les nations.

Il est inconcevable que le peuple des États-Unis ne doive pas jouer un rôle dans cette grande entreprise. La participation à un pareil service sera l'occasion qu'il a cherchée lui-même en vertu des principes et des buts de sa constitution et de la politique de son Gouvernement qu'il a toujours approuvée. Il doit à lui-même et aux autres nations du monde de déclarer les conditions auxquelles il veut se sentir libre de le rendre. Ce service n'est rien moins que celui d'ajouter son autorité et son pouvoir à l'autorité et la force des autres nations pour garantir une paix de justice dans le monde.

Un pareil règlement ne saurait être maintenant longuement différé. Il est juste qu'auparavant ce Gouvernement formule franchement les conditions qu'il pourrait faire approuver à notre peuple, son adhésion formelle et solennelle à une ligue pour la paix. Je suis ici pour essayer de déclarer ces conditions.

La paix que les peuples d'Amérique pourraient garantir.

D'abord, il faut mettre fin à la guerre actuelle. Mais nous devons dire par égard pour l'humanité, en ce qui concerne notre participation aux garanties de la paix future, qu'il y a de grandes divergences dans les façons dont elle doit finir et dans les conditions auxquelles elle doit être conclue. Les traités et les accords qui l'amèneront doivent contenir des conditions qui créeront une paix qui puisse être approuvée par l'humanité, et non pas seulement une paix qui servira les intérêts généraux et les buts immédiats des nations engagées. Nous aurons une voix pour déterminer quelles seront ces conditions, mais nous aurons, j'en suis sûr, une voix pour déterminer si elles seront durables ou non en vertu des garanties de la convention universelle et de notre opinion sur ce qui est fondamental et essentiel pour atteindre ce but, qui doit être exprimé maintenant et non pas après, quand il pourrait être trop tard.

La convention, en vue d'une paix coopérative qui ne comprend pas le peuple du Nouveau Monde, ne peut suffire à assurer l'avenir contre la guerre. Et cependant, il n'y a qu'une sorte de paix que les peuples d'Amérique pourraient garantir. Les éléments de paix doivent être des éléments qui engagent la confiance et satisfassent aux principes des gouvernements américains. Ces éléments doivent être compatibles avec la foi et les convictions politiques que les peuples d'Amérique ont adoptées une fois pour toutes et qu'ils ont entrepris de défendre.

Je ne veux pas dire par là qu'un gouvernement

américain mettrait des obstacles à des conditions de paix si les Gouvernements en guerre les acceptaient ou chercherait à les bouleverser quand elles seraient établies, quelles qu'elles soient. Je n'admets qu'une chose, c'est que des conditions de paix limitées ne satisferont même pas les belligérants eux-mêmes.

Pour que la paix soit durable.

Des accords seuls ne peuvent assurer la paix. Il sera absolument nécessaire qu'une force soit créée garantissant la permanence de l'accord, force tellement supérieure à celle de toute nation actuellement engagée ou à celle de toute alliance jusqu'ici formée ou projetée, que pas une nation, pas une combinaison probable de nations ne puisse l'affronter ou lui résister.

Pour que la paix à venir soit durable, il faut qu'elle soit assurée par une force supérieure organisée dans l'humanité. La question dont dépendent la paix et la politique futures du monde est celle-ci : La guerre actuelle est-elle une lutte pour une paix juste et durable ou seulement pour un nouvel équilibre de puissances ? Si ce n'était qu'une lutte pour un nouvel équilibre de puissances, qui garantira, qui pourra garantir la stabilité du nouvel accord ? Seule une Europe tranquille peut être une Europe stable. Il doit y avoir, non pas l'équilibre des puissances, non pas des rivalités organisées, mais une paix commune organisée.

Elle doit être une paix sans victoire.

Heureusement, nous avons reçu des assurances

très explicatives sur ce point. Des hommes d'État des deux groupes de nations actuellement dressées les unes contre les autres ont déclaré, en termes qui ne sauraient être mal interprétés, qu'ils ne songeaient absolument pas à écraser leurs antagonistes. Mais les inductions de ces assurances ne peuvent pas être les mêmes des deux côtés.

Je pense qu'il sera utile que j'essaie de vous exposer comment nous comprenons ce qu'elles doivent être. Elles impliquent avant tout que la paix doit être une paix sans victoire.

Je demande la permission de dire vraiment ce que j'en pense. Je cherche à répondre aux réalités et à y répondre sans dissimulation.

Une victoire signifierait une paix imposée au vaincu, les conditions du vainqueur imposées au vaincu. Elle serait acceptée dans l'humiliation au prix de sacrifices insupportables et laisserait du ressentiment et un souvenir amer sur lesquels reposeraient les conditions de paix. Cette base ne serait qu'un sable mouvant. Seule une paix entre égaux peut durer; seule une paix dont les principes mêmes sont l'égalité et la participation commune au bénéfice commun. Le juste état d'esprit et le juste sentiment entre nations sont aussi nécessaires pour une paix durable que l'est le juste règlement des questions territoriales ou de nationalités.

Basée sur l'égalité des droits.

L'égalité des nations sur laquelle la paix doit être fondée pour qu'elle soit durable doit être une égalité des droits. Les garanties échangées ne doivent ni reconnaître ni impliquer une différence entre les grandes et les petites nations, entre celles qui

sont puissantes et celles qui sont faibles. Il faut que le droit soit basé sur la force commune et non pas sur la force individuelle de nations de l'union desquelles la paix dépendra.

Les peuples doivent pouvoir disposer d'eux-mêmes.

Il ne saurait naturellement y avoir d'égalité de territoire ou de ressources d'aucune autre sorte. L'égalité ne saurait être non plus obtenue dans le développement originaire, pacifique et légitime des peuples eux-mêmes. Mais personne ne demande ni n'attend quelque chose de plus que l'égalité des droits.

Et il y a encore quelque chose de plus grave que l'égalité des droits parmi les nations organisées. Aucune paix ne peut durer et ne doit durer, qui ne reconnaît pas et n'accepte pas le principe que les gouvernements tiennent leur pouvoir du consentement de ceux qui sont gouvernés et qu'il n'existe nulle part de droit pour passer de main à main, de potentat à potentat les peuples comme s'ils constituaient un bien.

J'admets, par exemple, pour n'en citer qu'un, que les hommes d'État de partout sont d'accord pour qu'il y ait une Pologne unifiée, indépendante et autonome et que désormais une garantie inviolable de la vie, de l'honneur, du développement social et industriel, soit assurée à tous les peuples qui ont vécu jusqu'ici sous l'autorité de gouvernements dont les buts étaient hostiles aux leurs.

Je parle de ces faits, non pas dans le désir

d'exalter le principe de la politique abstraite qui fut toujours très cher à ceux qui ont cherché à édifier la liberté en Amérique. Mais c'est pour les mêmes raisons qui m'ont fait parler des autres conditions de paix jugées par moi indispensables, parce que je veux exposer franchement les réalités.

Toute paix qui ne reconnaît pas ou n'accepte pas ce principe sera inévitablement détruite ; elle ne reposera pas sur les convictions de l'humanité.

Les esprits agités des populations lutteront subtilement, constamment contre elle. Tout le monde approuvera. Le monde ne peut vivre en paix que si sa vie est stable. Il ne peut y avoir de stabilité là où il y a désir de rébellion, là où il n'y a pas tranquillité d'esprit et le sens de la justice et de la liberté.

Le libre accès aux routes commerciales.

Autant que possible, d'ailleurs, chacun des grands peuples qui luttent actuellement pour le plein développement de leurs ressources et de leur puissance devrait être assuré d'un débouché direct vers les grandes routes de la mer. Là où ce résultat ne peut pas être obtenu par la cession de territoires, il n'est pas douteux qu'il doit être atteint par la neutralisation et des droits directs de passage sous des garanties générales qui assureront la paix elle-même. Avec un juste comité de contrôle, aucune nation ne doit être privée du libre accès aux chemins ouverts au commerce mondial, et les routes de la mer doivent être libres à la fois en droit et en fait.

La liberté des mers et la limitation des armements.

La liberté des mers est le *sine qua non* de la paix, de l'égalité et de la coopération. Il n'y a pas de doute que la nouvelle revision, un peu radicale, de beaucoup de règles de la pratique internationale établie jusqu'ici, soit nécessaire en vue de rendre les mers réellement libres et communes, pratiquement en toutes circonstances, pour l'usage du genre humain. Mais le motif de ce changement doit convaincre et obliger. Sinon, il ne peut y avoir de confiance et de sécurité.

Les relations des peuples sont le moyen essentiel du progrès de la paix et de son développement. Il ne doit pas être difficile de définir et d'assurer la liberté des mers si les gouvernements du monde désirent arriver à un accord à ce sujet. C'est là un problème qui se rattache de près à la limitation des armements navals, à la coopération des marines du monde pour maintenir la liberté et la sécurité des mers.

La question des armements navals ouvre une question plus complexe peut-être et plus difficile : la limitation des armements et de tous les préparatifs militaires. Vu la difficulté et le caractère délicat de ces questions, il convient de ne les aborder qu'avec la plus grande bienveillance et de les trancher dans un esprit de réelle conciliation si la paix doit venir. On ne saurait parvenir à la paix si l'on ne fait pas de concessions ni de sacrifices. Il ne saurait exister un sentiment de sécurité et d'égalité parmi les nations, si les grands armements visant toujours la supériorité doivent désormais subsister.

Les hommes d'État du monde doivent élaborer des plans pour la paix, et les nations doivent régler leur politique conformément à ces plans, de même que quelques-unes ont projeté la guerre et se sont préparées en vue de la rivalité et d'une lutte impitoyable. La question des armements tant sur terre que sur mer est une question pratique qui se rattache étroitement et immédiatement aux destinées des nations de l'humanité.

J'ai parlé sans réserve... Le monde entier devrait adopter la doctrine de Monroe et renoncer aux alliances militaires.

J'ai parlé sans réserve d'importants sujets et de la façon la plus explicite, parce qu'il m'a paru nécessaire, s'il y avait quelque part dans le monde un ardent désir de paix, de trouver une voix et une opinion libres. Peut-être suis-je la seule personne de haute autorité parmi tous les peuples qui ait la liberté de parler sans réserve. Je parle à titre personnel et cependant je parle aussi comme chef responsable d'un grand gouvernement et je suis assuré d'avoir dit ce que le peuple des États-Unis désirait dire.

Ne puis-je pas ajouter que j'espère et que je crois parler en effet pour les libéraux amis de l'humanité dans toutes les nations de tout un programme de liberté. J'aime à croire que je parle pour la masse silencieuse de l'humanité, pour ceux qui n'ont pas eu l'occasion d'exprimer des plaintes au sujet de la mort et de la ruine qui sont venues s'abattre sur les personnes et les foyers, sur ce qu'ils avaient de plus cher. En émettant l'espoir que le peuple et le Gouvernement des États-Unis mettront d'accord

les autres nations civilisées du monde pour garantir la stabilité de la paix sur des bases que j'ai exposées, je parle avec la plus grande audace et la plus grande confiance, parce qu'il est clair, pour tout homme qui pense, qu'il n'y a dans cette promesse aucune violation de nos traditions ou de notre politique nationale, mais plutôt la réalisation de toutes nos idées et de tous nos efforts.

Je propose donc aux nations, d'un commun accord, qu'elles adoptent comme doctrine mondiale la doctrine de Monroe, à savoir que nulle nation ne doit chercher à étendre sa politique sur toute autre nation ou sur tout autre peuple, mais qu'on doit laisser à chaque peuple la liberté de déterminer sa propre politique et sa propre manière de se développer sans qu'il en soit empêché, sans qu'il soit menacé, les petits aussi bien que les grands peuples.

Je propose que toutes les nations évitent désormais de contracter des alliances qui les mettraient en compétition de puissances et les prendraient dans un nœud d'intrigues et de rivalités égoïstes, troubleraient leurs propres affaires et produiraient des influences importunes de chaos.

Il n'y a pas d'enchevêtrement d'alliances dans le concert des forces quand tout le monde s'unit pour agir dans le même sens et dans le même but, quand tout le monde agit dans l'intérêt commun. Il est cependant libre de vivre sa vie sous la protection commune.

Je propose que les gouvernements agissent d'après le consentement des gouvernés. Je propose la liberté des mers pour laquelle les États-Unis ont insisté avec éloquence. Je propose la modération dans les armements, limitation qui fasse des

armées et des marines une puissance créée seulement en vue de l'ordre et non un instrument d'agression ou de violence égoïste.

Ce sont là les principes américains, la politique américaine. Nous ne pouvons pas y renoncer. Et cependant, il y a parmi nous, en principe et en politique, des gens prévoyants de partout, de toutes les nations modernes et de toutes les communautés éclairées.

Ce sont des principes d'humanité et ils doivent prévaloir.

ANNEXES

I

APRÈS LA PREMIÈRE NOTE ALLEMANDE

Commentaires de la presse neutre.

ÉTATS-UNIS

The New-York World. — Le chancelier a employé des paroles derrière lesquelles il cache sa pensée. Si l'Allemagne est prête à terminer la guerre, la première chose qu'elle doit faire, c'est d'élaborer des propositions de paix bien définies qui puissent être présentées au monde entier. Le chancelier devrait exposer devant le Reichstag les conditions dans lesquelles l'Allemagne pourrait considérer son existence et son avenir comme assurés.

Jusqu'ici, dans les professions de foi réitérées que l'Allemagne a faites au sujet de la paix, nous ne trouvons aucune preuve de sincérité ; c'est pourquoi personne ne les prendra au sérieux tant que l'Allemagne n'aura pas au moins essayé de proposer des conditions de paix. A ce moment-là, les ministres des autres États belligérants ne pourront refuser d'étudier la question. La paix ne sera pas seulement une question de gouvernements et de diplomates. Le sentiment public aura le dernier mot.

The New-York Evening Sun. — La paix dont rêve l'Allemagne est une paix qui lui permettrait de recommencer dans cinq ou dix ans une nouvelle guerre avec la certitude de devenir d'une façon définitive la maîtresse de l'Europe, même de l'Amérique.

ESPAGNE

El Imparcial (de Madrid). — Cette paix sollicitée, après une victoire d'un instant, surgit à l'heure où l'on fait appel à toutes les énergies, même à celles qui n'ont pas combattu encore.

Comment les Alliés accueilleront-ils ces offres ?

Ne sont-ils pas en droit de les considérer comme un vœu formé dans l'instant le plus propice par des peuples en définitive vaincus ?

La Nacion (M. Lerroux). — L'empressement avec lequel, après la prise de Bucarest, qui n'est nullement un événement définitif, les Empires centraux font des propositions de paix, montre, plutôt qu'une confiance solide dans leurs propres ressources et dans l'avenir, l'inquiétude, le souci du lendemain et un réel affaiblissement. Je ne crois pas, pour ma part, que les Alliés acceptent ces propositions de paix et consentent même à les examiner. Indépendamment de cela, je considère que la paix, dans la situation actuelle des belligérants, serait pire que la guerre, car elle ne pourrait se conclure avec les garanties nécessaires pour assurer le triomphe définitif du droit, imposer à l'avenir un procédé plus humain de régler les différends et soulager les peuples du lourd fardeau des dépenses militaires.

SUÈDE

Social-Demokraten (de Stockholm) (M. Hjalmar Branting). — La proposition sensationnelle du chancelier n'offre rien de solide ni de clair. Il se borne à parler en termes vagues de la sécurité de l'Empire, de possibilités de développement pour l'Allemagne. Mais la Belgique, dont la population vient d'être victime d'un nouvel attentat révoltant, sera-t-elle libre, entièrement libre ? La Pologne continuera-t-elle à être un État vassal de l'Allemagne ? Le chancelier a négligé l'essentiel, qui était de formuler les buts de guerre de l'Allemagne de telle sorte qu'ils s'accordent avec la conscience des peuples et leur esprit de justice.

Karlstads Tidning. — Si la proposition de paix de l'Allemagne paraît si creuse, c'est qu'elle ne dit pas un mot de la condition essentielle d'une paix durable, savoir l'organisation de l'Europe selon le droit et la justice. Au lieu de cela, on nous communique un air de bravoure chanté dernièrement par le Kaiser devant ses troupes en Alsace-Lorraine ; il nous prouve que l'Allemagne adore toujours son vieux dieu sanglant : « Si l'ennemi trouve qu'il n'en a pas eu assez, eh bien... » L'homme qui parle ainsi prouve qu'au fond de son âme il est étranger à l'idée de paix. Et une proposition de paix qui s'accompagne de tels commentaires soulève toutes les méfiances et toutes les passions chez ceux à qui on l'adresse.

SUISSE

Journal de Genève. — L'Allemagne a voulu cette guerre longuement préparée, déchaînée à l'heure jugée opportune, conduite par des procédés atroces. Elle juge opportun d'y mettre un terme ; si ses adversaires refusent, elle compte faire croire aux peuples que c'est la Quadruple Entente qui est désormais moralement responsable de la guerre. Peut-être les sujets de Guillaume II l'admettront-ils ; ce n'est pas aux neutres qu'on le fera croire ; en tout cas, pas à nous.

Commentaires de la presse ennemie.

ALLEMAGNE

Berliner Tageblatt. — La démarche du Gouvernement allemand est justifiée, même si elle ne doit servir qu'à montrer que les États ennemis ne sont pas disposés à mettre fin à la lutte sanglante. Si même les ennemis la désignent comme une preuve de faiblesse, le peuple allemand fera alors son devoir et naturellement consentira les plus durs sacrifices. Il est compréhensible que, dès le début, on ne pouvait exposer en détail un programme de paix. Si les puissances de l'Entente veulent connaître ce programme, l'occasion leur en est offerte.

Sans vouloir manifester trop d'espoirs sur le succès immédiat, il faut que ceux qui ne nourrissent pas de rêves de conquêtes mondiales soutiennent de toutes leurs forces chaque pas qui peut conduire sur la voie de la paix.

Lokal Anzeiger. — Si la main que nous tendons est repoussée, les peuples sauront que les Gouvernements continuent de les envoyer à la boucherie sans s'assurer si les conditions de paix de l'Allemagne et de ses alliés sont acceptables ou non. Les Gouvernements de l'Entente devraient au moins consulter les Parlements.

Strassburger Post. — Si nos ennemis repoussent ce que nous offrons, l'Allemagne aura le droit et se verra obligée de recourir aux armes, sans plus observer le moindre égard pour obtenir ce qu'elle n'aura pu obtenir de bonne volonté. L'humanité a entendu la voix de la paix, nous attendons maintenant sa réponse.

Neues Tageblatt (de Stuttgart). — Nous doutons que la démarche des Empires centraux ait un succès, même passager. Mais cela même nous semble un avantage, car nous avons montré au monde et surtout aux neutres qui souffrent de la guerre que nous sommes *rassasiés de querelles* et que nous voulons la paix. Mais si nous essuyons un refus et si la voix de notre peuple exige contre nos ennemis la mise en action de tous les moyens de combat, même les plus terribles, aucun Etat, plus ou moins neutre, ne devra oser intervenir avec des objections hypocrites.

AUTRICHE

Pesti Naplo (Comte Jules Andrassy). — Nous n'avons aucune raison de cacher que nous sommes prêts à faire la paix. Si cette tentative ne donne aucun résultat, elle aura pour conséquence de renforcer notre fermeté. Plus on reconnaîtra chez nos peuples que nous sommes forcés de continuer la guerre, mieux se battront nos soldats et plus grande sera la résistance de la population.

II

APRÈS LES DÉCLARATIONS RESPECTIVES DES GOUVERNEMENTS ALLIÉS

Commentaires de la presse ennemie.

ALLEMAGNE

Münchner Neueste Nachrichten. — A Londres et Paris, un refus retentissant a repoussé les offres du chancelier avec une rapidité déconcertante, révélant une volonté de guerre qui n'a pas encore fléchi.

Leipziger Neueste Nachrichten (organe officiel du Kronprinz). — Si nos ennemis repoussent nos propositions, une sainte colère parcourra nos rangs, nous nous mordrons les lèvres, nous nous grouperons plus serrés autour d'Hindenburg, et nous continuerons à nous défendre contre un monde d'ennemis à la tête desquels se trouve notre adversaire le plus terrible et le plus vil.

Kölnische Zeitung. — Lorsque la presse adverse répète que, dans notre proposition, nos buts de guerre ne sont pas exposés, cela constitue une superbe louange à la clarté d'esprit de nos hommes d'Etat qui, contrairement à M. Asquith et consorts, ne se sont pas efforcés d'ébranler les airs par d'éclatantes fanfares.

Le chancelier allemand a écrit sur son programme le principe du droit et de la liberté pour toutes les nations, grandes et petites, et aussi la liberté des mers. Les Gouvernements de la Quadruplice sont persuadés que, par leur proposition, ils ont fourni les bases pour l'institution d'une paix durable. Mais si cette offre de paix est repoussée, le cri sera : « Dehors les sous-marins ! » Aucun Américain ne pourra alors nous empêcher d'obtenir la paix d'ennemis qui n'ont pas voulu entrer en négociations avec nous.

Commentaires de la presse neutre.

ÉTATS-UNIS

The New-York Sun. — Quand M. Lloyd George définit clairement la ligne de démarcation entre une paix possible et impossible, il a parlé non seulement au nom de l'Angleterre et de ses alliées, la France, la Russie et l'Italie, mais encore au nom du sens moral du monde entier. Il est de toute évidence que les forces qui se sont combinées pour combattre les nations agressives ne vont pas accepter la paix pour le simple plaisir de la faire.

New-York Tribune. — La réponse de M. Lloyd George a été simple et franche. Elle était la seule réponse qu'un ministre conscient de sa responsabilité pût faire. Cette réponse ne fait pas la guerre à une idée de paix, mais elle expose clairement que, seule, la paix possible était la paix remettant en usage dans toute leur rigueur les conventions internationales et les droits des nations que l'Allemagne a violés il y a deux ans et demi.

The New-York Sun (M. Jean Finot). — Les diplomates alliés n'auraient qu'une réponse à faire, si l'offre méritait une réponse. On pourrait, à la rigueur, parler de la paix avec la nation allemande. Mais on ne s'abaissera jamais à traiter avec ceux-là mêmes qui ont créé, endossé et réalisé la doctrine abominable qui ravale les traités internationaux au niveau des « chiffons de papier ».

Et si les Allemands ne sont pas encore assez mûrs pour se débarrasser des Hohenzollern et de leur entourage, leur paix ne l'est pas davantage.

HOLLANDE

De Telegraaf (d'Amsterdam). — Si le Kaiser désire réellement voir l'Europe sortir du bain de sang dans lequel elle est plongée, il doit avant tout se déclarer prêt à évacuer les territoires subjugués par ses armées et réparer autant que cela peut se faire avec de l'argent les torts immenses causés par ses soldats.

SUISSE

Journal de Genève. — Tout en parlant de la paix, l'Allemagne continue chaque jour, malgré les protestations indignées de l'humanité civilisée, à déporter les Belges par milliers. Comment l'Allemagne peut-elle croire que les neutres horrifiés par ce spectacle seront émus par le geste pacifique et joindront leur voix à la sienne ?

Volksrecht (socialiste, de Zurich). — L'Allemagne et ses alliés ne sont pas sans porter la responsabilité de l'échec de leur proposition.

Celle-ci a été formulée de telle sorte et s'est si soigneusement abstenue d'entrer dans le détail, que l'on n'a guère le droit de croire à sa sincérité. Ainsi la lutte va se poursuivre. Nous sommes au début de la deuxième phase de la guerre. Elle sera, pour les belligérants et pour les neutres, plus dure, plus terrible qu'auparavant. Elle peut, non seulement mettre d'autres neutres dans la pire situation économique, mais encore les mettre en présence d'un danger de guerre.

Il appartient donc à la classe ouvrière suisse de réunir toutes ses forces, économiquement et politiquement, pour obtenir ce qui est dans l'intérêt du prolétariat.

III

APRÈS LA PREMIÈRE NOTE DE M. WILSON

Commentaires de la presse des États-Unis.

The New-York Herald (édition européenne). — M. Wilson parle d'une ligue des nations pour empêcher la guerre : cette ligue doit être fondée sur la justice, sinon elle n'aurait aucune base solide. Or, la justice proclame : « Rendez ce que vous avez pris ! Payez ce que vous avez cassé ! » Il ne faut pas que l'Allemagne reprenne son éternelle comédie ; il ne faut pas qu'elle se pose en victime et, surtout, il ne faut pas que l'on feigne d'accepter ses simagrées pour sincères et valables. Jusqu'à nouvel ordre, nous devons rester sur notre réserve ; remercions, certes, l'ami qui nous proposera ses bons offices ; mais, comme disait Alphonse Karr : « Que mes-sieurs les assassins commencent ! »

The Evening Standard. — Le président Wilson parle d'une ligue destinée à imposer la paix et la justice ; mais cette ligue existe depuis longtemps. Elle se compose de la Grande-Bretagne, de la France, de la Russie, de l'Italie et d'autres nations plus petites.

The Toronto Telegram. — Cette guerre sera réglée par les nations qui possèdent des canons et non par celui qui défend les libertés du monde avec une machine à écrire.

The New-York World. — L'avertissement de M. Lansing au peuple américain doit être pris au sérieux, car un très réel danger menace les États-Unis. C'est ce danger qui a motivé la note de M. Wilson aux belligérants : le Président veut connaître les buts respectifs des belligérants, afin de pouvoir déterminer la conduite des États-Unis à l'avenir.

The New-York Times. — Il appartient maintenant à l'Allemagne de décider si elle veut proposer des conditions qui soient acceptables pour les Alliés ou continuer la guerre en courant le grand risque de voir les États-Unis entrer à un certain moment en conflit avec elle. C'est ainsi que l'Allemagne comprendra la note. Cette note est un avertissement précis donné à l'Allemagne. Celle-ci doit s'efforcer de toutes manières pour faire la paix ou assumer des responsabilités presque inévitables. Si les États-Unis étaient forcés à la guerre, les ressources américaines jointes à celles des Alliés décideraient vite de la guerre.

L'Allemagne fera acte d'un haut esprit de sagesse en offrant des conditions acceptables.

The New-York Tribune. — Il est à croire que la note est due à la crainte de voir l'Allemagne recourir de nouveau à sa politique sous-marine. Il est possible que cette menace ait été transmise par l'ambassadeur Gérard.

Commentaires de la presse ennemie.

ALLEMAGNE

Deutsche Tageszeitung (Comte de Reventlow). — Cela n'est rien moins qu'un sondage vis-à-vis du peuple allemand. Il ne s'agit pas pour nous d'entrer en négociations, mais au contraire de mettre en mouvement toutes nos forces maritimes et de conduire, par tous les moyens, la guerre contre la Grande-Bretagne.

Ainsi, l'affaire anglo-américaine sera conduite à une fin satisfaisante sans difficultés.

Berliner Tageblatt. — Nous saluons avec satisfaction la démarche du président Wilson, comme toute démarche susceptible de rapprocher de la conclusion de la paix. M. Wilson souligne qu'il ne veut pas servir de médiateur pour la conclusion de la paix. Nous ne voulons pas entrer en discussion à ce sujet.

Kreuzzeitung. — Nous n'avons aucune raison de faire connaître à l'Amérique nos conditions de paix. Nous n'avons pas grande confiance sur le succès que M. Wilson peut espérer de sa démarche.

Münchner Neueste Nachrichten. — Malheureusement la démarche de M. Wilson est dépassée par les événements. Il aurait dû faire cette démarche avant que les hommes d'État ennemis aient fait leurs déclarations. Il aurait dû essayer d'amener nos adversaires à renoncer à ce que l'on publie d'abord des conditions de paix. En tout cas, il est satisfaisant que, par sa note, le président Wilson ait renoncé à une médiation. La réponse à la note américaine sera faite après que l'on aura mûrement réfléchi, conformément au sérieux de la chose. Elle est naturellement tout à fait indépendante de nos divergences avec Lloyd George et avec nos autres adversaires.

Frankfurter Zeitung. — Peut-être l'Entente finira-t-elle par se rendre compte qu'il est impossible de vaincre et d'anéantir l'Allemagne et se décidera-t-elle à délibérer en se plaçant à un autre point de vue. Nous n'avons pas grand espoir cependant. En tout cas, le geste de M. Wilson est celui d'un véritable homme d'État.

Westfälische Rheinische Zeitung. — Nous sommes à un moment critique de la guerre ; il ne s'agit de rien moins que du prix de la victoire ; nos ennemis ne peuvent nous le ravir. M. Wilson veut essayer à son tour de nous l'enlever et nous menace ouvertement de nous faire la guerre. Il n'y a à notre avis aucune réponse à faire à son offre. L'Allemagne et ses alliés doivent la rejeter purement et simplement. Nous avons proposé la paix, nous n'avons nullement besoin d'une médiation quelconque et surtout de la médiation de l'Amérique qui a été pour le peuple allemand la cause d'épouvantables douleurs.

Berliner Tageblatt (Comte de Reventlow). — De quel droit M. Wilson se pose-t il comme arbitre d'une paix par laquelle l'Allemagne serait dépouillée du fruit de ses victoires ? Il faut bien le dire, l'Allemagne ne se préoccupe nullement du droit des petites nations.

AUTRICHE

Reichspost. — La proposition du président Wilson doit inspirer quelque méfiance. Le Président réclame l'indication des conditions des puissances centrales avant l'ouverture de pourparlers, tout comme M. Lloyd George, M. Briand ou M. Sonnino. Si M. Wilson veut réellement participer à l'œuvre de paix, il sera le bienvenu.

Arbeiter Zeitung (socialiste, de Vienne). — Saluons avec satisfaction le fait qu'une puissance neutre exprime pour la première fois son opinion. Sans doute, ce que veut M. Wilson pourra paraître bien peu à ceux qui soupirent après la paix et même sembler dangereux à ceux qui manquent de confiance.

Wiener Allgemeine Zeitung. — L'Autriche-Hongrie et ses alliés peuvent avoir la même opinion que M. Wilson et trouvent que sa tentative est opportune.

Neue Freie Presse. — Dans tous les cas, cette note aura une influence ; la question de la paix reste au premier plan : l'Entente sera peut-être contrainte à envisager une paix raisonnable ; dans les pays de l'Entente, les courants pacifiques seront encore fortifiés. On a l'impression que le parti de la guerre a reçu un nouveau coup.

BULGARIE

L'Écho de Bulgarie (officieux, de Sofia). — L'initiative du président Wilson sera accueillie dans les pays alliés avec une satisfaction d'autant plus légitime que nos gouvernements ont les premiers parlé de paix. Une collaboration spontanée, découlant de l'identité du but, s'établit ainsi entre la diplomatie des puissances centrales et la diplomatie américaine. Il reste à savoir l'accueil qui sera fait à la proposition du président Wilson par nos adversaires.

Commentaires de la presse neutre.

HOLLANDE

De Telegraaf (d'Amsterdam). — Il ne faut pas se hâter d'avoir une pire opinion des intentions de M. Wilson. Mais avec quelle maladresse M. Wilson les exprime !

La note de M. Wilson aurait été rédigée par la Wilhelmstrasse qu'elle n'aurait pas été plus dépourvue du tact le plus élémentaire.

Ainsi, pour M. Wilson, il n'y a pas la moindre différence entre l'Alle-

magne qui détruit la Belgique et l'Angleterre qui tire l'épée pour la délivrer.

On peut se demander si, par une incompréhensible maladresse, M. Wilson n'a pas définitivement compromis la cause de la paix.

De Nieuwe Courant (Dr Byvanck). — Le meilleur moyen eût été de soumettre, avant que n'éclatent les hostilités, le conflit austro-serbe à une conférence européenne, mais tout fut empêché par l'agression de l'Allemagne.

SUISSE

Journal de Genève. — Ne laissons pas s'égarer le débat. Il ne s'agit pas, répétons-le, des propositions allemandes. Il s'agit uniquement de connaître les conditions auxquelles les belligérants considèrent la paix comme possible. C'est tout ce que veut le Conseil fédéral. Il ne veut à aucun prix se faire l'intermédiaire de la paix allemande. Comme l'a déclaré M. Motta, conseiller fédéral, à la séance de mercredi dernier, il veut une paix juste et durable, basée sur le droit. C'est dans l'espoir que cette paix pourra se conclure que le Conseil fédéral a pour devoir d'appuyer l'initiative généreuse des États-Unis.

Basler Nachrichten. — La Suisse est pleinement d'accord avec l'Amérique. La Suisse se trouve isolée au milieu des puissances belligérantes et souffre beaucoup de la guerre et de ses menaces et elle soutient pleinement l'initiative du président Wilson.

ESPAGNE

Correspondencia de España. — Nous considérons comme une ironie la prétention d'ignorer quels sont les fauteurs de la guerre. Il suffit, pour les connaître, de se rapporter aux événements qui ont précédé l'invasion de la Belgique.

Les neutres ont-ils l'autorité morale suffisante pour exiger des belligérants un accord en vue de la paix immédiate ?

Nous croyons sincèrement que non.

El Liberal (M. Auguste Barcia, député). — Au début du conflit, lorsqu'on voulait imposer à la Serbie des humiliations qui, si elle les acceptait, devaient la déshonorer à jamais, aucun pays neutre n'a demandé au Gouvernement autrichien d'exprimer, d'une façon concrète, au nom de quel « idéal » il commettait cette iniquité. Dans le moment d'angoisse universelle où l'Allemagne mobilisait son armée et la lançait sur la Belgique, déclarant, par la bouche de Bethmann-Hollweg, que les traités internationaux étaient des « chiffons de papier » et que « nécessité n'a point de loi », aucun pays neutre ne se crut obligé de demander au Hohenzollern d'exposer d'une façon précise l' « idéal » qui inspirait cette conduite, contraire à tout ce qui était écrit et observé en matière de droit des gens...

Vouloir aujourd'hui s'interposer entre les belligérants au nom des intérêts matériels des pays neutres est un sarcasme.

IV

APRÈS LA RÉPONSE DE L'ENTENTE AUX PUISSANCES CENTRALES

Commentaires de la presse ennemie.

ALLEMAGNE

Frankfurter Zeitung (Frédéric Meinecke, historien). — La décision définitive de la guerre n'est pas encore intervenue. Des surprises sont toujours possibles qui pourraient changer l'aspect de la situation. Au commencement des hostilités, le but de l'État-major allemand était d'engager de grandes batailles avec les armées ennemies pour les anéantir. Son premier but était d'attaquer la France pour la contraindre à faire une paix séparée. Ce programme, brillamment commencé, échoua devant les portes de Paris à la bataille de la Marne.

L'État-major allemand renonça alors à son premier programme et se résigna à la guerre de tranchées et d'usure. Après cela, d'une part ou de l'autre, on n'a réussi à remporter une décision.

Je suis convaincu qu'une décision complète ne peut plus intervenir maintenant ; les sacrifices exigés par la continuation de la guerre ne correspondraient plus aux résultats militaires éventuels. Il serait donc plus intelligent et plus prudent de renoncer au programme d'anéantissement et de chercher un accord raisonnable.

Berliner Tageblatt (M. Theodor Wolff). — Nous avions marqué hier, sur la porte de la nouvelle année : « Que la paix soit avec toi », mais nos ennemis ne l'ont pas voulu.

Qu'il soit bien entendu que, malgré ce refus, le peuple allemand restera toujours prêt à faire la paix, mais qu'on ne cherche pas par des ergotages, en espérant que la note de l'Entente au président Wilson contiendra des éclaircissements, à faire jaillir un rayon de soleil.

On n'a pas besoin maintenant de la publication d'une pièce officielle pour faire savoir que le peuple allemand ne veut pas être anéanti.

Kölnische Zeitung. — Nous ne savons pas encore quelle sera l'attitude de l'Allemagne après la communication officielle de la réponse de l'Entente. Il est probable que nous renouvellerons aux neutres l'assurance de nos dispositions constantes en vue de pourparlers, mais nous ne pouvons vraiment pas croire que l'Entente tienne toujours à nous anéantir et puisse espérer que des divisions intérieures nous conduiront à la défaite et que c'est pour cela qu'elle repousse notre offre. Alors nous nous battrons avec autant d'énergie que nous en avons déployé pour chercher à rétablir la paix.

Münchner Neueste Nachrichten. — On semble croire que la réponse

de l'Entente à la note du président Wilson laissera la porte ouverte à des pourparlers. Nos ennemis répondront certainement à M. Wilson dans une forme polie ; mais, en réalité, sa proposition échouera exactement comme la nôtre. D'ailleurs, il ne s'agit pas d'une paix à conclure entre M. Wilson et l'Entente, mais une paix entre la Quadruplice et l'Entente. Il est par trop naïf d'admettre que nos ennemis se prononcent solennellement contre la paix, en jetant l'anathème contre la méchante Allemagne, pour déclarer, cinq minutes plus tard, à M. Wilson qu'ils sont prêts à entrer en négociations avec cette méchante Allemagne. C'est vouloir prendre trop au sérieux les Gouvernements ennemis.

Certes, le President américain a été approuvé par toute une série de gouvernements neutres, mais justement les plus grands États de l'Europe encore neutres lui ont refusé leur appui. Le Gouvernement espagnol, visiblement parce qu'il était exactement informé qu'il appréciait comme il convenait les intentions des puissances ennemies, principalement de la France et de l'Angleterre, a déclaré que le moment pour la paix n'était pas encore venu. Après cela, toute tentative de paix doit être considérée comme ajournée jusqu'à nouvel ordre.

Westfälische Rheinische Zeitung. — La lutte décisive va commencer. La note de nos ennemis est un document précieux pour l'histoire de la civilisation. Notre proposition est traitée de manœuvre de guerre ; on nous accuse de vouloir seulement justifier de nouveaux crimes et égarer ou empoisonner l'opinion des neutres, etc.

Au milieu de toutes ces injures figurent leurs conditions essentielles : amende honorable, réparations, garanties, c'est-à-dire, en allemand : abandon de toutes nos conquêtes, indemnités de guerre et cession de certaines régions frontières. C'en est assez !

Neue Stuttgarter Zeitung. — En réalité, l'offre de paix a été complètement repoussée. L'Entente espère aujourd'hui autre chose qu'un succès partiel et, en ce qui concerne une pression des neutres, l'histoire de la guerre ne laisse guère d'espoir.

Kreuzzeitung. — Aucune paix n'est acceptable pour nous qui ne comportera pas une très considérable indemnité de guerre. Car seule une indemnité permettra notre expansion politique et économique, sinon tout notre développement serait écrasé sous le poids des impôts. Nos charges ne doivent pas s'accroître à un point qui nous rendrait toute concurrence impossible ; elles seront déjà assez lourdes.

Preussische Jahrbücher (Professeur Hans Delbruck). — Nous devons avoir une paix durable, mais faisons des conditions qui ne peuvent faire croire aux autres peuples que nous voulons l'hégémonie mondiale.

Tous les peuples se battent pour l'indépendance, mais s'ils sont asservis par les armes, ils se battront de nouveau réciproquement. Comme notre sécurité ne peut être basée que sur notre puissance, les autres puissances doivent laisser la nôtre exister à côté d'elles.

Non seulement nos ennemis, mais presque tous les neutres ont vécu pendant cette guerre dans l'idée que c'est nous qui l'avons déchaînée pour exercer la maîtrise sur le monde.

Au contraire, dans la paix, nous ne poursuivrons que ce que la sécurité de l'Allemagne exige. Cette déclaration non seulement rendrait les pourparlers possibles, mais aussi la paix durable.

Atteignons au mieux ce double but en fixant nos buts de la guerre à l'Orient.

Kreuzzeitung (M. Otta Hoelzseh). — Il semble que le destin veuille obliger même ceux qui s'y refusent encore à voir que nous devons, nous et nos alliés, mener la guerre contre l'Angleterre jusqu'au bout, car la seule réponse que l'Allemagne puisse donner à la note signifiée par la France, mais dictée par l'Angleterre et par Lloyd George, n'est pas douteuse.

En attendant, il est indispensable de préciser clairement les buts de guerre de l'Allemagne. Les voici résumés en trois points :

1° Il faut assurer, au point de vue militaire, la sécurité de l'Empire. Il appartient donc aux militaires de tracer eux-mêmes les frontières de l'Empire ;

2° L'Allemagne doit être pourvue d'un vaste empire colonial ;

3° L'Allemagne doit recevoir une forte indemnité de guerre.

Lokal Anzeiger. — Des journaux américains et anglais essaient, conformément à l'esprit de la note de l'Entente, de rejeter sur l'Allemagne la responsabilité pour la poursuite de la guerre et de nouvelles effusions de sang. Ils déclarent que notre œuvre de paix ne pouvait pas être prise au sérieux, parce que nous n'avons pas fait connaître nos conditions et ils disent que nous devrions le faire. Il ne peut naturellement pas en être question.

Cette note exige de nous des concessions et, notamment, des expiations et des garanties que nous-mêmes n'avons pas à demander, puisque, Dieu merci, nous les possédons. On veut que nous fassions connaître nos conditions avant que les représentants de l'Entente s'assemblent avec les nôtres autour d'une table, comme Jules Favre avec Bismarck en 1870, et Wite avec les Japonais en 1905.

Faire connaître nos conditions après la réception de la note de l'Entente serait manquer de dignité. D'autre part, cela n'aurait absolument aucun résultat, car, d'après la décision du Sénat français, l'évacuation du territoire français doit servir de préliminaire aux négociations de paix. Bien que cette condition préliminaire ne figure pas dans la note de l'Entente, il est évident qu'elle est sous-entendue. Les neutres doivent reconnaître qu'après la réponse qui a été faite à notre proposition, il ne nous reste plus qu'à montrer notre force.

Vorwärts. — Cette tentative de proposition a échoué. Seulement, deux éventualités s'ouvrent maintenant. Il faut que l'un des adversaires, battu, demande la paix, ou qu'une ou plusieurs nations neutres assument le rôle de médiateur. Le chemin semble encore extrêmement long entre les insuccès militaires de l'Entente et la défaite définitive qui ne lui laisserait d'autre ressource que d'implorer la paix.

S'il existait un moyen de réduire l'adversaire à cette extrémité, personne n'hésiterait à l'employer. Mais il ne faudrait pas que ce moyen puisse se retourner contre nous.

AUTRICHE

Neue Freie Presse. — L'Entente ne voudra entamer les négociations de paix que lorsque les puissances centrales auront été chassées des territoires occupés, lorsque la Russie aura pris les détroits et que la libre Pologne sera reconstituée. Voilà l'esprit de l'ordre du jour du Tsar et de la réponse de l'Entente.

Neues Wiener Tageblatt. — La seule chose nécessaire maintenant est de combattre.

Neue Freie Presse. — Le ton de la note de l'Entente, qui est d'ailleurs un document médiocre, est inconvenant. On ne peut pas tolérer les mots de « sanctions », « réparations » et « garanties » dans un document diplomatique, étant donné que rien ne les justifie. Les loups veulent se faire passer pour des agneaux ; cela ne leur réussira pas ; l'Entente sera responsable des événements de l'avenir.

Commentaires de la presse neutre.

ESPAGNE

Heraldo (de Madrid) (De M. Vicente Barrio qui a représenté le parti socialiste espagnol au récent Congrès de Paris). — Nous sommes résolument opposés à la guerre et au militarisme, mais l'agression brutale des Empires du Centre impose au parti socialiste français l'obligation d'accourir à la défense de la patrie envahie. Non seulement en faisant cela il sert la cause de son pays, mais celle de la civilisation et de l'humanité entière. Bien que nous soyons, socialistes espagnols, des internationalistes, nous formons des vœux pour la victoire de la France, parce qu'elle sera la victoire de la liberté des peuples.

HOLLANDE

De Tijd (catholique, d'Amsterdam). — C'est l'injustice et le crime que l'Allemagne a commis en violant la neutralité de la Belgique et qu'elle aggrave actuellement par la déportation des « civils » qui constituent le plus grand obstacle à la conclusion de la paix.

Ceux-là mêmes qui gardent quelques sympathies pour le peuple allemand sont découragés par l'attitude du Gouvernement de Berlin. Il est évident que l'Allemagne ne peut pas échapper à la fatalité. Il y a dans la note des Alliés un passage particulièrement poignant et digne. C'est celui où ils retracent le sort tragique et affirment les droits sacrés de la Belgique. Il n'y a pas un homme de cœur qui n'ait tressailli en lisant cette protestation émue et justifiée.

Het Vaderland (de La Haye). — La crise intérieure s'est aggravée depuis le rejet des propositions allemandes. Notre pays est pris entre l'enclume et le marteau. Il est étonnant que l'opinion publique se retranche dans une indifférence coupable.

SUISSE

Aargauer Volksblatt (d'Argovie). — L'Entente espère en sa supériorité militaire pour le printemps prochain. Elle semble prévoir un affaissement psychique et physique des puissances centrales. On ne saurait dire si ces espoirs seront justifiés.

Certains officiers bavarois et autrichiens estiment qu'il vaut mieux, pour les peuples, succomber que de vaincre pour la Prusse, et c'est là un indice grave. Il n'est pas impossible que ce germe, encore latent, prospère et se multiplie. La guerre s'est affirmée comme une guerre de conquêtes entreprise par la Prusse, comme le moyen d'assurer sa politique d'expansion.

De son côté, l'Entente a imprimé à la guerre un caractère de campagne de liberté et de châtiment. Jamais la Prusse n'effacera les accusations que l'Entente a formulées contre elle. Elle a l'Histoire pour juge et la Liberté comme ennemie.

V

APRÈS LA RÉPONSE DES ALLIÉS A M. WILSON

Commentaires de la presse ennemie.

ALLEMAGNE

Frankfurter Zeitung. — La note des Alliés constitue la plus injurieuse provocation qui puisse être dirigée contre l'Allemagne.

Vorwärts. — La note à M. Wilson, bien loin d'être une offre de paix, est une nouvelle déclaration de guerre avec des buts de conquête sans limites. Même dans le camp adverse, il ne peut pas se faire que l'on croie à la possibilité de réaliser ces buts, mais en affectant d'être sûr de la victoire et en présentant des exigences démesurées, on croit pouvoir ébranler l'Allemagne et ses alliés. Maintenant, chaque acte, chaque mot qui tendrait à affaiblir chez les Allemands la volonté de se défendre serait un crime contre le peuple allemand.

Deutsche Tageszeitung. — Tout le monde peut constater maintenant que l'intégrité des Empires centraux ne peut plus être garantie que par la victoire définitive.

Lokal Anzeiger. — Nos ennemis, par leur note, ont rendu ce grand service à l'Allemagne de faire disparaître toute trace de faiblesse et d'affirmer chez chacun la volonté de vaincre.

Strassburger Post. — Nous ne faisons appel au secours de personne pour nous aider à défendre notre bon droit. Toutefois, nous exigerons qu'on nous laisse maintenant toute liberté d'action pour garantir notre propre existence, pour imposer, par tous les moyens dont dispose notre puissance, une paix allemande à la meute de tous nos ennemis, pour que nous obtenions, à l'aide de notre épée et non pas à l'aide d'un compromis, toutes les garanties et mesures de sécurité que nous jugeons nécessaires à l'établissement d'une paix durable.

La main que nous tendions s'est fermée en un poing qui se serre autour de la garde de l'épée.

Leipziger Neueste Nachrichten. — Lorsque nous serons prêts à entrer en pourparlers de paix, il faudra que notre Gouvernement s'inspire des conditions formulées hier par l'Entente. Pour le moment, nous n'avons pas besoin de répondre aux ordures que renferme le document des Alliés ou

plutôt, s'il faut répondre, cette réponse devra être la traduction du geste que le peuple allemand tout entier attend de ses gouvernants avec certitude.

Münchner Neueste Nachrichten. — Les buts de guerre de l'Angleterre sont nets. Quant à nous, nous sommes d'avis que nous avons suffisamment parlé. Il faut agir, maintenant. Notre but de guerre n'autorise pas le moindre doute. Il s'agit de pulvériser cette tour britannique dont a parlé M. Lloyd George.

Commentaires de la presse neutre.

SUISSE

Journal de Genève. — Dans son ensemble, cette note produira une impression des plus favorables. Son langage ferme et digne est celui de la franchise; elle s'inspire des principes de liberté et de justice. Les Alliés se sont expliqués avec toute la clarté voulue, c'est maintenant à l'Allemagne de répondre.

Zürcher Post. — L'Entente dit ouvertement, dans sa note, qu'elle ne croit pas à la paix, et les puissances centrales confirment cette façon de voir, dans la note qu'elles viennent de communiquer aux neutres. Ainsi la guerre, selon toute vraisemblance, va reprendre plus acharnée et sur une plus gigantesque échelle. On pourrait penser que l'Amérique jettera sa puissance dans la balance, pour éviter cette catastrophe, que les neutres s'uniront pour obliger à la paix. Mais l'espoir est faible, et si grand est le danger de voir mêler à la guerre les États jusqu'ici épargnés qu'on ne peut s'arrêter à ce rêve.

Volksrecht (socialiste, de Zurich). — Enfin nous connaissons la réponse de l'Entente à la note Wilson. Pour plusieurs raisons on était plus impatient de la connaître que celle faite à l'offre de paix allemande. C'est la première fois qu'un des belligérants fait connaître brièvement ses buts de guerre ou ses conditions de paix, et en réalité la note de l'Entente ne laisse pas beaucoup à désirer en netteté à cet égard.

ESPAGNE

La Epoca. — La lecture de la réponse des Alliés fait ressortir leur énergie, mais prouve que la paix est encore éloignée. La clarté de la réponse diffère totalement du style habituel des chancelleries. Tous les chefs d'accusation contre les Empires centraux défilent nettement, mais équivalent à déclarer que, pour le moment, la paix n'est pas possible. Le point principal de la note est celui qui énumère les conditions dans lesquelles les Alliés feraient la paix ; elles sont d'un vainqueur absolu, elles atteignent de telles limites que les Empires centraux feront la plus vive opposition.

ÉTATS-UNIS

The New-York Times. — L'Allemagne peut-elle continuer à s'opposer

à la paix de justice et de droit éternels contre l'union des nations, qui, elle, offre de garantir que la paix ne sera pas de nouveau troublée ?

Son affirmation qu'elle se bat pour son existence perd de sa valeur en face des assurances solennelles des Alliés que jamais il n'a été dans leur but d'exterminer les Allemands. C'est à l'Allemagne de dire que la paix va maintenant régner ; elle peut continuer la guerre, mais ce sera une lutte sans espoir, avec la défaite inévitable et des conditions encore plus dures.

The New-York World. — Seuls, l'Allemagne et ses alliés n'ont pas fourni à la note du président Wilson les informations précises qui étaient demandées.

Par sa note, l'Entente a franchement mis en relief sa sincérité diplomatique et peut en appeler sans crainte au jugement du monde entier.

TABLE DES MATIÈRES

			Pages
Préface de M. Georges Reynald			5
		I	
1916	*31 oct.*	Lettre du Kaiser à M. de Bethmann-Hollweg	25
1916	*12 déc.*	Note du chancelier allemand aux États neutres	26
		Texte de la note	27
1916	*12 déc.*	Discours du chancelier allemand au Reichstag	29
1916	*12 déc.*	La note allemande au Pape	33
1916	*12 déc.*	Communication du Gouvernement austro-hongrois	36
1916	*12 déc.*	Ordre de Guillaume II à ses armées	39
1916	*12 déc.*	Ordre de l'empereur d'Autriche à ses armées	39
1916	*13 déc.*	Déclaration de M. Sonnino à la Chambre italienne	40
1916	*13 déc.*	Discours de M. Briand, président du Conseil, à la Chambre des Députés	42
1916	*14 déc.*	Déclarations du comte Tisza à la Chambre des Députés de Hongrie	45
1916	*15 déc.*	Une communication russe	46
1916	*15 déc.*	Déclaration du Gouvernement britannique à la Chambre des Communes	48
1916	*19 déc.*	Discours de M. Lloyd George, premier ministre britannique, à la Chambre des Communes	49
1916	*19 déc.*	Discours de M. Asquith à la Chambre des Communes	59
		II	
1916	*21 déc.*	Note du président Wilson aux États belligérants	61
1916	*23 déc.*	Note de la Suisse aux États belligérants	66
1916	*25 déc.*	Manifeste du Tsar	68

III

			Pages
1916	*27 déc.*	Réponse de l'Allemagne à la note des États-Unis	71
1916	*27 déc.*	Réponse de l'Autriche à la note des États-Unis	72
1916	*27 déc.*	Réponse allemande à la note suisse	73
1916	*27 déc.*	Réponse austro-hongroise à la Suisse	74
1916	*29 déc.*	Note espagnole à M. Wilson	75
1916	*29 déc.*	Note des États scandinaves aux Alliés	76

IV

1916	*30 déc.*	Réponse des Alliés aux Empires centraux	77

V

1917	*10 janv.*	Réponse des Alliés à M. Wilson	83
1917	*10 janv.*	Note belge à M. Wilson	88

VI

1917	*11 janv.*	Deuxième note allemande aux neutres	91
1917	*11 janv.*	Deuxième note autrichienne aux neutres	96
1917	*12 janv.*	Proclamation du Kaiser à son peuple	100
1917	*16 janv.*	Monsieur Balfour au président Wilson	102
1917	*17 janv.*	Réponse de l'Entente à la Suisse	107
1917	*17 janv.*	Réponse de l'Entente aux États scandinaves	108
1917	*21 janv.*	Réponse bulgare à la note des Alliés	109

VII

1917	*23 janv.*	Message du président Wilson aux sénateurs américains	111

ANNEXES

I. — Après la première note allemande 123
II. — Après les déclarations respectives des Gouvernements alliés 126
III. — Après la première note de M. Wilson 128
IV. — Après la réponse de l'Entente aux puissances centrales 132
V. — Après la réponse des Alliés à M. Wilson . . . 136

NANCY, IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT — AVRIL 1917

PAGES D'HISTOIRE — 1914-1917

e Série m

ÉMILE HINZELIN

L'Alsace-Lorraine sous le joug qui se brise...

2e MILLE

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS
5-7, RUE DES BEAUX-ARTS

NANCY
RUE DES GLACIS, 18

34

Prix : 60 centimes.

L'ALSACE-LORRAINE

SOUS

LE JOUG QUI SE BRISE

Il a été tiré de ce volume cinquante-cinq exemplaires numérotés à la presse, dont :

5 sur papier du Japon (N°s 1 à 5);

50 sur papier de Hollande (N°s 6 à 55).

PAGES D'HISTOIRE — 1914-1917

9e Série m

ÉMILE HINZELIN

L'Alsace-Lorraine sous le joug qui se brise...

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS
5-7, RUE DES BEAUX-ARTS

NANCY
RUE DES GLACIS, 18

1917

L'ALSACE-LORRAINE

SOUS

LE JOUG QUI SE BRISE

Avant la guerre, l'Alsace-Lorraine avait un bâillon. Aujourd'hui, elle a une poire d'angoisse. L'ennemi prétend lui imposer le silence du cimetière. Cependant, malgré lui, nous savons tout ce qu'elle endure. Par les interstices du sanglant rideau de fer, tendu entre elle et nous, passent toutes les nouvelles importantes. Impossible, même à l'oppression la plus impitoyable, de tenir au secret une population qu'anime le vif et souple esprit de France.

Voici, de Metz, une carte remise par un neutre : « Nous vous attendons et nous vous entendons. » Mots sacramentels de là-bas ! Metz ne perd pas un écho de la canonnade qui retentit du bois Le Prêtre à Verdun. Verdun et Metz sont deux grandes voisines qui s'aiment comme deux sœurs. Quand fut inauguré, en 1908, au milieu des champs de bataille de Metz, le monument de Noisseville, sculpté par notre ami Hannaux en l'honneur des soldats français, ce fut la

délégation de Metz qui arriva la première. Vint ensuite celle de Toul. A l'entrée de Verdun, on lit cette vieille inscription : « Metz, 63 kilomètres. » En entendant le canon, les Messins se disent : « La bataille continue sur la Meuse. Si nous en croyions les dépêches où les Allemands annoncent tant de victoires, la bataille aurait lieu au moins sur la Garonne. »

D'une lettre écrite par un Messin, et qui a passé sous les yeux de l'autorité allemande : « Notre vieille amie Georgette n'a plus beaucoup à faire. Son atelier reste fermé quatre ou cinq jours par semaine. » Georgette, c'est la femme du boucher. A cette jolie trouvaille, « l'atelier de Georgette », voici un pendant. D'un village lorrain, on écrit : « Le beau-père de notre cousine Jeanne continue à se plaindre. Depuis quelques nuits, il se plaint même plus que jamais. » En réalité, la cousine Jeanne a perdu son beau-père depuis de longues années. La personne à qui cette lettre est adressée le sait bien, mais sait aussi que le beau-père en question s'appelait : le père Canon.

Tout le monde connaît ce que l'abbé Wetterlé appelle « le calvaire du pauvre Meyer ». M. Meyer, employé de commerce à Mulhouse, était accusé d'avoir porté en Suisse des lettres pour la France. Il fut condamné à la prison perpétuelle. Un de ses juges lui conseilla d'en appeler à un autre tribunal. Il suivit ce conseil. L'autre tribunal le condamna à mort. Avons-nous besoin de dire que ce loyal Alsacien, ce

bon Français, victime de l'abjecte perfidie allemande, mourut en brave ?

Contre nos avions qui bombardent la gare des Sablons à Metz, tonnent à l'envi le fort de Queuleu et la redoute de Saint-Privat. Beaucoup de projectiles allemands retombent sur la Citadelle, sur l'Esplanade et sur le sud de la ville. L'un d'eux a tué M. Gennesson, fabricant de chaux, place Saint-Louis. Les journaux de Metz, qui aujourd'hui sont tous pangermanistes (le *Lorrain,* le *Messin* et le *Courrier de Metz* étant supprimés depuis le commencement de la guerre), feignirent tous l'indignation. La *Metzerzeitung* et la *Lothringerzeitung* flétrirent « la barbarie des Alliés qui font la guerre aux civils ». Mme Gennesson répondit :

— Mon mari a été tué par un obus allemand. Cet obus, un 77, n'a éclaté qu'après avoir rebondi sur le pavé. Je l'ai vu.

Elle avait eu tort de voir, plus grand tort de parler. Jetée en prison sous l'inculpation de fausses nouvelles, elle ne put assister aux funérailles de son mari.

La presse allemande reproduit des articles des deux principaux journaux socialistes d'Alsace-Lorraine s'imprimant l'un à Mulhouse, l'autre à Strasbourg. Après y avoir souligné de véhémentes déclarations germanophiles, elle conclut : « L'Alsace-Lorraine veut demeurer allemande. » En vérité, nous ne pourrions dire si ces déclarations germanophiles expriment la pensée véritable des rédacteurs en chef de ces jour-

naux. En ce moment, tous deux sont en prison. Leurs journaux sont rédigés par des journalistes envoyés de Prusse en Alsace à cet effet. La presse allemande ne l'ignore pas. Mais elle a besoin de faire connaître au monde une opinion... alsacienne.

A chaque pas, en Alsace-Lorraine, on voit quelque trace de la bonne foi et de la moralité germaniques. La ville de Metz a été envahie par des femmes de mauvaise vie. Ce sont des Allemandes venues en Lorraine avec leurs maris occupés dans les usines : forges de Rombas et d'Hagondange, ateliers de chemins de fer de Montigny, houillères de Forbach. Leurs maris étant mobilisés, ces malheureuses se livrent à la prostitution. Leur nombre s'accroît tellement que les autorités allemandes les menacent d'emprisonnement pour la durée de la guerre. Le Kreisdirector de Forbach, un Prussien pourtant, exprime son regret de ne pas pouvoir les faire fouetter sur la place publique.

Un décret du 19 octobre 1916, signé du général d'infanterie von Esa et contresigné du gouvernement militaire de Strasbourg, contient ces lignes :

« Lorsque l'autorité administrative appellera au travail en vertu du présent décret, celui qui n'obtempérera pas à l'invitation sera forcé à la prestation du travail. Celui qui, invité à la prestation du travail, la refusera ou refusera de la continuer, sera, en vertu de la loi sur l'état de siège, si aucune punition supérieure n'est encourue par lui en vertu des lois exis-

tantes, puni de prison jusqu'à un an. L'arrêt ou la négligence du travail sera considérée comme un refus. »

Ainsi, les Alsaciens-Lorrains sont condamnés aux travaux forcés. Dans l'indignité de cette nouvelle épreuve, ils regardent toujours plus tendrement vers la France d'où ils attendent la liberté et la réparation. En vérité, l'ennemi les considère déjà comme des Français, puisqu'il leur fait subir les mêmes épreuves qu'à ceux de Lille, de Douai et de Saint-Mihiel.

Un jambon coûte 100 marks, un méchant poulet 25 marks, une livre de beurre 40 marks. A la faveur d'une complicité grassement payée, une vieille dame malade a reçu de France un petit pot de beurre frais. Elle le savoure pieusement par menues parcelles, en fermant les yeux, pour ressaisir l'impression des déjeuners où communiait toute la famille.

A Mulhouse, en moins d'une semaine, on a enterré plus de quarante nouveau-nés. Comment, à ce propos, ne pas songer aux tortures que l'Allemagne, en 1870-1871, infligea à Paris assiégé? Pendant les pourparlers qui précédèrent la capitulation, Jules Favre demandait à Bismarck de laisser entrer dans Paris au moins un peu de lait pour les petits enfants. Bismarck répondit : « Que voulez-vous dire, avec vos petits enfants? Je croyais que vous les aviez tous mangés. » Plaisanterie d'ogre, semblable à celle qu'il fit devant Bazeilles, en humant la fumée des incendies où périssaient tant de malheureux habitants : « Tiens! cela sent l'oignon grillé! »

Après les convois funèbres, les tombereaux sinistres. En Alsace-Lorraine, les Allemands achèvent la chasse au cuivre. Dans les voitures du service de voirie, ils ont entassé pêle-mêle les objets où depuis des siècles s'était miré l'orgueil familial des ménagères : la poissonnière qui cuisait les matelotes de brochets ou de truites, la bassine aux confitures, le moule à kugelhof, la double porte du poêle de faïence, et toi, cher balancier de l'horloge qui, à chaque seconde, faisais entrevoir ton furtif éclair, et vous, chandeliers ouvragés qui aviez votre place au chevet du lit dans lequel reposaient nos morts !

A Colmar, une Allemande à qui l'on parlait des atrocités commises à Louvain, à Nomeny, à Gerbéviller, murmurait, les yeux pleins de larmes : « Nos fils ne sont pas capables de ces infamies-là : on les calomnie. » Quelque temps après, la même Allemande vit dans un journal le tableau complet des navires coulés par les sous-marins boches. Alors, les yeux rayonnants d'une joie triomphale, elle s'écria : « Direz-vous encore que nous sommes des vaincus ? »

Un de nos amis nous arrive d'Alsace, au prix de maintes fatigues et de maints périls :

— Ah ! s'écrie-t-il en serrant nos mains, on ne fera jamais le compte des persécutions que les Allemands inventent. Ils ont forcé les Alsaciens et les Lorrains à remplacer sur les tombes, sur toutes les tombes, les inscriptions en français par des inscriptions en allemand. Vous savez que, depuis quelques

années, ils n'admettaient plus le français pour les nouvelles inscriptions funéraires. Mais les anciennes subsistaient. Les morts des siècles passés pouvaient dormir tranquilles sous leur dalle marquée des doux mots : « Ici repose... » — « Grattez ces épitaphes factieuses », a ordonné l'Allemagne. L'allemand, ici, c'est la seule langue que les morts eux-mêmes doivent parler. Nous avons pleuré en effaçant les chers mots français. La langue française et la France ne nous en restent que plus sacrées dans le secret de notre cœur.

En Alsace-Lorraine, certaines villes sont à peu près désertes. D'autres deviennent de véritables bastions : au dehors, des tranchées et des boyaux ; au dedans, des sapes et des mines. Aux pauvres gens qu'ils bannissent de leurs maisons, les Allemands disent :

— Vous n'avez pas voulu être à l'Allemagne. L'Allemagne ne veut plus de vous. Elle installera ici des Allemands véritables. C'est d'ailleurs ce qu'elle fera désormais dans tous les territoires qu'elle s'annexera.

A vrai dire, ce langage de monstrueuse barbarie n'est pas une nouveauté. Quand l'Allemagne a vu que, décidément, ses tentatives pour germaniser les populations d'Alsace-Lorraine restaient vaines, elle a déclaré très haut, surtout après l'affaire Forstner (1912) : « Les Alsaciens-Lorrains doivent plier ou partir. Pas de milieu. »

Certaines de ces nouvelles d'Alsace-Lorraine sont d'une émouvante simplicité qui touche au sublime.

A la gare de Strasbourg passent quelques prisonniers français. Ils aperçoivent sur le quai une vieille femme en costume alsacien et ils la saluent. La vieille femme fond en larmes. Alors toutes les femmes, tous les enfants, tous les vieillards qui se trouvent à la gare se mettent à pleurer. Quoi de plus éloquent que cette scène muette? L'ennemi ne peut rien contre elle. Il n'a pas encore forgé d'armes contre les larmes et le silence.

Chaque jour s'accroît la liste des biens mis sous séquestre. Ce sont ceux des propriétaires appartenant à une nationalité étrangère, ceux d'indigènes considérés comme déserteurs, ceux de parents de déserteurs. Aux administrateurs de séquestres (*Zwangsvernwalter*), la loi allemande prescrit de gérer les biens qui leur sont confiés, non pas dans l'intérêt des personnes qu'ils représentent, mais « dans l'intérêt de l'ensemble de la vie économique de l'Allemagne ». L'Allemagne a-t-elle besoin de quelque chose qui figure dans ces biens séquestrés? les administrateurs, avec empressement, l'invitent à faire son choix.

Elle met sous séquestre les fortunes de tous ceux qui sont déchus de leur nationalité. A chaque instant, nous apprenons que tel ou tel Alsacien n'a plus le droit de se réclamer de l'Allemagne. Assurément, il n'avait jamais eu l'idée de s'en réclamer. Mais, suivant le texte de la décision prise, on lui déclare : « Si vous ne revenez pas immédiatement en terre d'Empire, vos biens seront administrés dans l'intérêt de

l'Allemagne. » Pour commencer, les administrateurs emploient les fonds, sur lesquels ils mettent la main, à subventionner les œuvres de guerre et à souscrire aux emprunts allemands.

Quatre conseils de guerre, siégeant en permanence, continuent à distribuer à tour de bras des condamnations de toutes sortes. Des perquisitions s'opèrent partout, à toute occasion, voire sans l'ombre d'un prétexte. Un mot prononcé en français constitue un crime de haute trahison. Une maman dit en rue à sa petite fille de huit ans : « Ouvre ton parapluie, voici une averse. » Toutes les foudres de la justice allemande de pleuvoir sur un front à ce point téméraire.

Un petit garçon de Strasbourg chante la *Marseillaise*. Il a six ans. La police ne peut pas l'arrêter. Elle arrête le père. Condamné. Les juges déclarent sentencieusement : « Les jeunes *la* chantent, parce que les vieux *la* fredonnent. » Dès la déclaration de guerre, le premier geste des Allemands a été de tuer tous les pigeons strasbourgeois. Une vieille demoiselle qui avait conservé deux tourterelles en cage, fut condamnée à huit jours de prison et ses tourterelles à mort. Un négociant suisse qui habitait l'Alsace nous signale ce fait : Des blessés français traversaient Strasbourg. Un jeune officier allemand les nargua. Un vieil Alsacien lui reprocha son langage, puis, sur une immonde insulte de lui, le souffleta. Des soldats se précipitèrent et, à coups de crosse, poussèrent le vieillard en prison. « Jamais, ajoute le Suisse, je

n'oublierai le regard qu'il adressa de loin aux deux blessés français, en les saluant de sa main vengeresse. »

Sous les armoiries de Strasbourg court de gauche à droite une bande rouge. C'est la route de sang que les Barbares tracèrent jadis en Alsace. Voilà des armes parlantes : armes saignantes, hélas! armes prophétiques. La ville française de Strasbourg, comme jadis la cité romaine d'*Argentoratum,* est au martyre.

En vérité, jusqu'à présent, les Français ont aimé l'Alsace sans assez la connaître. Quarante-quatre ans d'occupation allemande ont fait d'elle une énigme que, au début de la guerre, ils ne purent pas déchiffrer d'un coup d'œil sous le feu de l'ennemi. Ils oubliaient qu'en Alsace-Lorraine, sur 1.874.013 habitants, il y a 400.000 immigrés. Sur quatre habitants qu'on rencontre en Alsace-Lorraine, un Allemand.

Pendant notre première occupation du Sundgau, un commandant arrivait dans le bourg de K... Il manda le maire :

— Vite, mettez le drapeau français à la porte de la mairie.

Le maire secoua la tête sans répondre. Le commandant le fit arrêter. Le maire était un ancien lieutenant français absolument fidèle à la France. Fonctionnaires allemands, juges de paix, receveurs des Postes, gardes forestiers, douaniers, gendarmes, étaient laissés libres. Quelques heures après, les troupes françaises durent se retirer. Le maire fut remis

en liberté. Mais les Allemands, en rentrant à K..., l'emprisonnèrent, à cause du drapeau français resté à la porte de la mairie.

Dans tel village alsacien que nous avions évacué, les Allemands prirent au hasard des habitants, vieillards et femmes, qui leur avaient été signalés par des immigrés comme ayant fait accueil à nos troupes. Ordre fut donné de les fusiller. Vieillards et femmes furent forcés de s'aligner contre un mur, les bras en l'air. Ils attendirent la mort. Pas un cri, pas un soupir. Un seul mot, celui que prononça une femme :

— *Ziehlet güet ass kaïn im andra nouaga müess* (Visez bien, pour qu'aucun de nous ne voie tomber l'autre).

Citons au hasard quelques condamnations. Toutes sont significatives au plus haut point.

M. Ritler, comptable (Alsacien), condamné par le Conseil de guerre de Strasbourg à huit jours de prison pour avoir dit : « *Ils* sont encore loin de Paris. »

M. Ortschist, ouvrier (Alsacien), condamné par le Conseil de guerre de Neuf-Brisach à trente mois de travaux forcés pour avoir dénoncé aux Français un ouvrier, espion allemand.

M. Wagner, directeur de fabrique (Alsacien), condamné par le Conseil de guerre de Neuf-Brisach à trois ans de travaux forcés pour avoir serré la main à un officier français.

MM. Daugel, Rausch, Munsch (Alsaciens),

condamnés par le Conseil de guerre de Neuf-Brisach chacun à quatre ans de travaux forcés pour avoir dénoncé un agent de police allemand qui se cachait à Mulhouse pendant l'occupation française.

M. Reufling, du Logelbach (Alsace), condamné à mort par le Conseil de guerre de Colmar pour avoir dit aux troupes françaises : « Les boy-scouts allemands sont fort capables de tirer sur vous. »

Plus de deux ans après notre offensive en Alsace-Lorraine, des Alsaciens-Lorrains étaient dénoncés et condamnés encore pour avoir manifesté de la joie à revoir nos soldats.

Dans toute l'Alsace-Lorraine, de Ferrette à Sierck, au lendemain de la délivrance, on comptera sur les doigts les personnes qui n'auront pas été en prison. Les Alsaciens-Lorrains sont emprisonnés pendant de longs mois pour avoir prononcé le petit mot français : *adieu* ou *bonjour*. L'un d'eux nous écrit : « L'ennemi veut nous rendre la vie impossible chez nous. Voilà qui est simple comme bonjour. » Un tisserand de Schlestadt, Joseph Chaunée, a été condamné à neuf mois de prison pour avoir dit que les armées allemandes ne sont peut-être pas aussi fortes qu'on l'imagine. Un voyageur de commerce de Strasbourg, Joseph Martin, a été condamné à cinq mois de prison pour avoir dit : « Les chefs allemands, autrichiens et bulgares n'ont pas eu grand mal à écraser sous une triple masse énorme la pauvre petite Serbie. »

L'Alsace-Lorraine est forcée de pavoiser à la nouvelle de chaque victoire allemande remportée par l'Agence Wolff, c'est-à-dire à peu près chaque soir. Le maire allemand de Colmar, un certain Dieffenbach, dénonce sans trêve ses administrés qui mettent trop peu d'empressement à sortir le drapeau de l'Empire, ce drapeau noir, blanc, rouge, qu'ils appellent le « tricolore en deuil ». Toute servante qui rapporte les conversations tenues en français par ses patrons touche une prime de vingt marks. « C'est plus de trente deniers, disent les Alsaciens. Mais il faut tenir compte de la cherté de la vie sous le joug allemand. »

Six habitants de l'arrondissement de Schlestadt ont été condamnés à la prison pour avoir jeté du pain à des prisonniers russes occupés aux travaux agricoles. Deux autres Alsaciens ont eu cent marks d'amende pour avoir demandé avec candeur : « Comment ne nous donne-t-on pas plutôt des prisonniers français ? » Deux cents marks d'amende et huit jours de prison à une jeune fille pour avoir écrit son nom sur le carnet d'un Russe. Quinze jours de prison à un journalier d'Ergersheim (canton de Molsheim), pour avoir trinqué avec un Russe. La femme d'un fonctionnaire allemand avait déclaré, en parlant des succès remportés par l'Allemagne en Russie :

— Nous en avons encore pris deux cent mille.

— Deux cent mille quoi ? avait murmuré un Alsacien. Deux cent mille poux ?

Ci, trois mois de prison.

Depuis la déclaration de guerre, les prisons d'Alsace-Lorraine n'ont pas eu une place vide pendant une minute. Les nouveaux condamnés reçoivent un numéro et attendent dans la cour. On contraint les femmes à travailler à un tricot qu'on confisque au sortir de la prison. Travaux forcés au profit de l'Allemagne.

Ce n'est plus seulement pour avoir offert un verre d'eau aux blessés français que l'on condamne les femmes, ce n'est plus seulement pour les avoir salués, c'est pour leur avoir souri.

— Vous avez souri à l'ennemi héréditaire ? s'écrie le juge allemand.

— Elle a souri ! répète le délateur.

L'Alsacienne cherche à se rappeler si vraiment, en regardant nos soldats, elle a eu sur les lèvres le pli secret et tendre où les Allemands ont vu un sourire. En vérité, en cette matière, ils sont si peu connaisseurs ! Le sourire, quel qu'il soit, ce n'est pas chose boche. Pour un Allemand, pas de milieu entre le gros rire et le gros accablement. Le sourire qui accueille, le sourire qui salue, le sourire qui récompense, le sourire qui réconforte, c'est une fleur de France. En songeant à ce sourire possible, l'Alsacienne a un sourire réel. Récidive. Bravade. Défi. Provocation. Une fois de plus, l'Allemagne est provoquée. En prison.

— Bon ! pense la condamnée avec le plus char-

mant sourire du monde, je puis compter sur un tour de faveur à l' « Hôtel de France ».

C'est ainsi qu'on appelle la prison à Mulhouse, à Strasbourg, à Metz. Le mot lui aussi est un chef-d'œuvre. On dirait une de ces enseignes souriantes que les grands ferronniers français forgeaient avec une élégance volontairement ingénue.

Au sortir de l' « Hôtel de France », l'Alsacienne met sur la glace de son salon l'invitation, c'est-à-dire l'ordre d'écrou. Un salon alsacien ou lorrain sans cette décoration-là semblerait trop triste. Récemment, on disait à une dame de Metz :

— Vous avez donc été condamnée, vous aussi ?

— Naturellement, répondit-elle. Je n'aime pas à me faire remarquer.

A l' « Hôtel de France », comme dans le reste de la ville, les Alsaciens-Lorrains n'ont jamais été plus sûrs de notre victoire, plus fiers de leurs sacrifices, plus heureux de notre affection.

En face du courage déployé par les femmes d'Alsace-Lorraine comme par toutes les femmes de France, il est impossible de ne pas rappeler l'accablement que montrent les femmes d'Allemagne ! Et à qui se plaignent-elles ? A leurs maris, à leurs frères ou à leurs fiancés prisonniers en France. Les lettres allemandes que nous lisons, chaque jour, sont significatives au delà de toute expression. D'un bout à l'autre, il est question de la cherté des vivres, du lait qui se fait si rare, de la graisse qui est hors de prix,

de l'amaigrissement qui en résulte : « Tu ne reconnaîtrais pas ta chère Ursel. » — « Grete n'est plus que l'ombre d'elle-même. » — « J'ai dû renoncer à mes tartines de graisse d'oie après le mauvais repas de midi. » Certes, les femmes d'Alsace-Lorraine souffrent physiquement plus encore que les Allemandes, mais elles ont une pudeur héroïque qui les empêche de se lamenter.

Plus que personne, nos vaillantes compatriotes des provinces annexées ont contribué à garder à la France les âmes dont l'Allemagne prétendait s'emparer. Sans autres armes que leur fidélité au passé français, elles ont résisté triomphalement à la germanisation. Dans leur maison, meubles, ornements, coutumes, langage, jusqu'aux moindres détails des repas, tout demeurait fidèle. Sous les toits d'Alsace et de Lorraine, rien de l'ennemi ne pénétrait. La France s'y retrouvera chez elle. Les maris avaient maintes préoccupations : les affaires, la clientèle, les rapports forcés avec l'administration, les querelles politiques. Les femmes demeuraient étrangères à tout ce qui n'était pas leur idéal. Elles faisaient l'union sacrée dans l'amour de la France.

*
* *

Les hommes, en Alsace-Lorraine, ont presque tous été enlevés, même les infirmes qui n'avaient pas fait de service militaire. On les envoie sur le front

russe. L'un d'eux écrit de Poméranie : « Sur 75 Alsaciens que comptait mon escadron, 14 seulement ont échappé à la boucherie. Pour eux, sans doute, c'est partie remise. Il y a, sur le Pripet, tel marais comblé de cadavres alsaciens. » Chaque fois que, dans un dépôt, le grand État-major allemand demande des renforts, les Lorrains et les Alsaciens sont désignés en première ligne et envoyés aux premiers rangs. Mères, femmes, filles, sœurs et fiancées se disent : « Comme l'Allemagne n'a pas pu nous les germaniser, elle nous les tue ! »

Combien d'autres, parmi nos compatriotes de là-bas, achèvent de mourir dans les camps de concentration ! Combien d'autres sont morts seuls, dans une cellule d'Allemagne ! Leur dernière pensée est allée à leurs frères plus heureux qui, par milliers, combattent ou meurent pour la France, sur le sol français. En octobre 1916, des prisonniers d'origine lorraine nous ont été renvoyés de Russie. L'un d'eux, humilié de porter l'uniforme allemand, s'était fabriqué en captivité un uniforme français. Il avait choisi celui de nos alpins. Tout, depuis les molletières jusqu'au béret, est l'œuvre de ses mains. Ajoutons que, pour se guider dans son travail, il n'avait qu'une image de journal illustré.

Lors de l'invasion d'août 1914, en Lorraine, à Ménil-Flin, près de Baccarat, des soldats allemands, au nombre d'une centaine environ, envahirent la vaste maison d'une de nos parentes, Mme G... L'un

d'eux vint à elle et lui dit tout bas : « Madame, dissimulez vite le journal qui est sur votre table. » Ce journal était l'*Alsacien-Lorrain de Paris* et ce soldat était un Alsacien.

En janvier 1916, le grand journal officieux et pangermaniste d'Alsace-Lorraine, la *Strassburger Post* déclarait : « Les jeunes Alsaciens formés par l'enseignement universitaire allemand, sur qui l'Allemagne avait cru pouvoir compter, affirment de plus en plus en pleine guerre leurs sympathies pour la France. » Voilà un éclatant hommage que la France doit enregistrer avec soin. Autre hommage non moins précieux rendu par l'Allemagne à l'Alsace-Lorraine. Une circulaire du ministre de la Guerre prussien, datée du 11 janvier 1916, contient cette phrase : « Il est expressément recommandé de ne placer aucun soldat alsacien-lorrain dans un poste de confiance. » En un an, les conseils de guerre allemands ont infligé à des soldats alsaciens-lorrains trois mille années de prison pour manifestation de sentiments français.

Les Allemands annoncent qu'il y a, parmi les Alsaciens-Lorrains, 30.000 déserteurs. Notons religieusement ce chiffre. L'Alsace-Lorraine n'est grande que par l'énergie et la gloire. Par le nombre, c'est un tout petit pays. Donc, sur 40 Alsaciens-Lorrains, de l'aveu des Allemands, il y a en moyenne un déserteur, c'est-à-dire un jeune homme héroïque (le plus héroïque et un des plus jeunes !) qui a tout bravé pour ne pas servir l'Allemagne.

Les statistiques partielles que publie l'ennemi mêlent aux plus sombres constatations un rayon d'espoir et parfois aussi un sourire. Voici la liste des morts pour une toute petite ville, Bœrsch, qui n'a que 1.500 habitants : 22 morts. Mais voilà, pour un village du voisinage, 2 morts, 4 blessés, 8 disparus; pour un autre, 1 mort, 3 blessés, 11 disparus. Les disparus d'Alsace reparaissent un à un sous nos drapeaux.

Pas de semaine où quelques-uns d'entre eux n'arrivent vers nous. Pendant les jours qu'ils passent à Paris, ils obtiennent la faveur de porter le pantalon rouge. Ce vieux pantalon rouge qui est un peu trop court ou trop grand, cette vieille petite veste qui s'ajuste mal, ce vieux képi qui s'enfonce jusqu'aux oreilles, ces deux mains qui s'allongent raidies sur la couture du pantalon, c'est une image qui, jusqu'à cette guerre, semblait risible à plus d'un Français. Aujourd'hui, en voyant la joie et la fierté de l'Alsacien-Lorrain ainsi vêtu, les yeux d'habitude les plus secs se mouillent de larmes. On ne peut résister au désir de lui donner l'accolade. C'est son plus doux rêve d'enfant qui se réalise. Ce pantalon rouge, n'est-ce pas la cigogne, implorée par lui au berceau, qui le lui a rapporté ? Quand notre compatriote s'est ressaisi, il nous raconte les nouvelles de son village ou de sa ville. Toujours les mêmes : l'ennemi redouble de méfiance et de brutalité.

Récemment, à Colmar, l'avis d'un service funèbre

en l'honneur du regretté Jacques Preiss, ancien député protestataire, mort dans un camp de concentration, fut blanchi par la censure. Quel mot l'Allemagne y trouvait-elle de si dangereux ? Le mot Jacques. Jacques, c'est français. En allemand, on doit dire Jakob, prononcez : *Iago*. Voici la coupure de journal que notre compatriote en pantalon rouge tire de son carnet :

« *Rechtsanwalt J*(censuré)*Preiss, im Alten 56 Jahren, im Namen der trauernden Familie : Julia Preiss, Clairette Preiss.* » (L'avocat Jacques Preiss, dans la cinquante-sixième année de son âge. Au nom de la famille en deuil : Julia Preiss, Clairette Preiss.)

Jacques Preiss aura donc protesté, même dans la mort. L'Allemagne le rappelle à l'ordre, jusqu'au fond de son tombeau.

Ces soldats alsaciens-lorrains qui combattent pour la France, où se trouvent-ils à l'heure présente ? Certes, tous souhaiteraient combattre en France. Beaucoup d'entre eux y ont versé leur sang. Mais le devoir de l'autorité militaire est de leur assigner le poste où ils pourront rendre le plus de services, sans courir d'inutiles dangers. A quoi bon fournir à l'Allemagne le monstrueux plaisir d'achever des blessés, si elle reconnaît en eux des déserteurs condamnés pour crime de haute trahison ? A quoi bon lui prêter une arme nouvelle contre des familles encore sous son joug ? Beaucoup de soldats alsaciens-lorrains sont dans nos colonies, en Algérie, au Maroc. Là aussi, ils

combattent contre l'Allemagne. Naguère, notre compatriote, le général Lyautey, nous disait :

— Il n'y a qu'un front et il n'y a qu'un ennemi. Peut-être, en France, ne songe-t-on pas assez à nos soldats des colonies. Certes, nos soldats de France méritent toutes les sympathies et toutes les admirations du monde. Ils travaillent en héros à la grande œuvre de libération humaine. Mais quoi ! lorsqu'ils sont blessés, ils trouvent tout de suite des soins de toutes sortes. Atteints le matin, ils peuvent le soir s'étendre dans un lit et avoir, le lendemain, leurs parents à leur chevet. Au Maroc, un blessé est trop heureux s'il est juché dans un cacolet, à dos de mulet ou de chameau, pour plusieurs jours de marche.

Ce sont là des faits que la France ne devra pas oublier quand elle établira, sur son *Livre d'Or,* sa dette de gratitude. Rappelons-les particulièrement à ceux qu'impatiente parfois l'accent de certains Alsaciens et surtout leur ignorance de la langue française. Est-ce leur faute si l'Alsace est restée annexée à l'Allemagne pendant près d'un demi-siècle ? Est-ce leur faute si le Gouvernement français enseignait si peu le français en Alsace avant l'annexion ? D'ailleurs, Napoléon s'écriait : « Laissez les Alsaciens parler leur jargon, ils chargent en bons Français. » Soyons assurés que, dans quelques mois, ils parleront de façon très acceptable ce français qu'ils auraient tant aimé apprendre à l'école.

Les journaux allemands publient régulièrement les

statistiques des déserteurs. Dans les villages, les hommes les commentent passionnément lorsque, suivant l'antique usage, ils sont réunis chez le forgeron, pour deviser. C'est le couarail masculin. Récemment, le journal qu'ils lisaient au feu de la forge publia une liste de déserteurs alsaciens-lorrains encore plus longue que de coutume. Elle fut saluée par un murmure de satisfaction et d'orgueil. Le plus vieux des assistants traduisit ainsi la pensée de tous : « En voilà toujours autant que les Prussiens n'auront pas » (*In vol tojo ochtant qué les Prussiens n'érant-me*). Seul, le forgeron demeurait silencieux. C'était un homme déjà grisonnant, mais qui avait conservé toute la force de la jeunesse. La vigueur de ses bras nus en témoignait. Tout à coup, il jeta son lourd marteau et, redressant sa haute taille, il cria : « En voici encore un qu'ils n'auront pas davantage » (*In voce co incq qu'i n'érant-me dévintège*). Le lendemain, le marteau de la forge ne résonnait pas comme de coutume avant les premiers rayons du jour. Le bon forgeron avait déjà gagné la France et s'engageait.

Il y a eu des Alsaciens-Lorrains renégats : un baron de Bulach, ancien lieutenant dans l'armée française, fils du chambellan de Napoléon III, qui a contresigné comme secrétaire d'État les mesures les plus tyranniques contre l'Alsace-Lorraine ; un Pétri, qui fut pendant dix-sept ans sous-secrétaire d'État à la Justice ; quelques parlementaires, quelques industriels, quelques jurisconsultes qui ont cru servir leurs ambitions

en trahissant la France. Que fera-t-on de ces renégats ? Ce sont des Alsaciens-Lorrains. Ils seront réintégrés comme les autres. Mais les Alsaciens-Lorrains fidèles espèrent bien que ces traîtres suivront en Allemagne les maîtres qu'ils ont adoptés.

En Alsace-Lorraine, il existe, moins qu'ailleurs, mais il existe tout de même des indifférents et des indécis. De ceux-là, les vrais amis de la France disent : « Ils n'ont rien fait ni pour ni contre la France. Ce sont des « matérialistes » n'écoutant que leurs intérêts. Ces demi-renégats auront à cœur de se faire pardonner. »

Nous disions à notre éminent ami, M. l'abbé Wetterlé :

— A quel chiffre estimez-vous le nombre des renégats et des ralliés ?

Il nous a répondu :

— Vous pensez bien que c'est là un calcul que j'ai fait et refait avec toute l'attention dont je suis capable. En mettant tout au pis et sûr d'aller bien au delà de la vérité, je vous répondrai : à peine quelques unités pour cent.

— D'où vient donc que les enquêtes faites avant la guerre en Alsace-Lorraine donnaient quelquefois des indications si attristantes ?

— Écoutez cette anecdote merveilleusement instructive ! Un jour de mai 1911, je me trouvais avec Preiss à la gare de Colmar. Nous nous rendions à Ribeauvillé où nous étions attendus dans une réunion

de viticulture. D'un train venant de Strasbourg descendit un journaliste parisien que je connaissais.

« — Vous ici ? lui dis-je.

« — Oui, moi ici, et je viens d'y éprouver la plus amère déception.

« — Que vous arrive-t-il donc ?

« — Pouvez-vous le demander ? J'étais venu pour écrire un article établissant que, malgré tant d'années d'oppression germanique, les Alsaciens-Lorrains demeurent profondément fidèles à la France. Or, je vais rentrer à Paris sans pouvoir écrire une ligne de cet article.

« — Pourquoi donc ?

« — Parce que j'ai constaté que l'œuvre d'assimilation entreprise par l'Allemagne a fait de singuliers progrès.

« — Et pouvez-vous nous faire connaitre, s'écria Preiss, les moyens par lesquels vous avez abouti à cette extraordinaire constatation ?

« — Par une enquête méthodique. Tous les matins je me suis rendu dans une commune d'Alsace. Là, en prenant une consommation et en achetant quelques menus objets, j'ai fait causer les aubergistes, les marchands de tabac, les gérants de bazar, les papetières, les épicières. Tout d'abord, bien entendu, je mettais ces bonnes gens en confiance, puis je posais la question : « Souhaitez-vous redevenir Français ? » Personne ne m'a répondu oui. »

Nous entendions ! Là-dessus, Preiss et moi, nous éclatâmes de rire.

« — Hé bien ! dis-je, faites aujourd'hui une dernière tentative : accompagnez-nous à Ribeauvillé. »

Dans la réunion où nous arrivâmes tous trois, j'appelai un des viticulteurs et je lui dis : « Monsieur est un de nos bons amis. Vous pouvez répondre à toutes les questions qu'il vous posera. »

Quelques jours après, notre Parisien, sûr de l'inébranlable fidélité de l'Alsace à la France, repartait pour Paris, en écrivant sur son bloc-notes un article plein d'enthousiasme. Jusqu'à son voyage à Ribeauvillé, il avait négligé de se faire accréditer auprès des Alsaciens-Lorrains. Quarante années de délation à outrance les rendaient terriblement méfiants à l'égard de tous les inconnus plus ou moins curieux.

Aux Alsaciens-Lorrains, il n'aurait pas fallu demander : « Aimez-vous la France ? » Il aurait fallu demander : « Aimez-vous l'Allemagne ? » A cette question, en dépit du régime dictatorial, la réponse ne laissait aucun doute. Les jeunes générations, dans la classe ouvrière comme dans la bourgeoisie, haïssent de plus en plus l'Allemagne, ses pompes, ses œuvres et ses hommes.

Les Alsaciens-Lorrains ne confient leur cœur qu'à bon escient. Mais ils appartiennent à une race libre et fière. Parfois, quand ils se trouvaient réunis, le fond de leur âme se révélait avec force. De là, ces manifestations collectives qui irritaient tant l'ennemi.

A Colmar, quelque temps avant la guerre, on avait organisé un festival de gymnastique. Deux sociétés françaises de Nancy y prirent part. Les gymnastes nancéiens descendirent à la gare de Colmar, portant suivant leur coutume une écharpe bleu, blanc, rouge, en sautoir. La police colmarienne, ayant reçu l'ordre de ne pas s'opposer au festival, les laissa passer. Quand nos Nancéiens arrivèrent sur le terrain où les exercices avaient lieu, leurs écharpes furent immédiatement arrachées par les gymnastes alsaciens. En un clin d'œil, découpées en minces bandelettes, elles fournirent à tous des insignes tricolores. « Ainsi, d'instinct, nous disent les Alsaciens, toute la jeunesse de notre région, à la barbe des Allemands qui se pressaient au festival, arborait les couleurs de sa vraie patrie. » Le lendemain, les journaux allemands firent feu de toute leur artillerie lourde contre les « traitres à la patrie allemande ». L'Alsace s'amusa de cette canonnade. Mais depuis lors, les sociétés françaises furent impitoyablement proscrites de tous les concours de gymnastique ou de musique en Alsace-Lorraine. L'Allemagne avait trop peur des bandelettes bleu, blanc, rouge.

Comment les Alsaciens-Lorrains ont-ils résisté à l'Allemagne ? chacun d'eux à sa façon, suivant son caractère, son tempérament et les traditions de sa famille. Celui-ci menait un perpétuel combat à ciel ouvert ; cet autre luttait dans l'ombre avec une âpre ténacité ; cet autre, sans un mot, sans un geste, se

contentait de barrer la route à l'invasion autant qu'il était en lui ; cet autre paraissait se résigner, sinon se rallier, mais son vote restait fidèle jusqu'au bout.

Depuis que le traité de Francfort a livré l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne, près de cinquante ans se sont écoulés. Deux âges d'homme ! La cohabitation avec les Allemands, maîtres absolus du pays, a exercé sur le caractère et les habitudes de certains Alsaciens-Lorrains une action déprimante. Cependant, toujours l'Alsace-Lorraine, dans son ensemble, a résisté de toutes les forces de son esprit et de son cœur à l'emprise germanique. Jusqu'en 1888, elle s'était contentée de protester. Ses députés avaient pour seul mandat de déclarer nul le traité de Francfort. Mais cette politique purement négative aurait fini par ruiner le pays. Or, les Alsaciens-Lorrains voulaient rester forts, pour défendre les idées françaises. Ils résolurent non pas de sanctionner le fait accompli, mais de tirer de la situation les avantages compatibles avec leur dignité.

Les Allemands ne se sont pas trompés sur les intentions de l'Alsace réclamant son autonomie. Ils n'ont pas cessé d'appeler les autonomistes des protestataires masqués (*Verkappe Protestler*). Déroulède lui-même disait à ce propos : « Laissez les Alsaciens-Lorrains faire la politique la plus conforme à leurs besoins matériels et moraux. Nous n'avons pas, nous qui les avons livrés, le droit de les juger. »

Les Alsaciens-Lorrains contribuèrent à l'élabora-

tion des lois qui intéressaient l'Alsace-Lorraine, tout en continuant à ignorer les lois militaires et politiques qui intéressaient l'Allemagne. Aimant la lutte, l'Alsace l'accepta sur le terrain que l'ennemi choisissait. « Donnez-nous, répéta-t-elle, les libertés dont jouissent les autres États confédérés. » L'autonomie, pour elle qui espérait toujours redevenir française, était une pierre d'attente.

Nous disions à M. l'abbé Wetterlé :

— Jamais aucun homme d'État français n'a exprimé l'idée que la France pourrait cesser de revendiquer l'Alsace-Lorraine. Si, à la Chambre, un député émettait un doute sur la nécessité de reprendre les provinces arrachées à la France par l'Allemagne, l'assemblée entière se dresserait contre lui dans un irrésistible mouvement d'indignation.

— Soyez sûr, s'écria l'abbé Wetterlé, que l'Alsace-Lorraine tout entière est animée de dispositions semblables. Si un Alsacien-Lorrain tentait de s'opposer à la reprise de l'Alsace-Lorraine par la France, de toutes parts les Alsaciens-Lorrains accourraient pour le lapider.

La fidélité de l'Alsace-Lorraine envers la France s'est révélée encore plus profonde qu'on ne le croyait. Il y a eu des dévouements sur lesquels nous n'avions jamais compté. Quelques-uns des Alsaciens qui avaient accepté de servir l'Allemagne ont prouvé que leur âme demeurait attachée au passé français. L'un d'eux avait été chargé de diriger une perquisition chez un

de ses compatriotes inculpé de relations avec l'ennemi. Il ouvrit un tiroir qui apparut tout rempli des papiers les plus compromettants. Mais, brusquement, il le referma et, aux policiers allemands qui venaient derrière lui, il déclara : « Rien là dedans. »

Ce fait éveille dans notre esprit un souvenir personnel. Vers 1912, comme nous traversions l'Alsace-Lorraine, au sortir d'une prison allemande, nous vîmes monter dans notre wagon un notable Alsacien-Lorrain qui avait accepté de l'Allemagne un titre de noblesse. Il parlait à son fils de la qualité de la vendange, dans le vignoble voisin.

— Mais qu'importe ! ajouta-t-il en nous regardant. Il n'y a plus jamais, dans nos maisons, de ces fêtes où l'on était si heureux de voir figurer nos bons vins.

Nous crûmes à un mot de sympathie prononcé pour nous agréer. Aujourd'hui, ce vieil Alsacien-Lorrain est mort. Son fils, qui a déserté, sert comme nous dans l'armée française.

*
* *

A qui douterait de la fidélité alsacienne-lorraine, nous rappellerions que, en 1912, à la suite des affaires de Saverne, le préfet de police de Berlin, M. de Jagow, écrivait : « Les officiers allemands en garnison en Alsace-Lorraine ont l'impression de camper en pays ennemi. » En 1914, les officiers allemands qui passaient par l'Alsace-Lorraine pour attaquer la

France disaient à leurs soldats : « Ici, nous sommes en pays ennemi (*Hier sind wir im Feindesland*). »

Cependant, des soldats français qui ont combattu dans les provinces annexées nous disent :

— Certes, l'Alsace et la Lorraine sont d'incomparables pays ; plaines et montagnes, prairies et vignes, villes et villages ont une surprenante beauté. Mais leurs habitants nous ont réservé plus d'une fâcheuse surprise. Voulez-vous des faits ?

— Parlez ! Ce sont précisément des faits que nous voulons avant tout.

— En voici. Dans tel village, une vieille femme a attiré plusieurs des nôtres vers une ferme où ils ont été fusillés à bout portant. Dans tel autre village, un aubergiste a empoisonné un de nos colonels en lui servant le meilleur plat du pays. Dans tel autre village, un de nos généraux, regardant par hasard le cadran de l'horloge, vit sur le cadran une petite lucarne qui s'ouvrait et se refermait. C'était un signal qu'un espion faisait à l'armée ennemie. L'espion fut tiré du clocher et pendu à un arbre voisin. Dans tel autre village, certaines maisons nous offrirent une hospitalité particulièrement enthousiaste ; au pignon de ces maisons furent plantés des drapeaux bleu, blanc, rouge, d'extraordinaires dimensions : tout à coup les obus se mirent à pleuvoir sur les maisons ainsi désignées. Les faits de ce genre sont nombreux et indiscutables. Que vous faut-il de plus ?

— Votre conclusion ?

— Elle se formule d'elle-même. Il y a parmi les Alsaciens-Lorrains des hommes qui servent l'Allemagne par les moyens les plus perfides et les plus barbares.

— Conclusion que nous admettons sans réserve, à la condition qu'on y ajoute simplement ceci : « Les hommes qui servent ainsi l'Allemagne en Alsace-Lorraine, ce ne sont pas des Alsaciens-Lorrains, ce sont des Allemands pur sang. »

Imaginait-on que quarante-quatre années d'annexion s'étaient écoulées en Alsace-Lorraine sans y laisser aucune trace ? Dès le lendemain du traité de Francfort, voire dès la veille, les Allemands ont débordé sur nos malheureuses provinces. Ce fut un flot de boue. Il n'y vint pas seulement des fonctionnaires de toutes sortes, administrateurs, magistrats, professeurs, maitres d'école, gardes forestiers. Il y vint aussi des industriels, des commerçants, des ingénieurs, des employés, des agriculteurs, des ouvriers, des aubergistes, des gens sans aveu.

Un de nos amis du Haut-Rhin nous dit :

— L'armée française, en pénétrant au pays annexé, laissa en liberté les gardes forestiers, redoutables agents allemands qui, en 1871, avaient remplacé nos gardes si dévoués. Les gendarmes eux-mêmes, s'ils prenaient l'anodine précaution de revêtir un veston et de se coiffer d'un chapeau mou, n'étaient pas inquiétés. Tous ces Allemands surveillaient les Alsaciens-Lorrains et notaient, avec une rage muette,

le moindre cri de « Vive la France! » On devine quelles représailles les Allemands, grâce à ces indications, ont exercées dans les endroits où de nouveau ils furent les maitres. Des villages comme Reiningen et Buschwiller, des villes comme Cernay et Mulhouse, ont connu toutes les violences et toutes les tortures.

Deux ans après, des Alsaciens étaient encore condamnés pour avoir montré des sentiments français, à l'entrée de nos troupes.

Les Allemands ont toujours eu soin d'entretenir la confusion entre Alsaciens-Lorrains et immigrés. Qu'il nous soit permis de citer, à ce propos, un souvenir personnel où se trouve impliqué un fait édifiant. En août 1912, à Vieux-Brisach (grand-duché de Bade), un sous-officier nous avait fait arrêter par les gendarmes, en nous accusant d'espionnage. La presse pangermaniste, qui crut devoir saisir l'opinion de cette petite aventure, déclara que nous avions été arrêté par un sous-officier alsacien nommé Heckmann : « Jadis sculpteur sur bois et trouvant son métier peu lucratif, cet Heckmann a pris du service dans l'armée et s'est élevé au grade de *Festungsbaufeld*. Son frère est toujours menuisier à Obernai, et tous deux, originaires de cette ville, sortent d'une ancienne souche alsacienne. » Cette révélation nous fut poignante. Quoi! un Alsacien, un fils de l'exquise ville d'Obernai que nous aimons entre toutes pour sa haute dignité civique et sa cordiale loyauté, affirmait sous la foi du serment, pendant un interrogatoire de

plusieurs jours, qu'il nous avait vu lever un plan près du Rhin, s'efforçant ainsi de nous faire enfermer pendant des années dans une forteresse ! Une enquête de nos amis établit la vérité. Heckmann n'était nullement Alsacien ; son père, un Allemand, s'était établi à Obernai après la guerre et, bien qu'habitant l'Alsace depuis quarante ans, n'avait jamais su parler le dialecte alsacien. Ce faux témoin au service de l'Allemagne était un Alsacien de contrebande.

En Alsace-Lorraine, nos troupes ont trouvé des ennemis aussi lâches que cruels, chez les immigrés et les fils d'immigrés. Mais quelle joie profonde les Alsaciens-Lorrains véritables éprouvaient en revoyant notre drapeau ! Bourgeois, ouvriers, paysans, faisaient accueil à nos soldats. Ils leur offraient du café, du vin, du jambon, des mirabelles, des prunes, des abricots, les dernières fraises, les premiers raisins. Ceux d'entre eux qui ne connaissaient pas un mot de français reconnaissaient la France. Ils ouvraient leur maison toute grande aux soldats et préparaient pour leurs officiers leur meilleure chambre. Tous parlaient l'alsacien, quelques-uns le français. Toujours on s'entendait à ravir. « La France tout entière est en armes. — Tout entière ! Pas de dissentiments, comme ils nous le disaient ? — Pas l'ombre. — Votre fusil est bon ? — Voyez plutôt. — Et votre canon ? — Ah ! demandez-leur-en des nouvelles. — Peut-être auront-ils de bonnes raisons pour ne pas répondre. — Ils en auront soixante-quinze pour une. — A

votre santé ! » L'entretien finissait par un choc de verres, suivant la tradition du cru. Et le père disait aux siens :

— Ces Français, quelle bonne grâce ! Nous nous sentons leurs frères. Jamais nous ne pourrons plus supporter l'ignoble brutalité des autres. La France, c'est la bonté, la justice, la liberté. La France, en un mot, c'est la France !

Les Alsaciens-Lorrains nous répètent d'une commune voix :

— Plus on connaît la France, plus on l'aime. Au contraire, plus on connaît l'Allemagne, plus on la déteste et plus on la méprise.

Pour la France, les Alsaciens-Lorrains ont tant souffert, et dans de si magnifiques élans ! Comptez, si vous le pouvez, ceux qui sont morts pour elle en Indo-Chine, au Tchad, à Madagascar, au Maroc ; comptez ceux qui sont morts sur la Marne, sur l'Yser, sur la Somme, devant Verdun, devant Salonique ! Pas de semaine, presque pas de jour où, lors des grands combats devant Verdun, la *Société Erckmann-Chatrian* n'ait appris la mort héroïque ou les blessures de quelques soldats alsaciens-lorrains, à qui elle venait en aide. Dans l'*Annuaire de l'Armée française* pour 1914, les officiers alsaciens ou lorrains étaient légion. En janvier 1914, l'armée française nommait avec orgueil 171 généraux nés en Alsace-Lorraine. Beaucoup d'entre eux sont déjà tombés au champ d'honneur. Voici nos amis, le

général Sibille, de Sarreguemines, tué en Lorraine; le général Dupuy, de Metz, tué sur la Marne; le général Diou, de Saint-Julien-lès-Metz, tué en Lorraine; le général Trumelet-Fabert, de Bitche, tué à Ypres; le général Stirn, de Mutzig, tué à Carency. Tous les ans, les jeunes gens d'Alsace-Lorraine se sont enrôlés par centaines sous nos drapeaux. En 1913, dix d'une même commune, tout le printemps viril de ce village, se présentaient au bureau de recrutement de Nancy. Combien en reste-t-il aujourd'hui, de ces dix? Aucun département français, proportionnellement à sa population, n'a perdu autant de ses fils que l'Alsace-Lorraine, dans les guerres soutenues par la France depuis l'annexion. Leur fidélité fut pour la France une constante leçon d'énergie et un constant rappel au patriotisme. La seule récompense qu'ils souhaitent, c'est notre victoire. Ils l'auront.

Nos troupes, revenues en Alsace, « pour toujours », suivant la parole du général Joffre dont l'écho se répercuta partout, tiendront en méfiance ceux que nous avons appelés des Alsaciens-Lorrains de contrebande.

Derrière un de ces sommets vosgiens qui se dessinent sur le bleu délicat du ciel, il y a une auberge dont un de nos officiers nous disait récemment avec amertume :

— J'y ai passé une nuit, après un de nos premiers combats. L'aubergiste, un Lorrain, avait deux filles.

Après souper, je les interrogeai. Toutes deux m'avouèrent qu'elles voyaient avec ennui leur pays redevenir français. L'une d'elles s'écria : « En France, il n'y a presque plus d'habitants. La population d'un village entier tiendrait dans une auberge comme celle-ci. » L'autre déclara : « Ma sœur et moi, nous avons été en pension en Allemagne. On y est si bien ! En sortant de pension, j'ai rencontré un officier allemand qui a promis de m'épouser. »

De telles confidences où se mêlaient les échos de l'enseignement officiel de Berlin, excitaient dans l'esprit de cet officier français une légitime indignation. Certes, ces filles d'aubergiste sont des pecques vilainement embochées. Mais nos officiers et nos soldats ne doivent jamais oublier que les Allemands ne laissaient s'établir comme aubergistes sur la frontière alsacienne-lorraine que des personnes dont ils étaient sûrs.

Ne perdons pas de vue l'émouvante vérité qui domine tout. L'Alsace et la Lorraine sous le joug ont montré depuis près d'un demi-siècle une fidélité héroïque à l'égard de la France. La France sera heureuse de voir enfin ces deux provinces rentrer à son foyer. L'Alsace et la Lorraine, arrachées à la France après la guerre malheureuse de 1870-1871 et demeurées si profondément fidèles à leur ancienne patrie, n'ont été pour rien parmi les causes de la guerre de 1914. Aujourd'hui, plus cruellement

éprouvées que jamais, elles doivent être encore plus chères aux soldats de France.

*
* *

A la veille de la guerre, devant les fenêtres de tant de belles maisons alsaciennes, s'étendaient de belles vignes, de beaux blés, de beaux houblons, de magnifiques forêts. De tout cela, il ne reste plus qu'un terrain nu jonché de fûts de sapins tranchés net et gisant dans toutes les directions. Çà et là, les obus ont creusé des trous profonds.

Nos Vosges! la guerre en a modifié étrangement l'aspect. Certains sommets sont devenus chauves comme au temps où les seigneurs habitaient les châteaux forts. Toute forêt peut cacher un piège. Vers ces sommets, des routes ont été improvisées. On y rencontre les mulets du vieux temps et les automobiles des temps nouveaux. Sur les chaumes, les entonnoirs d'obus forment des abreuvoirs où se désaltéreront les troupeaux de demain. L'orchestre formidable de l'artillerie a remplacé la douce chanson des sonnailles.

Avancer, ce n'est pas toujours le plus difficile. Que de choses il faut pour garder le terrain conquis! Baraquements pour les hommes et pour les bêtes, dépôts de munitions, dépôts d'outillage, relais d'ambulance, routes mettant à profit tous les couverts,

boyaux bien défilés continuant les routes jusqu'aux tranchées les plus hardies.

De véritables casernes, construites avec des billes de sapin, sont solidement protégées contre les obus. Composées d'un simple rez-de-chaussée et disposées parallèlement au flanc de la montagne, elles forment comme un escalier de géants. Près de la caserne, le gourbi du commandant. En billes de sapins et en grosses pierres, il défie non seulement les obus, mais les siècles. A l'entrée des casernes, les soldats ont disposé un petit jardin. Qu'y ont-ils planté ? des fougères.

Représentez-vous le poste de secours qui se trouve un peu plus loin. On y pénètre par une véritable galerie de mine. Il est éclairé par une fenêtre unique et très étroite pour que les éclats d'obus y entrent le moins possible. D'un bout à l'autre, des planches assemblées forment un parquet sur lequel on a répandu une couche de varech. Le médecin-major avec son aide attend les blessés.

La pluie ! Tout de suite, dans les galeries, l'eau coule à torrent. Rougeâtre, écumante, criblée de cailloux, elle se précipite avec une force triomphale. Un vieil officier regarde cette eau, regarde le ciel, regarde l'Hartmannswillerkopf dénudé, ainsi que tous les sommets voisins, et murmure : « Ce n'est jamais sans inconvénient que l'on déboise. » Réflexion fort judicieuse ! Après la guerre, nous reprendrons la campagne pour le reboisement.

Les automobiles militaires passent avec une prodi-

gieuse rapidité dans les villages où jouent des enfants et où des vieillards, aidés par des femmes, travaillent d'un cœur admirablement assidu. D'énormes camions de ravitaillement, monstres informes et poudreux, roulent à une vitesse encore plus extraordinaire. Les roues menacent et frisent les roues. Des cailloux font explosion. La route tremble gaiement. On dirait que la terre est heureuse de s'associer à la grande lutte qui la délivre du joug.

Nos montagnes ont fait amitié avec les mulets. Quels parfaits agents de liaison entre les points élevés ! L'un derrière l'autre, fortement bâtés, ils montent avec une paisible souplesse. Leurs conducteurs les accompagnent, fusil à l'épaule.

Le long d'un petit chemin près du front, des chevaux sont promenés deux par deux. Ces bonnes bêtes qui font là du footing appartiennent à une batterie voisine. Si on les laissait se rouiller, nos artilleurs ne pourraient plus, le moment venu, exécuter les belles prises de position au galop où ils excellent.

Dans l'ombre des bois qui survivent, la fauvette à tête noire déploie sa voix passionnée. Le feuillage mouillé par la pluie se répand en innombrables sourires. Voici un cerisier où de petites cerises très brunes, visitées par les mésanges, semblent des fruits de rêve. De la plaine monte l'odeur enivrante des foins coupés. Par une échappée, nous découvrons un groupe de faneuses, grands chapeaux et bras nus. A quelques pas de là, dans une ambulance, on vient de

transporter une petite fille mortellement atteinte par un éclat d'obus. Ses pauvres mains frêles, crispées comme pour se raccrocher à la vie, font pleurer les soldats blessés.

A l'entrée d'un village qui entend le canon tous les jours et de tout près, retentit une batterie de tambours.

— C'est une attaque?

— Non. C'est une école.

Sur de belles caisses bien astiquées et dont ils sont fiers, sous la direction d'un maître expérimenté et superbe dont ils sont plus fiers encore, quatre jeunes soldats apprennent le bel art de faire vibrer à la fois la peau d'âne et les cœurs humains. A chaque coup de leurs agiles baguettes, ils songent aux entrées glorieuses qu'ils feront chez l'ennemi, tambour battant.

Un des mots qui reviennent souvent dans les communiqués, à côté du mot *Hartmannswillerkopf*, c'est celui de Wattwiller.

Exquise petite cité blottie en un pli de terrain, au pied des collines où se dressent les ruines du Herrenfluh et du Hirtzenstein, Wattwiller, jusqu'à la Révolution, fut avec Guebwiller et Saint-Amarin un des trois bailliages de l'abbaye de Murbach, dont la nef et les tours sont les plus purs joyaux de l'art roman en Alsace. C'est une de ces villes alsaciennes auxquelles, dans la suite des temps, les épreuves de toutes sortes ont forgé une âme héroïque. Elle fut assiégée par les Anglais au quatorzième siècle; par les

Armagnacs et les Suisses au quinzième ; par les Rustauds, paysans révoltés, au seizième ; au dix-septième, par les Suédois, qui remportèrent sous ses murs une victoire sur les Impériaux, le 2 mars 1634. Hier, elle était surtout connue par ses eaux bienfaisantes auxquelles, paraît-il, ne résistent ni chlorose ni anémie.

La promenade de Wattwiller à l'Hartmannswillerkopf était parmi les plus délicieuses qu'on pût faire dans cette région enchantée. Aujourd'hui, chacune de ces haltes est une station de calvaire. Après la guerre, ce sera un des lieux de pèlerinage où les Français viendront rendre hommage à nos héroïques soldats du droit.

On quittait Wattwiller par un sentier qui glissait sous bois vers le nord-ouest. On arrivait devant les vestiges du château de Hirtzenstein, détruit au dix-septième siècle. Après avoir traversé un vallon de prairies et de forêts également opulentes, on reprenait sous bois un sentier qui grimpait au premier contrefort du Vieil-Armand. De là, en traversant toujours des forêts, on atteignait le point culminant : cote 1016. A l'extrémité se trouvent les « Roches frittées », monceaux de sombres fragments porphyriques, gros les uns comme le pouce, les autres comme les deux poings, et qui sont une énigme pour les savants. Quel brasier si intense les a vitrifiés ? Il faut rejeter l'hypothèse d'une éruption volcanique. Reste le feu de quelque forge ou de quelque verrerie très antique, ou mieux encore, de quelques fêtes

triomphales, présage de celles que nous célébrerons le jour où l'Alsace sera entièrement rendue à la France.

Nous voici au Linge. Cet élégant et superbe ballon dont nous nous sommes rendus maîtres, commande une théorie de crêtes qu'on appelle le *Rain des Chênes*. Le vieux mot *Rain* désigne, en Lorraine, une hauteur boisée, voire une modeste éminence tapissée de buissons. A Vathiménil, près de Gerbéviller, par exemple, le *Rain Gadel* ne dépasse guère le coq de l'église. A l'est du Linge, le *Rain des Chênes,* d'étage en étage, aboutit au plateau des Trois-Épis, tout de mystère et de délice.

Voici la place où, jadis, trois épis formèrent soudain un autel. Qui ne connaît la légende? Certain jour d'août, un Allemand qui habitait la vallée du Waldbach avait dérobé, dans l'église de Turckheim, une hostie consacrée, pour l'apporter à quelque messe noire. Déjà il arrivait à sa maison de la montagne quand une voix divine lui cria : « Sacrilège ! » Il jeta l'hostie et s'enfuit. L'hostie ne toucha pas le sol. Trois beaux épis avaient poussé, pour la recevoir pieusement sur leurs tiges entrelacées. Tout de suite, à côté des trois épis, un essaim d'abeilles élisait domicile et, sur tous les arbres du voisinage, des fauvettes éclataient en sublimes chansons. L'hostie reposait là, dans un rayon divin. « Prodige ! » murmuraient les paysans. « Prodige ! » déclara l'abbé d'Issenheim que ces paysans étaient allés chercher.

L'abbé organisa une cérémonie de réparation et fit bâtir, sur le lieu où les trois épis avaient poussé, une chapelle où les habitants de toute la contrée se rendirent chaque année en procession.

La hauteur des Trois-Épis est un miraculeux observatoire sur la plaine d'Alsace, jusqu'au Rhin. A ses pieds s'étendent Turckheim et Colmar. Elle commande les débouchés de la vallée de Munster et des vallons qui dépendent de la vallée de Kaysersberg.

Au pied des Trois-Épis, voilà aussi la région de La Baroche, qu'arrose le Waldbach. Nulle part mieux qu'ici, on ne constate la puissance d'autonomie propre à nos Vosges. Ce canton, géographiquement, devrait être de dialecte alsacien. Il est de dialecte lorrain. Grâce à ce dialecte que très peu d'Alsaciens comprennent et qu'aucun Allemand ne comprendra jamais, La Baroche garde intactes ses coutumes et ses traditions. Ici, l'homme est énergique, obstiné, infatigable, capable de poursuivre jusqu'au bout ses entreprises et d'en assumer les responsabilités. « *Ç'u q'j'â dit, j'l'â dit. Ç'u q'jâ fâ, j'lâ jâ* (Ce que j'ai dit, je l'ai dit. Ce que j'ai fait, je l'ai fait). » C'est dans un écart de La Baroche qu'est né l'élève de Gutenberg qui introduisit l'imprimerie en France, Mathieu Ringmann.

Près du Linge, un soldat lorrain mortellement blessé appelle son lieutenant :

— Un mot, mon lieutenant. J'ai un mot à vous dire.

Le lieutenant se penche vers l'agonisant pour recevoir la suprême confidence. Le soldat lui dit :

— J'ai mis la caisse de réparations en sûreté derrière ce petit mur, à droite.

Là-dessus, le bon soldat meurt tranquille.

La classe 15, laquelle était encore la petite classe (salut à ces jeunes aînés), chargea pour la première fois dans les Vosges, entre le Barenkopf et le Schratzmännelle. Un général qui assistait au combat nous dit :

— En voyant la furie de ces enfants sous le feu, j'ai eu un frisson d'orgueil. Franchissant les tranchées ennemies, ils marchaient littéralement sur les corps des Allemands.

O croix qui vous dressez sur nos montagnes, trop nombreuses croix de bois, que vous savez de sublimes histoires !

Au cantonnement, pendant que les soldats se délassent, les enfants font des rondes. Tout les stimule à chanter : la voix de nos gros canons et le bourdonnement de nos aéroplanes ! Vous pouvez interroger ces enfants sur leurs rondes, sur leurs chants, sur leurs leçons. Ils parleront d'abondance. Mais, si vous les interrogez sur les choses de la guerre, ils vous répondront sèchement, comme des hommes : « Nous ne savons rien. »

Au-dessus d'une échoppe, le mot *coiffeur* a remplacé le mot *friseur* que l'Allemagne imposait par haine du français. Une autre boutique porte cette enseigne : « Spécialité des vins de France ».

— Voilà, nous dit un Alsacien, des mots bien insignifiants pour vous, Français de l'intérieur. Mais nous, Français de la frontière, quand nous les lisons, nous avons chaud au cœur.

Déjà, même au moment des plus rudes combats, l'Alsace reconquise a connu des fêtes simples et fortes où toute son âme a frémi d'enthousiasme. Voici, non loin du Vieil-Armand, une distribution de prix dont l'image devrait être évoquée en toutes nos fêtes scolaires de cette année. La salle est décorée de drapeaux et de trophées. C'est le général de division, accompagné de son état-major et des officiers d'administration de l'Alsace, qui préside la cérémonie. A sa droite, il a le curé ; à sa gauche, le maire et le Conseil municipal. Toute la population, qui n'a pas connu de fête véritable depuis 1870, se presse sur les bancs. Beaucoup d'hommes aux cheveux blanchissants portent le ruban vert et noir. Au milieu d'eux, on remarque un jeune homme de la région qui, à dix-sept ans, vient de s'engager comme chasseur à pied. Il rayonne de bonheur. On lui serre la main avec une cordialité où l'envie se dissimule mal, pour la rendre encore plus flatteuse.

La cérémonie commence. A droite, les écoliers, à gauche, les écolières en costume local. Les coiffes blanches des religieuses s'harmonisent avec les grands nœuds de moire. Les âmes communient dans une ardente foi patriotique. Le cri de « Vive la France ! » sort de tous les cœurs. Tous les yeux se mouillent de

larmes. Les vétérans de 1870 sanglotent de joie en voyant leur vœu de quarante-cinq années se réaliser avec tant de grâce. Là-dessus s'élève le chant de la *Marseillaise*. Le général prononce une brève allocution qui tient dans cette phrase : « L'armée française est venue abattre l'aigle prussienne qui prétendait étouffer le coq gaulois et dominer le monde. » Le palmarès contient les noms de tous les écoliers sans exception. Tous se sont montrés dignes d'y figurer. Il est lu alternativement par le curé et par le maire. Les plus beaux volumes donnés en prix ont été envoyés de France. Ils sont remis aux lauréats par les officiers. Vient ensuite le tour des parents. Chaque famille reçoit à la fin de la cérémonie un album offert par la ville de Paris. Les enfants qui, il y a peu de mois, ne savaient que quelques mots de français, semblent « avoir retrouvé leur langue ». L'un d'eux qui, l'an dernier, récitait à Hansi *Le Corbeau et le Renard* de La Fontaine sans en comprendre un mot, comme une musique en l'honneur de la patrie bien-aimée, saisit aujourd'hui le sens des mots qu'il a appris par cœur et en rit longuement : « Le corbeau, c'est un Boche. » En sortant de la distribution de prix, une petite fille s'écrie : « Papa, j'ai un prix de *bonheur*. » Elle veut dire : un prix d'*honneur*. Cependant, au fond, elle ne se trompe pas. Son bonheur est si parfait qu'il mérite, lui aussi, une récompense.

Voici maintenant, en Alsace reconquise, une cérémonie funèbre. C'est notre éminent ami Mgr Herscher,

de Neuf-Brisach, qui nous la décrit. Six cercueils de soldats sont alignés comme à la parade, sous le drapeau français. Quatre de ces morts appartenaient au culte catholique, deux au culte protestant. Les habitants des villages voisins arrivent en foule. Les enfants des écoles sont déjà groupés tout près. Les hommes portent un brassard, les femmes ont le grand voile noir. Du fond du cœur, l'Alsace prend part aux obsèques de ceux qui tombent pour sa rédemption. Par groupes arrivent nos soldats et leurs chefs. Avec les « territoriaux », voici le général de division, le général de brigade, des officiers. Les glorieux morts auront une escorte d'honneur pour se rendre à la suprême tranchée où ils dormiront leur sommeil éternel. Jusqu'à la dernière pelletée de terre, chacun des cercueils a pour garde un piquet en armes. Au loin, le canon : c'est le salut à ces morts. Deux aumôniers se placent à la tête des cercueils : un aumônier catholique et un aumônier protestant. Le général, se rappelant que les morts appartenaient à des cultes différents, dit à l'aumônier protestant :

— Monsieur l'aumônier, vous ferez une seconde levée de corps après la levée catholique.

L'aumônier protestant répond :

— Mon général, permettez-moi une question. Pourquoi allez-vous à l'église catholique ? Pour prier pour nos soldats. Hé bien ! je veux y aller avec vous. A quoi bon une levée de corps séparée pour nos frères protestants ? Devant ceux qui sont morts pour la pa-

trie, ayons la même foi et le même espoir en Jésus-Christ.

Ce fut donc l'aumônier catholique qui présida à toute la cérémonie des obsèques. Il récita le *Dies iræ* et le *Libera* sur les six cercueils. « Ce fut lui, ajoute Mgr Herscher, qui étendit la main sur la fosse, tandis que son regard cherchait les âmes au ciel. » Alors l'aumônier protestant s'avança et à son tour donna la bénédiction.

Tout pèlerinage en Alsace reconquise laisse des souvenirs ineffaçables.

Jusqu'en 1916, la ligne de Belfort à Dannemarie avait été exclusivement réservée à nos trains militaires. Aujourd'hui, deux trains de voyageurs vont dans l'une et l'autre direction. Parcourez avec nous l'exquise vallée de la Largue où se trouvent Dannemarie, Seppois-le-Bas, Seppois-le-Haut, Courtavon, Levoncourt, Montreux-Vieux, Montreux-Jeune, Montreux-Château, tant de villages aux jolis noms français et où on a toujours parlé la langue de France. Aux ruisseaux naturels qui arrosent champs et prairies, l'Allaine, la Loutre, la Suareine, s'ajoute, tranchée d'argent, le canal du Rhône au Rhin. Voici déjà la maison alsacienne au toit surélevé, aux brunes poutres apparentes, aux fenêtres carrées, au grand air d'aristocratie paysanne. Tel hameau, par exemple celui de Valdieu, dans son cadre de moutonnantes forêts et de prés verts, a une grâce accomplie. Dès le seuil, l'Alsace nous fait sentir toute son essentielle beauté.

Dannemarie, en face des verdures les plus variées et les plus douces, apparaît, malgré ses meurtrissures, comme une image choisie de petire ville souriante. C'était un centre si caractéristique. Grande route, chemin de fer, canal, voies et sentiers de toutes sortes viennent s'y croiser. D'ici, on va vers le Jura alsacien, ou vers Porrentruy et Bâle, ou vers Mulhouse l'industrieuse, ou vers l'irrésistible Paris. A l'entrée de Dannemarie, un étang sert de miroir aux maisons. Leurs combles aigus, aux multiples pans de bois très sombres, s'y doublent comme par miracle. Avec ces constructions indigènes d'un art rustique si ancien, l'église d'un style classique si moderne fait un contraste auquel le charme délicat du ciel enlève toute dissonance. Bonne église de Dannemarie, ornée à l'intérieur de ce que la piété trouve de plus précieux : fresques pour les murailles, vastes tableaux pour le chœur, caissons dorés pour le plafond ! Dans la grande rue qui est la grande route de Bâle, sur la large place de la petite ville, les magasins abondent, et les auberges. Cette Dame-Marie (*Domna Maria*) serait-elle par hasard une dame-jeanne où l'on s'abreuverait sans fin ?

Avant la guerre, dans les épiceries s'étageaient les paquets bariolés de l'odieux tabac allemand ; dans les selleries, les harnais et les valises se dissimulaient sous un râtelier de cannes à crosse et à pique si chères aux excursionnistes alsaciens et qui sont devenues un des insignes de nos soldats ; dans les boulangeries s'entas-

saient de copieux petits pains mous; dans les magasins de nouveautés, les chapeaux de femme à la mode d'hier alternaient avec de somptueuses couronnes mortuaires à la mode immortelle. Le souffle de la France a balayé d'ici le moindre vestige de l'occupation allemande. De Dannemarie, nous n'emportons plus que le souvenir de bonnes maisons patriarcales, avec leurs balcons haut perchés, leurs perrons ornés d'arbustes, et cette immense couronne bleuâtre que les forêts lui ont tressée jusqu'au fond de l'horizon. Dès le début de la guerre, Dannemarie a été prise et gardée par nos troupes. Nous demandions à Hansi ce que disaient les bonnes gens de Dannemarie, pendant les jours les plus durs : « Le vin est à huit sous », répétaient-ils. Ces mots, ils les prononçaient sur tous les tons de la surprise, de la reconnaissance et de l'admiration. C'était le vin de France, le soleil de France, la liberté de France, l'esprit de France, que toutes les enseignes des innombrables auberges semblaient chanter.

Si la sécurité règne à Dannemarie, Thann est encore au martyre. Beaucoup de ses habitants furent amenés à Montbéliard où ils trouvèrent le fraternel accueil que tous les Alsaciens ont fait chez eux à nos soldats. Pas de semaine où l'ennemi ne bombarde la douce et loyale cité dans laquelle le général Joffre a dit : « L'Alsace est à la France pour toujours. » A travers la canonnade et l'incendie, montent vers nous si tendrement les images et les échos de son passé

français ! Elle s'allonge au pied d'une haute colline qui porte les ruines d'un vieux château fort et que de grandes vignes tapissent presque jusqu'au sommet. Son histoire très ancienne se mêle de légendes. On conte qu'un serviteur de saint Thiébault (évêque de Gubbio, en Ombrie), voyant son maître mort, lui trancha le pouce afin de l'offrir à l'église de son village, dans les Pays-Bas. Arrivé au pied du château d'Engelbourg, il planta son bâton en terre et s'endormit, brisé de fatigue. Quand il se réveilla, son bâton avait pris racine et poussait déjà des feuilles. Il comprit que la relique voulait demeurer en ce lieu. Une chapelle y fut bâtie à Saint-Thiébault. Elle attira des pèlerins et contribua ainsi à l'accroissement de la cité. L'église de Thann est un joyau magique contre lequel la grosse artillerie allemande ne prévaudra pas. Si élégante, si pittoresque, si riche en expressives et enchanteresses sculptures, elle peut sans imprudence être rapprochée de l'incomparable cathédrale de Strasbourg. Ses vitraux du treizième, du quatorzième et du quinzième siècle font sentir en toute sa beauté et en toute sa splendeur l'art robuste du verrier. Après la guerre, les pèlerins qui reviendront en foule à Thann y retrouveront la merveille avec son grand portail entre ses deux contreforts, son tympan à voussures, sa magnifique fenêtre, son pignon ouvragé, son campanile du quinzième siècle, sa galerie qui lui fait une ceinture d'élégance sacrée. Ils retrouveront aussi la fontaine publique avec la

statue de saint Thiébault, l'Hôtel de Ville construit par Kléber lorsqu'il était architecte à Belfort, les vieilles maisons à pignon suraigu, à tourelles et à balcon, où toute l'âme de la vieille Alsace semblait rêver et nous attendre. Ah ! de quelle ivresse sublime, de quel soleil idéal elles se rempliront, ces vallées, le jour où le clocher de Saint-Thiébault annoncera par son carillon que ce qui semblait irréparable est à jamais réparé.

Un capitaine suisse qui venait de visiter le front alsacien de l'autre côté, nous disait au retour : « Dans un village tout dévasté, j'ai vu une maman qui marchait, tenant un enfant au bras et un autre à la main. Elle était restée cachée dans sa cave, pendant que les obus français détruisaient sa maison. Comme je lui adressais un mot de sympathie, elle s'écria : « Qu'est-ce que cela fait, puisque ce sont les « obus des nôtres, pour le bien de mon pays. » Elle disait *mon pays,* plus tendrement qu'elle n'eût dit ma maison. On aurait cru que la France entière lui appartenait. »

Quand les Alsaciens ont dit : « les nôtres », c'est toujours des Français qu'ils ont parlé. En vérité, tant de fierté et de tendresse chez les Alsaciens et chez les Alsaciennes, viennent de ce que, comme l'Alsace et la Lorraine, ils appartiennent tout entiers à la France.

*
* *

Sous un joug de plus en plus lourd parce qu'il va se rompre, dans la plus cruelle des épreuves matérielles et morales, l'Alsace-Lorraine garde jalousement l'indépendance caustique et primesautière de son génie si profondément nôtre.

Hier, les Allemands, pour frapper l'imagination des Strasbourgeois, promenaient dans les rues de la ville quatre prisonniers français, entourés d'un piquet de soldats. Un gamin se joignit au défilé et, emboîtant le pas, compta superbement :

— Un, deux, trois, quatre.

— Que dis-tu là ? lui cria le sous-officier.

— Je dis que nous avons fait quatre mille prisonniers.

— Va-t'en au diable, mauvais garnement, où je te fais arrêter.

— M'arrêter ! répondit le gamin. Mais alors, ça vous ferait cinq mille.

Et il se perdit dans la foule où tant de braves gens, sans le regarder, lui souriaient de tout leur cœur.

L'autre jour, un Strasbourgeois était tombé dans l'Ill. Deux gendarmes allemands qui le voyaient se débattre songeaient apparemment à tout, excepté à se porter à son secours. Tout à coup, une idée de génie lui vint. « Vive la France ! » cria-t-il. Alors, d'un seul mouvement, les deux gendarmes plongèrent et ramenèrent notre homme à la rive, non sans lui distribuer quelques gourmades qui contribuèrent à rétablir en lui la circulation. Il fut gratifié en outre

d'un an de prison, mais ce n'est pas la mort d'un homme. « Et puis, se dit-il, cette année-là ne durera peut-être pas douze mois. »

Au moment de la déclaration de guerre, un fonctionnaire allemand disait à un Lorrain :

— Avouez que, dans cette guerre, vous souhaitez avant tout nous voir partir d'ici.

Le Lorrain regarda le questionneur qui pouvait le faire arrêter, réfléchit un instant et répondit avec douceur :

— Eh! non. Nous souhaitons plutôt... que vous y restiez.

Pour faire leur temps de prison, fût-il d'une seule journée, les femmes sont forcées de manger à la gamelle et de revêtir l'uniforme des détenus de droit commun.

— Quel ennui! disait à ce propos une prisonnière.

— De manger à la gamelle?

— Non.

— De porter le costume des détenues!

— Non. De ne pouvoir se faire photographier avec ce costume-là, et en si honnête compagnie.

Le blé d'Alsace et de Lorraine a été récolté par les soldats allemands. Ensuite, les noix ont été réquisitionnées pour la production de l'huile. C'est la première fois que les Alsaciens n'ont pas levé un regard de satisfaction vers leurs noyers où mûrissent dans les gangues vertes tant de délectables fruits. « Après les noix, les noisettes; après les noisettes, les

noyaux de quetsches ont été réquisitionnés à leur tour, sous la menace des plus écrasants procès-verbaux. Une amende par amande. » Cette plaisanterie a son mérite, en un pareil moment.

L'esprit alsacien n'est pas l'esprit allemand. Mieux encore : c'est le pur esprit français. Le général Falkenhayn, celui-là même que Hindenburg a remplacé, le confessait, étant ministre de la Guerre, dans la séance du Reichstag où fut discutée l'affaire de Saverne. « L'esprit alsacien, s'écria-t-il, doit être détruit avant tout. » En prononçant ces mots, il frappait le plancher de la tribune avec son sabre. C'est d'ailleurs tout ce que son sabre a jamais fait de remarquable.

L'esprit lorrain lui aussi a quelque chose d'ironique, de dédaigneux, de fin, que jamais les Allemands ne sauraient entendre, et qui les irrite d'autant plus.

A la veille de la guerre, en gare de Novéant, le commissaire allemand, debout devant la porte de sortie, regardait venir les voyageurs. Parmi les premiers se trouvait un bon curé lorrain.

— D'où êtes-vous ?

— De Montigny-lès-Metz.

— Et d'où venez-vous ?

— De Pagny-sur-Moselle.

— Pourquoi êtes-vous allé en France ?

Le bon curé releva la tête et déclara de sa voix la plus calme :

— Pour acheter un timbre-poste.

— Un timbre-poste ? Est-ce que vous vous moquez de moi ?

— Pas du tout, Monsieur le Commissaire. Attendez !

Le curé fouilla dans sa poche et finit par en tirer une sorte de petit paquet formé d'une grande feuille de papier pliée et repliée sur elle-même. Il la déplia soigneusement et, dans le dernier repli, saisit un timbre de deux sous qu'il tendit au commissaire avec le sourire d'une conscience bien en règle. La foule des voyageurs, que tant de lenteur impatientait, éclata d'un rire unanime.

— Passez ! allons, passez vite ! cria le commissaire au bon curé, qui se mettait à refaire son petit paquet consciencieusement.

Guillaume II est allé plusieurs fois à Metz depuis le commencement de la guerre. Il descend à l'hôtel de l'Europe. A chacun de ses voyages, il a visité une exposition d'œuvres d'art dont la plus large part provient des vols organisés par les autorités militaires allemandes dans les églises françaises. Il s'est arrêté avec complaisance devant une émouvante merveille de Ligier Richier, le *Spasme de la Vierge,* volé à Saint-Mihiel. Un Messin nous dit à ce propos : « A Metz, la statue d'Hindenburg ne rapportant pas... un clou aux Allemands, ils nous ont offert la vue des chefs-d'œuvre français contre espèces sonnantes. »

Dans toutes les classes de la population alsacienne-lorraine, chez le vieux savant dans le silence de sa

bibliothèque aussi bien que chez le gamin qui, le soir, prend le frais sur la Place d'Armes en reniflant avec mépris l'odeur de l'Allemand, la confiance dans la victoire de la France est absolue, inébranlable, triomphale.

A Colmar, un groupe de touristes allemands s'arrête devant la statue de Rapp. On sait que le sculpteur Bartholdi a représenté le défenseur de Dantzig montrant la terre du doigt, comme pour y faire lire la devise inscrite au socle de la statue : « Ma parole est sacrée. » Les touristes allemands se demandaient ce que ce geste signifie. Un gamin de Colmar répondit :

— Il signifie que c'est un Français.

— Pourquoi ?

— Parce qu'un Allemand aurait tendu la main comme ceci :

Et le gamin de tendre une main aux doigts crochus, avec le geste du plus rapace mendiant, puis de s'enfuir à toutes jambes en criant :

— Gare ! le canon !

C'était la voix fidèle du Vieil-Armand. Au loin faisaient écho celle du bois Le Prêtre, celle de l'Argonne, celle de Verdun, celle des plaines champenoises, celle du secteur d'Arras, celle de Picardie, celle des dunes de la mer du Nord, voix sublimes et héroïques, toutes au service du droit.

*
* *

Voici ce que l'Allemagne veut que les Alsaciens-Lorrains pensent d'elle :

— Nous ne faisons rien sans qu'elle le sache. Nous ne vivons, ne respirons et ne parlons que parce qu'elle y consent.

Un Strasbourgeois avait obtenu l'autorisation d'aller à Metz voir un parent malade. Un soir, pour respirer l'air du dehors, il se promena jusqu'à l'Esplanade. Lorsqu'il revint vers la maison de son parent, la rue était plongée dans une obscurité presque complète. Tout à coup, une main se posa sur son épaule et une voix lui murmura à l'oreille : « Vous avez dépassé la maison où vous alliez. » C'était un gendarme qui l'avertissait.

A Colmar, dans un hôtel, un voyageur de commerce avait dit à son voisin de table : « En Prusse, je suis entré dans un buffet de gare et j'ai demandé au garçon une sandwich. Sur ce, le garçon m'a apporté une carte de viande entre deux cartes de pain. » Quand ce voyageur trop spirituel sortit de l'hôtel, il fut appréhendé au corps, et le tribunal d'étape le condamna à 150 marks d'amende pour lui apprendre à ne pas badiner sur les repas... à la carte.

En Alsace, sous le coup d'une telle surveillance, on ne sort de chez soi que lorsqu'on y est absolument forcé. Quand on se rencontre, on feint de ne pas se reconnaître. Le moindre propos, le moindre salut, le moindre regard échangé pourrait trop aisément être interprété par l'ennemi comme un crime de haute

trahison. Aussi garde-t-on les yeux fixés à terre. Mais les yeux rayonnent de joie.

Voici, d'autre part, ce que l'Allemagne veut que la France pense des Alsaciens-Lorrains :

— Les Alsaciens-Lorrains, ce sont des Boches.

Chaque jour, elle invente quelque chose afin de les compromettre aux yeux de la France. Tout en les condamnant sans merci, tout en les dépouillant sans trêve, tout en les envoyant en foule mourir sur le front russe, elle proclame qu'ils versent de plein gré leur sang pour elle. Elle leur fait même, en toute occasion, la suprême injure de célébrer dans ses ordres du jour leur prétendu loyalisme allemand et de leur décerner la Croix de fer. Son seul regret, c'est de ne pas pouvoir donner comme motif à cette décoration : « Pour avoir tiré par les fenêtres sur l'armée française, pendant son offensive en Alsace-Lorraine. »

Et voici enfin ce que l'Allemagne veut que les Alsaciens-Lorrains pensent de la France :

— Pour la France, les Alsaciens-Lorrains sont des Allemands. La France se méfie d'eux, les insulte, les emprisonne. Si les soldats français avançaient en Alsace-Lorraine, ils mettraient tout à feu et à sang comme en pays ennemi.

Assurément, les Alsaciens-Lorrains connaissent trop bien l'Allemagne pour qu'aucun d'eux soit dupe de ses mensonges. Ils savent tous que la France, afin de manifester d'une façon éclatante l'amour qu'elle a pour l'Alsace-Lorraine, a fait l'accueil le plus fra-

ternel aux Alsaciens-Lorrains venus à elle dès le début de la guerre. De quelles sympathies sont entourés, à Paris et dans toutes les villes de France, MM. l'abbé Wetterlé, Blumenthal, Hansi, Zislin, Laugel, Helmer, Léon Boll, le chanoine Collin, le magistrat messin Weil, le député messin Georges Weil et tant d'autres ! Avec quel dévouement l'Appui alsacien-lorrain de Saint-Étienne, qui a à sa tête deux Strasbourgeois, MM. Friedel, directeur de l'École des Mines, et Lallemand, préfet, entretient dans le département de la Loire toute une colonie d'exilés ! De quelle sollicitude sont l'objet les jeunes Alsaciens qui ont reçu asile à l'École normale de Privas, où ils continuent les études commencées en Alsace ! Quels soins maternels entourent les cinq cents enfants alsaciens recueillis à la sous-préfecture de Montbrison avec trois sœurs de Ribeauvillé !

La France ne permettra pas à l'Allemagne ni à ses agents d'égarer l'opinion en ce qui concerne les deux provinces que la guerre de 1870 nous a enlevées et que la guerre de 1914 nous rend. Ces deux provinces sont françaises de race, françaises de tradition, françaises d'aspirations, françaises jusqu'aux moelles, françaises pour toujours.

NANCY, IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT — JUIN 1917

PAGES D'HISTOIRE — 1914-1917

9e Série n1

LES DÉVASTATIONS ALLEMANDES

DANS LES DÉPARTEMENTS ENVAHIS

Mars-Avril 1917

Avec 4 illustrations hors texte

PRÉFACE DE HENRI WELSCHINGER

DE L'INSTITUT DE FRANCE

QUATRIÈME MILLE

50329
19/5/19

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS
5-7, RUE DES BEAUX-ARTS

NANCY
RUE DES GLACIS, 18

132

Prix : 1 fr. 25

LES

DÉVASTATIONS ALLEMANDES

DANS LES

DÉPARTEMENTS ENVAHIS

Il a été tiré de ce volume cinquante-cinq exemplaires numérotés, dont :

5 sur papier du Japon (Nos 1 à 5);

50 sur papier de Hollande (Nos 6 à 55).

PAGES D'HISTOIRE — 1914-1917

LES DÉVASTATIONS ALLEMANDES

DANS LES DÉPARTEMENTS ENVAHIS

Mars-Avril 1917

Avec 4 illustrations hors texte

PRÉFACE DE HENRI WELSCHINGER

DE L'INSTITUT DE FRANCE

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS
5-7, RUE DES BEAUX-ARTS

NANCY
RUE DES GLACIS, 18

1917

PRÉFACE

Après les enquêtes officielles qui avaient relaté fidèlement les forfaits des Allemands, depuis le début de la guerre, en Belgique, en France, en Serbie, en Pologne et en Roumanie ; après la constatation si éloquente et si convaincante de leurs crimes par M. Mirman, l'intrépide préfet de Meurthe-et-Moselle, il semblait impossible que ces êtres, qui n'ont d'humain que le nom, eussent pu aller plus loin encore dans l'horreur et l'infamie. Eh bien ! si étonnant que cela puisse paraître, la mesure de tant d'atrocités n'était pas encore arrivée au comble. Il a fallu la retraite plus forcée que stratégique des troupes allemandes devant la poussée irrésistible des Anglais et des Français pour les déterminer à exercer les pires dévastations dans nos villes, dans nos bourgades, dans nos campagnes infortunées de l'Oise, de l'Aisne et de la Somme. Elles ont été telles que le pays tout entier en a frémi et que le Sénat français, sur la proposition d'une délégation de la Commission des dommages de guerre, a voté à l'unanimité,

le 31 mars, la résolution suivante qui a été affichée sur les murs de toutes les communes de la France :

RÉSOLUTION

« Le Sénat, dénonçant au monde civilisé les actes criminels accomplis par les Allemands dans les régions de la France par eux occupées, crimes contre la propriété privée, contre les édifices publics, contre l'honneur, la liberté et la vie des personnes;

« Constatant que ces actes de violence inouïe ont été perpétrés sans l'excuse d'aucune nécessité militaire, et au mépris systématique de la convention internationale du 18 octobre 1907, ratifiée par les représentants de l'Empire allemand,

« Voue à la malédiction universelle les auteurs de ces forfaits, dont la justice exige que soit assurée la répression ;

« Salue avec respect ceux qui ont été les victimes et auxquels la Nation promet solennellement, en s'en portant caution, qu'ils en obtiendront réparation intégrale par l'ennemi ;

« Affirme plus que jamais la volonté de la France, soutenue par ses admirables soldats et d'accord avec les peuples alliés, de poursuivre la lutte qui lui a été imposée jusqu'à l'écrasement définitif de l'impérialisme et du militarisme allemands, responsables de toutes les misères, de toutes les ruines et de tous les deuils accumulés sur le monde. »

M. Henry Chéron, sénateur du Calvados, avait profondément ému le Sénat par le récit douloureux des scènes et des tableaux dont il avait été le témoin affligé avec ses collègues de la Délégation. Il avait rappelé à un auditoire, frémissant de pitié et de rage,

comment l'Allemagne avait sciemment violé la convention signée par elle à La Haye, convention qui imposait à l'autorité militaire occupant un territoire ennemi le respect des règles qui doivent garantir contre tout abus les personnes et les propriétés de ce territoire. Les officiers et les soldats allemands avaient méconnu de gaieté de cœur, on peut le dire, cette convention solennelle, comme le chancelier Bethmann-Hollweg avait lui-même méconnu et méprisé le traité qui assurait la neutralité de la Belgique et qui portait, lui aussi, la signature allemande. L'orateur avait, sans aucune exagération, pu affirmer qu'il aurait fallu remonter aux âges les plus anciens de l'Histoire pour retrouver l'équivalent des actes de sauvagerie et de dévastation commis dans les régions abandonnées par nos ennemis. Rien, non, rien, ne pouvait égaler l'horreur de pareils attentats.

La Délégation officielle avait visité plusieurs villes et une cinquantaine de villages, et constaté des actes de barbarie, accomplis sans qu'un prétexte d'intérêt militaire pût les excuser. Fermes effondrées, habitations pillées et brûlées méthodiquement, coffres-forts fracturés par la dynamite ou par l'outil cher aux voleurs, tombes violées, cercueils vidés de leurs ossements et remplis d'ordures, toits démolis, fenêtres arrachées, portes enlevées, parquets brisés, vaisselles mises en miettes, vergers saccagés, arbres sciés ou décortiqués, terrains bouleversés, routes anéanties, puits comblés ou empoisonnés, sources taries, meubles déchiquetés, glaces fracassées, titres, valeurs, numéraire, bijoux, argenterie et jusqu'aux objets les moins précieux volés et emportés, murailles enfoncées à coups de bélier, demeures réduites à l'état de loques par des explosifs, partout enfin le pillage, la destruction, la barbarie systématique.

Voilà comment les Allemands, si fiers de leur Kultur, de leur civilisation incomparable, de leur noblesse et de leur honneur, « supérieurs, disaient-ils, à ceux des autres peuples », traitaient les biens d'autrui. Il faut rappeler ce qu'ils ont fait de la vie et de la liberté des individus. Eux qui avaient juré de respecter la propriété privée, proscrit le pillage, consenti à n'être qu'administrateurs et usufruitiers des édifices publics, immeubles, forêts et exploitations agricoles appartenant à l'État ennemi ; eux qui avaient interdit de saisir, détruire ou dégrader les établissements publics, les églises, les écoles, les hôpitaux, les musées, les mairies, les monuments historiques ; eux qui avaient enfin ratifié des conventions qui laissaient sous la sauvegarde et l'empire du droit des gens les populations envahies et consenti à appliquer les principes tels qu'ils résultent des usages entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique, ont, avec le plaisir de faire du mal, — mit Schadenfreude, — *volontairement, consciemment, joyeusement même, piétiné tous les droits, tous les usages, tous les principes, toutes les règles, toutes les lois. Et, se tournant avec raillerie contre ceux qui pleuraient leurs villes et villages dévastés, ceux qui voyaient tout ce pays jadis florissant transformé en un affreux désert, ils s'écriaient avec un ricanement sauvage : « Nous vous offrions la paix. Vous l'avez refusée... Ne vous en prenez qu'à vous! Voici le résultat de votre refus! » Et, comme le disait Tacite des barbares d'autrefois :*

Ubi solitudinem faciunt, pacem appellant !
Le désert fait par eux, ils l'appellent la paix !

Ces scélérats n'ont plus conscience du moindre sen-

timent de l'honneur et du droit. A ceux qui leur reprochent leurs méfaits, ils croient se montrer spirituels et logiques, quand ils répondent : « J'ai l'ordre de vider les coffres-forts, je les vide! — Que voulez-vous? c'est la guerre! — Le temps de la sensibilité est passé. — Nécessité n'a pas de loi. — C'est l'ordre de l'Empereur. — C'est le droit du vainqueur. »

Ils sont non seulement voleurs, pillards, cambrioleurs, ces Boches affreux, ils sont sales et ils s'en font un honneur particulier. Ils déposent leurs ordures partout, dans les lits, dans la vaisselle, dans les pianos, sur le marbre des cimetières. Ils mettent cette signature empestée au bas de tous leurs actes et trouvent une joie incomparable à vider leurs intestins, gorgés de Delikatessen, *sur les meubles les plus précieux, sur les objets les plus rares, dans les endroits les plus sacrés. Les églises mêmes et jusqu'au tabernacle n'ont pas échappé à leurs immondes souillures. Telles les harpies de la Fable, qui ne pouvaient passer en aucun endroit sans le salir !*

Ce n'est pas tout que de piller, saccager, dévaliser, ruiner, brûler, outrager. Ils abattent méchamment tous les arbres fruitiers pour détruire tout espoir de récolte et anéantir les sources des moindres richesses, jaloux, — comme le dit si bien M. Chéron, — de n'avoir pu triompher de la bravoure française et manifestant ainsi une rage aussi stupide qu'exécrable. Aux ruines qu'ils amoncellent partout, ils ajoutent les traitements les plus cruels à l'égard des populations qui n'ont pu malheureusement leur échapper. Ici, ils arrachent aux habitants leurs meubles, leur bétail et leur literie, ou leur enlèvent brutalement le pain et les quelques mets qui pouvaient apaiser leur faim. Là, ils se font servir ce qu'il y a de meilleur

dans la maison, puis repus de viandes et soûls de vin, font sauter la maison, au dessert. Ils s'emparent de pauvres vieillards et les font courir derrière leurs montures en les frappant à coups de sabre ou à coups de lance. C'est un divertissement favori. Pour un mot, pour un geste, pour un silence même, ils tuent leurs victimes d'un coup de revolver. Ils emmènent en captivité, et pris au hasard, de nombreux habitants de quinze à soixante ans avec des jeunes filles qu'ils arrachent à leurs mères, sans écouter leurs prières et leurs lamentations. Ils jettent à bas de leurs lits de malheureux paralytiques ou blessés, des malades, des mourants, les exposent au froid et à la pluie et se donnent la joie de les voir agoniser sous leurs sévices. Ils séparent brutalement les enfants de leurs mères ; ils disent en montrant des jeunes filles qui leur plaisent : « Celle-ci est pour moi. — Celle-là me servira d'ordonnance! » Ils forcent les gens à les saluer profondément, sous peine de prison. Ils entassent des innocents dans des caves humides et disent qu'ils vont les réchauffer en faisant sauter les maisons sur leurs têtes. Ils refusent des aliments à ceux qui meurent de faim, ou ils leur donnent un pain et des détritus que les chiens eux-mêmes refusent de prendre, pendant que nous autres, avec une humanité vraiment excessive, nous nourrissons leurs prisonniers aussi bien, si ce n'est pas mieux, que nos propres soldats. Ils vont enfin, dans leur cruauté, au-delà de ce que les bêtes féroces elles-mêmes n'auraient pu faire et ils se couvrent ainsi d'une honte et d'un déshonneur éternels.

En relatant de tels forfaits, M. Henry Chéron a eu la joie — si on peut vraiment parler de ce sentiment en présence de tant de désolations — d'entendre dire aux survivants : « Nous avons tout

oublié, quand nous avons revu les Français! » Oui, ces pauvres gens ruinés, violentés et menacés à chaque instant de mort, témoins des événements les plus horribles, dès l'entrée des soldats français dans leurs villages dévastés ou plutôt dans les décombres de ce qui fut leurs villages, ces nobles et fiers compatriotes ont salué leurs libérateurs avec une émotion indicible, qui sur tous les visages faisait couler de longues et douces larmes. Une pauvre femme, se jetant dans les bras d'un officier, s'écriait : « N'avoir ni toit ni rien pour vous bien recevoir aujourd'hui, c'est la souffrance la plus grande encore que j'ai ressentie! »

Mais ce n'est pas assez de relater et de maudire tant d'actes abominables, tant de forfaits odieux, tant de cruautés scélérates, il faut, comme l'a demandé l'orateur, comme l'a voulu le Sénat tout entier, comme y a consenti le Gouvernement, que justice soit faite de tous ces déprédateurs, de tous ces dévastateurs, de tous ces voleurs, de tous ces assassins!

Il faut, au nom de la Morale universelle, au nom de la Justice éternelle, au nom du Droit immuable, que les coupables, qu'on pourra saisir, soient poursuivis, jugés et condamnés par une Haute Cour internationale. Il faut, après la victoire qui viendra, qui vient, — n'en doutons pas, — il faut que le militarisme allemand soit frappé, soit brisé, soit châtié dans la personne des chefs et des soldats, leurs complices, qui ont commis ces abominables violences. Ce ne sont plus là des faits de guerre. Ce sont des crimes, qui relèvent de la justice et de ses lois. Les barbares, qui sont déjà sous le coup de la malédiction universelle, devront payer de leur vie les horreurs et les infamies qu'ils ont commises délibérément. « Le martyre de nos compatriotes, a dit, en terminant son

admirable discours, M. Henry Chéron, a fait passer dans toutes les âmes un frisson nouveau d'impitoyable justice. Nous irons jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à ce que nous puissions, sur les ruines de l'impérialisme et du militarisme allemands, fonder le triomphe de la paix, de la liberté, de la justice et des droits imprescriptibles de la conscience humaine. »

Le ministre de la Justice, au nom du Gouvernement français, s'est associé pleinement à cet ardent réquisitoire. « *Ces vols, ces rapines, ces viols, ces incendies, ces meurtres, ces massacres, ne constituent pas seulement, a-t-il dit, une meurtrissure du droit public, un attentat à l'honneur international : ils constituent des crimes de droit commun prévus par le Code pénal de tous les pays civilisés et auxquels doivent correspondre avant le verdict de l'Histoire et pour le préparer, des informations précises et adéquates. Nos ennemis croient qu'en terrorisant le monde, ils le réduiront à leur merci. Certes, devant une telle accumulation de crimes, nos consciences se révoltent, mais nos âmes restent inébranlables et nous irons jusqu'au bout. Mais, pour aller jusqu'au bout, il faut vaincre. Nous irons jusqu'à la victoire. C'est en elle seulement que seront contenus les châtiments et c'est par la force militaire que détiennent la France et ses alliés que nous obtiendrons la réparation du droit.* »

A la suite de ces discours, le Sénat vota unanimement la résolution qui, dénonçant au monde civilisé les actes criminels des Allemands exécutés dans les régions envahies, vouait à l'exécration universelle les auteurs de ces forfaits, dont la justice exigeait que la répression fût assurée, et rendait responsables l'impérialisme et le militarisme allemands

de toutes les misères, de toutes les ruines et de tous les deuils accumulés sur le monde.

***

La Commission d'enquête, instituée en vue de constater les actes commis par l'ennemi en violation du droit des gens et composée de MM. Georges Payelle, premier président de la Cour des Comptes, Armand Mollard, ministre plénipotentiaire, Georges Maringer, conseiller d'État, et Edmond Paillot, conseiller à la Cour de cassation, alla parcourir les régions de l'Oise, de l'Aisne et de la Somme qui venaient d'être libérées après trente mois de domination allemande. Son rapport, adressé au président du Conseil des ministres, justifie amplement les constatations et les accusations de la Délégation du Sénat.

« *Dans le spectacle des dévastations que nous avons eu sous les yeux, tout, dit ce rapport, décèle une méthode si implacable et d'une si frappante uniformité, qu'il est impossible de ne pas y voir l'exécution d'un plan rigoureusement établi. Réduction des citoyens en servitude, enlèvement des femmes et des jeunes filles, pillage des foyers, anéantissement des villes et des villages, ruine de l'industrie par la destruction des usines, désolation des campagnes par le bris des instruments agricoles, l'incendie des fermes et l'abatage des arbres, tout a été mis en œuvre au même moment et avec la même férocité pour créer la misère, inspirer la terreur et faire naître le désespoir.* » *Avant les derniers excès et les derniers ravages, les Allemands avaient commencé par prendre des otages, par tuer des habitants inoffensifs, par arrêter de soi-disant espions, par réqui-*

sitionner des vivres et des effets, par lever des contributions énormes, par multiplier les vexations de tout genre, par prélever, sans paiement aucun, dans les magasins tout ce qui leur paraissait bon, par frapper de peines sévères les moindres infractions à des règlements draconiens, enfin par violenter des femmes et des jeunes filles. C'est à partir du mois de février 1917 que les envahisseurs, préparant leur retraite, ont commis des actes de déprédation multipliés, sans aucun souci de la réprobation publique.

Déjà, on avait arraché à leurs foyers de nombreux habitants pour les faire travailler en Allemagne ou dans le nord de la France. Cette mesure devint bientôt générale, et c'est par milliers qu'on enlevait des femmes, des jeunes filles, des hommes et de tout jeunes gens, sans tenir compte de leurs plaintes ou de leurs protestations indignées. Tous ces malheureux, valides ou non, étaient emmenés de force avec les plus mauvais traitements. Il en mourait environ une dizaine par jour. On ne s'inquiétait pas de savoir s'ils étaient malades ou même agonisants. L'enquête révèle à ce sujet des détails cruels et de nature à faire frissonner d'horreur. C'était une entreprise de brigandage que des scélérats fameux, comme l'Allemand Schinderhannes, auraient pu seuls approuver. Des généraux, tels que von Bissing ou von Fleck, non seulement ordonnaient ces infamies, mais s'y associaient de leur mieux. Ils faisaient enlever le mobilier des demeures importantes où ils avaient logé et expédier le tout en Allemagne. Ils saccageaient et pillaient tout. Cloches d'églises, tuyaux d'orgues, coffres-forts, lits, armoires, papiers, machines à coudre, outils, flambeaux, lampes, pendules, métiers, glaces, vaisselle, tout était emballé

méthodiquement et envoyé en lieu sûr. Le prince Eitel, l'un des fils de Guillaume II, avait déjà lui-même donné ce bel exemple. Puis venait le sac des maisons et des chaumières. « On dirait, comme le mentionne le rapport de l'enquête, qu'une horde de fous furieux a passé par là. » Les Allemands détruisaient avec frénésie tout ce qu'ils ne pouvaient emporter, démolissaient à coups de pioche et de maillet les chambres, les lits, les bahuts, les instruments aratoires, les outils de tout genre, dispersant les graines et les semences, souillant de leurs excréments infects tous les endroits où ils passaient. Parmi les régiments qui ont commis ces ignominies, on signale entre autres le 338e. Des officiers, au moment de quitter les villages occupés, couraient les rues et cassaient les vitres des maisons à coups de revolver pour exciter leurs soldats à la destruction.

Ce n'est pas seulement aux choses et aux vivants que ces monstres se sont attaqués, c'est aux morts eux-mêmes. Ils ont ainsi profané, brisé, fracturé les sépultures de Carlepont, de Candor, de Roiglise, de Champien et autres communes. Ils ont fracturé les cercueils, espérant y trouver des bijoux ou des objets de prix et jeté à terre les ossements des morts en les mêlant à des tessons de bouteilles, des boîtes de conserves, des ordures!... Comment auraient-ils d'ailleurs le respect des sépultures, ces barbares qui, si l'on en croit l'un des leurs, le correspondant du Lokalanzeiger, *Karl Rosner, auraient construit à Évergnicourt un établissement pour l'utilisation des débris des champs de batailles, cadavres d'animaux et de combattants, sous ce nom significatif :* Kadaververwendungsanstalt, *avec l'aide d'une société à capital de 5 millions de marks. Je n'ose affirmer absolument ce fait, quoiqu'il nous soit transmis par un*

Allemand. Mais y aurait-il lieu de s'en étonner, quand on se rappelle qu'un Auguste Kahn, professeur d'histoire militaire à l'Académie de Berlin-Charlottenbourg, a dit en septembre 1914, puis écrit dans un opuscule tiré à des milliers d'exemplaires : « Faut-il que la Kultur élève ses temples sur des montagnes de cadavres, sur des mers de larmes, sur des râles de morts?... Oui, elle le doit. »

Avec une telle mentalité, tout est donc possible. Il faut s'attendre à tout de la part de ces fous furieux, de ces dégénérés, de ces détraqués, de ces hystériques de la haine.

Ce qu'il y a de plus effrayant, c'est qu'ils se croient à l'abri de tout reproche parce qu'ils mettent en pratique les conseils de leurs propres pasteurs! Dans un recueil des plus suggestifs du pasteur danois, J. P. Bang, que vient de nous faire connaître le très érudit et très regretté de Wyzewa, intitulé Hourrahs et Alleluias! *on trouve les textes à la fois les plus authentiques et les plus extraordinaires du monde. Que dit le pasteur luthérien de Berlin dans ses* Sermons de guerre : « *En avant sur Paris, et toi, lâche et frivole France, malheur à toi! prends garde à toi!* » *Et le pasteur berlinois Rumps : « Guillaume II est le véritable chevalier par la grâce de Dieu, à la fois souverain et prophète. Les Allemands sont tout à fait innocents du commencement de cette guerre, et depuis lors, de tous côtés, les témoignages affluent quant à la manière noble et chevaleresque dont nos troupes se conduisent dans leurs moindres actions!... Comment les fils de France se passionneraient-ils pour une guerre comme celle-là? Pas un d'eux ne sait pourquoi il se bat, tandis que nous, Allemands, nous savons que nous combattons pour la Kultur et le culte sacré, pour le droit et la*

UNE ROUTE DU DÉPARTEMENT DE LA SOMME

BÉLIER CONSTRUIT PAR LES ALLEMANDS POUR ENFONCER LES MAISONS

morale, pour la vie et le bien-être. » Ce pasteur a des audaces inouïes. Qu'on en juge par les lignes suivantes : « Quand un de nos sous-marins en quelques minutes envoie au fond de l'Océan trois vaisseaux anglais, sans avoir lui-même à souffrir le moindre dommage, cette action héroïque, sans égale dans toute l'histoire navale, est pour notre peuple chrétien un témoignage de Notre-Seigneur d'en Haut qui lui dit ainsi de la façon la plus manifeste : « Je « suis avec toi, ne le vois-tu pas? »

A un pareil cynisme, l'amiral Lacaze opposait dernièrement le fait admirable d'un marin français sauvant trois prisonniers allemands qui se trouvaient avec lui sur un transport torpillé par un sous-marin allemand, et disparaissant lui-même dans la mer, après avoir mis les prisonniers en sûreté. Quel est le héros dans cette circonstance, et comment le pasteur Rumps l'aurait-il jugé dans ce qu'il appelle ses Dévotions de guerre?

Un théologien allemand, nommé Lahnsen, disait dans un sermon tiré à 50.000 exemplaires : « Assurément, l'Allemand est tenu de pardonner à ses ennemis, mais il est tenu aussi de punir le péché sous toutes ses formes, de telle sorte que, tout en employant les moyens de destruction les plus terribles contre ses ennemis regardés comme les auteurs des plus affreux périls, il convient que le soldat allemand, soucieux de la perfection chrétienne, se promette de pardonner à ces mêmes ennemis, lorsqu'ils auront reconnu leurs péchés et s'en seront repentis. » Il pardonnera, mais après avoir tué. Telle est la morale sournoise de ce luthérien.

Un autre pasteur, nommé Preuss, dans la Passion de l'Allemagne *comparée à la Passion du Christ, égale le reniement de saint Pierre à l'attitude des écrivains*

des pays neutres qui renient les bienfaits spirituels dont ils sont redevables à l'Allemagne. Pour lui, le bon larron, c'est le Turc qui fait, par sa croyance sincère, honte à la chrétienté... Le théologien Hermann maudit l'emploi diabolique des Arabes, des Indiens et des Japonais par les Alliés contre les pauvres Allemands qui n'emploient, eux, que les bons Turcs... Un autre théologien, non moins convaincu, se félicite de trouver dans les tranchées allemandes, à profusion, la Bible, Faust, Werther *et* Zarathoustra, *belle et touchante réunion de textes sacrés où Goethe et Nietzsche coudoient le Dieu créateur. Un de ses confrères dit, de son côté, que la noble âme allemande est formée de l'or de Luther, l'argent de Goethe et le fer de Bismarck. Citons encore une pièce du théologien Vorwerck. C'est presque une parodie du* Pater : « *O toi, qui demeures dans le Ciel par-dessus les Chérubins, les Séraphins et les Zeppelins, envoie la lumière et l'éclair, la grêle et la tempête sur notre ennemi! Précipite-le au plus profond du trou creusé par nos obus ! Aide-nous à punir, avec ta sainte haine, tous ceux qui s'efforcent de s'approprier ta couronne!* »

Ce ne sont, de la part de tous ces pieux hypocrites, que des invocations ardentes au Dieu allemand, au Dieu vengeur, au Dieu de la Nation, qui a voulu lui aussi, être Germain pour faire mieux remplir au christianisme son rôle final de religion universelle. C'est pourquoi ce même peuple allemand, que le Seigneur a élu pour être son héritier, est l'instrument favori de ses bienfaits et de ses châtiments, d'où il résulte que la guerre actuelle pour les Allemands doit être la tâche salutaire de convertir des hérétiques. « Nous combattons simplement en tant que chrétiens, disent ces apôtres et leurs disciples ;

croyez-vous que nos ennemis puissent en dire autant? Travaillons donc de toutes nos forces à châtier les ennemis de notre Dieu national! Travaillons-y sans haïr nos victimes, mais n'oublions pas que, pour être le peuple élu de Dieu, ce titre nous confère non seulement la faculté, mais l'obligation, de ne reculer devant aucune violence pour assouvir la haine sacrée de notre divin Maître! » Voilà ce qui explique le fanatisme passionné, la fureur inouïe, la rage folle de la tourbe qui pille, viole, torture, incendie, massacre sans pitié! Les pasteurs et les officiers, les professeurs et les instituteurs ont, depuis quarante ans, insufflé à leurs fidèles, à leurs recrues et à leurs élèves une haine féroce qui se manifeste par les épouvantables dévastations dont notre territoire a été frappé. Dès lors, comment ne pas comprendre que rien d'humain ne puisse toucher ces cœurs desséchés, ces âmes froides, ces esprits pervertis? Peuvent-ils compatir réellement aux souffrances et aux doléances de leurs victimes ? Qu'est-ce que cela leur fait de voir mourir sous un froid intense, en pleine rue, des malades et des infirmes entassés par eux au hasard et par milliers? Comment n'éprouveraient-ils pas un plaisir satanique à procéder méthodiquement par la mine, par l'incendie, par l'explosion, à la ruine des églises, des châteaux, des palais, des hôtels de ville, des mairies, des écoles, des villas, des fermes, des chaumières? Comment n'auraient-ils pas une satisfaction intense à saccager tout ce qui les abritait, au moment où ils sont forcés de fuir devant leurs adversaires?... Quelle joie sauvage pour eux de contempler le long des routes défoncées ces rangées de peupliers, de tilleuls, de marronniers, de sapins sciés à leur base par des bûcherons émérites! Et tous ces vergers entaillés, dépecés, abattus ;

ces charrues, ces herses, ces faucheuses, ces moissonneuses, ces râteaux, ces semoirs, ces pelles, ces pioches mis en débris informes : quels triomphes pour eux! quels succès! quels chefs d'œuvre de destruction! Et comme ils sont heureux de redire le mot atroce de leur idole, du chancelier de fer, Bismarck qu'encensait hier leur amiral Dick : « Il ne faut laisser aux Français que les yeux pour pleurer! » Si stupéfiant que cela paraisse en effet, ces bandits sont satisfaits de leur œuvre de haine et de mort. A une religieuse qui soignait pourtant leurs blessés, ils disaient : « Vous n'avez pas voulu de la paix; maintenant nous avons ordre de faire la guerre aux civils. » Et quelle paix offraient-ils? Et quelle guerre ont-ils faite? A un habitant de la commune de Guiscard qui pleurait sur les ruines de sa maison, un sous-officier répondit : « Désormais, nous ne respecterons plus rien. » Et d'autres qui gémissaient de voir les préparatifs de la destruction de leurs maisons, ils les ont condamnés à assister à l'incendie, à l'explosion, en les mettant de force à genoux. A d'autres encore, ils ont ordonné de creuser leur propre fosse ou celle même de leurs parents! Dignes imitateurs de ces forbans qui, déshonorant le nom de marins, ont, après avoir torpillé un navire inoffensif, jeté des femmes et des enfants dans de misérables barques et les ont abandonnés aux fureurs de la mer et aux angoisses de la faim, en leur lançant ce dernier salut : « Bonne nuit!... Gute Nacht ! »

Et qu'on ne dise pas que c'est dans l'ivresse folle du combat, dans le désordre inséparable d'une défense furieuse, dans la rage des représailles, qu'ont été commis tous ces actes affreux! C'est une œuvre méthodique et en voici la preuve.

On a retrouvé les ordres de destruction donnés aux

chefs et aux troupes germaniques. C'est une organisation de vandalisme faite avec le plus grand soin. Rien n'a été oublié pour que tout fût livré à la rage de l'ennemi. Les déclarations des prisonniers ne laissent non plus aucun doute à cet égard.

Par ordre du haut commandement, toutes les maisons de la zone à évacuer par l'armée allemande furent vidées, puis rasées, les murs enfoncés au bélier et au pic, les toits éventrés et effondrés, les puits et caves comblés.

Cette besogne, à main d'homme, s'opéra à loisir, sans incendies ni explosions pour ne pas être remarquée par les Français et ne leur pas dévoiler les intentions de repli. Ce n'est qu'au début de mars que, pressés par le temps, les Allemands se décidèrent à employer la dynamite et le feu. Des équipes spéciales furent constituées : équipe d'incendie, d'explosion, de destruction, nommées Brandkommandos, Sprengkommandos, Zerstörungskommandos *ou* Brandpiquets, Sprengpiquets, Zerstörungspiquets.

Au 17e corps, ce furent les pionniers du 17e bataillon qui fournirent les cadres de ces équipes spéciales. Au 10e, chaque compagnie dut fournir cinq volontaires choisis parmi les éclopés, les fatigués (Schonungsbedürftige Schlappe) *et les débiles, afin de ne pas affaiblir l'effectif en ligne, déjà si considérablement réduit par tous les détachés et employés dans les formations spéciales. Aucun volontaire ne se présenta au 1er bataillon; il fallut prélever d'office le nombre d'hommes demandé par le commandement.*

La destruction des villages s'opéra sous la direction d'officiers et de sous-officiers du 17e bataillon de pionniers. Les Brandkommandos, encadrés *par des pionniers, mirent systématiquement le feu aux immeubles à l'aide de paille de couchage, de copeaux et de*

ballots de copeaux spéciaux (Holzwolle) *suspendus aux orifices des abris pour être enflammés en cas d'attaque par gaz. D'autres piquets plaçaient des pétards dans les caves ou coupaient à la scie les arbres dans les vergers et le long des routes. Les destructions de ponts et de routes furent effectuées par des équipes composées seulement de pionniers.*

Et tous les chefs, tous les soldats, même ceux qui n'ont pas pris part à ces infamies, les ont approuvées. Tous les civils qui ne sont pas à la guerre les ont acclamées. D'où il suit que, quand même Guillaume II, par l'effet du contre-coup de la Révolution russe et de ses revers, viendrait à disparaître, nous aurons toujours en face de nous la nation allemande qui nous hait à mort et qu'il faut réduire à l'impuissance absolue de nuire.

Toute cette besogne infâme a été en effet hautement approuvée par la presse allemande. Ainsi, la Strassburger Post *affirmait qu'elle avait été faite* pour des raisons d'ordre militaire, *devant lesquelles toute sentimentalité devait disparaître. « Après le méprisant refus que l'Entente a opposé à nos offres de paix, dit ce journal, nous devions avoir désappris la sentimentalité,* die Gemüthlichkeit. » *La* Gazette de Francfort *exultait de joie. Son correspondant, un sieur Kaltschmidt, écrivait, après avoir vu toutes ces dévastations : « Notre commandement a voulu créer une sorte de glacis en vue des futurs combats. Ainsi, une large zone de dévastation a été créée qu'on pourrait appeler la zone de la guerre dans tout ce qu'elle a de plus impitoyable. Les villages florissants ne représentent plus qu'un amas de ruines fumantes. Les magnifiques troncs d'arbres qui bordent les routes françaises gisaient à terre, en partie sciés. Les mâts bétonnés des conduites élec-*

triques étaient abattus, les câbles emportés, les champs retournés. L'ennemi ne trouvera plus un rouleau de fil de fer, pas un brin de paille, ni une botte de fourrage, pas une bêche, pas une fourche, pas une source. Il ne trouvera ni canons, ni cartouches, ni fusils. Tout a été anéanti. Péronne et Bapaume sont entièrement détruits. Cette destruction a eu pour but d'empêcher l'ennemi d'y trouver le moindre abri. » Comment expliquer que des mobiliers brûlés, des matelas déchiquetés, des instruments agricoles brisés, des vergers rasés, des jardins bouleversés, enfin, des actes de destruction aussi stupides et aussi navrants, soient nécessités par des raisons d'ordre militaire ? Ce n'est là qu'un vandalisme abominable, exécuté par des barbares furieux d'avoir à quitter le sol qu'ils opprimaient depuis deux ans et se vengeant en lâches contre les choses les plus inoffensives, puisqu'ils ne le pouvaient contre leurs adversaires. Ainsi, à Ham, dans la nuit du 16 au 17 mars, deux compagnies de fantassins, sous le regard approbateur de leurs officiers, pillaient et dégradaient systématiquement toutes les maisons. A ceux qui se plaignaient, ils disaient, comme leurs chefs, que c'était « par ordre de l'Empereur ». Le général, commandant le corps d'armée de Ham, faisait en ce même temps déménager, pour s'en emparer, tout le riche immeuble qu'il avait occupé, au point qu'il dut faire prendre à la mairie une chaise pour s'asseoir.

La Gazette de l'Allemagne du Nord, *dont on connaît les attaches officielles, — puisque c'est l'organe de la Wilhelmstrasse, — ose excuser ces dévastations ignobles par l'aveu que voici : « Nous ne voulons pas nier les destructions accomplies par les Allemands dans la région évacuée. Nous ne voyons d'ailleurs aucunement la nécessité de cacher*

cela. Ces destructions ont été dictées par une dure, mais inflexible nécessité militaire. Les ponts et les routes ont été détruits, ainsi que les voies ferrées. Les soldats ont dû abattre aussi les forêts pour priver l'ennemi du matériel nécessaire aux constructions et aux fortifications. Les villages ont dû être anéantis pour les mêmes raisons. La destruction des arbres, champs, jardins et allées était tout indiquée au point de vue de la guerre. *Nous n'avons laissé naturellement que la population impropre au service militaire. Ce serait commettre un crime contre notre propre sécurité que de donner à l'ennemi des forces de travail qui ne sont pas moins précieuses que des soldats. » Le journal du chancelier Bethmann-Hollweg, tout en approuvant ces destructions, ne dit pas un mot des crimes commis sur la population inoffensive, sur des femmes, des vieillards et même des enfants, au moment de la retraite des troupes allemandes. Rien n'émeut ces journalistes stipendiés, ceux que la réprobation allemande elle-même a justement appelés des reptiles, puisqu'ils reçoivent de l'argent du* Reptilienfund... *Ils sont, ces lâches et avides folliculaires, pour quelques marks, tous prêts à excuser, à approuver, à applaudir les actes les plus infâmes et ne sentent pas de quelle boue ils couvrent leurs mains ! Devant le spectacle de tant de ruines, ils n'éprouvent aucun remords. Les choses lamentables qu'ils voient ne les touchent pas. Et cependant, comme le disait le noble Virgile, il y a des larmes dans les choses, et notre âme s'émeut devant ces choses vouées à la mort!*

Sunt lacrymæ rerum et mentem mortalia tangunt.

Et au milieu de ces choses lamentables, il y a des

femmes, il y a des enfants, il y a des êtres humains qui pleurent leurs foyers, leurs demeures, leurs berceaux, leurs souvenirs réduits à l'état de poussière, à un je ne sais quoi d'éphémère et d'innommable. Et toutes ces larmes laissent insensibles ces hypocrites Allemands, dont notre naïveté crédule avait fait si longtemps des êtres de douceur et de sensibilité! Ils ont dit un jour, comme leur Bismarck orgueilleux : « Nous ne craignons rien, si ce n'est Dieu seul. » Ont-ils donc fait un pacte avec la Divinité pour oser l'offenser dans les œuvres de sa création et ne pas craindre son juste courroux ?

Le Berliner Tageblatt, *comme les autres feuilles allemandes, constate avec une joie infernale les dévastations qui nous causent à nous tant d'horreur. Il remarque que les voitures régimentaires ont peine à emporter tout le mobilier saisi : « On dirait, observe-t-il, un déménagement de petites gens. » Puis il énumère complaisamment les chaises, les matelas, les machines à coudre, les échelles, les fauteuils, les brocs, les assiettes, les plats, les cages, les malles, les portes et fenêtres enlevés, et jusqu'à des troncs d'arbres,* du beau bois! « *Et en avant !* » *dit-il. Quant au reste, c'est chose sans valeur et ça va dans quelques heures sauter ou flamber. On a mis à profit les jours de brouillard pour éviter les surprises des aviateurs et faire de bons coups, comme les voleurs dans l'ombre. Toute la campagne n'est qu'un triste désert qui s'étend sur des lieues et des lieues sans un arbre, sans un buisson, sans une plante, sans une herbe, sans un toit ou une chaumière. Tout a été détruit, coupé, taillé, miné, ravagé pendant des jours et des nuits. « Ah ! c'est qu'il n'est pas facile de bouleverser de fond en comble tout un pays ! » Quel ouvrage, quelle fatigue pour les braves pionniers*

allemands !... Des centaines de villages bombardés gardaient encore quelques pans de murs. Mais, grâce aux soldats vigilants qui n'épargnent rien, il suffit de bons explosifs. Et voilà que, comme dans un tremblement de terre, tout se brise, tout s'effondre, « et les débris misérables reçoivent le coup de grâce » ! C'est en ces termes délicats que s'exprime le journal du pangermaniste comte de Reventlow ! Il paraît cependant avoir encore quelque pitié pour les habitants, mais on va voir comment. « Sur le sol, pêle-mêle, dit-il, s'amoncellent les briques et les pierres, tandis que les poutres sont consumées par le feu. Pauvre diable d'habitant, va, cherche ta maison maintenant !... »

Ces nouveaux barbares feraient presque réhabiliter Attila. Si l'on disait que le roi des Huns ne mérite pas toute l'exécration que justifient ses actes et sa réputation sinistres, on étonnerait bien des gens. Or, en le comparant à Guillaume II, on peut vraiment, et sans être paradoxal, le faire passer pour un tyran moins cruel et parfois même pour un conquérant généreux. Si l'on examine de près — comme l'a si bien fait Amédée Thierry — sa vie tourmentée, ses invasions, ses batailles, ses répressions et ses exactions, — tout en reconnaissant qu'elles sont remplies de violences, de meurtres, de massacres, de dévastations et d'horreurs effroyables, — on peut affirmer qu'Attila, à plusieurs reprises, a consenti à des actes qui, si on les confronte avec ceux qui désolent aujourd'hui notre territoire, comme celui des Polonais, des Serbes et des Belges, semblent presque des actes de générosité ; notamment, à Troyes et à Rome, quand il accepta de traiter humainement et pacifiquement avec saint Loup et Léon le Grand. Ce qui a perpétué l'infamie de sa

mémoire, « c'est que tout le monde ayant tremblé devant lui, tout le monde prétendit avoir eu raison de trembler et ce fut à qui raconterait pour son compte ou la ruine la plus lamentable ou la préservation la plus miraculeuse. Involontairement, on a exagéré le mal qu'il avait fait et on supposa celui qu'il aurait pu faire. On donna ainsi un corps à ses craintes, à ses illusions, à sa vanité. C'est ce qui explique la masse énorme de traditions locales, très anciennes évidemment et pourtant inconciliables avec l'Histoire ». Cette affirmation documentée d'Amédée Thierry n'est pas faite dans l'intention de diminuer la férocité d'Attila et des Huns, mais on peut en inférer que les actes de ces barbares ne sont pas supérieurs en cruauté à ceux des Allemands d'aujourd'hui. J'inclinerais même personnellement à croire qu'ils le sont beaucoup moins, surtout quand on se rappelle à quelle époque inculte ils ont été commis.

Karl Rosner, le journaliste allemand qui nous a décrit le Kadaver-verwendungsanstalt, *a, lui aussi, documenté, avec un soin minutieux, toutes les dévastations allemandes qu'il a eu la satisfaction de contempler à loisir. « Ce ne fut pas là, remarque-t-il dans le* Lokalanzeiger, *l'œuvre d'un jour. Elle s'est poursuivie méthodiquement pendant des semaines et des mois, pour ne pas donner l'éveil à l'ennemi. » Et avec une hypocrisie vraiment boche, il ajoute : « Tous nos soldats ont ressenti comme un devoir pénible l'obligation* de tout détruire. *Dans l'âme allemande est ancré le respect de tout ancien monument de la civilisation, de toute construction devenue historique, de toute maison dans laquelle vivent d'autres hommes. » C'est pour cela que les Teutons ont fait sauter le château de Coucy, le château de*

Bapaume, l'Hôtel de Ville de Péronne, le château de Ham, des centaines d'églises et de vieilles demeures seigneuriales. Il est vrai qu'il y a l'excuse suivante : « Devant la nécessité absolue, les sentiments doivent se taire. Il a fallu se montrer dur envers soi-même comme envers ce pays français et ses habitants. Il a fallu répéter aux soldats : « Il le faut, c'est inévi-« table; *ce que vous créez, c'est le rempart derrière « lequel notre patrie allemande trouvera le meilleur « abri contre ses adversaires qui n'ont pas voulu lui « accorder la paix ! » A tant de cruauté ajouter tant d'hypocrisie, c'es mettre le comble à la honte, au déshonneur!*

Une femme de lettres américaine, la célèbre Edith Wharton, qui a manifesté si souvent ses profondes sympathies pour la France, a été voir ces régions dévastées, qu'elle appelle en frissonnant le « Pays de la Mort », et elle est revenue indignée des tableaux lamentables qu'elle a aperçus. Elle a décrit la cruauté imbécile, la férocité stupide de tous ces ravages et elle les a flétris comme il le fallait. Arrivée à la conclusion de son récit, elle a pu dire et je tiens à le répéter après elle :

« Il y a deux différences bien marquées entre cette destruction et la sauvagerie de la première année de la guerre. Celle-ci était le débordement d'une armée enivrée de succès, entraînée par l'élan même de la victoire, et assouvissant sa rage sur tout ce qui se trouvait sous ses pas ; tandis que la destruction que laisse derrière elle cette dernière retraite montre la volonté réfléchie d'assassiner le pays même, avec ses habitants, et d'en faire le plus aride des déserts. Et cette diabolique et systématique cruauté a été appliquée à des gens que les Allemands avaient tenus pendant deux ans sous le joug pesant de leur servitude. Ce

peuple avait peiné, travaillé sous leurs ordres, les avait logés dans ses maisons et nourris de ses récoltes. On aurait pu croire à un mouvement de compassion et d'humanité même de la part de tels oppresseurs.

« *L'autre différence, la voici. Les Allemands affirment que ces dévastations sont des nécessités militaires, et qu'il leur fallait tout détruire derrière eux pour assurer leur retraite. Il n'est pas besoin d'une grande science militaire pour voir que la manière logique d'assurer cette retraite eût été de faire sauter les ponts et de miner les routes. Cependant, il est évident qu'on a consacré beaucoup moins de temps à ce travail qu'au saccage des fermes, des instruments de travail et des vergers. En vérité, aucune raison militaire n'explique cette sombre folie de destruction ; et chaque verger abattu, chaque instrument d'agriculture brisé proclament la cruauté de l'ennemi. L'idée que les progrès d'une armée puissent être arrêtés par des pommiers coupés et par des charrues brisées est dénuée de sens. Tant qu'il y a des routes, on peut approvisionner et renforcer l'armée qui s'avance ; or, dans toute la région que j'ai parcourue, les routes auraient bien plus été endommagées si on avait concentré sur elles les efforts réunis de tous les empoisonneurs de puits, des voleurs de meubles et des massacreurs d'arbres.*

« *Le seul résultat de la sauvagerie allemande a été d'allumer une haine vengeresse dans le cœur des paysans, leurs victimes, et dans celui des soldats paysans qui s'en vont par milliers vers le front. Dans chaque toit noirci effondré au fond d'une cour de ferme, le soldat voit l'image de ce que sa propre maison sera demain, ou de ce qu'elle pourrait être si elle se trouvait sur le chemin de la retraite.* »

***

Tous ceux, comme Edith Wharton, Benjamin Vallotton, E. Tardieu, Ginisty, de Reiset et autres, qui ont parcouru les régions dévastées de la Somme et de l'Oise, sont revenus, la rage au cœur, du spectacle épouvantable qui s'est offert à leurs regards. Ils nous ont dit que rien ne restait debout dans ces pays où les routes étaient effacées, les arbres sciés, les villes et villages détruits, les monuments renversés, les fermes incendiées, les champs bouleversés, les murs en miettes... Ce sont encore une fois des visions atroces que la langue peut à peine décrire et que le dessin ou le photographe ont presque horreur de représenter. « Essayez d'expliquer, dit M. Stephen Pichon, que des êtres qui prétendent au nom d'hommes aient, pendant deux ans et demi, violenté, pillé, torturé, déporté des populations désarmées et soumises au joug de la conquête, et que, le jour où ils se sont vus contraints de partir, ils se soient vengés sur elles et sur la nature, par la destruction frénétique de tout ce qui subsistait sur le sol où elles avaient subi leurs spoliations et leurs supplices, vous serez impuissants à rendre et à qualifier cette explosion de bestialité!

« Faut-il que ces brutes immondes considèrent les peuples de l'univers comme stupides, pour oser raconter, dans les mensonges ignominieux qu'ils leur débitent, que des raisons stratégiques ont déterminé leurs Ludendorf et leurs Hindenburg à des actes dont l'imagination dépasse les instincts les plus cruels des bêtes fauves! Des raisons stratégiques pour profaner les cimetières, enlever les femmes et les jeunes filles, faire mourir les malades dans les hôpitaux, mettre les vieillards dans la rue, emporter toute la

propriété mobilière volée et raser la propriété immobilière, allons donc ! Où sont les imbéciles capables d'ajouter foi à de pareilles insanités? Où sont les idiots qui croiront que les grands chefs des hordes boches, encouragés et félicités par leur Empereur, ont fait preuve de l'invincible génie que leurs admirateurs stipendiés leur attribuent, en faisant sauter les châteaux et les églises, en abattant les croix et les tombes, en fouillant dans les cercueils de plomb pour y chercher des bijoux, en ne laissant dans les vergers que des arbres abattus ou écorcés, en empoisonnant les sources et en creusant quelques cratères le long des routes ?

« *Tout au plus compliqueront-ils quelque peu la marche des troupes à leur poursuite. On contournera les trous du chemin; on jettera sur les cours d'eau des passerelles improvisées; on rétablira très vite les voies de chemin de fer endommagées; on créera, derrière les pans de mur brûlés, des abris provisoires pour les soldats habitués depuis de longs mois à la rude vie de la guerre; on suppléera, par des moyens de fortune, aux ressources habituelles d'un pays réduit à la misère, et les auteurs sinistres de ces crimes sans nom en seront pour l'impuissance finale de leur scélératesse, en attendant le grand jour du châtiment et des réparations.* »

Mais c'est en vain que les Allemands ont cru retarder la marche de nos troupes vengeresses et de leurs alliés, leur créer d'innombrables difficultés et se procurer à eux-mêmes le temps de refaire un front inexpugnable; devant de telles atrocités, une soif de colère, de courroux, de fureur légitime a embrasé nos soldats et leurs camarades anglais. Ils ont couru à l'ennemi par des chemins impossibles, par des routes défoncées, par des obstacles inouïs et

maintenant ils les serrent de près. Ils ont fait voler leurs chevaux et leurs canons au travers d'entonnoirs, de cavernes, de précipices en apparence infranchissables, et ils ont passé. C'est l'Armée de la vengeance qui accourt, le fusil et le sabre, la lance et la baïonnette à la main, et qui est décidée à frapper sans pitié les lâches, les brutes, les scélérats, les barbares qui ont commis tous ces forfaits. Déjà Noyon, Bapaume, Péronne, Tergnier, Liévin — et bientôt Lens et Saint-Quentin — sont en nos mains... Déjà trente-cinq mille prisonniers se sont rendus pâles d'épouvante; déjà cent mille morts ont jonché le sol; déjà trois cents canons et plus de mille mitrailleuses, des convois de munitions, de vivres, d'approvisionnement, sont tombés aux mains glorieuses des Anglais et des Français; déjà sonne le glas de la défaite aux oreilles effrayées des Allemands, qui comptaient sur le génie de Hindenburg pour leur assurer la victoire attendue... Les clochers de nos églises ont perdu leurs cloches, il est vrai, ou se sont effondrés, et cependant de ces ruines et de ces débris sort comme une clameur furieuse et impitoyable qui poursuit ces damnés, ces réprouvés, ces maudits... Qu'ils osent donc invoquer maintenant celui qu'ils appellent leur Alter Gott, *le Dieu de justice et de colère! Le Dieu réel, le nôtre, le vrai, le seul, le Dieu des Armées, les a marqués de sa dextre impitoyable... ils sont perdus!*

Qu'ils luttent encore avec un désespoir insensé, qu'ils fassent encore beaucoup de mal, comme le sanglier au fond de sa bauge, comme le tigre au pied de son antre, c'est possible. Mais c'est le dernier ressaut, c'est la dernière lutte, c'est le dernier cri. Il se transformera en un long râle d'agonie et le monde entier assistera à la défaite de cette nation

FLAVY-LE-MARTEL — RUINES

de proie qui a été la honte et qui restera le dégoût de l'humanité.

Sur la grande place de Péronne, les officiers allemands ont osé afficher, au milieu des stigmates odieux de leurs fureurs, sur un tableau immense, ces quatre mots : « Nicht ärgern ! Nicht wundern ! » *c'est-à-dire « Ne vous fâchez pas ! Ne vous étonnez pas !.. » Comment nous étonnerions-nous de tant de cynisme, nous qui savons à quelles atrocités ces envahisseurs se sont déjà laissés aller soit en France, soit en Belgique, soit en Serbie ? Mais comment, au lieu de nous fâcher, ne ressentirions-nous pas une légitime et profonde colère devant un vandalisme aussi sauvage, aussi féroce, aussi voulu? On l'a dit : « Heure viendra qui paiera. » Oui, grâce à Dieu éternel, patient et juste, cette heure viendra.*

Qui de nous ne ressentirait

... ces haines vigoureuses
Que doit donner le *crime* aux âmes vertueuses?

Qui de nous ne demanderait aux morts outragés de faire jaillir de leurs ossements un vengeur implacable?

Exoriare aliquis nostris ex ossibus ultor !

Tel ce mobile du Haut-Rhin, dont notre grand sculpteur alsacien Bartholdi a figuré la sépulture émouvante dans le cimetière de Colmar. La dalle se soulève tout à coup, et la main du mort ressuscité cherche, avec une fureur crispée, le sabre qui gît à deux pas de lui. On comprend que, dans un instant la droite une fois armée, la main gauche relèvera la dalle tout entière et que le soldat, revenu à

la vie et à la vengeance, bondira de nouveau sur l'ennemi !... Ainsi nos propres soldats obéiront à l'appel irrésistible des morts !

Qui de nous, enfin, ne redirait, avec la fougueuse Camille *de Corneille, ces imprécations, dirigées cette fois contre* BERLIN, *plus cruelle encore que l'ancienne* ROME :

Que cent peuples, unis des bouts de l'univers,
Passent pour la détruire et les monts et les mers !
Qu'elle-même sur soi renverse ses murailles
Et de ses propres mains déchire ses entrailles !
Que le courroux du Ciel allumé par mes vœux
Fasse pleuvoir sur elle un déluge de feux !
Puissé-je de mes yeux y voir tomber la foudre,
Voir ses maisons en cendre et ses lauriers en poudre,
Voir le dernier *Germain* à son dernier soupir,
Moi seul en être cause et mourir de plaisir !

La Chambre a, dès le 21 mars, envoyé un salut touchant aux populations libérées de l'ennemi, en ces termes :

« *La Chambre adresse avec émotion son hommage respectueux aux habitants de la France hier encore envahie, qui ont souffert avec une si noble patience le joug de l'envahisseur et ont toujours conservé une foi indestructible dans la victoire.* »

Elle rappelle que c'est à l'unanimité qu'elle a voté la loi de réparation nationale des dommages dont l'ennemi reste intégralement responsable vis-à-vis du pays.

Le pays tout entier a ratifié cette promesse, et des jours heureux viendront bientôt, je l'espère, où des ruines que nous pleurons sortiront des cités et des villages florissants. On aura soin seulement de placer dans les églises et dans les mairies des plaques commémoratives des forfaits allemands avec les dates

et les indications précises, afin de conserver à la postérité des souvenirs que rien ne peut ni ne doit effacer.

A cet égard, — répétons-le à satiété même, car cela est nécessaire — il ne faut pas imiter la faiblesse et l'indifférence de nos devanciers de 1870. Nous avons été trop assaillis, trop atteints, trop frappés dans nos enfants, dans nos proches, dans tout ce que nous avons de plus cher pour nous résigner encore à un oubli néfaste. Le Gouvernement français, par l'organe du ministre des Affaires étrangères, a, le 24 mars dernier, chargé nos agents diplomatiques de porter à la connaissance des Neutres une protestation motivée contre les dévastations monstrueuses dont les territoires français évacués ont été l'objet.

« Vous ferez remarquer, disait-il, qu'il ne s'agit pas d'actes destinés à entraver les opérations de nos armées, mais de dévastations n'ayant aucun rapport avec cet objet et ayant pour but de ruiner, pour de longues années, une des régions les plus fertiles de la France.

« Le monde civilisé ne peut que se révolter contre ces procédés d'une nation qui prétendait lui imposer sa culture, mais qui se révèle, une fois de plus, comme toute proche encore de la barbarie et dont l'ambition déçue traduit sa rage en foulant aux pieds les droits les plus sacrés de l'Humanité. »

Et en même temps, relevant les pillages de nos banques et des coffres-forts particuliers, le ministre ajoutait :

« Je vous serais obligé de signaler au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité ces atteintes à la propriété privée contre lesquelles le Gouvernement de la République élève la protestation la plus énergique. Vous le prierez également de mettre en garde

ses banques et ses ressortissants contre toutes opérations portant sur des valeurs qui pourraient leur être adressées par des sujets allemands directement ou par des personnes interposées, sans que des justifications d'origine et des preuves sérieuses de légitime et ancienne propriété leur soient fournies à l'égard de ces valeurs. »

Quelques jours après, au moment où l'armée anglaise commençait à déclencher ses victorieuses attaques contre l'ennemi commun, le maréchal Sir Douglas Haig exprimait au généralissime Nivelle les sentiments de profonde sympathie que faisaient naître chez lui et chez tous ses soldats les mesures barbares de l'ennemi en retraite et les souffrances cruelles et inutiles dont il était la cause. Et le généralissime français lui répondait, en ces termes élevés, qu'il était très touché de ces marques sincères de sympathie :

« Je serais heureux que vous transmettiez à vos subordonnés de tous grades mes remerciements et ceux de leurs camarades français, pour le dévouement fraternel avec lequel les malheureuses victimes de la guerre ont été immédiatement secourues par les armées britanniques.

« Quant à l'adversaire barbare qui est cause de tant de souffrances, vos vaillantes troupes, comme les troupes françaises, puiseront dans le spectacle de ses crimes une énergie nouvelle pour en poursuivre sans répit le châtiment. »

Oui, le châtiment s'impose sévère, inexorable. Un député, M. Édouard Ignace, a déposé, le 23 mars dernier, une proposition tendant à instituer une Haute Cour de justice des Alliés, motivée par les crimes et les attentats dont notre infortuné territoire a tant souffert. Ce ne sont plus en effet des belligérants que l'Entente a rencontrés devant elle, « ce sont,

il faut le redire, des criminels de droit commun qui, croyant n'avoir rien à risquer, cherchent à tromper leur propre désespoir en jetant à la conscience universelle les plus insolents défis ». Par le mépris systématique du droit des gens, par la multiplicité toujours croissante d'atrocités sans nom, la nation allemande, qu'il ne faut pas séparer de son chef, tolère, excuse ou pratique elle-même les méfaits qui révoltent tous les honnêtes gens. Un soldat allemand, fait prisonnier par nous, ne s'écriait-il pas dernièrement : « Il y avait parmi nous trop de b... et trop de cochons! » De pareils actes exigent une sanction et il faut préparer la justice qui les punira. Aussi, la Chambre va-t-elle inviter le Gouvernement à se concerter avec les Gouvernements de l'Entente pour étudier la constitution d'une Haute Cour de justice internationale à l'effet de juger les auteurs responsables des crimes et attentats de toute nature commis par les ennemis au cours de la guerre. Avec l'Empereur qui les a ordonnés, qui oublierait d'y comprendre les von Kluck, les von Hindenburg, les Bernhardi, les von Ludendorf, les von Fleck, les von Ecken, les von Bülow, les von der Goltz et combien d'autres! L'un d'eux, le général von Bissing, le bourreau de la Belgique, celui qui a fait assassiner Miss Edith Cavell, est allé rendre compte de ses actes cruels à ce Dieu, dont il profanait le nom.

Un scélérat de moins rampe dans cette fange!

Mais il en reste trop encore, et nous appelons avec impatience le jour où tous ces monstres paieront les larmes et les soupirs des veuves et des orphelins, les cris et les angoisses des torturés, les désolations, les misères inouïes d'innombrables victimes.

Comme l'a dit un des membres les plus estimés du Sénat, un ancien magistrat, M. Étienne Flandin, « ils devront expier leurs crimes ». « *Mais il ne suffit pas, ajoute-t-il, — et nous le redisons avec lui — de flétrir des atrocités sans pareilles et de les dénoncer au monde civilisé. Elles ne relèvent pas seulement de la morale et du droit international, elles relèvent du droit pénal. Ces crimes de droit commun ont été commis sur notre territoire. Ils ne sont pas seulement prévus et punis par notre Code pénal, ils le sont par toutes les législations pénales. Celle de l'Allemagne n'est pas le moins explicite.* »

En effet, ouvrez le Manuel allemand des lois de la guerre, le Kriegsbrauch im Landkriege, *publication officielle de la Section historique du grand État-major allemand et dont tous les officiers allemands sont munis, vous y trouverez les principes suivants qui ont été sciemment méconnus par eux :*

« *Les habitants du pays occupé ne doivent être molestés ni dans leur corps ni dans leurs biens, non plus que dans leur honneur et leur liberté.*

« *Tout meurtre injustifié, toute vexation dolosive ou due à la négligence, toute lésion, tout trouble à la paix domestique, toute atteinte à la famille, à l'honneur, aux bonnes mœurs et, en général, toute attaque ou violence criminelle ou contraire au droit* sont aussi punissables que s'ils avaient pour objet des habitants du pays de l'envahisseur. »

Et plus loin :

« *La propriété privée mobilière qui était considérée jadis comme butin du vainqueur est aujourd'hui inviolable.* On considère donc comme un vol criminel et punissable, *suivant les circonstances qui l'ont accompagné, l'enlèvement d'argent, de montres, de bijoux, de tous objets de valeur.* »

Eh bien! puisque le caractère criminel des atrocités relevées est, de l'aveu même des Allemands, indésirable, il faut identifier par des informations régulières les crimes et les criminels. Il faut, comme le demande M. Flandin, juger sans retard ceux de ces criminels qui viendraient à tomber entre nos mains. Il faut recueillir, à l'égard des von Klecke et autres grands coupables, les procès-verbaux, les témoignages, les constats, les ordres donnés. Il faut que, dans le traité à venir, il n'y ait pas d'amnistie pour eux ; il faut que les représentants de la France et leurs alliés ne puissent pas apposer leur signature à côté de celle des violateurs effrontés des conventions et des traités les plus solennels ; il faut, avant tout, que justice soit faite et justice implacable.

Ne nous contentons pas de fortes paroles, d'éloquents discours, de belles et pompeuses manifestations. La peur des représailles, l'application du Faustrecht *peuvent seules arrêter les barbares allemands dans la suite probable de leurs forfaits. Pourquoi les Alliés, comme le demande un journal anglais, le* Daily Chronicle, *n'ont-ils jamais publié une déclaration collective qui dénonce les attentats commis en France et ailleurs avec l'intention formelle de les punir au plus vite? La question est pourtant urgente. N'avons-nous pas, avec ce qui se passe à Reims, à craindre d'autres dévastations à Lille, à Roubaix, à Tourcoing, à Cambrai, à Bruxelles, à Strasbourg, à Metz?... Pourquoi, comme l'indiquait l'abbé Wetterlé, ne pas désigner en Allemagne des villes otages qui répondraient de nos villes saccagées ou détruites systématiquement? Que les Alliés fassent donc savoir à nos ennemis que Munich répondra désormais de Bruxelles, Nuremberg de Gand, Essen de Lille, Cologne de Strasbourg, Mannheim de Mulhouse,*

Mayence de Metz, Francfort de Roubaix, Stuttgart de Tourcoing et ainsi de suite, et qu'à toute destruction opérée dans les villes françaises ou alliées répondra une destruction symétrique dans les villes germaniques correspondantes. A-t-on vengé Bapaume, Péronne, Reims? Pourquoi attendre et pourquoi ne pas sévir, comme on le demandait?

Les gens sensibles se récrieront peut-être. Qu'ils aillent donc, avant de jeter les hauts cris, voir ce que Miss Wharton appelait si douloureusement le « Pays de la Mort » ou, s'ils ne peuvent s'y rendre, qu'ils contemplent ces photographies si émouvantes, dans leur exacte et rigoureuse reproduction de ces scènes épouvantables, ainsi qu'on pourra en juger ici même par quelques-unes d'entre elles! Qu'ils voient, par exemple, à Lassigny ces monceaux de pierres écroulées et ce chaos sans nom ; à Bapaume ces monuments en ruines; à Péronne ces gigantesques squelettes des maisons et des églises dressant vers le ciel leurs bras éplorés ; à Coucy et à Ham les châteaux effondrés, à Beaulieu-les-Fontaines et dans cinquante autres villages les clochers renversés; qu'ils contemplent les cimetières dévastés et les tombes profanées, les dalles rompues et entassées au milieu des ordures, les dépouilles des morts jetées dans la poussière, les croix brisées, les sanctuaires souillés, les tabernacles défoncés, les fermes incendiées, les vergers ruinés, les champs inondés, le sol bouleversé comme par un cyclone et partout, oui partout, l'image hideuse de la mort systématique, de la mort voulue, commandée, exigée par les chefs implacables de la nation allemande et exécutée par la nation armée en délire! Qu'ils voient et méditent, et qu'après cela ils nous recommandent la modération, le calme, la générosité!

*Et envers qui?... Envers ceux-là mêmes qui avouent cyniquement leurs crimes et s'en glorifient. Est-ce que hier l'*Illustrirte Zeitung *de Berlin ne donnait pas avec une joie sauvage l'image de la Sturmtrupp, la « troupe de tempête », occupée à briser, à démolir, à incendier, à faire sauter villes, villages et chaumières? Est-ce que les journalistes allemands n'appellent pas cela « une inflexible nécessité militaire »? Est-ce que tous ces scélérats ne se réjouissent pas de voir les infortunes qu'ils ont causées, les misères qu'ils ont suscitées, les douleurs qu'ils ont voulues? N'ont-ils pas raillé et insulté les femmes en deuil, les vieillards débiles, les enfants amaigris et affamés, les malades et les mourants, toutes ces pauvres créatures usées et épuisées par la famine, les menaces, les violences, les coups, les privations, les tortures les plus épouvantables? Le spectacle de ces longues files de malheureux sans abris, sans vêtements, sans pain, sans défenseurs les a fait rire... Et ces monstres que l'enfer seul a pu vomir sur la terre désolée, ces monstres-là, nous en aurions pitié?... Non, non! Ce sont des larmes de rage, des cris de colère, des fureurs et des haines inextinguibles qui sortent avec frénésie, et comme malgré vous, de votre être, devant le tableau saisissant de tant de cruautés et de scélératesses. Ainsi que le disait André Chénier des vils bourreaux de la Terreur, on voudrait cracher sur le nom de ces brigands, chanter leur supplice, les vouer pour jamais à l'exécration de la postérité... Assez de rêves humanitaires!... Assez de pacifisme décevant! Assez de peuples frères unis dans une sentimentalité fausse! Assez d'illusions, de rêves, de faiblesses, de chimères! Assez d'oublis et d'imprévoyance! « Nous ne trouvons pas de termes assez énergiques, disait hier notre patriotique*

cardinal Amette, l'archevêque de Paris, pour flétrir de pareils excès et les dénoncer à l'indignation du monde chrétien, de l'univers civilisé. » *Qu'en notre âme ardente se grave donc à jamais, comme sur une cire brûlante, le souvenir éternel de tant de forfaits!*

Les Allemands n'avaient-ils pas dit, le 31 juillet 1914 : « *Pauvre France! Ce n'est plus cinq milliards qu'il faudra payer, mais peut-être trente et davantage! La sainte Mère de Lourdes aura beaucoup à faire, si elle, la miraculeuse, doit guérir tous les os que nos soldats casseront aux pauvres gens de l'autre côté des Vosges... La France sentira les coups reçus pendant plusieurs générations.* » *Bismarck n'avait-il pas prédit toutes ces horreurs dans un discours au Reichstag qui l'applaudissait frénétiquement et qu'on applaudit encore aujourd'hui en Allemagne :* « *La guerre de 1870 n'a été qu'un jeu d'enfants à côté de la guerre prochaine.* Le peuple vainqueur saignera l'autre à blanc. » *Le prince de Bülow n'avait-il pas dit des Français :* « *Peu nous importe leur haine?...* Oderint dum metuant! *Qu'ils nous haïssent, soit ; mais qu'ils nous craignent!* »

Et tout récemment, à Berlin, lors du 102e anniversaire de Bismarck, le 1er avril, le professeur Rœtger ne disait-il pas, aux applaudissements d'un immense auditoire : « Wir sind das bestgehasste Volk der Welt und wollen stolz darauf sein... *Nous sommes le peuple le plus détesté de l'univers, mais, à cause de cela même, nous sommes fiers*(1)*!* »

Eh bien! peuple maudit, race exécrée, nation monstrueuse, engeance de proie et de rapines, génération implacable et sanguinaire, récoltez ce que vous avez semé vous-mêmes! Vous avez voulu répandre

(1) *Vossische Zeitung*, 4 avril 1917.

partout la terreur par les forfaits et les cruautés les plus effroyables, vous n'avez produit que l'indignation et le dégoût! Vous vous imaginiez que les Français, apeurés par tant d'atrocités, finiraient par demander la paix à genoux et s'inclineraient lâchement sous le joug que déjà vous leur prépariez?... Ah! vous ne nous connaissiez guère! Ceux-là mêmes de nos compatriotes qui ont tant souffert de vos exactions, de vos méchancetés, de vos tortures, de vos scélératesses sont les premiers à nous dire : « Allez! allez jusqu'au bout! Remplissez votre mission si noble et si juste de répression et de châtiment! Nous souffrons, il est vrai, dans notre corps, dans notre esprit, dans notre âme. Nous avons vu nos enfants enlevés ou égorgés, nos maisons brûlées, nos cimetières dévastés, nos églises effondrées ; nous avons vu les plus hideux spectacles et les scènes les plus horribles, nous avons été la proie de tourments indicibles; eh bien! cela ne serait rien, rien à côté de nos douleurs nouvelles, si nous apprenions que tous nos bourreaux n'ont pas été châtiés de leurs crimes et traités comme des réprouvés! »

Nous entendons ces cris de juste colère et nous répondons à ces victimes saintes : « Soyez confiantes en Dieu et en nous... Justice sera faite! »

Henri WELSCHINGER,
de l'Institut.

***

Nul n'ignore que Guillaume II, jaloux de la gloire militaire de Napoléon Ier, était hanté par l'idée d'égaler, de dépasser même ce génial modèle.

Et, pourtant, quel abîme entre ces deux hommes! Les ordres du jour du Kaiser suent l'hypocrisie et la férocité. Les crimes

contre la civilisation, s'ils n'y sont pas toujours expressément ordonnés, sont du moins indiqués et absous. Le sol que foule la glorieuse armée allemande doit être dévasté et les habitants livrés au désespoir. Le droit des gens? Le respect de la propriété? sensiblerie inutile! Deutschland über alles! *Et les holocaustes au vieux Dieu allemand s'accumulent.*

Napoléon Ier, lui, s'il fut un conquérant insatiable, au moins refusa de souiller ses lauriers, et ses proclamations, dont quelques extraits nous indiquent comment il comprenait les devoirs du vainqueur envers les populations des pays envahis; le souffle d'humanité qui les anime a condamné par avance les procédés actuels du terrorisme teuton.

« Il est une condition qu'il faut que vous juriez de remplir (disait-il aux soldats de l'armée d'Italie, le 26 avril 1796), c'est de réprimer les pillages horribles auxquels se portent des scélérats suscités par nos ennemis. Sans cela, vous ne seriez pas les libérateurs des peuples, vous en seriez les fléaux. Vous ne seriez pas l'honneur du peuple français, il vous désavouerait. Vos victoires, votre courage, vos succès, le sang de nos frères morts au combat, tout serait perdu, même l'honneur et la gloire. Quant à moi et aux généraux qui ont votre confiance, nous rougirions de commander une armée sans discipline, sans frein, qui ne connaîtrait de loi que la force. Les pillards seront impitoyablement fusillés, déjà plusieurs l'ont été... Nous faisons la guerre en ennemis généreux. L'armée doit sentir que la discipline, la sagesse et le respect des propriétés soutiennent ses victoires, que le pillage et le vol n'appartiennent qu'aux lâches. » (11 juin 1796.)

« Tout soldat qui sera convaincu d'avoir frappé, ou attenté en quelque manière que ce soit à la personne ou aux propriétés du peuple vaincu, ou qui aurait dans son sac des objets pillés, sera fusillé à la tête de son bataillon. » (4 février 1797.)

« Dans tous les pays celui qui viole est un monstre... Le pillage n'enrichit qu'un petit nombre d'hommes; il nous déshonore... Tout individu de l'armée qui aura violé ou pillé sera fusillé. » (21-22 juin 1798.)

LES
DÉVASTATIONS ALLEMANDES
DANS LES
DÉPARTEMENTS ENVAHIS

AU SÉNAT

Présidence de M. Antonin Dubost.

Séance du samedi 31 mars 1917.

M. le Président. — J'ai reçu de MM. Cuvinot, Reynald, Hervey, Henry Chéron, Magny, Eugène Mir, Mougeot, Galup, Servant et Sauvan, une proposition de résolution dénonçant les actes criminels commis par l'ennemi dans les régions de la France qu'il a occupées.

Elle est ainsi conçue :

« Le Sénat,

« Dénonçant au monde civilisé les actes criminels accomplis par les Allemands dans les régions de la France par eux occupées, crimes contre la propriété privée, contre les édifices publics, contre l'honneur, la liberté et la vie des personnes ;

« Constatant que ces actes de violence inouïe ont été perpétrés sans l'excuse d'aucune nécessité militaire et au mépris systématique de la Convention internationale du 18 octobre 1907, ratifiée par les représentants de l'Empire allemand ;

« Voue à la malédiction universelle les auteurs de ces forfaits, dont la justice exige que soit assurée la répression ; (*Applaudissements.*)

« Salue avec respect ceux qui en ont été les victimes et auxquels la nation promet solennellement, en s'en portant caution, qu'ils en obtiendront réparation intégrale par l'ennemi ; (*Très bien!*)

« Affirme plus que jamais la volonté de la France, soutenue par ses admirables soldats et d'accord avec les peuples alliés, de poursuivre la lutte qui lui a été imposée jusqu'à l'écrasement définitif de l'impérialisme et du militarisme allemands, responsables de toutes les misères, de toutes les ruines et de tous les deuils accumulés sur le monde. » (*Très bien! très bien! et applaudissements unanimes.*)

Aux termes du règlement, je dois consulter le Sénat sur l'urgence qui est demandée ainsi que le renvoi de la proposition à la Commission relative aux dommages causés par les faits de guerre.

Je mets aux voix l'urgence.

(L'urgence est déclarée.)

M. le Président. — S'il n'y a pas d'opposition, la proposition de résolution est renvoyée à la Commission relative aux dommages causés par les faits de guerre. (*Assentiment.*)

La parole est à M. Chéron, pour faire connaître ses conclusions.

M. Henry Chéron. — Messieurs, au lendemain même du jour où la ténacité et la vaillance de nos

soldats et des soldats des nations alliées ont imposé à l'ennemi la retraite de la Somme, digne pendant de sa défaite de la Marne, votre Commission des dommages de guerre a chargé un certain nombre de ses délégués de visiter les régions reconquises. Elle entendait s'éclairer ainsi sur les réalités dont vous lui aviez confié l'examen.

Peut-être les eût-elle simplement consignées dans un rapport, si ses constatations ne lui avaient révélé de telles violations des lois et coutumes de la guerre, de tels crimes commis par l'occupant, un mépris si profond des règles les plus élémentaires de la conscience publique, qu'elle a cru de son devoir, sans plus tarder, de dénoncer ici ces forfaits. Ce sera, si insuffisant soit-il, un premier hommage rendu à la vérité, au droit et à la justice, qu'aucune nation, si puissante qu'elle se croie, ne peut se flatter, à notre époque, de violer impunément. (*Très bien! et applaudissements.*)

Mais, tout d'abord, Messieurs, comment ne pas rappeler que l'Allemagne avait solennellement adhéré à la Convention internationale passée, le 18 octobre 1907, à La Haye, et où les hautes parties contractantes, envisageant l'éventualité de la guerre, animées, disaient-elles expressément, « du désir de servir, dans cette hypothèse extrême, les intérêts de l'humanité et les exigences croissantes de la civilisation », avaient imposé à l'autorité militaire occupant le territoire d'un État envahi des règles qu'il faut relire :

« Art. 46. — L'honneur et les droits de la famille, la vie des individus et la propriété privée, ainsi que les convictions religieuses et l'exercice des cultes, doivent être respectés. La propriété privée ne peut être confisquée.

« Art. 47. — Le pillage est formellement interdit. (*Exclamations.*)

« Art. 50. — Aucune peine collective, pécuniaire ou autre, ne pourra être prise contre les populations à raison de faits individuels dont elles ne pourraient être considérées comme solidairement responsables.

« Art. 55. — L'État occupant ne se considérera que comme administrateur et usufruitier des édifices publics, immeubles, forêts et exploitations agricoles appartenant à l'État ennemi et se trouvant dans le pays occupé ; il devra sauvegarder le fonds de ces propriétés et les administrer conformément aux règles de l'usufruit.

« Art. 56. — Les biens des communes, ceux des établissements consacrés aux cultes, à la charité et à l'instruction, aux arts et aux sciences, même appartenant à l'État, seront traités comme la propriété privée. Toute saisie, destruction ou dégradation intentionnelle de semblables établissements, de monuments historiques, d'œuvre d'art et de science, est interdite et doit être poursuivie. »

Et, Messieurs, au préambule de cette convention de 1907, ratifiée, encore une fois, solennellement par l'Empire allemand, il était écrit :

« Dans les cas non compris dans les dispositions réglementaires adoptées par les puissances, les populations restent sous la sauvegarde et sous l'empire des principes du droit des gens, tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique. »

Enfin, l'article 1 de la Convention IV du 18 octobre 1907 disait :

« Les puissances contractantes donneront à leurs forces armées de terre des instructions qui seront

conformes au règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, annexé à la présente convention. »

Voilà ce qu'a signé l'Empire allemand.

Messieurs, le principe dont procédait cette convention était que la guerre doit se poursuivre entre les armées et non pas entre les non-combattants (*Très bien! très bien!*) et qu'il faut tout faire pour épargner aux populations des horreurs dont elles ne ressentent déjà que trop le contre-coup. (*Nouvelle approbation.*)

Quel cas les Allemands ont-ils fait de ce traité international? Ce fut pour eux, parbleu, un chiffon de papier, ainsi que tous les autres. Ils l'ont piétiné à ce point, qu'il faudrait remonter aux âges primitifs, aux époques les plus sauvages de la plus lointaine histoire, pour trouver des actes de vandalisme et de bestiale sauvagerie qui seraient encore fort au-dessous de tous ceux que nous avons constatés. (*Très bien! et vifs applaudissements.*)

Les délégués de la Commission ont visité l'ensemble des pays reconquis.

Tandis que M. Paul Doumer et un certain nombre de nos collègues se rendaient à Chauny et au nord-est de Soissons, nous avons, avec MM. Hervey, Reynald, Eugène Mir, Mougeot, Galup, Servant et Magny, parcouru les régions de Noyon, de Guiscard, de Ham, de Lassigny, de Roye, de Nesle et de Péronne.

Nous avons visité en détail ces villes et une cinquantaine de villages. Nous avons voulu confronter les renseignements que nous avions recueillis avec les premières constatations qui avaient été faites au nom du Gouvernement, soit par la Commission que préside M. Georges Payelle, premier président de

la Cour des Comptes, soit par M. le directeur du Contentieux et de la Justice militaire, délégué par M. le ministre de la Guerre.

C'est vous dire que nous vous apportons aujourd'hui les premiers éléments d'une information aussi exacte que possible et dans laquelle, quelle que soit notre légitime colère contre les Allemands, nous nous sommes gardés, je vous l'affirme, de toute passion susceptible d'altérer la vérité. (*Très bien! et marques nombreuses d'approbation.*)

D'ailleurs, la vérité était si horrible qu'elle n'avait pas besoin, ici, d'être amplifiée. Partout, nous avons été les témoins angoissés des mêmes spectacles : le pillage, la destruction systématique, les actes de barbarie accomplis sans la moindre excuse d'une nécessité militaire.

Nous avons fait, j'ai à peine besoin de vous le dire, un départ très net entre les dommages dus à la guerre et ceux qui ont été volontairement causés par l'ennemi.

Nous avons écarté tout ce qui était le fait de la bataille, de la bataille parfois si rude, si terrible, qu'elle a tout bouleversé, tout détruit, effacé jusqu'à la trace de la moindre pierre ou de la moindre maison.

Ce que nous avons retenu, ce sont les actes de violence froidement accomplis au milieu des populations désarmées; c'est le mal fait pour le mal, c'est le pillage, la destruction de la propriété privée et des édifices publics; ce sont les atteintes portées à la vie, à la liberté, à l'honneur des personnes : toutes choses qu'il faut dénoncer au monde (*Très bien! et vifs applaudissements*), ne fût-ce que pour flétrir et déshonorer à tout jamais le régime et la race maudits qui ont prétendu asseoir leur

domination sur les autres peuples et leur imposer leur culture, déjà pratiquée à l'intérieur de tous les pays par les cambrioleurs les plus fameux. (*Applaudissements répétés.*)

Arrivons aux faits. De Ribécourt à Noyon, les fermes sont partout détruites. A Noyon, la ville paraît peu endommagée extérieurement, bien que les barbares aient fait sauter un certain nombre de maisons et que des usines aient été anéanties. Mais, à l'intérieur, Messieurs, quel odieux pillage! Partout on a enlevé le mobilier.

M. Aimond. — Les chefs ont donné l'exemple.

M. Henry Chéron. — Ce qu'on n'a pas enlevé a été brisé; les glaces ont été fracassées à coups de revolver.

Nous voici dans une chambre de l'hôtel du Nord, où nous trouvons, au milieu des débris de toutes sortes, un coffre-fort éventré avec une pince-monseigneur. C'est dans cet hôtel que siégeait la Kommandantur! (*Exclamations et rumeurs.*)

Un grand nombre de sénateurs. — Bandits!

M. Guilloteaux. — Ce sont leurs armes!

M. Henry Chéron. — Ils ont pillé les magasins dès les premiers jours. Les 6, 7 et 8 mars 1915, en présence de l'adjoint de Noyon et malgré ses énergiques protestations, ils ont procédé à l'effraction de la porte des coffres-forts de la Société Générale. Ils se sont servis pour cela de chalumeaux.

L'officier chef de la Kommandantur dirigeait en personne ce cambriolage. Un scellé a été ensuite apposé, mais, ultérieurement, ils l'ont brisé. Avant de quitter Noyon, ils ont emporté tout ce qu'il y avait dans les coffres-forts.

M. Jénouvrier. — Voleurs!

M. Henry Chéron. — Le 24 février 1917, un officier, se disant délégué de la Trésorerie de Berlin, se présente chez M. Brière, banquier à Noyon, âgé de soixante-douze ans. Il le somme d'ouvrir ses coffres-forts. M. Brière s'y refuse. Alors, à l'aide d'un chalumeau, des soldats procèdent à l'effraction. Les locataires des coffres étaient présents. Leurs protestations furent vaines.

Les Allemands ont emporté tout ce qui était dans la banque : numéraire, titres, valeurs, effets de portefeuille et de commerce, bijoux, argenterie, comptabilité et archives. Comme le banquier faisait observer à l'officier allemand que les archives ne pouvaient lui être d'aucune utilité : « J'ai l'ordre de vider les coffres, a-t-il répondu sèchement, je les vide! »

M. Ranson. — Au voleur!

M. Guilloteaux. — La bande à Bonnot.

M. Henry Chéron. — Même opération le 27 février 1917 dans la banque Cheneau et Barbier, où deux officiers et deux soldats allemands ont pénétré dans le sous-sol, fracturé les coffres-forts à l'aide de chalumeaux et enlevé les titres.

Enfin, le 16 mars, après avoir préalablement miné un certain nombre de maisons et d'édifices publics, les Allemands ont fait sauter une vingtaine d'immeubles.

Les villages des environs de Noyon n'ont pas été davantage ménagés. A Sampigny, le pillage révèle une rare sauvagerie. Dans toutes les maisons, il y a une hauteur de 30 centimètres d'ordures. Un marchand de porcelaines a été particulièrement

brutalisé. La veille du départ, on l'a fait sortir de chez lui et, tandis qu'il assistait à ce spectacle dans la rue, les soldats allemands, à coups de maillet, ont brisé toute la vaisselle de sa maison.

Un propriétaire de Sampigny, M. Cabrol, avait laissé son coffre-fort ouvert, afin de montrer qu'il n'y avait rien à l'intérieur et d'éviter qu'il ne fût abîmé; les Allemands ont éventré le coffre-fort tout de même.

A Guiscard, l'ennemi s'apprêtait à brûler tout le village quand les Français sont arrivés; il n'en a donc pas eu le temps, mais il avait enlevé tout ce qui avait quelque valeur : le mobilier, le linge, les batteries de cuisine, brisé les glaces. Les soldats avaient volé les matelas sous la surveillance de leurs officiers.

Nous entrons dans ce qui fut une pharmacie; nous trouvons, au milieu de débris de toutes sortes, des portraits de famille lacérés à coups de couteau.

Il y a des ordures partout. Ils ont enlevé toutes les gouttières des maisons, les cloches de l'église et jusqu'au mécanisme de l'horloge !

A Ham, c'est un bouleversement général à l'entrée du canal. On constate de la destruction volontaire et du pillage partout.

Les deux plus belles maisons de la ville avaient été affectées, l'une au casino des officiers, l'autre à la demeure du général von Fleck. Là encore, les Allemands ont enlevé tout ce qui avait quelque valeur. Ils ont brisé le reste. Ils sont allés jusqu'à scier les chambranles des portes, détruire les fenêtres à coups de marteau, arracher les lustres qu'ils ont piétinés. Pour compléter cette besogne, ils ont déposé des ordures immondes dans les pianos.

M. Guilloteaux. — C'est ainsi qu'ils signent.

M. Henry Chéron. — Dans la région située entre Ham et le canal, ils ont tout détruit par l'incendie.

Il en a été ainsi à Esmery-Hallon où ils ont brûlé notamment le clocher de l'église, à Eppeville et à Verlaines. A Ercheu, à Solente, tout est détruit.

A Champien, se dresse, au milieu des ruines, un cimetière allemand au fond duquel est un monument allégorique représentant la paix! Les barbares n'ont pas craint d'écrire sur ce monument la formule suivante : « A la mémoire des camarades amis et ennemis unis dans la mort. »

M. Guillaume Chastenet. — Hypocrites!

M. Henry Chéron. — Oui, quelle hypocrisie! Un officier nous a affirmé que, dans cette commune, un cercueil avait été exhumé et les restes du mort remplacés par d'immondes ordures.

La destruction est générale et méthodique à Roiglise, à Avricourt, à Amy, à Margny-aux-Cerises, où nous avons trouvé un des béliers avec lesquels les barbares abattaient les maisons. C'est le vieux bélier romain, adapté à cette triste besogne. Un régiment de Saxons, particulièrement odieux, a commis ces faits dans la région de Margny. Dans cette commune, les Allemands ont violé les tombes du cimetière pour y mettre leurs morts. Ils ont fait sauter le reste.

A Plessis-Cacheleux, la destruction a été également systématique. De Plessis à Roye le pays n'est plus qu'un désert. Des fermes magnifiques, comme la ferme de la Bourresse, ne sont maintenant que de lamentables ruines.

A Roye, le pillage a été organisé dans toutes les

maisons. Chez le notaire, en particulier, on a tout pris et saccagé. Il y a, dans tous les quartiers, de la destruction et du pillage organisés. Le clocher a été volontairement abattu; la cloche est encore dedans.

De Roye à Nesle, tous les villages, tels Carrépuis, Balâtre, Marché, Réthonvillers, Billancourt, ont été systématiquement détruits.

A Nesle, depuis le début de l'occupation, les Allemands ont commis les pires violences. Ils ont perquisitionné dans les maisons, de la cave au grenier, faisant main basse sur tous les objets mobiliers et notamment sur les vins; ils ont enlevé tous les meubles de style : tableaux, glaces, pendules, candélabres, bronzes et objets d'art. Lorsque les meubles garnissant une maison avaient une certaine valeur, ils arrêtaient le propriétaire pour espionnage et le dévalisaient pendant son arrestation. Quelques jours avant leur départ, ils ont prétendu que, par ordre de leur empereur, ils devaient tout piller, saccager, dévaliser. Cet ordre a été ponctuellement exécuté par le 20e régiment d'artillerie lourde, le 38e d'infanterie et le 6e chasseurs à pied, sur les ordres du général Hahn, commandant la 35e division.

Ce dernier, donnant l'exemple, a fait enlever le mobilier d'une chambre qu'il occupait depuis quatre mois. On a jeté les cloches des églises du haut des clochers, et les morceaux ont été expédiés en Allemagne. Enfin, ils se sont livrés, dans la dernière semaine, c'est-à-dire du 10 au 17 mars, à des actes inqualifiables : incendies, destruction totale d'un certain nombre de maisons, empoisonnement des puits, sources et fontaines.

De Nesle à Péronne, c'est le désert; Herly a été

systématiquement saccagé, les maisons sont en ruine, le château est brûlé. A Manicourt, à Curchy, tout est détruit et incendié, de même à Hyencourt-le-Petit, à Puzeaux, à Omiécourt, à Marchélepot, à Barleux, à Flaucourt.

Nous ne vous décrirons pas le spectacle de Villers-Carbonnel et de Péronne, assemblage de ruines à la fois tragiques et grandioses, pas plus que nous ne vous avons parlé, il y a un instant, de Lassigny. Là, en effet, c'est la bataille !

Ce que nous avons constaté dans notre visite, au point de vue de la destruction systématique des maisons, des églises, des édifices publics, soit par l'incendie, soit par l'explosion, soit par le bélier, nos collègues l'ont vu aussi et tout particulièrement à Chauny et au nord-est de Soissons.

A Chauny, après avoir pris pendant deux mois la mesure des caves de toutes les maisons et calculé la quantité d'explosifs qui leur était nécessaire pour faire sauter chacune d'elles, après s'être livrés à un pillage effréné, enlevant les meubles, éventrant les coffres-forts, saccageant les églises, ils ont, pendant quinze jours, avec une méthode inflexible et impitoyable, détruit toute la ville par la mine et par l'incendie. Il n'en reste rien, sauf un faubourg où ils avaient entassé les habitants et qu'ils bombardèrent ensuite. Ils dirigèrent particulièrement leurs coups sur l'institution Saint-Charles, qui servait de refuge aux vieillards et où ils avaient groupé les malades. La ville de Chauny, qui comptait plus de 10.000 habitants, n'est plus qu'un amas de ruines.

Les habitants des environs de Saint-Quentin, évacués des villages, nous rapportent le témoignage des mêmes actes de vandalisme. Partout on les a

dépouillés de leur mobilier ou on l'a brisé. On a détruit les maisons par l'explosion ou par le feu. A Vaux-Roupy, les Allemands ont fait sauter la chapelle du château et des tombes. A Seraucourt-le-Grand, ils ont appris qu'existait la chapelle mortuaire d'une famille alliée à un de nos plus vénérés collègues. Voulant ajouter aux souffrances de leur glorieux otage, ils ont fait sauter cette chapelle et les tombes. Des témoins nous ont déclaré que, pour cette triste besogne, ils ont dû s'y reprendre à trois fois. (*Exclamations!*)

A côté de ce premier ordre de constatations, en voici un autre. S'ils ont détruit et pillé les bâtiments de la propriété privée et les édifices publics, voyons comment ils se sont comportés à l'égard de ces exploitations agricoles, dont la Convention de La Haye disait que l'ennemi, en pays envahi, devait se considérer comme l'usufruitier.

Ils ont accompli là un acte plus vil, plus méchant et plus odieux que tous les autres. Les misérables ont scié tous les arbres fruitiers.

M. Guillaume Chastenet. — Et les autres aussi.

M. Henry Chéron. — Et quand ils n'ont pas eu le temps de les scier, ils en ont arraché l'écorce pour les faire périr.

Rien ne peut rendre le spectacle lamentable de ce que furent autrefois les vergers de cette riche région agricole et où des pommiers, des poiriers, des cerisiers, sciés à 60 centimètres du sol, gisent comme autant d'épaves d'une propriété volontairement détruite. Le long des routes c'est un véritable cimetière d'arbres. C'est par milliers qu'ils les ont coupés dans les champs. Quel but stratégique assigner à un pareil vandalisme ? Ils sont allés jusqu'à

faire sauter certains arbres avec des cartouches de dynamite. C'est la destruction pour la destruction, ou plutôt c'est la rage impuissante d'un peuple jaloux de la France et qui, n'ayant pu triompher de sa bravoure, essaie, en se retirant, d'anéantir toutes les sources de sa richesse. (*Vifs applaudissements.*)

Dans certaines communes, comme à Ham, ils ont contraint les ouvriers agricoles du pays à scier eux-mêmes les arbres auxquels ils avaient donné tant de soins dans le passé !

Aussi, il faut voir le sentiment de légitime révolte que produit dans les esprits cette destruction abominable. Nos vieux R. A. T., agriculteurs pour la plupart, qui réparent les routes avec un merveilleux entrain, sont particulièrement indignés du massacre des arbres. Ils se répandent en malédictions significatives contre les bandits auxquels ils veulent, dans un sentiment d'implacable justice, imposer le châtiment de leurs forfaits. (*Applaudissements.*)

Voilà, Messieurs, comment l'Allemagne a respecté les conventions de La Haye sur la propriété privée, sur les monuments publics, sur les exploitations agricoles en pays occupé. Voyons maintenant le cas qu'elle a fait de l'honneur, de la liberté et de la vie des personnes.

Nous n'insisterons pas sur les mille vexations qu'ont eu à endurer, pendant près de trois ans, nos héroïques populations, de la part de leurs bourreaux : querelles à propos des vivres, menaces aux habitants s'ils ne voulaient pas donner aux soldats une partie du ravitaillement américain, enlèvement des objets les plus nécessaires à la vie.

A Roye, ils privent successivement une honorable

directrice de pensionnat, qui était déjà là en 1870, de tous les éléments qui composaient sa literie. Sous prétexte qu'ils l'ont installée dans une maison voisine et qu'ils peuvent ainsi, prétendent-ils, piller son habitation habituelle, ils lui enlèvent jusqu'à son matelas et son sommier! A Marqny-aux-Cerises, un soldat allemand menace de coups une jeune fille qui garde noblement sa mère paralysée, sa grand'mère malade et qui a recueilli par surcroît une voisine aveugle, si elle ne donne pas le pain et les pommes de terre qu'elle possède. Au péril de sa vie, la brave petite Française doit défendre la nourriture des trois infirmes dont elle est l'ange gardien. (*Vifs applaudissements.*)

Les habitants des villages évacués disent qu'on ne leur laissait rien à manger; qu'il leur fallait cacher les pommes de terre; qu'à chaque instant on faisait des perquisitions chez eux; que l'amende et la prison pleuvaient.

Un cultivateur d'Attilly nous raconte qu'un jour, vers midi — c'était au moment du départ — des soldats allemands arrivent et lui disent : « Nous allons faire sauter ta maison à 1 heure »... Et ils tiennent parole. A Guiscard, on nous a déclaré qu'en plein hiver, ils obligeaient les jeunes filles à travailler dehors, aux travaux les plus pénibles, par exemple à la voirie, sans aucun égard pour leurs forces physiques. La seule sanction était la prison.

A Ham, quand ils ont été sur le point de faire sauter la citadelle, ils ont prévenu les habitants de leurs intentions en fixant l'heure à laquelle l'opération aurait lieu. Un coup de clairon devait donner le signal. La population devait se rendre à l'église avec deux jours de vivres. Puis, tout à

coup, devançant le moment qu'ils avaient indiqué — et cela vers 2 heures du matin — alors que les habitants étaient encore couchés, ils provoquaient l'explosion sans avoir prévenu personne. Elle faisait des victimes.

Par suite de la misère des populations, il y a eu partout de nombreux décès d'enfants.

A Noyon, dès leur arrivée, le 30 août 1914, les officiers allemands sont venus chercher les membres de la municipalité, à la tête de laquelle était notre héroïque collègue Noël (*Applaudissements*), qui a reçu l'autre jour la croix de la Légion d'honneur, si noblement gagnée. (*Nouveaux applaudissements.*) Ils ont exigé qu'ils allassent au-devant de la colonne qui allait occuper la ville. Ils les ont contraints à marcher à côté du cheval du commandant. Comme ils ne pouvaient pas suivre, on les a brutalisés. L'adjoint, M. Jouve, étant tombé, a été frappé à coups de bois de lance. Un citoyen de la ville, M. Devaux, qui avait été pris comme otage, a été fusillé sans raison derrière la mairie. Un officier a tiré froidement un coup de revolver sur le concierge de l'hôtel de ville, il l'a manqué; quelque temps après, le malheureux est mort des suites de la commotion.

Un boulanger, M. Richard, qui sans se livrer à aucune manifestation, regardait sur le pas de sa porte, avec une émotion que vous devinez, passer des prisonniers français, a été tué d'un coup de fusil dans le ventre.

Une dame Delbecq, qui refusait de donner à boire à un soldat allemand ivre, a été tuée d'un coup de fusil.

Le 18 février, après avoir fait passer la nuit dans le collège à tous les habitants de quinze à soixante

ans, ils les ont emmenés en captivité. Plus de quatre-vingts jeunes filles des plus honorables ont été ainsi arrachées à leurs familles, malgré les larmes et les sanglots.

La sœur Saint-Romuald, supérieure, a fait des déclarations particulièrement émouvantes : Lorsque les Allemands, dit-elle, ont commencé leurs opérations de retraite, ils ont évacué sur l'hospice civil de Noyon 250 à 500 malades de la région de Saint-Quentin. Ceux-ci sont arrivés dans des conditions si épouvantables qu'il en mourait sept à huit tous les jours.

C'étaient des gens arrachés de leurs lits sans qu'ils aient eu le temps de rien emporter; des paralytiques, des mourants, des nonagénaires; il y avait même une femme de cent deux ans. On a dû inhumer un certain nombre de personnes sans avoir pu vérifier leur identité.

Mme Déprez, propriétaire du château de Gibercourt, était atteinte d'une maladie de cœur très grave, qui la forçait à garder le lit. Un officier allemand arrive, lui enjoint de se lever; la pauvre femme dit qu'elle va obéir malgré ses souffrances. Elle le prie de s'écarter pour qu'elle puisse s'habiller. Il s'y refuse et exige qu'elle s'habille devant lui.

Mme Bègue, de Flavy-le-Martel, avait également une maladie de cœur. On l'emmène. Ses enfants de dix et de sept ans veulent la suivre. L'officier allemand les en empêche. Les pauvres petits s'accrochent aux roues de la voiture pour ne pas quitter leur maman. Sans égards pour leurs larmes et leurs cris, l'officier les écarte brutalement et les laisse sur la route.

M. Bonnefoy-Sibour. — Les misérables!

M. Couyba. — C'est monstrueux !

M. Henry Chéron. — Dans tous les villages, ils ont emmené en captivité les habitants de quinze à soixante ans, même les jeunes filles, sauf les femmes ayant de tout petits enfants à leur charge.

Une femme habitant Holnon nous dit qu'on lui a enlevé son petit garçon de quatorze ans.

Un officier supérieur de l'armée française nous a rapporté, d'après des témoignages, un propos significatif du commandant allemand de la place de Ham. Ayant repéré une jeune fille de seize ans, il a dit : « Celle-là est pour moi. » (*Exclamations.*)

Une femme de Ham raconte que, le 10 février, elle apprit qu'un départ de 600 habitants allait avoir lieu. Affolée — car elle avait trois filles — elle court à la Kommandantur, la nouvelle était exacte. L'ordre est donné de se réunir dans la cour du château avec un maximum de 30 kilos de bagages par personne.

On prescrit, en même temps, à tous les habitants d'apporter leurs valeurs, mais ils ne le font pas. Les trois filles du témoin ont dix-huit, vingt et vingt-six ans. Elles se rendent au lieu fixé. De 10 heures du matin à 3 heures de l'après-midi, les captifs attendent sous un froid glacial. Les parents accourent pour leur faire leurs adieux. Ce sont des scènes déchirantes. On les repousse par les moyens les plus violents et notamment à coups de crosse. A 3 heures, a lieu enfin le départ pour la gare. Les Allemands ont eu la cruauté d'installer un photographe pour conserver le souvenir de ce lamentable défilé. (*Exclamations.*) Depuis lors, la mère de famille, dont je vous ai parlé, a appris que ses jeunes filles ne travaillaient pas et étaient cantonnées dans

des maisons abandonnées. Puis, elle n'a plus eu de leurs nouvelles.

Une personne évacuée de Seraucourt-le-Grand nous a raconté que le 29 juin dernier, au moment d'une offensive de nos troupes, les Allemands ont rassemblé les hommes de dix-sept à cinquante-cinq ans, sur la place publique, pour les emmener en captivité. Comme les familles venaient pour leur faire leurs adieux, ils les ont éloignées par un barrage et une section de mitrailleuses. Une femme a dû braver les soldats pour aller au secours de son mari malade.

Le martyre des habitants de Chauny a été particulièrement épouvantable. Pendant près de trente mois, ils ont vécu sous le régime le plus intolérable et le plus humiliant. Obligés de ne pas sortir de chez eux avant 8 heures du matin, de rentrer à 7 heures du soir, de rester sans lumière dans leurs demeures, ils devaient saluer, chapeau bas, les officiers sous peine d'emprisonnement. A partir du 18 février, les Allemands ont commencé l'évacuation vers le nord de tous les habitants de quinze à soixante ans. Le 23, ils ont donné l'ordre à ce qui restait de la population (environ 2.000 personnes) de se rassembler sur la place de l'Hôtel-de-Ville. Ils ont entassé ces personnes avec 3.000 habitants des villages des environs dans un faubourg appelé le Brouage. Le 3 mars, nouvelle réunion de ces infortunés y compris les malades, les infirmes. On leur a fait passer pendant six heures une revue par un froid si glacial que vingt-sept personnes sont mortes dès le lendemain, d'autres les jours suivants. Puis les malheureux ont été entassés dans les caves, d'où ils ont entendu pendant plus de quinze jours l'explosion de leurs maisons qu'on faisait sauter au-dessus de leurs têtes ! (*Nouvelles exclamations.*)

L'évacuation des habitants de certains villages s'est faite avec tout autant de cruauté. Une débitante de Gricourt, rencontrée par nous à Noyon, nous raconte qu'on a expulsé sans précautions son mari malade. Il est mort, elle reste avec sept enfants. D'autres habitants de la même commune et de communes environnantes nous disent qu'on les a fait partir pendant la nuit. Ils ont effectué une partie du voyage dans des wagons à bestiaux, sur une couche épaisse de fumier. Puis, de Babœuf à Noyon, ils ont fait la route à pied, dans la boue, avec de petits enfants, ayant froid et ayant faim. Un certain nombre de ces malheureux sont morts d'épuisement en arrivant dans nos lignes. Partout, les habitants ont été évacués ainsi, sans que l'ennemi leur ait laissé une quantité suffisante de vivres, sans qu'il ait eu égard à la faiblesse des enfants et des malades. Dix-sept vieillards venant de Roisel sont arrivés dans un tel état d'épuisement, par suite des privations, qu'ils sont morts au bout de quelques jours.

Messieurs, de tels faits sont atroces. Mais, si angoissant qu'en soit le récit, si épouvantable que soit le spectacle des ruines accumulées, je dois vous dire que nous avons rapporté de notre visite une profonde impression de réconfort, car, après avoir constaté et flétri la lâcheté des bourreaux, il nous a fallu nous incliner devant la noblesse des victimes ! (*Vifs applaudissements sur tous les bancs !*)

Pas un instant, pendant leur longue captivité, nos compatriotes n'ont désespéré de la France ! Pas un instant, ils n'ont douté de la victoire ! Ils le disaient, ils le proclamaient devant nos ennemis auxquels ils imposaient le silence par leur dignité, leur fierté et leur courage. (*Nouveaux applaudissements unanimes.*)

J'ai aussi le devoir — je n'en parlerai qu'avec discrétion, car il ne faut pas s'abandonner à un optimisme excessif, mais, pourtant, si vous saviez quel est l'optimisme de nos compatriotes... (*Vifs applaudissements*) — j'ai, dis-je, le devoir de vous rapporter ce que tous nous ont déclaré. Après avoir vu, en août 1914, arriver l'armée allemande si forte, si bien outillée, si admirablement ravitaillée qu'ils en pleuraient de rage, ils ont constaté que peu à peu la gêne s'installait chez nos ennemis. Ils affirment que ces derniers manquaient complètement de vivres pendant les derniers mois. Sur ce point, nous avons recueilli partout les mêmes déclarations. Le pain donné aux soldats allemands était presque immangeable. Souvent ils le jetaient et les chiens n'en voulaient pas. La soupe aux orties, les choux-navets, une sorte de brouet qu'ils appelaient de la colle, constituaient le plus clair de leur ordinaire. Leur café était de l'orge grillée. Ils cherchaient constamment à obtenir des vivres des populations, sur le ravitaillement de celles-ci.

Si maigre que fût leur alimentation, ils en envoyaient une partie en Allemagne à leurs familles, dont ils disaient le dénuement absolu.

Nous n'entendons, Messieurs, tirer de ces déclarations aucune conséquence excessive. Il serait puéril de nier que nos ennemis peuvent encore nous opposer une grande résistance — ne nous leurrons point — mais nous vous rapportons la vérité en vous affirmant que nos compatriotes des régions envahies ont constaté, chez tous les soldats, qu'ils ont un grand affaiblissement physique et moral.

M. Magny. — C'est un témoignage unanime.

M. Henry Chéron. — Pour ce qui est de leurs

souffrances personnelles, si terribles qu'en beaucoup d'endroits nos médecins-majors ont constaté un grand épuisement des individus, nos héroïques compatriotes ont eu cette admirable formule : « Nous avons tout oublié quand nous avons revu les Français. » (*Vifs applaudissements.*)

Ils étaient tout à la joie d'avoir retrouvé la patrie, cette bonne et douce France qu'on aime chaque jour davantage, à mesure qu'elle a plus souffert. (*Nouveaux applaudissements.*). Ils avaient retrouvé le drapeau tricolore, caché soigneusement pendant trente mois, et ils l'avaient hissé aussitôt sur les ruines de la mairie ou de l'église. Les enfants agitaient de petits drapeaux. On avait élevé à l'entrée de la ville de Roye un arc de triomphe pour l'entrée de l'armée française.

Messieurs, si nos compatriotes sont ainsi tout à la consolation du retour, nous devons être, nous, tout au devoir de venger les forfaits dont ils ont été les victimes. (*Très bien! très bien! et applaudissements.*)

En vérité, il n'y aurait plus de justice dans le monde (*Nouveaux applaudissements*) si de pareils forfaits, systématiquement accomplis par une nation...

M. Jénouvrier. — ... et par des individus.

M. Henry Chéron. — ... qui se flattent d'avoir mis à leur service tous les progrès de la science, pouvaient être couverts par l'impunité.

A ces crimes, il faut la triple sanction de la loi internationale, de la loi pénale et de la victoire du monde civilisé ! (*Vifs applaudissements.*)

La sanction de la loi internationale d'abord. Il y a, Messieurs, un article de la convention du 18 oc-

tobre 1907, que je ne vous ai pas lu encore. Je crois même que cet article a été inséré à la demande de l'Allemagne...

M. Étienne Flandin. — C'est exact !

M. Henry Chéron. — Il s'agit de l'article 3 de la convention IV qui est ainsi conçu : « La partie belligérante qui violera les dispositions dudit règlement, sera tenue à indemnité s'il y a lieu (*Très bien!*) et sera responsable de tous actes commis par les personnes faisant partie de sa force armée. »

Par conséquent, ils sont responsables matériellement, ils sont responsables pécuniairement, ils payeront ! (*Vifs applaudissements.*)

Sans doute, nous ne ferons pas attendre à nos compatriotes cette réparation. En vertu de la loi de solidarité qui sera prochainement rapportée ici par notre distingué collègue M. Reynald, rapporteur général de la Commission des dommages de guerre, vous voudrez leur attribuer largement les indemnités qui leur sont dues, sans procédure tracassière, à plus forte raison, sans exigences irréalisables.

Vous effacerez tout ce que l'argent peut effacer. Mais, finalement, c'est l'ennemi qui payera, parce qu'il est responsable suivant la loi du monde. (*Très bien! très bien!*)

Il faut davantage. Dans notre pays, comme dans tous les pays civilisés, la menace sous condition, les violences envers les personnes, le vol qualifié, la destruction des édifices publics, constituent des délits ou des crimes. Il faut qu'une instruction judiciaire soit ouverte.

M. Guilloteaux. — Parfaitement.

M. Henry Chéron. — ... il faut que les coupables soient poursuivis et condamnés. Ils sont défaillants aujourd'hui ; mais si jamais, après la guerre, ils se transforment de cambrioleurs en commis voyageurs... (*Vifs applaudissements.*)

M. Jénouvrier. — Il faudra les fusiller.

M. Henry Chéron. — ... et s'ils reviennent sur le sol de la France, alors nous pourrons leur faire expier leurs crimes.

Un sénateur au centre. — Ils n'y manqueront pas.

M. Henry Chéron. — Ces crimes, savez-vous comment ils les regrettent ? Un de nos honorables collègues, M. Ordinaire, lisait tout à l'heure, dans la *Gazette de Voss,* cette phrase : « Nos troupes sont pleines de joie, de la joie d'avoir fait le mal à autrui. » Toute la mentalité allemande est là.

Vous le voyez, non seulement ils ne se repentent pas des crimes qu'ils ont commis, mais encore ils les proclament, ils s'en vantent ! Il faut que la loi pénale les atteigne.

Enfin, Messieurs, la sanction nécessaire, celle sans laquelle toutes les autres seraient impossibles, c'est la victoire. (*Vifs applaudissements.*)

Qui pourrait oser parler, maintenant, d'une paix quelconque avec les hommes qui ont ordonné les abominables violences que j'ai relatées ici ? (*Très bien ! très bien !*)

M. Ournac. — Qui donc voudrait leur tendre une main fraternelle ?

M. Henry Chéron. — Il faut qu'ils soient battus et abattus...

M. Jénouvrier... A genoux !

M. Henry Chéron. — Il faut que le militarisme allemand disparaisse sous les ruines qu'il a odieusement accumulées. Quels que soient les efforts nécessaires, les privations à endurer, les sacrifices à consentir, nous ne devrons nous arrêter qu'après la défaite absolue de l'Allemagne. Toute transaction serait une trahison! (*Très bien! très bien! et applaudissements.*)

Pour prendre toutes les résolutions nécessaires, est-ce qu'il ne nous suffit pas, d'ailleurs, de regarder autour de nous? C'est le monde entier qui se lève pour nous aider, nous et nos alliés que la liberté enflamme, à défendre la cause du droit et de la civilisation. Toutes les forces morales de l'univers se coalisent pour empêcher que soit étouffé sous la violence tout ce qui est l'honneur et la vie des peuples. Les barbares sont perdus, car ils sont poursuivis et déjà atteints par la malédiction universelle! (*Vifs applaudissements.*)

Messieurs, à l'heure où la justice immanente s'apprête à châtier ceux qui ont plongé dans le deuil tant de millions de familles, si nous avions besoin, pour accomplir le dernier effort, pour porter le coup décisif et libérateur, d'un sursaut d'énergie, est-ce qu'il ne nous serait pas aisé de puiser les vertus nécessaires dans le sublime exemple que nous ont donné nos compatriotes des pays envahis? Ah! en vérité, nul n'a plus le droit de se plaindre à l'intérieur. (*Applaudissements.*)

Voix nombreuses. — C'est très vrai!

M. Henry Chéron. — Nul, qui a conservé sa famille, son foyer, n'a le droit de récriminer contre les petites incommodités de la guerre, quand d'autres, qui ont vu, sous leurs yeux, détruire leurs

maisons, emmener leurs femmes et leurs filles en captivité, sont restés braves et indéfectibles dans l'épreuve. (*Applaudissements unanimes.*)

Nul n'a plus le droit, sans rougir, de songer aux mesquins profits de la guerre (*Très bien et vifs applaudissements*), quand d'autres ont vu s'écrouler leur fortune et, pendant trois ans, ont, plus souvent qu'à leur tour, souffert de la faim! (*Nouveaux applaudissements.*)

Nul, enfin, ne pourrait, sans honte et sans remords, manquer d'une confiance absolue dans l'issue finale, quand nos compatriotes, qui ont été pendant trente mois en contact avec les monstres, affirment qu'ils chancellent, qu'ils sont épuisés et qu'ils sont battus! (*Vifs applaudissements.*)

Au surplus, et c'est sur ces mots que je termine, s'il se trouvait jamais quelqu'un pour croire au repentir tardif, hypocrite et intéressé de ceux qui ont violé tous les traités et toutes les promesses, pis encore, s'il se trouvait après la guerre des cœurs assez faibles pour oublier que la haine de l'Allemagne est désormais le plus saint des devoirs (*Applaudissements répétés*), que c'est le plus élémentaire hommage qu'on peut rendre à l'humanité, alors nous serions là pour évoquer le spectacle des femmes et des enfants du nord de la France emmenés en captivité à travers les routes et les champs dévastés de leur pays et nous dirions : « Voilà ce qu'ils auraient fait de la France tout entière s'ils l'avaient pu! » (*C'est vrai! Vifs applaudissements!*)

Voilà ce qu'ils feraient d'elle demain, s'ils le pouvaient!

Mais non, Messieurs, il n'y aura aucune défaillance.

Le martyre de nos compatriotes a fait passer

dans toutes les âmes un frisson nouveau d'impitoyable justice. Nous irons jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à ce que nous puissions, sur les ruines de l'impérialisme et du militarisme allemands, fonder le triomphe de la paix, de la liberté et des droits imprescriptibles de la conscience humaine. (*Vifs applaudissements unanimes et répétés. — L'orateur, en regagnant sa place, reçoit les félicitations d'un grand nombre de ses collègues.*)

Voix nombreuses. — Nous demandons l'affichage.

M. le Président. — Je mets aux voix la proposition d'affichage du discours de M. Henry Chéron.

(L'affichage est ordonné.)

M. le Président. — Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate, signée de vingt membres dont voici les noms : MM. Henry Chéron, Peyronnet, Reymonenq, Surreaux, Cabart-Danneville, Petitjean, Astier, Chastenet, Mir, Peytral, Cuvinot, Ordinaire, Butterlin, Milan, Jénouvrier, Loubet, Milliès-Lacroix, Gabrielli, Flandin et de Tréveneuc.

Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. René Viviani, *Garde des sceaux, ministre de la Justice.* — Je demande la parole.

M. le Président. — La parole est à M. le garde des sceaux dans la discussion générale.

M. René Viviani, *garde des sceaux, ministre de la Justice.* — Messieurs, M. le président du Conseil qui, au lendemain du jour où il prenait possession de ses fonctions, dénonçait devant l'univers civilisé les atrocités allemandes, s'il n'était retenu dans une

autre enceinte par les devoirs de sa charge, aurait joint certainement sa voix à la parole éloquente que vous venez d'entendre et de saluer. Au nom du Gouvernement, je viens m'associer aux conclusions que vous avez entendues. Comme vous, Messieurs, j'ai écouté ce discours, auquel vous avez réservé, à si juste titre, l'honneur qui lui était dû, puisque, sous la forme la plus sensationnelle que vous avez pu trouver, vous avez voulu le placer tout entier sous les yeux du pays. (*Très bien !*)

J'ai entendu ce discours impressionnant, implacable comme un réquisitoire. Ces vols, ces rapines, ces viols, ces incendies, ces meurtres, ces assassinats, ne constituent pas seulement, Messieurs, comme on l'a si justement dit, une meurtrissure du droit public, un attentat à l'honneur international : ils constituent des crimes de droit commun (*Applaudissements*) prévus par le Code pénal de tous les pays civilisés et auxquels doivent correspondre avant le verdict de l'histoire, et pour le préparer, des informations précises et adéquates. (*Très bien! très bien!*)

Ils dérivent d'ailleurs de cette psychologie médiocre qui a toujours, dans le temps passé, et à l'heure actuelle, oblitéré l'esprit allemand.

Nos ennemis croient qu'en terrorisant le monde ils le réduiront à leur merci. Messieurs, certes, devant une pareille accumulation de crimes, nos consciences se révoltent, mais nos âmes sont inébranlables. (*Très bien! très bien!*) C'est bien le moins qu'elles restent aussi fermes que celles de nos concitoyens malheureux qui, réduits, pour ainsi dire au rôle de sujets...

Un sénateur. — ... d'esclaves.

M. le Garde des sceaux. — ... surveillés et guettés chaque jour, menacés jusque dans leur vie, sont restés indomptables et, les mains tendues et le cœur vaillant, ont accueilli l'armée libératrice. Nous les saluons dans leurs misères héroïquement supportées pour la patrie.

Notre âme restera inébranlable et nous irons jusqu'au bout. Mais, Messieurs, pour aller jusqu'au bout, il faut vaincre. (*Très bien !*) Nous irons jusqu'à la victoire ; c'est en elle seulement que seront contenus les châtiments, et c'est par la force militaire que détiennent la France et ses alliés que nous obtiendrons la réparation du droit. (*Vifs applaudissements sur tous les bancs.*)

Voix nombreuses. — L'affichage !

M. Couyba. — Nous demandons que les éloquentes paroles prononcées au nom du Gouvernement par M. le garde des sceaux soient affichées à la suite de l'émouvant discours de notre collègue M. Henry Chéron.

M. le Président. — J'entends, Messieurs, demander l'affichage du discours de M. le garde des sceaux à la suite de celui de notre collègue M. Henry Chéron.

Je mets aux voix cette proposition.

(L'affichage est ordonné.)

M. le Président. — La parole est à M. Flandin.

M. Étienne Flandin. — J'avais l'intention, Messieurs, d'intervenir dans le débat, mais on ne parle plus après des discours comme ceux que nous venons d'applaudir : on se recueille en restant sous l'impression de ces émouvantes

paroles. Je tiens seulement à prendre acte des déclarations qui ont été faites et par M. Henry Chéron et par M. le garde des sceaux sur l'utilité qu'il y aurait à ouvrir immédiatement des informations criminelles dans les territoires libérés de l'ennemi. (*Très bien !*) Nous sommes incontestablement en présence de crimes de droit commun (*Très bien !*) qui ne sauraient être couverts comme faits de guerre. (*Nouvelle approbation.*)

Ces crimes ont été commis sur notre territoire. Ils sont punis par notre Code pénal et par notre Code de justice militaire ; ils sont flétris par le droit des gens ; j'ajoute qu'ils sont également prévus et punis par le Code pénal et le Code de justice militaire allemands. Donc, à quelque point de vue qu'on se place, nous sommes en droit de mettre en mouvement l'action publique. L'information, en rassemblant tous les éléments de preuves, devra identifier les crimes et les criminels.

Nous aurons ainsi la possibilité, si certains d'entre eux tombent entre nos mains pendant la guerre, de nous appuyer sur des informations régulières et légales pour assurer immédiatement les expiations nécessaires.

Les informations criminelles présenteront un autre avantage. Elles nous permettront, à l'heure du traité de paix, de nous fonder sur une documentation irrécusable pour revendiquer — à trop juste titre, hélas ! — le bénéfice de la clause de l'article 3 de la Convention de La Haye, que l'honorable M. Chéron rappelait tout à l'heure et que l'initiative même de l'Allemagne a fait insérer dans le règlement des droits et conventions de la guerre.

Au lendemain du crime sans nom commis contre le *Lusitania,* le juge anglais ouvrait son enquête et

rendait ce verdict : « Ce crime effroyable viole le droit des gens et les conventions de tous les pays civilisés. » Et il portait contre les officiers du sous-marin allemand, contre l'Empereur et contre le Gouvernement de l'Allemagne, l'accusation d'assassinat en bloc.

Procédons, nous aussi, à des informations régulières, légales ; formons nos dossiers pour le jour où s'ouvriront enfin les assises de l'humanité (*Très bien !*) qui apporteront la plus haute leçon de morale et de droit qui ait jamais été donnée au monde, ce qui sera comme la rançon de tant d'opprobre et de sang. (*Approbation.*)

J'attends du Gouvernement que la justice soit appelée à accomplir son œuvre, toute son œuvre, et j'ai foi dans l'irrésistible élan de nos armées pour donner promptement à ces décisions force exécutoire. (*Vifs applaudissements.*)

M. le Président. — Si personne ne demande plus la parole, je consulte le Sénat sur le passage à la discussion de la proposition de résolution.

Il n'y a pas d'opposition ?...

J'en donne lecture :

« Le Sénat,

« Dénonçant au monde civilisé les actes criminels accomplis par les Allemands dans les régions de la France par eux occupées, crimes contre la propriété privée, contre les édifices publics, contre l'honneur, la liberté et la vie des personnes ;

« Constatant que ces actes de violence inouïe ont été perpétrés sans l'excuse d'aucune nécessité militaire et au mépris systématique de la convention internationale du 18 octobre 1907, ratifiée par les représentants de l'Empire allemand ;

« Voue à la malédiction universelle les auteurs de ces forfaits dont la justice exige que soit assurée la répression ;

« Salue avec respect ceux qui en ont été les victimes et auxquels la nation promet solennellement, en s'en portant caution, qu'ils en obtiendront réparation intégrale par l'ennemi ;

« Affirme plus que jamais la volonté de la France soutenue par ses admirables soldats — et d'accord avec les peuples alliés — de poursuivre la lutte qui lui a été imposée, jusqu'à l'écrasement définitif de l'impérialisme et du militarisme allemands, responsables de toutes les misères, de toutes les ruines et de tous les deuils accumulés sur le monde ! »

Je consulte le Sénat sur la proposition de résolution.

(La proposition de résolution est adoptée.)

M. Léon Mougeot. — Comme conclusion des éloquentes paroles que nous venons d'entendre et du vote unanime du Sénat, je demande qu'on affiche la proposition de résolution elle-même. (*Vive approbation.*)

M. le Président. — Dans ces conditions, à la suite des discours de MM. Henry Chéron et René Viviani, dont le Sénat a ordonné l'affichage, figurerait la résolution que l'Assemblée vient d'adopter à l'unanimité. (*Assentiment général.*)

ANNEXE

Renseignements sur les dernières dévastations allemandes dans le Pas-de-Calais.

Nombre de villages détruits : à l'heure actuelle une centaine ;
Nombre de maisons rasées : 22,500 ;
Nombre d'arbres fruitiers sciés : tous ;
Déportations d'habitants : aucun habitant n'a été retrouvé dans les communes récupérées ;
Églises dévastées : 132 ;
Usines dévalisées : 81 ;
Vols : très nombreux ; tout a été pillé et enlevé, etc., etc. ;
89 communes sont encore envahies par l'ennemi.
Boulogne, 26 mai 1917.

Le Préfet,
Signé : Briens.

Renseignements sur les dernières dévastations allemandes dans l'Aisne.

Nombre de villages détruits : à l'heure actuelle 150 ;
Nombre de maisons rasées 12,850 ;
Nombre d'arbres fruitiers sciés ; 9/10 ;
Déportations d'habitants : les vieillards et les jeunes enfants avec leurs mères seuls ont été évacués sur les lignes françaises ;
Églises dévastées : 82 ;
Usines dévalisées : toutes ;
Vols : tout a été pillé et enlevé ;
563 communes sont encore en région envahie.
Château-Thierry, le 8 juin 1917.

Le Préfet,
Signé : Robert Leullier.

Renseignements statistiques sur les dévastations allemandes dans le département de l'Oise.

Nombre de villages dans lesquels toutes les maisons sont détruites : 14 ;
Nombre de maisons complètement détruites : 2,880 ;
— partiellement détruites : 3,360 ;
Nombre d'usines détruites ou considérablement endommagées : 22 ;
Nombre de mairies-écoles détruites ou considérablement endommagées : 66 ;
Nombre d'églises détruites ou considérablement endommagées : 11 (2 sont classées dans les monuments historiques) ;
Nombre d'arbres fruitiers sciés : 1/5 environ ;
Vols : très nombreux, tout a été pillé ;
Déportation d'habitants : tous les habitants des deux sexes âgés de 15 à 60 ans ont été emmenés en captivité ;
Toutes les communes envahies sont libérées.

Le Préfet,
Signé : Raux.

Rapport présenté à M. le Président du Conseil par la Commission instituée en vue de constater les actes commis par l'ennemi en violation du droit des gens.

(Décret du 23 septembre 1914.)

VIIIe RAPPORT

MM. Georges Payelle, premier président de la Cour des Comptes ; Armand Mollard, ministre plénipotentiaire ; Georges Maringer, conseiller d'Etat, et Edmond Paillot, conseiller à la Cour de cassation, à M. le président du Conseil des ministres.

Monsieur le Président du Conseil,

Nous venons de parcourir une partie des régions de l'Oise, de l'Aisne et de la Somme qui, après avoir subi pendant plus de trente mois la domination allemande, ont été récemment délivrées du joug le plus lourd et le plus odieux.

Tout, dans le spectacle de dévastation que nous avons eu devant les yeux, décèle une méthode si implacable et d'une si frappante uniformité qu'il est impossible de n'y pas voir l'exécution d'un plan rigoureusement établi. Réduction des citoyens en servitude, enlèvement des femmes et des jeunes filles, pillage des foyers, anéantissement des villes et des villages, ruine de l'industrie par la destruction des usines, désolation des campagnes par le bris des instruments agricoles, l'incendie des fermes et l'abatage des arbres, tout a été mis en œuvre au même moment et avec la même férocité, pour créer la misère, inspirer la terreur et faire naître le désespoir.

Dans la plupart des localités où nous nous sommes transportés, il ne semble pas qu'au début de l'occupation, l'ennemi se soit livré à des excès sanglants comparables en nombre à ceux qui ont marqué sa ruée à travers la Champagne et la Lorraine. Nous n'en avons pas moins relevé en plusieurs endroits des meurtres ou des violences graves envers les personnes.

A Noyon, lors de l'arrivée des Allemands, le 30 août 1914, les deux adjoints, MM. Jouve et Félix, contraints par un officier de se rendre avec le maire, M. Noël, sénateur de l'Oise, au-devant d'une colonne qui s'approchait, et ramenés dans la ville à l'étrier du commandant, ont été frappés à coups de bois de lance, parce qu'ils avaient peine à suivre le pas des chevaux. Un autre habitant, M. Devaux, désigné pour rester avec eux comme otage à l'Hôtel de Ville, a été tué d'un coup de fusil par un soldat au moment où il sortait pour aller chercher un mouchoir. Le même jour, M. Momeux, concierge de la mairie, sans avoir manifesté la moindre velléité de rébellion, a essuyé le coup de revolver d'un officier et a été ensuite brutalisé au point que sa santé, déjà ébranlée, ne s'est jamais rétablie. Il est mort assez longtemps après, mais très certainement des suites de la commotion qu'il avait éprouvée.

A Noyon également, la dame Delbecq a été tuée d'un coup de feu par un soldat ivre auquel elle refusait du vin, et M. Richard, boulanger, a reçu, à la fin du mois de septembre 1914, une balle qui l'a mortellement frappé, tandis qu'il causait tranquillement avec un de ses confrères devant la porte de celui-ci. Les Allemands ont prétendu qu'il avait été victime de l'imprudence d'un de leurs hommes ; mais cette version n'a jamais été sérieusement établie,

Le 6 ou le 7 septembre de la même année, à Roye, pendant

la nuit, deux soldats abattirent successivement à coups de fusil MM. Colombier et Lesage, chez qui ils étaient entrés pour demander un renseignement et qui, pris de frayeur, cherchaient à s'esquiver.

Au commencement d'octobre 1914, des habitants de Verpillières, arrêtés sous le prétexte insoutenable qu'ils auraient entretenu des communications téléphoniques avec l'armée française, furent conduits à Avricourt, où siégeait un conseil de guerre. A la suite de leur comparution, douze d'entre eux furent marqués d'une croix bleue sur la joue droite. Nous ne sommes pas encore renseignés sur le sort de tous ces prisonniers. Nous savons seulement que M. Poizeaux, âgé de quarante-sept ans, et M. Vasset, vieillard de soixante-dix-huit ans, ont été ramenés à Verpillières et fusillés le soir même.

Enfin, vers la même époque, M. Denicourt, de Muille-Villette, chez qui avaient été découverts quelques pigeons voyageurs, a été exécuté dans un des fossés du château de Ham, malgré l'intervention du maire de cette ville, qui attestait en vain que ce malheureux n'était ni éleveur ni membre d'aucune société colombophile.

Si les massacres ne paraissent pas avoir été plus nombreux dans les pays que nous avons pu visiter jusqu'ici, l'occupation s'y est, en tout cas, affirmée fort rigoureuse. Partout les réquisitions ont été continuelles. Les communes devant subvenir aux frais d'entretien des troupes cantonnées sur leur territoire, ont été frappées de contributions énormes. Pour y satisfaire, elles se sont vu imposer l'obligation, quand leurs ressources pécuniaires ont été épuisées, de former entre elles des unions en vue d'émettre du papier-monnaie sous forme de bons. Ceux des maires qui refusaient de se prêter à cette combinaison étaient emprisonnés et envoyés en Allemagne. L'ennemi mettait lui-même en circulation ces billets, auxquels il avait donné cours forcé. Les habitants, soumis à des vexations de tout genre, assistaient journellement au vol des quelques denrées alimentaires qu'ils possédaient et des objets mobiliers qui leur étaient le plus nécessaires. Dans les magasins, chefs et soldats prélevaient comme un dû ce qui tentait leur convoitise. C'est ainsi qu'à Ham, dans la quincaillerie Gronier, un personnage d'un grade élevé, qu'on dit être le grand-duc de Hesse, vint choisir diverses marchandises pour le paiement desquelles il se contenta de promettre un bon qui ne fut jamais délivré.

A chaque instant, nos infortunés concitoyens avaient à

endurer de nouvelles restrictions à leurs droits et de nouvelles atteintes à leur dignité : ordre de rentrer chez eux le soir à 7 heures et de n'en sortir qu'à 8 heures du matin ; défense d'entretenir de la lumière pendant la nuit dans les demeures; injonction de saluer les officiers chapeau bas ; astreinte au travail dans les champs ; le tout sanctionné par des peines d'emprisonnement et par des amendes auxquelles les plus légères infractions à d'innombrables règlements donnaient continuellement prétexte. Mais rien ne saurait égaler en abomination ce qui s'est passé dans certaines communes, comme Fréniches, où, un jour du mois de mai 1915, toutes les jeunes filles du village, convoquées dans la maison affectée aux consultations du médecin militaire, ont dû subir l'examen le plus brutal et le plus révoltant, malgré leurs protestations et leurs cris !

C'est à partir du milieu de février dernier, c'est-à-dire du moment où les Allemands ont commencé à préparer leur repli, qu'ont été commis les actes de déprédation sauvage qui, connus aujourd'hui du monde entier, révoltent la conscience universelle.

Il avait été procédé, antérieurement, à la déportation de nombreux habitants, que l'envahisseur, séparant sans pitié les familles, envoyait travailler en Allemagne ou dans le nord de la France. Cette mesure est devenue générale et a frappé toute la partie valide de la population des deux sexes, de seize à soixante ans, à l'exception des femmes ayant de jeunes enfants. Dans toutes les communes, elle a été appliquée avec la même dureté, donnant lieu aux scènes les plus déchirantes. A Ham, parmi les six cents personnes emmenées, se trouvaient quatre malades de l'hospice. A Noyon, huit jours après un premier convoi expédié le 17 février, les Allemands ont choisi une cinquantaine de jeunes filles qui, évacuées de la région de Saint-Quentin, avaient été internées dans la ville. Elles ont toutes été envoyées dans le Nord, malgré les larmes et les supplications de leurs parents, dont la douleur était affreuse.

Ainsi qu'en bien d'autres endroits, les médecins, les pharmaciens et les prêtres avaient été désignés pour l'exil, et, comme il ne restait rien dans la pharmacie de l'hôpital, ni dans la salle d'opérations, indignement pillées, les nombreux malades et infirmes amenés des régions voisines n'ont pu recevoir, malgré les efforts de la charité, les soins et les secours dont ils avaient d'autant plus besoin qu'ils étaient épuisés par le froid, les privations et les angoisses. Tous ces malheureux

étaient arrivés dans un état lamentable, et il en mourait sept ou huit par jour. C'étaient des gens qu'on avait arrachés de leur lit et auxquels on n'avait laissé le temps de rien emporter. Il y avait parmi eux des paralytiques, des agonisants, plusieurs nonagénaires et jusqu'à une femme de cent deux ans. Beaucoup de départs avaient eu lieu dans des conditions atroces. Mme Deprez, propriétaire du château de Gibercourt, l'une des victimes de ces ordres impitoyables, était atteinte d'une grave maladie de cœur, et obligée de garder le lit. Un officier a exigé qu'elle se levât et s'habillât en sa présence, bien qu'elle l'eût prié de s'éloigner. Elle est morte une douzaine de jours après. Une femme de Flavy-le-Martel, âgée de trente-sept ans, Mme Bègue, qui souffrait également d'une affection cardiaque, avait demandé qu'on lui permît d'emmener ses enfants, âgés l'un de sept ans et l'autre de quatre ans, qui se cramponnaient aux roues de la voiture. On lui a refusé cette grâce, et les pauvres petits sont restés sur la route. Une autre femme de la même commune était malade et alitée, quand on vint la prévenir que les Allemands allaient emmener son mari. Elle se leva aussitôt et, malgré l'opposition d'un officier, parvint à se jeter dans les bras du prisonnier. Celui-ci partit sans avoir embrassé son enfant. Évacuée sur Noyon et conduite à l'hôpital, la jeune femme n'a cessé de manifester le désespoir le plus violent. Le jour de son arrivée, elle s'est précipitée, avec sa petite fille, sous les roues d'une automobile. Les religieuses ont heureusement pu la relever à temps.

Tous ces enlèvements ont fourni à une armée qui a fait de la guerre une entreprise de brigandage, des facilités spéciales pour s'approprier à loisir ce qui avait échappé à ses pillages précédents. « Nos compatriotes n'étaient pas encore à 4 kilomètres, nous a dit M. Dacheux, conseiller municipal faisant fonctions de maire à Guiscard, que les camions arrivaient devant leurs portes pour tout enlever. » A Ham, où le chef de la Kommandantur s'est bien gardé de restituer une table ancienne de grande valeur qu'il avait empruntée à la mairie, le général von Fleck a déménagé tout le mobilier de la maison Bernot, dans laquelle il était logé. L'opération a été accomplie avec une telle perfection que le général, à la fin de son séjour, n'ayant plus rien pour s'asseoir, a dû faire demander des chaises à la municipalité.

A Noyon, pendant tout le temps de l'occupation, le vol a été pratiqué d'une façon permanente. De nombreuses maisons ont été mises à sac et l'intérieur en a été ignoblement dégradé. Dans la cathédrale, le commandement a fait enlever les cloches

et les tuyaux du grand orgue. Les coffres-forts des particuliers ont été fracturés à coups de revolver tirés dans les combinaisons. Les 26 et 27 février dernier, deux soldats, accompagnés de deux officiers, sont venus ouvrir à l'aide d'un chalumeau les coffres de la Société Générale et en ont emporté le contenu. Il a été opéré de la même manière à la banque Chéneau et Barbier et à la banque Brière. La comptabilité de chaque établissement a été saisie en même temps que les valeurs. Comme M. Brière s'étonnait qu'on lui prît jusqu'à ses archives et faisait observer qu'elles ne pouvaient être utiles qu'à lui-même, l'officier auquel il s'adressait et qui se disait délégué de la trésorerie de Berlin se borna à lui répondre : « On m'a donné l'ordre de vider les coffres. Je vide les coffres. »

A Sempigny, un des rares endroits où les maisons soient encore debout, on peut se faire une idée de ce qu'ont dû être les scènes de pillage qui se sont produites partout. Depuis le 1er mars, date à laquelle ce qui restait d'habitants valides a été évacué, jusqu'au départ des troupes d'invasion, ce malheureux village n'a cessé d'être saccagé. On dirait qu'une horde de fous furieux a passé par là. Les Allemands, en effet, y ont détruit, avec une sorte de frénésie, tout ce qu'ils ne pouvaient emporter, démolissant à coups de pioche ou de maillet les lits et les armoires, pulvérisant la vaisselle et les glaces, brisant les instruments aratoires et les outils de jardinage, dispersant les graines et les semences, volant dans l'église toute la garniture du maître-autel, souillant d'ordures les tiroirs et les placards et laissant des excréments jusque dans les ustensiles de ménage. La majeure partie de ces exploits a été accomplie par le 338e régiment d'infanterie.

On se demande avec stupeur comment l'armée d'une nation qui se prétend civilisée a pu commettre de tels actes ; mais combien n'est-il pas plus déconcertant encore d'avoir à constater que ses soldats ont violé les tombeaux ! Dans le cimetière de Carlepont, la porte de la chapelle sépulcrale de la famille suisse de Graffenried-Villars a été enlevée. Il n'en reste que les paumelles en cuivre. Une pierre de caveau a été descellée et, par l'orifice ainsi pratiqué, on aperçoit des ossements. La tombe de la famille Caillé a été également profanée. La pierre qui la recouvre est brisée et des restes humains sont à découvert. A Candor, deux témoins ont surpris des Allemands en train de fracturer les tombes des familles Trefcon et Censier et d'examiner l'intérieur de la sépulture Mazier, dont ils avaient fait glisser le couvercle. L'église

qu'entoure le cimetière a été honteusement pillée ; les christs en argent fixés aux croix ont été arrachés, et la dame Collery a enlevé elle-même les oripeaux dont les soldats avaient, par dérision, affublé la statue d'un saint. A Roiglise, une large déchirure dans le dallage de la chapelle Derreulx permet de voir ouverts les compartiments du caveau. On aperçoit un cercueil dans une des cases et des ossements dans une autre. Tous ces dégâts sont, à n'en pouvoir douter, le résultat d'entreprises criminelles, car on ne voit, sur les sépultures ou à leurs abords, aucune trace de bombardement.

Après le pillage, la destruction des maisons, des châteaux et des fermes a été effectuée par les explosifs, l'incendie ou la démolition à la pioche. A Margny-aux-Cerises, elle a été opérée en partie à l'aide d'un puissant bélier. Annois, Flavy-le-Martel, Jussy, Frières-Faillouel, Villequier-Aumont n'existent plus. Chauny, ville industrielle qui comptait près de 11.000 âmes, n'est qu'un vaste monceau de décombres, à l'exception du faubourg du Brouage.

Après l'évacuation des habitants valides le reste de la population, comprenant 1.990 personnes, avait été parqué, le 23 février 1917, dans ce faubourg, avec environ 3.000 hommes et femmes de treize communes de la région. Le 3 mars, un ordre de la Kommandantur a enjoint à tout ce monde de se réunir le lendemain, à 6 heures du matin, dans une rue. Les malades et les infirmes n'ont pas été exemptés de cette mesure et il a fallu en porter un certain nombre au lieu du rassemblement, qui s'étendait sur une longueur dépassant 1 kilomètre. Il a été fait alors un appel général ; puis, au cours d'une revue qui n'a pas duré moins de six heures, un officier a prélevé encore 3 hommes, 31 femmes et un jeune garçon de treize ans, pour les déporter dans le Nord. Le froid était intense ; aussi, le jour suivant, 27 personnes sont-elles mortes.

Dès l'internement des Chaunois au Brouage, les Allemands se sont livrés dans la ville à un pillage effréné, enlevant les meubles, éventrant les coffres-forts, saccageant les églises ; et pendant quinze journées, ils ont procédé méthodiquement, par la mine et par l'incendie, à la destruction des maisons. Comme ils avaient relevé depuis deux mois les dimensions de toutes les caves, ils savaient d'une façon exacte quelle quantité d'explosifs leur était nécessaire pour exécuter leur œuvre infâme.

Il ne subsiste de l'église Saint-Martin que des pans de mur. A Notre-Dame, atteinte en partie seulement par l'explo-

sion, les trois troncs sont brisés et les traces des instruments ayant servi à l'effraction sont très apparentes. Les serrures des placards disposés parmi les boiseries du transept sont forcées. Dans la sacristie, le désordre est indescriptible ; les armoires sont fracturées, les tiroirs ouverts, et des ornements sacerdotaux maculés couvrent le sol.

Le 20, l'ennemi, qui s'était retiré, a commencé, avec des batteries occupant les hauteurs de Rouy, à tirer sur le Brouage. Le bombardement s'est poursuivi pendant deux jours et demi, visant particulièrement l'institution Saint-Charles, dont les Allemands eux-mêmes avaient fait un asile pour les vieillards et les malades, et sur le toit de laquelle ils avaient peint d'énormes croix rouges. Quelques personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées plus ou moins grièvement.

Même dans les villes et les villages qu'ils n'ont pas complètement rasés, les Allemands se sont acharnés à faire disparaître les usines et à ravager les exploitations agricoles. C'est ainsi, par exemple, qu'à Roye, où la bataille n'avait causé que des dégâts réparables, ils ont incendié les sucreries et organisé la ruine systématique de toutes les industries, en arrachant d'abord le bronze, le zinc, le plomb, le cuivre et le laiton, en enlevant ensuite les pièces mécaniques qui pouvaient avoir quelque valeur, en brisant enfin toutes les parties en fonte. C'est ainsi encore qu'à Ham, où ils ont fait sauter le beffroi et le château, ils ont anéanti par l'explosion les deux sucreries Bocquet et Bernot, la distillerie de Sébastopol, la fabrique d'huile Dive et la brasserie Serré. Ils ont agi de même en bien d'autres endroits, notamment à Flavy-le-Martel et à Ourscamps, qui sont des modèles de dévastation. Presque partout, les arbres fruitiers, dans la campagne et dans les jardins, ont été abattus, profondément entaillés, ou écorcés de manière à les faire périr. Des files entières de grands peupliers, sciés à leur base, jonchent les champs le long des routes. Les abords des villages sont encombrés d'instruments agricoles irrémédiablement détériorés. Près de ce qui fut la gare de Flavy-le-Martel, nous avons vu un immense verger, entièrement saccagé, dans lequel étaient réunis en grande quantité des charrues, des herses, des faucheuses, des moissonneuses, des râteaux mécaniques et des semoirs, rendus inutilisables et endommagés de telle sorte qu'ils ne pussent être réparés. Çà et là, un certain nombre de ces machines avaient été entassées sur des foyers d'incendie. Les roues en fer étaient faussées, les pignons et les engrenages fracassés, les parties en bois rongées par le feu.

Il suffit de regarder toutes ces ruines pour se rendre compte qu'elles n'ont pas été accumulées seulement dans un intérêt militaire et que le dessein de nuire en a été la cause essentielle. Le médecin militaire professeur Benneke a dit un jour à la sœur Saint-Romuald, supérieure de l'hospice de Noyon : « Vous n'avez pas voulu de la paix; maintenant nous avons ordre de faire la guerre aux civils », et un sous-officier qui paraissait intelligent et instruit a tenu, à Guiscard, le propos suivant : « L'offre de paix de l'Allemagne ayant été repoussée, la guerre va entrer dans une phase nouvelle. Désormais, nous ne respecterons plus rien. »

De telles paroles révèlent une bien misérable psychologie. Nulle part, en effet, nous n'avons remarqué, chez ceux qui viennent de supporter de si rudes épreuves, un indice de lassitude ou de découragement; nous n'avons rencontré d'autre sentiment que l'exaltation patriotique et la volonté farouche d'obtenir, par la victoire, la réparation de tant de crimes.

Veuillez agréer, Monsieur le Président du Conseil, l'assurance de notre respectueux dévouement.

Paris, le 12 avril 1917.

G. Payelle, *président.*
Armand Mollard.
G. Maringer.
Paillot, *rapporteur.*

IXe RAPPORT

MM. Georges Payelle, premier président de la Cour des Comptes; Armand Mollard, ministre plénipotentiaire; Georges Maringer, conseiller d'État, et Edmond Paillot, conseiller à la Cour de cassation, à M. le président du Conseil des ministres.

Monsieur le Président du Conseil,

Depuis le 12 avril, date de notre dernier rapport, nous avons poursuivi nos constatations dans les territoires récemment libérés, et cette nouvelle enquête n'a pu que nous confirmer dans la conviction que toutes les violations du droit des gens dont les armées allemandes se sont rendues

coupables au moment de leur retraite, ont été commises sur des ordres généraux donnés par le haut commandement. Dans toutes les communes, les mêmes mesures d'injuste rigueur et de cruauté envers les personnes, les mêmes procédés de dévastation et de brigandage ont été employés simultanément et dans des conditions identiques. Partout les populations ont été rançonnées et déportées, les usines détruites, les maisons démolies ou incendiées, les meubles volés ou saccagés, les arbres abattus, les puits contaminés, les instruments agricoles brisés ou emportés.

Il n'est pas une seule localité dont les habitants des deux sexes, de seize à soixante ans, arrachés à leurs foyers, n'aient été envoyés en Allemagne ou dans le nord de la France, sans plus d'égard pour la douleur des familles que pour la moralité des jeunes filles livrées ainsi aux hasards les plus inquiétants. Les scènes auxquelles les déportations donnaient lieu étaient si déchirantes que des Allemands même s'en montraient parfois émus. C'est ainsi qu'à Nesle, d'où cent quatre-vingts femmes ou jeunes filles et cent soixante-quatre hommes ont été enlevés le 17 février dernier, un officier disait « n'avoir pu assister au départ, parce que c'était un spectacle trop triste ». Il est vrai que tous n'étaient pas si sensibles, comme en témoignent, entre bien d'autres, les deux faits suivants :

A Douilly, une jeune femme, accouchée l'avant-veille d'un enfant mort, a dû quitter son lit pour partir. Comme elle passait, tout en larmes, devant la porte de la dame Wager, cette dernière, la voyant à peine vêtue, lui jeta un châle sur les épaules pour la préserver du froid et la regarda s'éloigner avec la certitude que la malheureuse ne reviendrait pas.

Un jour de novembre 1915, après l'évacuation d'une partie de la population, une femme affolée se présenta à l'Hôtel de Ville de Chauny ; elle poussait des cris de désespoir et s'arrachait les cheveux, en réclamant sa fille, une enfant de quinze ans, qui avait été envoyée dans une direction inconnue. Le maire la conduisit auprès de l'officier de réserve Bergschmidt, avocat à Berlin, représentant de la Kommandantur ; mais celui-ci la repoussa, lui disant qu'elle l'agaçait et qu'elle troublait tout le monde. Puis s'adressant au magistrat municipal, qui essayait de le fléchir : « Monsieur le Maire, s'écria-t-il, vous le savez pourtant : je vous l'ai dit et répété plusieurs fois, et j'entends que dorénavant vous n'insistiez plus : les mots *pitié, humanité,* sont rayés du dictionnaire. C'est entendu, n'est-ce pas ? »

On ne saurait trop mettre en évidence le caractère profondément outrageant pour la dignité humaine de ces pratiques abominables, qui ne sont autre chose que le rétablissement, au profit de l'Allemagne, de l'esclavage sous sa forme la plus dure et la plus révoltante. La « notice concernant les colonnes des travailleurs civils », qui a été rédigée par le commandant de colonne Kugemann (Form. 5 v. 28. 4. 16. ZAK) et dont nous possédons une copie, dépasse, dans cet ordre d'idées, toute imagination. Elle contient de longues instructions, dont voici les pricipales :

I — CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

« Les individus appartenant à la colonne des travailleurs civils sont employés à la construction des routes, aux travaux agricoles ou d'autres natures. Il est interdit de les faire travailler dans la zone des opérations proprement dites.

« Tous les travailleurs de ladite colonne portent à la partie du bras gauche (*sic*) un brassard rouge solidement cousu ; le brassard est pourvu d'un A noir extérieur qui doit être apparent. Les travailleurs, dont la conduite est mauvaise ou qui ont été punis pour tentative d'évasion, portent le brassard aux deux bras.

II — DEVOIRS DES TRAVAILLEURS

« Les travailleurs habitent en commun dans des locaux gardés. A titre exceptionnel, l'autorisation de loger en dehors du camp, peut être accordée à des travailleurs âgés dont la conduite est particulièrement bonne ou qui ont volontairement sollicité leur admission dans la colonne des travailleurs.

« Au cours du travail et pendant le trajet pour se rendre au travail, les travailleurs sont gardés par des soldats. Au commandement de *Achtung*, donné par le soldat surveillant, les équipes de travailleurs doivent, en passant devant les officiers, comme marque de respect, enlever leur casquette. Le travail ordonné doit être exécuté avec empressement et bonne volonté.

« En présence d'insubordination ou de tentative d'évasion, on ferait, le cas échéant, sans aucun ménagement, usage des armes.

III — PAIEMENT, NOURRITURE ET HABILLEMENT

« Tout travailleur reçoit un salaire journalier de 2f 25, dont sont déduits 1f 50 pour nourriture et 25 centimes pour habillement, soit au total 1f 75. Des 50 centimes restants, 25 sont payés comptant, 25 passent au fonds de réserve. Tous les dix jours, chaque travailleur sérieux reçoit 2f 50.

« Ceux qui sont mis aux arrêts ne reçoivent que du pain et de l'eau ; toutefois, en cas d'arrêts moyens, la nourriture complète est donnée tous les deux jours, et tous les trois jours en cas d'arrêts de rigueur. Les travailleurs doivent apporter des vêtements, du linge et des souliers. L'administration ne s'occupe que de l'entretien et du renouvellement des chaussures et vêtements que le travail aura mis hors d'usage.

IV — PUNITIONS

« Les travailleurs civils sont avertis que, en cas d'infraction de quelque nature que ce soit, et en particulier lorsqu'il s'agit de tentative d'évasion, de désobéissance, d'insubordination, de vol ou de tromperie, ils peuvent être punis de simple police — si la loi allemande ne prévoit pas de peines plus graves, — d'un emprisonnement pouvant aller à trois mois ou d'une amende pouvant s'élever à 1.000 marks. En cas d'acte délictueux commis à l'égard d'un sujet de l'armée allemande, le coupable sera traduit devant le conseil de guerre et pourra être puni de mort.

« Des peines de détention, arrêts moyens, arrêts de rigueur, prison jusqu'à trois mois, et des amendes de 1.000 marks au maximum peuvent être infligées par le commandant de l'endroit où se trouvent cantonnées les équipes de travailleurs. La détention doit s'accomplir de telle façon que l'homme ne soit pas distrait de son travail, mais retenu en dehors du temps destiné au travail. En outre, le salaire, pendant ce temps, n'est pas versé.

« Les travailleurs, dont l'attitude donne lieu à des plaintes continuelles, peuvent être versés dans une section de discipline. »

Ainsi, toute cette population d'hommes libres, de femmes et de jeunes filles habituées à la vie familiale, qu'au mépris des règles les plus formelles du droit des gens les Allemands enlèvent par troupeaux des régions envahies, est astreinte, dans une impitoyable servitude, à exécuter pour l'ennemi les

travaux les plus pénibles. Par la seule volonté d'un commandant, les moindres infractions à des règlements draconiens sont punies d'une détention qui peut aller jusqu'à trois mois, et pendant la durée de laquelle les victimes, obligées de peiner durement du matin au soir, ne reçoivent, deux jours sur trois, pour toute nourriture, qu'un peu de pain et d'eau.

Si tel est le régime des déportés, celui des habitants non évacués n'est guère plus tolérable. C'est ce que montre notamment la proclamation suivante, qui fut affichée à Holnon (Aisne), le 20 juillet 1915 :

« Tous les ouvriers et les femmes et les enfants de quinze ans sont obligés de faire travaux des champs tous les jours, aussi dimanche, de 4 heures du matin jusque 8 heures du soir (temps français). Récréation une demi-heure au matin, une heure à midi et une demi-heure après-midi. La contravention sera punie à la manière suivante :

« 1° Les fainéants ouvriers seront combinés pendant la récolte en compagnie des ouvriers dans une caserne, sous l'inspection des corporaux allemands. Après la récolte, les fainéants seront emprisonnés six mois ; le troisième jour, la nourriture sera seulement du pain et de l'eau.

« 2° Les femmes fainéantes seront exilées à Holnon pour travailler. Après la récolte, les femmes seront emprisonnées six mois.

« 3° Les enfants fainéants seront punis de coups de bâton.

« De plus, le commandant réserve de punir les fainéants ouvriers de vingt coups de bâton de tous les jours.

« Les ouvriers de la commune Vendelles sont punis sévèrement. »

Signé : Gloss,
Colonel et commandant.

Les affiches apposées par l'ennemi sur les murs des communes envahies sont d'ailleurs innombrables ; témoignage irrécusable de la rudesse du joug qui pesait sur nos infortunés compatriotes, de la rigueur et de la continuité des réquisitions. On y voit, formulés dans les termes les plus impératifs et avec menaces de sanctions, l'obligation de saluer les officiers, l'injonction de se priver de lumière et de tenir toutes les portes ouvertes pendant la nuit, la défense de sortir des maisons à certaines heures et l'ordre de mettre à la disposition de l'autorité militaire jusqu'aux produits des jardins. Une ordonnance du général commandant en chef von Below, en date du 1er octobre 1915, paraît n'avoir été

édictée que pour donner un semblant de légalité aux exécutions les plus arbitraires. Il nous suffira de reproduire la disposition qui la termine :

« Dans chaque commune, un certain nombre de notables, dont les noms seront publiés, répondront *sur leur vie* de la sûreté des chemins de fer sur le territoire dépendant de la commune. En outre, toute commune sur le territoire de laquelle une ligne de chemin de fer aura été endommagée ou détruite, devra payer une contribution ou subir une autre peine. Dans certaines circonstances, la commune entière pourra être évacuée, les hommes conduits dans un camp de prisonniers, et le reste de la population réparti dans d'autres localités. »

Une des plus odieuses prescriptions de l'autorité allemande enjoignait de livrer les soldats français qui avaient pu trouver un abri dans le pays. Une affiche publiée à Chauny, le 6 mars 1915, par la Kommandantur, « interdit sévèrement à tous les habitants d'héberger ou de secourir d'une manière quelconque de tels soldats dispersés ». « Tous les habitants, ajoute-t-elle, qui connaissent la retraite de pareils dispersés devront l'indiquer sans délai au maire de leur commune ; les maires devront aviser l'autorité militaire. Tout habitant qui hébergerait ou secourrait des dispersés sans faire immédiatement la déclaration ordonnée sera fusillé. En outre, la commune sera frappée d'une forte amende. »

Ce n'étaient pas là de vaines menaces : sur la partie restante d'un placard dont la moitié supérieure n'a pas été retrouvée, et qui a été affiché à Amigny-Rouy (Aisne), on lit un avertissement ainsi conçu :

« 5° Léon Oudard, cultivateur et maire de Floignes, parce que ce dernier n'a pas porté immédiatement à la connaissance des autorités allemandes les plus proches le séjour connu des soldats ennemis.

« En vertu du jugement, les condamnés ont été fusillés le 3 août (ou avril) 1916, à 5h 45 du matin. »

(Suivent des mentions relatives à sept personnes condamnées à des peines d'emprisonnement ou de réclusion.)

« Comme, dans les communes de la Vallée et Floignes, une grande partie des habitants avaient sans doute connaissance de la conduite criminelle des personnes dénommées ci-dessus, la moitié de tous les hommes des communes de la Vallée et de Floignes sont, en outre, incorporés pour la durée de la guerre dans une section de travailleurs. »

Signé : V. Bockelberg.

L'officier Bergschmidt disait au maire de Chauny que les mots *pitié* et *humanité* doivent être rayés du dictionnaire. Ce ne sont pas, hélas! les seules expressions qui soient supprimées du vocabulaire allemand. Il en est de même de toutes celles qui représentent une idée généreuse ou simplement honnête, et l'esprit se refuserait à admettre, s'il n'y était contraint par l'évidence, à quel point l'armée d'une nation civilisée a pu pousser la frénésie du vol et la fureur de la destruction. Dans toutes les localités envahies et pendant toute la durée de l'occupation, les municipalités ont été scandaleusement exploitées, et les biens des particuliers continuellement pillés. Dès le début, Nesle a été frappée d'une contribution de 13.000 francs, et en attendant que la somme fût versée, M. Obry, adjoint faisant fonctions de maire, deux conseillers municipaux et un propriétaire ont été enfermés dans une cave pendant six heures. Quelque temps après, la ville a dû payer 3.000 francs parce que quelques vieilles armes de panoplie avaient été trouvées dans une maison abandonnée, et 30.000 francs comme sanction de la découverte de trois fusils de chasse chez un habitant. En mars 1915, l'intendance s'empara d'une grande quantité de blé, qui avait été mise en réserve pour les besoins de la population, et elle obligea ensuite le maire à lui acheter de la farine contre argent comptant. Dans la même année, après avoir exigé le versement d'une somme de 6.896 francs pour travaux de labour et fourniture de semences, elle saisit la totalité de la récolte et il en fallut racheter une partie pour la nourriture des chevaux. La municipalité fut, en outre, contrainte d'entrer dans un consortium institué en vue de l'émission de bons régionaux. Cette mesure était d'ailleurs générale, comme nous l'avons indiqué dans notre précédent rapport, et à Réthonvillers, où elle n'avait pas été exécutée assez vite au gré de l'autorité allemande, un officier fit savoir que, si dans le délai d'une heure le conseil municipal ne s'était pas réuni pour s'y soumettre, le maire, les notables et leurs familles seraient immédiatement arrêtés et déportés en Allemagne.

A la fin de leur séjour à Nesle, les Allemands, qui s'étaient déjà livrés à de nombreux actes de pillage, ont achevé le déménagement des maisons et ont fait des opérations particulièrement fructueuses dans celles qu'occupaient les officiers supérieurs et les généraux. Dans l'église, ils ont enlevé les tuyaux des grandes orgues et, après avoir brisé les cloches en les jetant du haut du clocher, ils en ont emporté les morceaux. Le Dr Braillon, âgé de soixante-six ans, qui, pen-

dant quatre mois, s'était prodigué pour soigner les blessés ennemis, avait été mis en état d'arrestation et transféré en Allemagne, sous un prétexte grossier. Sa femme eut à loger un état-major et les secrétaires du service central téléphonique. Avant leur départ, ses hôtes saccagèrent la maison, brisant les marbres des meubles, les vitres et les glaces, crevant les sièges à coups de couteau, coupant dans le jardin quatre-vingt-dix poiriers et autant de pieds de vigne, et contaminant le puits avec du fumier. Cette besogne fut accomplie par le cuisinier, le chauffeur et les ordonnances des officiers, avec l'aide des secrétaires. Comme Mme Braillon protestait contre la destruction des toitures de petits bâtiments dépendant de son habitation, un lieutenant se contenta de lui répondre : « C'est l'ordre ! »

Partout, comme nous l'avons maintes fois répété, des déprédations incessantes ont été commises cyniquement. La quantité de coffres-forts éventrés que nous avons vus au cours de notre enquête est véritablement inouïe, et nous avons pu constater aussi que l'ennemi n'éprouve aucun scrupule à pratiquer le vol jusque sur les personnes. Beaucoup de gens, en effet, ont été dépouillés des objets de prix, des valeurs et du numéraire qu'ils portaient sur eux. A Vraignes, notamment, les Allemands, la veille du repli, ont fouillé de nombreux habitants des villages voisins, parqués dans des fermes et dans des écuries. Ils ont agi de même à Tincourt, où la dame Vancopenolle, après avoir reçu l'ordre de se déshabiller, s'est vu enlever un titre de rente représentant 1.500 francs. Un vieillard de Roisel, M. Villain, a été ruiné par vol important, commis dans des conditions bien caractéristiques. Le 4 mars, lors de la dernière évacuation des habitants, on l'avait fait rester avec le boulanger, pour le ravitaillement. Il possédait alors 150.000 francs de titres, dont l'autorité ennemie connaissait l'existence. Le 15 mars, M. Villain fut avisé qu'on l'appelait à la Kommandantur. Il s'y rendit ; on le fit attendre fort longtemps, pour lui dire finalement que le chef ne pourrait le recevoir ; et, quand il put rentrer à la boulangerie, il constata la disparition de la valise qu'il avait dissimulée sous les couvertures de son lit et qui contenait sa fortune. Depuis quelques jours, il avait, suivant sa propre expression, remarqué que les Allemands tournaient autour de ses valeurs. Plusieurs fois, les secrétaires de la Kommandantur étaient venus le trouver sous des prétextes futiles, et la veille du vol, après le départ de l'un d'eux qui s'était tenu assez longtemps auprès de la porte de la

maison, on s'était aperçu que la clef de cette porte avait été enlevée. Déjà, vers la fin du mois de février, un officier de pionniers, s'étant rendu chez M. Villain, avait fait main basse sur le linge, sur la vaisselle et sur différents autres objets, et avait envoyé à la gare le tout soigneusement emballé. Le propriétaire n'ignorait pas que la plus timide protestation eût été non seulement inutile, mais dangereuse. Un ouvrier de Roisel, qui avait cassé une de ses chaises pour ne pas la voir emporter, avait été emprisonné, et la dame Boinet, pour s'être exprimée un peu vivement au moment où l'on déménageait son piano, avait été condamnée à la prison ainsi qu'à une amende de 200 marks.

Dans beaucoup d'endroits, les Kommandanturs usaient de moyens plus expéditifs encore pour rançonner les habitants et les évacués. Elles leur enjoignaient simplement de venir déposer leurs valeurs mobilières. Elles ont employé ce procédé, notamment, à Mesnil-Saint-Nicaise et à Voyennes, où de nombreuses personnes en ont été victimes ; à Rouy-le-Petit, où l'ennemi a récolté pour 330.000 francs de titres ; à Offoy, où on a eu la prudence de ne lui remettre que des papiers insignifiants, et à Nesle, où le maire s'est nettement refusé à transmettre l'ordre donné.

Il n'est pas sans intérêt d'ajouter qu'à Vraignes et à Nesle, les Allemands se sont approprié une partie des denrées du ravitaillement hispano-américain.

Dans notre rapport du 12 avril, nous signalions des destructions totales de villes et de villages opérées à l'aide du feu ou des explosifs. Nous venons d'en constater de nouvelles, en quantité effrayante. Cette mesure, appliquée d'une manière méthodique et générale, n'a guère épargné que les communes dans lesquelles l'ennemi envoyait, avant de se replier, les habitants d'un certain nombre d'autres localités. Encore, parfois, les Allemands se sont-ils donné, en se retirant, la satisfaction de canonner les malheureux qu'ils y avaient consignés eux-mêmes. Nous avons déjà relaté le bombardement du Brouage, faubourg de Chauny ; Rouy-le-Petit, où étaient entassés des gens de Douchy, d'Omissy, de Matigny, de Morcourt, de Sancourt et de Villers-Saint-Christophe, a subi le même sort. Le 18 mars, la dernière unité partie, l'artillerie allemande a tiré sur le village, avant que s'y pût trouver aucun soldat allié. Trois personnes ont été blessées ; une petite fille, une femme et un homme ont été tués.

Sur trente-sept communes que comprenait le canton de Roye, il n'en subsiste que trois : celles de Roye, d'Ercheu

et de Moyencourt; toutes les autres ont été incendiées. Dans le canton de Nesle, seize communes ont été brûlées; celles de Nesle, de Languevoisin, de Rouy-le-Grand, de Rouy-le-Petit, de Mesnil-Saint-Nicaise, ont seules échappé à la dévastation. Enfin, dans le canton de Ham, sur vingt et une communes, il ne reste que le chef-lieu, Estouilly, Saint-Sulpice et Eppeville. Comme nous l'avons indiqué plus haut, les localités épargnées servaient d'asile aux derniers habitants des villages condamnés aux flammes.

Quant au surplus de la population de l'arrondissement de Péronne, les Allemands en avaient accumulé une partie à Tincourt, à Vraignes et à Bouvincourt, dans un état de misère lamentable. Des autres habitants, il ne demeure aucune trace; mais il semble déjà résulter de renseignements que nous aurons à contrôler, qu'ils auraient subi, en 1914, d'effroyables atrocités. A Vraignes, deux quartiers ont été incendiés, malgré la présence d'un grand nombre d'évacués de la région environnante. Beaucoup de ces malheureux, tandis que des maisons flambaient autour d'eux, voyaient s'allumer dans le lointain l'incendie de leurs propres villages. Les Allemands avaient dit, la veille de leur départ, à des gens de Monchy-la-Gache : « Demain, vous regarderez votre Monchy ! » Et le lendemain, en effet, Monchy était en feu.

Bien entendu, dans les endroits mêmes où la totalité des habitations n'a pas été anéantie, l'ennemi s'est du moins acharné à ruiner le pays par tous les moyens en son pouvoir, et partout il a ravagé les usines. A Bernes et à Hervilly, communes limitrophes, il existait deux importantes fabriques de sucre appartenant l'une à M. Busignies, l'autre à M. Carpeza. Les soldats en ont fait sauter les bâtiments, qu'ils avaient précédemment pillés. Toutes les destructions d'immeubles ont été, du reste, exécutées avec une implacable minutie. Pour démolir les maisons, les Allemands pratiquaient d'abord dans les murs des excavations ou des entailles longues et étroites, destinées à favoriser l'écroulement lors de l'explosion de la mine. C'est ainsi qu'ils ont procédé à Roisel et à Péronne. Cette dernière ville a été laissée par eux dans un état lamentable. Les meubles une fois emportés ou brisés, un grand nombre d'édifices ont sauté. On a retrouvé dans les décombres des matelas crevés, des sommiers fendus d'un bout à l'autre, des voitures d'enfant et des machines à coudre fracassées, des armoires défoncées et des coffres-forts, notamment ceux de la Banque de France, fracturés et vidés. Sur l'un des murs de l'Hôtel de Ville, qui est

presque entièrement détruit, s'étalait un large panneau en bois portant peinte en caractères énormes, l'inscription suivante : *Nicht ärgern, nur wundern!* (Ne pas se fâcher, admirer seulement!); et nous avons pu photographier, fixé à une poutre, dans la toiture effondrée du monument, un engin non explosé, auquel adhéraient encore les fils destinés à provoquer la déflagration.

A Nesle, après avoir obligé les habitants du faubourg à s'installer dans l'intérieur de la ville, les troupes ont démoli à coups de hache les maisons qu'elles leur avaient fait quitter. Elles ont également détruit l'usine à gaz, la distillerie Lesaffre, la fabrique de produits chimiques Evence Coppé et la malterie Tabary.

A Offoy, deux jours avant la retraite, elles ont consigné dans une partie du village tout ce qu'il restait de la population, avec défense de sortir avant quarante-huit heures; puis elles ont fait sauter et livré aux flammes le quartier abandonné. La minoterie Damay a été brûlée.

Bapaume a été complètement dévastée, et le 25 mars dernier, à 11h 30 du soir, une explosion produite certainement par une bombe à action retardée a, en pulvérisant l'Hôtel de Ville, causé la mort de deux membres du Parlement, MM. Briquet et Tailliandier, députés du Pas-de-Calais, qui s'étaient installés dans cet édifice pour y passer la nuit. La catastrophe de Bapaume n'est, d'ailleurs, pas la seule qui se soit produite depuis le départ de l'ennemi; car celui-ci, avant de se replier, a semé dans les pays qu'il était contraint de nous rendre, nombre de pièges tendus aussi bien à la population civile qu'aux armées alliées. C'est ainsi que les églises de Sapignies et de Béthencourt ont sauté, la première le 18, et la seconde le 22 avril, c'est-à-dire plus d'un mois après la retraite allemande.

Les mesures ayant pour objet de détruire les arbres fruitiers et de rendre les puits inutilisables ont été généralisées dans tous les pays que nous avons visités. A Rouy-le-Petit, les Allemands, après avoir voulu contraindre les habitants à contaminer eux-mêmes les eaux avec du fumier, ont, sur leur refus, fait faire cette besogne par les enfants. A Bernes, dans le courant du mois de février dernier, deux soldats, accompagnés d'un gradé qui se disait architecte, sont venus chez Mme Payen et lui ont demandé si elle avait fait sa provision d'eau, en la prévenant qu'ils allaient boucher sa citerne avec du fumier. L'un de ces hommes a ajouté : « C'est malheureux d'être obligé de faire cela. » A Mesnil-

Saint-Nicaise, un Allemand a dit à la dame Wager, en lui montrant le puits de la ferme où elle avait été internée après son départ de Douilly : « Nicht boire ; coliques ! »

L'État-major de la 5e armée britannique a eu entre les mains un ordre donné par le commandant des avant-postes, le 14 mars 1917, et où se trouve cette phrase : « La fraction du 6e cuirassiers veillera à ce que du fumier soit disposé en quantité suffisante auprès des puits. » Un autre document, intitulé « Ordre relatif aux destructions » et portant en tête la mention *streng geheim* (strictement secret), nous a été également communiqué. On y lit, dans le chapitre III :

« Le commandant des pionniers dirigera la destruction des localités. Les dernières grandes destructions dans Grévillers, Biefvillers, Aubin et Avesnes commenceront à l'heure X + 2. Pour couvrir les équipes de mise de feu, chacun des commandants de secteurs fournira deux sous-officiers et vingt hommes des bataillons B et deux brancardiers avec brancards. Les destructions de Favreuil, Beugnâtre et Frémicourt commenceront le deuxième jour de marche à l'heure X + 3. La destruction de Morchies sera exécutée le matin du troisième jour de marche ; elle devra être terminée pour 5 heures. L'incendie sera allumé le troisième jour de marche vers 5 heures... La destruction de Louverval, Boursies, Demicourt, commencera le troisième jour de marche. Pour ces destructions, le commandant des pionniers s'entendra avec le commandant des avant-postes de la division S. du secteur III, major von Uechtritz, à Doignies, de manière que toutes les destructions non effectuées sur la demande de ce commandant d'avant-postes soient effectuées plus tard par la division S.

« L'allumage des incendies sera exécuté sous le commandement des officiers par les différentes équipes. La destruction de tous les puits est importante. »

Signé : Tiede (F. d. R.),

Baessler, oberleutnant.

Par un communiqué émanant de sa légation à Berne, l'Allemagne, en présence de l'émotion soulevée dans le monde entier par la révélation des derniers crimes de ses armées, a cru devoir affirmer que « les mesures prises par le commandement à son propre regret s'étaient bornées aux strictes nécessités militaires et n'avaient poursuivi d'autre but que la défense et la sécurité de ses troupes ». A l'appui

de cette affirmation, elle a invoqué un ordre du jour qui aurait été rédigé dans les termes suivants, le 11 mars 1917, par un général de division « opérant dans la région de Bapaume » et qui ne porte d'autre signature que les initiales v. O. :

« Les destructions auxquelles on procède actuellement dans les terrains abandonnés sont destinées à anéantir le matériel qui pourrait être utile à l'ennemi, les arbres, et les couvertures dans la mesure où elles peuvent servir à l'artillerie ennemie. Tout ce qui dépasse ce but militaire doit être évité. J'invite toutes les personnes occupées à cette besogne à veiller sévèrement à ce que rien ne soit détruit qui n'entre pas dans ce programme et à ce qu'on épargne particulièrement les arbres et les plantes autour des cimetières, les jardins de peu d'élévation et toutes les croix. »

Si cet ordre du jour n'est pas apocryphe, il prouve simplement que, parmi les généraux ennemis, il s'en est trouvé un moins brutal et moins inhumain que les autres. En tout cas, il faut convenir que ses prescriptions ont été bien méconnues. Le Gouvernement allemand, au surplus, paraît estimer que l'intérêt militaire excuse tout; mais n'est-ce pas précisément pour interdire les abus dont cet intérêt pourrait être le prétexte, qu'il existe un droit international public et que des conventions, auxquelles l'Allemagne elle-même a formellement adhéré, ont été passées entre les nations civilisées? Est-ce d'ailleurs dans un intérêt militaire qu'ont été brûlés des villages situés bien au delà des routes, et dont l'incendie ne pouvait retarder la marche d'une troupe poursuivante; que les citoyens, leurs femmes et leurs enfants ont été réduits en servitude; que leurs biens ont été volés; que leurs meubles ont été détruits; que les puits ont été empoisonnés; que les machines agricoles ont été brisées et que des arbres ont été entaillés ou écorcés par milliers, de manière à les faire périr lentement sur pied? Ce qui est vrai, c'est que le commandement allemand a voulu, dans un sentiment de colère et de haine, ruiner et terroriser une population sans défense. Telle était dès le début de la guerre et telle est restée la mentalité de ses plus hauts représentants. La déposition faite devant nous par M. Fabre, président de chambre à la Cour d'appel de Paris, nous en a donné une preuve saisissante. Ce magistrat se trouvait, avec sa famille, à Lassigny, chef-lieu du canton qu'il représente au Conseil général de l'Oise, quand y arrivèrent les premières troupes du général von Kluck. Dès le

31 août 1914, sa propriété fut occupée par des officiers de l'État-major. Un officier supérieur, qui parlait très bien le français, le fit alors appeler ainsi que Mme Fabre et les autres personnes de la maison. « Vous ne connaissez pas les nouvelles, leur dit-il, je vais vous les apprendre. Vous êtes battus partout : en Alsace, dans l'Est, au Nord, à Saint-Quentin ; vos amis les Russes sont anéantis ; la flotte anglaise n'existe plus ; les troupes anglaises sont dispersées. Nous sommes les maîtres. Nous voulons anéantir la France. Il faut qu'elle disparaisse. Dans trois jours, nous serons à Paris, nous nous en emparerons, nous enlèverons toutes ses richesses artistiques et commerciales, nous le pillerons et le dévasterons ; il n'en restera que cendres et ruines. Paris ne doit plus exister. »

Ce discours, qui devait être encore répété quelques heures plus tard, était certainement le reflet de la pensée du grand chef. Arrivé peu après, le général von Kluck, furieux d'avoir trouvé la commune presque déserte, proféra, en présence de M. et de Mme Fabre, des imprécations terribles : « Malheur ! s'écria-t-il, malheur aux autres habitants, qui ont quitté leurs maisons. Ce village sera châtié ; tout sera pillé, détruit, il ne restera rien. Nous le voulons. Malheur ! malheur à cette triste population ! »

Ces menaces devaient être bientôt suivies d'effet. Le lendemain 1er septembre, cent quarante-quatre camions arrivent ; les hommes qui les montent se répandent dans le bourg, qu'ils mettent au pillage ; ils enlèvent tous les objets de quelque valeur, les emballent et les placent dans les voitures, qu'ils rangent ensuite en convoi après les avoir bâchées. Tout l'après-midi se passe dans le vacarme et dans l'orgie ; la horde tue les animaux de basse-cour, abat les fruits des arbres et apporte sur la place des monceaux de victuailles. Pour faire cuire son repas et pour entretenir des feux de joie, elle brûle tous les meubles qu'elle a dédaigné d'emporter. Des soudards affublés de vieux uniformes français ou de vêtements de femme, parcourent les rues en vociférant, sous le regard bienveillant des officiers.

Que croire, après tout ce qui précède, des intentions soi-disant humanitaires du commandement ennemi et des scrupules qu'affiche l'ordre du jour invoqué dans le communiqué de la légation de Berne ! D'après le texte que nous avons cité, cet ordre du jour aurait spécialement prescrit qu'on épargnât les arbres et les plantes autour des cimetières ; mais c'est au respect des sépultures elles-mêmes qu'il aurait

fallu rappeler les soldats allemands, car l'asile sacré des morts a été maintes fois violé. Aux horreurs de ce genre que nous avons relatées dans notre dernier rapport s'en ajoutent malheureusement beaucoup d'autres. Le cimetière de Péronne a été indignement ravagé, et de nombreuses tombes y ont été profanées. A Hervilly, cinq caveaux ont été fouillés ; l'autel du monument funéraire de la famille Paux a été fracturé. A Cartigny, les Allemands ont ouvert, en en descellant les pierres, cinq caveaux surmontés chacun d'une chapelle. Ils ont opéré de même à Ronssoy, à Becquincourt, à Dompierre, à Bouvincourt et à Herbécourt. A Nurlu, à Roisel, à Bernes, ils ont même brisé des cercueils. Dans le terrain clos servant de cimetière privé à la famille de Rohan, à Manancourt, ils ont enterré un grand nombre de leurs soldats, et, chose inconcevable, installé à la fois une cuisine à l'intérieur du mausolée des Rohan, et des latrines au milieu de leurs propres tombes. Dans la crypte, où règne un désordre indescriptible, presque toutes les cases sont béantes. Un cercueil d'enfant, sorti de l'un des compartiments, a été déplombé. Un lourd cercueil en plomb, à demi tiré d'une autre case, porte sur son couvercle des traces de coups de ciseau. Un bloc de marbre, au milieu duquel se voit une petite excavation, a été jeté parmi les décombres ; on y lit cette inscription : « Ici repose le cœur de Mme Amélie de Musnier de Folleville, comtesse de Boissy, décédée à Paris le 16 juillet 1830, à l'âge de trente-deux ans et dix mois. »

A quel mobile attribuer ces profanations monstrueuses ? L'ennemi espérait-il trouver des valeurs ou de l'or placés par les familles sous la protection des morts, et dans les cercueils quelques bijoux ? Il est à remarquer que les sépultures riches ont particulièrement souffert. Quoi qu'il en soit, la répétition des mêmes actes dans tant de cimetières donne le droit d'affirmer que les chefs allemands ont pour le moins toléré ces forfaits, s'ils ne les ont pas ordonnés.

Veuillez agréer, Monsieur le Président du Conseil, l'assurance de notre respectueux dévouement.

Paris, le 24 mai 1917.

G. Payelle, *président ;*
Armand Mollard,
G. Maringer,
Paillot, *rapporteur.*

EXTRAITS DES JOURNAUX

Deutsche Tages Zeitung (reproduit par *Le Journal* du 24 mars 1917) :

L'Entente ne semble pas trop triompher de notre recul, tout volontaire du reste. Récemment encore, lorsque les ruines d'un village étaient prises par les Anglais et par les Français, le fait était annoncé aux troupes par un ordre du jour pompeux. Cette fois, il n'en est plus de même. L'horrible dévastation du territoire n'est, il est vrai, pas faite pour exciter l'enthousiasme. Les Alliés croyaient les Allemands loin. Ils les retrouvent prêts à la lutte.

Lokal Anzeiger (reproduit par *Le Journal* du 2 avril 1917) :

De notre correspondant sur le front :

L'auto traverse le faubourg, à Ham, et s'enfonce dans la campagne. Nous nous dirigeons vers le sud-est et, soudain, nous sommes dans le royaume de la mort. J'ai souvent, autrefois, parcouru cette région et je ne la reconnais plus. De vieux arbres géants se dressaient naguère des deux côtés de la route; ils ont disparu. Des maisons et des fermes bordaient le chemin. Il n'en reste plus rien. Partout le désert, au travers duquel la route est le dernier vestige d'une civilisation disparue, et la route elle-même disparaîtra dans quelques jours; tous les carrefours sont minés, les chambres de mines sont chargées. Des charrues automobiles retournent la terre des prairies, pour la rendre impraticable aux convois ennemis et à l'artillerie. Des troupes en marche passent avec des voitures chargées d'ustensiles et de provisions, elles n'ont rien laissé dans leurs positions évacuées : pas un baquet, pas un banc. Ce qui n'a pu être détruit a été brûlé ou brisé.

LEUR VANDALISME

Frankfurter Zeitung (reproduit par *Le Journal* du 22 mars 1917) :

De notre correspondant sur le front occidental, M. Kalkschmidt :

Notre commandement a voulu créer une sorte de glacis en vue des futurs combats. Une large zone de dévastation a été créée, qu'on pourrait appeler « zone de la guerre » dans tout ce qu'elle a d'impitoyable. Des villages florissants, jusqu'ici habités, des champs cultivés, des jardins potagers ne représentent plus qu'un amas de cendres fumantes. Partout, j'ai vu les pionniers à l'œuvre, qui mettaient la dernière main à l'ouvrage. Les magnifiques troncs des arbres qui bordent les routes françaises gisaient à terre, en partie sciés, pour être placés comme obstacles sur la route au dernier moment. Les croisements des routes, les ponts, les canaux, les écluses, étaient minés; les chambres de mines étaient chargées.

Lokal Anzeiger (reproduit par *Le Journal* du 21 mars 1917) :

Le terrain abandonné par les Allemands forme aujourd'hui un vrai désert, qu'on pourrait appeler le royaume de la mort.

Die Post (de Berlin) (reproduit par *Le Journal* du 21 mars 1917) :

Le communiqué français déclare que nous avons brûlé et pillé Bapaume. On devrait plutôt nous remercier d'avoir mis en lieu sûr les objets les plus précieux.

LA GUERRE AUX CIVILS

The New-York Evening Sun (reproduit par *Le Journal* du 29 mars 1917) :

Les nécessités militaires invoquées par l'Allemagne exigeaient-elles que les arbres fruitiers fussent rasés, que les

mobiliers des maisons fussent détruits, que les édifices fussent brûlés, que les entrepôts de la commission américaine de secours fussent pillés et que les jeunes filles françaises fussent déportées? Le monde ne manquera pas de tenir compte à l'Allemagne de l'interprétation qu'elle donne à l'expression « nécessité militaire ».

Norddeutsche Allgemeine Zeitung (officieuse) (reproduit par *Le Journal* du 29 mars 1917) :

Nous ne voulons pas nier les destructions accomplies par les Allemands dans la région évacuée, nous n'en voyons d'ailleurs aucunement la nécessité.

Ces destructions ont été dictées par une dure, mais inflexible nécessité militaire. En première ligne, tous les ponts et toutes les routes ont été détruits ainsi que les voies ferrées. Les Allemands ont dû aussi abattre les forêts pour priver l'ennemi du matériel nécessaire aux constructions et aux fortifications. Les villages ont dû être détruits pour les mêmes raisons. La destruction des arbres, des champs, des jardins, des allées était tout indiquée au point de vue militaire.

Nous n'avons naturellement laissé que la population impropre au service militaire. Ce serait commettre un crime contre notre propre sécurité militaire que de laisser à l'ennemi des forces de travail qui ne sont pas moins précieuses que des soldats.

Deutsche Tages Zeitung :

Nous n'avons pas le temps ni le désir de regretter la destruction des statues et autres souvenirs historiques dans les pays évacués, parce qu'aucun bien temporaire n'a droit à l'existence, s'il constitue un obstacle sur la route vers la victoire allemande.

Berliner Tageblatt :

Les fontaines sont détruites ou rendues inutilisables. Entre l'Ancre et l'Oise, ce n'est qu'un désert immense qui pour longtemps ne pourra rien produire des choses nécessaires à la vie.

Nous avons abandonné une miette de notre gage et l'avons remis à notre adversaire dans un état qui doit lui donner à réfléchir.

Le Genevois :

Ce n'est pas, ô *Berliner Tageblatt !* les Français que Hindenburg veut amener à réfléchir, ce sont les Allemands qu'il veut empêcher de réfléchir. « Je suis le fléau dévastateur : quels comptes aurai-je jamais à rendre ? » Ainsi parle le dieu. Et Michel songe, en effet : « Nos armées se conduiraient-elles de la sorte si elles n'étaient assurées de jeter leurs adversaires à genoux ? »

L'Allemagne impériale en est donc là : pour obtenir du peuple une aveugle confiance qui lui permette de prolonger son agonie au prix de sang de millions d'hommes, elle doit aller sans cesse de bluffs sauvages en bluffs sauvages. Après la guerre sous-marine, la terre rendue chauve. Emporté par une monstrueuse folie, l'impérialisme veut épouvanter jusqu'à son dernier souffle, moins par scélératesse cynique que par nécessité de retarder l'heure de l'aveu terrible, de l'aveu d'impuissance, de l'aveu de défaite, qui va sonner au cadran de la fatalité.

N. B. — La Revue des Deux Mondes du 15 juin 1917 a publié sous ce titre : « *Emmenées en captivité pour cultiver la terre* », le journal d'une jeune Lilloise déportée. Le récit de cette infortunée, transcrit par Mme Celarié, nous révèle les angoisses, les misères, les douleurs, les tortures de ces innocentes victimes entraînées en exil loin de leurs parents et maltraitées par les brutes, dont les pires sont les officiers. Pour comprendre le supplice de ces pauvres enfants, Mme Celarié dit simplement : « Imaginez que l'une d'elles soit votre propre fille ! » Et l'on pardonnerait à ces misérables qui disent que la Kultur allemande est le modèle de la grandeur d'âme et de l'humanité ?

NANCY, IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT — JUILLET 1917

PAGES D'HISTOIRE — 1914-1917

9e SÉRIE n 2

S. R.

MEMBRE DE PLUSIEURS SOCIÉTÉS SAVANTES

HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION RUSSE

(1905-1917)

Damnati fato populi, virtute renati...
(CLAUDIEN, XXVI, 43)

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS
RUE DES BEAUX-ARTS, 5-7

NANCY
RUE DES GLACIS, 18

135

Prix : 1 fr. 25

HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION RUSSE

(1905-1917)

Il a été tiré de ce volume cinquante-cinq exemplaires numérotés, dont :

5 *sur papier du Japon* (*N*os 1 *à* 5);
50 *sur papier de Hollande* (*N*os 6 *à* 55).

PAGES D'HISTOIRE — 1917

S. R.

MEMBRE DE PLUSIEURS SOCIÉTÉS SAVANTES

HISTOIRE

DE LA

REVOLUTION RUSSE

(1905-1917)

Damnati fato populi, virtute renati...
(CLAUDIEN, XXVI, 43)

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS
RUE DES BEAUX-ARTS, 5-7

NANCY
RUE DES GLACIS, 18

HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION RUSSE

I

Lorsque Nicolas II succéda à son père Alexandre III, mort à Livadia le 1er novembre 1894, on put espérer qu'un régime modérément libéral et progressif remplacerait la politique de réaction brutale que le dernier empereur avait maintenue pendant treize ans. Cette illusion fut de courte durée. Nicolas II était bien intentionné et désirait le bonheur de la Russie ; mais il voulait qu'elle le tînt de lui seul.

Il exprima ses intentions sans ambages dans une allocution du 30 janvier 1895, adressée à une députation de *zemstvos* (assemblées provinciales) qui était venue le féliciter de son mariage avec la princesse Alice de Hesse (26 novembre 1894). Le régime autocratique devait être maintenu comme sous le règne précédent ; le désir de voir les zemstvos participer davantage à l'administration de l'Empire était relégué parmi les « songes creux ».

L'opinion russe fut reconnaissante à Nicolas II d'avoir persévéré dans l'alliance avec la France, consacrée par le mémorable séjour du tsar à Com-

piègne et à Paris (octobre 1896), et de la noble initiative qu'il prit en août 1898 de réunir la première Conférence pacifique de La Haye (mai-juillet 1899). Mais on ne voyait pas sans appréhension, dès l'été de 1898, se développer une politique d'empiétement en Asie, qui devait conduire à une rupture avec le Japon, bientôt fortifié par un traité d'alliance avec l'Angleterre (30 janvier 1902). Les tentatives violentes de russifier la Finlande (1899), les provinces baltiques et la Pologne, n'étaient pas moins en opposition avec les idées libérales que les mesures prises contre les étudiants (1899-1903), les massacres — organisés ou tolérés par la police — de juifs à Kishinev (avril 1903) et à Homel (septembre), enfin les traitements cruels infligés aux paysans, dont la misère croissante provoqua des troubles sérieux (1902-1903).

II

Le 6 février 1904, à la suite d'une longue tension diplomatique, le Japon rompit les relations avec la Russie et, dès le lendemain, ouvrit les hostilités en attaquant la flotte russe à Port-Arthur. Combattant le bras tendu, avec une organisation militaire et navale très défectueuse, une intendance brouillonne et peu intègre, la Russie subit des revers dont le dernier surtout, la destruction de la flotte à Tao-Shima (28 mai 1905), exaspéra l'opinion. Cette guerre n'était pas populaire et ne pouvait l'être, car la Russie ne poursuivait pas, en Mandchourie et en Corée, un but indispensable à son

existence et à sa grandeur ; le bruit courait que l'amiral Alexeiev et ce qu'on appelait la « coterie des grands-ducs » avaient cherché, sur les confins de la Chine, la satisfaction de leurs intérêts particuliers. Aussi, longtemps avant la paix de Portsmouth, qui, grâce à l'habileté diplomatique de Witte, mit fin sans excès d'humiliation à ce conflit ruineux (5 septembre 1905), le mécontentement de toutes les classes du pays s'était manifesté tant par des attentats individuels que par des révoltes, toujours impitoyablement réprimées.

Le vœu presque universel de la Russie était que la bureaucratie, rendue responsable de ces désastres, fût contrôlée par une assemblée élue de représentants du peuple. Cette idée n'était pas nouvelle, même en Russie ; il y avait eu plusieurs assemblées au XVIIe siècle ; Catherine II, en 1767, en avait convoqué une, qu'elle s'empressa d'ailleurs de dissoudre ; en 1809, en 1825 et à la fin du règne d'Alexandre II, il avait été question d'un Parlement russe. Mais Nicolas II et ses conseillers y étaient hostiles. Il fallut la fermentation générale, l'assassinat du général Bobrikov, gouverneur de Finlande (30 juin 1904) et celui du ministre de l'Intérieur Plehve (29 juillet) pour faire réfléchir le Gouvernement.

III

Le successeur de Plehve, prince Sviatopolk Mirsky (septembre 1904), était un homme de bonne volonté et d'idées modérées. Au mois de novembre,

sans que la police y mît obstacle, une réunion privée des délégués des zemstvos et des municipalités eut lieu à Pétersbourg, à la suite de quoi il fut décidé qu'on demanderait à la Couronne l'institution d'une représentation nationale, l'égalité des citoyens devant la loi et des garanties de la liberté individuelle. Ces vœux furent portés à la connaissance du prince Mirsky, qui était disposé à les accueillir. Mais l'empereur, sous l'influence du grand-duc Serge et surtout du procurateur du Saint-Synode, le fanatique Pobedonoszev, se contenta de promulguer un ukase (25 décembre 1904) où, tout en annonçant quelques réformes pour satisfaire les ouvriers et les paysans, il ne dit pas un mot d'un régime constitutionnel.

L'agitation, stimulée par cette déception, ne fit que grandir. Les zemstvos de Moscou et de Tchernigov s'ajournèrent *sine die*, en déclarant que le manifeste du tsar ne répondait pas aux vœux de la nation (30 décembre). Quelques jours après (2 janvier 1905), la Russie apprit avec consternation la prise de Port-Arthur. Le prince Troubetskoï, président du zemstvo de Moscou, adressa une lettre ouverte au ministre de l'Intérieur, déclarant que la Russie était à la veille d'une révolution si l'on continuait à lui refuser toute liberté. Mirsky, qui n'était pas partisan de la résistance à outrance, donna sa démission et fut remplacé par un inconnu, Bouliguine.

Une grève formidable de cent mille ouvriers, organisée par l'*Union des Unions* (analogue à la *C. G. T.* française), s'était déclarée le 16 janvier à Pétersbourg, notamment aux usines Poutilov. Le 21, un groupe de grévistes, conduit par le prêtre démocrate Gapone (probablement affilié à la police),

demanda que le tsar reçût le peuple devant le Palais d'Hiver. Mais le tsar resta à Tsarskoié-Sélo; les grévistes, pacifiques et sans armes, se dirigèrent en masse vers le palais pour y déposer une pétition. Contre cette foule inoffensive, la troupe fit usage de ses armes; les cosaques chargèrent avec furie; il y eut plus de quatre mille victimes (22 janvier). Les ouvriers, exaspérés, se portèrent alors à des violences; Gapone les enflamma par une proclamation où il disait qu'il n'y avait plus de tsar, que des flots de sang innocent le séparaient désormais du peuple. Les combats dans les rues continuèrent le 23. Le 24, une cohue de vingt mille grévistes se dirigea vers Tsarskoié-Sélo, portant une pétition au tsar; un régiment d'infanterie et une demi-batterie en firent un carnage. Le général Trepov fut nommé gouverneur de Pétersbourg, avec pleins pouvoirs pour écraser l'insurrection. Le 28, elle avait été noyée dans le sang. Mais des troubles analogues, quoique moins graves, éclatèrent à Moscou, à Varsovie, à Sosnovice. Une véritable jacquerie commença au mois de mars dans le centre et le sud de la Russie, gagna la Livonie et les provinces baltiques, puis le Caucase ; les ouvriers se joignaient aux paysans pour incendier les fabriques et les châteaux. Le 17 février, le grand-duc Serge, oncle du tsar et l'un des piliers de la réaction, était assassiné dans sa voiture à Moscou et le même jour trente mille ouvriers se mettaient de nouveau en grève à Pétersbourg.

IV

Nicolas II eut peur. Répondant, le 19 juin, à une délégation du second congrès des zemstvos, il promit de convoquer une assemblée nationale. Mais la loi qui fut promulguée à cet effet (19 août 1905) apporta une déception nouvelle aux libéraux. La future *Douma* (assemblée) devait être un simple corps consultatif, chargé d'étudier les projets de loi avant qu'ils ne fussent soumis au Conseil d'Empire ; le tsar seul pouvait les rendre définitifs. En outre, les membres de la Douma étaient à la merci du Gouvernement ; le Sénat dirigeant pouvait toujours les priver de leur mandat ; le droit de dissolution et de prorogation de la Douma était illimité.

Ce fantôme de constitution ne satisfit personne ; la Russie tout entière était comme secouée d'un mouvement fébrile. Avec de graves émeutes en Pologne (23 juin), on eut la révolte du *Kniaz-Potemkin*, cuirassé de la mer Noire ; l'équipage tua ses officiers et prit possession du navire, dont l'arrivée devant Odessa donna lieu à de violents conflits entre la troupe et le peuple ; il y eut des incendies, des pillages et des massacres (six mille victimes). Les marins de l'État à Libau se soulevèrent à leur tour (28 juin). L'escadre de la mer Noire, arrivée à Odessa pour reprendre le *Kniaz-Potemkin*, fut obligée de retourner à Sébastopol après qu'un des navires se fût joint aux insurgés. Mais ce vaisseau se rendit aux autorités d'Odessa le 3 juillet et, cinq jours plus tard, l'équipage du *Kniaz-Potemkin* capitulait dans le port roumain de Constanza. La fidélité de l'armée de terre ne s'était pas un instant démentie.

V

La situation redevint très menaçante au mois d'octobre : une grève générale, avec arrêt des chemins de fer et des postes, paralysie complète de la vie nationale, obligea le Gouvernement à des concessions. Le 30 octobre, conseillé par son ministre Witte, qui luttait avec peine contre l'influence de Pobedonostzev, le tsar publia un manifeste promettant à la Russie une Constitution, une représentation nationale, la liberté de conscience et des garanties de liberté individuelle.

Personne n'ignorait, en Russie, que ces promesses risquaient fort d'être vaines, parce que la bureaucratie, dont elles menaçaient la toute-puissance et les bénéfices abusifs, était décidée à se défendre. La première mesure qu'elle prit, d'accord avec la cour, fut de créer une milice contre-révolutionnaire, dénommée l'*Union du peuple russe* et bientôt connue sous le nom de *Cents Noirs*. Tandis que des bandes stipendiées et toujours impunies inauguraient un régime de terreur, particulièrement à Odessa (1er-4 novembre), le peuple répondait par des attentats nouveaux. Le 23 décembre 1905, Moscou se souleva et fut, pendant quelques jours, au pouvoir des insurgés. On espérait que les troupes fraterniseraient avec la foule, mais l'heure n'avait pas encore sonné : trois soldats seulement le firent, et le régiment de Rostov, sur lequel comptaient les émeutiers, se montra le plus brutal de tous dans la répression. Il y eut quinze mille victimes à Moscou.

VI

Pendant l'automne de cette année sanglante — celle de la « Révolution avortée » — plusieurs congrès de zemstvos se réunirent et donnèrent naissance aux partis politiques qui devaient être représentés à la Douma. En dehors de l'extrême-droite et des révolutionnaires (socialistes, travaillistes), on distingua désormais les *constitutionnels-démocrates* (K. D., d'où la désignation abrégée de *cadets*) et les *octobristes*, plus timides, qui acceptaient pour charte la déclaration impériale du mois d'octobre. Alors que les cadets réclamaient la convocation d'une Constituante, les octobristes se contentaient d'une extension du droit de suffrage et de la création de deux Chambres, la Douma et le Conseil d'Empire ; ce dernier, devenu Chambre haute, devait être composé par moitié de membres élus (loi du 20 février 1906).

Le 10 mai 1906, au milieu d'une émotion qui rappelait celle du 4 mai 1789 en France, l'empereur ouvrit en personne la première Douma, où les partis libéraux avaient obtenu la grande majorité des sièges (trois cents sur trois cent soixante et onze). En réponse au discours du trône, l'adresse de l'Assemblée réclama le suffrage universel, le régime parlementaire comme en Angleterre et en France, l'abolition de la peine de mort en matière politique, le lotissement des terres de l'État, de l'Église et des Communes, l'expropriation des grandes propriétés foncières, une amnistie pour délits politiques et la suppression du Conseil d'Empire, considéré comme

un foyer de réaction. Le ministre de l'Intérieur, Goremykine, repoussa péremptoirement ces demandes, sur quoi la Douma déclara que le ministre n'avait pas sa confiance (26 mai). La responsabilité ministérielle n'étant pas inscrite dans la Constitution, il y avait là comme un essai de l'y introduire. Peu de semaines après (21 juillet), l'assemblée était dissoute par ukase et Stolypine remplaçait Goremykine. Alors les cadets, se rappelant le serment du Jeu de Paume — toute la Révolution russe s'est inspirée de la Révolution française — se réunirent à Viborg, en Finlande, et publièrent, au nombre de cent quatre-vingt-un, un manifeste, déclarant que la Constitution était violée, exhortant le peuple à refuser les impôts et le service militaire (22 juillet). Le Gouvernement répondit en sévissant contre les signataires du manifeste et en instituant des cours martiales mobiles pour réprimer les tentatives de rébellion. Désormais, ce fut le règne de la police secrète, privant les citoyens de leurs droits les plus élémentaires, faisant peser sur la presse un régime monstrueux de confiscations et d'amendes arbitraires, annulant toutes les concessions faites en 1905 par la déclaration de l'état de siège et les diverses variétés du « régime d'exception ».

La première Douma, la « Douma de la colère nationale », comme on l'appela, avait réuni l'élite de la société russe intellectuelle — le savoir, le caractère, le talent. Elle ne dura que soixante-douze jours. Un an après, deux députés avaient été assassinés par les Cents Noirs, trois avaient été déportés « administrativement », huit avaient reçu défense de retourner dans leurs circonscriptions, six étaient en exil, un avait disparu.

VII

Stolypine prépara les élections nouvelles en interprétant à sa manière la loi électorale et en exerçant une pression éhontée. Le Gouvernement refusa la « légalisation » au parti des cadets, leur interdit les réunions publiques et la distribution de circulaires, au risque de favoriser ainsi les socialistes ; mais les cadets étaient plus suspects à l'administration, comme le seul parti d'opposition capable d'assumer le pouvoir. Malgré tout, la deuxième Douma, qui se réunit le 19 mars 1907, n'était guère mieux disposée pour l'autocratie que la première. La droite et les octobristes réunis ne possédaient qu'un cinquième des mandats ; les cadets restaient les maîtres, quoique diminués, et ils purent faire élire à la présidence un des leurs.

Stolypine essaya de temporiser. Le 1er avril 1907, il soumit à l'Assemblée un programme de réformes, comprenant l'émancipation des paysans du contrôle des Communes et le lotissement, à leur profit, des domaines impériaux. Mais la majorité voulait des mesures positives, non des promesses. Elle réclama la suppression immédiate des cours martiales et l'expropriation des grands propriétaires ; elle faillit refuser le contingent militaire, qui fut voté seulement grâce aux quarante voix des Polonais. Alors le Gouvernement eut recours à une basse manœuvre policière. Des agents provocateurs, déguisés en soldats, simulèrent un complot militaire, auquel ils invitèrent les députés à prendre part. Quand ces manigances eurent duré quelque

temps, sans d'ailleurs produire aucun résultat sérieux, Stolypine se présenta tout à coup devant la Douma (24 juin) et demanda l'arrestation de seize députés, la mise en arrestation de cinquante-cinq autres. La Douma renvoya cette proposition à une commission, marquant ainsi qu'elle entendait d'abord s'éclairer. C'était le prétexte cherché : deux jours après, la Douma était dissoute et un ukase fixait les nouvelles élections au 14 septembre.

VIII

Ces élections ne devaient pas avoir lieu suivant les règles fixées par la déclaration impériale d'octobre 1905. Bien que Nicolas II se fût engagé à ne pas modifier la loi électorale sans la Douma, il passa outre : l'ukase du 16 juin est un acte contraire à l'honneur. Le nombre des députés fut réduit ; la nouvelle procédure des élections, extrêmement compliquée, eut pour objet de mettre le pouvoir effectif aux mains des classes possédantes, par la formation d'une série de collèges électoraux. Le suffrage devint presque exclusivement indirect. De cette violation d'engagements solennels et de l'activité malfaisante du secrétaire d'État Kryjanovsky, il résulta que la droite eut la majorité dans la troisième Douma ; son président élu, Khomiakov, était un octobriste, mais le vice-président, prince Volkonsky, appartenait à la ligue des *Cents Noirs*.

La troisième Douma (novembre 1907 à novembre 1912) n'eut qu'une apparence d'acti-

vité. Des deux mille deux cents projets qu'elle discuta et adopta, la plupart étaient ce que les Russes appelaient « du vermicelle », de petites lois d'intérêt local ou particulier ; il y en eut très peu qui touchaient aux besoins essentiels du peuple ; la plus importante visa la suppression partielle de la propriété communale et familiale du sol, constituant une classe nouvelle de petits propriétaires paysans (21 décembre 1907).

Cette réforme, proposée par Stolypine, qui n'était pas sans astuce, avait pour but caché de créer une classe de paysans conservateurs, afin de faire échec aux tendances socialistes du *mir*, affirmées par les élections paysannes des deux premières Doumas. Dès la fin de 1912, on constatait que la réforme avait échoué ; la pauvreté de la plupart des paysans était telle qu'ils se trouvaient relativement mieux sous le régime communal. Seize pour cent seulement des chefs de familles avaient constitué en propriétés individuelles les terrains qu'ils possédaient dans le *mir*. On vit nombre de paysans, après s'être détachés de la communauté, abandonner leurs fermes en ruines pour émigrer en Sibérie ou se faire ouvriers dans les villes, ne pouvant même gagner le pain de chaque jour sur des terres de cinq à sept hectares seulement. Au bout de quatre ans, un tiers des terres reconnues comme la propriété légitime des paysans avait déjà passé en d'autres mains (1).

---

(1) Discours de Melgunov à la Douma (*Darkest Russia*, 2 juillet 1913).

IX

Délivrée pour l'instant de toute crainte comme de tout contrôle, la réaction s'en donna à cœur joie. On déclarait couramment, dans les cercles de droite, que le manifeste d'octobre 1905 n'avait rien changé, que l'autocratie était toujours libre de reprendre les concessions qu'elle avait faites. On vit un Doubrovine, président de l'*Union du peuple russe* et organisateur de *pogroms* (pillages et massacres de juifs), écrire au tsar pour le féliciter du coup d'État de juin 1907 et recevoir une réponse bienveillante ; on vit le grand-duc Constantin accepter le titre de membre de l'Union qui avait fait régner la terreur à Odessa. Amendes et suspensions pleuvaient sur les journaux ; les prisons débordaient ; la Pologne était écrasée, la Finlande systématiquement molestée ; un procès scandaleux, qui fit frémir tout le monde civilisé, tenta d'accréditer définitivement, aux dépens du juif Beïlis, l'infâme légende du meurtre rituel. Beïlis, après deux ans de détention, fut acquitté par un tribunal où les paysans étaient en majorité (10 novembre 1913) ; mais le tsar, circonvenu par Stcheglovitov, ministre de l'Intérieur, crut qu'un coupable avait échappé au châtiment, et vingt-cinq avocats de Pétersbourg furent condamnés à six ou huit mois de prison pour avoir déclaré que ce procès était « une perversion des fondements de la justice » (juin 1914).

Le seul événement heureux pour la Russie, au cours de cette triste législature, fut la conclusion

d'une entente avec la Grande-Bretagne, confirmée par la visite d'Édouard VII à Reval (9 juin 1908). Alliée désormais à la France et à l'Angleterre contre les desseins ambitieux des Empires centraux, la Russie devait subir de plus en plus l'influence des grandes démocraties de l'Occident et tourner le dos à l'autocratie patronnée par le *Junkertum* prussien.

Arrêtons un instant notre récit pour exposer brièvement, à la veille des élections de 1912, quel était, en théorie et en fait, le régime politique de la Russie.

X

Les limites que l'autocratie s'était fixées elle-même, par le manifeste d'octobre 1905, ont toujours été plus apparentes que réelles, même avant l'ukase du 16 juin 1907.

Assurément, le projet soumis en 1809 par Speransky à l'empereur Alexandre Ier avait enfin abouti : la Russie était dotée d'un conseil élu. Sans ce conseil de la nation, la Révolution de 1917 n'eût été peut-être qu'une émeute comme tant d'autres ; il n'en serait pas sorti un gouvernement régulier, fermement constitutionnel, dont le personnel a été formé à l'école des quatre Doumas.

En fait, l'autocratie et l'arbitraire ont à peine été restreints par la création de la Douma d'Empire. On lui reconnaissait le droit de voter des lois ; mais ces lois restaient lettre-morte tant qu'elles n'avaient pas été acceptées par le Conseil d'Em-

pire et par le tsar. Les députés n'étaient pas inviolables ; ils pouvaient être poursuivis pour leurs discours. Le tsar se réservait le droit de proroger la Douma et de la dissoudre ; en son absence, il pouvait promulguer des ordonnances ayant force de loi, quitte à les lui soumettre plus tard, à la placer devant le fait accompli. Le ministère n'était pas responsable devant la Douma ; interpellé par elle, il pouvait refuser de répondre ou faire défaut. La Douma ne votait qu'une partie du budget; les sommes énormes absorbées par la Guerre, la Marine, les fonds secrets des chancelleries, la liste civile, etc., échappaient à son contrôle (au total, 700 millions de roubles). Enfin, le Gouvernement pouvait avoir recours à l'état de siège, qui suspendait toutes les lois fondamentales. En Pologne, à Pétersbourg et en d'autres villes, il en fut presque toujours ainsi depuis 1905. Ce n'était là, on en conviendra, qu'une caricature du régime constitutionnel.

Le corps appelé *Sénat dirigeant*, constitué par Pierre le Grand, est une Cour de cassation, une Haute Cour de justice, qui n'a d'un Sénat que le nom. La véritable Chambre haute (depuis 1906) est le Conseil d'Empire, institué par Alexandre Ier, dont la moitié des membres est élue par différents corps, le reste étant nommé par l'empereur. Il a fallu la crise nationale de 1916 pour que le Conseil d'Empire se mît d'accord sur des questions essentielles avec la Douma ; en général, il lui a fait contre-poids ou opposition.

Le Saint-Synode, créé en 1721, est préposé au gouvernement de l'Église russe orthodoxe. Le procurateur (laïc) représente le tsar, qui est à la fois chef de l'armée, de l'Église et du peuple ; il

préside un conseil comprenant des métropolitains et des évêques. Alors que les réformes de 1864 avaient aboli la procédure secrète, séparé les pouvoirs judiciaires et administratifs (du moins en théorie), la procédure secrète a été maintenue dans les tribunaux ecclésiastiques, chargés non seulement de juger le clergé, mais de prononcer dans les questions concernant les mariages et les divorces. L'église russe ne s'est jamais montrée à la hauteur de sa tâche ; elle n'a fait régner dans le pays qu'un christianisme superficiel de pompes et d'icônes, s'accommodant plutôt bien que mal, du haut en bas de la société, avec l'incrédulité libertine, l'esprit de secte et les superstitions les plus dégradantes. Les procurateurs ont été presque tous des serviteurs empressés de la réaction. L'un d'eux, Pobedonotszev, fut l'adversaire le plus résolu des réformes de Witte, qu'il accusait de rendre la Russie « nerveuse », de transformer les paysans en ouvriers socialistes, et le persécuteur infatigable des dissidents et des infidèles, en particulier des juifs dont il disait : « Un tiers se convertira ; un tiers émigrera et le reste peut mourir de faim. » Cette manière de voir avait l'approbation de Nicolas II, convaincu que l'essai de révolution de 1905 avait été l'œuvre des juifs. « C'est une calomnie, répondait l'un d'eux ; nous ne l'aurions pas conduite si mal. »

XI

Le vaste édifice de l'Empire repose surtout sur l'administration hiérarchisée ou bureaucratie, cons-

tituée à la façon d'une armée, avec des grades ou *tchines* au nombre de quatorze. On en a dit beaucoup plus de mal qu'elle ne méritait, car, après tout, elle a fait travailler une puissante machine et, en temps normal, sans trop de heurts. Mais une bureaucratie qui n'est contrôlée ni par une presse libre, ni par des corps librement élus, est fatalement vouée à l'arbitraire et à la corruption. Il faut ajouter que le recrutement de cette bureaucratie était une sélection à rebours, les éléments les plus laborieux et les plus probes se détournant d'une carrière où les vices étaient plus estimés que les vertus. Presque entièrement germanique dès l'origine — la Russie slave étant trop ignorante pour en remplir les cadres — cette bureaucratie est restée toute pénétrée d'influences allemandes qui ont contribué à la rendre suspecte, comme un corps étranger servant de régulateur au corps entier de la nation.

Une partie importante de l'administration russe est la police, dont la section politique, *okhrana*, mérite tout le mal qu'on en dit. C'est l'ancienne *troisième section* de la chancellerie impériale sous Nicolas Ier (1826), transformée sous Alexandre II (1880). La procédure de cette police est sommaire et secrète, comportant la déportation sans jugement, « par voie administrative ». Le policier russe est espion, agent provocateur, maître chanteur. On appelait familièrement « Constitution russe » ou « Ko » les pots de vins payés à la police qui permettaient seuls de vivre sans être molesté. Il n'y avait pas une ville russe, en 1913, où les juifs ne payassent à la police un fort impôt annuel. Chaque portier (*dvornik*) était affilié à la police ; il y avait des policiers déguisés en soldats et en

marins dans l'armée et la marine ; des agents très bien payés de l'*okhrana*, à Pétersbourg, appelés « observateurs de l'opinion publique », avaient mission de fréquenter les restaurants, riches et pauvres, pour y épier les conversations. Au besoin, le policier russe se fait assassin et lanceur de bombes. Comme il vit de la répression des crimes politiques, il en organise et en invente pour se faire valoir. L'*okhrana* forme un État dans l'État, également redouté en haut et en bas de l'échelle sociale. A la suite du meurtre de Stolypine à Kiev (1911), un sénateur fut chargé d'enquêter sur les actes de l'*okhrana* dans cette ville ; il incrimina un général, un colonel et un lieutenant-colonel; le Conseil d'Empire autorisa les poursuites, mais elles furent brusquement arrêtées par ordre impérial. En mars 1914, Vladimir Bourtzev énumérait trente-trois actes de terrorisme à la charge de l'agent provocateur Azev, dont le général Gérasimov était le complice ; beaucoup d'attentats dits *nihilistes* n'ont été que des exploits policiers. Ce régime de l'*okhrana* est le plus détestable qui ait jamais pesé sur un peuple ; le *Golos Moskvy* (octobriste) écrivait en février 1913 : « Le jour où la Russie secouera les chaînes de l'*okhrana* sera celui d'une seconde émancipation du servage. »

XII

Heureusement pour le pays ainsi opprimé, il a commencé son apprentissage politique et trouvé quelque soulagement à ses misères dans la pratique

du Gouvernement local, dans l'activité des *zemstvos* (assemblées provinciales) depuis 1864, et dans celle des *gorod* (villes et conseils municipaux) depuis 1870. Le mode de nomination des zemstvos favorise le propriétaire aux dépens du paysan ; mais comme la petite noblesse russe, et même la grande, n'est pas fermée aux idées de progrès, la plupart des zemstvos s'en sont inspirés dès le début. Tout en leur interdisant de s'ingérer dans la politique, la loi de 1864 leur laissait une part considérable dans les affaires locales d'un caractère économique, hygiénique, philanthropique et scolaire. Si, de 1866 à 1881, le mouvement constitutionnel en Russie parut sommeiller, cela ne tenait pas seulement aux rigueurs de l'autocratie, mais au fait que les éléments libéraux du pays tournaient leur activité vers les zemstvos (1). Des milliers de médecins, de professeurs, de femmes et de jeunes filles, au lieu de rechercher des emplois, se mirent au service des zemstvos et se dévouèrent aux paysans. On vit un prince Orlov, jeune secrétaire d'État, sacrifier sa carrière pour se faire le statisticien du zemstvo de Moscou, qui devint et resta un modèle. Un professeur de la même ville, Ratschinsky, quitta sa chaire pour enseigner à lire aux enfants des paysans. Malgré le mauvais vouloir des gouverneurs, ces réformateurs pacifiques créèrent en vingt ans une vie locale intense, nourrie d'aspirations constitutionnelles.

Dès 1867, le pouvoir tenta de paralyser les zemstvos, surtout en ce qui touchait l'organisation des écoles et des bibliothèques. En 1874, on leur interdit toute initiative en matière d'enseigne-

(1) *Darkest Russia*, 18 juin 1913.

ment. Blessés, mais non découragés par ces chicanes, les membres les plus actifs des zemstvos constituèrent une ligue secrète, *Zemski-Sobor*, dont l'objet était la réforme du pays sans révolution. En 1878, les zemstvos commencèrent à cet effet une campagne de pétitions ; Alexandre II en fut touché et, sur son ordre, le ministère rédigea un projet favorable dont les zemstvos furent informés. Il s'agissait de créer une haute Commission consultative comprenant les grands dignitaires de l'État et les délégués des zemstvos. L'empereur trouva que c'était trop et refusa. En mars 1882, le comte Dimitri Tolstoï rejeta en bloc les pétitions des zemstvos, ferma leurs écoles, remplacées par des écoles confessionnelles, et tenta de les réduire à l'état de corps consultatifs, sous le contrôle permanent des gouverneurs. Le Conseil d'Empire jugea ce projet trop réactionnaire et l'amenda. Une nouvelle loi (1890) augmenta dans les zemstvos les privilèges des nobles et des représentants de l'État ; les communes rurales furent privées du droit de nommer des délégués, mais durent se contenter de présenter des candidats entre lesquels choisissait le gouverneur. Tout cela n'étouffa pas le mouvement.

La famine de 1891, le choléra de 1892 rendirent l'intervention des zemstvos indispensable ; ils s'acquittèrent admirablement de leur lourde tâche. Si Plehve les combattit tant qu'il put, Witte, le ministre le plus intelligent qu'ait eu la Russie contemporaine, les traita avec égards. La guerre russo-japonaise et la bombe qui tua Plehve marquèrent le début, sous le ministère Sviatopolk Mirsky, d'une ère de confiance et de bon vouloir. Un congrès de zemstvos se réunit à Pétersbourg,

comme nous l'avons vu, en novembre 1904 ; les résolutions qu'il vota contribuèrent aux réformes de 1905. Pendant la guerre avec le Japon, l'union des zemstvos et des municipalités, dite *Zemgor* (de *zemstvo* et de *gorod*), rendit, sur le front et à l'arrière, des services que le général Kouropatkine apprécia hautement ; sous l'énergique impulsion du prince Lvov, futur président du gouvernement provisoire de 1917, ils suppléèrent aux lamentables défaillances de l'intendance et des services hospitaliers. Lvov avait organisé l'union des zemstvos, dès avant cette guerre, pour lutter contre les famines et les épidémies ; en Mandchourie, il dirigea une véritable armée de dix mille travailleurs.

Au cours de la guerre commencée en 1914, Lvov se montra un administrateur de premier ordre : fort de la confiance des zemstvos et municipalités, qui voyaient en lui l'expression la plus haute de la conscience du pays, il organisa le transport des blessés, les dépôts de vivres, la construction des abris provisoires, l'achat des chevaux et du matériel, la fabrication des munitions et des armes ; débordée et incapable, en proie à des bandes de fripons, l'administration dut s'adresser à lui, solliciter son aide. Ainsi se vérifia la phrase qu'il avait écrite dans un des *Bulletins de l'Union des zemstvos* : « Dans la guerre nationale, le peuple lui-même doit devenir son intendant et toute la Russie un arsenal. »

XIII

Le vice le plus grave de l'autocratie, c'est de n'être jamais qu'une apparence. En réalité, tout pouvoir trop lourd se partage ; dans le régime autocratique, ce sont des irresponsables qui en prennent la meilleure part et l'exercent à leur profit. La Russie, comme beaucoup d'autres monarchies, a vu le pouvoir effectif aux mains de favorites ou de favoris, suivant le sexe du souverain régnant. Sous Nicolas II, on eut le spectacle nouveau d'un pouvoir mystérieux exercé par des charlatans qui s'imposèrent au couple impérial dans l'intérêt supposé de la dynastie.

Nicolas II, marié en 1894 avec Alice de Hesse (Alexandra Feodorovna), qui ne se convertit pas sans résistance à l'orthodoxie, attendit dix ans un héritier mâle, le grand-duc Alexis. En 1895, 1897, 1899 et 1901, l'impératrice mit au monde des filles. Comme les médecins consultés n'y pouvaient rien, on eut recours aux empiriques ; dès 1896, pendant son séjour en France, l'impératrice pria le Président du Conseil, puis le Président de la République lui-même, de conférer le titre de docteur en médecine à un certain Philippe, coiffeur lyonnais, qui était devenu fort influent à la cour. Le refus poli qui lui fut opposé surprit vivement la souveraine. Un peu plus tard, Philippe, ayant prédit une grossesse qui se trouva n'être que « nerveuse », fut disgrâcié ; mais il ne manquait pas de charlatans pour tenir sa place. Le césarévitch était de santé délicate ; on racontait qu'un

accident (ou un attentat mystérieux) le privait de l'espoir de perpétuer la dynastie ; s'il mourait tout jeune, comme il y avait apparence, le trône passait au frère du tsar, le grand-duc Michel, favori de la mère de Nicolas II et détesté de l'impératrice. Celle-ci paraît avoir été égarée par sa tendresse maternelle, doublée d'un immense orgueil. Non seulement elle désirait ardemment que son fils vécût, mais que l'héritage du pouvoir autocratique lui fût transmis tout entier. On a affirmé, mais d'autres ont contesté ses sympathies obstinées pour l'Allemagne, son aversion pour tout ce qui était russe (1). L'histoire se contentera probablement de reconnaître, à l'origine de ses funestes erreurs, l'hypertrophie d'un sentiment légitime, exaspéré par la crainte des attentats et du flot de libéralisme qui montait.

XIV

Deux évêques intrigants, Hermogène et Théophane, avaient introduit à la cour un moine nommé Iliodor qui, depuis 1907, s'était distingué comme fauteur de *pogroms*. Iliodor, devenu puissant et passant pour saint, protégea à son tour un paysan sibérien nommé Grigori Novykh, qui avait adopté le « nom d'humilité » de Raspoutine, c'est-à-dire « le dissolu », en souvenir des égarements de jeunesse qu'il se reprochait. Ceux qui le

(1) La faveur dont jouirent Iliodor et Raspoutine prouve, semble-t-il, que ce grief n'était pas fondé.

poussèrent le plus efficacement agirent, dit-on, en haine d'Iliodor et d'Hermogène, dont certains personnages de la cour voulaient se débarrasser. Une dame d'honneur de l'impératrice, très liée avec elle, Mme Wyroubov, semble surtout avoir fait la fortune de Raspoutine. Il professait un mysticisme banal, écho lointain du gnosticisme égyptien, et se disait naturellement inspiré de Dieu, investi par lui du don des miracles. A la fin de 1912, peut-être sous l'influence de Raspoutine, qui commençait à être considérable, le Saint-Synode mit Hermogène à l'écart ; sur quoi Iliodor, que Raspoutine haïssait après s'être servi de lui, sortit de l'Église et demanda publiquement pardon aux intellectuels et aux juifs d'avoir ameuté les foules contre eux. Emprisonné dans un couvent, il parvint à s'échapper et gagna les États-Unis, où il est encore (1917).

Comme le bruit courait que la santé du césarévitch dépendait des prières et des exorcismes de Raspoutine et que beaucoup de grandes dames, se disputant son appui, répondaient par leurs faveurs à la sienne, il devint, malgré son ignorance et ses mœurs relâchées, une autorité dans l'État. Les ministres, les évêques, les chefs de service s'inclinaient devant lui, obéissaient à ses recommandations ; même Witte, assure-t-on, désirant revenir aux affaires, crut opportun de lui faire sa cour.

En février 1912, l'opinion fut saisie de ce scandale ; le Gouvernement défendit aux journaux de nommer Raspoutine. Pourtant, le *Golos Moskvy* publia une protestation d'un théologien réputé contre le paysan thaumaturge ; la feuille fut confisquée, mais l'article eut un écho à la Douma :

« La sainteté de l'autel et celle du trône sont en péril, s'écria Goutchkov ; c'est un ulcère qui dévore le cœur du peuple ! » Raspoutine s'éloigna, mais en proférant des menaces ; un malheur allait frapper la famille impériale si elle ne continuait pas à prier avec lui. Effectivement, l'héritier du trône tomba malade ; la Douma ayant été prorogée dans l'intervalle, on rappela en hâte Raspoutine ; l'enfant guérit (1).

Deux ans après (avril 1914), l'évêque André d'Oufa attaqua violemment l'aventurier. Il dit que les faux prophètes étaient un signe de la décomposition nationale et rappela que les gouverneurs de provinces avaient autrefois recherché la faveur d'Iliodor, malgré sa notoire inconduite. Le nouveau faux prophète ne porte pas de froc (Raspoutine ne fut ordonné qu'en juin 1914), mais il est d'autant plus dangereux que le loup a revêtu la peau d'un agneau. Cet homme, à qui l'on devrait refuser les sacrements, a l'impudence de jouer le rôle d'un dispensateur des biens terrestres. « Il m'a offert à moi-même, poursuivait l'évêque, une des situations les plus enviables si je répondais affirmativement à sa question : « Croyez-vous en « moi ? » Je lui répondis que je le croyais un parfait charlatan. Si ce misérable est en faveur auprès de la haute société, c'est qu'elle a fait moralement banqueroute. »

Tous les jours une file d'équipages amenait chez Raspoutine des femmes du monde, des fonctionnaires, des solliciteurs. D'étranges histoires couraient sur ses amours infatigables, sur les bains qu'il faisait prendre, sous ses yeux, à ses péni-

(1) *Gazette de Francfort*, 24 juillet 1914 (*Wochenblatt*).

tentes, sur les châtiments purificateurs qu'il leur infligeait. « Ce n'est que par moi qu'on peut être sauvé, déclarait-il. Pour cela, il faut qu'on se confonde en moi, corps et âme. Tout ce qui vient de moi est la lumière qui délivre du péché. » L'Église romaine, à côté de beaucoup d'innocents, a frappé plus d'un Raspoutine ; lorsque l'Inquisition d'Espagne sévissait contre les confesseurs *solicitantes y flagelantes*, elle avait des avantages sur le Saint-Synode russe, qui sut tout et qui ferma les yeux.

Il est probable que l'imagination s'est donné toute licence pour attribuer à Raspoutine plus de méfaits qu'il n'en a pu commettre ; mais ce qui est sûr, c'est que ce robuste moujik, aux yeux bleus sombres, aux mains agiles et fines, exerçait, sur les femmes du monde comme sur les paysannes, une étrange et périlleuse fascination. La princesse Lucien Murat a dit de lui : « On l'aurait pris pour un homme des bois ; mais il parlait d'amour comme un séducteur » (1).

Au mois de juillet 1914, une femme tenta de l'assassiner, soit pour venger Iliodor, soit par quelque rancune amoureuse. Raspoutine lui-même, plus tard, essaya de faire assassiner Milioukov ; mais le drôle chargé du coup eut peur et avoua. On se hâta d'étouffer l'affaire. Nous verrons plus loin le rôle de Raspoutine pendant la guerre de 1914 et sa fin tragique, qui précéda et annonça celle de ses maîtres. Les destinées d'un grand Empire, celles même de la liberté du monde, furent

---

(1) *Figaro* du 31 mars 1917 (POLYBE). Voir aussi LINDENLAUB dans le *Temps* du 2 janvier 1917, et les lettres d'un grand-duc publiées par F. MASSON dans l'*Echo de Paris*, 10, 17 et 24 avril 1917.

un long moment à la merci d'un illuminé vénal. Les pires ennemis de l'autocratie russe n'auraient pu rêver pour elle une fin plus lamentable, une chute plus honteuse : la dynastie de Catherine II et d'Alexandre Ier finissait entre les mains non d'un Potemkine ou d'une Barbara de Krüdner, mais d'un paysan perverti.

XV

L'extrême-droite comptait que les élections pour la quatrième Douma, où la pression gouvernementale, exercée par le ministre de l'Intérieur Makharov, dépassa toute mesure, lui assureraient une énorme majorité. Une bonne moitié des électeurs ne purent prendre part au vote, ayant été convoqués trop tard ; beaucoup de paysans furent invités à voter dans les villes, ce qui les aurait obligés à perdre cinq jours de travail. On savait que les députés de la droite avaient presque tous été nommés par suite d'accords à l'amiable entre les gouverneurs et les évêques (1). L'événement démentit les prévisions. La Douma se trouva presque impuissante par suite de l'absence d'une majorité. Nombre de députés paysans et même ecclésiastiques, élus comme réactionnaires avec l'appui du gouvernement, passèrent à l'opposition. Les grands caractères, les hommes politiques énergiques et probes se trouvaient, cette fois encore, parmi les cadets, dont le chef était Miliou-

1. Discours de Roditchev.

kov, ancien professeur aux Universités de Moscou et de Chicago, longtemps en exil, estimé et écouté toujours. Parmi les travaillistes, le plus remarquable des nouveaux élus était A. Kerensky, député de Saratov. Agé de trente ans, connu par un remarquable rapport sur la répression sanglante de la grève des mines de la Léna, il appartenait à une famille noble et était le gendre d'un sénateur de Kazan. Une passion intense pour la liberté et la justice l'avait jeté dans les rangs de l'extrême-gauche. « Ses discours à la Douma ont été fort remarqués, écrivait un journaliste, le 12 février 1913 ; on entendra beaucoup parler de lui. » A côté de Kerensky on signalait comme un homme d'avenir le député caucasien Tchkheidze, seul survivant de la troisième Douma parmi les démocrates socialistes.

XVI

Dès la fin de la première session (28 décembre 1912), la Douma réclama, par cent trente-deux voix contre soixante-dix-huit, la coopération du Gouvernement et du pouvoir législatif pour faire respecter dans son esprit le manifeste impérial d'octobre 1905. Les élections municipales de Pétersbourg, qui se firent à cette époque, balayèrent la majorité de droite et donnèrent les deux tiers des mandats à l'opposition.

Bien que la Douma ait accueilli avec loyalisme un nouveau manifeste du tsar (6 mars 1913), où le souverain, commémorant le troisième centenaire

de la dynastie des Romanov, ne renouvelait aucune de ses promesses libérales de 1905, il se trouva dans cette assemblée cent quarante-six députés contre cent treize pour se plaindre, le 18 juin, des mesures oppressives restées en vigueur, malgré le complet rétablissement de l'ordre, de la discorde entretenue à plaisir entre les diverses nationalités, des obstacles apportés au développement du Gouvernement local. « La Douma attire l'attention du Gouvernement sur ces faits et demande avec insistance que les réformes promises soient exécutées dans un esprit libéral. »

Deux ministres surtout, Stcheglovitov (Justice) et Kasso (Instruction publique), dignement secondés par Sabler (Saint-Synode), accumulaient les illégalités et les dénis de justice. Kokovtsev, plus intelligent et plus honnête, était impuissant à les contenir, car ils disposaient d'appuis puissants en haut lieu.

En présence de ces provocations incessantes, l'effervescence populaire se manifestait non plus par des émeutes, mais par des grèves, souvent politiques plutôt qu'économiques, où les habitants des grandes villes soutenaient les grévistes. De un million cinquante et un mille en 1905 (la première année où les grèves aient été autorisées), le nombre des grévistes était tombé à quarante-six mille six cents en 1910; en 1913, il y en eut près d'un million, dont cent mille d'un coup à Pétersbourg (19 novembre). Les délégués des municipalités, réunis en congrès à Kiev (octobre), allaient voter à la presque unanimité une motion très hostile au Gouvernement lorsque le chef de la police ordonna à l'assemblée de se dissoudre. Les octobristes, de plus en plus indépendants, se

prononcèrent nettement, vers la même époque, contre le Conseil d'Empire et déclarèrent que la politique intérieure de la Russie était en opposition absolue avec le manifeste de 1905. Ils n'estimaient pas que le Gouvernement fût disposé à se conformer aux intentions impériales et se réservaient de le combattre par tous les moyens légaux.

En dépit des protestations réitérées des libéraux contre la russification de la Finlande, les persécutions y furent encore aggravées. Vingt-trois membres de la Cour d'appel de Viborg furent condamnés à seize mois de prison et à la privation de leurs droits pendant dix ans pour avoir fait obstacle à une loi russe de 1912 concernant les droits des Russes en Finlande, loi qui n'avait pas été votée par la Diète finlandaise et qui, par suite, ne les obligeait pas (27 janvier 1913).

XVII

La direction des Affaires étrangères appartenait, depuis 1910, à un homme intelligent et honnête, Sazonov. Pendant la seconde guerre balkanique, malgré l'agitation créée par les slavophiles, il maintint le principe de l'action commune des grandes Puissances, à l'encontre de toute initiative de l'une d'elles. Pour conserver la paix, il consentit à la cession de Scutari aux Albanais, exigée par l'Autriche, et n'hésita pas à tancer vertement le roi de Monténégro qui risquait, par son obstination, de mettre le feu à l'Europe. Le premier ministre, Kokovtsev, n'était pas moins pacifique, espérant

encore que toutes les difficultés dans les Balkans pourraient être résolues par le concert des Puissances, par l'accord de l'Autriche-Hongrie et de la Russie. La Russie libérale était pacifique comme son gouvernement ; elle était surtout préoccupée de sa situation intérieure, dont l'acuité fut encore accrue pendant le premier semestre de 1914. Lors du jubilé de l'institution des zemstvos (janvier 1914), l'empereur se plut à reconnaître les services rendus par ces assemblées, mais ne dit pas un mot laissant espérer que les pouvoirs de la bureaucratie et de la police seraient restreints, ni que le mode d'élection des zemstvos serait réformé. Au banquet qui termina les fêtes du jubilé à Pétersbourg, Milioukov, s'adressant aux octobristes, prononça des paroles presque menaçantes : « S'il entrait dans l'esprit d'un autre Yuan-Shi-Kai de remplacer la représentation nationale par quelque organe administratif, alors nous serions unanimes à sentir et à agir en citoyens. »

Kokovtsev, qui avait tenté de « boycotter » la Douma, bien que suspect lui-même de libéralisme, fut remplacé le 11 février par Goremykine, homme fort âgé et fatigué qui se définissait lui-même « une pelisse passée de mode dont on se souvient seulement un jour de froid ». Il devait laisser le champ libre aux extrêmes réactionnaires de son cabinet, Maklakov, Stcheglovitov et Kasso.

XVIII

Le gouvernement prohiba le célébration du centenaire du poète national de l'Ukraine, Taras

Shevtchenko, ce qui provoqua de vives réclamations à la Douma. « Il y a certainement, dit Milioukov, un mouvement ukrainien, et qui ne peut être arrêté ; mais il s'agit de savoir si vous voulez vous en faire un ami ou un ennemi. Les vrais séparatistes sont les persécuteurs, qui font le jeu de l'Autriche. Si les Ukrainiens sont convaincus qu'ils n'ont rien à espérer de la Russie, ils chercheront leur salut ailleurs. Voulez-vous que le centenaire de Shevtchenko soit célébré en Russie, où il y a trente millions d'Ukrainiens, ou en Autriche, où il y en a cinq millions? » La Douma donna raison à Milioukov.

Au mois de mars, le professeur Baudouin de Courtenay, conseiller d'État, fut condamné à deux ans de prison pour avoir publié, en 1912, un opuscule en faveur d'un système fédéral de gouvernement. Mis en liberté provisoire sous caution, il fut l'objet d'ovations et reçut des félicitations de toute la Russie.

Peu après, les grèves politiques reprirent à Pétersbourg; le 26 mars, il y eut soixante-dix mille grévistes, auxquels s'associèrent les étudiants. Une note officieuse déclara que les grèves prenaient de plus en plus un caractère politique et que le gouvernement aurait recours à des mesures sévères pour les réprimer.

La réaction alla si loin que les poursuites furent intentées contre le député Tchkheidze pour un discours prononcé par lui à la Douma (avril). Le 9 mai, Milioukov avertit la Douma que le Gouvernement préparait un coup d'État à l'aide de ses auxiliaires favoris, les *Cents Noirs*. Le 11, il fut question ouvertement de l'influence de Raspoutine, qui faisait nommer des évêques à son gré et que les plus hauts représentants du clergé accueil-

laient avec déférence chaque fois qu'il se présentait dans une ville, « alors que son nom est associé aux vices et aux crimes les plus infâmes », disait le prince Mansyrev, député cadet. Le procès Beïlis donna lieu aussi à des scènes violentes (mai 1914) : « Vous avez laissé échapper le vrai coupable, dit Milioukov, et vous avez tenu pendant deux ans un innocent en prison ! » Le tumulte qui s'ensuivit eut pour résultat la démission du vice-président progressiste, qui fut remplacé, à la presque unanimité, par l'octobriste Protopopov. C'était un homme d'origine modeste, enrichi par son mariage et par des entreprises industrielles ; il était maréchal de la noblesse de Samara et semblait acquis aux idées libérales dont il devait si prestement se détourner plus tard.

On n'attaqua pas avec moins de violence le ministre de l'Instruction publique, Kasso, qui restait en fonctions grâce à son rôle de bas policier et malgré les scandales de sa conduite. « Les favoris de ce ministre, dit Novokov, sont des ignares ; l'un d'eux, employé à Novorossysk, se plaît à initier les jeunes filles aux attraits du *Décaméron* et aux questions traitées dans les livres catholiques à l'usage des confesseurs. Nous pensons, concluait l'orateur, que le peuple russe secouera bientôt le joug honteux qui l'opprime et que les générations futures seront préservées du pouvoir irresponsable d'un ministre qui préfère des espions et des cabinets particuliers à la cause sacrée de l'instruction populaire, d'un ministre dont la conscience est marquée d'une tache indélébile par le jeune sang que sa perversité a fait couler » (allusion à une affaire de mœurs qui, sous tout autre régime, aurait fait chasser Kasso de l'administration qu'il dirigeait).

Un blâme contre le ministre fut voté par 143 voix contre 84.

Le ministre de la Guerre, le néfaste Soukhomlinov, ne fut pas moins maltraité ; on dénonça (juin 1914) les caprices de l'avancement, les gaspillages et les vols de l'intendance. La moitié des chaussures fournies à l'armée étaient inutilisables ; quarante-cinq pour cent des chevaux achetés devaient être réformés presque aussitôt ; alors qu'il n'y avait que trois cent trente généraux en France, la Russie en payait seize cent cinquante-sept, la plupart ignorants et n'ayant jamais rien vu de la guerre. Le ministre lui-même ne connaissait rien du service actif ; mais il obligeait les cercles militaires à s'abonner à la *Zemstchina*, feuille d'extrême-droite non seulement hostile à la Douma, mais à l'entente avec la France et l'Angleterre. Les leçons de la guerre japonaise avaient sans doute profité au matériel, mais le personnel était resté aussi mauvais.

La Douma fut prorogée du 27 juin jusqu'au 28 octobre. Les grèves se multiplièrent d'une manière alarmante. Le 2 juillet, grève de deux mille ouvriers de Poutilov ; puis, à partir du 17, recrudescence telle qu'on a pu y soupçonner plus tard les excitations d'agents étrangers. A Pétersbourg seul, il y eut cent quarante mille grévistes. Le 19, la police en arrêta plusieurs centaines, ce qui ne fit qu'accroître le mouvement. Le 22, les cosaques firent usage de leurs revolvers, tuant cinq ouvriers, en blessant un très grand nombre. A Moscou et dans le Caucase, des grèves répétées éveillaient l'idée d'un essai de mobilisation du prolétariat contre le gouvernement et attestaient, dans les classes ouvrières, un pouvoir d'organisation et de discipline

qu'on ne soupçonnait pas, ou qu'on avait cru disparu depuis 1905.

XIX

En présence de la guerre subitement déchaînée par l'Allemagne (1er août), l'« union sacrée » était partout nécessaire, mais en Russie plus encore qu'ailleurs. Elle se fit rapidement et complètement, parce que cette guerre n'avait rien de commun avec celle de 1904 : la Russie était injustement attaquée, après avoir, grâce au tsar et à Sazonov, fait l'impossible pour sauvegarder la paix. Le pays le sut ou le devina : tous les germes de guerre civile disparurent. Polonais, Finlandais, Petits Russiens, Caucasiens, tous s'unirent dans un même sentiment patriotique. On vit à Pétersbourg (dénommé peu après *Pétrograd*) cinq mille juifs, conduits par un rabbin, s'avancer vers le palais en chantant des cantiques en hébreu et l'hymne national, puis s'agenouiller pour entonner des prières ; leurs drapeaux portaient cette devise : « Il n'y a plus maintenant ni juifs ni gentils. » A l'étranger, les exilés se réconcilièrent ; ainsi l'anarchiste Kropotkine tendit la main à son vieil adversaire Plekhanov, chef des social-démocrates. « Les ennemis implacables de la monarchie, les prisonniers de la forteresse de Schlusselbourg, tous les hommes qui, depuis de longues années, avaient prouvé leur dévouement indomptable à la cause de la Révolution, prêchaient l'union autour du drapeau contre l'ennemi » (1).

(1) E. Denis, *La Nation tchèque*, 1917, p. 356. Cet article sur la Révolution russe est un chef-d'œuvre.

Tous les grévistes, au premier signal, avaient repris leur place dans les ateliers.

XX

C'est alors que le tsar prit une décision mémorable qui, avec son initiative provoquant la Conférence de La Haye, suffira, malgré tant de fautes, à honorer sa mémoire. D'un trait de plume, il supprima la vente de l'eau-de-vie, creusant un gouffre énorme dans le budget russe, mais fortifiant le peuple tout entier, à la veille des plus dures épreuves. Alcoolisée comme elle l'était, la Russie n'aurait pu se défendre contre des ennemis beaucoup mieux armés ; elle n'eût pas su davantage, le moment venu, conquérir sa liberté. La suppression de la *vodka* a été le bienfait suprême de l'ancien régime ; seule elle a mis la Russie en état de le renverser.

Dès le mois de février 1914, le tsar avait écrit, dans une lettre adressée au ministre des Finances Back : « Il est inadmissible de fonder la prospérité du fisc sur la destruction morale et économique de la grande masse des citoyens. » Witte, l'inventeur du monopole qui rapportait alors deux milliards et demi par an, en était venu lui-même à le condamner : « J'avais pensé, disait-il, donner le jour à une jeune fille ; je vois maintenant qu'elle fait le trottoir sur la Perspective Nevsky. »

Le 26 mars, ordre fut donné de supprimer la vente de l'eau-de-vie dans les gares. En août, la plupart des boutiques officielles où l'on débitait le poison

furent fermées ; le tsar annonça, au mois d'octobre, qu'elles ne rouvriraient plus. La vente des spiritueux fut également prohibée dans la Galicie conquise. Presque aussitôt, les effets économiques de la prohibition se firent sentir : ce que le peuple dépensait pour boire, il le versa désormais aux caisses d'épargne et la richesse publique s'accrut de tout ce qui était sacrifié par le fisc.

XXI

Un profond connaisseur de la Russie, Anatole Leroy-Beaulieu, avait maintes fois averti l'opinion en France que la Russie était mal préparée pour une guerre offensive et que les sympathies des cercles dirigeants étaient allemandes. Ces sympathies, accrues et alimentées par des alliances princières, par le mariage de l'empereur lui-même avec une princesse hessoise, se fondaient aussi sur la répugnance de la Russie officielle pour les pays démocratiques de l'Entente. Le journal favori des réactionnaires, la *Zemstchina*, dont le ministre de la Guerre avait rendu l'abonnement obligatoire dans l'armée, n'avait cessé, malgré le tsar et sa diplomatie, l'un et l'autre de bonne foi, de prêcher le rapprochement avec l'Allemagne, de vouer à l'exécration l'Angleterre et la France, gouvernées « par les francs-maçons et les juifs » (1). De nom-

(1) *Zemstchina*, avril 1913 : « Si nous avions des relations amicales avec l'Allemagne, qui les désire, l'Autriche, toujours battue, n'aurait pas osé se montrer si insolente à notre égard. La Russie

breux salons, à Pétersbourg, restaient des foyers d'influence et de propagande germaniques ; c'était là d'ailleurs une fort ancienne tradition en Russie où, depuis Pierre le Grand, les Allemands — à défaut d'une noblesse russe instruite et d'une classe moyenne — avaient joué un grand rôle comme militaires, diplomates, administrateurs, chefs d'industrie et ouvriers habiles. Le mouvement slavophile, dont le centre était à Moscou, et le mouvement démocratique, qui sentait l'hostilité de la Prusse et s'en méfiait, n'avaient exercé qu'une action assez faible sur les hautes régions de la société et la bureaucratie. Russifier les provinces baltiques et donner le nom de *Jouriev* à Dorpat (1893) ne constituait pas des succès sérieux pour les slavophiles, quand la capitale et le Gouvernement lui-même étaient et restaient germanisés.

Il fallut le désastre de Tannenberg (fin août 1914), ceux de la retraite galicienne et polonaise (mai-septembre 1915), pour faire comprendre au pays qu'il n'était pas seulement mal servi et volé — il le savait depuis longtemps — mais trahi.

On peut douter que le général Rennenkampf, le 26 août 1914, eût pu sauver son collègue Samsonov, égaré par de faux rapports d'espionnage, en se portant à son secours ; peut-être eût-il été entraîné dans sa défaite, la plus cruelle qu'ait subie la Russie (quatre-vingt mille prisonniers);

---

récolte ce qu'elle a semé par une alliance contre nature avec la France et l'Angleterre, dominées par les francs-maçons et les juifs. »

Ibid, décembre 1913 : « Comme l'Allemagne — qui, elle, mérite confiance — veut un rapprochement avec nous, il faudrait unir nos forces aux siennes pour écraser ces nids de punaises de la franc-maçonnerie, qui mettent en danger l'État allemand comme l'État russe. »

mais le fait que Rennenkampf ne tenta rien, battit simplement en retraite, put autoriser, dès le mois de septembre, de graves soupçons.

Puis ce fut l'affaire de Lods (25 novembre 1914), où la négligence du même Rennenkampf sauva d'un désastre deux corps d'armée allemands, enveloppés par l'habile stratégie du grand-duc Nicolas. Cette fois encore, l'opinion fut profondément troublée.

Enfin, lorsque les armées russes, attaquées en force sur la Dunajec, durent battre en retraite faute de munitions et de fusils pour armer les recrues, lorsque toute la Pologne et les forteresses du Niémen tombèrent aux mains de l'ennemi, personne n'incrimina le grand-duc Nicolas, qui montra des qualités militaires supérieures, mais personne ne douta plus qu'il était trahi, comme la Russie elle-même. L'arrestation et l'exécution du colonel Miassoyedov (mai 1915) donna une sanction officielle à ces bruits. Le général Polivanov remplaça le ministre Soukhomlinov qui n'avait cessé de dire que la Russie avait d'amples provisions d'armes, qui avait refusé des millions de fusils offerts par l'Angleterre et tout à coup avouait que les arsenaux étaient presque vides (4 mai 1915). Des dizaines de milliers de Russes, envoyés au front, durent se défendre avec des bâtons, offrir leurs poitrines nues à des pluies d'obus. Quand l'incurie se double ainsi de mensonge, elle ressemble singulièrement à la trahison.

XXII

Soukhomlinov et Miassoyedov avaient épousé deux amies; la première avait divorcé pour épouser le ministre de la Guerre. Mme Soukhomlinov était, dès avant la guerre, en relations étroites avec l'Autrichien Altschiller, fournisseur attitré par lequel il fallait passer pour obtenir des commandes, toujours réservées à des Allemands.

A la Douma, en 1913, on avait déjà révélé l'infamie des marchés que consentait le ministre de la Guerre. On dit plus tard que Soukhomlinov s'était enrichi, qu'il avait acquis des propriétés importantes ; ce qui est sûr, c'est que son ministère était devenu un nid d'espions et que si parfois on en arrêtait un, l'ordre venait de le relâcher aussitôt.

Quant au colonel Miassoyedov, il appartenait à l'*okhrana*. Après avoir opéré en Finlande, il occupa longtemps un poste de confiance à Wirballen, sur la frontière prussienne; des relations intimes se nouèrent entre lui et les nobles prussiens du voisinage ; on disait même qu'il avait chassé avec Guillaume II dans la forêt de Rominten. Pendant la guerre il fut attaché à l'état-major du grand-duc Nicolas ; il n'y avait pas de secrets pour lui. Les Russes mirent du temps à s'apercevoir que l'ennemi connaissait tous leurs desseins ; la révélation leur vint de l'État-major français, instruit, dit-on, par une lettre trouvée sur un officier allemand. Pour s'édifier, le grand-duc fit semblant de préparer une manœuvre importante ; les Allemands agirent

aussitôt en conséquence. La preuve était faite ; Miassoyedov fut arrêté.

Ce qu'il y a d'extraordinaire, c'est que, dès 1912, Miassoyedov était suspect de traîtrise ; l'écho de cette accusation parvint à un journal paraissant à Londres, qui s'occupait, à titre exclusif, des affaires de Russie. Voici le texte (1) :

Après la mort de Stolypine (qui l'avait privé de son emploi de chef de la gendarmerie à Wirballen), Miassoyedov réussit à obtenir une place au ministère de la Guerre, où il recevait des ordres secrets ; suivant toute apparence, sa fonction principale consistait à contrôler les sentiments politiques des officiers. M. Soukhomlinov était content de lui ; de capitaine, il le fit nommer lieutenant-colonel. *Mais les principaux officiers de l'État-major lui témoignaient une méfiance insurmontable. On lui refusait l'accès des documents secrets, ainsi que la clef du code secret officiel. A en croire une opinion répandue parmi les officiers, Miassoyedov était un espion autrichien.* L'affaire finit par être ébruitée dans la presse. Un journal du soir, *Vetchernoié Vremia*, commença une campagne à ce sujet ; mais, sauf l'assertion que Miassoyedov avait désorganisé le système de contre-espionnage, aucune accusation précise ne put être formulée contre lui.

La Russie possédait de grands établissements industriels, comme ceux de Poutilov, et son sol lui fournissait en abondance les matières premières ; pourtant, on estimait qu'elle était incapable d'armer et d'équiper ses immenses réserves. Jusqu'en août 1915, jusqu'au désastre, aucune tentative n'avait été faite pour organiser l'industrie en vue de la guerre ; tout se traitait, comme par le passé, entre le ministre et ses fournisseurs habituels — au prix de quels abus, on l'a dit à la Douma. A ce moment, sous la pression de la nécessité et

(1) *Darkest Russia*, 8 mai 1912, p. 4.

grâce à l'intelligence du général Polivanov, un changement commença. Les zemstvos, indépendants de la bureaucratie, intervinrent ; la production intérieure fut doublée, puis décuplée ; la crise était presque surmontée au mois d'octobre. Par Arkangel et Vladivostok, la Russie recevait d'énormes cargaisons, provenant d'Angleterre, des États-Unis, du Japon. Mais beaucoup de ces envois s'égaraient, disait-on, sur des voies latérales, où ils étaient abandonnés on ne savait par quels ordres ; d'autres ne répondaient pas aux besoins prévus ; d'autres, enfin, arrivaient trop tard et étaient mal répartis. Tout habitués qu'ils sont à l'incurie des bureaucrates, les Russes soupçonnaient, dans ces contretemps répétés, l'effet de mauvaises volontés actives en haut lieu. L'arrêt de plusieurs offensives, qui s'annonçaient heureuses, fut attribué à ce « sabotage » des transports.

XXIII

A la colère grandissante de l'opinion, le Gouvernement ne répondit d'abord que par la politique des *pogroms*, qu'il avait déjà adoptée comme dérivatif en 1905. Il y avait des millions de juifs en Russie et en Pologne : c'est à eux qu'étaient dus les trahisons, le défaut d'organisation, la hausse des prix. Il s'agissait de détourner l'irritation populaire sur ces malheureux sans défense, dont quatre cent mille servaient dans les armées russes sans l'espoir d'y conquérir un grade. La police aux armées s'y employa comme la police à l'arrière ; elle

incita les Polonais catholiques à faire comme elle. Miassoyedov était naturellement le plus ardent à dénoncer les juifs comme les auteurs de ses propres trahisons. Des centaines de juifs, tant en Galicie et en Pologne que dans la Russie blanche et les provinces baltiques, furent pendus sans forme de procès ; des centaines de mille furent refoulés vers l'intérieur de la Russie où, ne pouvant s'établir à cause des lois de 1881, ils étaient poussés de ville en ville comme des troupeaux ; des centaines de *pogroms*, organisés par des malandrins et la police, ensanglantèrent les quartiers juifs des villes. Toute la presse juive fut supprimée d'un coup (5 juillet 1915). Bien plus, par une illégalité monstrueuse, on prit des otages dans les communautés juives comme en pays ennemi et on les déporta — pour répondre, disait-on, de la bonne conduite des autres. Les persécutions de 1881 et de 1905 n'avaient rien été à côté de celles-là, qui firent des victimes innocentes par milliers.

Mais ces infamies ne donnèrent pas le change à l'opinion. Le comte Ivan Tolstoï, ancien ministre et maire de Pétrograd, forma un comité où entrèrent des hommes de la haute noblesse, pour venir en aide aux juifs persécutés. Plus de deux cents intellectuels et hommes politiques russes signèrent une pétition réclamant pour les juifs l'égalité civile et politique. Les journaux révélèrent que lorsque les juifs accusés de connivence avec l'ennemi étaient traduits devant des tribunaux militaires, et non pendus aux arbres, leur innocence était presque toujours reconnue. Des voix autorisées s'élevèrent à la Douma pour protester contre des excès qui diffamaient la Russie aux yeux des neutres. Les députés savaient, par les journaux des États-Unis

et de Hollande, restés libres de dire la vérité, quel tort immense ce déchaînement de fureurs faisait à la cause commune. On le dit à la Douma beaucoup plus librement qu'à Paris. « Une population entière, s'écria Milioukov, a été accusée de trahison, et cette accusation, provenant d'une source unique (Miassoyedov), était propagée par l'autorité militaire ! » (août 1915). — « Les coupables ne sont point les juifs, dit Tchkheidze, le pays tout entier l'affirme ; ce sont ceux qui se sont enrichis aux dépens de l'armée, ce sont ceux qui ont vendu la Russie, guidés par les Miassoyedov. Et si l'on veut réellement trouver les coupables, il faudra aussi faire la lumière sur le rôle du ministre de l'Intérieur Maklakov. » Parlant ensuite des quatre cents otages juifs retenus en prison : « Quelle loi de l'Empire, demanda-t-il, autorise à mettre en prison des gens dont le seul tort est de jouir de l'estime générale? Quelle loi autorise à juger et à punir des crimes inconnus? Cela nous déshonore à la face du monde civilisé, à la face des Alliés. »

XXIV

Le ministère se présenta à la Douma allégé de ses réactionnaires les plus compromis (Stcheglovitov, Maklakov, Sabler). Le nouveau ministre de l'Intérieur, Stcherbatov, était un modéré, qui s'était montré très actif dans les zemstvos ; Ignatiev, ministre de l'Instruction publique, avait des tendances libérales (juillet 1915). A la réouverture de la Douma (1er août), Goremykine tint un dis-

cours conciliant. Comme les Polonais, les autres nationalités de l'Empire avaient montré leur fidélité à la patrie ; la politique intérieure devait désormais être pénétrée de sentiments d'impartialité et de bienveillance, sans distinction de nationalité, de croyances ou d'origine. Les promesses impériales faites à la Pologne étaient confirmées. Le Gouvernement reconnaissait que l'administration de la guerre avait été débordée par les exigences de la situation et demandait lui-même la création d'un Comité de munitions, comprenant des délégués des zemstvos. Ce comité fut créé et présidé par Goutchkov, futur ministre de la Guerre en mars 1917.

Le 3 août, après la réélection de Rodzianko à la présidence, la Douma exprima par un vote la volonté de la nation de continuer la guerre jusqu'à la victoire. Des orateurs de l'opposition demandèrent la mise en jugement des officiers responsables du manque d'obus ; la même question fut traitée dans une séance secrète (le 10), à la suite de laquelle fut instituée une commission d'enquête présidée par le général Petrov.

La séance du 14 août fut extrêmement orageuse. Les orateurs libéraux dénoncèrent les brigandages de l'intendance, le refus systématique opposé par le Gouvernement aux bonnes volontés qui s'étaient offertes dès le début, l'emprisonnement des *leaders* ouvriers, la persécution des allogènes, notamment des juifs. Le cadet Adjemov rappela ces mots de Lloyd Georges (alors simple député) qu'en écrasant les troupes russes sous leurs obus les Allemands détruisaient les chaînes qui pesaient sur la société et sur le peuple. Tchkheidze dit que le Gouvernement avait fait de l'adminis-

tration des chemins de fer le règne du pillage, des pots-de-vin et de la concussion. Des révélations inquiétantes dénoncèrent la mainmise de l'Allemagne sur les banques et les industries russes ; ainsi la moitié des actions de l'usine Poutilof appartenait au groupe autrichien de Skoda, étroitement uni au groupe Krupp ; sous cette pression, l'usine avait congédié des ouvriers et réduit à cinq le nombre des heures de travail. « — Je peux citer des cas, dit encore le député Dourov, où l'armée a reçu de l'intendance du foin pourri. A plusieurs reprises, l'intendance a brûlé ses dépôts deux ou trois jours avant la retraite ; on dit dans l'armée qu'elle a voulu effacer ainsi la trace de ses méfaits. » Un membre d'extrême-droite, Pouriskévitch, rendit hommage à la fidélité de la Pologne et salua dans l'avenir la nation polonaise, autonome sous le sceptre du tsar. Une motion portant suppression de toutes les restrictions nationales et religieuses ne fut repoussée qu'à la majorité de dix-neuf voix.

A la fin du mois, des membres de la Douma et du Conseil d'Empire se réunirent afin de donner à la Russie un premier ministre énergique, à la place du somnolent Goremykine. Le congrès municipal de Moscou demanda qu'on mît aux affaires des hommes politiques connus, non d'obscurs bureaucrates. Une fois de plus, le pays se soulevait contre l'apathie et l'incapacité de l'administration.

XXV

On put croire un instant, au commencement de septembre 1915, que l'union était faite entre le tsar

et le pays. Avant de prendre le commandement en chef des armées, avec Alexeiev comme chef d'état-major, Nicolas II prononça des paroles réconfortantes. Toutes les organisations de la Russie avaient répondu à l'appel de la patrie ; le tsar répéta qu'il était décidé à poursuivre la guerre jusqu'à la victoire, à quoi Rodzianko répondit que la Russie, serrée autour de son souverain, était prête à tous les sacrifices pour briser à jamais les chaînes allemandes. Mais les causes de désaccord étaient trop profondes pour que des paroles éloquentes pussent les écarter. Une nouvelle rupture eut pour prétexte le vœu exprimé par toute la gauche de la Douma de voir enfin établir la responsabilité ministérielle devant l'assemblée. Irrité ou circonvenu, Nicolas II prorogea la Douma jusqu'au 14 novembre (16 septembre). « Le renvoi de la Douma, dit un journal américain (1), pourrait être à bon droit compté à Berlin parmi les succès allemands sur le front oriental. Le tsar vient de porter un coup à ses alliés en rompant avec les représentants du peuple. » Pendant une semaine, il y eut des grèves et des tentatives d'émeute. Puis la réaction reprit de plus belle. Le prince Stcherbatov fut remplacé par un membre de la droite, Khvostov, ancien gouverneur de Nijni ; député à la quatrième Douma, il s'était signalé à l'attention en interrompant le discours du trône par le cri retentissant : « Vive S. M. le tsar, autocrate de toutes les Russies ! » Le premier acte de ce ministre de l'Intérieur fut de proclamer la loi martiale à Moscou. Mais les élections au Conseil de l'Empire assurèrent des gains importants au bloc progres-

(1) *New-York Nation*, 1915, II, p. 371.

siste (novembre). Trepov, nommé ministre des Communications (31 octobre), passait pour un homme énergique ; toutefois, son passé l'inféodait à la réaction. En 1913, étant gouverneur de Kiev, il s'était acharné contre un groupe de sculpture, placé à l'entrée d'une exposition industrielle, qui représentait un ange penché sur un ouvrier, comme pour le protéger et le bénir. « Pur socialisme ! » s'écria Trepov ; et il fit enlever la figure de l'ouvrier — n'osant toucher à l'ange — pour le remplacer par l'écusson de la ville.

En novembre, la réunion de la Douma fut de nouveau différée. Un congrès des zemstvos et des municipalités devait s'assembler à Moscou : il fut interdit. En revanche, les congrès de la droite à Pétrograd et à Nijni furent autorisés et le ministre de l'Intérieur y envoya des représentants. Comme pour défier la Douma, on y tint les discours les plus violents : le Gouvernement fut invité à supprimer la Constitution, à rétablir l'autocratie intégrale, à museler la presse. Chose plus grave, des hommes qui avaient appartenu au Gouvernement depuis la guerre déplorèrent la politique qui avait conduit à une rupture avec l'Allemagne. Une fois de plus, les tendances germanophiles de l'extrême-droite étaient ouvertement confessées.

XXVI

Des bruits de paix coururent avec insistance en janvier 1916, bien que le tsar, passant en revue les chevaliers de Saint-Georges (le 2), eût affirmé

qu'il ne conclurait la paix qu'après avoir chassé le dernier ennemi du sol russe et en plein accord avec les Alliés. On dit que l'Allemagne avait proposé la paix à la Russie et au Japon. Le ministre des Affaires étrangères, interrogé, répondit qu'il avait simplement laissé sans réponse bon nombre d'offres de paix séparée, mais il n'en précisa ni la nature ni l'origine. Qu'il y eût, en Russie même et dans les hautes sphères, des personnes disposées à trahir l'Entente, c'est ce dont personne ne doutait plus et ce que Roditchev devait dire à la Douma en juillet 1916 : « Le parti qui défend les mesures les plus réactionnaires est formé de gens dont les sympathies vont à l'Allemagne. Ce n'est pas un pur effet du hasard qui, dès le 14 mai 1915, a fait jaillir du sein de ce parti l'aveu qu'il préférait un modeste accord avec l'Allemagne à une grande alliance avec l'Angleterre. Le Gouvernement ne peut s'appuyer sur ce parti. La guerre qui ensanglante l'Europe est tout d'abord un duel entre les idées de servitude et de liberté. »

Ce sont les idées de servitude qui firent arriver au pouvoir un homme jusque-là fort obscur, Boris de Stürmer, membre du Conseil d'Empire et protégé de la coterie Raspoutine. Il succéda le 3 février à Goremykine comme président du Conseil des ministres.

La Douma ne se réunit à nouveau que le 16, en présence de l'empereur, venu pour assister au début de la séance. Stürmer et Polivanov firent des discours patriotiques ; le premier promit des réformes dans l'administration municipale, le second vanta la réorganisation de l'armée. Sazonov tint un langage énergique : les Alliés devaient mettre fin aux appétits voraces du pangermanisme ;

la Russie tout entière voulait une Pologne autonome et non démembrée. Milioukov dit qu'il fallait empêcher les Détroits de devenir allemands, mais qu'il n'était pas nécessaire, pour cela, de les annexer à l'Empire; sur quoi la chancellerie russe publia une note réservant sa manière de voir (24 mars). Au cours des débats, Tchkheidze prononça un discours dont la censure russe interdit d'abord la publication. Il accusait d'égoïsme toutes les grandes Puissances belligérantes et déclara, au nom de ses amis socialistes, qu'il voulait une paix sans annexions ni indemnités, comme la réclamaient les socialistes allemands et autrichiens.

XXVII

La situation des libéraux était devenue très forte à la Douma, car les nationalistes modérés, le centre, les octobristes, les progressistes et les cadets y avaient formé un « bloc progressiste » disposant de deux cent trente voix contre cent vingt-trois. Ce bloc était résolument fidèle à la politique de la guerre à outrance; les sentiments contraires ne se manifestaient qu'à l'extrême-droite et à l'extrême-gauche, comme l'avait prédit longtemps à l'avance Anatole Leroy-Beaulieu.

Au commencement de mars 1916, le congrès des cadets publia un manifeste, disant que l'Europe et la Russie ne pouvaient s'incliner sous le joug du militarisme prussien, que les grandes démocraties européennes ne pouvaient sortir de la lutte affaiblies ou écrasées. La Belgique et la Serbie ne

doivent pas disparaître, la Pologne et la Lithuanie ne peuvent rester dans les griffes de l'Allemagne, l'Arménie torturée ne peut être rendue à ses bourreaux. La tâche de la victoire est d'ailleurs inséparable de celle de la réforme intérieure ; il faut, pour vaincre, réorganiser la nation.

Une révélation scandaleuse obligea Khvostov à donner sa démission. D'accord avec Stcheglovitov, il avait préparé un grand congrès monarchiste auquel devaient être invités deux mille délégués des paysans russes, dont il offrait de payer le voyage sur les fonds du ministère de l'Intérieur. Le secret fut mal gardé et l'irritation de la Douma portée à son comble quand elle sut qu'au cours de ce congrès on devait réclamer sa suppression. Stürmer remplaça Khvostov (19 mars).

Au mois de mai, des délégués russes, dont Protopovov fut le plus loquace, vinrent à Paris et tinrent des discours en l'honneur de l'Alliance. Rodzianko, président de la Douma, dit à un journaliste qu'il n'y avait pas de parti de la paix en Russie, que c'était une invention allemande (27 mai). Pourtant, des bruits singuliers continuaient à courir ; on apprit que Protopopov, revenant de Paris et de Londres par Stockholm, avait fréquenté dans cette ville un banquier allemand de Hambourg que lui avait dépêché Lucius, ministre d'Allemagne en Suède, avec des offres de paix séparée et des fonds pour lancer un nouveau journal. Nous avons déjà cité les paroles de Rodzianko, prononcées au mois de juillet à la Douma.

Le 23 de ce mois, éclata comme un coup de foudre la nouvelle d'un remaniement profond du ministère : Sazonov était remplacé aux Affaires

étrangères par Stürmer ; Khvostov devenait ministre de l'Intérieur ; Makharov, ministre de la Justice. C'était un coup de barre non seulement vers la droite, mais en dehors du sillage des Alliés. La *Nouvelle Presse Libre* de Vienne écrivit sans détours : « Stürmer est un instrument dont on peut jouer. C'est un homme qui répond au désir secret de la droite, toujours hostile à une alliance anglaise. A la différence de Sazonov, il n'affirmera pas la nécessité de détruire le militarisme allemand. »

L'opinon européenne, mal informée des forces secrètes et de la « politique Raspoutine », attribua la chute de Sazonov à la question polonaise, qui préoccupait fort la diplomatie des Alliés. Il y avait là une part de vérité. Pour satisfaire aux désirs de l'Entente, Sazonov avait préparé, au début de juillet, un projet d'autonomie complète ; dans le préambule, d'accord avec le tsar, il disait que les réformes en Pologne devaient ouvrir la voie à une réforme constitutionnelle de tout l'Empire. Stürmer exploita certainement cette phrase, avec l'appui de l'impératrice, pour incriminer le loyalisme de Sazonov. Le nouveau ministre se garda de renier les promesses impériales relatives à la Pologne, mais il chercha à temporiser, sûr de plaire ainsi à l'extrême-droite et au parti de la Cour.

A la fin de juillet, les Russes achevaient, par la prise d'Erzindjan, la conquête de l'Arménie, et l'offensive de Broussilov en Bukovine et en Galicie donnait de magnifiques résultats. On s'attendait, d'un jour à l'autre, à la reprise de Lemberg. Brusquement, l'élan des Russes parut faiblir, puis s'arrêta ; le bruit courut qu'ils commençaient à manquer de munitions, et cela était probablement exact. On ne cessait pourtant de fabriquer et

d'importer des munitions en Russie. Pourquoi n'arrivaient-elles pas à l'armée? S'il y avait encombrement des voies, pénurie de matériel, crise des transports, n'était-il pas singulier que ces fâcheux accidents vinssent paralyser, une fois de plus, un général victorieux?

XXVIII

Broussilov avait sans doute de bonnes raisons pour déconseiller à la Roumanie d'entrer en guerre ; mais il fut à peu près le seul. Le gouvernement russe et la presse à ses ordres étaient devenus très pressants : la Roumanie devait intervenir sur l'heure, ou renoncer à ses revendications (19 août). Il est avéré qu'on conseilla aux Roumains de porter leur effort sur la Transylvanie et la Hongrie ; la Russie répondait de la Dobroudja.

Le 27 août, la Roumanie déclara la guerre à l'Autriche. Elle attaqua en Transylvanie, ne laissant dans la Dobroudja que peu de troupes. La Russie n'envoya que des secours insuffisants ; une grande partie de la Dobroudja fut conquise par les Germano-Bulgares. L'attaque allemande à l'ouest de la Roumanie, vers Craïova, réussit et menaça Bucarest. A ce moment, toute l'Europe croyait qu'une grande armée russe, venant de Bessarabie et de Moldavie, allait paraître sur l'Arges. La situation des Allemands, dont la stratégie était d'une hardiesse folle, semblait très périlleuse. L'armée russe ne se montra point ; la Roumanie demanda en vain des canons et des

munitions (30 octobre) (1) ; Bucarest tomba (6 décembre) et les Allemands, avec leurs alliés, occupèrent toute la Valachie avec la Dobroudja. L'armée russe de Moldavie couvrit la retraite de la principale armée roumaine et lui permit de se réorganiser derrière le Danube (fin décembre). Une note officieuse, répondant à des bruits très répandus, démentit que l'armée russe manquât de munitions et nia également que des dissentiments graves se fussent produits entre la Russie et la Roumanie (16 décembre).

Au cours de ces fâcheux événements, si difficilement explicables par des raisons purement militaires, l'opinion russe n'avait pas été moins émue que celle des Alliés. Lorsque Protopopov remplaça Khvostov au ministère de l'Intérieur (1er octobre), les bruits injurieux qui couraient sur cet intrigant prirent une nouvelle consistance. Une sorte de conjuration patriotique s'ourdit contre lui, sous les auspices de Trepov, auquel on savait gré d'être laborieux et d'avoir achevé, au milieu de difficultés énormes, la voie de Pétrograd à la côte mourmane en mer libre. Cette fois, ce fut la famille impériale elle-même qui intervint. La veuve d'Alexandre III ne voyait presque jamais son fils et était complètement brouillée avec sa belle-fille, à cause de Raspoutine et de sa clique. Au mois d'octobre, elle rencontra Nicolas II à Kiev et eut avec lui un long entretien. Très ins-

(1) Les armes et les munitions envoyées de France et d'Angleterre étaient en abondance ; mais les trains qui les contenaient avaient été poussés sur des voies de garage à Tiraspol, Kiev, Mohilev, etc. Ordre était venu de les arrêter (*The New Europe*, 1917, p. 63 ; témoignage direct d'un Roumain, dans la *Gazette de Lausanne* du 7 avril.)

truite des affaires, restée liée avec l'actif ambassadeur de la Grande-Bretagne, sir G. Buchanan, elle demanda au tsar de constituer un cabinet responsable et de chasser Raspoutine. Nicolas II refusa. L'impératrice ne se découragea point ; elle vit les grands-ducs et s'assura de leur concours. Nicolas Michaïlovitch porta au tsar un document rédigé par les membres de sa famille, réitérant, sur le ton le plus pressant, les mêmes demandes (15 novembre) ; on suppliait le tsar de remplacer Stürmer par Trepov et d'écarter de la cour les personnages acquis à l'Allemagne, notamment Protopopov. L'entretien dura deux heures ; le tsar paraissait disposé à entendre raison. Mais l'impératrice apprit qu'il se tramait quelque chose et accourut avec ses filles à Mohilev. Quand on lui donna lecture du passage concernant Raspoutine, elle prit le papier et le jeta au feu. C'est peut-être alors que Nicolas Michaïlovitch écrivit au tsar cette lettre qui a été publiée :

« Tu m'as déclaré souvent que tu n'avais confiance en personne et que tu étais constamment trompé. S'il en est ainsi, cela est surtout vrai de ta femme qui t'aime et qui t'induit en erreur, entourée qu'elle est de personnes dominées par l'esprit du mal. »

Au premier rang de ces personnes malfaisantes était la protectrice et la protégée de Raspoutine, la dame d'honneur préférée de la souveraine, Mme Wyroubov.

XXVIII

La Douma avait repris séance le 14 novembre. Le président Rodzianko affirma très haut que la Russie ne trahirait pas ses alliés, qu'elle repoussait avec indignation toute idée de paix séparée. Le leader des groupes polonais lut une déclaration protestant contre l'acte des Empires centraux (4 novembre 1916) qui, sous couleur de libérer la Pologne, en confirmait le partage. Une fois de plus, le Gouvernement proclama le principe de la reconstitution de la Pologne entière. Là-dessus, tout le monde paraissait d'accord. Mais le tumulte commença quand Milioukov, l'ancien droitier Pouriskevitch et le comte Wladimir Bobrinsky dénoncèrent les tendances pro-allemandes des ministres. « Depuis trois ans, dit Pouriskevitch, l'emploi de l'allemand est interdit dans les lieux publics ; je demande pourtant la permission d'en prononcer trois mots : *Herr von Stürmer !* » Bobrinsky dit qu'il tenait de Protopopov lui-même que son programme de gouvernement comportait l'élimination des organisations non officielles, notamment de ces zemstvos dont l'activité permettait seule de soutenir la guerre. Milioukov lut des extraits de journaux allemands (relatifs aux bruits de paix séparée), où le nom de Stürmer était écrit à côté de celui de l'impératrice; au nombre des agents « mystérieux et funestes » qui perdaient le pays, il n'hésita pas à nommer Raspoutine. Parlant de la protection accordée par Stürmer à son secrétaire Manouilov, espion et escroc, il dit que cet

individu avait été employé par le comte de Pourtalès, ambassadeur d'Allemagne à Pétrograd avant la guerre, pour acquérir des Souvorine le *Novoié Vrémia* et le mettre entre les mains d'Allemands ; que si les vols de Manouilov restaient impunis, c'est qu'il en partageait les bénéfices avec son patron. Une tempête de vociférations et d'injures s'éleva dans l'assemblée ; Stürmer résolut de faire arrêter Milioukov.

Une manifestation imposante l'en empêcha. Les ministres de la Guerre et de la Marine vinrent à la Douma (le 18) et serrèrent ostensiblement la main de Milioukov, au milieu d'une ovation formidable. Ils félicitèrent le chef des cadets d'avoir réclamé, au nom du pays tout entier, la guerre jusqu'à la victoire.

La situation de Stürmer était devenue d'autant plus difficile que l'Angleterre, en particulier, se plaignait très vivement de lui. Non seulement il laissait sans solution précise la question polonaise, exploitée en Pologne et au dehors contre l'Entente, mais il tenait à l'écart l'ambassadeur et ne répondait pas à ses questions. Sir G. Buchanan, qui avait révélé à Milioukov les tripotages de Stürmer avec Manouilov, fit connaître au tsar — toujours trompé et de bonne foi — les procédés discourtois de son ministre. Huit jours après (24 novembre), Stürmer était nommé chambellan et remplacé par Trepov. Celui-ci se hâta de télégraphier aux ministres de l'Entente pour affirmer la volonté de la Russie de conduire la guerre jusqu'au bout.

XXIX

Trepov aurait bien voulu se défaire de Protopopov, collaborateur intime de Stürmer. Le foyer des intrigues pacifistes auxquelles furent mêlés ces deux hommes était à Stockholm, où avait été constitué, au début de 1916, ce qu'on appelait le *parti des verts*, amplement muni de moyens de persuasion. Pouriskevitch a raconté que Trepov offrit cent cinquante mille roubles à Raspoutine s'il voulait faire renvoyer Protopopov. Contre son habitude, le Sibérien refusa le cadeau. C'est qu'il touchait bien davantage du *parti des verts*, dont il était le principal agent. Il avait reçu, dit-on, comme instructions de faire tout en son pouvoir pour entretenir des troubles intérieurs dans l'Empire; les crises ministérielles des derniers temps de l'autocratie furent son œuvre, suivant le programme de ses patrons allemands.

On croit que Raspoutine avait été acheté, vers 1915, par la Bulgarie et par l'Allemagne ; on ajoute qu'il aurait introduit auprès du tsar un médecin du Tibet qui brisait sa volonté avec des drogues. Une anecdote amusante le montre intervenant auprès du grand-duc Nicolas lui-même pour diriger les opérations militaires.

— La Sainte Vierge m'est apparue et m'a dit que tu devais faire tel mouvement.

— C'est singulier, répondit le grand-duc ; elle m'est apparue à moi aussi et m'a dit que je devais te donner du pied au derrière.

Tout cela peut être controuvé. Mais il y a des pro-

pos du thaumaturge qui, attestés par des personnes dignes de foi, ont la valeur de textes historiques. A la fin de 1916, Raspoutine disait : « Je ne suis qu'un simple paysan, mais à qui Dieu a parlé. Le tsar sait que la vie de son fils unique dépend de mes prières. De grands personnages ont voulu m'écarter : je crache sur eux. L'esprit de Dieu est en moi. L'impératrice fait toutes mes volontés (elle s'était fait photographier à ses côtés). *J'ai dit au tsar que la guerre est un crime et que la guerre sera sa perte.* Il faut tout d'abord que je travaille à la finir » (1).

XXX

A la reprise des séances de la Douma (2 décembre), Trepov lut un discours patriotique, parla de la reconstitution de la Pologne et de la conquête des Détroits, indispensable à l'avenir de la Russie, comme l'avaient d'ailleurs reconnu les Alliés. Il affirma aussi le désir du Gouvernement de coopérer avec les municipalités et les zemstvos, à quoi répondirent des cris énergiques : « Nous n'en croyons rien ! » La Douma était à bon droit très mécontente de voir encore Protopopov sur le banc des ministres et en faisait porter la peine à Trepov. Pouriskevitch supplia le Gouvernement d'être aussi patriote que les ouvriers qui travaillaient aux munitions ; il conjura le tsar d'ouvrir les yeux et

(1) *Figaro* du 31 mars 1917. — On a publié des fragments de lettres de l'impératrice à Raspoutine : « Je vous aime et n'ai foi qu'en vous. Dieu veuille que nous nous revoyions bientôt. Je vous embrasse. Votre fille. » (*Journal de Genève*, 4 mai 1917.)

de ne pas permettre que les destinées de la Russie fussent dirigées par des gens à la solde de l'Allemagne. Trois jours après, le président Rodzianko, insulté par un membre de l'extrême-droite, donna sa démission, mais fut réélu séance tenante par deux cent cinquante-cinq voix contre vingt-six ; le gouvernement français lui envoya, comme marque d'estime particulière, la plaque de grand-officier de la Légion d'honneur.

Au Conseil d'Empire, alors que Trepov exhortait les partis à la concorde, le prince A.-D. Galitzine (à distinguer du futur ministre) lui demanda : « Quelles garanties pouvez-vous nous offrir contre les forces ténébreuses de l'arrière qui, à la honte de la Russie, sont personnifiées par des hommes dont les noms ont été dénoncés avec fracas du haut de la tribune? » Le Conseil vota une résolution demandant la coopération du Gouvernement avec les institutions libérales et la suppression des influences occultes et irresponsables (9 décembre). Ce vote du grand corps conservateur fut très commenté ; mais Protopopov et Raspoutine, qu'il visait directement, restèrent, l'un arc-boutant l'autre, tout puissants à la Cour.

Le 12 décembre, le chancelier allemand remit une note aux neutres, proposant d'ouvrir des négociations pour la paix. Deux jours après, une note officieuse russe, d'accord avec les chancelleries de l'Entente, dénonçait cette offre de paix sans base comme un piège. Pokrovsky, qui appartenait à l'administration des finances, fut nommé ministre des Affaires étrangères (14 décembre) et prononça presque aussitôt à la Douma un discours énergique, s'associant au refus des Alliés d'entamer des négociations dans le vide. Il renouvela ces

déclarations au Conseil d'Empire (19 décembre) et dit à des journalistes (le 26) que la Russie restait l'alliée fidèle de la Roumanie, que les deux pays ne formaient désormais qu'un seul front, tant politique que militaire (allusion probable au bruit que Stürmer avait proposé la Valachie à l'Autriche en échange d'une partie de la Galicie). Le même jour, une grande cérémonie en l'honneur de la France avait lieu à l'hôtel de ville de Pétrograd. Le 27, le tsar publia un manifeste : les Alliés n'entreront en pourparlers pour la paix qu'au moment convenable ; il faut d'abord que la Russie chasse l'envahisseur, constitue la Pologne libre, prenne Constantinople ; la tâche est immense et exige la coopération de toutes les forces du pays.

Ces déclarations pouvaient inspirer confiance, car le tsar et son ministre Pokrovsky étaient sincères ; mais les forces ténébreuses n'avaient pas désarmé et continuaient à menacer à la fois l'honneur et les libertés de la Russie.

Un congrès des comités des industries de guerre réuni à Moscou (22 décembre) s'éleva contre « un pouvoir irresponsable, mû et guidé par des agents mystérieux » et reprocha au gouvernement de paralyser les organisations qui venaient en aide aux soldats blessés, qui pourvoyaient au ravitaillement des troupes. Telle était, en effet, la politique de Protopopov, qui prétendit faire surveiller toutes les réunions par la police, ce que le congrès de Moscou n'accepta point. La Douma blâma l'interdiction du congrès des zemstvos et municipalités (26 décembre), en rappelant que le président du Conseil avait rendu hommage à leur action patriotique et que ces organisations étaient en pleine communauté d'idées avec la Douma.

XXXI

Au milieu de l'inquiétude générale, l'attention fut bientôt absorbée par un événement tragique. Le 30 décembre, le prince Youssoupov, marié à une nièce de l'empereur, réunit dans un souper « galant et funèbre », dont les détails sont encore inconnus, le grand-duc Dimitri Pavlovitch, le député Pourishkevitch, Raspoutine et quelques dames, parmi lesquelles on a nommé une princesse Radziwill, les comtesses de Creutz et de Drenteln, et une danseuse de l'Opéra, Mme Cavalli. Sur le tard, une rixe éclata : Raspoutine fut tué à coups de revolver et son corps caché dans un trou de glace près du pont Petrovsky (petite Néva), où il fut découvert le 1er janvier par des plongeurs. On raconte que l'impératrice réclama la chemise sanglante du misérable pour en envelopper son fils et que le corps fut transporté dans la nécropole impériale de Tsarskoié-Sélo, d'où il fut exhumé et brûlé dans les premiers jours de la Révolution (1). Qui peut dire ce qu'il y a de vrai dans ces macabres détails?

Deux enquêtes furent immédiatement instituées sur la mort de Raspoutine : l'une officielle, conduite par le ministre de la Justice ; l'autre clandestine, menée par Protopopov, Manouilov et leur bande. Trepov et Ignatiev se fâchèrent, menacèrent de s'en aller ; ils apprirent par le journal qu'ils étaient relevés de leurs fonctions. A la place de

(1) *Journal de Genève*, 16 avril 1917.

Trepov, on nomma un homme inexpérimenté, le prince N. Galitzine, qui eut beau déclarer : « Notre mot d'ordre, c'est *tout pour la victoire :* » Pétrograd savait que le vrai maître du gouvernement était désormais Protopopov. Il avait, dit-on, appris les « trucs » de Raspoutine, faisait parler les tables et s'en servait pour accroître son crédit. Bientôt on amenait à la cour un autre moujik, Mitia Koliaga, plus ignorant encore que Raspoutine, qui savait à peine se faire comprendre et dont la coterie comptait user comme d'un nouvel oracle auquel on ferait dire ce qu'on voudrait.

En prévision de mouvements populaires, les gouverneurs de province reçurent, au mois de janvier, l'ordre de se montrer très sévères ; on fit venir de Crimée à Tsarskoié-Sélo un régiment de Tartares dont l'impératrice était titulaire, et le général Khovalov, connu pour sa « poigne », fut nommé commandant des troupes de Pétrograd. Le Conseil d'Empire ayant montré des velléités libérales, un ukase l'augmenta de dix-huit membres, presque tous de l'extrême droite (15 janvier). Pokrovsky, devenu gênant au Pont des Chantres, fut mis en congé pour deux mois (16 janvier). La Douma et le Conseil d'Empire furent ajournés au 25 janvier, puis au 27 février, sous prétexte que le président du Conseil avait besoin d'étudier les affaires pendantes. Ainsi s'annonçait la dictature de Protopopov.

Sur ces entrefaites, l'ambassadeur de Russie en Angleterre, le vieux comte Benckendorf, était mort à Londres. Toute la presse européenne se fit l'écho de ses dernières paroles : « Une épidémie d'aliénation mentale d'espèce mystérieuse sévit dans les milieux dirigeants de Pétrograd » (20 janvier).

Makharov, ministre de la Justice, avait donné sa démission pour avoir reçu défense de poursuivre l'escroc Manouilov. Il fut remplacé par un spirite, homme tout à fait déconsidéré, le sénateur Dobrovolsky. Belaïev, un des militaires de la coterie, fut ministre de la Guerre, à la place de Chouvaïev, coupable d'avoir serré la main de Milioukov. Le néfaste Stcheglovitov, protecteur des *Cents Noirs*, fut nommé président du Conseil d'Empire (19 janvier). Back, comme Pokrovsky, fut prié de prendre un congé ; Stürmer rentra au Pont des Chantres à titre de conseiller.

Quelque déplorable que fût l'entourage de Nicolas II, sa bonne volonté et sa bonne foi ne se démentirent point. Il vivait d'ailleurs presque toujours au quartier général de Mohilev, entouré de militaires, soustrait aux influences malfaisantes qui s'exerçaient à Tsarskoié-Sélo et à Pétrograd; rien ne prouve qu'il ait jamais pactisé avec les fauteurs de la « paix allemande ». Le 20 janvier, il adressa un rescrit au prince Galitzine, où il traçait un programme vraiment national : lutte jusqu'à la victoire, collaboration avec la Douma, solution des problèmes (devenus très inquiétants) du ravitaillement et des transports. Belaïev déclara (le 24) qu'il voulait poursuivre l'œuvre de ses prédécesseurs, tirer parti de toutes les organisations — zemstvos, municipalités — pour les besoins de l'armée, mobiliser toutes les forces sociales. Le tsar institua une commission pour préparer le statut de la future Pologne (25 janvier) et fit venir au quartier général, pour conférer avec lui, le président de la Douma (28).

Le 10 février, lors de la visite des délégués alliés à Moscou, le président de l'Union commerciale

rappela que les négociants de cette ville avaient été les premiers à s'élever contre l'idée d'une paix séparée avec l'Allemagne. Le délégué anglais, lord Milner, eut une conversation particulière avec le tsar ; on dit qu'il appela avec insistance, mais inutilement, l'attention du souverain sur les intrigues qui se tramaient autour de lui par les pro-germains. Comme il se croyait, bien à tort, seul maître de la politique étrangère de la Russie, Nicolas II ne pouvait admettre qu'on attribuât à cette politique des objets qu'il ne lui prescrivait pas.

La Douma et le Conseil de l'Empire reprirent enfin leurs séances le 27 février. Dans l'intervalle, un congrès de la noblesse russe, réuni à Moscou, avait voté à l'unanimité une résolution demandant à l'empereur de se conformer aux vœux réitérés de la Douma et du Conseil, relativement aux réformes à introduire et à la formation d'un ministère possédant la confiance du pays (22 février). Peu de jours avant, le tsar avait reçu un mémoire signé de dix-sept noms les plus connus de la haute société russe, concluant à la nécessité d'une collaboration efficace du pouvoir avec les institutions législatives et les organisations populaires, dans l'intérêt suprême de la défense nationale. Du haut en bas de l'échelle, on réitérait sans cesse les mêmes vœux ; mais, tout en haut, on s'abstenait systématiquement d'en faire état.

XXXII

Le mois de mars 1917, qui devait voir l'éclosion des libertés russes, commença sous de sombres

auspices. Bien que n'ayant presque rien exporté depuis trois ans, ayant en réserve plus de cent cinquante mille tonnes de blé, la Russie était à la veille de manquer de pain, du moins dans les grands centres ; elle manquait aussi de combustible pour les usines. Cet état de choses, qui pesait durement sur les ouvriers, était dû à l'incapacité ou à la malhonnêteté de l'administration qui n'avait pas su organiser les transports ; peut-être — on le supposait du moins — désirait-elle même accroître la disette, soit pour exaspérer la population et justifier une répression inexorable, soit pour trouver un argument nouveau en faveur d'une capitulation. On remarquait d'ailleurs que le chancelier allemand, dans son dernier discours au Reichstag, avait évité de parler de la Russie et des projets allemands d'annexions vers l'est. Malgré la sévérité de la censure, on s'inquiétait à l'étranger ; la presse anglaise, plus libre que la nôtre, demandait, dès le 5 mars, que l'opinon publique des pays de l'Entente se solidarisât ouvertement avec la Douma.

Vers la fin de janvier, la police de Petrograd se montra très active, hissant des mitrailleuses sur les édifices les plus élevés, sous le prétexte avoué de combattre des attaques aériennes. Les postes de police étaient remplis de revolvers et les agents sans cesse tenus en éveil.

Le procès de Manouilov, secrétaire et complice de Stürmer, accusé d'avoir extorqué vingt-cinq mille roubles à une banque de Moscou, commença enfin à Pétrograd le 1er mars, Le 6, il fut condamné à dix-huit mois de prison et arrêté séance tenante. C'était un avertissement sévère, donné par un tribunal, au parti réactionnaire qui avait employé Manouilov et s'était efforcé de le sauver.

Peu après (le 8), le Conseil d'Empire refusait de donner suite à l'action intentée par Stürmer contre Milioukov, ce dernier étant couvert par l'immunité parlementaire (qui n'était pas formellement inscrite dans la loi).

En même temps, le bruit se répandait d'une prochaine dissolution de la Douma et d'un coup de force contre les éléments d'opposition. L'Europe occidentale était presque sans nouvelles de Russie; une atmosphère d'orage pesait sur le pays tout entier.

XXXIII

Le 7 mars, les premières grèves « de la faim » éclatèrent à Pétrograd ; on pilla quelques boulangeries. Le commandant militaire fit savoir que la troupe tirerait sur les manifestants. Comme pour en accroître le nombre, les usines Poutilov furent fermées. La situation empira du 8 au 10 : il y eut grève générale des usines et des transports; faute d'imprimeurs, les journaux cessèrent de paraître. Une foule immense, encore pacifique, regardait circuler les colonnes de grévistes ; elle se porta en masse devant la cathédrale de Kazan et y écouta des discours très violents, sous l'œil des policiers indifférents en apparence. Tout le monde crut que des policiers déguisés étaient parmi les orateurs les plus excités. Quand la foule se répandit sur la Perspective Nevsky, les cosaques reçurent l'ordre de la disperser ; mais ils passèrent en souriant à travers les groupes, élevant leurs fouets en l'air

au lieu de s'en servir. La foule applaudit. Des soldats sortirent des casernes pour appuyer les cosaques ; mais ce n'était plus l'armée prétorienne de 1905. Il ne restait, dans la capitale, que peu de soldats de métier ; presque tous étaient des soldats-citoyens, attendant leur tour d'aller au front. Ils commencèrent à fraterniser avec les grévistes et à échanger des plaisanteries avec les badauds.

La Douma, sur la proposition de Milioukov, demanda à l'unanimité que le ravitaillement des grandes villes fût confié à l'union des municipalités et des zemstvos, chargés aussi de pourvoir aux distributions. L'administration vit dans ce vote un blâme et une menace. Aussi, le jour même, le tsar, qui était au quartier général, signa deux ukases, suspendant depuis le 11 mars jusqu'à la fin d'avril les séances du Conseil et de la Douma. Protopopov se faisait fort, avec quatre mille policiers et un millier de mitrailleuses, de mettre les émeutiers à la raison (10 mars).

La journée du 11 fut décisive. De longs cortèges prirent la direction du Palais d'Hiver, avec l'intention, disait-on, d'y mettre le feu. La police tira des salves meurtrières ; mais des troupes appelées en hâte refusèrent de faire usage de leurs armes. La police exaspérée n'en tira qu'avec plus de rage ; les mitrailleuses placées sur les toits entrèrent en action et la bataille des rues commença pour durer deux jours.

La Douma était sur le point d'obéir à l'ukase et de se disperser, car l'immense majorité des députés ne voulait pas de révolution en temps de guerre, lorsqu'une délégation des trente mille soldats de Pétrograd, comprenant des régiments de la garde, se présenta pour demander des instructions. Rod-

zianko comprit, fort heureusement, que la Douma, sous peine d'être submergée et de voir triompher l'anarchie, devait prendre la direction du mouvement. « Ils l'ont voulu, dit-il ; que la Révolution s'accomplisse ! » On répondit aux soldats qu'il fallait tout d'abord en finir avec l'ancien Gouvernement, ne pas entrer en conflit avec le peuple. La Douma forma un Comité exécutif auquel fit pendant, presque aussitôt, une sorte de Comité de Salut public, élu à la hâte par les ouvriers et les soldats. Le prince Galitzine avait donné sa démission (11 mars) ; le pouvoir était donc vacant.

Au nom de la Douma, Rodzianko télégraphia au tsar que la situation était très grave, qu'il devait aviser sans délai ; il manda aux chefs militaires du front et aux amiraux qu'un Gouvernement provisoire était créé. Pendant ce temps, aidé par des soldats, les ouvriers prenaient l'arsenal des petites armes, les prisons, la forteresse Pierre-et-Paul, dont les occupants, n'en croyant pas leurs yeux, furent mis en liberté (12 mars). Le tribunal et la prison voisine sont incendiés ; la section contenant les archives de la police — perte irréparable pour l'histoire ! — flamba pendant trois jours. Les policiers sont à leur tour traqués et tués, leurs postes pris d'assaut et brûlés ; les officiers qui ne veulent pas s'associer à la révolte sont désarmés ou fusillés par leurs soldats.

Le 13, les combats dans les rues continuèrent ; des maisons, où s'étaient retranchés les policiers, furent prises d'assaut, leurs défenseurs massacrés. Les insurgés s'emparèrent de l'Amirauté ; le ministre de la Marine, abandonné de tous, fut fait prisonnier. L'école d'artillerie, le régiment des grenadiers de la garde, le régiment Préobrajenski

se rallièrent à la Révolution : Rodzianko les reçut sur le perron de la Douma et les harangua. Les anciens ministres, Galitzine, Stürmer, Stcheglovitov, Bark et beaucoup d'autres sont incarcérés dans quelques salles de la Douma ; Protopopov, plus mort que vif, se rend lui-même à Rodzianko. Soukhomlinov, aux arrêts depuis le mois de mars 1916, est conduit à la Douma ; les soldats veulent le massacrer, mais les députés les contiennent ; on se contente de lui arracher ses épaulettes. Les ambassadeurs de France et d'Angleterre se rendent au Pont des Chantres et sont acclamés sur leur chemin par la foule.

Le lendemain (14) le mouvement gagna Moscou, Kharkov, Odessa et d'autres villes ; il rencontra peu de résistance. Des troupes venant des environs de la capitale défilèrent dans les rues, aux applaudissements de la foule. Tout Pétrograd avait arboré le petit drapeau rouge, insigne de la liberté conquise. La Douma envoya deux députés à Cronstadt où, après quelques hésitations, les troupes s'étaient ralliées à l'insurrection.

Le samedi 17, une grande tempête de neige obligea les plus ardents à rester chez eux. Grâce à la trêve ainsi imposée par les éléments, Pétrograd put reprendre, le 18, son aspect accoutumé. Les journaux parurent de nouveau ; la situation alimentaire s'améliora lentement.

A cette date, le mouvement est conduit par la commission exécutive de la Douma, plus tard Gouvernement provisoire, et par un Comité dit de *Tauride*, parce qu'il siège au palais de ce nom, sous la présidence de Tchkheidze. Ce comité, très nombreux et bruyant, est formé de délégués nommés par les ouvriers (à raison de un pour cent) et par

les troupes révoltées (un par compagnie). Dès le début, il repoussa tout compromis, tout replâtrage à la façon de 1830, et insista pour la rupture complète avec l'ancien régime. Le jeudi 15, une entente intervint entre les deux comités et l'on nomma un ministère de la Défense nationale. L'expropriation des propriétaires fonciers, que réclamaient les socialistes, fut résolument écartée par le comité exécutif, mais on se mit d'accord sur d'autres points.

La rupture avec la dynastie n'avait pas été prévue par la Douma ; il est douteux que la majorité l'ait même désirée, car, élue suivant le système inauguré le 16 juin 1907, sous la pression du Gouvernement et de la police, elle ne représentait que très imparfaitement les idées des populations urbaines et des masses paysannes de la Russie. C'est cela même qui sembla légitimer au début l'action et le contrôle permanent du Comité de Tauride. Mais comme il était évident que les ouvriers et soldats de Pétrograd n'avaient pas le droit de parler pour toute la Russie, ils firent appel d'urgence aux représentants de toute la classe ouvrière et de toute l'armée. Un congrès national, formé de ces délégués, s'est terminé le 24 avril 1917 par un vote de confiance au Gouvernement provisoire et l'affirmation d'un droit de contrôle du Comité sur les actes présents et futurs de ce Gouvernement, jusqu'à la réunion de la Constituante.

XXXIV

Nicolas II était au grand quartier de Mohilev quand il apprit, le 12 mars, que les événements de Pétrograd prenaient une tournure menaçante (1). Il résolut de se rendre à Tsarskoié-Sélo, à une demi-heure de Pétrograd par chemin de fer, pour conférer avec Rodzianko. Le train impérial s'ébranla le 13 au petit jour, mais fut arrêté en route ; on annonça que la voie était aux mains des insurgés et que la garnison de Pétrograd avait fait défection. « Si le peuple le veut, dit Nicolas, j'abdiquerai et j'irai vivre à Livadia », et il ajouta en pleurant : « Pourvu que ma femme et mes enfants soient sains et saufs ! » On décida de rebrousser chemin pour gagner Pskov, capitale d'une petite république autrefois détruite par les tsars de Moscou ; le train y arriva le 14, à huit heures du soir.

Le général Roussky attendait Nicolas II à la gare. L'empereur se déclara prêt à accorder un ministère responsable. « Trop tard ! » répondit le général, qui avait été tenu au courant. Le lendemain 15, avant l'aube, Roussky put téléphoner pendant deux heures avec Rodzianko ; il rapporta sa conversation à Nicolas et lui montra les dépêches des généraux Evert et Broussilov qui, comme Roussky lui-même, conseillaient l'abdication. Nicolas II signa alors un message télégraphique adressé à Rodzianko, par lequel il abdiquait en faveur de

(1) Voir le *Temps* du 23 avril 1917, seul récit exact (d'après le journal *Retch*).

son fils. Mais ce télégramme ne fut pas envoyé, un délégué du Comité exécutif de la Douma, Choulguine, et un membre du Gouvernement provisoire, Goutchkov, ayant annoncé leur arrivée imminente à Pskov, où ils débarquèrent le même jour (15), à dix heures du soir.

L'empereur ne connaissait pas Choulguine et il n'aimait pas Goutchkov, qui avait fait les premières révélations à la Douma au sujet de Raspoutine. Pourtant, il accueillit courtoisement les deux messagers du peuple russe et leur donna audience dans son wagon, en présence de Freedericks, ministre de la cour, et du maître de la cour, général Narishkine. Le général Roussky vint se joindre à eux. Goutchkov prit le premier la parole, conseillant l'abdication en faveur d'Alexis, avec le grand-duc Michel comme régent. L'empereur expliqua qu'après réflexion il ne se sentait pas capable de se séparer de son fils et qu'il abdiquerait en faveur de son frère Michel. Les délégués acceptèrent, non sans avoir fait observer que ce n'était pas la solution prévue. Le tsar se retira dans un wagon voisin et en rapporta vers onze heures un quart (nuit du 15 mars) un acte d'abdication, auquel il consentit, sur l'observation de Choulguine, d'ajouter quelques mots, précisant que son frère Michel serait un monarque constitutionnel. L'acte fut copié à plusieurs exemplaires ; le tsar signa l'un d'eux au crayon. En même temps, pour assurer la transmission des pouvoirs, il nomma le prince Lvov président du Conseil et le grand-duc Nicolas généralissime. Puis le train impérial repartit pour Mohilev.

L'acte d'abdication de Nicolas II frappa les délégués, comme il frappa tout le monde, par la noblesse des sentiments et du style. « Nous eûmes

presque honte, dit Choulguine, du brouillon que nous avions préparé nous-mêmes. » Nicolas II n'était pourtant ni un lettré ni un grand cœur; mais sa dernière composition littéraire, comparable en cela à l'admirable testament de Louis XVI, montra que le langage d'un homme médiocre peut s'élever à la hauteur des circonstances tragiques où ses fautes et son imprévoyance sont expiées.

XXXV

Revenons à Pétrograd. La ville, pendant cette journée du 15 mars, présentait l'aspect d'un camp. Toute la population était dans les rues, fraternisant avec les soldats ; les députés haranguaient la foule et l'exhortaient au calme ; l'Entente était acclamée ; les grands-ducs libéraux (Michel, Cyrille, Dimitri) étaient l'objet de manifestations chaleureuses. Quelques coups de feu étaient encore tirés par la police, mais la plupart des agents se cachaient ou cherchaient à fuir, déguisés en ouvriers ou en femmes ; plusieurs milliers des plus braves avaient été tués ; il y avait eu deux cents victimes dans le peuple. Les membres du gouvernement précédent, jusque-là incarcérés à la Douma, furent transférés à la forteresse Pierre-et-Paul. Les généraux Roussky et Broussilov, au nom de leurs troupes, signifièrent leur adhésion au nouveau régime ; d'autres s'empressèrent de les imiter.

Enfin, après s'être mis d'accord avec le Comité de Tauride, le Gouvernement provisoire publia une proclamation décrétant une amnistie générale pour

délits politiques et religieux, la liberté de la parole, de la presse, des associations, des grèves ; l'abolition de toutes les restrictions fondées sur les différences sociales, ethniques ou religieuses ; le remplacement de la police par une milice nationale avec chefs élus ; la convocation d'une Constituante, élue au suffrage universel, dès que les circonstances le permettraient. La peine de mort, qui n'existait plus qu'en matière politique, était définitivement abolie (16 mars).

La Révolution étant accomplie, les journaux français et anglais en informèrent leurs lecteurs, sans nouvelles depuis le 8 mars. « La France, écrivait l'un d'eux, était l'alliée de la Russie autocratique ; elle reste plus que jamais l'alliée de la Russie régénérée. » Le sentiment ainsi exprimé se fit jour partout ; on n'oublia pas que le tsar Nicolas avait été le fidèle ami de la France, mais on se réjouit de voir disparaître la *camarilla* qui l'avait conduit à sa perte. « L'écran interposé entre l'empereur et les élus, dit le *Temps*, aurait pu être abattu par un acte de la volonté impériale. Il vient de l'être par un acte de la volonté nationale. En Angleterre, c'est la représentation du peuple qui a revendiqué la charge du service obligatoire et rendu possible la résolution gouvernementale provoquée par M. Lloyd George. En Russie, c'est la Douma qui signifie leur congé aux hommes et aux méthodes de paix et réclame pour la guerre un gouvernement de guerre... A l'heure où la France héroïque fait sur les champs de bataille l'admiration du monde, elle n'a pas le droit d'oublier les origines historiques de ses droits et de ses libertés. » On n'oubliait pas davantage ces origines en Russie où, du jour au lendemain, la *Marseillaise* révolu-

tionnaire, traduite en russe, devint le chant national.

XXXVI

Le Gouvernement provisoire était forme comme il suit :

Premier ministre, président du Conseil, ministre de l'Intérieur : le prince L. Lvov, l'homme le plus populaire de la Russie, l'organisateur des zemstvos.

Ministre des Affaires étrangères : Paul N. Milioukov, professeur aux Universités de Moscou et de Chicago.

Ministre de l'Instruction publique : Manouilov, professeur à l'Université de Moscou.

Ministre par intérim de la Guerre et de la Marine : A.-J. Goutchkov, ancien président de la Douma, président du Comité des munitions.

Ministre de l'Agriculture : Tchingarev, député de Pétrograd.

Ministre des Finances : Tereschtenko, député de Kiev.

Ministre de la Justice : Kerensky, député de Saratov.

Ministre des Communications : Nekrasov, vice-président de la Douma.

Contrôleur d'Etat : Godnev, député de Kazan.

Ministre du Commerce et de l'Industrie : Konovalov, du haut commerce de Moscou.

Procurateur du Saint-Synode : Lvov, député.

Ce Gouvernement, composé d'hommes intelligents et probes, se trouva confronté par une tâche immense, par des difficultés qu'accroissaient déme-

surément l'état de guerre et la désorganisation des services, œuvre néfaste du régime déchu. Tracer un tableau de son activité est encore impossible ; mais on peut classer sous plusieurs chefs les questions les plus urgentes qu'il eut à résoudre et les solutions provisoires qu'il y apporta.

XXXVII

I. — La famille impériale.

Le grand-duc Michel, frère puîné du tsar, auquel Nicolas II, par son acte d'abdication, remettait le pouvoir, n'accepta pas ce dangereux présent ; il déclara ne rien vouloir tenir que de la future Constituante, épargnant ainsi au pays, où les idées républicaines ont fait de grands progrès, le danger d'une guerre civile.

Laisser Nicolas II au grand quartier général était impossible ; on le ramena à Tsarsko-é-Sélo, où l'impératrice était restée avec ses enfants, malades de la rougeole, et où on l'y surveilla étroitement sans le molester. Le tsar était qualifié, par les officiers qui l'approchaient, de « colonel Romanov ». Il était question de l'autoriser à s'établir avec sa famille en Angleterre. Les personnages de l'entourage immédiat du tsar et de la tsarine furent éloignés du couple impérial ; quelques-uns, notamment Mme Wyroubov, furent mis en prison.

Nicolas II avait transmis ses pouvoirs de généralissime à son oncle, le grand-duc Nicolas. Bien que rallié à la Révolution, le parti avancé lui prê-

tait des projets contre-révolutionnaires ; on lui donna un commandement au Turkestan, d'où il télégraphia au Gouvernement provisoire pour affirmer à nouveau ses sentiments de fidélité. Les autres membres de la famille Romanov furent exclus de l'armée. Le général Alexeiev était généralissime ; le général Ioudenitch succéda au grand-duc comme chef des armées russes du Caucase.

Les immenses apanages de la famille impériale furent ajoutés au domaine national, en attendant que la Constituante en disposât en faveur des paysans. Les quelques millions de roubles possédés par le tsar et sa famille en Russie n'ont pas été confisqués.

On craignit d'abord, du moins dans l'ouest de l'Europe, que les paysans ne se soulevassent en faveur de la famille impériale ; mais leur dévouement pour elle s'était complètement refroidi. Ceux des paysans qui avaient travaillé dans les villes ou qui étaient en contact avec des ouvriers considéraient le tsar comme l'auteur de leurs maux ; beaucoup d'autres n'avaient pas oublié les terribles « expéditions punitives » qui, en 1905 et pendant les années suivantes, réprimèrent les essais de jacquerie.

II. — L'armée et la flotte. — La discipline.

Tant dans l'armée que dans la flotte, la Révolution provoqua quelques résistances ; mais elles furent promptement apaisées. La désertion et l'indiscipline furent des dangers plus graves. Des milliers de soldats, même au front, apprenant qu'ils étaient désormais « libres », comprirent ou

feignirent de comprendre qu'ils étaient libérés du service et rentrèrent chez eux. Cet exode vers l'intérieur fut encore accru par le bruit, partout répandu, que les apanages impériaux allaient être partagés ; il s'agissait d'arriver à temps pour profiter de l'aubaine. Le gouvernement agit par persuasion, non par violence : il fit savoir que les soldats avaient jusqu'au 14 mai pour regagner leur dépôt ou leur poste de combat. Les paysans eux-mêmes reprochaient aux soldats d'avoir déserté ; un grand nombre revinrent spontanément.

Le Gouvernement et les généraux d'armées s'opposèrent résolument à la prétention des soldats d'élire eux-mêmes leurs chefs, comme cela se faisait dans la milice urbaine, qui remplaçait la police. En même temps, on s'efforça de rajeunir et de purifier les cadres ; on remplaça beaucoup d'officiers vieillis, incapables ou réactionnaires (plus de 70 généraux) ; quelques-uns, comme Rennenkampf, furent arrêtés. A la suite d'un sanglant échec subi par les Russes sur le Stokhod, deux généraux furent destitués.

Les grades devaient être désormais accessibles à tous, sans distinction d'origine ; trois cents israélites furent admis immédiatement à l'École militaire de Moscou.

La flotte de la Baltique, un moment désorganisée par l'indiscipline des équipages, fut ramenée à l'obéissance sans effusion de sang.

Voici l'éloquent appel que Plekhanov, proscrit revenu de Suisse, adressa le 22 avril à l'armée :

L'armée a aidé le peuple à accomplir la Révolution ; l'histoire n'oubliera jamais les grands services qu'elle a rendus ; mais il est indispensable que cette belle besogne

fournie déjà par l'armée soit dignement achevée. Si la Révolution amenait l'indiscipline dans les rangs de nos soldats, ce serait le plus grand désastre, non pas seulement pour la Russie, mais pour tous les pays.

L'armée sans discipline n'est pas une armée, mais une horde sauvage et démoralisée. Les troupes révolutionnaires qui accomplissent en toute conscience leur devoir envers la patrie ne voudront pas devenir cette horde. Vous avez, citoyens, soldats et officiers, l'obligation stricte de maintenir intactes toutes les forces de la discipline, et j'espère fermement que vous remplirez religieusement cette obligation. La guerre nous a été imposée, à nous et à nos alliés, par l'Allemagne, et nous devons la mener jusqu'au bout, si pénible soit-elle. La victoire de l'Allemagne, si elle se produisait, entraverait pour longtemps notre développement et détruirait nos jeunes libertés. Or l'Allemagne vaincrait si notre armée tombait dans un état d'anarchie. C'est pourquoi je vous adjure de maintenir intégralement la discipline dans vos rangs pour sauvegarder la liberté contre tous les attentats de l'ennemi intérieur et pour délivrer la patrie de l'ennemi extérieur.

Vive l'armée révolutionnaire ! Vive la Russie !

Au même moment, le général Broussilov declarait, à son quartier général, que l'ancienne discipline avait été remplacée par une discipline moins mécanique, plus consciente des devoirs de chacun envers la patrie. Il ne pensait pas que la force des armées y eût perdu. L'avenir nous l'apprendra.

III. — Le chomage volontaire.

Un des grands dangers qui menaçaient la Russie libre était l'interruption du travail dans les usines de guerre et les prétentions extravagantes mises en avant par quelques groupes d'ouvriers. Le Gouvernement, secondé par les socialistes raisonnables, s'employa à guérir cette paralysie naissante. Non

seulement la plupart des ouvriers s'y prêtèrent, mais ils se soumirent à l'inspection de délégués des troupes du front, venus pour s'assurer que le travail s'exécutait régulièrement. Aux usines Poutilov, on décida de travailler jour et nuit ; les fabriques organisées par les zemstvos reprirent aussi leur activité.

IV. — Le ravitaillement.

L'état des chemins de fer et des routes était déplorable, les gares obstruées, les transports très difficiles. On demanda aux États-Unis, après leur entrée en guerre, l'envoi de cinq cents spécialistes pour réorganiser l'exploitation des voies ferrées. De grands efforts furent tentés dès le début pour remédier à la disette dans les villes. Le grain ne manquait pas, mais il fallait le faire arriver à destination. Au bout de trois semaines, la situation s'était améliorée et les prix avaient baissé partout. Le gouvernement avait fondé quatre cent cinq comités régionaux pour reconnaître les stocks existants, les acheter et les répartir. A Pétrograd même, on découvrit de vastes approvisionnements qui avaient, disait-on, été constitués par le précédent régime pour organiser la disette, ou par des accapareurs pour l'exploiter.

V. — Nationalités et religions.

Polonais, Finlandais, Lithuaniens, Ukrainiens, Caucasiens, musulmans et juifs, avaient tous été opprimés, bien qu'inégalement, par l'ancien régime.

Il fallait en finir avec ces persécutions d'un autre âge, dont les Russes intellectuels rougissaient depuis longtemps pour leur pays.

Le Gouvernement ne se contenta pas de confirmer les promesses faites à la Pologne. Il proclama la création d'un État polonais indépendant, formé des territoires dont la population est en majorité polonaise ; une assemblée constituante, élue en Pologne au suffrage universel, fixera la forme du gouvernement nouveau. La Pologne restera seulement liée à la Russie « par une alliance militaire libre », ce qui implique aussi sans doute l'unité de la diplomatie.

En ce qui concerne les Lithuaniens, la question est très complexe. Ils ne veulent pas être des esclaves dans une Pologne reconstituée ; ils ne veulent pas que leurs frères les Lettons continuent à être soumis aux barons baltes. Ils ne demandent pas à constituer un pays indépendant, mais à se gouverner eux-mêmes — à jouir du *home-rule*. Ce qu'on accorderait aux Lithuaniens et aux Lettons, comment le refuser aux Ukrainiens (Petits-Russiens, Ruthènes), aux Géorgiens, aux musulmans du Caucase et de Crimée, etc.? C'est le fédéralisme en perspective et cette solution n'a rien d'effrayant pourvu que le lien fédératif soit assez fort pour que l'unité nationale soit sauvegardée comme aux États-Unis (1). On peut prévoir pourtant de grosses difficultés d'application, accrues par les intérêts en conflit des divers clergés.

Pour la Finlande, il s'agissait simplement de supprimer le régime d'exception. La Finlande a été menacée dans ses privilèges, par moments aussi

(1) Cf Dewey, *New-York Nation*, 1915, II, p. 489.

brutalement persécutée ; mais sa condition est restée meilleure que celle du reste de l'Empire. La guerre, à laquelle sa population n'a pas contribué, étant exempte du service militaire, l'a énormément enrichie. Elle représente d'ailleurs la partie la plus civilisée de l'Empire russe et son développement économique est à encourager dans l'intérêt de tous.

La législation oppressive fabriquée contre les juifs depuis Catherine II fut supprimée en bloc ; l'émancipation de ces huit millions de sujets russes se fit d'un trait de plume (16 avril). L'effet de cette mesure a été immense aux États-Unis, où les ancêtres de trois millions de juifs russes et polonais (un million et demi à New-York seulement) avaient dû s'expatrier depuis 1881 et où le récit des souffrances infligées à leurs coreligionnaires entretenait un esprit hostile à l'Entente, habilement exploité par les agents des Empires centraux. En réalité, la persécution des juifs était un mal étranger, d'origine germanique, introduit par l'administration en Russie. Le *Temps* écrivait avec raison (31 mai 1915) : « Le peuple russe, essentiellement libéral et tolérant, a appris les *pogroms* à l'école de la police allemande, qui veut diviser le pays ; l'influence allemande est maîtresse dans la police. » Nous avons déjà eu l'occasion de dire pourquoi (p. 19).

VI. — La question des paysans.

La « faim de la terre » est générale parmi les paysans russes. Lors de l'abolition du servage, quarante millions de paysans reçurent des domaines à peine suffisants pour les nourrir ; ils sont aujour-

d'hui cent millions. La politique industrielle et fiscale de Witte, bienfaisante à d'autres égards, a empiré la situation des cultivateurs, car pour maintenir au dehors le cours du change russe, il fallait exporter le plus de blé possible ; on en exporta tant, qu'il n'en restait plus pour ceux qui le produisaient. De là des famines périodiques, tantôt locales, tantôt générales. On pouvait envisager quatre remèdes : 1° l'amélioration des cultures, du cheptel, de l'irrigation : mais le paysan russe (il y a soixante-dix pour cent d'illettrés dans l'Empire) est pauvre, ignorant et routinier ; son éducation, à peine commencée, sera longue à faire ; 2° l'émigration en Sibérie : elle fut encouragée, mais ne remédia pas à la surpopulation ; 3° l'émigration vers les villes : elle ne s'est déjà produite que trop sous Nicolas II ; les progrès de la mécanique ne réclament pas un grand nombre de bras, mais des cerveaux bien organisés ; le prolétariat urbain est un mal qui ne doit pas être accru ; 4° le partage de terres nouvelles, appartenant soit à la Couronne, soit aux grands propriétaires : c'est ce partage que les paysans réclament et que l'autocratie leur a toujours refusé. Dans les cercles politiques, les plus avancés demandent que les terres des propriétaires soient confisquées sans indemnité, les ancêtres des paysans actuels en ayant été dépossédés au XVIe siècle : cette méconnaissance de la prescription serait un vol. D'autres ont admis le principe, posé par la Déclaration des Droits de l'Homme, de justes indemnités, ce qui implique des difficultés financières. Le Gouvernement provisoire laisse la solution de ces questions à la Constituante ; mais il doit compter (avril 1917) avec une dangereuse fermentation dans les milieux agraires. Beaucoup

de terres ont déjà été occupées de force et les propriétaires évincés. Cette menace de jacquerie est le péril le plus redoutable en 1917, comme il l'était déjà en 1905. La répartition des terres de la Couronne et l'institution de grandes œuvres de crédit et de coopération agricole (les coopératives sont déjà florissantes en Russie) sont les seuls remèdes efficaces que l'on puisse envisager ; quant aux usurpations, elles devront, tôt ou tard, être empêchées *manu militari*. Il faudra aussi enseigner aux paysans russes la loi des rapports de la population avec les subsistances, et les convaincre que si la population peut s'accroître indéfiniment, il n'en est pas de même des terres cultivables, même dans un Empire aussi vaste que la Russie.

VII. — Guerre ou paix?

Le Gouvernement provisoire s'était hâté de reconnaître les obligations contractées par le régime déchu et de déclarer qu'il poursuivrait la guerre, suivant la convention du 4 septembre 1914, de concert avec les alliés de la Russie. Toutefois, alors que l'ancien régime avait affirmé que la conquête de Constantinople et des Détroits était un des buts de la guerre, l'idée se fit jour à gauche, dès 1916, qu'il fallait renoncer à des annexions territoriales, que la liberté des Détroits pouvait être sauvegardée autrement (voir p. 52). Le Gouvernement, lié par des conventions dont le texte n'a pas été publié, ne s'est pas prononcé à cet égard ; il n'y a eu que des expressions d'opinions individuelles. Kerensky, d'accord avec Tchkheidze, a adopté la formule d'une paix « sans annexions ni

indemnités d'aucune sorte». Croyant alors parvenir à détacher la Russie de l'Entente, ce qui pourrait signifier la ruine de l'une et de l'autre, les Empires centraux, l'Autriche-Hongrie tout d'abord (15 avril), ont protesté de leurs sentiments de bienveillance pour la révolution russe, se sont défendus du soupçon de vouloir rétablir l'autocratie et ont chargé des socialistes « domestiqués » de s'aboucher avec les socialistes russes pour obtenir une paix séparée sur les bases indiquées par Kerensky. Un révolutionnaire russe exilé en Suisse, Lenine, a même reçu toutes facilités du gouvernement allemand pour traverser l'Allemagne et venir prêcher à Pétrograd la haine de l'Angleterre, la nécessité pour la Russie de conclure une paix immédiate. Un instant, le danger, peut-être exagéré par les journaux, a paru sérieux ; des délégations de socialistes anglais et français se sont rendues à Pétrograd pour instruire les soldats russes du piège qu'on leur tendait ; Branting, le leader socialiste suédois, ami de l'Entente, et Plekhanov, démocrate socialiste revenu d'exil, s'employèrent éloquemment dans le même sens. Lénine fut hué au cours de plusieurs réunions et d'une touchante démonstration des invalides de la guerre qui se déroula dans les avenues de Pétrograd. On réclama même une enquête au sujet des facilités qu'il avait reçues du gouvernement allemand pour son voyage. Les extrémistes russes avaient — un peu naïvement — invité les Allemands et les Autrichiens à faire comme eux, à se débarrasser de leurs empereurs et rois, moyennant quoi ils seraient traités en amis ; le spectacle du socialisme allemand, passé presque entièrement au service du pouvoir et répudiant la forme républicaine, leur ouvrit les yeux. Causant

avec un correspondant d'un journal anglais (23 avril), Kerensky a formellement nié que les socialistes russes souhaitassent la paix à tout prix. Il fit remarquer que les demandes de paix séparée avaient été bien plus nombreuses sous l'ancien régime que depuis la Révolution ; seulement, sous Nicolas II, les démarches pacifistes des progermains de haut parage étaient tenues soigneusement cachées, tandis que la presse recueillait les moindres propos de ce genre quand ils étaient tenus par des ouvriers. « Les socialistes, dit Kerensky, feront une guerre défensive ; ils ne veulent pas d'annexions, mais sont résolus à ne pas faire d'avances en vue de la paix. » Kerensky a même admis le principe des réparations, spécialement pour la Pologne et la Belgique, mais il repousse « toute exaction dans quelque but que ce soit », sans trop définir ce qu'il entend par ces mots.

Le Comité de Tauride n'est pas formé que de délégués ouvriers, plus ou moins imbus d'idées marxistes ; il comprend aussi des délégués militaires, pour la plupart paysans, qui sont moins faciles à égarer. Un antagonisme, d'ailleurs salutaire, s'est manifesté de bonne heure entre les deux éléments du Comité ; la prédominance du second, également certain dans la future Constituante, mettra toujours un frein aux velléités des extrêmistes. Le rôle prépondérant qui incombe aux États-Unis dans la dernière phase de la guerre est un autre élément qui assurerait, si la ferme volonté du Gouvernement russe n'y suffisait point (déclaration du 1er mai), la fidélité de la Russie libre et loyale à ses engagements internationaux.

XXXVIII

Nulle part la Révolution russe n'a été saluée avec plus d'enthousiasme qu'aux États-Unis, et l'on peut dire que l'entrée de cette vieille démocratie dans la guerre pour la liberté (5 avril) n'a été rendue facile, sinon possible, que par la chute d'un régime exécré de tous les Américains.

« D'un seul geste, écrivait un grand organe longtemps neutraliste (1), le peuple russe a conquis sa liberté et secoué des épaules de l'Entente un pesant fardeau. Les nations démocratiques de l'Europe occidentale ont été libérées du poids du tsarisme et ont gagné un allié nouveau — la Russie démocratique. Pour les peuples engagés dans la défense du droit public contre la brutalité du poing ganté de fer, des petites nations contre l'hégémonie universelle, ç'a été dès le début une douleur et un embarras que leur alliée nécessaire fût la Russie de l'oppression polonaise, des massacres de Kishinev, la Russie des bureaucrates corrompus et incapables, des thaumaturges, des concussionnaires et des *Cents Noirs*. Les Alliés occidentaux ont dû fermer les yeux sur ces choses ; ils ne les ont pas oubliées, d'autant moins que les « forces obscures » de la Russie n'ont jamais cessé d'en ranimer l'amer souvenir dans la conscience de l'Europe occidentale et des neutres. Le pro-germanisme que nous avons déploré aux États-Unis, n'était-ce pas, pour une très grande part, de l'anti-tsarisme? Si nous

(1) *New-York Nation*, 22 mars 1917, p. 33.

tenons compte des étrangers établis chez nous qui ont pâti sous les verges de l'autocratie russe — Polonais et juifs, Finnois, Lithuaniens, et ces fils de la Russie elle-même qui ont payé de l'exil leur rêve de liberté — la merveille, c'est que notre prétendu pro-germanisme ne se soit pas montré bien plus fort. Des centaines de milliers d'hommes, aux États-Unis, ont épousé la cause des Alliés parce qu'ils ont concentré leurs regards sur la France, la Belgique, la Serbie, et qu'ils ont refusé de regarder la Russie, ou n'ont consenti à fixer leurs espérances que sur la Russie future. Ils n'ont plus besoin aujourd'hui de faire effort pour ne point voir. La Russie de l'avenir est sous leurs yeux.

« Mais ce qui vient de fortifier la cause des Alliés, c'est plus encore qu'une purification. La Révolution de Pétrograd a immensément accru les objets pour lesquels les Alliés combattent, au point de faire presque oublier les buts originaux de la guerre. Parmi les nations qu'il s'agit de sauver, il y a maintenant la Russie elle-même, un peuple de cent soixante-dix millions d'hommes, avec des possibilités de développement, au profit de la civilisation et du monde, qui font presque paraître insignifiantes la Belgique et la Serbie. La conservation et l'extension des libertés si rapidement conquises en Russie sont maintenant liées pour toujours à la cause des Alliés. Une victoire germanique signifierait aujourd'hui la ruine de la Russie libre. Les hommes qui ont fait la Révolution ont employé, comme leur levier le plus puissant, le désir intense de la Russie d'être victorieuse. La défaite serait suivie immédiatement d'un retour triomphal du tsarisme, avec ou sans l'aide des

soldats de Guillaume II. Tel est l'extraordinaire changement que les événements de quelques jours ont produit. La semaine passée, des millions d'hommes qui n'aiment pas l'Allemagne pouvaient encore souhaiter son succès, dans l'espoir qu'une victoire allemande serait la ruine de l'autocratie russe. Aujourd'hui, ceux qui ont uniquement pensé à la Russie doivent souhaiter que la guerre mondiale prenne un autre cours. Partisans de la liberté russe, c'est pour le succès des Alliés qu'ils doivent prier.

« Si le gain moral pour les Alliés est énorme, le bénéfice pratique n'est pas non plus négligeable. Il est aujourd'hui avéré que l'action de l'Entente a été contrariée dans ces derniers temps par la crainte d'une paix séparée, imposée à la nation russe par la *camarilla* de la Cour. On sait que la mission de lord Milner à Pétrograd avait pour but, d'une part d'écarter ce péril, de l'autre de travailler à l'apaisement des troubles intérieurs qui paralysaient l'énergie russe. Les Alliés d'Occident sont délivrés de cette double inquiétude. Ils peuvent compter non seulement sur la fidélité de la Russie, mais sur ses loyaux efforts. On peut objecter que l'indifférence de l'ancien régime à la victoire a été quelque peu exagérée. Après tout, la Russie a combattu pendant trente-deux mois et a rendu des services considérables aux Alliés. Est-ce qu'une organisation absolument mauvaise aurait pu produire des effets aussi utiles?... Nous répondrons que les efforts de la Russie au service de la cause commune ont été l'œuvre non du gouvernement, mais du peuple. Sans le travail de la Russie nouvelle, celui de la Douma, des municipalités, des zemstvos, c'eût été, il y a longtemps, l'effon-

drement et la capitulation. Ce n'est pas grâce à l'autocratie russe que l'Empire a surmonté la désastreuse retraite de Galicie : c'est grâce au dévouement sans bornes du paysan russe qui, privé d'armes et de munitions, a opposé un mur de chair vive à l'artillerie germanique. Les critiques militaires allemands, il y a deux ans, qualifiaient de « soldatesque désorganisée » l'armée russe en retraite. Désorganisée, elle l'était, et presque sans armes, mais ce n'était pas une soldatesque : c'était une troupe héroïque qui n'a jamais fléchi et qui a fini par arrêter l'invasion allemande au pied d'un amoncellement de cadavres.

« Désormais, le dévouement du soldat-paysan russe aura derrière lui l'intelligence organisée, la conscience de la nation, et aussi la volonté de vaincre, intensifiée par la conviction que de la victoire dépendent non seulement la réalisation des buts internationaux de la Russie, mais sa liberté, mais la vie et les biens des hommes qui ont recueilli l'actif du tsarisme en faillite. Avec l'autocratie, une poussée allemande vers Odessa ou Pétrograd pouvait et devait probablement même imposer la paix ; avec la Russie démocratique, les armées allemandes pourraient atteindre l'Oural sans obliger la Russie à se soumettre. La Révolution russe fournit la garantie absolue que l'unité de la cause des Alliés restera intacte jusqu'au bout. »

XXXIX

Un observateur compétent, M. Henry, écrivait en 1907 : « La Russie se trouve obligée à faire un formidable bond en avant. » Elle l'a fait ; faudra-t-il demain qu'elle recule? Est-il à propos de rappeler le vers célèbre :

Le temps ne garde pas ce qu'on a fait sans lui

et de douter qu'un pays puisse passer, par une sorte de mutation brusque, de l'autocratie presque sans limites à la démocratie?

La réalité n'est pas conforme aux apparences. Sous un régime autocratique, la Russie était démocratique depuis longtemps. Les idées qui triomphent aujourd'hui sont celles de Speransky en 1809, des Décabristes en 1825, de la première Douma en 1905. Ce sont celles qui ont agi pendant des années, comme un ferment salutaire, non seulement dans la littérature russe, mais au sein des unions provinciales et municipales. La Russie possédait une noblesse, non une aristocratie. Il n'y a jamais eu, dans la vraie Russie (à la différence des provinces baltiques), de corps analogue au *Junkertum* prussien. Les idées de liberté, d'égalité, de fraternité y ont grandi comme des fruits naturels du sol ; le despotisme n'a jamais été qu'un pesant décor. La Russie est le seul pays du monde où l'on s'appelle « frère » sans affectation.

L'histoire nous enseigne que la liberté politique est plus ancienne en Russie que le despotisme. Au XIIIe siècle, il y avait des républiques à la manière

de Venise, celles de Novgorod, de Pskov, où les citoyens s'assemblaient pour délibérer à l'appel du beffroi, où le prince qui déplaisait était remercié. Un foyer d'autocratie se forma à Moscou, et les Moscovites furent les Prussiens de la Russie. Mais, là encore, l'autocratie ne naquit point comme un produit spontané. Les princes de Moscou imitèrent d'une part les khans tartares, dont ils furent d'abord les agents pour le recouvrement des tributs, de l'autre les empereurs césaropapistes de Byzance, dont ils aspiraient à reconstituer l'héritage. Ivan III épousa la nièce du dernier empereur byzantin, Constantin Dragosès. Ivan le Terrible et Pierre le Grand imposèrent à la Russie un régime qui n'était pas fait pour elle et qui s'est maintenu seulement sous la férule d'une bureaucratie oppressive dont les éléments étaient empruntés à l'étranger.

En somme, le gouvernement russe, vers 1900, était une autocratie servie (et parfois desservie) par une bureaucratie policière. L'autocratie était d'origine orientale ; la bureaucratie était allemande. L'autocratie brisée et la bureaucratie réformée, il reste la Russie libre, le pays des « possibilités sans limites », celui dont la littérature, au XIXe siècle, a le plus puissamment remué les âmes et dont le XXe, après une crise effroyable, fera le pendant et comme le prolongement, dans l'Ancien Monde, des États-Unis du Nouveau (1).

10 mai 1917.

---

(1) SOURCES : journaux et périodiques français, suisses, anglais et américains, en particulier la Revue *Darkest Russia* (Londres, 1912-1914). Ouvrages généraux de référence, en particulier *British Encyclopedia*, *Dictionary of Dates* (24e édition) et *The Annual Register*, 1913-1916.

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS, 5-7, rue des Beaux-Arts — rue des Glacis, 18, NANCY

PAGES D'HISTOIRE 1914-1917

Série de volumes in-12

HONORÉE DE SOUSCRIPTIONS DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DU GOUVERNEMENT BELGE

1. **Le Guet-apens.** *23, 24 et 25 juillet 1914.* . . . . . 40 c.
2. **La Tension diplomatique.** *Du 25 juillet au 1er août 1914* . . . . 60 c.
3. **En Mobilisation.** *2, 3 et 4 août 1914.* . . . . . 60 c.
4. **La Journée du 4 août 1914.** . . . . . 60 c.
5. **En Guerre.** *Du 5 au 7 août 1914* . . . . . 60 c.
6. **Les Communiqués officiels depuis la déclaration de guerre.** — I. *Du 5 au 14 août 1914* . . . . . 60 c.
7. — II. *Du 15 au 31 août 1914* . . . . . 60 c.
8. — III. *Du 1er au 30 septembre 1914* . . . . . 60 c.
9. **Extraits du « Bulletin des Armées de la République ».** — I. **Les Premiers-Paris.** *Du 15 août au 3 septembre 1914* . . . 60 c.
10. — II. **Les Premiers-Bordeaux.** *Du 4 sept. au 21 octobre 1914.* 60 c.
11. **A l'Ordre du Jour.** — I. *Du 8 août au 18 septembre 1914.* . . 60 c.
12. **Les Communiqués officiels.** — IV. *Du 1er au 31 octobre 1914.* 60 c.
13. **A l'Ordre du Jour.** — II. *Du 19 au 29 septembre 1914.* . . . . . 60 c.
14. — III. *Du 2 au 14 octobre 1914* . . . . . 60 c.
15. **Le Livre bleu anglais** (*23 juillet-4 août 1914*). . . . . 60 c.
16. **A l'Ordre du Jour.** — IV. *Du 15 au 26 octobre 1914* . . . . . 60 c.
17. — V. *Du 28 octobre au 1er novembre 1914* . . . . . 60 c.
18. **Les Communiqués officiels.** — V. *Du 1er au 30 novembre 1914.* 60 c.
19. **A l'Ordre du Jour.** — VI. *Du 6 au 10 novembre 1914* . . . . . 60 c.
20. **Le Livre gris belge** (*24 juillet-29 août 1914*). . . . . 60 c.
21. **Le Livre orange russe** (*10/23 juillet-24 juillet/6 août 1914*) . . . 60 c.
22. **Le Livre bleu serbe** (*16/29 juin-3/16 août 1914*). . . . . 60 c.
23. **La Séance historique de l'Institut de France.** Préface de M. H. Welschinger, de l'Institut. . . . . 60 c.
24. **Extraits du « Bulletin des Armées de la République ».** — III. **Les Premiers-Bordeaux.** *Du 24 oct. au 9 décembre 1914.* 60 c.
25. **Le Livre blanc allemand** (*24 juillet-2 août 1914*). . . . . 60 c.
26. **Les Communiqués officiels.** — VI. *Du 1er au 31 déc. 1914* . . 60 c.
27. **L'Allemagne et la Guerre,** par Émile Boutroux, de l'Académie Française. . . . . 40 c.
28. **La Folie allemande.** *Documents allemands,* par Paul Verrier, chargé de cours à la Sorbonne. . . . . 30 c.
29. **La Journée du 22 décembre 1914** (*Rentrée des Chambres*). Préface de M. H. Welschinger, de l'Institut . . . . . 60 c.
30. **La Chronologie de la Guerre.** *Du 31 juillet au 31 décembre 1914,* par S. R. . . . . 40 c.

PAGES D'HISTOIRE 1914-1917 (*Suite*)

31. **A l'Ordre du Jour.** — VII. *Du 11 au 21 novembre 1914.* . . . . 60 c
32. **Le « 75 ».** *Notions sur le canon de 75,* par Th. Schlœsing fils, membre de l'Institut . . . . . 40 c.
33. **A l'Ordre du Jour.** — VIII. *Du 22 au 25 novembre 1914* . . . 60 c.
34. **Les Neutres. — Les Allemands en Belgique (Louvain et Aerschot).** *Notes d'un témoin hollandais,* par L.-H. Grondijs. 60 c.
35. **Les Communiqués officiels.** — VII. *Du 1er au 31 janvier 1915.* 60 c.
36 et 37. **Les Neutres. — Voix américaines sur la guerre de 1914.** Articles traduits ou analysés par S. R. — I et II. Chacun. 60 c.
38. **Le second Livre orange russe** (*19 juillet/1er août-19 octobre /1er novembre 1914*) . . . . . 60 c.
39. **Le Front.** *Atlas dépliant de 32 cartes en six couleurs.* (Août-décembre 1914.) Préface du général Cherfils . . . . . 90 c.
40. **Paroles allemandes.** Préface de l'abbé E. Wetterlé, ancien député de Ribeauvillé (Haut-Rhin) au Reichstag. . . . . 90 c.
41. **Les Poètes de la Guerre.** *Recueil de poésies parues depuis le 1er août 1914.* Préface en vers de Hugues Delorme . . . . . 75 c.
42. **Les Communiqués officiels.** — VIII. *Du 1er au 28 février 1915.* 60 c.
43. **A l'Ordre du Jour.** — IX. *Du 26 novembre au 1er déc. 1914* . . 60 c.
44. **La Haine allemande** (*Contre les Français*), par Paul Verrier, chargé de cours à la Sorbonne . . . . . 40 c.
45. **Les Communiqués officiels.** — IX. *Du 1er au 31 mars 1915.* . 60 c.
46. **Les Neutres. — La Suisse et la Guerre** . . . . . 60 c.
47. **Le Livre rouge austro-hongrois** (*29 juin-24 août 1914*) . . . . 90 c.
48. **Les Campagnes de 1914,** par Champaubert. Avec 23 cartes . 60 c.
49. **Les Communiqués officiels.** — X. *Du 1er au 30 avril 1915* . . 60 c.
50. **Nos Marins et la Guerre.** — I. . . . . 60 c.
51. **Le second Livre bleu anglais** (*Turquie, 3 août-4 nov. 1914*). 90 c.
52. **A l'Ordre du Jour.** — X. *Du 2 au 7 décembre 1914.* . . . . . 60 c.
53. **Les Communiqués officiels.** — XI. *Du 1er au 31 mai 1915* . . 60 c.
54. **Les Neutres. — Les Dessous économiques de la Guerre,** par Christian Cornelissen, économiste hollandais. Préface de Charles Andler, professeur à la Sorbonne . . . . . 60 c.
55. **Le Livre vert italien** (*9 décembre 1914-4 mai 1915*) . . . . . 90 c.
56. **A l'Ordre du Jour.** — XI. *Du 8 au 11 décembre 1914* . . . . . 60 c.
57. **Les Volontaires étrangers enrôlés au service de la France en 1914-1915,** par M.-C. Poinsot . . . . . 60 c.
58. **L'Organisation du Crédit en Allemagne et en France,** par André Liesse, membre de l'Institut . . . . . 90 c.
59. **A l'Ordre du Jour.** — XII. *Du 11 au 13 décembre 1914* . . . . 60 c.
60. **A l'Ordre du Jour.** — XIII. *Du 14 au 28 décembre 1914.* . . . 60 c.
61. **Les Communiqués officiels.** — XII. *Du 1er au 30 juin 1915.* . 60 c.
62. **La Vie économique en France pendant la guerre actuelle,** par Paul Beauregard, membre de l'Institut . . . . . 40 c.
63. **L'Œuvre de la France.** Articles traduits du journal *The Times.* Avec 1 carte. . . . . 40 c.

PAGES D'HISTOIRE 1914-1917 (*Suite*)

64. **La Guerre et les Monuments.** *Cathédrale de Reims, Ypres, Louvain, Arras,* par Lucien MAGNE. Avec 32 illustrations . . . 1 fr.
65. **Les Origines historiques de la guerre,** par Gabriel ARNOULT, docteur en droit. Avec 4 cartes . . . . . 40 c.
66. **Du Rôle de la Physique à la guerre. De l'Avenir de nos Industries physiques après la Guerre,** par J. VIOLLE, membre de l'Institut. Avec 26 figures . . . . . 75 c.
67. **Le Livre jaune français** (*17 mars 1913-4 septembre 1914*). . . . 90 c.
68. **Chronologie de la Guerre.** *Du 1er janvier au 30 juin 1915,* par S. R. . . . . 60 c.
69. **Les Communiqués officiels.** — XIII. *Du 1er au 31 juillet 1915.* 60 c.
70. **A l'Ordre du Jour.** — XIV. *Du 29 décembre 1914.* Avec la *Liste alphabétique des noms cités du 8 août au 29 décembre 1914* . . . 90 c.
71. **Les Pages de Gloire de l'Armée belge.** *De la Gette à l'Yser. A Dixmude,* par le commandant WILLY BRETON, de l'armée belge. Avec 4 cartes . . . . . 60 c.
72. **Chants de Soldats (1525-1915).** *Chansons populaires. Chants militaires. Hymnes nationaux. Sonneries.* (Avec la musique.) Recueillis par A. SAUVREZIS . . . . . 1 fr.
73. **Le Livre bleu anglais. Documents complémentaires** (*20 juillet-1er septembre 1914*). . . . . 60 c.
74. **Voix italiennes sur la Guerre de 1914-1915.** . . . . . 60 c.
75. **Les Neutres. — Voix américaines sur la Guerre de 1914-1915.** Articles traduits ou analysés par S. R. — III. . . . . 60 c.
76. **Les Neutres. — Voix espagnoles.** Préface de Gomez CARRILLO. 60 c.
77. **Les Communiqués officiels.** — XIV. *Du 1er au 31 août 1915.* 60 c.
78. **L'Anniversaire de la Déclaration de guerre** (*4 août 1914-4 août 1915*). Préface de M. H. WELSCHINGER, de l'Institut . . . 60 c.
79. **Paroles françaises.** *Hommes d'État. Hommes politiques. Diplomates. Publicistes* . . . . . 60 c
80. **Paroles françaises.** *L'Institut de France. L'Université. Les ministres des cultes. Les chefs militaires. Le Président de la République.* . . . . . 60 c.
81. **Les Communiqués officiels.** — XV. *Du 1er au 30 sept. 1915.* . 60 c.
82. **Mines et Tranchées,** par Henry DE VARIGNY. Avec 5 figures. 60 c.
83. **Nos Marins et la Guerre.** — II. *Du 3 avril au 14 août 1915.* 60 c.
84. **Les Alsaciens-Lorrains en France pendant la Guerre** . . 60 c.
85. *La Diplomatie française.* **L'Œuvre de M. Delcassé,** par Georges REYNALD, sénateur. Avec portrait . . . . . 60 c.
86. **Les Communiqués officiels.** — XVI. *Du 1er au 31 octobre 1915.* 60 c.
87. **Les Terres meurtries,** par A. DE POUVOURVILLE. Avec 7 cartes. . 60 c.
88. **Documents authentiques sur le complot austro-allemand aux États-Unis,** présentés aux deux Chambres du Parlement britannique. 1916 . . . . . 60 c.
89. **Les Communiqués officiels.** — XVII. *Novembre-décembre 1915.* 90 c.
90. **Les Neutres. — Voix américaines sur la Guerre de 1914-1916.** Articles traduits ou analysés par S. R. — IV. . . . 60 c.

PAGES D'HISTOIRE 1914-1917 (*Suite*)

91. **La Prospérité économique de l'Allemagne.** *Sa « Place au soleil » et la Guerre,* par Gaston CADOUX. 1916. . . . . 40 c.
92. **Les Derniers Massacres d'Arménie.** *Les Responsabilités,* par Herbert Adams GIBBONS. 1916. . . . . 40 c.
93. **Le second Livre blanc allemand** (Documents sur l'explosion de la Guerre). *Essai critique et notes sur l'altération officielle des documents belges,* par Fernand PASSELECQ. Avec fac-similés. . . 1 fr.
94. **Chronologie de la Guerre.** 3e volume (*1er juillet-31 décembre 1915*), par S. R. . . . . 90 c.
95. **Les Neutres. — Voix de l'Amérique latine.** Préface de Gomez CARRILLO : *Le Péril allemand dans l'Amérique latine.* . . 75 c.
96. **Problèmes de Guerre.** *Le Droit de la Guerre, autrefois et aujourd'hui. Comment on paie en temps de guerre,* par ALGLAVE, professeur à la Faculté de Droit de Paris. . . . . 75 c.
97. **Les Communiqués officiels.** — XVIII. *Janvier-février 1916.* . 90 c.
98. **La Guerre aérienne.** *Le Rôle de la cinquième Arme,* par G. CROUVEZIER. Avec 24 illustrations . . . . . 90 c.
99. **La Conquête de l'Autriche-Hongrie par l'Allemagne.** *Une nouvelle forme de Pangermanisme : le « Zollverein »,* par Adrien BERTRAND. . . . . 60 c.
100. **Deuxième Livre gris belge.** *Correspondance diplomatique relative à la guerre de 1914-1916* 1f 25
101. **Le Nerf de la Guerre.** *Les Ressources de la défense nationale,* par G. CERFBERR DE MEDELSHEIM, chef des bureaux du service des émissions de la défense nationale. Avec 3 gravures. . . . 1f 50
102. **La Réponse du Gouvernement belge au Livre blanc allemand du 10 mai 1915.** *Étude analytique de la publication officielle du Gouvernement belge,* par Fernand PASSELECQ, directeur du Bureau documentaire belge . . . . . 60 c.
103. **La Bataille marocaine.** *L'Œuvre du général Lyautey,* par Ernest VAFFIER . . . . . 60 c.
104. **Les Communiqués officiels.** — XIX. *Mars-avril 1916* . . . . 90 c.
105. **L'Effort de la France.** Préface par Alfred CROISET, membre de l'Institut. . . . . 60 c.
106. **Le Développement économique de l'Allemagne contemporaine (1871-1914),** par Albert PINGAUD, consul général de France. . . . . 75 c.
107. **Explosions et Explosifs,** par Henry DE VARIGNY . . . . . 75 c.
108. **Les Forces économiques des puissances belligérantes avant la guerre,** par B. FAYOLLE, ingénieur . . . . . 60 c.
109. **Les Chansons de la Guerre.** Rondeau-préface de Hugues DELORME 1f 25
110. **Les Emprunts de Guerre de l'Allemagne,** par A. LIESSE, membre de l'Institut . . . . . 60 c.
111. **Les Communiqués officiels.** — XX. *Du 1er mai au 30 juin 1916.* 90 c.
112. **L'Esprit français. Les Caricaturistes.** Préface d'Arsène ALEXANDRE . . . . . 2 fr.

PAGES D'HISTOIRE 1914-1917 (*Suite*)

113. **Les Communiqués officiels.** — XXI. *Juillet 1916* . . . . . **90 c.**

114. **Chronologie de la Guerre.** — IV. *Du 1er janvier au 30 juin 1916*, par R. S. **1f 25**

115. **Les Communiqués officiels.** — XXII. *Août 1916* . . . . . **90 c.**

116. **Leurs Crimes,** *d'après les rapports officiels des Gouvernements français et belge*, par L. Mirman, préfet de Meurthe-et-Moselle, G. Simon, maire de Nancy, et G. Keller, maire de Lunéville. Publié sous le patronage des maires des villes martyres . . . **60 c.**

117. **Deuxième Livre jaune français. Lille 1916.** *Conduite des autorités allemandes à l'égard des populations des départements français occupés par l'ennemi.* Préface de Henri Welschinger, de l'Institut . . . . . **75 c.**

118. **Les Communiqués officiels.** — XXIII. *Septembre 1916* . . . . **90 c.**

119. **Autres Chants de Soldats (1200-1916).** *Chansons populaires. Chansons de route. Chants historiques et militaires.* Recueillis par A. Sauvrezis **1f 25**

120. **Deuxième Livre bleu serbe, 1916,** sur les violations du droit des gens commises par les autorités allemandes, autrichiennes et bulgares dans les territoires serbes occupés . . . . . **75 c.**

121. **Les Communiqués officiels.** — XXIV. *Octobre 1916* . . . . . **90 c.**

122. **Les Commandements de la Patrie.** Discours prononcé à l'Institut au nom de l'Académie Française (Séance publique des cinq Académies, 25 octobre 1916), par Paul Deschanel . . . . **50 c.**

123. **Les Communiqués officiels.** — XXV. *Novembre 1916* . . . . **75 c.**

124. **La Hollande et la Guerre,** par Louis Piérard . . . . . **75 c.**

125. **Les Communiqués officiels.** — XXVI. *Décembre 1916* . . . . **60 c.**

126. **La Course à la Mer et la bataille des Flandres** (*Septembre-novembre 1914*), par René Puaux. Avec 10 cartes . . . . . **75 c.**

127. **Les Communiqués officiels.** — XXVII. *Janvier 1917* . . . . . **60 c.**

128. **Chronologie de la guerre.** 5e volume (*1er juillet-31 décembre 1916*), par R. S. **1f 75**

129. **Pour avoir la Paix. La Manœuvre allemande.** Préface de Georges Reynald, sénateur de l'Ariège, secrétaire de la Commission des Affaires étrangères . . . . . **1 fr.**

130. **Les Sous-marins,** par J. Hutter, ingénieur en chef de la Marine. **90 c.**

131. **Les Communiqués officiels.** — XXVIII. *Février-mars 1917.* **1f 25**

Il est tiré de chaque volume des *Pages d'Histoire* 55 exemplaires numérotés à la presse : Nos 1 à 5 sur papier Japon à. . . . . **5 fr.**
6 à 55 sur papier de Hollande à . . **3 fr. 50**

La collection des *Pages d'Histoire* comprend jusqu'à présent, entre autres, les séries de volumes ci-après :

Les Communiqués officiels du Gouvernement français. — 30 volumes.
Les Livres diplomatiques. — 18 volumes.
Les Voix des Neutres. — 9 volumes.
Histoire de la Guerre. — 29 volumes.
Les aspects juridiques, économiques, financiers et scientifiques de la Guerre. — 15 volumes.
La Littérature et la Guerre. — 11 volumes.

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS, 5-7, rue des Beaux-Arts — rue des Glacis, 18, NANCY

JEAN-BERNARD

Histoire Générale et Anecdotique DE LA GUERRE DE 1914

Paraissant par fascicules grand in-8, avec illustrations et cartes

Prix du fascicule : **75** c.

Les 13 premiers fascicules ont paru.

Prix du **Tome I** (fascicules 1 à 8). **Jusqu'après la Bataille de Charleroi.** Volume de 500 pages, avec 124 illustrations et 8 cartes en noir et en couleurs hors texte, broché . . . . . 6 fr. — Relié en percaline . . **7 fr. 50**

Envoi, sur demande, du prospectus illustré.

CONFÉRENCES DE GUERRE

DES PROFESSEURS DU CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS

BEAUREGARD (Paul). — **La Vie économique en France pendant la guerre actuelle.** 1915 . . . . . **40 c.**

FLEURENT. — **Un Effort à faire. Les Industries chimiques en France et en Allemagne.** *Aperçu général sur les causes de leur développement comparatif.* . . . . . 75 c.

— **Un Effort à faire. Les Industries chimiques en France et en Allemagne.** 2e SÉRIE : *Considérations sur leur développement particulier.* 1916 . . . . . **2 fr.**

JOB (A.). — **La Chimie du feu et des explosifs.** . . . . . **40 c.**

— **La Stérilisation des Eaux.** *La Chimie des aliments.* 1916. Avec 6 fig. **1 fr.**

LIESSE (André). — **L'Organisation du Crédit en Allemagne et en France.** 1915 . . . . . **90 c.**

— **Les Emprunts de Guerre de l'Allemagne.** 1916 . . . . . **60 c.**

MAGNE (Lucien). — **La Guerre et les Monuments.** *Cathédrale de Reims, Ypres, Louvain, Arras.* Avec 32 illustrations. 1915. . . . . **90 c.**

SCHLŒSING fils (Th.). — **Notions sur le canon de 75.** Avec 9 figures. 1915. . . . . **40 c.**

VIOLLE (J.). — **Du Rôle de la Physique à la guerre.** *De l'avenir de nos industries physiques après la guerre.* Avec 26 figures. 1915. . . . . **75 c.**

LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS, 5-7, rue des Beaux-Arts — rue des Glacis, 18, NANCY

LÉGISLATION DE GUERRE 1914-1917

Collection publiée sous la direction de A. SAILLARD ✻, ✿ I, C ✻

ANCIEN INSPECTEUR GÉNÉRAL
CHEF DE BUREAU AU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Ouvrages honorés des souscriptions de divers ministères

Série de volumes in-12, brochés

1. **Les Loyers et le Moratorium.** *Guide complet pour les propriétaires et les locataires. — Leurs situations respectives d'après le régime des décrets. — Congés, baux. — Compétence, procédure. — Dispositions législatives. — Textes officiels,* par A. SAILLARD. — Brochure de 64 pages . . . . . **75 c.**

2. **Les Baux à ferme, les Métayages et le Moratorium.** *Prorogation et suspension des baux. — Reddition des comptes des métayers mobilisés. — Paiement. — Compétence. — Textes officiels,* par A. SAILLARD. — *2e édition.* Brochure de 40 pages . . . . . **60 c.**

3. **Les Affaires, la Bourse, les Banques et la Guerre.** *Manuel de l'homme d'affaires pendant la guerre. — Moratoria divers. — Perte des valeurs mobilières. — Patentes et impôts. — Textes officiels et commentaire pratique,* par F.-J. COMBAT, chef de portefeuille, expert-comptable judiciaire. — *2e édition.* Volume de 158 pages. . . . . **2 fr. 25**

4. **Les Finances publiques et la Guerre.** *Étude d'ensemble (France et Étranger),* par F.-J. COMBAT. — Brochure de 96 pages. . . . . **1 fr. 25**

5. **Le Séquestre des biens des Allemands et des Austro-Hongrois.** *Guide juridique et pratique,* par A. SAILLARD, en collaboration avec un Administrateur-Séquestre. — Brochure de 96 pages . . . . **1 fr. 50**

6. **Condition civile des mobilisés.** — *Actes de l'état civil, Procurations, Mariages, Légitimation, Divorce, Obligations et droits civils, Statut civil des ouvriers des usines de guerre,* par H. FOUGEROL, docteur en droit et lauréat de la Faculté de Paris, avocat à la Cour, attaché au cabinet du sous-secrétaire d'État à la Guerre. — Volume de 132 pages . . **2 fr.**

7. **Décès et disparitions aux armées.** — *Constatation. Notification aux familles. Expéditions d'actes de décès. — Remise des objets de la succession. Testaments. — Renseignements sur le sort des blessés, disparus et prisonniers. — Textes officiels et formules,* par H. FOUGEROL. — Brochure de 64 pages . . . . . **75 c.**

8. **Les Droits des Veuves et des Orphelins des militaires tués à l'ennemi.** — *Pensions. Délégations de solde. Secours. Avantages divers. — Droits des familles des disparus ou prisonniers. — Textes officiels. — Renseignements pratiques et formules,* par A. SAILLARD et H. FOUGEROL. — *3e édition.* Volume de 254 pages. . . . . **2 fr. 50**

9. **Les Allocations aux familles des Mobilisés, Réfugiés et Victimes civiles de la guerre.** — *Conditions. Procédure et Formalités. Réclamations. — Textes officiels avec les solutions des cas d'espèces les plus fréquents, d'après les instructions administratives,* par A. SAILLARD et H. FOUGEROL. — **2e édition augmentée et mise à jour** . (*Sous presse.*)

LÉGISLATION DE GUERRE 1914-1917

Collection publiée sous la direction de A. SAILLARD ✻, ✿ I, C

ANCIEN INSPECTEUR GÉNÉRAL
CHEF DE BUREAU AU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Ouvrages honorés des souscriptions de divers ministères

Série de volumes in-12 brochés (suite)

10. **Croix de guerre, Insignes et Décorations militaires.** — *Lég d'honneur. — Médailles militaire et coloniale. — Insigne des blessés et formés. — Chevrons et fourragère. — Réhabilitation des condam cités à l'ordre. — Diplômes d'honneur aux morts pour la patrie. — Tex officiels avec Notice historique,* par H. Fougerol et A. Saillard. — *2e éd tion.* Brochure de 168 pages 2
11. **Les Dommages de guerre.** — *Constatation et Évaluation. — Catégor de dommages. — Formalités à remplir. — Allocations d'acomptes d'avances sur indemnités. — Tableaux et Formules. — Textes officie* par G. Monsarrat, chef de bureau chargé du service de l'évaluation d dommages de guerre au ministère de l'Intérieur. — Volume de 160 page mis à jour, avec un supplément . . . . . 1 fr. 7
    Le supplément de 48 pages, séparément. 50
12. **Les Assurances et la Guerre**, avec commentaire juridique et pr tique. — *Le moratorium des assurances. — Dispositions spéciales (vi et assurés mobilisés). — Textes officiels,* par F.-J. Combat. — Broch de 80 pages . . . . . 1 fr
13. **L'Application de l'Impôt sur le Revenu.** *Historique. — Commentair de la loi. — Barèmes des taxes. — Déclarations. — Textes officiels,* pa F.-J. Combat. — Brochure de 60 pages, mise à jour d'après la loi appl cable à 1917. . . . . 1 fr. 25
14. **L'Impôt sur les bénéfices de guerre.** *Guide pratique des assujetti — Commentaire de la loi et textes officiels. — La taxe et les groupe ments commerciaux et industriels. — La patente spéciale des fournisseur de la guerre et des maîtres ouvriers militaires,* par F.-J. Combat. 3e éd tion. Volume de 128 pages. . . . . 2 fr. 50
15. **Le Travail des Femmes à domicile.** *Nouvelle réglementation avec Commentaire explicatif et étude générale sur les salaires féminins,* par Ed. et F.-J. Combat. — Brochure de 85 pages . . . . . 1 fr. 25
16. **Réquisitions militaires et maritimes.** — *Formalités. Évaluation. Règlement. Réclamations. Logement et cantonnement. — Ravitaillement de la population civile. — Textes officiels, réponses ministérielles et jurisprudence,* par H. Fougerol. — **2e édition.** Volume de 282 pages. 3 fr.
17. **La Propriété industrielle et la Guerre.** *Législation française. Législation étrangère. Textes officiels français et étrangers. Commentaire,* par P. Lainel, chef de la section des brevets d'invention à l'Office national de la propriété industrielle. Volume de 164 pages . . . . . 2 fr.
18. **Les Blessés de guerre.** *Prothèse et Rééducation professionnelle. Dispositions légales,* par Paul Razous, actuaire du Contrôle au Minist re du Travail . . . . . (*Sous press .*)

Les ouvrages dont le montant est joint à la commande sont expédiés franco

BINDING LIST APR 15 1934

Author ..... 265218 HMod P1344

Title ..... Pages d'histoire. Series 9 - Pendant la guerre. J-N.

DATE. NAME OF BORROWER.

University of Toronto Library

DO NOT REMOVE THE CARD FROM THIS POCKET

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File"
Made by LIBRARY BUREAU